



HAL
open science

Génèse du projet d'association interrégionale Sui generis entre le Mercosud et l'Union Européenne: 1999 - 2011

Rodolphe Robin

► **To cite this version:**

Rodolphe Robin. Génèse du projet d'association interrégionale Sui generis entre le Mercosud et l'Union Européenne: 1999 - 2011. Economies et finances. Université Rennes 2, 2011. Français. NNT: 2011REN20033 . tel-00651469

HAL Id: tel-00651469

<https://theses.hal.science/tel-00651469>

Submitted on 13 Dec 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



THESE / UNIVERSITÉ DE RENNES II

*sous le sceau de l'Université européenne de
Bretagne*

pour obtenir le titre de

DOCTEUR DE L'Université Rennes 2 - Haute Bretagne

Mention : études latino-américaines

Ecole doctorale ED 506

présentée par

Rodolphe ROBIN

Préparée à l'Unité de Recherche ERIMIT
EA 4327

Université Rennes 2 - Haute Bretagne
Équipe de Recherche Interlangues

Genèse du projet
d'association
interrégionale
sui generis
entre le
Mercosud et
l'Union européenne :
1999 - 2011

Thèse soutenue le 29 novembre 2011
devant le jury composé de :

Carlos MACIEL

Professeur - Université de Nantes

Président et Rapporteur

Christian GIRAULT

Directeur de recherche au CNRS - IHEAL, Université Sorbonne
Nouvelle, Paris 3

Rapporteur

Hervé THÉRY

Directeur de recherche au CNRS - IHEAL, Université Sorbonne
Nouvelle, Paris 3 - Associé à l'Université de São Paulo

Examineur

Geraldo NUNES

Professeur - Université Fédérale de Rio de Janeiro

Examineur

Nestor PONCE

Professeur - Université de Rennes II

Examineur

Jean-Yves MÉRIAN

Professeur Émérite - Université de Rennes II

Directeur de thèse

SOUS LE SCEAU DE L'UNIVERSITÉ EUROPÉENNE DE BRETAGNE

UNIVERSITÉ DE RENNES II – INSTITUT DES AMÉRIQUES

École Doctorale Arts, Lettres, Langues – Unité de recherche ERIMIT EA 4327,

**GENÈSE DU PROJET D'ASSOCIATION
INTERRÉGIONALE *SUI GENERIS* ENTRE
LE MERCOSUD ET L'UNION EUROPÉENNE :
1999 - 2011**

Thèse de Doctorat

Discipline : portugais

Présentée par Rodolphe ROBIN

Directeur de thèse : M. Jean-Yves MÉRIAN

Soutenue le 29 novembre 2011

Jury :

M. Carlos MACIEL – Professeur – Université de Nantes (Président et Rapporteur)

M. Christian GIRAULT – Directeur de recherche au CNRS – IHEAL, Université Sorbonne Nouvelle, Paris 3 (Rapporteur)

M. Hervé THÉRY – Directeur de recherche au CNRS – IHEAL, Université Sorbonne Nouvelle, Paris 3 – Associé à l'Université de São Paulo, USP (Examineur)

M. Geraldo NUNES – Professeur – Université Fédérale de Rio de Janeiro (Examineur)

M. Nestor PONCE – Professeur – Université de Rennes 2 (Examineur)

M. Jean-Yves MÉRIAN – Professeur Émérite – Université de Rennes 2 (Directeur de thèse)

À Marie-Anne et à Sonia...

REMERCIEMENTS

Au terme de la rédaction de ma thèse de doctorat, je peux assurer que tous les moyens possibles ont été mis en œuvre pour que j'évolue dans les meilleures conditions. J'aimerais exprimer ma sincère gratitude à l'ensemble des représentants de l'Université de Rennes II qui ont participé, à mes côtés, à la réalisation de ce travail de recherche.

Je remercie particulièrement Anne-Marie LE GOAZIOU, ainsi que Karine, Laurence et Sandrine, de la « Cellule Recherche », pour leur accompagnement et leur soutien, sans failles, tout au long de ce processus.

Il serait ingrat de ma part de ne pas adresser ce travail à Nelson DIAZ-CLÉMENT. Je me souviens d'une conférence qu'il prononçait, sur la dictature chilienne, lorsque j'entrai à l'université. Il a suscité en moi l'intérêt que je porte actuellement pour l'Amérique latine et m'a accompagné dans l'approfondissement de cette thématique tout au long de mon parcours universitaire.

Parmi mes anciens professeurs du Département de « Langues Étrangères Appliquées », Sylvie KOLLER a également joué un rôle déterminant. Nos nombreuses discussions sur la recherche en général, sur la place de la recherche dans la société, sur les défis de la recherche pour des étudiants issus de la formation LEA, m'ont permis d'acquérir un recul inestimable sur l'intérêt et la fonction de mon travail.

Janie LARROQUETTE a également été mon professeur avant que je ne devienne son collègue de bureau. Ses cours m'ont ouvert les portes de la société argentine. Par la suite, son intérêt pour la problématique de ma thèse a été une source de motivation permanente. Son soutien moral aura été remarquable tout au long de ce cheminement. Je lui dois, par ailleurs, la relecture intégrale de ma thèse.

Là n'est pas tout. Nelson DIAZ-CLÉMENT, Sylvie KOLLER, Janie LARROQUETTE, sont aussi les artisans de ma présence devant les étudiants, depuis 2007. Dispenser des cours m'a permis de transmettre, d'échanger et d'apprendre, sur des thématiques liées à mon sujet de

thèse ou à l'évolution géopolitique de l'Amérique latine. Cette expérience m'a forgé un esprit de synthèse qui s'est avéré salutaire à l'heure de la rédaction.

Mais c'est avec beaucoup d'émotion que je livre, aujourd'hui, ce travail à mon directeur de thèse, le Professeur Jean-Yves MÉRIAN. Je n'aurai pas l'espace pour exposer, ici, tout ce que je lui dois. Je me limite, donc, à informer le lecteur qu'il a été l'une des rares personnes à manifester de l'intérêt pour l'étude du projet d'accord entre le Mercosud et la CE, alors que les négociations étaient suspendues. J'ajoute qu'il a su intégrer la particularité de ma trajectoire universitaire liée au département LEA et m'a encouragé à utiliser l'approche pluridisciplinaire que je proposais. Sa connaissance incomparable du Brésil, sa vision pragmatique de l'évolution des systèmes politiques, économiques et sociétaux, ont donné lieu à des conversations passionnantes. Je remercie l'homme, tout simplement.

Je n'oublie pas de m'adresser à Roland VILLARD qui a partagé, avec moi, son expérience assise sur plusieurs années de présence au Brésil ; et avec lui, tous les représentants du groupe ACCOR, tous les représentants des entreprises et des institutions qui m'ont permis de réaliser ce travail en m'ouvrant leurs portes à Rio de Janeiro, Brasília, São Paulo, Curitiba, Porto Alegre, Montevideo, Buenos Aires, Paris, Brest, Rennes,

Quant à ma famille et à mes amis, qui pour certains sont devenus experts malgré eux des relations Europe – Mercosud, je leur exprime toute ma gratitude et les remercie de m'avoir accompagné dans cette expérience.

À tous, merci...

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION		10
PARTIE I	L'INTERRÉGIONALISME COMME STRATÉGIE DE DÉFENSE	21
CHAPITRE 1	RÉGIONALISME EUROPÉEN ET LATINO-AMÉRICAIN : APPROCHES THÉORIQUES ET HISTORIQUES	22
1.1	Les apports théoriques des « Relations Internationales »	23
1.2	Le régionalisme européen	27
1.2.1	Le fonctionnalisme	28
1.2.2	Le néo-fonctionnalisme	29
1.2.3	Supranationalisme versus intergouvernementalisme	31
1.2.4	Néo-régionalisme	35
1.3	Le régionalisme latino-américain	36
1.3.1	De l'émergence des régions aux projets bolivariens	37
1.3.2	Du libéralisme primaire à la cristallisation des frustrations	44
1.3.3	La CEPAL, l'État développementaliste et le « régionalisme introverti » : 1950-1970	46
1.3.4	La CEPAL et le « régionalisme ouvert » : à partir de la fin des années 80	51
1.4	Conclusions	54
CHAPITRE 2	DE L'ÉVOLUTION DES RELATIONS INTERAMÉRICAINES À L'INTERRÉGIONALISME UE / MERCOSUD	58
2.1	Rivalité Argentine / Brésil : reflet de la rivalité États-unis / Grande Bretagne	59
2.1.1	La vision politique du Baron de Rio BRANCO et le Pacte ABC	59
2.1.2	Le jeu des alliances : entre alignement et neutralité	61
2.1.3	Enjeux pétroliers, intérêts économiques et leadership régional	63
2.2	Hégémonie nord-américaine et leadership brésilien	66
2.2.1	Alliance Brésil / États-unis pendant la seconde guerre mondiale	66
2.2.2	Interventionnisme nord-américain dans le cône sud	67
2.2.3	Fin de l'hégémonie britannique en Argentine	69
2.2.4	Tentative d'émancipation diplomatique de l'Argentine et du Brésil	72
2.2.5	Retour de l'influence nord-américaine	75
2.2.6	Affirmation de l'hégémonie brésilienne	78

2.3	De la perte d'influence nord-américaine, à l'émergence de l'interrégionalisme	80
2.3.1	Nationalisme et anti-américanisme, sous l'effet des dictatures	80
2.3.2	Souveraineté des Malouines : double diplomatie des États-unis	82
2.3.3	Retour à la démocratie et affirmation de l'intégration économique, dans le cône sud	83
2.3.4	Le contexte international, catalyseur de la fondation du Mercosud	86
2.3.5	Mercosud, États-unis et, Union européenne	88
2.4	Conclusions	90
CHAPITRE 3	LE PARTENARIAT ENTRE LE MERCOSUD ET LA COMMISSION EUROPÉENNE : DE LA COOPÉRATION À L'ASSOCIATION	92
3.1	L'action extérieure de l'UE à l'égard de la région « Amérique latine – Caraïbes » : approche juridique et politique	93
3.1.1	« Accords de première génération »	94
3.1.2	« Accords de deuxième génération »	94
3.1.3	« Accords de troisième génération »	95
3.1.4	« Accords de quatrième génération »	97
3.1.5	La « diplomatie des sommets »	98
3.2	« Accord cadre interrégional de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et le Marché commun du Sud et ses États parties, d'autre part »	100
3.2.1	Proposition de la CE	101
3.2.2	Domaines d'application de l'accord de coopération	102
3.2.3	Moyens mis en œuvre	106
3.3	La politique de coopération de la CE au service du projet d'association Mercosur – UE	108
3.3.1	Au niveau régional : l'Amérique latine	108
3.3.2	Au niveau sous-régional : le Mercosud	115
3.3.3	Au niveau bilatéral : les états	117
3.4	Conclusions	118

PARTIE II	LE PROJET D'ACCORD D'ASSOCIATION SUI GENERIS ENTRE LE MERCOSUD ET LA C.E. : ÉLÉMENTS D'ANALYSE	121
CHAPITRE 4	LE PROCESSUS DE NÉGOCIATION : ASPECTS TECHNIQUES	124
4.1	Le Comité Bi-régional de Négociations	125
4.1.1	Une délégation européenne à caractère supranational	126
4.1.2	Une délégation du Mercosud à caractère interétatique	127
4.2	Négociations : phase I	132
4.2.1	Étape préparatoire	132
4.2.2	Étape de négociation	135
4.3	Suspension des négociations	140
4.3.1	Échec du cycle de Doha	140
4.3.2	Perspectives du commerce mondial	143
4.3.3	La Politique Agricole Commune de l'UE	144
4.4	Négociations : phase II	147
4.5	Conclusions	152
CHAPITRE 5	AU-DELÀ DES RÉUNIONS DE NÉGOCIATION, LE POINT DE VUE DES ACTEURS ÉCONOMIQUES : ÉTUDE DE TERRAIN	154
5.1	Sur le Mercosud	156
5.1.1	L'organisation interne des filiales françaises	156
5.1.2	Bilan politique du Mercosud	160
5.2	Sur l'adhésion éventuelle du Venezuela	164
5.3	Sur le projet d'accord d'association Mercosud – CE	166
5.3.1	A propos du « nœud » agricole	166
5.3.2	De l'intérêt de parvenir à un accord de ce type	167
5.3.3	De l'intérêt que représente le Brésil, seul	169
5.4	Sur leur rapport avec les acteurs politiques	173
5.4.1	L'administration française en charge du commerce extérieur	173
5.4.2	Les acteurs politiques impliqués dans la négociation de l'association	175

5.5	Conclusions	176
CHAPITRE 6	AU-DELÀ DES RÉUNIONS DE NÉGOCIATION, LE POINT DE VUE DES ACTEURS « NON- ÉCONOMIQUES » : ÉTUDE DE TERRAIN	179
6.1	Sur le Mercosud	181
6.1.1	L'union douanière	181
6.1.2	Le bilan politique du Mercosud	186
6.2	Sur l'adhésion éventuelle du Venezuela	189
6.3	Bilan et évolution du projet d'accord d'association Mercosud-CE	192
6.3.1	L'indexation des négociations sur l'OMC	192
6.3.2	De l'intérêt de parvenir à un accord de ce type	194
6.3.3	De l'intérêt que représente le Brésil, seul	196
6.4	Sur leur rapport avec les acteurs économiques	199
6.5	Conclusions	201
CHAPITRE 7	BILAN ET PERSPECTIVES DES RELATIONS ENTRE LES DEUX ENSEMBLES RÉGIONAUX	206
7.1	Aperçu du commerce Mercosur – CE	207
7.1.1	Balance commerciale	207
7.1.2	Partenaires commerciaux de l'UE : 2010	209
7.1.3	Partenaires commerciaux du Mercosud : 2010	210
7.1.4	Échanges commerciaux par produits	210
7.2	Perspectives	213
7.3	Le rôle de l'Université	216
7.3.1	Légitimité de l'institution	216
7.3.2	Projet de recherche	218
7.4	Conclusions	223
	CONCLUSIONS GÉNÉRALES	225

ANNEXES		234
ANNEXE 1	Liste des chefs d'état argentins et brésiliens	235
ANNEXE 2	El Tratado ABC (Argentina – Brasil – Chile) de mayo de 1915	237
ANNEXE 3	Pays signataires du TIAR	241
ANNEXE 4	Tratado Interamericano de Asistencia Recíproca	242
ANNEXE 5	Charte de Punta del Este	246
ANNEXE 6	Structure institutionnelle du Mercosud	257
ANNEXE 7	MERCOSUR/CMC/DEC. N° 5/95, Negociaciones con la Unión europea	258
ANNEXE 8	UE – COM 504 – Comunicación de la Comisión al Consejo y al Parlamento europeo	260
ANNEXE 9	ACCORD CADRE INTERRÉGIONAL DE COOPÉRATION entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et le Marché commun du Sud et ses États parties, d'autre part	275
ANNEXE 10	Sommets UE/ALC	294
ANNEXE 11	DÉCISION DU CONSEIL du 22 mars 1999, concernant la conclusion, au nom de la Communauté européenne, de l'accord-cadre interrégional de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et le Marché commun du Sud et ses États parties, d'autre part	295
ANNEXE 12	Conclusions finales des Rounds de négociation Mercosud – CE	296
ANNEXE 13	Traité d'Asunción	451
ANNEXE 14	Cible du questionnaire	458
ACRONYMES		459
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES		461

INTRODUCTION

Étudier dans une université brésilienne et travailler dans une entreprise qui exerce ses activités dans le plus grand pays d'Amérique latine est, en soit, l'assurance d'acquérir une expérience enrichissante. Mais, s'il s'agit d'évoluer au sein du groupe « ACCOR Amérique du sud », le temps d'une année universitaire, le projet s'annonce alors passionnant. Une expérience de cette nature allait me permettre d'acquérir de nombreuses connaissances sur la nature des relations économiques et politiques entre la France et le Brésil. Toutefois, je ne soupçonnais pas qu'au sortir de cette expérience, subsisteraient des questions sans réponses et qui ne tarderaient pas à prendre l'aspect d'une problématique de recherche doctorale.

Entre 2004 et 2005, j'ai eu l'opportunité de découvrir les fonctions d'un chargé de « Relations Publiques » et d'occuper ce poste au sein de l'hôtel SOFITEL de Rio de Janeiro. Cette expérience professionnelle, conjuguée aux enseignements dispensés par l'Université de Gama Filho, s'inscrit dans le cadre d'un programme de formation dispensé par l'Université de Pau et des Pays de l'Adour et sanctionne ses étudiants par l'obtention du diplôme de Master en « Management Franco Latino-Américain »¹. Au-delà de l'expérience à proprement parler et riche en tous points, il s'agissait avant tout, de découvrir la réalité d'une stratégie d'implantation d'un grand groupe français dans un pays tout aussi grand, tel que le Brésil. Il s'avèrera, que la découverte ira au-delà de cet objectif de départ.

L'activité du SOFITEL de Rio de Janeiro repose sur l'hôtellerie touristique autant que sur l'hôtellerie d'affaire. En ce qui me concerne, et dans le cadre des fonctions de « Relations Publiques » qui me sont imparties, ce sont les résidents professionnels qui occupent alors, l'essentiel de mon temps de travail. Mon rôle d'interface, entre l'équipe dirigeante et l'hôtellerie d'affaire, allait me permettre de m'immiscer dans les salons de conventions et j'ai de cette manière, côtoyé des représentants économiques et politiques, d'horizons divers et variés. Cette position de témoin privilégié a été l'occasion de prendre conscience des problématiques qui occupent l'esprit des investisseurs français implantés au Brésil, ou dans la région. Je pense notamment aux groupes AIR FRANCE, CLUB MED, LAFARGE ou encore L'OREAL, entre autres, pour qui le SOFITEL de Rio de Janeiro offre toute la structure nécessaire à la tenue d'assemblées générales. De la même manière, se rencontrent dans

¹ Intitulé du Mémoire de Master : « Le management hôtelier en Amérique latine : l'exemple du Sofitel Rio de Janeiro ». Université de Pau et des Pays de l'Adour – IAE de Bayonne. Mémoire soutenu en juin 2005.

l'enceinte de l'établissement, les représentants de l'Ambassade de France, de l'Ambassade d'Espagne parfois, du Ministère français des Affaires Étrangères, les représentants de Conseils Régionaux français. Mais, l'événement qui contribue à l'élaboration de la problématique de ma thèse de doctorat renvoie à la tenue, dans l'hôtel, du XVIII Sommet du Groupe de Rio, les 4 et 5 novembre 2004.

Deux jours durant, 11 chefs d'état prennent part aux débats déterminés par le « Mécanisme permanent de consultation et de concertation politique d'Amérique latine et des Caraïbes » : Bolivie, Brésil, Colombie, Costa Rica, Chili, Mexique, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay et Venezuela. Les gouvernements d'Argentine, de Guyana, d'Équateur, du Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama sont, quant à eux, représentés par leurs vice-présidents ou chanceliers. Parmi les nombreuses tables rondes organisées dans le cadre de cet événement, il en est une qui retient particulièrement mon attention. Elle concerne le Mercosud. Les chanceliers des pays membres de l'organisation du cône sud mettent l'événement à profit pour aborder la question de l'approfondissement du dialogue politique et économique au sein de leur propre organisation, ainsi qu'avec les pays membres du Système d'Intégration Centre Américain². Ils évoqueront par ailleurs, sans que ceci ne figure à l'ordre du jour de la réunion, l'enlisement des négociations avec l'Union européenne³.

L'objectif de ce premier séjour au Brésil devait me permettre d'observer l'implantation d'un groupe français dans la région. Je peux dire qu'il a été atteint. Au-delà de cet objectif, j'ai eu l'opportunité de m'entretenir avec de nombreux représentants économiques français qui, tous, évoquaient volontiers le climat favorable du Brésil pour y « faire des affaires ». Ainsi, je prenais conscience de la relation économique existante entre la France et le Brésil et notais, par ailleurs, l'existence du Mercosud, tout en découvrant ses objectifs et ses mécanismes. Si à cet instant, il m'avait fallu qualifier le climat des relations économiques et politiques entre la France et le Brésil, ou entre la France et le Mercosud, c'est sans aucun doute le terme de « favorable » qui me serait venu à l'esprit. L'évocation de l'enlisement des négociations entre le Mercosud et l'UE, en marge du XVIII Sommet du Groupe de Rio, ne coïncidait donc pas avec ce que j'observais. Il me fallait élargir mes connaissances en matière de systèmes d'intégration régionale pour comprendre ce paradoxe.

² SICA, par la suite.

³ UE, par la suite.

Le Mercosud et l'UE sont juridiquement liées par un « Accord cadre interrégional de coopération Commission européenne - Mercosur », adopté en 1995 et entré en vigueur le 1^{er} juillet 1999. Il s'agit d'un accord de coopération, mais qui revêt un caractère *sui generis* puisque son cadre juridique le dote d'un objectif précis : la mise en place d'un accord plus ambitieux, dit d'association. Le terme « ambitieux » fait ici référence à la constitution d'une zone de libre-échange entre les deux régions. Le projet est, également, qualifié d'« ambitieux » dès 1999, car il doit donner naissance au premier système d'intégration économique interrégionale, au monde.

Des négociations entre le Mercosud et l'UE sont ainsi initiées dès l'entrée en vigueur de l'accord de coopération, autrement dit depuis 1999, dans le but de définir les termes de la future association. Buenos Aires reçoit la première délégation de négociateurs en charge de parvenir à l'objectif de ce projet, les 6 et 7 avril 2000. Mais les négociations s'annoncent d'emblée, difficiles. En effet, elles prétendent aller au-delà des règles du commerce mondial établies dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce⁴. Les négociations enregistrent une première « secousse » inquiétante, en 2004, qui provoque la suspension du processus de négociation, sans toutefois remettre en cause le projet en lui-même.

Le XVIII Sommet du Groupe de Rio, évoqué précédemment, s'ouvre à Rio de Janeiro au lendemain de la suspension des négociations entre le Mercosud et l'UE. Il s'agit là du contexte qui me permet de comprendre l'existence du paradoxe, qui en réalité n'en était pas un. La recherche de réponses, nécessaires à la compréhension du contexte que je côtoyais entre 2004 et 2005, donnera naissance à l'un des axes centraux de ma thèse de doctorat. Mes travaux de recherche effectués au cours de la période 2006 – 2011 visent, ainsi, à contribuer à la compréhension du processus de négociation entre le Mercosud et l'UE, depuis son lancement.

Certes, lorsque les parties suspendent les négociations en 2004, le projet n'est pas remis en cause. Néanmoins, 6 années s'écoulent avant que les hauts représentants politiques des deux régions émettent leur volonté de reprendre le processus, là où il en était en 2004. Les négociations reprennent ainsi, en mai 2010, sous l'influence d'un volontarisme politique

⁴ OMC, par la suite.

exprimé lors du VI Sommet Union-européenne / Amérique latine et Caraïbes⁵, qui se tient à Madrid en mai 2010.

La problématique principale de ce travail de recherche concerne le processus de négociation entre le Mercosud et la Commission européenne⁶, lequel vise à établir les termes d'un accord d'association. Cette problématique m'amène à traiter une situation spécifique du point de vue de la CE et du Mercosud : il s'agit, en effet, d'un projet qui présente un intérêt stratégique pour les deux parties, mais qui s'avère être particulièrement long et difficile à négocier. Dans ce contexte, mon questionnement initial renvoie au fait qu'aucun consensus n'a été trouvé entre 1999 et 2011, alors que les deux parties continuent de qualifier le projet de stratégique.

Pourquoi 12 années de négociations n'ont-elles pas été suffisantes pour parvenir à la signature de l'accord d'association entre le Mercosud et la CE ?

Pourquoi la CE ne parvient pas à finaliser un accord avec le Mercosud, alors qu'elle y est parvenue avec le Mexique en 2000 et avec le Chili en 2004 ? Certainement parce que l'accord signé avec le Mexique n'est pas aussi ambitieux que le projet qui lie l'UE au Mercosud. Assurément parce qu'il est plus simple de négocier avec un seul pays, le Chili, qu'avec une organisation régionale incluant 4 états membres, l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. La genèse du processus de négociation entre le Mercosud et la CE doit permettre de mettre en évidence les particularités d'un projet inédit au niveau mondial, puisqu'il n'existe en 1999, aucun accord d'association entre deux systèmes d'intégration régionale.

L'acception « mondialisation », dans son sens contemporain, a largement évolué au cours des cinq siècles derniers. À l'exception de quelques peuples qui font figure d'exception, toutes les sociétés sont en contact les unes avec les autres dans un système-monde irrémédiablement découvert. L'une des caractéristiques majeures de la mondialisation, dans le sens contemporain du terme, renvoie au fait que toutes les ressources, philosophiques, politiques, sociologiques, économiques, culturelles, humaines, autrement dites scientifiques, sont interchangeable entre elles de manière quasiment instantanée. Ainsi, la capacité d'un État, d'une nation ou d'une région, à maîtriser ces transferts de ressources, autrement dit sa capacité d'adaptation à la mondialisation, apparaît comme un élément primordial qui continue

⁵ UE-ALC, par la suite.

⁶ CE, par la suite.

de déterminer d'une part, sa place dans le « système-monde » et, d'autre part, le niveau de développement ou de bien-être de la société qui le constitue. En prétendant parvenir à la signature d'un accord d'association, le Mercosud et l'Europe ouvrent la voie inexplorée de l'« interrégionalisme », en vue d'accéder à une situation plus favorable et plus compétitive, dans le « système-monde ».

Qu'elles se l'imposent ou qu'elle soit imposée, la mondialisation est le cadre général de toutes les nations. Elle s'apparente, en effet, à une course à la compétitivité, impliquant que les États élaborent des stratégies d'insertion internationale, lesquelles doivent permettre à leurs populations d'accéder au « développement », ou de le maintenir. L'économiste François PERROUX définit la notion de développement par « la combinaison des changements [...] d'une population qui la rende apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global »⁷. La notion de développement dans nos sociétés modernes est, ainsi, un objectif poursuivi, en ce sens qu'il est supposé contribuer à l'amélioration quantitative et qualitative du niveau de vie des citoyens. Tel est l'enjeu du projet interrégionaliste entre le Mercosud et la CE. Quant à la problématique énoncée dans ce travail de recherche, elle émane plus simplement d'une volonté de contribuer au renforcement des relations économiques, politiques et diplomatiques entre le Mercosud et l'Union européenne.

Ce travail s'inscrit dans un champ d'application pluridisciplinaire qui mobilise à la fois les études dites latino-américaines et européennes, lesquelles sont elles-mêmes des disciplines scientifiques résolument pluridisciplinaires. En effet les « Études latino-américaines » et les « Études européennes », prétendent apporter des éléments de compréhension au fonctionnement d'une région géographique spécifique, en analysant des données mais également, en s'appuyant sur le cadre théorique emprunté à la discipline des « Sciences Politiques ». Dans le cas particulier de ce travail de recherche, je fais appel à l'« Histoire », aux « Sciences Économiques », mais la problématique que je formule ici contribue davantage à nourrir le débat d'une sous-discipline des « Sciences Politiques » : les « Relations Internationales ».

Le principe de l'association consiste à mettre en commun des intérêts particuliers ayant trait à des domaines divers. Dans le cas du Mercosud et de l'Union européenne, le relatif consensus

⁷ PERROUX, François. L'économie du XX^e siècle. Paris : Presses Universitaires de France, 1964, 2^e éd. p. 155.

observé dans les domaines culturels, scientifiques et politiques, renvoie d'une part, à la convergence des intérêts relative à ces dossiers et, d'autre part, au fait que beaucoup de travail a déjà été effectué avant le lancement des négociations. En revanche, le volet économique requiert toute l'attention des négociateurs et, d'ailleurs, 12 années de négociation n'ont pas été suffisantes pour venir à bout de l'acuité du volet économique. Le projet d'association s'articule, ainsi, autour de trois piliers fondamentaux :

- renforcement de la coopération pour le développement ;
- renforcement du dialogue politique ;
- établissement d'une zone de libre commerce.

Le véritable enjeu de la négociation repose bel et bien sur la capacité des deux parties à trouver un consensus autour du pilier économique. Il s'agit donc, d'un projet négocié au niveau politique et présentant un enjeu, résolument, économique. Il convient de bien distinguer les deux populations principalement impliquées dans ce projet d'accord d'association : d'une part les acteurs politiques, qui négocient l'accord ; d'autre part, les acteurs économiques qui en bénéficieront.

Je me suis rendu compte de la nécessité de bien distinguer ces deux populations, lorsqu'à l'occasion des nombreuses discussions que j'ai pu avoir avec les représentants des entreprises françaises, dans l'enceinte du SOFITEL de Rio de Janeiro, entre 2004 et 2005, je me suis aperçu qu'ils s'étonnaient également de la récente suspension des négociations. Par la suite, j'ai pris conscience, en m'intéressant aux articles de presse qui abordaient les enjeux de la négociation, que le point de vue des acteurs économiques n'était pas représenté. Il m'était difficile de comprendre comment une négociation qui s'articule, avant tout, autour d'un enjeu économique, ne retranscrivait pas le point de vue des entrepreneurs. Pourquoi 12 années de négociations n'ont-elles pas été suffisantes pour parvenir à un consensus sur les termes de l'association entre le Mercosud et la CE ? L'absence de consultation des acteurs économiques m'est alors apparue comme une hypothèse plausible, permettant de mieux expliquer la longueur et la lenteur des négociations. L'un des enjeux majeurs de ce travail de recherche consiste ainsi à vérifier l'hypothèse selon laquelle, les acteurs économiques n'occupent pas la place qui leur revient de droit dans les négociations.

De nombreuses analyses présentent, avec beaucoup d'intérêt, les facteurs conjoncturels et structurels qui conditionnent la négociation entre le Mercosud et l'UE. Mais il semble, toutefois, que certains terrains d'études n'aient fait l'objet que de peu de recherches ; c'est, par exemple, le cas du secteur privé. Afin de compléter la littérature existante et en vue d'apporter de nouveaux éléments permettant de mieux comprendre la complexité des négociations, ce travail propose donc, de donner la parole à ceux qui bénéficieront de l'accord puis à ceux qui le négocient, autrement dit, les représentants économiques puis les représentants politiques. Au moment de la rédaction de ce travail, les négociations sont toujours en cours.

Au-delà de la contribution que cette étude prétend apporter à la compréhension de la complexité du processus de négociation, il s'agit de dresser la genèse d'un projet de partenariat afin de constituer une base ultérieurement utile à la compréhension des relations entre le Mercosud et l'UE et, ceci, indépendamment du fait que l'accord d'association soit signé ou non.

La pertinence de la problématique n'est pas apparue de manière évidente lorsque j'ai débuté mon travail de recherche en 2005/2006. Il s'agissait, en effet, d'étudier un projet qui venait d'être suspendu l'année précédente. Pourtant les diplomates que j'avais rencontrés dans le cadre de mon expérience professionnelle à Rio de Janeiro me convainquaient du contraire. Par ailleurs, le texte juridique de l'accord de coopération précise clairement que son objectif est de parvenir à un accord d'association et que, l'association est l'unique raison valable, d'un point de vue juridique, pour mettre un terme aux négociations. Le fait que les négociations aient été suspendues, alors même que je débutais ce travail de recherche, ne signifiaient en rien, que le projet était abandonné. Il a d'ailleurs été réactivé, l'an dernier, en 2010.

J'ai déterminé l'approche méthodologique de ce travail en fonction de l'objectif à atteindre. Compte tenu du fait qu'il s'agit de donner la parole aux acteurs économiques et politiques impliqués dans la relation Mercosud – CE, la technique de l'entretien est apparue comme une évidence. De plus, la problématique énoncée ici, est le fruit d'interrogations survenues à la suite de conversations avec les représentants économiques français implantés dans le Mercosud. Dans ce contexte, l'administration d'un questionnaire dans le cadre d'une enquête de terrain, apparaissait comme un prolongement logique. Ce travail de recherche doctorale

présente, ainsi, les résultats d'une étude qualitative que j'ai réalisée au cours des mois de juillet et août 2008 dans trois des pays membres du Mercosud : Argentine, Brésil et Uruguay.

Avant de partir à la rencontre des acteurs du projet d'association pour essayer de comprendre la difficulté des négociations, il me fallait comprendre l'objectif initial que poursuivaient les deux régions. Pourquoi l'Europe adresse-t-elle une proposition commerciale si ambitieuse, au Mercosud ? Alors que le contexte mondial est animé par l'émergence de la Chine et de l'Asie en générale, l'Europe qualifie, en effet, le projet de partenariat avec le Mercosud, de stratégique. Pourquoi le Mercosud accorde-t-il autant de considération à la proposition européenne ? Le Mercosud a, en effet, largement contribué à l'abandon du projet de Washington de créer une vaste zone de libre échange des Amériques et le projet avec ses homologues européens est, actuellement, le seul projet géopolitique du cône sud avec des « économies du nord ».

La première partie de ce travail s'attache à démontrer qu'un projet de partenariat interrégional tel que celui-ci, inédit en tous points, renvoie à une stratégie de défense.

Dans le premier chapitre, une approche théorique et historique permet de mettre en évidence la convergence des régions en matière d'intégration régionale. Le régionalisme européen et le régionalisme latino-américain ont toujours poursuivi des objectifs de défense. Le projet interrégionaliste entre les deux régions doit, aujourd'hui, permettre à ses protagonistes de se prémunir contre la concurrence internationale. Le deuxième chapitre montre comment un siècle de relations interaméricaines a favorisé le retour du vieux continent dans le cône sud, après une longue éclipse et au détriment des États-unis. Le retour de l'Europe dans la stratégie d'internationalisation des pays membres du Mercosud a ainsi donné naissance à la signature d'un accord de coopération qui prétend évoluer vers l'association. Le troisième chapitre de la première partie situe donc l'accord de coopération dans son contexte et explore les enjeux de l'association.

La deuxième partie de ce travail propose une analyse de la relation *sui generis* entre le Mercosud et la CE, à partir du point de vue des acteurs concernés par le projet d'association.

Afin de vérifier l'hypothèse selon laquelle les acteurs économiques n'occupent pas la place qui leur revient de droit dans les négociations, le quatrième chapitre aborde le processus de

négociation d'un point de vue technique. Il permet ainsi de dresser une photographie des délégations des deux parties qui négocient l'accord. Il présente, par ailleurs, la genèse du processus et entre dans le détail des « Rounds » de négociation. Cette approche permet de distinguer deux phases distinctes dans le processus, entrecoupées par une période de suspension survenue en 2004 et qui durera 6 ans. Dans le cinquième chapitre, la parole est donnée aux acteurs économiques. L'objectif est de mesurer le degré de consultation et d'implication du secteur privé dans les négociations. Cette approche doit permettre de confirmer, ou d'infirmer, l'hypothèse avancée en vue d'apporter des éléments explicatifs à la difficulté des négociations. Neuf entretiens, d'acteurs économiques qui occupent un poste à haute responsabilité au sein de sociétés cotées au CAC 40, ont ainsi été réalisés :

- ACCOR HOSPITALITY : M. Roland DE BONADONA : Directeur Général Amérique latine ;
- ACCOR HOSPITALITY : M. Roland VILLARD : Directeur Cuisine SOFITEL Amérique du sud ;
- CALYON - BANQUE D'INVESTISSEMENT DU CRÉDIT AGRICOLE : M. Pierre BRUCHACSEK : Consultant institutionnel ;
- ESSILOR : M. Charles-Éric POUSSIN : Directeur Marketing Amérique latine et Caraïbes ;
- SAINT GOBAIN : M. Walter COSTA : Surintendant export ;
- PEUGEOT-CITROËN : M. Rodrigo JUNQUEIRA : Directeur Relations Extérieures et Communication Mercosud ;
- RENAULT : M. Orlando BRUGGER : Directeur Logistique Mercosud ;
- DOUX : M. Guy ODRI : Directeur Général Monde ;
- EUROVO : M. Philippe DEPRE : Directeur Général ;

Le groupe DOUX, ainsi que EUROVO, filiale du groupe LACTALIS et, par ailleurs, fournisseur du groupe DOUX, ne figurent pas parmi les entreprises du CAC 40. Néanmoins, le point de vue de leurs représentants présente un intérêt naturel, compte tenu de l'importance dans la négociation, du volet agricole et agro-alimentaire.

Le cinquième chapitre de la deuxième partie donne la parole aux acteurs politiques et diplomatiques. Huit représentants « non économiques », du Mercosud et de l'UE, ont été consultés afin de comparer leurs discours avec les acteurs économiques :

- M. Adriano DE FINA : Gérant de l' « Asociación de Importadores y Exportadores de la República Argentina »⁸ ;
- M. Juan Víctor MONFORT : Chargé d'Affaires *ad interim* près la Délégation de la Commission Européenne au Paraguay et en Uruguay⁹ ;
- M. Gimeno VERDEJO : Chargé d'affaires *ad interim* près la Délégation de la Commission Européenne en Argentine ;
- M. Luciano PEREIRA DE SOUZA : Diplomate au sein de la DNC II - Divisão de Negociações Extra Regionais do Mercosul, du Ministère des Relations Extérieures (Itamaraty), au Brésil¹⁰ ;
- Mme. Joëlle BONNET : Chef de secteur, Correspondante anti-contrefaçon, Chargée des dossiers multilatéraux (Mercosur et OMC) au sein de la Mission Économique de l'Ambassade de France à Buenos Aires, en Argentine. Compétences sectorielles particulières : juridiques et fiscales, audit et conseil aux entreprises ;
- M. Sébastien ANDRIEUX : Conseiller économique au sein de la Mission Économique de l'Ambassade de France à Brasília, au Brésil ;
- Mme. Juliana DELL'AGNOLO : Conseillère technique – Département Documentation et divulgation du Secrétariat du Mercosud, à Montevideo en Uruguay.
- Mme. Maria Susana ARROSA SOARES : Professeur, Coordinatrice du Master « Relations Internationales » et Coordinatrice du programme de spécialisation sur l'intégration et le Mercosud, à l'Université Fédérale du Rio Grande do Sul, au Brésil ;

Le septième et dernier chapitre propose un bilan de la relation entre les deux systèmes d'intégration régionale et met en perspective l'évolution du projet d'accord d'association. Il interpelle également l'Université, en tant qu'institution, et pose la question du rôle qui est le sien en terme d'implication dans le projet d'association Mercosud – CE. Il s'avère, en effet,

⁸ Association des Importateurs et Exportateurs de la République d'Argentine. Traduction propre. AIERA, par la suite.

⁹ Une représentation de la CE, basée à Montevideo, couvre le Paraguay et l'Uruguay.

¹⁰ Département des Négociations Extra Régionales du Mercosud. Traduction propre. En 2011, M. Luciano PEREIRA DE SOUZA n'occupe plus ce poste. Il est, au moment de la rédaction de ce travail, diplomate auprès de la délégation permanente du Brésil à l'UNESCO.

que l'enquête de terrain présentée dans les chapitres cinq et six, produit des résultats inattendus. L'analyse des entretiens réalisés apporte une réponse à la problématique de ce travail de recherche mais véhicule, par ailleurs, un message de la communauté économique. Ce message, qui se pose en véritable défi pour l'institution universitaire moderne, trouve donc un écho dans le dernier chapitre de ma thèse.

Enfin, il convient de préciser que toutes les personnes contactées dans le cadre de ce travail de recherche ont accepté de répondre aux questions, de manière sincère, m'autorisant ainsi à recueillir des informations pertinentes. En retenant la technique de l'entretien à questions ouvertes, ou semi-directif, l'enquêté était ainsi en mesure de répondre aussi longuement et librement qu'il le souhaitait. L'ensemble des personnes consultées m'a laissé ses coordonnées pour le cas où, une confirmation des propos rapportés dans cette thèse, s'avèrerait nécessaire. J'ajoute, sur ce point, que toutes les opinions exposées dans ce travail de doctorat reflètent l'opinion personnelle des personnes interrogées et, en aucun cas, le point de vue officiel de l'institution qu'ils représentent.

PARTIE I

L'INTERRÉGIONALISME COMME STRATÉGIE DE DÉFENSE

CHAPITRE 1 - RÉGIONALISME EUROPÉEN ET LATINO-AMÉRICAIN : APPROCHES THÉORIQUES ET HISTORIQUES.

Ce chapitre propose d'aborder la notion de « régionalisme » en tant que résultante des stratégies politiques et économiques élaborées en Europe et en Amérique latine. Au cours du XX^e siècle, la création de systèmes d'intégration régionale, apparaît pour les états des deux zones concernées, comme la stratégie efficace de toute nation en quête d'émancipation et d'insertion sur la scène internationale. Avec la fin du XX^e siècle et le début du XXI^e, la recherche de toujours plus de représentativité à l'échelle mondiale, incite les nations européennes à envisager avec quelques états du cône sud de l'Amérique latine, une stratégie élaborée sur la base de leurs acquis régionaux respectifs. Actuellement, les négociations menées entre l'UE et le Mercosud se concentrent sur la constitution d'une zone de libre-échange entre les deux systèmes d'intégration régionale. Du point de vue de la discipline scientifique des « Relations Internationales »¹¹, l'objectif poursuivi symbolise l'émergence d'un nouveau type de partenariat, impliquant non plus des nations mais des groupes de nations.

Afin d'évaluer la faisabilité dudit projet, il apparaît indispensable de revenir, dans un premier temps, sur les fondements théoriques du régionalisme. Au terme de ce chapitre à caractère rétrospectif, nous serons ainsi en mesure de mieux juger de la viabilité d'un projet à caractère « interrégional ». Il s'agit ici de comprendre sur quel fondement ont été constitués l'UE et le Mercosud, car c'est sur la base de celui-ci que les représentants politiques se présentent à la table des négociations. Autrement dit, la faisabilité du projet interrégional Mercosud - UE, dépend, également, de la compatibilité régionaliste des deux ensembles. Les fondements théoriques du Mercosud et de l'Union européenne, présentent-ils des points de convergence permettant d'envisager, d'un point de vue conceptuel, une association interrégionale entre les deux ensembles ? Ce chapitre propose, donc, de revenir brièvement sur les apports théoriques de la discipline des RI qui ont façonné l'émergence de blocs régionaux tant en Europe qu'en Amérique latine. Puis, il décrit successivement, les évolutions systémiques observées en Europe et en Amérique latine, ainsi que les théories régionalistes qu'elles ont générées.

¹¹ RI par la suite.

1.1 Les apports théoriques des « Relations Internationales »

Les fondements théoriques du Mercosud et de l'Union européenne, présentent-ils des points de convergence permettant d'envisager d'un point de vue conceptuel, une association interrégionale entre les deux ensembles régionaux ? Pour tenter d'apporter des éléments de réponse à cette question, un bref retour sur l'évolution des enjeux et des débats paradigmatiques de la discipline des RI apparaît indispensable. En effet, l'étude de l'évolution de la discipline scientifique met en évidence les différents courants de pensée qui ont accompagné les nations dans l'élaboration de leurs stratégies d'insertion internationale. Les différentes écoles qui ont contribué à la genèse de la discipline sont celles qui, aujourd'hui, alimentent, ou influencent, les théories du régionalisme. La discipline des RI, à proprement parler, affiche sa volonté d'émancipation par rapport à la tutelle des sciences politiques à partir de la fin de la première guerre mondiale. Dès lors, on commence à considérer les RI comme une discipline à part entière. Dans son ouvrage intitulé « Théories des relations internationales »¹², Dario BATTISTELA remarque que la discipline, telle que nous la connaissons aujourd'hui, est le résultat d'une succession de quatre grandes périodes, chacune correspondant à un débat paradigmatique.

Le premier débat paradigmatique porte sur le contenu de la discipline. Du sortir de la première guerre mondiale au milieu des années 30, l'on s'interroge sur le but de la discipline. « Pourquoi les Relations Internationales ? » Les chercheurs qui se penchent sur cette question, appartiennent à l'École libérale, idéaliste, ou internationaliste. Leur pensée émane d'un contexte particulier. Avant 1914, les RI se résumaient à la « Realpolitik »¹³ des diplomates. Mais la guerre met en évidence ses limites, et son incapacité à assurer le maintien de la paix. Woodrow WILSON, président des États-unis entre 1913 et 1921, ancien professeur de sciences politiques à Princeton, défend la thèse selon laquelle la situation du système international est imputable à l'existence d'une diplomatie secrète. Il dénonce l'inexistence d'instances de coopération politique internationale et contribue ainsi à la naissance de la

¹² BATTISTELLA, Dario. *Théories des relations internationales*. 2e éd. Paris : Presses de Sciences Po, 2006. 588 p.

¹³ Politique pragmatique. Cette expression empruntée à l'allemand désigne une « stratégie politique qui s'appuie sur le possible, négligeant les programmes abstraits et les jugements de valeur, et dont le seul objectif est l'efficacité », ou encore un « comportement qui fait passer au second plan les considérations de doctrine, de principe ou de morale ». LAROUSSE. Dictionnaire de Français en ligne. Éditions Larousse, 2008. [réf. du 20 juin 2009]. Disponible sur : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/realpolitik>

Société Des Nations¹⁴ le 28 juin 1919¹⁵, dont le but principal est d'assurer le maintien de la paix, en se basant sur le principe fondamental de la « sécurité collective ». Les libéraux, les idéalistes et les internationalistes, s'emploient à démontrer que les travaux qu'ils réalisent dans le cadre de la discipline des RI, doivent accompagner les décideurs et les diplomates, afin de ne pas réitérer les erreurs du passé. Pour ce faire, et pour accompagner le travail de la SDN, ils créent en 1922, la Chaire Woodrow WILSON. L'École fait alors office de support scientifique de la politique de Washington, de Londres et éventuellement de Paris. Le conseil de la SDN est composé de cinq membres permanents : Royaume-Uni, France, Italie, Japon et Chine¹⁶. Aux côtés de ces pays, les nations latino-américaines adhèrent au principe de la « sécurité collective », dès 1920. On compte ainsi parmi les pays signataires de la SDN, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, Cuba, le Guatemala, Haïti, le Honduras, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, le Pérou, le Salvador, l'Uruguay et le Venezuela. À partir des années 20, la sécurité du système mondial apparaît comme un élément susceptible de servir de fondement à un projet commun de coopération, entre des nations européennes et latino-américaines, entre autre.

Au cours des années 30, le débat sur le contenu de la discipline évolue sous l'influence d'un contexte international qui joue en défaveur de l'école décrite précédemment. La crise économique de 1929 puis, l'impuissance de la SDN face à l'émergence de l'Axe, favorisent l'émergence des Réalistes. De 1935 à 1950, ils occupent le devant de la scène en adoptant une attitude plus pragmatique et surtout, en intégrant à leur discipline la notion de pouvoir et/ou de puissance. Le jeu des RI ne peut être compris qu'en étudiant les politiques individuelles des États, lesquelles sont selon eux, des « politiques de puissance ». L'idée que l'État constitue un acteur exclusif des relations internationales amène des auteurs tels que, Frederick SCHUMANN et Edward Hallett CARR, à analyser les causes et les conséquences des « politiques de puissance ». L'École réaliste est, à ce moment, un support de la diplomatie nord-américaine. La période de l'entre deux guerres fournit donc les premiers éléments de réponse à la question de départ : « Pourquoi les Relations Internationales ? » Il s'agissait dans un premier temps, d'accompagner la politique, puis dans un second temps, d'expliquer et de contribuer à l'évolution de celle-ci. La période favorise l'émergence des Réalistes et il est intéressant de noter qu'avec eux, la discipline ne poursuit plus directement un objectif de

¹⁴ SDN par la suite.

¹⁵ La SDN est créée lors du Traité de Versailles de la même date.

¹⁶ Le Sénat des États-unis d'Amérique ne ratifiera pas le projet de la SDN.

recherche du maintien de la paix. Elle se contente d'analyser les « politiques de puissance ». Au sortir de la seconde guerre mondiale, l'analyse des « politiques de puissance » renvoie à la question de la division du monde. La conférence de Yalta donne naissance à un monde bipolaire dominé par l'influence nord-américaine d'une part et soviétique d'autre part, au détriment des anciennes puissances européennes. Pour expliquer les futures tensions liées au contexte de la guerre froide, ou encore, l'« équilibre de la terreur »¹⁷ miraculeusement maintenu, les RI expérimentent de nouveaux outils.

Le deuxième débat paradigmatique concerne donc la méthode de la discipline : « Comment les Relations Internationales ? » Cette préoccupation émerge au cours des années 50 et 60 et oppose deux Écoles : les Classiques d'une part, parmi lesquels se trouvent les idéalistes, les libéraux, les internationalistes et les réalistes de la période précédente et ; les comportementalistes¹⁸ d'autre part, une formation constituée de néoréalistes et de néolibéraux. Alors que les Classiques s'appuient sur la philosophie et l'histoire pour réaliser leurs travaux de recherche, les Comportementalistes proposent une approche nouvelle fondée sur le recours aux sciences exactes. Considérant que la démarche des Classiques repose sur l'intuition et l'utilisation anecdotique de celle-ci, ils mettent en avant une méthode dite formelle et quantitative. De nombreux auteurs à l'image de FOX, RAPOPORT, KAPLAN ou, BANKS, prétendent ainsi, au travers de cette nouvelle méthode, apporter des réponses différentes à un objet qui demeure identique. Il s'agit toujours d'analyser les lois du comportement de l'individu, dans le but d'expliquer le comportement de l'État. C'est alors que la recherche en RI devient interdisciplinaire et la « Politique Extérieure » apparaît comme un nouveau sous-champs de recherche de la discipline.

Le troisième débat paradigmatique revient sur le contenu de la discipline. Toutefois, alors que le premier débat a permis de déterminer le but de la discipline, celui-ci s'attache à en délimiter l'objet : « Sur quoi, les Relations Internationales ? » Au cours des années 70 et 80, le débat reste dominé par les deux courants de la période précédente, créant ainsi une situation de « cohabitation paisible entre partisans de la méthode traditionnelle et adeptes des méthodes quantitatives et formelles »¹⁹, autrement dit entre Classiques et Comportementalistes. Le débat quant à lui, est la résultante du contexte politique international. L'enlisement des États-

¹⁷ L'affrontement idéologique, culturel et stratégique pouvait se transformer en affrontement nucléaire, compte tenu du fait que les deux blocs possédaient l'arme atomique.

¹⁸ De l'anglais « Behaviorists ».

¹⁹ BATTISTELLA, Dario, *op. cit.*, p.95.

unis au Viêtnam ou, le coup d'état dans le Chili de 1973 fomenté par la CIA, avec le concours de multinationales nord-américaines telles que l'« ITT Corporation »²⁰ ou « Anaconda Copper »²¹, mettent en évidence le rôle des acteurs non-étatiques dans les RI d'une part et, le lien entre politique interne et externe, d'autre part. La théorie des réalistes (classiques) selon laquelle l'État est un acteur exclusif, et sur laquelle repose l'action de Washington, apparaît désormais obsolète. Pour ce qui concerne le cas latino-américain, la seule volonté des états d'insérer leurs économies dans le système international apparaît comme un élément insuffisant car, toute tentative interne est contrecarrée par des nations plus puissantes et par le jeu des alliances bipolaires. Dès lors, il convient de réfléchir à la manière de se défendre contre lesdits acteurs externes. Cette préoccupation nouvelle, invite les tenants de la discipline à s'interroger sur l'identification des acteurs, la nature des enjeux, les processus, les résultats. Le débat met en lumière trois formations au sein des deux courants qui cohabitent durant cette période : les réalistes, les traditionalistes et les marxistes. Comme nous l'avons vu précédemment, le contexte international a affecté la thèse réaliste et il en sera de même pour les marxistes. Ces derniers perdent de l'influence avec la fin de l'affrontement Est/Ouest. La chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, la dissolution du Pacte de Varsovie en juillet 1991 puis, la démission de Mikhaïl GORBATCHEV en décembre de la même année, du poste de président d'un état qui n'existe plus, sont autant d'événements qui laissent libre cours à une contre-attaque néoréaliste et néolibérale, deux courants qui vont se réappropriier la discipline.

Le quatrième débat paradigmatique s'inscrit dans le prolongement du deuxième, en ce sens qu'il revient sur la méthode de la discipline. En effet, avec les années 90, débute une période au cours de laquelle on s'interroge sur la faisabilité : « Peut-on étudier les Relations Internationales ? » Deux écoles prennent part au débat. Un premier modèle théorique rassemblant les néoréalistes, les néolibéraux, les néomarxistes et les transnationalistes, présente une vision de la faisabilité de la discipline, que l'on qualifie de rationaliste (positiviste). Dans le même temps, un deuxième courant de pensée s'emploie à critiquer toutes les démonstrations établies jusque là en RI donnant ainsi naissance au réflexivisme (post-positivisme). L'approche critique et/ou radicale de ce dernier courant trouve ses fondements dans l'École de Francfort, puis chez les post-modernistes et les féministes. Par la

²⁰ International Telephone and Telegraph Corporation.

²¹ Trust nord-américain qui se dédie dès le début du XX^e siècle à l'exploitation du cuivre.

suite, la combinaison d'une épistémologie positiviste et d'une ontologie post-positiviste façonne l'émergence du constructivisme.

L'observation de l'évolution des RI, met en évidence les principaux courants qui ont favorisé son émergence en tant que discipline. Elle permet par ailleurs de relever les préoccupations qui ont été les siennes et par là même, les préoccupations de l'ensemble des états. Du point de vue de la discipline, l'enjeu consiste, tantôt à expliquer comment un état parvient à occuper une position favorable, tantôt à démontrer comment un état peut se retrouver paralysé dans sa tentative d'insertion internationale. Du point de vue des états qui font appel à cette discipline, l'enjeu consiste pour les uns, à trouver les moyens de maintenir une position favorable et pour les autres, à trouver la parade défensive ou la contre-attaque permettant de mieux tirer profit du système mondial.

Comme nous l'avons indiqué *supra*, les concepts en RI évoluent au gré des fluctuations du système international. Ainsi, à partir de la seconde guerre mondiale, les théories de l'intégration régionale accompagnent les diverses expériences qui se concrétisent. De ce fait, et compte tenu du caractère nouveau du projet qui lie actuellement le Mercosud à l'UE, projet dit d'association interrégionale, on observe un déficit théorique relatif à l'interrégionalisme. En l'absence de « jurisprudence » en la matière, il apparaît difficile d'établir une liste préalable des conditions pré-requises à une issue favorable des négociations. Il est, en revanche, un point sur lequel nous disposons d'une certaine lisibilité et qui conditionne assurément la faisabilité d'un projet de cette envergure : le « background régionaliste » de chacune des deux parties.

1.2 Le régionalisme européen

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les experts en RI établissent deux constats : (i) les guerres sont le résultat de « politiques de puissance » (théorie réaliste) ; (ii) aucune organisation internationale n'est en mesure d'assurer le maintien de la paix. De ces deux observations, émane la nécessité de proposer de nouvelles théories pour l'établissement d'un nouvel ordre mondial. Émerge ainsi la notion d'« intégration régionale » qui est dans un premier temps préconisée pour l'Europe, mais qui rencontrera ensuite un formidable écho en Amérique latine. Plusieurs courants théoriques concourent à l'élaboration d'une théorie de

l'intégration régionale qui, comme nous allons le voir, n'a toujours pas donné ses conclusions définitives.

1.2.1 Le fonctionnalisme

Alors que la thématique de l'« intégration régionale » occupe une place peu significative dans le débat des RI, David MITRANY publie en 1943, un ouvrage intitulé « A working peace system: an argument for the functional development of international organization »²², dans lequel il cherche la manière d'intégrer les états entre eux. Son étude, très pragmatique, donne naissance au « Fonctionnalisme ». La création d'une grande fédération doit permettre de prendre en compte l'ensemble des intérêts divergents, de tous les états. À ce stade, il n'est pas prévu de confier la supervision de la fédération à une institution centrale, il s'agit tout au plus de s'adapter aux nécessités fonctionnelles des états qui composent le groupe. L'alliance économique, selon les fonctionnalistes, doit permettre d'atteindre l'objectif de maintien de la paix suivant un processus d'engrenage simple :

Alliance économique ⇒ Intérêts économiques communs ⇒ Paix

Le concept théorique d'alliance économique préconisé par D. MITRANY trouve un écho dans la réalité, lorsque le Ministre français des Affaires Étrangères, Robert SCHUMAN, présente dans son discours du 9 mai 1950, un projet fédérateur élaboré par Jean MONNET, alors directeur de cabinet dudit Ministère. Dans un contexte de guerre froide naissante et de redressement inquiétant de l'Allemagne, du point de vue de la France, le projet de J. MONNET doit permettre d'éviter la (re)constitution d'une industrie de guerre en Europe occidentale. La Belgique, La France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et la République Fédérale d'Allemagne²³, s'entendent sur la mise en commun de la production et de la consommation du charbon et de l'acier et signent, le 18 avril 1951, le Traité de Paris entérinant la création de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier²⁴.

Fort du succès de la CECA et soucieux de renforcer la capacité de celle-ci à maintenir la paix, J. MONNET teste une nouvelle fois la fiabilité de la théorie fonctionnaliste en soumettant un

²² MITRANY, David. A working peace system : an argument for the functional development of international organizations. London : Royal Institute of International Affairs, 1943.

²³ RFA par la suite.

²⁴ CECA par la suite.

projet de défense européenne. Les six membres sont invités à constituer une Communauté Européenne de Défense²⁵. Le projet est adopté par le groupe des 6 à l'occasion du Traité de Paris du 27 mai 1952, mais il ne sera finalement pas ratifié par la France qui s'oppose au principe d'une armée européenne sous commandement de l'OTAN et sous la coupe institutionnelle de la CECA. On peut aussi y voir la crainte du gouvernement français de voir l'Allemagne se réarmer. Cette même crainte incite d'ailleurs l'Italie à adopter la même position. Les Réalistes, quant à eux, n'ont de cesse de critiquer la théorie fonctionnaliste tout au long de son évolution. Ceux pour qui l'État est considéré comme un acteur exclusif ne peuvent adhérer à une pensée fonctionnaliste qui préconise des alliances économiques sans institution politique centralisée. Jacob VINER y voit là une vision idéaliste des RI. Il explique dans « The Customs Union »²⁶ que si les unions douanières peuvent favoriser l'augmentation du commerce, elles sont également susceptibles de provoquer des « effets de diversion », autrement dit d'être détournées à des fins politiques et par là même, devenir source de conflit.

1.2.2 Le néo-fonctionnalisme

Lorsque le 30 août 1954, les communistes et les gaullistes rejettent à l'Assemblée Nationale française, le projet d'une CED. Cet épisode symbolise du même coup, l'obsolescence du fédéralisme fonctionnaliste. Il faut attendre les événements de 1957, pour assister à l'émergence d'un nouveau paradigme. Le 25 mars 1957, à Rome, les six pays membres ratifient deux traités : (i) le traité instituant la Communauté Économique Européenne²⁷ ; (ii) le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique²⁸. Ces deux traités, plus communément connus sous le nom de traité de Rome, entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1958. Parallèlement, Ernst B. HAAS expose dans un ouvrage intitulé « The Uniting of Europe »²⁹, les actions à mettre en oeuvre pour garantir la paix en Europe occidentale. Il valide les acquis de la théorie fonctionnaliste, en insistant sur le fait que la construction d'une fédération repose sur la capacité de ses membres à mettre en commun un secteur économique donné. Mais il va plus loin en ajoutant que l'intégration économique doit conduire à l'intégration politique. En se différenciant sur ce point de D. MITRANY, E. HAAS et ses élèves opposent l'approche néo-fonctionnaliste à la théorie réaliste qui repose sur le rôle de l'État et sa politique de

²⁵ CED par la suite.

²⁶ VINER, Jacob. The Customs Union. New York : Carnegie Endowment for International Peace, 1950.

²⁷ CEE par la suite.

²⁸ EURATOM par la suite.

²⁹ HAAS, Bernard Ernst. The Uniting of Europe. Stanford : Stanford University Press, 1958.

puissance. Cette nouvelle école tente de démontrer qu'après la constitution d'une intégration économique, un phénomène d'engrenage d'un secteur à l'autre, qu'elle nomme « Spill-over », doit s'enclencher de manière naturelle. Le rôle de la Commission est primordial pour permettre aux négociations d'aboutir. La contagion d'un secteur économique à l'autre trouve sa finalité dans l'intégration politique et la reconnaissance d'institutions supranationales :

Intégration économique = Spill-over ⇒ Intégration politique ⇒ Paix

E. HAAS prévoit l'existence d'institutions politiques, et dans son étude du cas européen, il préconise la création des États-unis (fédéraux) d'Europe. Mais il admet également que l'évolution d'un processus, qu'il prévoit d'être linéaire, puisse aboutir à une finalité qui n'est pas celle escomptée. Ses élèves et lui, énumèrent d'ailleurs un certain nombre de variables qui déterminent directement la finalité d'un processus d'intégration. Deux de ces variables font figures de points fondamentaux de la théorie néo-fonctionnaliste :

- l'apprentissage (comportement des élites) : Philippe SCHMITTER intègre l'idée que la manière dont les responsables politiques tirent les leçons des échecs et des succès qu'ils rencontrent au cours d'un processus de construction, ainsi que leur capacité à réviser des objectifs et/ou à en planifier de nouveaux, sont autant d'éléments qui favorisent selon le cas, une progression ou une régression de l'intégration ;
- le rôle des élites : Léon LINDBERG ajoute que la finalité dépend également du volontarisme des acteurs politiques. Et celui-ci d'ajouter que le volontarisme politique dépend des bénéfices anticipés de l'intégration économique.

Les apports de P. SCHMITTER permettent d'expliquer la paralysie du processus européen des années 60 ou des processus latino-américains actuels. Olivier DABÈNE précise dans un souci de synthèse que « l'intégration est alors réduite à une agrégation d'institutions régionales bureaucratisées, chacune avec une spécialisation fonctionnelle, et qui opèrent dans un environnement d'indifférence »³⁰. Mais, à partir du milieu des années 70, E. HAAS constate que sa théorie est devenue obsolète. En effet, en Europe, le processus d'intégration s'apparente à un assemblage de communautés européennes que constituent la CECA (1951),

³⁰ DABÈNE, Olivier. Intégration régionale : principales approches théoriques cours en ligne. OPALC, 29-09-2008. 14p. Format PDF. Disponible sur : http://www.opalc.org/index.php?option=com_content&task=view&id=35&Itemid=31

EURATOM (1957) et la CEE (1957), mais cet assemblage ne déclenche pas le phénomène de « Spill-over » qu'il avait prévu et, qui aurait dû favoriser la constitution des États-unis d'Europe. De même, il constate que le « Spill-over » ne peut fonctionner en Amérique latine car les conditions théoriques prérequis, qui doivent permettre son déclenchement, ne sont pas réunies : industrialisation, plein emploi, croissance économique.

Le début des années 80 marque, ainsi, la fin d'une période d'une quarantaine d'années, au cours de laquelle le débat sur la théorie de l'intégration régionale a été dominé successivement, par les fonctionnalistes puis par les néo-fonctionnalistes. Si aucune des deux formations n'est parvenue à fournir une explication théorique pouvant illustrer l'évolution exacte du régionalisme européen, toutes deux ont permis, non seulement d'introduire cette thématique dans le débat des RI, mais également d'en faire un sujet d'étude fondamental. La recherche d'une théorie, ou de théories, de l'intégration régionale, va ensuite connaître un nouvel élan avec la relance de l'intégration européenne. Deux événements vont contribuer à repenser et à compléter les connaissances existantes : (i) l'Acte Unique Européen³¹ en 1986 ; (ii) le Traité de l'Union Européenne³² ou Traité de Maastricht en 1992.

1.2.3 Supranationalisme versus intergouvernementalisme

Entre 1981 et 1982, le moteur franco-allemand est en panne. La France présidée par François MITTÉRAND, défend une Europe sociale, tandis que la RFA du Chancelier Helmut SCHMIDT³³ plaide pour une Europe de la stabilité monétaire. Mais dès l'arrivée au pouvoir de Helmut KOHL³⁴, le 1^{er} octobre 1982, le couple franco-allemand retrouve une complicité historique et adopte une attitude qualifiée de « volontariste », dans le but de relancer le processus européen. Au cours des quatre années suivantes (1982-1986), plusieurs événements illustrent le volontarisme des acteurs de la construction européenne, et leur volonté de relancer un processus en panne :

- le Conseil européen de Fontainebleau : à l'issue du Sommet des 25 et 26 juin 1984, des avancées sont obtenues, notamment en matière d'équilibre budgétaire. Sous

³¹ AUE par la suite.

³² TUE par la suite.

³³ Chancelier fédéral de 1974 à 1982.

³⁴ Chancelier fédéral de 1982 à 1998.

l'impulsion de l'alliance franco-allemande, une « correction britannique »³⁵ est adoptée à l'unanimité, octroyant au Royaume-Uni une compensation sur ses contributions au budget communautaire. Cette attention particulière, souvent critiquée par la suite, doit avant tout permettre de s'assurer de l'implication du gouvernement de Margaret THATCHER, dans l'effort de relance européenne ;

- la 70ème commémoration de la bataille de Verdun : à cette occasion, le 22 septembre 1984, E. KOHL et F. MITTÉRAND se tiennent la main, affichant ainsi à l'ensemble des partenaires européens, et à l'ensemble du monde, leur volonté commune de faire progresser le processus ;
- le « Livre Blanc sur le marché intérieur » : le document s'inspire des revendications des entrepreneurs, lesquelles défendent l'existence d'un grand marché européen. Le projet n'est pas nouveau puisqu'il voit le jour à Rome en 1958, mais sa réalisation n'est toujours pas effective. J. DELORS, en sa qualité de président de la Commission européenne, entend par le biais de ce « Livre Blanc », redonner une impulsion à un processus d'intégration paralysé par les chocs pétroliers de 1973 et 1979. Il est approuvé au Conseil européen de Milan, les 29 et 30 juin 1985, puis repris dans la conclusion de l'AUE en 1986 ;
- le rapport final du Comité DOOGE : à l'issue du Sommet de Fontainebleau, un Comité intergouvernemental reçoit en septembre 1984, la mission de réfléchir à la réforme institutionnelle des Communautés européennes. Sous la présidence de James DOOGE, le Comité présente un rapport final préconisant la transformation des communautés européennes en une Union européenne. Pour ce faire, le rapport propose de créer de nouvelles compétences européennes dans les domaines : institutionnel, juridique, monétaire, technologique, de la culture et des affaires sociales, de la sécurité et de la défense, de l'environnement. Le projet est discuté au Conseil européen de Milan, les 28 et 29 juin 1985, et préfigure un accord modifiant profondément les traités européens alors en vigueur.

Ainsi, l'AUE signé en février 1986, entre en vigueur le 1^{er} juillet 1987 et, modifie le traité de Rome de 1957. Il est « unique » en ce sens qu'il expose des propositions en matière de coopération européenne et, de politique étrangère commune. Pour la première fois, des dispositions à caractère à la fois supranational et, intergouvernemental, apparaissent dans le

³⁵ BREHON Nicolas-Jean, La correction britannique. Le Monde, 19/11/2002. Disponible sur : <http://www.finances-europe.com/article19.htm>

processus d'intégration européenne. L'AUE consacre l'existence d'un Conseil européen, même s'il faudra attendre le Traité de Lisbonne³⁶ pour que celui-ci acquière un statut d'institution. L'AUE propose par ailleurs, plusieurs mesures qui doivent rendre effective avant le 31 décembre 1992, l'existence d'un marché intérieur européen. Ces mesures concernent notamment :

- la libre circulation des marchandises et des services ;
- la libre circulation des capitaux ;
- la libre circulation des personnes ;
- la liberté d'entreprendre dans le pays de son choix.

Le TUE, ratifié à Maastricht le 7 février 1992 et, entré en vigueur le 1^{er} novembre 1993, dépasse l'objectif de la réalisation d'un marché commun. Il s'agit désormais d'intégrer politiquement une Union européenne qui repose alors sur trois piliers :

- les communautés européennes : la Communauté Européenne³⁷, la CECA et, EURATOM ;
- la Politique Étrangère et de Sécurité Commune³⁸ ;
- la coopération policière et judiciaire en matière pénale³⁹.

Le TUE institue une citoyenneté européenne, renforce les pouvoirs du Parlement européen, lance l'Union Économique et Monétaire⁴⁰ et, annexe un protocole social⁴¹. L'UEM concrétise l'existence du marché unique et se fixe comme objectif de parvenir à l'adoption d'une monnaie unique, avant le 1^{er} janvier 1999. Sa mission concerne :

- la coordination des politiques économiques ;
- la surveillance multilatérale de cette coordination ;
- l'établissement de règles de discipline financière et budgétaire.

³⁶ Le Traité de Lisbonne entre en vigueur le 1^{er} décembre 2009.

³⁷ CE par la suite.

³⁸ PESC par la suite.

³⁹ JAI (« Justice et Affaires Intérieures ») par la suite.

⁴⁰ UEM par la suite.

⁴¹ Le Royaume-Uni ne s'engage pas sur ces deux derniers points.

Les tenants de la théorie conviennent que l'AUE et le TUE, ont permis de relancer une construction européenne paralysée. Toutefois, il n'émerge aucun consensus sur la nature des mécanismes qui ont permis d'entériner ces deux accords primordiaux. Plutôt que d'arrêter une théorie de l'intégration, les RI s'emploient alors à comprendre et à tenter de donner des éléments d'explication. Deux approches théoriques proposent une interprétation différente des événements et s'emploient à expliquer, comment il a été possible de parvenir à la signature d'accords si ambitieux.

D'une part, les néofonctionnalistes et les supranationalistes attribuent la finalité positive des négociations au rôle des acteurs non-étatiques. Ernst HAAS, Wayne SANDHOLTZ, John ZYSMAN, distinguent deux groupes de négociations : l'un formé par la Commission et les représentants des grands groupes industriels (acteurs non-étatiques) ; l'autre par les gouvernements. Si les négociations ont abouti, c'est parce que le premier groupe a su convaincre le deuxième. Ils soulignent ainsi le rôle primordial du « Livre blanc » de J.DELORS dans la conclusion de l'AUE. Cette théorie permet en effet, d'expliquer les moments de paralysie du processus européen. Les secousses du processus correspondent selon eux, à des périodes de négociations, c'est-à-dire au temps nécessaire à la Commission et aux entrepreneurs pour convaincre les gouvernements. Néanmoins, nous verrons ultérieurement, qu'il n'est pas toujours pertinent de considérer que les acteurs non-étatiques (Commission et entrepreneurs) poursuivent des intérêts identiques.

D'autre part, deux courants relevant du réalisme, contestent l'approche précédente : les nationalistes et les intergouvernementalistes. Ces derniers attribuent la signature des récents Traités au rôle joué par les gouvernements pendant les négociations. Selon Andrew MORAVCSIK, un accord entre plusieurs gouvernements est possible si, et seulement si, l'évolution des politiques intérieures des pays signataires est similaire et convergente. Cette mise en commun des politiques intérieures s'intègre dans les stratégies de « politique de puissance » décrites par les Réalistes. Selon eux, la signature de l'AUE a été possible grâce à l'attitude volontariste de l'alliance franco-allemande à partir de 1982 et, à l'arrivée des conservateurs anglais en 79. Pour expliquer les « temps morts », qu'ils observent dans le processus de construction, ils mettent en avant le fait que les stratégies de puissance des États provoquent des crises de souveraineté.

1.2.4 Néo-régionalisme

Alors que débutent les années 90, tous s'accordent sur le fait que l'intégration est le résultat d'un ensemble de facteurs. De ce fait, toute tentative d'explication revient à recourir à une combinaison de plusieurs approches. Le néo-régionalisme est illustré par les nouveaux travaux d'A. MORAVCSIK, lorsqu'en 1998, il publie «The choice for Europe. Social purpose and state power from Messina to Maastricht»⁴². Jusque là centrée sur le rôle des États, son approche s'intéresse désormais davantage au rôle des institutions intergouvernementales. Il a recours à plusieurs théories de la coopération internationale et observe qu'à chaque fois, les étapes de la construction européenne sont soumises à trois éléments :

- les préférences nationales : chaque État détermine sa stratégie en fonction de sa préférence nationale. Cette dernière est déterminée par la synthèse des intérêts économiques et des intérêts géopolitiques de l'État en question ;
- les caractéristiques de la négociation intergouvernementale : le fond et la forme des négociations dépendent, des objectifs des entrepreneurs supranationaux d'une part (approche supranationale), et de l'interdépendance asymétrique existante entre les États d'autre part (approche intergouvernementaliste) ;
- la cession ou le partage de souveraineté dans le cadre des institutions communautaires : (i) un État est susceptible de partager sa souveraineté si, dans son paysage politique interne, les fédéralistes occupent une place plus importante que les nationalistes ; (ii) il faut que le traitement de l'information par des experts communautaires permette d'entrevoir des avantages supérieurs comparativement à un traitement national ; (iii) la question du partage de souveraineté renvoie enfin à la crédibilité politique des États : les partis politiques internes y voient l'occasion de trouver de nouveaux alliés au niveau européen, ou, au contraire, le moyen de se reposer sur les institutions européennes pour éviter le courroux de l'opposition nationale mais, dans les deux cas, le partage de souveraineté permet d'espérer des avantages futurs.

⁴² MORAVCSIK, Andrew. The choice for Europe : social purpose and state power from Messina to Maastricht. Ithaca : Cornell University Press, 1998. 420 p.

Les fonctionnalistes sont les instigateurs du régionalisme économique en Europe. Le projet de la CECA, fondé sur leur théorie, est le fruit d'une stratégie mise en place dans le but de se défendre contre toute nouvelle attaque militaire éventuelle. Les néo-fonctionnalistes s'attardent ensuite à compléter la démonstration précédente, estimant que l'intégration économique seule, ne peut garantir le maintien de la paix. Le régionalisme européen doit prétendre à l'intégration politique. La signature de l'AUE en 1986, génère ainsi d'importants changements. Le volet politique de l'intégration prend à partir de cette date, une dimension supranationale. L'autre fait marquant renvoie à l'implication des grands entrepreneurs dans les négociations. Les multinationales européennes souhaitent une intégration régionale renforcée pour mieux se défendre contre la concurrence internationale et notamment, nord-américaine. Le régionalisme conserve une vocation défensive, mais il s'agit désormais de se défendre contre des agressions externes à caractère économique. Entre 1945 et 1985, le modèle de l'intégration économique au service de la défense de la paix, évolue vers un modèle d'intégration économique et politique au service de la défense des économies. En Amérique latine, le processus d'évolution du régionalisme est différent.

1.3 Le régionalisme latino-américain

Des expériences à caractère régionaliste qui ne constituent pas encore des « intégrations régionales », au sens contemporain du terme, émergent sur le continent latino-américain bien avant qu'elles n'apparaissent en Europe. Ces expériences trouvent leur origine dans le découpage territorial instauré au lendemain de la découverte du « nouveau monde ». Le découpage, alors effectué, incite les couronnes d'Espagne et du Portugal, à planifier de nouveaux sous-ensembles régionaux mieux définis, dotant le continent latino-américain d'une véritable structure territoriale. Entre le XVI^e et le XIX^e siècle, la création de vice-royautés permet de régir le continent d'un point de vue administratif et régional. À partir du XIX^e siècle, des projets régionalistes d'un ordre différent, voient le jour sous l'impulsion de Simón BOLIVAR. Cette première phase régionaliste, de l'apparition de la première vice-royauté d'Espagne, à la fin des projets bolivariens, scelle les limites temporelles de la première étape du régionalisme latino-américain. La fin de la seconde guerre mondiale symbolise, à l'image de l'Europe, l'avènement d'une deuxième phase, caractérisée par l'émergence de projets régionaux répondant à des objectifs plus élaborés.

Il s'agit ici de revenir sur les différentes expériences régionalistes qui ont prévalu en Amérique latine, afin de comprendre dans quel contexte émerge le Mercosud, le 26 mars 1991.

1.3.1 De l'émergence des régions aux projets bolivariens

Le partage du « nouveau monde » entre espagnols et portugais obéit dans un premier temps, à la volonté divine, alors incarnée par le pape Alexandre VI. La proposition papale trouve une extension juridique dans le Traité de Tordesillas, signé en 1494, lequel prévoit une division selon un méridien nord-sud localisé à 370 lieues (1770 km) à l'ouest des îles du Cap-Vert. Celui-ci constitue la première frontière interne du continent qu'il sépare désormais en deux territoires distincts : à l'ouest les terres reviennent au royaume d'Espagne ; celles situées à l'est dépendent du Portugal. Il s'agit néanmoins de deux territoires pour le moins inégaux du point de vue de la superficie, tout du moins dans un premier temps, puisque lors de la signature du Traité de Tordesillas en 1494, le Portugal n'a pas connaissance de l'existence du Brésil⁴³. Le nouveau monde tel qu'on le connaît au moment du Traité, revient ainsi dans sa grande majorité, au royaume d'Espagne. On assiste ensuite à un rééquilibrage de la répartition des superficies entre espagnols et portugais, lorsque le 23 avril 1500, Pedro ALVARES CABRAL découvre, selon l'historiographie officielle, de vastes terres à l'est du méridien (l'actuel Brésil). Précisons cependant que les récits de Duarte PACHECO PEREIRA⁴⁴, dans une œuvre intitulée « Esmeraldo de situ orbis », laissent à penser que le Portugal aurait pu avoir connaissance de ces terres dès 1498⁴⁵. Par ailleurs, une autre œuvre intitulée « Pleitos Colombinos », attribue la découverte du Brésil à un espagnol nommé Vicente YAÑEZ PINZON, à partir du 26 janvier 1500. Quoi qu'il en soit, le décalage temporel des découvertes du « nouveau monde » est effectif et, de ce fait, la couronne espagnole instaure une organisation administrative de ses territoires, avant la couronne portugaise. C'est également l'Amérique hispanophone qui, la première, se prêterait au jeu des organisations régionales. En

⁴³ Officiellement en tous cas.

⁴⁴ Navigateur, militaire et cosmographe portugais, mort en 1533. On ignore la date exacte de sa naissance (entre 1443 et 1450).

⁴⁵ « [...] Principe temos fabido & vifto como no terceiro anno de voffo Reynado do hano de noffo fenhor de mil quatrocentos noventa & oito donde nos voffa alteza mandou defcobrir ha parte oucidental paffando alem ha grandeza do mar ociano honde he hachada & naeguada humà tam grande terra firme com muitas & grandes Ilhas ajacentes a ella [...] ». DE AZEVEDO BASTO, Raphael Eduardo. Esmeraldo de Situ Orbis por Duarte Pacheco Pereira en ligne. Édition commémorative du 400^e anniversaire de la découverte de l'Amérique. Lisbonne : Imprensa Nacional, 1892. p. 61. Disponible sur : <http://www.archive.org/stream/esmeraldodesitu00peregoog#page/n7/mode/1up>

ce qui concerne la division verticale effectuée, rien ne nous autorise à cet instant de l'histoire à qualifier les deux territoires qui en résultent, de « régions ». En effet, l'une des acceptions admise par le dictionnaire pour le terme « région », fait état d'un « territoire dont l'étendue variable est déterminée soit par une unité administrative ou économique, soit par la similitude du relief, du climat et de la végétation, soit par une communauté culturelle »⁴⁶. Aucune de ces caractéristiques ne peut être observée ici. Néanmoins le Traité de Tordesillas ouvre la voie à la formation de régions à proprement parler.

La royauté espagnole, en assumant l'organisation des territoires qui lui reviennent de droit, introduit en Amérique des caractéristiques qui leur confèrent en effet, un statut de « région ». Le découpage territorial répond tout d'abord à une logique géographique. Ainsi la vice-royauté de Nouvelle Espagne (1525-1821) administre l'Amérique du Nord (Californie, Arizona, Nouveau-Mexique, Texas et Mexique), l'Amérique centrale (jusqu'au Costa Rica), les Antilles, ainsi que les Philippines. La vice-royauté du Pérou (1542-1824) s'étend sur l'Amérique du Sud, ce qui dans le contexte de l'époque, correspond aux territoires allant de l'isthme de Panamá jusqu'à la Patagonie (sont exclus les territoires des actuels Brésil et Venezuela qui dépendent respectivement du Portugal et de la vice-royauté de Nouvelle Espagne). Plus tard, est instaurée la vice-royauté de Nouvelle Grenade (1717-1723, 1739-1810 et 1816-1819) qui administre les actuels états de Colombie, Équateur, Panamá et Venezuela (Guyana et Trinidad et Tobago inclus) et, celle du Rio de la Plata (1776-1816) ayant autorité politique (tout du moins dans les faits car, sur ces territoires, l'administration espagnole se heurte souvent à l'insoumission de la population) sur les actuels territoires de l'Argentine, de la Bolivie, du Paraguay et de l'Uruguay (ainsi que des îles de Guinée Équatoriale). En ce qui concerne le territoire portugais découvert en 1500, il faut attendre l'an 1530 pour assister aux débuts de la colonisation et l'an 1532 pour qu'émerge São Vicente, le premier village édifié par les représentants de l'Administration portugaise. L'entreprise de l'administration du territoire s'organise entre 1534 et 1536⁴⁷ lorsque la couronne portugaise divise le Brésil en quinze « capitaineries héréditaires »⁴⁸. Malgré le succès dont avaient fait

⁴⁶ LAROUSSE. Dictionnaire de Français en ligne. Éditions Larousse, 2008. [réf. du 3 juillet 2009]. Disponible sur :

<http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/région>

⁴⁷ Dès 1504, la concession de l'île de Saint Jean, à l'est des côtes brésiliennes, est octroyée à Fernão DE NORONHA. L'archipel adoptera plus tard le nom de l'administrateur de la capitainerie : Fernando de Noronha. Cependant, il s'agit d'une administration fictive en ce sens que la colonisation n'avait pas débuté.

⁴⁸ Les 12 donataires, membres de la noblesse portugaise, se voient octroyer une capitainerie brésilienne, en contrepartie de leur engagement à l'administrer. Le donataire ne peut vendre sa capitainerie mais peut la transmettre à ses héritiers.

preuve les capitaineries portugaises pour administrer les îles de l'Atlantique⁴⁹, elles se révèlent rapidement inefficaces pour prétendre contrôler la côte atlantique du Brésil, et plus précisément pour repousser les menaces des espagnols, des français et des indiens. Pour y remédier, le roi du Portugal nomme un gouverneur général, Tomé DE SOUSA, mandaté pour rétablir la domination portugaise. Il s'installe à Salvador de Bahia en 1549.

Les vice-royautés espagnoles présentent ainsi, deux des caractéristiques qui permettent de les associer à des « régions » : une unité géographique (dont on convient qu'elle demeure sommaire) et, une unité administrative (présence d'un vice-roi et de règles de fonctionnement pour l'administration de la région). Les capitaineries portugaises, quant à elles, présentent également une unité administrative. Sous l'autorité d'un donataire, les esclaves, indiens, et les hommes libres, connaissent les notions de droits et de devoirs, de même qu'ils côtoient des fonctionnaires. Sur le plan géographique, les capitaineries correspondent à des « couloirs horizontaux » superposés, reliant l'océan Atlantique à l'Est et le méridien de Tordesillas à l'Ouest. Les capitaineries sont ainsi parallèles aux latitudes terrestres et, par conséquent, les populations d'une capitainerie ont de commun le climat, ainsi que la faune et la flore qui lui correspondent. Au Brésil, la présence de caractéristiques communes sur les plans, administratif et géographique, nous autorise donc à noter, dès la première moitié du XVI^e siècle, l'existence de « régions ».

Sous l'influence de S. BOLÍVAR, figure emblématique des « libertadores », les populations des vice-royautés d'Espagne accèdent à l'indépendance, à partir du début du XIX^e siècle. On assiste alors, à une modification de grande ampleur du paysage régional. Les modifications concernent avant tout le mode d'administration des territoires, puisque ces derniers acquièrent un statut républicain, tout en n'affectant, que de manière très sommaire, les frontières géographiques. Avant de voir apparaître la carte politique que nous connaissons actuellement, l'Amérique latine connaît une « phase intérimaire »⁵⁰ au cours de laquelle plusieurs projets intégrationnistes voient le jour. Ceux-ci trouvent leurs fondements dans deux documents publiés par S. BOLÍVAR : le « Manifeste de Carthagène »⁵¹ du 15 décembre 1812 et la non

⁴⁹ Cap Vert, Madère.

⁵⁰ AMILHAT-SZARY, Anne-Laure. Géopolitique et frontières en Amérique latine. L'Amérique Latine / ed. par S. Hardy et L. Médina. Nantes : Éditions du Temps, 2005. p.14.

⁵¹ BOLÍVAR, Simón. Manifiesto de Cartagena en ligne. WIKISOURCE, 15 décembre 1812. [réf. du 17-09-06]. Disponible sur : http://es.wikisource.org/wiki/Manifiesto_de_Cartagena

moins célèbre « Lettre de Jamaïque »⁵², rédigée en 1815. Il y expose sa volonté d'unifier le continent et défend l'idée d'une grande confédération latino-américaine. Le fondement de ce projet de confédération repose sur une mise en commun des forces politiques et militaires de chaque nation, avec le but recherché d'acquérir une plus grande crédibilité sur la scène internationale, mais également et surtout, de se prémunir contre les convoitises étrangères que suscitent les mouvements d'indépendance en Amérique latine. Le principe consiste à s'appuyer sur une géographie commune, un passé colonial commun et une langue commune⁵³, pour se prémunir et s'émanciper de la menace européenne⁵⁴. En effet, la Grande Bretagne, la France et l'Espagne entendent profiter de l'instabilité engendrée par les mouvements d'indépendance pour recouvrer leur position dominante d'antan. Il s'agit également de se prémunir contre les ambitions hégémoniques de la Fédération du Nord, laquelle, a enclenché un processus destiné à mettre en péril les actions des « libertadores » d'une part, et entend occuper la place laissée vacante par les protecteurs européens d'autre part. En ce début de XIX^e siècle, l'Amérique latine est indirectement informée que l'administration nord-américaine prévoit d'étendre son influence diplomatique jusqu'en Terre de feu, lorsque cette dernière s'adresse aux européens, par le biais de la Doctrine Monroe édictée en 1823. De celle-ci, on retient notamment que, (i) les États-unis refusent désormais toute tentative de colonisation de l'Amérique par les européens, (ii) toute intervention militaire européenne sera considérée comme une agression à l'égard des États-unis.

Anticipant la Doctrine Monroe, S. BOLÍVAR prononce le 15 février 1819 le « discours d'Angostura »⁵⁵ qui sert de base à la constitution de la République de Grande Colombie, et dont il assume la présidence à partir du 17 décembre de la même année. La République de Colombie, ou Grande Colombie, s'étend sur les territoires correspondant à l'ancienne vice-royauté de Nouvelle Grenade, autrement dit sur les actuels territoires de la Colombie, de l'Équateur, du Panamá et du Venezuela, qui inclut Guyana et Trinidad et Tobago. Les

⁵² BOLÍVAR, Simón. Carta de Jamaica en ligne. WIKISOURCE, 6 septembre 1815. [réf. du 07-08-08]. Disponible sur :

http://es.wikisource.org/wiki/Carta_de_Jamaica

⁵³ Les idéaux intégrationnistes concernent d'abord les anciens territoires de l'Empire espagnol. Le territoire portugais présente une vision plus constructive, centrée autour d'une administration unique.

⁵⁴ « Es una idea grandiosa pretender formar de todo el Mundo Nuevo una sola nación con un solo vínculo que ligue sus partes entre sí y con el todo. Ya que tiene un origen, una lengua, unas costumbres y una religión, debería, por consiguiente, tener un solo gobierno que confederase los diferentes estados que hayan de formarse [...]». BOLÍVAR, Simón. Carta de Jamaica en ligne. *op. cit.*

⁵⁵ BOLÍVAR, Simón. Discurso de Simón Bolívar ante el Congreso de Angostura en ligne. WIKISOURCE, 15 février 1819. [réf. du 08-06-09]. Disponible sur :

http://es.wikisource.org/wiki/Discurso_de_Sim%C3%B3n_Bol%C3%ADvar_ante_el_Congreso_de_Angostura

frontières de l'organisation régionale respectent celles de la Nouvelle Grenade car S. BOLÍVAR a conscience qu'elles constituent un acquis et par là même, un maillage territorial fort qu'il convient de préserver afin de ne pas entraver un facteur de cohésion entre les hommes⁵⁶. La présence d'une administration indépendante, régissant un espace géographique, lequel présente des caractéristiques communes, fait de cette république la première organisation régionale du continent latino-américain. Néanmoins plusieurs facteurs concourent à sa dissolution : (i) l'opposition entre centralistes et fédéralistes au sein de l'appareil politique ; (ii) la conspiration britannique dirigée par l'Amiral anglais Charles ELPHINSTONE FLEEMING⁵⁷ entre 1829 et 1830. Il compte sur l'appui de complices internes, fidèles du Général Jose Antonio Paez, ennemi de tous temps de S. BOLIVAR et financé par la Grande Bretagne. Le complot britannique est motivé par un antagonisme commercial avec les États-unis. Ainsi sa dissolution est prononcée en 1830, mais l'expérience contribue tout de même à favoriser l'émergence de nouveaux projets intégrationnistes.

Les provinces du Costa Rica, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua, et du Salvador (ancienne Capitainerie générale du Guatemala) s'entendent en juillet 1823, pour former un état répondant au nom de Provinces Unies d'Amérique Centrale. En novembre 1824, l'adoption d'une constitution fédérale par l'ensemble des membres octroie, *de facto*, à l'ensemble des provinces, un statut d'état, et le pays adopte le nom de République Fédérale d'Amérique Centrale. Cette République, qui est l'œuvre d'une élite avant d'être celle du peuple, demeure jusqu'à sa dissolution en 1839.

S. BOLIVAR ambitionne, de créer une grande confédération qui inclurait les territoires du Mexique jusqu'au Río de la Plata. Il invite les représentants des nations concernées à se réunir dans le cadre d'un Congrès amphictyonique qui se tient à Panamá du 22 juin au 15 juillet 1826. Il comprend, dès l'inauguration, que ce projet n'aboutira pas car, d'une part, l'Argentine, le Brésil et le Chili ne sont pas présents et, d'autre part, l'Angleterre, invitée à contribuer au projet et à faire part de son expérience, ne semble pas intéressée. C'est ainsi qu'il modifie son projet et propose de former une organisation de nations souveraines, qu'il appelle « Fédération des Andes ». Il s'agit, cette fois, de fédérer des nations qu'il avait libérées, autrement dit la Grande Colombie, le Pérou et la Bolivie. La durée de vie des deux

⁵⁶ AMILHAT-SZARY, Anne-Laure. Géopolitique et frontières en Amérique latine. *op. cit.*, p.13.

⁵⁷ Charles ELPHINSTONE FLEEMING est alors Commandant de la flotte navale britannique dans les Antilles, membre du Parlement britannique, et marié à une espagnole.

projets ne va pas au-delà de la durée du Congrès et, il ne lui reste guère d'autre alternative que celle de se concentrer sur la Grande Colombie.

Le cas du cône sud⁵⁸ est différent, en ce sens que les projets régionalistes de S. BOLIVAR n'y trouvent pas d'écho similaire. En effet, les colonies espagnoles ou portugaises connaissent une période de transition, entre les déclarations d'indépendance et l'affirmation de nouveaux régimes administratifs. Au cours de cette transition, l'élan indépendantiste animé par José de SAN MARTÍN⁵⁹, ou par Dom PEDRO⁶⁰, ne génère pas d'ambitions régionalistes, comparables à celles que S. BOLIVAR a pu nourrir. Au Brésil tout d'abord, Dom PEDRO proclame l'indépendance en 1822⁶¹ et acquiert par la même occasion, un statut d'empereur, qu'il conserve jusqu'en 1831. Lui succède alors, son fils, Dom PEDRO II, lequel gouverne l'Empire du Brésil jusqu'en 1889, date de la proclamation d'une république. De l'autre côté du Río de la Plata, l'Argentine et le Chili proclament leur indépendance, respectivement le 9 juillet 1816 et le 12 février 1818, consécutivement aux actions menées par J. de SAN MARTÍN. Le 9 juillet 1816 enregistre la disparition de la vice-royauté du Río de la Plata et, entérine la constitution des « Provinces Unies du Río de la Plata »⁶². Celles-ci recouvrent les territoires de l'ancienne vice-royauté, avant que ne soient perdus les territoires boliviens et uruguayens. Par la suite, on retient définitivement le nom de « République d'Argentine ». En 1836, Andrés DE SANTA CRUZ favorise la création de la Fédération Péruvo-bolivienne, unissant les deux états du Pérou (Pérou du Nord, et Pérou du Sud) à la Bolivie. Sa dissolution intervient au terme de sa troisième année d'existence en 1839.

La période qui s'étend du XVI^e siècle jusqu'au XIX^e siècle, et les expériences régionalistes qui l'accompagnent, constitue non seulement les bases de l'organisation administrative du territoire latino-américain actuel, mais contribue également à façonner de nombreux projets. Toutefois, il est intéressant de noter qu'au sortir de cette première période, et en dépit du nombre important de projets qui ont vu le jour, avec plus ou moins de succès, n'émerge aucune réflexion théorique relative à la thématique du régionalisme latino-américain. Ceci s'explique, d'une part, par le fait que la figure de S. BOLIVAR suffit à nourrir les imaginaires

⁵⁸ La dénomination « cône sud », fait ici référence aux territoires de la vice-royauté du Río de la Plata, plus le Chili.

⁵⁹ Pour les territoires hispanophones.

⁶⁰ Pour le territoire lusophone.

⁶¹ Le Portugal reconnaît l'indépendance du Brésil en 1825.

⁶² Également connues sous le nom de « Provinces unies d'Amérique du Sud », puis de « Confédération argentine ».

des peuples et surtout de leurs dirigeants. La figure emblématique des mouvements d'indépendance constitue, à elle seule, une base théorique sur laquelle peuvent s'appuyer de nouveaux projets. L'hypothèse trouve une vérification dans un projet actuellement en gestation et directement inspiré du modèle bolivarien : l'Alliance Bolivarienne pour les peuples d'Amérique⁶³. Mais l'absence de littérature théorique postérieure à cette période, s'explique d'autre part, par le rôle des nombreux échecs rencontrés par les différents projets. Se pencher sur la théorie de l'intégration latino-américaine, dans la période post-bolivarienne, revient à conceptualiser une réponse à une double question fondamentale pour le continent latino-américain : quelle stratégie mettre en œuvre pour, (i) s'insérer dans le concert international des nations, (ii) résister aux velléités d'empires colossaux, naissants ou confirmés, que sont à l'époque les États-unis et l'Europe ? La difficulté d'établir une stratégie commune renvoie aux nombreuses disparités qui émergent sur le continent. Il apparaît, en effet, difficile de rédiger une théorie intégrationniste pour l'Amérique latine, à un moment de l'histoire où la propre notion d'« Amérique latine » reste à définir. Les particularismes à l'intérieur du continent émergent de manière croissante au point d'assister à l'émergence de nationalismes. Ceux-là même qui seront à l'origine des conflits internes sur le continent. On peut émettre l'hypothèse selon laquelle les projets bolivariens n'ont pas su déceler et intégrer la naissance des nationalismes. À partir de cet instant, il convient de distinguer plusieurs « régions ». Il est ainsi plus exact d'évoquer, non pas une seule, mais des « Amériques latines »⁶⁴. Si l'existence préalable d'une culture et d'une histoire commune, ou d'une « conscience régionale »⁶⁵ commune, apparaît comme un élément indispensable à la fondation d'un projet régionaliste, l'enjeu consiste dans le cas de l'Amérique latine à déterminer où commence et, où s'arrête, le sentiment d'appartenance commun. En tout état de cause, le sentiment d'appartenance à la nation latino-américaine ne fédère guère les populations du continent. Jusqu'à une époque récente, l'expression « Amérique latine » renvoie à un concept plus précis dans l'esprit des européens que dans celui des latino-américains.

Au milieu du XIX^e siècle, la force de la figure emblématique incarnée par S. BOLIVAR d'une part, associée à l'acuité et à la difficulté de déterminer des stratégies communes et adaptées aux objectifs d'autre part, sont autant d'éléments qui permettent d'expliquer la quasi

⁶³ ALBA par la suite.

⁶⁴ ROUQUIÉ, Alain. Amérique latine : introduction à l'Extrême-Occident. Paris : Éditions du Seuil, 1998. p.15-110.

⁶⁵ SANTANDER, Sebastián. Le régionalisme sud-américain, l'Union européenne et les États-unis. Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles, 2008. p. 58.

inexistante littérature théorique latino-américaine relative aux processus d'intégration régionale. Au cours du siècle suivant, ce vide théorique laisse la place libre, à la mise en place d'un libéralisme primaire⁶⁶ et, il faut attendre la seconde guerre mondiale pour voir émerger de nouvelles initiatives latino-américaines, accompagnées de nouvelles théories.

1.3.2 Du libéralisme primaire à la cristallisation des frustrations

L'échec des tentatives bolivariennes en matière d'intégration régionale, dans la première moitié du XIX^e siècle, incite les pays latino-américains à adopter une attitude plus individualiste. Au cours du siècle qui suit, les états s'emploient à développer leurs relations économiques avec les pays développés, ce qui se traduit, dans les faits, par l'approvisionnement des grandes puissances, en matières premières. Il existe, à cet instant, un consensus sur l'adoption du modèle économique libéral, basé sur le principe de la division internationale du travail. L'Argentine et l'Uruguay produisent les produits agricoles, le Brésil, la Colombie, l'Équateur, l'Amérique centrale et les Caraïbes fournissent les produits agricoles tropicaux et, le Mexique, le Chili, le Pérou et la Bolivie se spécialisent dans les minerais⁶⁷. À partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle, les grandes puissances mondiales, investissent massivement dans la région pour permettre le développement des infrastructures nécessaires à l'acheminement des matières premières. On observe, ainsi, une présence accrue de la Grande Bretagne, dans les territoires du cône sud. Les investissements de capitaux étrangers se substituent aux agressions militaires du début du siècle et, favorisent l'émergence d'une élite locale marchande qui s'emploie à défendre un système qui le lui rend bien⁶⁸. Toutefois, d'un point de vue plus global, les états latino-américains représentent la périphérie d'un système mondial centré sur une Europe et des États-unis dont ils dépendent entièrement. Le modèle libéral retenu au départ, et qui devait permettre au continent d'accéder à l'indépendance économique, produit en réalité les effets inverses. Avec la crise de 1929, l'Amérique latine prend conscience pour la première fois, de sa dépendance et, entrevoit les limites du modèle libéral tel qu'il est alors appliqué. Sebastián SANTANDER⁶⁹ démontre que la présence d'autres facteurs exogènes, à partir de la fin de la seconde guerre mondiale, contribue à convaincre définitivement le continent des effets pervers de ce système, ce qui va favoriser

⁶⁶ En référence aux matières premières.

⁶⁷ DABÈNE, Olivier. L'Amérique latine à l'époque contemporaine. 6^e éd. Paris : Armand Colin, 2006. p. 9-15.

⁶⁸ RAPOPORT, Mario. CERVO, Amado Luiz. El Cono Sur : una historia común. Buenos Aires : Fondo de Cultura Económica de Argentina, 2001. p. 192-193.

⁶⁹ SANTANDER, Sebastián. Le régionalisme sud-américain, l'Union européenne et les États-unis. *op. cit.*, p. 63-68.

l'émergence de nouvelles théories régionalistes. Parmi ces chocs externes, se placent en premier lieu, les accords de Bretton Woods. Du 1^{er} au 22 juillet 1944, une conférence internationale rassemble les 44 nations alliées dans l'État du New Hampshire aux États-unis. Les négociations portent sur trois points fondamentaux : (i) la mise en place d'un système financier international ; (ii) la reconstruction de l'Europe ; (iii) la réglementation du commerce internationale. Le dernier point est celui qui mobilise toutes les attentes des négociateurs latino-américains or, le 22 juillet 1944, les négociations s'achèvent, d'une part, sur la création du Fond Monétaire International⁷⁰ et d'autre part, sur la constitution d'une Banque Mondiale⁷¹ ainsi que d'une Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement⁷². La question du commerce mondial est remise à plus tard. Elle réapparaît, en 1947, avec le « General Agreement on Tariffs and Trade »⁷³ auquel participent le Brésil, le Chili et Cuba. Le GATT de 1947 ambitionne d'instaurer un « code de bonne conduite libérale »⁷⁴, mais l'abaissement des droits de douane ne concerne finalement pas les produits agricoles. Ainsi, dès 1948, les élites latino-américaines (économiques et politiques), conscientes du fait que l'insertion des économies latino-américaines dans le système mondial ne peut provenir d'un système basé sur l'exportation de matières premières, depuis des pays périphériques vers des pays du centre, obtiennent auprès de l'Organisation des Nations Unies⁷⁵, et sous la houlette du Chili, la création de la Commission Économique Pour l'Amérique Latine⁷⁶. De la CEPAL et, de la volonté des élites d'accéder à l'indépendance économique, émergent de nouvelles théories régionalistes, lesquelles donnent naissance à des applications concrètes. Les organisations régionales qui voient le jour après la seconde guerre mondiale, bien que présentant des différences en terme de nature juridique, poursuivent toutes un objectif commun : dans un premier temps (1950-1970), il s'agit de protéger le marché intérieur des puissances industrialisées, pour favoriser l'insertion des organisations régionales dans le système international ; dans un second temps (1980-2000), il s'agit d'ouvrir le marché sur l'extérieur pour permettre leur intégration au système international. Ces deux phases distinctes reposent sur les concepts théoriques de la CEPAL qui, dans un premier temps,

⁷⁰ FMI, par la suite.

⁷¹ BM, par la suite.

⁷² BIRD, par la suite.

⁷³ GATT, par la suite.

⁷⁴ « [...] entering into reciprocal and mutually advantageous arrangements directed to the substantial reduction of tariffs and other barriers to trade and to the elimination of discriminatory treatment in international commerce [...] », cité dans GATT. Text of the General Agreement en ligne. Genève : OMC, juillet 1986. p. 1. Format PDF. Disponible sur :

http://www.wto.org/english/docs_e/legal_e/gatt47_e.pdf

⁷⁵ ONU, par la suite.

⁷⁶ CEPAL, par la suite.

incite l'ensemble des économies latino-américaines à adopter un modèle dit de « régionalisme introverti », avant de revoir sa copie et de préconiser dans un second temps, le « régionalisme ouvert ».

1.3.3 La CEPAL, l'État développementaliste et le « régionalisme introverti » : 1950-1970

Raúl PREBISCH, économiste argentin, demeure l'un des instigateurs majeurs de la doctrine économique basée sur le développement de la production nationale comme moyen de substituer un modèle reposant sur l'exportation de matières premières et, sur l'importation de tout le reste. Son appartenance familiale lui vaut d'appartenir à l'élite argentine traditionnelle, celle qui a su tirer profit de la constante présence internationale dans le port de Buenos Aires. C'est donc en qualité d'observateur privilégié d'un système basé sur le libéralisme primaire, qu'il propose un nouveau modèle de développement pour les états latino-américains. Après l'indépendance, l'Argentine assume en effet, le rôle de ferme et de grenier de l'Europe. L'élite argentine se construit tout d'abord sur le commerce, puis ensuite sur l'exploitation des « estancias », avant de donner naissance à une troisième génération qui se consacre à l'exercice de professions libérales. Cette génération de libéraux, qui émerge au même moment au Brésil et au Chili, se dédie, le plus souvent, à des activités de juristes, après l'obtention d'un doctorat de droit en Europe, et afin de pouvoir préserver les intérêts familiaux dont la pérennité dépend du maintien du système relationnel de type Nord-Sud. R. PREBISCH appartient à cette génération, à la différence près qu'il se consacre à l'économie. Il occupe un poste de consultant au sein de la Sociedad Rural Argentina⁷⁷ au cours des années 20, participe à l'administration du général José Félix URIBURU⁷⁸ dans les années 30, et intervient comme professeur d'économie politique jusqu'en 1948. L'économie internationale l'intéresse particulièrement, en raison de son héritage familial qui en fait un personnage familier des réseaux internationaux. Par ailleurs, sa carrière prend une dimension internationale, malgré lui, lorsque Juan Domingo PERON prend le pouvoir en 1946 et, le contraint à renoncer à

⁷⁷ Fondée le 16 juin 1866, la SRA fédère et défend les intérêts des propriétaires terriens et des producteurs argentins. Elle a toujours occupé une place importante parmi les organisations patronales les plus influentes de la société argentine. En 2008, elle joue un rôle prépondérant dans le conflit agraire qui l'oppose au gouvernement de Cristina Fernández de Kirchner.

⁷⁸ José Félix URIBURU occupe la présidence argentine de 1930 à 1932, et compte notamment sur le soutien de la Sociedad Rural.

toutes fonctions gouvernementales et universitaires. Il s'établit alors à Santiago du Chili pour assumer les fonctions de secrétaire exécutif de la CEPAL de 1950 à 1963⁷⁹.

R. PREBISCH trouve au Brésil un soutien important en la personne de Celso FURTADO. Économiste brésilien, titulaire d'un doctorat en économie délivré par l'Université de la Sorbonne en 1948⁸⁰, C. FURTADO se consacre à la théorie du développement de l'État (brésilien et latino-américain). En accord avec son homologue argentin, il démontre que le système mondial repose sur l'existence de pays périphériques agissant pour le compte de pays dits du centre. Les périphéries jouent le rôle des perdants du développement. La qualité de ses travaux et son parcours académique et professionnel contribuent à renforcer la crédibilité des théories structuralistes de la CEPAL. Il s'installe à Santiago du Chili en 1949 pour se mettre au service de la récente organisation, au sein de laquelle il occupe la fonction de directeur du Département de Développement jusqu'en 1957.

Si, R. PREBISCH et C. FURTADO ont en commun une bonne connaissance des réseaux européens, tous deux rencontrent également une forte opposition dans leurs pays respectifs. Le contexte argentin dominé par la présidence de J.D. PERON, puis le contexte brésilien dominé par des élites influencées par la pensée nord-américaine⁸¹, incite les deux économistes, d'une part à s'exiler au Chili, et d'autre part à exposer la théorie du « développementalisme » auprès d'autres nations latino-américaines.

Que préconise la CEPAL ? L'objectif consiste à insérer les économies latino-américaines dans le système international, en assurant leur indépendance économique par rapport aux économies du Nord. Pour ce faire, les États latino-américains sont invités à appliquer un modèle de développement fondé sur l'« Industrialisation par Substitution aux Importations »⁸². L'idée revient à limiter les importations et à les substituer par une production industrielle nationale, laquelle doit être protégée pour pouvoir s'émanciper. L'État a un rôle interventionniste. Pour assurer des débouchés au fruit de la production nationale, la CEPAL entend mettre l'accent sur le commerce intra-régional. Elle préconise alors la

⁷⁹ DEZALAY, Yves. G.GARTH, Bryant. La mondialisation des guerres de palais : la restructuration du pouvoir d'état en Amérique latine, entre notables du droit et « Chicago Boys ». Paris : Éditions du Seuil, 2002. p. 57-60.

⁸⁰ Sa thèse de doctorat traite de l'économie brésilienne pendant la période coloniale.

⁸¹ Dans le Brésil de l'après-guerre, la théorie structuraliste est fortement concurrencée par les théories économiques orthodoxes véhiculées par l'Armée et l'Institut Rio Branco. De nombreuses élites brésiennes avant de forger leurs armes diplomatiques dans le célèbre institut ont bénéficié de bourses d'études pour intégrer des universités nord-américaines.

⁸² ISI, par la suite.

formation d'espaces économiques régionaux, capables de défendre les économies des états-membres qui les constitueront. À cet objectif de défense économique, s'ajoute par la suite, un objectif de défense politique. En effet, avec le début des années 60, la CEPAL entend également se prémunir contre l'avancée du communisme et la révolution castriste.

Dans ce contexte, le 13 décembre 1960, le Traité de Managua officialise la création du Marché Commun Centre Américain⁸³. Ses cinq membres permanents, le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Salvador et le Nicaragua, ont l'ambition de créer un marché commun reposant sur une stratégie économique protectionniste. La même année, le Traité de Montevideo signé par l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Mexique, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay, puis plus tard par la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, et le Venezuela, donne naissance à l'Association Latino Américaine de Libre Commerce⁸⁴ qui instaure une zone de libre échange et, prévoit d'évoluer vers un marché commun. Ces deux entreprises régionalistes d'inspiration cépalienne, font la part belle au protectionnisme des marchés, et présentent de ce point de vue, une similitude avec le projet européen. En effet, si la création de la CECA en 1951, puis de la CEE en 1957 et de la Politique Agricole Commune⁸⁵ en 1962, font partie intégrante d'une stratégie visant à garantir la paix sur le « vieux continent », du point de vue latino-américain ce sont autant de barrières protectionnistes à l'entrée du marché européen. Le MCCA et l'ALALC adoptent donc une stratégie similaire à celle que l'on observe de l'autre côté de l'Atlantique au même moment. Appliquée au champ des RI, cette observation traduit un phénomène de mimétisme provoqué par un « effet domino ». Dans le cadre de l'ALALC, de nombreuses concessions tarifaires sont négociées et un système de paiement est adopté, favorisant ainsi le commerce intra-régional. Cependant les deux entreprises régionalistes ne parviennent pas à dépasser certains clivages que la CEPAL n'avait pas prévus. Ainsi le commerce intra-régional ne cesse de favoriser les pays qui disposent déjà d'un tissu industriel fort. La théorie développementaliste ne parvient pas à combler les asymétries existantes. Les élites locales sont prédisposées à adopter une attitude protectionniste à l'international, mais peu enclines à appliquer un libéralisme ouvert au niveau intra-régional. Alors que les élites ont construit sur leurs carrières sur de grands projets industriels issus de la théorie cépalienne, elles ne souhaitent finalement pas exposer leurs intérêts en dehors des frontières de l'État. Dans le cas de l'ALALC, les barrières douanières

⁸³ MCCA, par la suite.

⁸⁴ ALALC, par la suite.

⁸⁵ PAC, par la suite.

ne parviennent pas à disparaître, en dépit des nombreux accords commerciaux signés. Dans le cas du MCCA, la perpétuation des asymétries exacerbe les frustrations. Les tensions entre le Honduras et le Salvador atteignent leur paroxysme en 1969, lorsqu'un match de football opposant les deux nations marque le coup d'envoi d'un conflit armé. Également connu sous le nom de « guerre des cent heures », le conflit dure, comme son nom l'indique quatre jours, mais il faut attendre 1980 pour que soit signé un traité de paix, et 1992 pour que la Cour Internationale de Justice⁸⁶ tranche le litige territorial à l'origine du conflit.

En cette année 1969, la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Chili, se considèrent comme des « pays intermédiaires ». Ils décident de s'unir et de créer le Pacte Andin, dans le but de se protéger contre les grandes puissances de l'ALALC. Le Pacte Andin apparaît immédiatement comme la réalisation la plus conforme aux préconisations de la CEPAL et présente par ailleurs, plusieurs similitudes avec le processus européen. Tout d'abord l'instigateur du Pacte, le président colombien Alberto LLERAS RESTREPO, est un fidèle de R. PREBISCH. Il a résidé en Argentine à partir de 1926 où il a travaillé pour le quotidien « La Nación », puis a réalisé un bref séjour en Europe, avant de revenir à Bogotá dès 1929. Les mandats qu'il exerce au cours de sa carrière politique⁸⁷ lui confèrent un statut d'observateur privilégié du monde, et en particulier du projet d'intégration européenne. Par ailleurs, le Pacte Andin s'inspire largement du modèle des Communautés européennes (CECA, CEE, EURATOM) issu du Traité de fusion européen ratifié 4 ans auparavant. Quant au mode de gouvernance, il s'agit de la première organisation latino-américaine se dotant d'institutions politiques à caractère supranational. Commission, Junte technique, Cour de justice, Conseil des ministres des affaires étrangères, Fond andin de réserve, Corporation andine de développement, doivent permettre d'encadrer les programmes d'industrialisation régionale, de réduire les asymétries économiques et de limiter les Investissements Directs Étrangers⁸⁸. La mise en commun de ces facteurs positifs autorise le processus andin à entrevoir un futur prometteur. Mais, ces mêmes facteurs revêtent un caractère inquiétant du point de vue de Washington. Rapidement, l'on s'aperçoit que les facteurs externes auxquels S. SANTANDER confère une fonction de catalyseurs des intégrations régionales, agissent également dans le cas du bloc andin comme des éléments destructeurs. L'intervention nord-

⁸⁶ CIJ, par la suite.

⁸⁷ 1930-1931 : Secrétaire d'État à la direction Générale du Libéralisme ; 1945-1946 : Ministre des Affaires Étrangères puis Président de la République de Colombie ; 1948-1954 : Premier Secrétaire Général de l'Organisation des États Américains (OEA) ; 1958-1962 : second mandat de Président de la République de Colombie.

⁸⁸ IDE, par la suite.

américaine dans les affaires du Chili de 1973 favorise le parachutage de Augusto PINOCHET en lieu et place du Président Salvador ALLENDE. Le nouvel homme fort du Chili reçoit l'appui d'économistes formés aux États-unis par les théories libérales de Milton FRIEDMAN, les « Chicago Boys », et abandonne immédiatement les théories cépaliennes. Le développementalisme d'État, ne prévaut plus au Chili, pas davantage que le régionalisme introverti, jugé trop protecteur des économies latino-américaines et donc incompatible avec les intérêts des entreprises multinationales privées. Le Chili quitte le Pacte Andin en 1976.

La théorie du développementalisme et du régionalisme introverti, favorise l'émergence des premiers systèmes d'intégration régionale latino-américains. D'inspiration cépalienne les différents projets qui émergent, cherchent avant tout à insérer les économies latino-américaines dans le système international. Contrairement aux projets bolivariens, le but n'est plus de se protéger des agressions étrangères, mais de se protéger contre les économies du Nord, et contre la propagation du communisme. En cette période d'après-guerre, les événements qui se produisent en Europe influencent les élites latino-américaines. Tandis que l'Europe parie d'une part, sur la mise en commun des intérêts économiques au niveau régional et d'autre part, sur le protectionnisme européen au niveau international, afin de se constituer un antidote de guerre, l'Amérique latine s'inspire du même protectionnisme pour rompre avec un statut de « périphérie ». Les expériences qui voient le jour sont encourageantes, mais elles ne résistent cependant pas aux facteurs internes et externes : sur le plan politique, on assiste à une relance de la guerre froide, une course à l'armement et l'émergence de gouvernements totalitaires ; d'un point de vue économique, l'année 1982 marque l'explosion de la crise de la dette. Les années 80, qualifiées de « décennie perdue », marquent l'abandon des projets régionalistes. Il faut attendre le début de la transition démocratique, une prise de conscience d'un contexte économique préoccupant, et une réaction à l'interventionnisme nord-américain dans les affaires conflictuelles de l'Amérique centrale⁸⁹, pour que renaissent les théories cépaliennes sur la base de conceptions nouvelles.

⁸⁹ conflits armés au Guatemala, Nicaragua, Salvador.

1.3.4 La CEPAL et le « régionalisme ouvert » : à partir de la fin des années 80

En Europe, au cours des années 80, le régionalisme se trouve également paralysé. Comme indiqué dans la deuxième partie du présent chapitre⁹⁰, la relance émane de l'AUE de 1986 et du TUE de 1992. Les supranationalistes attribuent alors cette relance au rôle des acteurs non-étatiques (Commission européenne et entrepreneurs). Pour d'autres, à l'image d'A. MORAVCSIK et des réalistes qui s'inscrivent dans une mouvance intergouvernementaliste, la relance de l'intégration européenne renvoie à la convergence des intérêts nationaux (« politique de puissance »). Plusieurs éléments empruntés aux deux écoles citées ci-dessus, permettent également d'expliquer la relance du régionalisme que l'on observe en Amérique latine à la même période (fin des années 80, début des années 90). Selon les explications supranationalistes, la relance de l'intégration latino-américaine renvoie, non pas au rôle des institutions supranationales puisque celles-ci sont inexistantes, mais au rôle du secteur privé qui défend la création de nouveaux espaces régionaux dans l'optique de bénéficier d'une extension des marchés. Pour les tenants de la théorie intergouvernementaliste, c'est la convergence de facteurs internes et externes (crise de la dette, interventionnisme nord-américain, relance du processus d'intégration européen, isolationnisme latino-américain sur la scène internationale) qui favorise la mise en commun des intérêts au niveau régional.

La relance du régionalisme en Amérique latine, à partir des années 80, s'inscrit dans le prolongement des tentatives des années d'après-guerre. Cette deuxième génération d'accords régionaux, est inaugurée par la création, le 12 août 1980, de l'Association Latino-Américaine D'Intégration⁹¹. L'ALADI se substitue à l'ALALC, laquelle a échoué dans son entreprise d'établir un marché commun et, ses douze membres⁹² proposent avec beaucoup de réalisme, de signer « des accords de portée partielle [...] n'impliquant pas la totalité des pays », dans le but de concevoir « des étapes vers la mise en place d'un marché commun latino-américain »⁹³. Mais au cours des années 80, ce sont essentiellement des systèmes d'intégration politique qui voient le jour. Ainsi, en 1983, la Colombie, le Mexique et le Venezuela s'associent au Panamá pour proposer une solution aux menaces conflictuelles qui

⁹⁰ 1.2.3. Supranationalisme versus intergouvernementalisme.

⁹¹ ALADI par la suite.

⁹² Argentine, Brésil, Bolivie, Chili, Colombie, Équateur, Mexique, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela. 1991 : Cuba.

⁹³ DABENE, Olivier. L'intégration régionale en Amérique latine : le Mercosud. Les études du CERI en ligne. N°8, Novembre 1995. [réf. du 28 septembre 2009], p. 2. Disponible sur : <http://www.ceri-sciences-po.org/publica/etude/etude8.pdf>

pèsent sur le Guatemala, le Nicaragua et le Salvador, et forment le Groupe de Contadora. La lutte contre l'influence nord-américaine dans la région mobilise également la CEE qui propose de soutenir l'organisation. En 1985, l'Argentine, le Brésil, le Pérou et l'Uruguay forment le Groupe d'Appui à Contadora, ou Groupe de Lima⁹⁴. D'une manière générale le Groupe de Contadora reçoit l'appui de l'ensemble des démocraties américaines à l'exception des États-unis qui ne reconnaissent pas le gouvernement de Manuel NORIEGA⁹⁵. Le 18 décembre 1986, la fusion entre le Groupe de Contadora et le Groupe d'Appui à Contadora, donne naissance à une nouvelle organisation qui adopte le nom de Groupe de Rio à partir de 1990. Le Groupe de Rio ajoute aux préoccupations démocratiques de ses prédécesseurs, le dossier des Malouines, la question de la dette et le thème du protectionnisme des pays développés. Le large éventail de compétences politiques que s'attribue l'organisation, conjugué au fait que les États-unis n'en sont pas membres, attire de nombreux déçus de l'Organisation des États d'Amérique⁹⁶ : Bolivie, Chili, Équateur et Paraguay en 1990 ; Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua, République Dominicaine et Salvador en 2000 ; Belize en 2005 ; Cuba, Guyana et Haïti en 2008.

Fort du succès du Groupe de Rio quant à la défense la démocratie, ses pays membres s'accordent pour remettre au goût du jour le régionalisme économique à partir du début des années 90. Cette résurgence doit beaucoup à Gert ROSENTHAL KÖNIGSBERGER, dont les parents de nationalité allemande, émigrent au Guatemala. Il y construit une carrière de diplomate qui le conduit à assumer la direction de la CEPAL de 1988 à 1997. Dans les années 50, la CEPAL poursuivait un objectif de développement, par la voie de l'insertion des économies latino-américaines dans le système mondial. Elle mit l'accent sur l'interventionnisme d'État qui s'engagea à mettre en place un système d'ISI. À partir des années 90, la CEPAL dirigée par G. ROSENTHAL poursuit toujours le même objectif de développement et préconise, en outre, un régionalisme non plus introverti, mais ouvert. Il ne s'agit plus d'insérer, mais d'intégrer les économies latino-américaines sur l'échiquier international. Le modèle de l'ISI ayant montré ses limites, la nouvelle mouture théorique de la CEPAL suggère de s'en remettre à l'économie de marché, en accord avec les principes du GATT, puis de l'OMC à partir de 1995. Quant aux préceptes démocratiques, ils

⁹⁴ Le groupe s'est formé à Lima au moment de l'investiture de Alan GARCÍA à la présidence de la république du Pérou.

⁹⁵ À partir de 1981, le général M. NORIEGA s'empare du pouvoir panaméen. En dépit du fait qu'il a été recruté par la CIA dans les années 70, sa politique populiste et anti-américaniste en fait un ennemi de Washington.

⁹⁶ OEA, par la suite.

accompagnent systématiquement toute expérience régionaliste. La notion de développement, selon la définition de la CEPAL, englobe en effet : la croissance économique, une meilleure répartition des revenus, la consolidation des processus démocratiques, la recherche de davantage d'indépendance, la préservation de l'environnement et, l'amélioration de la qualité de la vie des populations⁹⁷. Alors que le « régionalisme introverti » présente des similitudes avec le processus européen, eu égard au protectionnisme qu'il préconise, le « régionalisme ouvert » évalue l'instauration d'un Tarif Extérieur Commun⁹⁸ trop élevé, comme une menace à l'entrée des capitaux étrangers et par voie de conséquence, à l'incorporation du progrès technologique⁹⁹.

Plusieurs projets d'inspiration cépalienne émergent en Amérique centrale et dans les Andes sur la base du « régionalisme ouvert » : le Système d'Intégration Centre Américain¹⁰⁰ (1991)¹⁰¹, l'Association des États de la Caraïbe¹⁰² (1994), le Groupe des 3¹⁰³ (1995), la Communauté Andine des Nations¹⁰⁴ (1997)¹⁰⁵. Dans le cône sud, le retour de la démocratie¹⁰⁶ favorise dès le 30 novembre 1985, la signature de la déclaration de Foz de Iguazú par le président argentin Raúl ALFONSIN et, son homologue brésilien, José SARNEY. Cet accord bilatéral doit permettre de renforcer le retour à la démocratie et, de rompre avec le caractère historiquement conflictuel des relations entre les deux voisins. En 1986, la relation bilatérale s'intensifie dans le cadre d'un Programme d'Intégration et de Coopération économique entre l'Argentine et le Brésil¹⁰⁷ lequel donne lieu en 1988 à un Traité d'Intégration et de Coopération économique. Ce dernier Traité établit les bases d'un marché économique commun. Ces expériences préliminaires constituent les fondements d'une organisation future plus ambitieuse. Le processus de rapprochement s'accélère avec l'élection à la présidence de Carlos MENEM en Argentine (1989-1999) et de Fernando COLLOR au Brésil (1990-1992). La signature du Traité d'Asunción de 1991, officialise la création du marché du cône sud, ou

⁹⁷ CEPAL. Transformación Productiva con Equidad. Santiago de Chile : CEPAL, 1990. Chap. V et VI.

⁹⁸ TEC, par la suite.

⁹⁹ SALUDJIAN, Alexis. Pour une autre intégration sud-américaine : critiques du Mercosur néo-libéral. Paris : l'Harmattan, 2006. p. 63-70.

¹⁰⁰ SICA, par la suite.

¹⁰¹ Refondation du MCCA.

¹⁰² AEC, par la suite.

¹⁰³ Colombie, Venezuela et Mexique (pays fondateurs du Groupe de Contadora) ambitionnent de constituer une zone de libre-échange avec l'Amérique centrale et les Caraïbes.

¹⁰⁴ CAN, par la suite.

¹⁰⁵ Suite du Pacte Andin.

¹⁰⁶ Régimes dictatoriaux dans le cône sud : Argentine : 1976-1983 ; Brésil : 1964-1985, Uruguay : 1973-1985 ; Paraguay : 1954-1989.

¹⁰⁷ PICAB, par la suite.

Mercosud, et propose de synthétiser dans un cadre juridique unique, les objectifs économiques et politiques des expériences précédentes. Le Mercosud est la première organisation régionale de seconde génération poursuivant, à l'image du processus européen, des objectifs économiques, politiques et géopolitiques. Il s'agit de créer un espace économique commun, de renforcer la démocratie récente et, de contrecarrer les ambitions nord-américaines sur le continent.

Le contexte mondial, et le contexte européen¹⁰⁸, apparaissent comme des éléments indissociables de l'étude du régionalisme latino-américain¹⁰⁹. Les premières expériences incarnées par les projets bolivariens, poursuivent deux objectifs principaux : (i) se défendre contre les agressions étrangères ; (ii) favoriser l'insertion internationale des nations concernées sur la scène internationale. Lorsque ceux-ci montrent leurs limites, notamment en raison de l'émergence des nationalismes sur l'ensemble du continent latino-américain, débute alors une phase au cours de laquelle la question des intégrations régionales demeure totalement absente des débats. La question des intégrations régionales n'est plus une préoccupation latino-américaine, et ce constat contribue à expliquer la situation défavorable que va connaître l'Amérique latine en terme de positionnement international, jusqu'à la seconde guerre mondiale. Au cours de la première moitié du XX^e siècle, le schéma des RI entre les nations du continent et les « économies du Nord », reposent sur une relation bilatérale élaborée au cas pas cas, dans le cadre d'une doctrine libérale. Cette période met en évidence le fait que les états latino-américains ne peuvent, en agissant de manière individuelle, ni se défendre contre les grandes puissances, ni tirer profit du système international.

1.4 Conclusions

C'est dans le contexte post première guerre mondiale que, nations européennes et latino-américaines s'assoient autour d'une même table pour déterminer les modalités d'un nouvel ordre mondial garantissant le maintien de la paix. En vertu d'un principe fédérateur, celui de la « sécurité collective », 15 nations latino-américaines participent aux côtés des européens à

¹⁰⁸ CALDEIRA, Kássia. Le Mercosud en quête d'avenir : une intégration à la lumière de l'expérience européenne ? Les acteurs du processus de construction du Mercosud. 1985-2001. Thèse de Doctorat : Socio-économie du développement : EHESS : 7 octobre 2003. p.69.

¹⁰⁹ SANTANDER, Sebastian. Le régionalisme sud-américain, l'Union européenne et les États-unis. *op. cit.*, p. 57-58.

la fondation de la SDN : Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Cuba, Salvador, Guatemala, Haïti, Honduras, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Uruguay et Venezuela. Pour la première fois dans l'histoire des relations euro-latino-américaines, les chancelleries des pays respectifs poursuivent une stratégie commune de maintien de la paix et soutiennent conjointement, la création d'instances de coopération politique internationales. En Amérique latine, le principe de l'association entre États au service de la sécurité n'est pas un phénomène nouveau puisque les tentatives de confédérations bolivariennes du début du XIX^e siècle répondaient déjà à un objectif défensif et cherchaient à contenir les velléités extérieures, notamment européennes et nord-américaines.

Alors que la seconde guerre mondiale enterre la SDN, et avec elle, le principe de la « sécurité collective », les nations européennes et latino-américaines s'en remettent à l'association économique comme stratégie de défense. Dans l'Europe du début des années 50, la création de la CECA reflète un courant de pensée selon lequel la mise en commun d'intérêts économiques, assorti de protectionnisme économique, permet de couper l'herbe sous le pied à toutes velléités belligérantes. Dans l'Amérique latine de la même époque, la CEPAL émerge et des élites locales, que l'Europe a influencées, en assument la gouvernance. R. PREBISCH et C. FURTADO par le biais de la théorie du « régionalisme introverti », préconisent l'établissement d'un modèle industriel régional, soutenu par une politique protectionniste. À la différence de l'Europe, le but n'est pas tant de se prémunir contre d'éventuelles agressions militaires, mais plutôt contre des pratiques économiques défavorables exercées par les pays du « centre » à l'encontre des pays « périphériques ». Le MCCA et l'ALALC, incarnation du « régionalisme introverti », présentent néanmoins des points de convergence avec les principes fondateurs de la CECA.

Les années 80 correspondent à la relance des processus d'intégration, tant en Europe qu'en Amérique latine. Ceux-ci sont le fruit des contributions de J. DELORS à la signature de l'AUE et du TUE pour l'un et, du « régionalisme ouvert » de la CEPAL pour l'autre. Une différence majeure apparaît néanmoins dans les conceptions théoriques des différents processus régionaux. Le processus européen, à la différence des projets latino-américains, intègre avec l'AUE et le TUE, la notion de supranationalité. Le principe d'une gouvernance supranationale relance le processus européen, alors qu'elle rencontre de l'autre côté de l'Atlantique une forte résistance de la part des élites. À l'aube du XXI^e siècle, le principe de la supranationalité n'est toujours pas parvenu à s'imposer en Amérique latine et nous le verrons

par la suite, il est même à l'origine de nombreuses paralysies que l'on peut observer, y compris dans la relation Mercosud-UE. La réticence à céder, ou à partager, de l'autonomie dans le cadre d'institutions communes, favorise sur le continent latino-américain, l'émergence de nombreux projets régionalistes et indépendants les uns des autres. Le régionalisme latino-américain contraste avec le processus européen en ce sens qu'il reflète un enchevêtrement d'accords, que l'économiste Jagdish BHAGWATI qualifie de « Spaghetti bowl »¹¹⁰.

Néanmoins, et de manière générale, l'observation de l'évolution des intégrations régionales, en Europe et en Amérique latine, permet de mettre en évidence un point de convergence : sur le plan théorique, les systèmes d'intégration sont la résultante de stratégies de défense. La finalité défensive varie, elle peut être militaire ou économique, et désormais politique, diplomatique, et culturelle. Néanmoins, dans le cadre du projet Mercosud/UE, si la présence d'un « background régionaliste » commun, est indispensable pour que les parties se comprennent et puissent négocier ensemble, celui-ci reste insuffisant pour garantir, à lui seul, le résultat positif des négociations. Une autre variable intervient ici, et renvoie au fait que la notion de défense concerne des secteurs communs. L'agriculture et l'industrie, constituent, en effet, des éléments déterminants pour les économies des deux parties respectives et le fait que chacune veuille protéger ces secteurs, permet d'expliquer la difficulté à trouver un consensus dans le cadre des négociations. Le cas des négociations entre l'UE et le Mexique, ou encore entre l'UE et le Chili, confirme l'importance de cette variable. Dans ces deux cas, un consensus sur un projet similaire au projet actuellement négocié par le Mercosud et l'UE, a pu être trouvé relativement rapidement¹¹¹ car, les parties concernées présentaient des secteurs moins concurrentiels. La convergence des expériences en matière d'intégration régionale apparaît, dans le cadre du projet Mercosud/UE, comme un élément déterminant, en mesure de déclencher un processus de négociation portant sur un projet d'association si ambitieux et, impliquant autant de pays¹¹². L'évolution des négociations est, ensuite, soumise à un ensemble de facteurs internes et externes, lesquels vont avoir, tantôt une fonction de

¹¹⁰ QUENAN, Carlos. Le régionalisme : entre convergence et concurrence des projets. *Questions Internationales*, ISSN 1761-7146, mars-avril 2006, N° 18, p. 42.

¹¹¹ À propos des négociations entre l'UE et le Chili, Luis MAIA souligne que « Compte tenu de sa nature complexe et du degré d'engagement des deux parties, la négociation et la conclusion de cet accord ont été relativement rapides [...] (elles ont été initiées le 24 novembre 1999 et ont été formellement conclues le 17 mai 2002). », cité dans : MAIA, Luis. L'Accord d'association Union européenne - Chili et la spécificité chilienne dans le contexte latino-américain. Thèse de Doctorat : Sciences Politiques : Paris III – IHEAL : 18 décembre 2008. p.157.

¹¹² Les 27 pays de l'Union européenne + les 4 membres permanents du Mercosud (au 24 novembre 2009).

catalyseur, tantôt une fonction de frein, mais dont l'analyse permet dans les deux cas de mieux comprendre la difficulté à trouver un consensus.

CHAPITRE 2 – DE L'ÉVOLUTION DES RELATIONS INTERAMÉRICAINES À L'INTERRÉGIONALISME UE / MERCOSUD

Avant de s'intéresser dans les chapitres suivants, au contenu du projet d'accord d'association Mercosud / UE, puis aux éléments qui permettent d'expliquer la difficulté des négociations, ce chapitre propose de revenir brièvement sur le contexte géopolitique du continent américain, jusqu'à la formation du Mercosud. L'accent est mis sur l'observation des relations interaméricaines au cours du XX^e siècle, afin de mieux comprendre le rapport de force qui régit actuellement la relation triangulaire entre le Mercosud, les États-unis et l'UE.

Tous s'accordent à dire que le Mercosud, organisation régionale de référence sur le continent latino-américain, représente un enjeu stratégique pour le reste du monde et, à ce titre, l'organisation régionale du cône sud est un marché particulièrement convoité par les États-unis et l'Europe. Néanmoins, si le Mercosud est lié à l'UE par un accord de coopération et, par un projet d'accord d'association, le Mercosud n'est lié aux États-unis par aucun cadre juridique, autre que le cadre général des règles de l'OMC.

Pourquoi existe-t-il un projet d'accord d'association entre le Mercosud et l'UE, alors que rien de similaire ne peut être observé entre le Mercosud et les États-unis, ou entre le Mercosud et l'ALENA¹¹³ ? Pour répondre à cette question, il faut revenir dans un premier temps, sur l'historique rivalité argentino-brésilienne, et sur le fait qu'elle est la résultante d'un conflit, par nations interposées, entre les États-unis et la Grande Bretagne. Dans un second temps, je mets en évidence, les conditions de l'avènement de l'hégémonie nord-américaine au détriment de la Grande Bretagne ainsi que, l'émergence du leadership brésilien à l'échelle de la région. Le contexte relatif à l'affirmation de ces deux nations sur le continent américain permet en effet, d'apporter des éléments d'explication à l'absence de projet entre le Mercosud et les États-unis. Le troisième point, ici développé, permet de comprendre que l'évolution des relations interaméricaines conditionne l'évolution des relations que le Mercosud développe et entend développer, avec l'UE. Les deux points précédents permettent d'expliquer l'absence actuelle de projet ambitieux entre le Mercosud et les États-unis et par là même, l'opportunité d'un rapprochement interrégional avec l'Europe.

¹¹³ L'Accord de Libre-Échange Nord-Américain (ALENA), constitue depuis le 1^{er} janvier 1994, une zone de libre échange entre les trois pays du nord de l'Amérique : le Canada, les États-unis, le Mexique.

2.1 Rivalité Argentine – Brésil : reflet de la rivalité États-unis – Grande Bretagne

2.1.1 La vision politique du Baron de RIO BRANCO et le Pacte ABC

Alors que les éléments favorables au déclenchement de la première guerre mondiale se cristallisent en Europe, l'Argentine et le Brésil observent un refroidissement de leurs relations diplomatiques. Le contexte mondial entraîne une véritable course à l'armement entre les deux grandes nations du cône sud. L'Argentine contracte d'importants crédits auprès de l'Allemagne, de la France, de la Grande Bretagne et des États-unis, afin de se doter d'une flotte militaire capable de défendre le sud de la côte atlantique et le Rio de la Plata. Le déblocage d'importants fonds financiers en faveur de l'Argentine, autorise alors ce pays à acquérir l'armement tant convoité, auprès des créanciers cités précédemment¹¹⁴. Le Baron de RIO BRANCO¹¹⁵, Ministre des Affaires Étrangères du Brésil de 1902 à 1910 et conscient qu'il en va de la sécurité de l'ensemble du cône sud, est convaincu qu'il faut freiner cette course à l'armement. Il propose alors un projet, appelé Pacte ABC, qui a pour objectif d'unir les forces argentines, brésiliennes et chiliennes. Il s'agit également pour le Baron, de constituer un bloc commun, capable de freiner l'influence grandissante de la puissance nord-américaine. Toutefois, le Brésil et le Chili comprennent qu'ils devront agir seuls, lorsque l'Argentine choisit de ne pas souscrire au projet. L'Argentine fait le choix de ne pas s'impliquer au nom de la préservation de la collaboration commerciale qu'elle entretient avec les États-unis.

En 1910, les États-unis proposent un projet de création de zone de libre échange, incluant l'ensemble des Amériques. L'objectif de ce projet est ouvertement protectionniste, en ce sens qu'il permettrait de fermer l'espace économique américain à la Grande Bretagne, ainsi qu'aux dernières grandes puissances européennes. L'Argentine ne montre que peu d'enthousiasme face à ce projet, car elle entretient également une relation commerciale privilégiée avec la Grande Bretagne. Roque SÁENZ PEÑA¹¹⁶, récemment élu à la présidence de la République d'Argentine, n'entend pas remettre en question l'économie de son pays qui repose sur les exportations de viande, de céréales et de laine, à destination de la Grande Bretagne. Sa décision de ne pas adhérer au projet de Washington, apparaît comme une volonté de ne pas

¹¹⁴ BANDEIRA, Luiz Alberto Moniz. Brasil, Argentina e Estados Unidos : conflito e integração na América do Sul (Da Triple Aliança ao Mercosul, 1870-2003). Rio de Janeiro : Revan, 2003. p. 123.

¹¹⁵ Ou, José Maria da Silva Paranhos Júnior.

¹¹⁶ ANNEXE 1 – Liste des chefs d'état argentins et brésiliens.

fermer la porte à l'Europe mais également comme une manière de réfuter « l'Amérique aux américains » revendiqué par la Doctrine Monroe. Le fait de rejeter le projet nord-américain contribue, par ailleurs, à apaiser les tensions avec ses voisins du cône sud. En effet, Roque SÁENZ PEÑA partage la vision politique du Baron de RIO BRANCO et, exposant sa vision de la relation Argentine / Brésil à l'occasion d'une visite officielle à Rio de Janeiro, il déclare que « todo nos une ; nada nos separa »¹¹⁷. L'union entre les deux grandes nations de l'Amérique latine est, à ses yeux, le seul moyen d'éviter une « Amérique aux américains ».

Il faut noter que la rivalité entre l'Argentine et le Brésil ne repose alors, que sur des fondements politiques, qui plus est liés à des questions de politique extérieure. En effet, d'un point de vue simplement économique, les deux pays ne sont pas concurrentiels. Dans le cadre de la division internationale du travail qui prévaut à cette époque, l'Argentine offre à ses partenaires commerciaux, de la viande et des céréales, tandis que le Brésil exporte des produits tropicaux (cacao, café, etc.). La rivalité naissante entre les deux grandes nations du cône sud, renvoie essentiellement au fait que, l'Argentine et le Brésil prétendent tous deux, exercer leur hégémonie politique, et diplomatique, sur le reste du continent latino-américain. Dans ce contexte, Roque SÁENZ PEÑA fait le choix de défendre avec le Baron de RIO BRANCO, la fin de la course à l'armement. Les deux chancelleries conviennent du fait que le partage de l'hégémonie permettrait, non seulement de mettre un terme à une rivalité historique, mais permettrait également de favoriser la constitution d'une force unie face aux États-unis.

En 1914, le président William Howard TAFT, applique la « politique du dollar », dont le but est d'accroître l'influence des États-unis dans le monde. L'accent est mis sur l'augmentation du commerce international et sur le renforcement des investissements nord-américains à l'étranger. Pour défendre les intérêts nord-américains sur le continent latino-américain, la « politique du dollar » est relayée par celle du « big brother », afin de légitimer d'éventuelles interventions dans la vie politique des nations voisines, considérées par Washington comme des sœurs, mais des sœurs jugées turbulentes. Ainsi, le 21 avril 1914, les États-unis interviennent dans le port mexicain de Vera Cruz, pour intercepter une cargaison d'armes en

¹¹⁷ « Tout nous unis, rien ne nous sépare ». PARADISO, José. *Debates y trayectoria de la política exterior argentina*. Buenos Aires : Grupo Editor Latinoamericano, 1993. p. 43.

provenance d'Allemagne¹¹⁸. Suite à cet événement, l'Argentine, le Brésil et le Chili, conscients qu'il est nécessaire de défendre les intérêts latino-américains, se présentent en médiateur, avec l'objectif d'éviter une guerre entre les deux pays voisins. La guerre est évitée, mais le président mexicain se voit remplacé par un candidat plus conciliant. L'opération n'en demeure pas moins un succès diplomatique pour les représentants du cône sud.

Lorsqu'en août 1914, Victorino DE LA PLAZA succède à Roque SAENZ PEÑA, à la tête de la présidence argentine, il nomme José Luis MURATURE au poste de Ministre des Relations Extérieures et le charge, de poursuivre la politique de son prédécesseur, autrement dit, de parvenir à la signature du Pacte ABC. La volonté d'opposer une résistance commune aux ambitions hégémoniques nord-américaines, favorise finalement la signature du Pacte ABC, le 25 mai 1915. Cependant, le texte présente un contenu beaucoup moins ambitieux que la version proposée initialement par le Baron de RIO BRANCO. Le Pacte se résume à la création d'une simple commission d'arbitrage, en cas d'agression de l'un des membres¹¹⁹. Il ne traite pas la question du désarmement qui, aux vues des événements européens, est remis à plus tard.

Les États-unis, eux, voient cette alliance d'un mauvais œil, et craignent la formation d'une organisation économique qui consacrerait l'émancipation du Brésil. Le Pacte ne reçoit pas un accueil plus chaleureux de la part des autres pays latino-américains. En effet, l'entente entre l'Argentine, le Brésil et le Chili, prétend ouvertement, freiner l'avancée nord-américaine sur le continent latino-américain et, reconnaît discrètement, être en mesure d'exercer une hégémonie partagée sur celui-ci.

2.1.2 Le jeu des alliances : entre alignement et neutralité

L'entente ne sera que de courte durée. En 1916, les élections présidentielles en Argentine sont, pour la première fois, réalisées à bulletin secret. Ce mode de scrutin favorise la victoire du représentant du parti de l'Union Civique Radicale, Hipólito YRIGOYEN, alors que les précédentes élections étaient traditionnellement remportées par le candidat de l'aristocratie rurale. H. YRIGOYEN s'oppose farouchement au Brésil, aux idées du Baron de RIO

¹¹⁸ YOCKELSON, Mitchell. The United States Forces and the Mexican Punitive Expedition: Part 1 [en ligne]. Prologue, Automne 1998, Vol. 29, N° 3. Disponible sur :

<http://www.archives.gov/publications/prologue/1997/fall/mexican-punitive-expedition-1.html>

¹¹⁹ ANNEXE 2 – El tratado del ABC (Argentina-Brasil-Chile) de mayo de 1915 – Article 1 à 7.

BRANCO, et par conséquent au Pacte ABC. H. YRIGOYEN qualifie le Pacte ABC d' « interventionniste », en ce sens qu'il permet uniquement de s'opposer à l'hégémonie nord-américaine et de ce fait, ne sert pas les intérêts argentins, pas plus que les intérêts des autres nations du continent¹²⁰. Sous les effets de la politique extérieure argentine, le cône sud assiste donc à la désintégration du Pacte ABC.

Par ailleurs, en ce contexte de guerre mondiale où les nations latino-américaines participent au jeu des alliances internationales, la position d' H. YRIGOYEN diffère de la stratégie brésilienne. Le Brésil rompt ses relations avec l'Allemagne, met ses ports à disposition des flottes militaires américaine, britannique et française et, envoie des hommes en Europe. L'Argentine et le Chili maintiennent quant à eux, une position neutre. L'aversion de H. YRIGOYEN pour son voisin brésilien et l'adoption de positions distinctes vis-à-vis des États-unis dans le contexte de la première guerre mondiale, n'ont pour autres effets que de provoquer un regain de tension dans le bassin du Rio de la Plata.

Les États-unis profitent alors de l'ouverture du territoire brésilien, pour prendre l'ascendant sur la position économique dominante, exercée jusque là, par la Grande Bretagne. L'accroissement des échanges commerciaux et des flux d'investissements avec le Brésil se poursuit, même après la signature de l'armistice. Et les États-unis entendent soutenir cette progression jusqu'en Terre de Feu. La stratégie nord-américaine, vis-à-vis de l'Argentine, consiste alors à lui imposer des tarifs douaniers prohibitifs, à l'entrée de certains produits argentins sur le sol nord-américain. Le blocus économique imposé à l'Argentine sur certains produits permet de porter atteinte à la compétitivité d'un concurrent direct sur le marché mondial des matières premières (laine, cuire, viande, etc.) et par ailleurs, sanctionne la neutralité adoptée par Buenos Aires pendant la première guerre mondiale. La neutralité de l'Argentine d'une part et l'alignement du Brésil sur les directives de Washington d'autre part, contribuent, non seulement à désamorcer une coalition politique en gestation dans le cône sud, mais également, à ancrer une rivalité qui va perdurer au cours des décennies suivantes.

Parmi les facteurs qui incitent le Brésil à se rapprocher des États-unis, l'isolement dont souffre le plus grand pays d'Amérique latine en termes de superficie, est primordial. Isolement commercial tout d'abord, qui en fait l'un des seuls exportateurs de produits

¹²⁰ DELIA DEL PILAR, Otero. Integración latinoamericana: ciclos en la construcción de un proyecto fundacional. Université du Texas : Alción Editora, 2007. p. 218.

tropicaux au sein du cône sud ; isolement culturel ensuite, qui fait du Brésil l'unique pays à devoir composer avec un passé monarchique et avec une langue différente de l'espagnol. Compte tenu de ces différences, le Brésil parvient difficilement à trouver des alliés parmi ses voisins, et fait le choix de se tourner vers les États-unis.

2.1.3 Enjeux pétroliers, intérêts économiques et leadership régional

Entre 1922 et 1928, l'Argentine connaît une présidence conservatrice incarnée par Marcelo Torcuato DE ALVEAR. Ce dernier s'emploie, au cours de son mandat, à développer le principe de la « paix armée » et pour ce faire, renforce l'équipement militaire de la Marine nationale. Il entretient par ailleurs vis-à-vis du Brésil, un sentiment de rivalité qui le conduit à refuser un projet d'alignement militaire entre l'Argentine, le Brésil et le Chili. Alors que les dépenses publiques liées à l'armement augmentent en Argentine, les exportations de viandes à destination de la Grande Bretagne diminuent car, dans le même temps, la Grande-Bretagne favorise le renforcement de ses relations commerciales avec les états du Commonwealth et en particulier, l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande¹²¹. La réorientation commerciale de la couronne anglaise dans le choix de ses partenaires contribue, d'une part, à creuser le déficit commercial de l'Argentine, mais elle symbolise d'autre part, la perte d'influence commerciale du Royaume-Uni dans le cône sud. Le président Marcelo T. DE ALVEAR, affecté par la fragile santé économique de son pays, se retrouve dans l'impossibilité financière de nourrir son sentiment de rivalité vis-à-vis du Brésil.

H. YRIGOYEN, succède à Marcelo T. DE ALVEAR et exerce un deuxième mandat présidentiel à partir du 12 octobre 1928. Sa volonté de renforcer le caractère national de la production pétrolière argentine, ne laisse pas les États-unis indifférents. Au cours des années 20, les États-unis constataient déjà une diminution de leurs propres réserves de pétrole. Pour cette raison, dès le début de la décennie, la Standard Oil of New Jersey avait décidé d'investir massivement dans le cône sud. Lorsque la crise boursière éclate à Wall Street en 1929, la nouvelle du « jeudi noir » se propage rapidement et ne tarde pas à affecter l'ensemble des marchés latino-américains. S'ensuivent des mouvements nationalistes au sein des populations et des crises politiques au sein des gouvernements. Les compagnies pétrolières nord-américaines, pour tenter de maintenir un climat favorable au développement de leurs activités,

¹²¹ BANDEIRA, Luiz Alberto Moniz, *op. cit.*, p. 136-137.

profitent de l'instabilité pour soutenir, en Argentine, le coup d'état de septembre 1930 qui propulse le Général José Félix URIBURU à la tête de la présidence. Ce dernier s'entoure rapidement d'un gouvernement qui assure aux entreprises pétrolières nord-américaines le climat favorable nécessaire à leurs activités. Matías Sánchez SORONDO, ministre de l'intérieur est, par ailleurs, consultant juridique de la Standard Oil of New Jersey. Ernesto PADILHA, ministre de l'éducation, est lié à la West India Oil Company, une filiale de la Standard Oil of New Jersey, bien implantée en Argentine. Ernesto BOSH, en charge des relations extérieures, Octavio PICO, pour les travaux publics, Horácio VARELA, à l'agriculture, sont, ou ont été, salariés dans des compagnies pétrolières¹²². L'année suivante, J.F. URIBURU passe le pouvoir à Agustín Pedro JUSTO, suite à la mise en place d'un système d'élections controversé. Au même moment, dans le Brésil de 1930, Getúlio VARGAS conduit une autre révolution civile et militaire qui lui permet d'accéder à la présidence. Ce faisant, G. VARGAS marque la fin de la « vieille république »¹²³. Il forme un « gouvernement provisoire » avec lequel il entreprend de moderniser l'état brésilien. Plusieurs mesures du gouvernement de G. VARGAS, qualifié de dictature par ses opposants de São Paulo, concernent les travailleurs, leurs conditions de travail et leur représentation au sein de la société. À l'occasion de son deuxième mandat, il promulgue une nouvelle constitution, le 16 juin 1934, et commence à ériger les fondations d'un concept qui apparaîtra plus tard sous le nom de « Estado Novo »¹²⁴.

Dès lors, éclatent entre l'Argentine et le Brésil, de nombreuses controverses économiques, parmi lesquelles l'épisode de la « Yerba Mate »¹²⁵. C'est ainsi que l'Argentine entreprend de restreindre ses importations de « Yerba Mate » en provenance du Brésil, afin de protéger les producteurs de sa région de Misiones. En réponse à cette restriction, le Brésil accepte de s'approvisionner en blé auprès des États-unis plutôt qu'en Argentine, grâce à la proposition d'un système tarifaire préférentiel, qui revient à troquer le café brésilien contre du blé nord-américain. En proposant de telles préférences tarifaires, les États-unis font d'une pierre deux coups. Ils apportent leur soutien à un Brésil qui, du point de vue de Washington, fait de plus

¹²² BANDEIRA, Luiz Alberto Moniz. A Guerra do Chaco. Revista Brasileira de Política Internacional. Brasília : Instituto Brasileiro de Relações Internacionais. V.41 N°1 jan./juin 1998. p. 178.

¹²³ La « vieille république » s'étend sur la période qui va de 1889 à 1930.

¹²⁴ G.VARGAS gouverne le Brésil de 1930 à 1934 avec un gouvernement provisoire, de 1934 à 1937 en ayant été élu par le Congrès brésilien, et de 1937 à 1945 avec un gouvernement autoritaire appelé « Estado Novo » (État Nouveau).

¹²⁵ La « Yerba Mate » essentiellement cultivée en Argentine, au Paraguay, en Uruguay et dans le sud du Brésil, est largement consommée en Argentine, pour ses effets similaires au café ou au thé.

en plus figure de « key-country » dans la région, et ils affaiblissent une Argentine qui représente un concurrent direct sur le marché mondial des grains.

Au même moment, l'Argentine redoute également une attaque du Chili par la Patagonie, laquelle permettrait au gouvernement de Santiago, de contrôler les ressources pétrolières du cône sud. Dans le contexte de la guerre du Chaco, entre 1932 et 1935, le Chili ne cache pas son intention de former un « Bloc du Pacifique », incluant la Bolivie et le Paraguay. L'Argentine entretient donc de difficiles relations avec ses états voisins. Elle ne peut se permettre de prendre le risque de voir le Brésil rejoindre une éventuelle alliance pacifique. C'est ainsi que A.P. JUSTO défend, en 1932, la signature d'un « Traité pacifique de non-agression et de conciliation », signé dès 1933, par l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Mexique, le Paraguay et l'Uruguay. Cette manœuvre diplomatique argentine permet d'écarter toute menace d'invasion de son territoire. Et pour mettre fin au différend lié au commerce du blé et de la « Yerba Mate », A.P. JUSTO et G. VARGAS signent un Traité de commerce et de navigation.

Toutefois, l'amitié entre l'Argentine et le Brésil ne saurait dépasser les frontières de la cordialité. Les positions adoptées par chacun pendant la guerre du Chaco maintiennent les chancelleries respectives en état d'alerte. Le Paraguay, soutenu par l'Argentine, est perçu par le Brésil comme une menace potentielle. Ainsi, G. VARGAS, tout en maintenant un certain degré d'entente diplomatique avec Buenos Aires, étudie la possibilité de passer un contrat d'armement avec les États-unis. Le Brésil craint que l'Argentine ne tente d'absorber la Bolivie, l'Uruguay et le Paraguay, dans le but de réunir les territoires de l'ancienne vice-royauté du Rio de la Plata. L'Argentine décide, pour sa part, de commander des bâtiments de guerre auprès de la Grande-Bretagne, dans le but de renforcer sa flotte maritime. Il faudra attendre la fin de la guerre du Chaco pour que les tensions s'apaisent dans le bassin du Rio de la Plata et, plus particulièrement, la Conférence de la Paix, à Buenos Aires, le 21 juillet 1938, pour que soit signé un Traité de paix, d'amitié et de frontières, entre la Bolivie et le Paraguay. La guerre du Chaco a aiguisé les tensions entre l'Argentine et le Brésil, mais il s'agit avant tout d'une rivalité par pays interposés, entre les États-unis et la Grande Bretagne, sur fond d'enjeux pétroliers pour les États-unis et de leadership dans le cône sud pour le Brésil.

2.2 Hégémonie nord-américaine et leadership brésilien

2.2.1 Alliance Brésil – États-unis pendant la seconde guerre mondiale

Lorsque la seconde guerre mondiale éclate, les États-unis demandent à connaître clairement la position de chacun des états latino-américains, afin de savoir sur quel soutien compter en vue d'une éventuelle intervention *manu militari*. Le jeu des alliances non seulement, détermine la relation que les États-unis vont entretenir avec chacun des pays latino-américains, mais joue un rôle déterminant sur la nature des relations que les nations latino-américaines vont entretenir entre elles. Lorsque le 7 décembre 1941, le Japon bombarde la base américaine de Pearl Harbour, Franklin Delano ROOSEVELT s'engage ouvertement à libérer l'Europe des forces de l'Axe. Entre février et août 1942, G. VARGAS, qui a entretenu au cours des dix premières années de son gouvernement d'étroites relations économiques avec l'Allemagne et l'Italie, voit plusieurs navires marchands brésiliens attaqués par des sous-marins allemands. Il engage alors une réorientation de la politique de l'« Estado Novo » et informe F.D. ROOSEVELT de l'entrée en guerre du Brésil, aux côtés des Alliés. Plus tard, en 1944, des soldats brésiliens iront combattre en Italie. Fort de cette alliance, les États-unis déploient des bases militaires de long du littoral brésilien, en échange d'un crédit de 20 millions de dollars. Ce crédit va permettre au Brésil de lancer l'un des premiers grands chantiers industriels du pays : la « Companhia Siderúrgica Nacional »¹²⁶. Le soutien des États-unis a permis au Brésil de se doter de la plus importante production sidérurgique de toute l'Amérique latine. Il apparaît aujourd'hui comme une « évidence indiscutée »¹²⁷, que les crédits octroyés par la Maison Blanche, ont permis d'asseoir les bases d'un programme industriel brésilien qui rencontre au cours des décennies suivantes, le succès que l'on sait. Cette initiative a permis, par ailleurs, la mise en place d'un programme de production d'armement.

G. VARGAS rompt donc, tout type de relation diplomatique avec les pays de l'Axe à partir de 1942. En état de guerre, *de facto*, le Brésil affiche une stratégie qui diffère clairement de la position argentine, laquelle maintient une attitude neutre. L'Argentine entretient des liens commerciaux d'une importance capitale pour la santé de son économie, avec la Grande Bretagne mais également avec l'Allemagne et, par conséquent, ne peut se permettre de faire

¹²⁶ Compagnie Sidérurgique Nationale. Traduction propre.

¹²⁷ ROUQUIÉ, Alain. Le Brésil au XXI^e siècle : naissance d'un nouveau grand. Paris : Fayard, 2006. p. 115.

un choix entre l'Axe et les Alliés. Néanmoins, la neutralité de la position argentine n'est pas compatible avec la stratégie panaméricaine de la Maison Blanche. De ce fait, Buenos Aires s'expose à des pressions d'ordre économique, financier et militaire. Il s'agit, pour les États-unis, d'éviter l'émergence éventuelle d'un partenaire de l'Axe sur le continent américain et, par ailleurs, d'asseoir leur hégémonie sur la dernière arrière-cour de l'Europe.

À cette fin, F. D. ROOSEVELT entreprend d'utiliser l'armée brésilienne pour intimider Buenos Aires. Le Pentagone envoie une escadrille composée de navires brésiliens et nord-américains, qui accostent dans le port de Montevideo, en 1944. Mais G. VARGAS, alors même qu'il réaffirme son soutien aux États-unis, refuse simultanément toute intervention hostile à l'encontre de Buenos Aires. Une invasion de l'Argentine affecterait les relations commerciales entre les deux pays et G. VARGAS n'y tient pas, pas plus que la Grande Bretagne qui, pour les mêmes raisons, s'oppose également à cette manœuvre. L'invasion n'aura pas lieu. Mais la neutralité de l'Argentine l'expose à de multiples pressions et l'isole de la communauté internationale sur le plan commercial. Ainsi le 27 mars 1945, non sans opportunisme, à l'occasion de la Conférence de la Paix de San Francisco, l'Argentine met fin à la neutralité et déclare la guerre à l'Allemagne.

2.2.2 Interventionnisme nord-américain dans le cône sud

Au sortir de la seconde guerre mondiale, les États-unis se préparent à l'affrontement avec l'URSS de Joseph STALINE. Les États-unis, qui viennent de combattre un système fasciste en Europe et qui entendent continuer à le faire avec le régime communiste soviétique, ne souhaitent pas, pour des questions de légitimité, compter des régimes dictatoriaux parmi leurs alliés latino-américains. Au cours des années suivantes, l'interventionnisme nord-américain va donc fortement contribuer à l'ouverture démocratique de l'Argentine et du Brésil.

Par ailleurs, après la victoire des Alliés et le retour des soldats brésiliens d'un combat contre le fascisme, G. VARGAS ne peut s'opposer aux principes de la démocratie. Il doit mettre fin à l'« Estado Novo » et, convoque des élections pour le 2 décembre 1945. Le Département d'État américain suit la campagne présidentielle avec beaucoup d'attention, car il ne souhaite pas avoir à reconnaître la victoire d'un candidat nationaliste, qu'il soit de gauche ou de droite. Le nationalisme représente un obstacle potentiel aux investissements et à la politique de bon voisinage de Washington. La Maison Blanche craint, en effet, une main mise de G. VARGAS

sur les élections brésiliennes et par là même, un retour à un régime gétuliste dictatorial. Les manifestations de partisans « queremistes »¹²⁸ qui s'organisent dans les rues de Rio de Janeiro, présagent d'une telle éventualité. La crainte est d'autant plus importante que, de l'autre côté du Rio de la Plata, l'ascension de Juan Domingo PERON laisse présager l'émergence d'un axe nationaliste commun, dans le cône sud. Dans ce contexte, le 29 octobre 1945, l'État Major de l'armée brésilienne, dont les hauts représentants entretiennent d'étroits liens avec leurs homologues nord-américains, retire le pouvoir à G. VARGAS pour le remettre entre les mains du Tribunal Suprême Fédéral, jusqu'aux prochaines élections. Selon L. BANDEIRA, « [...] le Département d'État, a communiqué à l'Itamaraty¹²⁹ que deux cuirassés et plusieurs unités légères, en provenance du Pacifique, accosteraient à Rio de Janeiro, aux alentours du 29 novembre »¹³⁰ pour surveiller le bon déroulement des élections. Gaspar DUTRA, ex ministre de G. VARGAS et désormais opposant, remporte le scrutin du 2 décembre. Peu après son investiture, le Congrès brésilien approuve une nouvelle constitution, le 1^{er} septembre 1946. Le gouvernement de G. DUTRA, ouvre une parenthèse fédéraliste, démocratique et libérale. Au cours de son mandat, il restreint la liberté politique, réprime la classe ouvrière et, en 1947, éradique le Parti Communiste Brésilien. Il rompt les relations diplomatiques du Brésil avec l'URSS en 1948. Il assure un environnement favorable aux investissements étrangers et incite les autres pays latino-américains à faire de même. La politique extérieure de G. DUTRA est celle d'un nouveau pays démocratique, indéniablement assujéti à la puissance du nord. Dans un contexte international de plus en plus bipolaire, les États-unis peuvent désormais, compter sur le Brésil comme sur un partenaire privilégié. Mais le Brésil lui, doit faire face aux conséquences désastreuses de la politique libérale menée par G. DUTRA, ainsi qu'aux nombreuses luttes politiques internes entre conservateurs et démocrates. Ce qui n'a pour autre effet que de favoriser le retour de G.VARGAS en 1951.

Dans le cas de l'Argentine, le scénario est différent. La campagne présidentielle qui précède les élections prévues pour le 24 février 1946, consacre Juan Domingo PERÓN. Pour éviter l'élection d'un candidat aux accents nationalistes, les États-unis publient, peu avant le scrutin, un mémorandum intitulé « Blue Book on Argentina », dans lequel il est fait état du lien

¹²⁸ En référence aux partisans de G. VARGAS qui lui manifestent leur soutien à partir de juin 1945, avec le slogan « Queremos Getúlio » (Nous voulons Getúlio). Voir SÉGUIN DES HONS, André. *Le Brésil : presse et histoire, 1930-1985*. Paris : L'Harmattan, 1985. p. 75.

¹²⁹ Le Palais de l'Itamaraty, situé à Brasilia, abrite le siège du Ministère des Relations Extérieures.

¹³⁰ Extrait traduit. BANDEIRA, Luiz Alberto Moniz : 2003, p. 225.

existant entre J.D. PERÓN et l'Allemagne nazie¹³¹. L'objectif est triple : discréditer l'Argentine sur la scène internationale, la récupérer au détriment de la Grande Bretagne, souligner les nombreux investissements de l'Allemagne nazie présents en Argentine. En fin de compte, la manœuvre s'avère contre-productive et les tractations diplomatiques nord-américaines échouent, autorisant ainsi J.D. PERÓN à accéder aux fonctions de président à partir du 4 juin 1946.

2.2.3 Fin de l'hégémonie britannique en Argentine

Si G. DUTRA et J.D. PERÓN se différencient par leur idéologie politique, tous deux s'accordent pour dire que leurs nations respectives doivent inaugurer de vastes programmes d'industrialisation. Pour ce faire, le Brésil compte sur des devises accumulées pendant la guerre grâce à une relation commerciale étroite avec les États-unis, pour réellement activer le projet d'industrie sidérurgique lancé par G. VARGAS en 1941, pendant l'« Estado Novo ». Dans le même temps, sur le plan de la politique extérieure, J.D. PERÓN considère qu'en temps de paix, il n'est pas plus utile de s'aligner sur les États-unis que sur l'URSS. Ainsi le programme politique de J.D. PERÓN, baptisé « justicialismo »¹³², représente une stratégie dont le but consiste à faire de l'Argentine, la « troisième force » de la guerre froide. Il s'agit là d'un retour à la neutralité argentine après un engagement aux côtés des Alliés aussi bref que tardif, en 1945. Le choix de la troisième voie se traduit dans les faits par un refus de l'Argentine d'adhérer à la BIRD, au FMI, au GATT et à l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture¹³³.

Mais l'Argentine ne bénéficie pas de la même assise financière que le Brésil et elle manque cruellement de matières premières pour pouvoir lancer son plan quinquennal pour l'industrialisation, que J.D. PERÓN élabore en 1947. L'Argentine fait alors le choix de figurer parmi les états signataires¹³⁴ du Traité Interaméricain d'Assistance Réciproque¹³⁵, signé le 2 septembre 1947, à Rio de Janeiro. Ce faisant, l'Argentine rejoint les autres nations latino-américaines qui s'engagent, avec les États-unis, à assurer conjointement la sécurité du

¹³¹ MEMORANDUM OF THE UNITED STATES GOVERNMENT. Blue Book on Argentina : consultation among the American Republics with respect to the Argentine Situation [en ligne]. New-York : Greenberg, février 1946. 58 p. Format PDF. Disponible sur : <http://www.mediafire.com/?wthf4mmmh2n>

¹³² Justicialisme. Du nom de son parti politique, le « Partido Justicialista ».

¹³³ FAO, par la suite (Food and Agriculture Organization).

¹³⁴ ANNEXE 3 – Pays signataires du Traité Interaméricain d'Assistance Réciproque

¹³⁵ TIAR, par la suite.

continent, conformément au Traité qui stipule, en son article 3, paragraphe 1, que, « [...] toute attaque armée de la part d'un État tiers, contre un État américain, sera considérée comme une attaque contre tous les États américains, en conséquence de quoi, chacune desdites Parties Contractantes s'engage à aider à faire face à l'attaque [...] »¹³⁶. L'État tiers fait ici référence au bloc soviétique et l'objectif officiel du Traité consiste à tenter de contenir l'expansion communiste. O. DABÈNE rappelle que l'article 6, « [...] laisse une marge d'interprétation très large sur la nature des menaces à la sécurité collective »¹³⁷. On s'apercevra en effet que, entre 1950 et 1980, le TIAR s'avèrera être un véritable instrument juridique pour légitimer l'interventionnisme nord-américain en Amérique latine.

Suite à la ratification du TIAR par le Congrès argentin, l'Argentine ratifie également la Charte de l'OEA, signée le 30 avril 1948¹³⁸ à l'occasion de la 9^e conférence américaine, laquelle vient entériner la création de l'OEA. Sous l'effet de la ratification du TIAR, puis de la Charte de l'OEA, les importations et les exportations argentines, réalisées avec les États-unis, supplantent les échanges effectués avec la Grande Bretagne. Il en va de même pour les investissements. La Grande Bretagne perd ainsi son statut commercial hégémonique en Argentine, et l'Argentine quant à elle, devient plus dépendante des États-unis que ne l'est le Brésil. Il convient tout de même d'ajouter que le rapprochement politique et économique de l'Argentine avec les États-unis, ne permet pas au gouvernement de J.D. PERÓN d'implanter, comme escompté, un programme d'industrie lourde comparable à celui du Brésil.

J.D. PERÓN, conscient des effets néfastes que peut entraîner cette nouvelle dépendance pour la santé de l'économie argentine, souhaite recouvrer un certain degré d'autonomie et, entreprend de resserrer les liens avec le Brésil. Il appuie ainsi le retour de G. VARGAS, lequel remporte les élections de 1950. G. VARGAS partage les idées « justicialistas » de J.D. PERÓN et tous deux entreprennent de combattre les inégalités sociales générées par le capitalisme économique, dans leurs pays respectifs. Dans le but de contrebalancer l'hégémonie nord-américaine sur le continent latino-américain, G. VARGAS défend l'idée d'une union douanière entre l'Argentine, le Brésil et le Chili. Il autorise ainsi la viande

¹³⁶ ANNEXE 4 – Tratado Interamericano de Asistencia Reciproca.

¹³⁷ DABÈNE, Olivier. Étudier l'intégration : trajectoires historiques [en ligne]. OPALC, 1^{er} juin 2009. p. 6. Format PDF. Disponible sur :

http://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:mBEjXhMJwtkJ:www.opalc.org/web/index.php%3Foption%3Dcom_content%26view%3Darticle%26id%3D153:trajectoires-historiques%26catid%3D149:etudier-lintegration%26Itemid%3D183+vargas+peron+projet+d%27union+douani%C3%A8re&cd=1&hl=fr&ct=clnk&gl=fr&client=firefox-a

¹³⁸ La Charte de l'OEA, ou Charte de Bogota, entre en vigueur le 13 décembre 1951.

argentine à entrer sur le marché brésilien, tout en exportant davantage de café vers l'Europe, mais le projet d'union douanière n'aboutira finalement pas.

L'entente entre l'Argentine et le Brésil, n'est cependant pas exempte de contradictions. Elle répond avant tout, à des stratégies nationales et pragmatiques. Il s'agit d'une résultante de conflits d'intérêt. Ainsi, lorsque l'Argentine se rend compte qu'elle ne parvient pas à sortir de la difficile situation économique qu'elle traverse, et ce malgré le degré de convergence idéologique entre G. VARGAS et J.D. PERÓN, elle n'a donc plus d'autre choix que d'accentuer la coopération avec les États-unis, à tous les niveaux. Dwight David EISENHOWER, lorsqu'il accède à la présidence des États-unis en 1953, propose à la Casa Rosada de mettre un terme à sa politique dite « justicialista » et d'abandonner sa position de « pays non-aligné », afin d'être en mesure de soutenir les États-unis de manière inconditionnelle. En contrepartie, la Maison Blanche promet d'adopter à l'égard de l'Argentine, une attitude économique volontariste.

Tandis que l'Argentine s'ouvre aux capitaux nord-américains, G. VARGAS cherche pour sa part à protéger l'économie brésilienne en réglementant les investissements étrangers, en limitant les importations pour favoriser la production nationale et en nationalisant le secteur pétrolier jusqu'à en faire un monopole d'état. Le Brésil prend conscience de sa puissance par rapport aux autres pays de la région et s'autorise, de ce fait, à agir en leader régional. Mais encore une fois, en matière de commerce international, ce nouveau statut va à l'encontre de la politique des États-unis. S'ensuit alors une série de pressions, exercée par Washington et relayée par l'armée brésilienne, qui conduit G. VARGAS au suicide, le 24 août 1954.

De l'autre côte du Rio de la Plata, l'Argentine demeure dans une situation économique critique, malgré l'ouverture aux investissements nord-américains, ce qui contraint J.D. PERÓN à démissionner un an après la mort de G. VARGAS, le 19 septembre 1955, avant de s'exiler au Paraguay. Après le départ de J.D. PERÓN, l'influence de la Grande Bretagne est largement remise en cause. Les deux gouvernements militaires successifs qui assument la gestion du pays, autorisent une plus grande incursion de la sphère d'influence politique de Washington, sur leur territoire. Sous l'effet d'une politique qualifiée de « Revolución libertadora »¹³⁹, par les militaires alors représentés au pouvoir par Eduardo LONARDI, puis

¹³⁹ Révolution libératrice. Traduction propre.

par Pedro Eugenio ARAMBURU CLIVET, l'Argentine adopte des mesures économiques favorables aux États-unis et signe, avec eux, des accords militaires.

2.2.4 Tentative d'émancipation diplomatique de l'Argentine et du Brésil

Le 31 janvier 1956, Juscelino KUBITSCHKEK remporte le scrutin présidentiel brésilien, avec le soutien des électeurs de G. VARGAS. En Argentine, Arturo FRONDIZI remporte les élections du 1^{er} mai 1958 grâce au soutien des électeurs péronistes et ce, malgré la tentative de neutralisation du « justicialismo » par les représentants de la « Revolución libertadora ». J. KUBITSCHKEK et A. FRONDIZI, poursuivent un objectif commun : l'industrialisation, et de manière plus générale, le développementalisme, censé prémunir les deux pays de leur dépendance économique à l'égard des États-unis et de l'Europe. Sur le plan commercial, ils entament également, un rapprochement des deux pays sans précédent. Horacio LAPER et Diogenes TABOADA, respectivement ministres des relations extérieures du Brésil et de l'Argentine, synthétisent leur engagement à approfondir le commerce entre les deux nations, à l'occasion d'un échange de notes ayant valeur de Traité, daté du 26 novembre 1959. Ils précisent que : « Le Gouvernement brésilien et le Gouvernement argentin adopteront les mesures en leur pouvoir pour intensifier au maximum les échanges commerciaux entre les deux pays. À cette fin, ils accorderont, pour l'importation des produits que chacun des deux pays est en mesure d'exporter vers l'autre, toutes les facilités qui, conformément à leurs régimes respectifs de commerce extérieur, sont actuellement en application ou pourront être applicables dans l'avenir. À cette fin, chaque Gouvernement accordera toujours aux produits en provenance de l'autre pays la possibilité de participer aux importations de marchandises semblables à celles qui peuvent être importées de pays tiers »¹⁴⁰.

L'entente devient rapidement politique, car ils cherchent, non seulement, à protéger l'Argentine et le Brésil des grandes puissances extérieures, mais ils ont également l'ambition, de protéger l'ensemble du continent latino-américain. Ils réactivent le concept de l'hégémonie partagée, pour créer un front commun face aux États-unis et pour étendre l'influence diplomatique et économique du cône sud sur le reste de l'Amérique latine. Selon la doctrine de J. KUBITSCHKEK, les problèmes que connaissent les nations latino-américaines, sont des

¹⁴⁰ ONU. Exchange of notes constituting an agreement for the continuance of trade between the two countries: Buenos Aires, 26 November 1959. IN Recueil des Traités [en ligne]. ONU, 1960, Volume 374, N° 5325, IV, p. 34. Disponible sur : http://untreaty.un.org/unts/1_60000/11/6/00020291.pdf

problèmes communs qui peuvent être traités de manière commune. Ainsi, s'inspirant d'un projet de banque de développement qui avait été présenté à l'occasion de la 1^{ère} conférence interaméricaine de 1890, il propose en 1958, la création d'une institution interaméricaine de développement. En 1959, l'OEA élabore la convention constitutive de la Banque Interaméricaine de Développement¹⁴¹⁻¹⁴². L'article 1 de la convention présente clairement l'objectif de développement économique, social et institutionnel, que poursuit la BID pour l'ensemble de l'Amérique latine¹⁴³. Au travers de cette institution, l'ensemble des pays signataires¹⁴⁴ entend également contribuer au développement des intégrations commerciales au sein du continent latino-américain et des Caraïbes. Ainsi, l'année suivante, l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Mexique, le Paraguay, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela, inaugurent l'Association Latino-Américaine de Libre Commerce. L'ALALC sera un organisme intergouvernemental, au travers duquel les pays signataires s'engagent à créer une zone de libre-échange dans un délai de 12 ans.

Le 31 janvier 1961, de nouvelles élections consacrent Jânio QUADROS à la tête du gouvernement brésilien. J. QUADROS est immédiatement invité par les États-unis, à préciser la position du Brésil vis-à-vis des événements de Cuba et à répondre par l'affirmative à leur demande de soutien politique en vue d'endiguer la révolution castriste. Or, lorsque J. QUADROS accède à la présidence, le programme d'industrialisation mis en place par ses prédécesseurs commence à porter ses fruits et ses effets se font sentir au sein de la population. Fort de cette situation confortable, le Brésil peut se permettre de prendre ses distances par rapport aux États-unis et refuse leur demande de soutien en invoquant le principe de la souveraineté et de l'autodétermination des peuples. La neutralité adoptée par le Brésil dans le conflit qui oppose les États-unis à Cuba, en ce début des années 60, traduit une réelle volonté d'autonomisation politique du Brésil. Mais l'émancipation diplomatique du Brésil par rapport aux États-unis, ne peut être sans conséquences sur le plan économique. Il entame alors un processus de renforcement de ses liens commerciaux avec l'Argentine. Les États-unis assistent ainsi, à la constitution d'un front commun dans le cône sud qui va à l'encontre de leurs intérêts économiques et ils ne manquent pas de le faire savoir via le canal des

¹⁴¹ BID, par la suite.

¹⁴² La BID est ensuite devenue indépendante de l'OEA.

¹⁴³ REIS, João Molla. VENEGA, Sandra Regina. KALIL, Fátima Alves. Fontes e mecanismos de participação no mercado internacional de capitais. Lima: Asociación Latinoamericana de Instituciones Financieras de Desarrollo, 1980. p. 35.

¹⁴⁴ Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, Salvador, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay, Venezuela et, États-unis.

ambassades. En dépit des pressions, A. FRONDIZI accepte la proposition de J. QUADROS de renforcer la coopération politique et économique entre l'Argentine et le Brésil. Les deux hommes se rencontrent à Uruguaiana (Brésil) le 20 avril 1961 et matérialisent leur conception commune en établissant une collaboration renforcée à plusieurs niveaux. Au travers de la Convention d'Amitié et de Consultation, dans un premier temps¹⁴⁵ :

- échange d'information ;
- accentuation de l'intégration économique, financière, judiciaire et culturelle, entre l'Argentine et le Brésil ;
- suggestion d'autorisation de libre circulation des citoyens entre les deux pays ;
- possibilité d'inclure d'autres nations du continent.

Puis avec la Déclaration d' Uruguaiana, dans un second temps¹⁴⁶ :

- action commune face au règlement des problèmes internationaux ;
- préservation de la démocratie et de la liberté en Argentine et au Brésil ;
- refus de toute interférence extracontinentale en Amérique latine ;
- recherche de la stabilité politique et sociale en Amérique latine ;
- défense des ressources primaires et encouragement de l'effort national, pour favoriser le développement.

J. QUADROS démissionne peu de temps après son élection, convaincu d'être poursuivi par, selon ses termes, des « forces terribles »¹⁴⁷. Les militaires imposent alors João GOULART, au poste de président. Il s'agit là d'une manœuvre destinée à préserver l'ordre constitutionnel, car en réalité, l'Armée se méfie de J. GOULART et de ses relations avec les partis communistes et socialistes. Au terme d'une « campagne de légalisation » menée afin de légitimer son investiture aux yeux des électeurs, un suffrage est organisé le 7 septembre 1961. J. GOULART est propulsé à la tête d'un régime présidentieliste, mais il se voit imposer le parlementarisme. De cette manière, une partie de ses pouvoirs est transférée vers le premier ministre¹⁴⁸.

¹⁴⁵ BANDEIRA, Luiz Alberto Moniz : 2003, p. 309.

¹⁴⁶ BANDEIRA, Luiz Alberto Moniz : 2003, p. 309-310.

¹⁴⁷ ENDERS, Armelle. Histoire du Brésil contemporain : XIX^e-XX^e siècles. Bruxelles : Complexe, 1997. p. 160.

¹⁴⁸ Tancredo NEVES, ancien ministre de G. VARGAS, devient premier ministre de J. GOULART.

Sous sa présidence, le Brésil réaffirme le droit à l'autodétermination des peuples, comme principe fondamental de sa politique extérieure. Peu de temps auparavant, le 16 avril 1961, les États-unis montent une opération contre-révolutionnaire avec l'aide de cubains exilés et entraînés par la CIA¹⁴⁹ et débarquent à Cuba dans la Baie des Cochons, pour une vaine tentative d'invasion militaire. L'échec de l'intervention incite Washington à réitérer sa demande de soutien auprès de l'Argentine et du Brésil, en vue de planifier une action commune contre la révolution castriste. Celle-ci aurait pu intervenir dans le cadre de l'OEA, mais il n'en fut rien. J. GOULART rejette finalement la demande nord-américaine en réaffirmant, une nouvelle fois, le principe de l'autodétermination des peuples. Cet épisode lui permet de rappeler que l'émancipation et l'indépendance politique du Brésil, constituent un objectif prioritaire. L'Argentine de A. FRONDIZI qui, entre temps, reçoit la visite non-officielle d'Ernesto GUEVARA, soutient la position brésilienne.

Le non-alignement de l'Argentine et du Brésil sur la politique extérieure de la Maison Blanche ne doit pas être interprété, ici, comme une manière de soutenir la révolution castriste, mais davantage comme une volonté d'émancipation et/ou d'autonomisation. D'ailleurs, la politique conduite par F. CASTRO finit par avoir des répercussions négatives et affecte la stabilité sociale et politique du cône sud laquelle, rappelons-le, constituait un objectif prioritaire de la Déclaration d'Uruguai¹⁵⁰. En effet, l'application du principe de l'autodétermination des peuples, contrarie les forces militaires argentines et brésiliennes qui entretiennent des liens étroits avec leurs homologues nord-américains. Celles-ci deviennent de plus en plus difficiles à contrôler et l'on assiste à la cristallisation des éléments préliminaires à un coup d'état. En termes d'autonomisation politique, la stratégie de non-alignement de l'Argentine et du Brésil dans le conflit qui oppose les États-unis à Cuba, s'avère finalement contre-productive.

2.2.5 Retour de l'influence nord-américaine

Lorsque John FITZGERALD KENNEDY entre à la Maison Blanche, le 20 janvier 1961, la menace de la révolution cubaine et de son expansion à l'ensemble du continent latino-américain, revêt immédiatement un caractère prioritaire. La gestation d'un front commun dans le cône sud, apparaît comme un élément supplémentaire qui incite les États-unis à prendre

¹⁴⁹ « Central Intelligence Agency » ou, Agence centrale de renseignement des États-unis.

¹⁵⁰ Voir page précédente.

l'initiative car, Washington assiste sur son continent, à l'éclosion d'un sentiment « anti-américaniste ». Ainsi, en adéquation avec la doctrine Monroe de 1823, avec la première conférence panaméricaine inaugurée en 1895 et avec la Charte de l'OEA adoptée en 1948, J.F. KENNEDY présente le 13 mars 1961, à Washington, l'Alliance pour le Progrès. Il est convaincu que la recherche de la prospérité économique et sociale sur l'ensemble du continent, constitue le meilleur antidote pour venir à bout de la subversion castriste. Ainsi, lancée le 17 août 1961, lors de la conférence de Punta del Este (Uruguay), l'Alliance pour le Progrès fixe, avec une teneur politique « social-démocrate », une série d'objectifs à poursuivre pour les dix années suivantes¹⁵¹ :

- croissance annuelle de 2,5% du revenu par tête ;
- distribution plus équitable des revenus ;
- diversification des balances commerciales ;
- accentuation des processus d'industrialisation ;
- renforcement de la productivité agricole ;
- planification de réformes agraires ;
- élimination de l'illettrisme chez les adultes, avant 1970 ;
- élévation du niveau de santé publique ;
- rénovation de l'urbanisme et des foyers particuliers ;
- contrôle de la stabilité des prix, pour endiguer l'inflation et la déflation ;
- défense de projets d'intégration économique latino-américains, et ;
- établissement de gouvernements démocratiques.

L'Alliance pour le Progrès est une tentative de réponse au défi castriste. Elle propose une série de réformes et crédits, sensée configurer une Amérique latine exempte de mouvements révolutionnaires. À terme, on observera que les effets de l'Alliance pour le Progrès sur les populations latino-américaines, auront largement été remis en cause. En réalité, le plus grand mérite de cette initiative repose sur le fait qu'elle expose clairement le profil politique que Washington souhaite donner à l'ensemble du continent. A. ROUQUIÉ rappelle que ce « micro plan [...] eut surtout un intérêt de propagande. Il signifiait que les décideurs

¹⁵¹ ANNEXE 5 – Charte de Punta del Este.

américains connaissaient désormais la racine du mal aux origines des poussées révolutionnaires et du communisme ». ¹⁵²

Lorsque le président argentin, A. FRONDISI, envisage la possibilité de briguer un second mandat, il est conscient qu'il aura beaucoup de difficultés à lutter contre la pression exercée par les États-unis et par les forces armées argentines. Il décide alors de mettre un terme aux relations diplomatiques avec Cuba, pour regagner la confiance des électeurs. Ce ne sera toutefois pas suffisant et l'armée parviendra à installer José María GUIDO à la présidence. J.M. GUIDO participe au blocus de Cuba en envoyant des unités de l'armée dans le Golfe du Mexique. Le paradoxe de la gouvernance nord-américaine apparaît ici de manière évidente. D'une part, la CIA utilise la politique comme moyen d'instrumentaliser les forces armées latino-américaines afin d'en faire de véritables éléments déstabilisateurs de régimes constitutionnels et d'autre part, la Maison Blanche poursuit une politique latino-américaine matérialisée par une Alliance pour le progrès qui repose sur l'existence de régimes démocratiques ¹⁵³.

Depuis Brasília, J. GOULART quant à lui, revendique toujours la neutralité du Brésil, en s'opposant à la manière dont le blocus de Cuba a été décidé d'une part, c'est-à-dire de façon unilatérale par les États-unis, et en prenant position contre l'installation de missiles soviétiques sur l'île, d'autre part. De plus, en raison de la préoccupante situation économique du Brésil, J. GOULART tend à évoluer vers l'ultra-nationalisme. Ce qui provoque la réaction immédiate des États-unis. Pour éviter la propagation de ce type de gouvernance en Amérique latine, l'administration KENNEDY applique la politique du « grand frère » et a recours à des méthodes fortes. Le 10 octobre 1963, l'armée brésilienne découvre près du domicile de J. GOULART, un stock d'armes appartenant à l'ambassade des États-unis, susceptible de permettre l'élimination du président et de plusieurs de ses partisans ¹⁵⁴. Pour des raisons tout à fait externes à ces questions, J.F KENNEDY sera quant à lui, assassiné le 22 novembre 1963. Le 1^{er} avril 1964, sous la présidence de Lyndon BAINES JOHNSON, et alors que le porte-avion nord-américain « USS-Forrestal » est en mission d'observation dans les eaux de

¹⁵² ROUQUIÉ, Alain. Amérique latine : introduction à l'Extrême-Occident. Paris : Seuil, 1998. p. 433.

¹⁵³ Voir page précédente.

¹⁵⁴ BANDEIRA, Luiz Alberto Moniz. A CIA e a técnica do golpe de Estado [en ligne]. Revista Espaço Acadêmico, N° 58, Mars 2006. Disponible sur : <http://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:fbBPDyDHZSoJ:www.espacoacademico.com.br/058/58bandeira.htm+relat%C3%B3rio+%22Paulo+Francisco+Torres%22&cd=1&hl=fr&ct=clnk&gl=fr&client=firefox-a>

l'Atlantique sud, le Brésil assiste à un coup d'état qui retire le pouvoir à J. GOULART. Soutenu par les forces armées brésiliennes, Humberto CASTELO BRANCO, premier président d'un régime militaire qui s'achèvera en 1985, aligne ouvertement sa politique extérieure sur les directives des États-unis. Il rompt toutes relations diplomatiques avec Cuba et prévoit, en cas de menace communiste interne, la possibilité d'une intervention extérieure. H.C. BRANCO participe aux côtés des États-unis à la lutte contre l'expansion du communisme sur le continent et développe, en ce sens, le concept de « frontières idéologiques ». L'alliance entre le Brésil et les États-unis franchit un échelon supplémentaire avec la signature d'un accord militaire, le 10 mai 1964. Lorsque les États-unis envahissent militairement la République Dominicaine en avril 1965, dans le cadre d'une mission visant à éviter l'émergence d'un nouveau F. CASTRO dans la région, les membres de l'OEA ne sont pas consultés et le Brésil, ainsi que l'Argentine, envoient des soldats en République dominicaine. En raison de l'importance du Brésil dans la région, on peut considérer que l'opération nord-américaine menée ici, compte parmi les interventions les plus importantes jamais réalisées. Cet événement aura un impact majeur sur l'évolution des relations entre les États-unis et le Brésil, et de manière plus générale, entre les États-unis et le cône sud ou l'Amérique latine dans son ensemble¹⁵⁵.

2.2.6 Affirmation de l'hégémonie brésilienne

L'arrivée à la Casa Rosada de Juan Carlos ONGANÍA, suite au coup d'état militaire de juin 1966, contribue à renforcer la collaboration économique et militaire entre l'Argentine et le Brésil. Ce rapprochement ne rassure en rien les voisins latino-américains, à tel point que le 16 août 1966, la Bolivie, le Chili, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Venezuela, signent la Déclaration de Bogotá, qui officialise la volonté des six, de créer un « sous-marché » au sein de l'ALALC, dans le but de freiner les prétentions hégémoniques de l'alliance argentino-brésilienne. La Déclaration de Bogotá aboutit à la formation du Pacte Andin, le 26 mai 1969. En réponse à cette initiative, le Brésil propose à l'Argentine de créer une union douanière. Toutefois, le projet se heurte à l'acuité du nationalisme qui caractérise la politique de H.C. BRANCO et à la disparité des économies des deux pays respectifs. L'Argentine ne dispose pas de la même capacité industrielle que le Brésil, en termes de production sidérurgique et se verrait contrainte d'endosser un statut de simple fournisseur de matières premières. Sans

¹⁵⁵ BODENHEIMER, Thomas. GOULD, Robert. Rollback : Right-wing Power in U.S. Foreign Policy. Boston : South End Press, 1989. p. 28.

compter que sous les effets de la politique de J.C. ONGANÍA, le développement économique de l'Argentine est sans commune mesure avec celui du Brésil. Au cours de cette période l'ambition hégémonique de l'Argentine s'amointrit.

Au début des années 70, le Brésil bénéficie auprès des États-unis d'un statut de « key country » devenu indiscutable et, à ce titre, jouit d'une attention toute particulière. Ce qui n'est pas le cas de l'Argentine. Les forces militaires prennent alors la décision de se tourner vers la Grande Bretagne, avant de destituer J.C. ONGANÍA, le 8 juin 1970, pour tenter de redonner un nouveau souffle au pays. Lorsque le 22 mars 1971, le Général Alejandro Agustín LANUSSE arrive au pouvoir, il entreprend de restaurer le pluralisme politique au sein de l'état argentin, afin de trouver une issue à la crise économique, sociale et politique. Il souhaite réhabiliter le fonctionnement démocratique des institutions, ce qui implique la préparation d'élections. Il dialogue avec J.D. PERON, alors exilé à Madrid, tente de se rapprocher des pays membres du Pacte Andin et de leurs régimes socialistes et renoue le dialogue avec Cuba. Deux autres gouvernements vont succéder au Général LANUSSE au cours de l'année 1973. Tous deux sont fortement influencés par le retour de J.D. PERON. Mais en dépit de nouvelles orientations politiques, l'administration argentine ne dispose d'aucune marge de manœuvre pour enrayer l'explosion de l'hégémonie brésilienne. Tandis que l'Argentine cherche une identité politique au niveau nationale, le Brésil fait valoir son statut de leader à l'échelle régionale. Il intervient désormais largement, dans les affaires des états du cône sud. Ainsi, le Brésil apporte son soutien aux États-unis pour préparer le renversement de Salvador ALLENDE, au Chili. Le Brésil fournit aux États-unis un soutien, technique et psychologique, celui-là même qu'il avait fourni lors des coups d'état de Bolivie en 1971 et, d'Uruguay en 1973.

Lorsqu'en Argentine, le 12 octobre 1973, J.D. PERON entame son deuxième mandat présidentiel, 18 ans après le premier, il entreprend de restaurer la proximité entre l'Argentine et le Brésil. Il est sur le point de proposer à son homologue brésilien, Ernesto GEISEL, un projet bilatéral de construction de barrages hydrauliques sur le fleuve Uruguay, lorsqu'il meurt le 1^{er} juillet 1974. Son épouse, Isabel Martínez de PERON, assume la succession pendant les deux années suivantes mais elle se retrouve en charge de l'administration d'un état très affaibli, par des querelles politiques internes de très grande envergure et par une inflation sur le point d'exploser !

Inflation (% annuel)

PAYS	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Argentine	34,73	58,45	61,25	23,47	182,93	443,97	176,00	175,51	159,51	100,76

Sources : World Development Indicators et Global Development Finance, 2010. Disponible sur : <http://search.worldbank.org/data?qterm=inflation+argentina+1975+1980&language=EN&format=html>

Dans ce contexte, aucune avancée sur le plan de la politique extérieure n'émerge et l'Argentine ne peut plus remettre en cause l'hégémonie du Brésil.

2.3 De la perte d'influence nord-américaine, à l'émergence de l'interrégionalisme

2.3.1 Nationalisme et anti-américanisme, sous l'effet des dictatures

Le 24 mars 1976, les forces armées d'Argentine déclenchent un coup d'état qui destitue le gouvernement d'Isabel Martínez de PERÓN. Jorge Rafael VIDELA, premier président d'un régime militaire qui s'achèvera en 1983, entend ne pas laisser l'Argentine assister en spectatrice à l'ascension brésilienne et reconnaît l'importance de travailler à la refonte d'une coopération étroite avec son voisin.

Or, comme cela a déjà été le cas au cours des décennies précédentes, la convergence des régimes politiques en Argentine et au Brésil, en l'occurrence ici ceux de J.R. VIDELA et de E. GEISEL, apparaît, du point de vue des États-unis, comme un risque d'alliance anti-américaine. Ainsi, lorsque Jimmy CARTER entre à la Maison Blanche en janvier 1977, il érige la défense des droits de l'homme en pilier fondamental de sa politique internationale. Autrement dit, les États-unis décident de ne pas maintenir de relations diplomatiques officielles avec des dictatures. Tout état latino-américain gouverné par un régime autoritaire s'expose à des pressions de différents ordres de la part de Washington. Mais avec l'échec des États-unis au Vietnam, l'hégémonie nord-américaine affiche également, aux yeux des gouvernements de J.R. VIDELA et d'E. GEISEL, les limites de sa puissance. Ainsi, lorsque les États-unis décident de suspendre l'assistance militaire au Brésil, sur la base du principe du respect des droits de l'homme, le Brésil fait le choix de produire lui-même son propre matériel ou de l'importer d'Europe. Le Brésil est, en effet, lié à l'Allemagne à partir de 1975, par un « accord de coopération nucléaire qui prévoit le transfert de technologie au Brésil du

cycle complet de l'énergie atomique »¹⁵⁶. Les États-unis soupçonnent alors le Brésil de vouloir acquérir éventuellement la bombe atomique. En s'opposant à ce projet, J. CARTER et les États-unis deviennent pour le Brésil un obstacle à son expansion et l'Argentine qui n'adhère pas au Traité de Non Prolifération des Armes Nucléaires, soutient le Brésil dans son opposition aux États-unis. L'Argentine met également l'accent sur le développement de son propre programme nucléaire.

En dépit du fait que, sur le plan de la politique extérieure, l'Argentine connaisse des difficultés avec la Grande Bretagne, relatives à la question de la souveraineté des îles Malouines et avec le Chili, par rapport au dossier de la souveraineté du canal de Beagle, elle réaffirme sa position de pays « non-aligné » aux côtés du Brésil. Les deux états prennent le parti de constituer un bloc commun afin de faire face aux pressions nord-américaines. Ainsi, dans un contexte de distanciation des relations avec les États-unis et de fermeture du marché avec l'Europe, l'Argentine se voit privée de partenaires commerciaux. Elle fait alors le choix de se rapprocher de l'URSS, sur le plan commercial, afin de pouvoir écouler ses stocks de viande et de céréales. Une Convention sur le Transport Maritime et une Convention destinée à éliminer la double imposition en matière de transport maritime et aérien, sont signées par les deux gouvernements, à partir du mois de mars 1981¹⁵⁷. Sous la présidence de João Batista de OLIVEIRA FIGUEIREDO, le Brésil signe également en 1981, un accord commercial avec l'URSS, pour une durée de cinq ans¹⁵⁸. J.B FIGUEIREDO et J.R. VIDELA accentuent la coopération entre leurs pays respectifs, en signant en 1980 un « Accord de coopération pour le développement et l'application à usages pacifiques de l'énergie nucléaire », qui entre en vigueur à la fin de l'année 1983¹⁵⁹.

¹⁵⁶ LEVEQUE, Michel. La technologie nucléaire au Brésil [en ligne]. São Paulo : Cendotec, Mars 1999. p. 2. Format PDF. Disponible sur :

<http://www.cendotec.org.br/dossier/cendotec/nucleobrasil.pdf>

¹⁵⁷ MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES DE ARGENTINA. Tratados Bilaterales : Federación Rusa [en ligne]. Disponible sur :

<http://www.cancilleria.gov.ar/portal/seree/ditra/ruold.html>

¹⁵⁸ L'accord, dit « Acordo pelo qual fica Estabelecida a Comissão Intergovernamental Brasileiro-Soviética de Cooperação Comercial e Econômica, Científica e Tecnológica », est signé le 16 avril 1981. Voir, MINISTÉRIO DAS RELAÇÕES EXTERIORES DO BRASIL. Atos em Vigor Assinados com a Federação da Rússia. Disponible sur :

<http://www2.mre.gov.br/dai/birussia.htm>

¹⁵⁹ MINISTERIO DAS RELAÇÕES EXTERIORES DO BRASIL. Atos em Vigor Assinados com a República Argentina. Disponible sur :

<http://www2.mre.gov.br/dai/biargent.htm>

L'Argentine et le Brésil appliquent tous deux, des régimes politiques anti-communistes. Néanmoins, lorsque Ronald REAGAN succède à J. CARTER, il ne manque pas d'exposer son inquiétude face au rapprochement du Brésil et de l'Argentine d'une part et face au rapprochement de ces deux pays respectifs avec l'URSS, d'autre part. R. REAGAN craint, par ailleurs, l'expansion de l'influence diplomatique du Brésil en Angola, en Guinée Bissau et au Cap-Vert, car il s'agit là de régimes à tendances « socialistes », également soutenus par l'URSS et Cuba. Afin de mettre un frein au sentiment anti-nord-américain qui commence à prendre de l'importance dans le cône sud, R. REAGAN suspend l'embargo relatif à la vente d'armes qui est en vigueur contre l'Argentine. En 1981, les militaires nord-américains accentuent leurs efforts, pour séduire la junte militaire argentine. Roberto Eduardo VIOLA, Commandant en Chef de l'Armée argentine, finit par exercer la présidence de la nation entre mars et décembre de la même année. Les États-unis proposent alors à R.E. VIOLA d'intégrer la force de maintien de la paix des Nations Unies pour effectuer des opérations de surveillance dans la péninsule du Sinaï, théâtre d'affrontements entre l'Égypte et Israël. R. VIOLA refuse la proposition.

2.3.2 Souveraineté des Malouines : la double diplomatie des États-unis

Les militaires ne soutiennent que peu de temps l'opposition inconditionnelle que défend R. VIOLA face aux États-unis et le démettent de ses fonctions au cours de son dixième mois de mandat. Le Général Leopoldo Fortunato GALTIERI assume la succession, à partir du 22 décembre 1981, et rétablit immédiatement l'alignement inconditionnel de l'Argentine sur les États-unis, parallèlement à la mise en place, au niveau national, d'un système orthodoxe et néolibéral. Désormais l'Argentine, collabore avec les États-unis en envoyant des experts en lutte anti-insurrectionnelle, ainsi que des espions, dans les campagnes militaires menées au Salvador et au Nicaragua.

En échange de cette collaboration, les États-unis laissent entendre au Général GALTIERI que l'Argentine peut compter sur leur soutien dans le cadre du dossier relatif à la souveraineté des Malouines. Les États-unis font savoir qu'ils souhaitent trouver une issue favorable au conflit car il en va également de leur intérêt, que de sécuriser la zone maritime de l'Atlantique sud. Ainsi, lorsque les troupes argentines débarquent dans l'archipel des Malouines, le 2 avril 1982, elles sont convaincues qu'elles pourront compter sur le soutien des États-unis, en cas de nécessité. Mais la stratégie argentine a omis d'inclure dans son analyse, le contexte national

de l'administration nord-américaine. En effet, le fait que les États-unis soient membres de l'OTAN, d'une part, et les pressions internes exercées par l'opinion publique ainsi que par le Congrès américain, d'autre part, sont autant d'éléments qui contraignent R. REAGAN à s'allier à la Grande Bretagne. Face à la Marine anglaise, renforcée par un soutien logistique nord-américain et chilien, l'Argentine capitule le 14 juin 1982.

Du point de vue de la Casa Rosada, l'attitude des États-unis dans le conflit des Malouines s'apparente à une trahison. Du point de vue de la Maison Blanche, la stratégie diplomatique appliquée dans le cadre de ce conflit des Malouines, se justifie par : (i) le fait que Washington ne souhaite pas voir se développer le programme nucléaire argentin ; (ii) le fait que Washington veuille soutenir la réélection de Margaret THATCHER en Grande Bretagne. Ces deux objectifs auront été atteints.

L'attitude adoptée par les États-unis au cours de cet épisode, révèle plusieurs éléments. Tout d'abord, l'Argentine, le Brésil et de manière générale, l'ensemble de l'Amérique latine, constatent que dans leur quête d'une position plus favorable au sein du concert des nations, ils ne peuvent compter sur le soutien des États-unis. Ensuite, l'ensemble des états latino-américains comprend que Washington fait appel au TIAR et à l'OEA, uniquement lorsqu'il s'agit de défendre ses propres intérêts. Fort de ce constat, le Brésil qui a timidement participé au conflit aux côtés de l'Argentine, entend soutenir son voisin davantage et en finir avec l'éternelle rivalité qui les oppose, en vue de former un espace économique intégré. Ainsi, le Brésil met à disposition de l'Argentine certains ports du sud du pays, pour faciliter l'exportation des marchandises argentines.

2.3.3 Retour à la démocratie et affirmation de l'intégration économique, dans le cône sud

Raúl Ricardo ALFONSIN, premier argentin élu démocratiquement après la dictature militaire, se voit confier la gestion d'un état dévasté. Pour comprendre l'ampleur du désastre économique, il faut tenir compte des effets de la dictature et de ses 30 000 disparus, 15 000 morts, 9 000 prisonniers, et 1,5 millions d'exilés pour une population totale d'environ 30 millions d'habitants. Il convient également d'avoir à l'esprit les effets désastreux de la politique économique de José Alfredo MARTINEZ DE HOZ, ministre de l'économie de J.R. VIDELA, entre 1976 et 1981. Mandaté pour contenir l'inflation et favoriser l'investissement étranger, J.A. MARTINEZ DE HOZ prend des mesures qui vont à l'encontre de la

compétitivité de l'industrie nationale et il dévalue la monnaie, ce qui entraîne la fonte des actifs des petits épargnants et parfois même la perte de leur domicile. D'autres éléments externes contribuent à amplifier le désastre : la guerre des Malouines, le protectionnisme agricole européen, la politique économique et financière nord-américaine défavorable aux intérêts de l'Argentine, les chocs pétroliers des années 70.

Au Brésil, le retour à la démocratie correspond à l'arrivée au pouvoir de José SARNEY. Dans un premier temps, il propose à l'Argentine une étroite collaboration économique pour la sortir de l'impasse dans laquelle elle se trouve. Il s'agit d'augmenter les achats de matières premières dès que la balance commerciale de l'Argentine se trouve en difficulté. Le Brésil doit pourtant faire face, à la pauvreté qui affecte sa population, à une inflation de 235% en 1985 et de 415% en 1987¹⁶⁰ en raison de l'échec du « Plan Cruzado »¹⁶¹, ainsi qu'à une importante dette extérieure brute qui atteint 50% du PIB en 1985¹⁶². Néanmoins, il a acquis au cours des décennies précédentes, une position dominante sur le continent sud-américain qui lui confère un confort économique sans commune mesure avec l'Argentine. À titre d'exemple, en 1985, le PIB du Brésil est égal à 250 milliards de dollars, contre 62 pour l'Argentine à la même époque. La seule ville de São Paulo génère en 1985 un PIB de 130 milliards de dollars.

Dans un second temps, le 28 juillet 1986, J. SARNEY et R. ALFONSIN signent un Acte entérinant le lancement du Programme d'Intégration et Coopération économique entre l'Argentine et le Brésil¹⁶³. L'Acte « marque le début du processus d'intégration commerciale de l'Argentine et du Brésil »¹⁶⁴. Il comprend douze protocoles destinés à promouvoir les conditions d'une intégration régionale, de manière graduelle. L'Acte doit permettre de former

¹⁶⁰ BRESSER PEREIRA, Luiz Carlos. Os dois congelamentos de preços no Brasil [en ligne]. Revista de Economia Política, Vol. 8, N° 4, octobre/décembre 1988, p. 49. Disponible sur :

<http://www.rep.org.br/pdf/32-4.pdf>

¹⁶¹ La « Plan Cruzado » est un ensemble de mesures économiques orthodoxes, qui devait permettre d'enrayer l'inflation vertigineuse. De nombreux ajustements auraient été nécessaires, afin de l'adapter à l'évolution rapide de la conjoncture du moment. À défaut, le plan s'est avéré être un échec.

¹⁶² CAPUTO SILVA, Anderson. OLIVEIRA DE CARVALHO, Lena. LADEIRA DE MEDEIROS, Otavio. Dívida pública: a experiência brasileira [en ligne]. Brasília: Secretaria do Tesouro Nacional do Brasil, Banco Mundial, 2009, p. 467. Disponible sur :

http://www.tesouro.fazenda.gov.br/divida_publica/downloads/Anexo_Estatistico.pdf

¹⁶³ PICAB, par la suite.

¹⁶⁴ TROTIGNON, Jérôme. Brésil – Argentine : effets statiques et dynamiques de l'intégration commerciale [en ligne]. Écully : GATE – CNRS, 2001. p 2. Format PDF. Disponible sur :

<http://hal.inria.fr/docs/00/17/99/78/PDF/0115.pdf>

à terme, un marché commun, lequel a également pour vocation de s'ouvrir aux autres nations sud-américaines et notamment au Pacte Andin. L'accord porte sur de nombreux domaines :

- les biens : définition d'une liste de produits bénéficiant de tarifs douaniers préférentiels ;
- le blé ;
- l'approvisionnement alimentaire ;
- l'approfondissement de la relation commerciale ;
- la formation d'entreprises binationales ;
- la création de mécanismes de financement ;
- la création d'un fond d'investissement ;
- l'exportation de gaz naturel vers le Brésil ;
- l'exploration de pétrole en Argentine ;
- la création du « Centro Brasileiro Argentino de Biotecnologia »¹⁶⁵ et du « Centro Brasil – Argentina de Altos Estudos Econômicos »¹⁶⁶ ;
- l'échange d'informations techniques en matière de nucléaire ;
- la collaboration des forces armées ;
- l'établissement d'un partenariat dans le secteur de l'industrie aérospatiale.

Le PICAB est renforcé le 29 novembre 1988 par la signature à Buenos Aires, d'un Traité d'Intégration, Coopération et Développement, qui entre en vigueur le 17 août 1989. L'objectif est d'approfondir l'intégration économique et financière, selon une logique sectorielle¹⁶⁷. Mais il s'agit également de constituer une alliance politique capable de rétablir le rapport de force existant par rapport aux États-unis et à la CEE, ce que l'ALALC et l'ALADI¹⁶⁸ ne sont pas parvenues à faire jusqu'à présent. En raison du solide parc industriel sur lequel elle repose, l'alliance argentino-brésilienne, bénéficie rapidement d'un pouvoir de négociation supérieur à celui du Pacte Andin.

¹⁶⁵ Centre Argentino-Brésilien de Biotechnologie. Traduction propre.

¹⁶⁶ Centre Argentino-Brésilien de Hautes Études en Économie. Traduction propre.

¹⁶⁷ DABÈNE, Olivier. L'intégration régionale en Amérique latine : le Mercosur. Paris : CERI – Sciences-Po, novembre 1995. p 5.

¹⁶⁸ L'Association LATino-américaine D'Intégration, est un système d'intégration économique intergouvernemental lancé en 1980 et, dont l'objectif principal est la constitution d'un marché commun. L'ALADI succède à l'ALALC.

2.3.4 Le contexte international catalyseur de la fondation du Mercosud

Sur le plan politique, la chute du mur de Berlin entraîne de grandes mutations au sein du système international. En Amérique latine, la fin de la guerre froide se traduit par un retour généralisé à la démocratie. Le Chili et le Paraguay sont les deux dernières nations latino-américaines à maintenir un système dictatorial jusqu'à l'issue du conflit Est-Ouest.

Sur le plan économique, l'Argentine et le Brésil doivent faire face à la fuite des capitaux et à l'inflation. Ces deux éléments paralysent le développement desdits pays car ils créent une situation défavorable à l'importation de produits nécessaires au fonctionnement de leurs économies. Cette situation ne permet pas non plus de rembourser une dette devenue exorbitante. Les États-unis, pour leur part, s'inquiètent de la difficile conjoncture économique des états du cône sud car celle-ci affecte directement leurs intérêts dans la région. Afin de relancer leurs exportations vers l'Argentine et le Brésil, entre autres, Washington entreprend d'étendre le modèle néo-libéral à l'ensemble de l'Amérique latine et souhaite libéraliser le commerce avec bon nombre des pays de la région. Les États-unis proposent à l'Argentine, à la Bolivie, au Brésil, au Chili, à la Colombie, au Mexique, au Pérou et au Venezuela, un plan d'austérité qui doit permettre de recréer un contexte économique favorable au commerce interaméricain. L'acceptation de ce plan d'austérité, appelé Consensus de Washington, est présentée aux 8 nations latino-américaines, comme une condition *sine qua non*, à la renégociation de leurs dettes. Rédigé en 1989 par John WILLIAMSON, le Consensus de Washington, conduit sous l'égide du FMI et de la Banque Mondiale, préconise ainsi, dix préceptes¹⁶⁹ :

- la discipline budgétaire ;
- la réorientation de la dépense publique ;
- la réforme fiscale ;
- la libéralisation financière ;
- l'adoption d'un taux de change unique et compétitif ;
- la libéralisation des échanges ;

¹⁶⁹ WILLIAMSON, John. What Washington means by policy reform. IN Latin american adjustment: how much has happened? [en ligne]. PETERSON INSTITUTE FOR INTERNATIONAL ECONOMICS, novembre 2002. Disponible sur : <http://www.iie.com/publications/papers/paper.cfm?ResearchID=486>

- l'élimination des barrières à l'investissement direct étranger ;
- la privatisation des entreprises publiques ;
- la dérégulation des marchés pour assurer l'élimination des barrières à l'entrée et à la sortie ;
- la sécurité des droits de propriété.

La présidence argentine incarnée par Carlos MENEM à partir du 8 juillet 1989 et l'administration brésilienne dirigée par Fernando COLLOR DE MELLO au lendemain du 15 mars 1990, acceptent l'application du Consensus de Washington. Par ailleurs, C. MENEM retire l'Argentine des pays non-alignés et coopère de manière inconditionnelle avec la politique nord-américaine. Ainsi, 900 hommes et 2 navires argentins participent à l'opération « Tempête du désert », pour mettre un terme à l'occupation du Koweït par l'Irak, en 1991. Le Brésil approuve le blocus du Golf persique lors du vote à l'ONU mais n'envoie pas de soldats. C. MENEM considère, lui, que la subordination de l'Argentine par rapport aux États-unis, est l'unique moyen de regagner la confiance des investisseurs étrangers et, de ce fait, l'unique moyen de sortir de la crise économique. Toutefois, ce qu'il appelle le « réalisme périphérique »,¹⁷⁰ ne suffit pas à séduire les États-unis comme il l'espérait. En outre, le degré élevé de libéralisation commerciale ne bénéficie pas à la population, laquelle voit son niveau de vie maintenu sur la base de celui qu'elle connaissait pendant la dictature. Il devient alors urgent de renforcer la libéralisation du commerce, cette fois avec le Brésil. Les intérêts de l'Argentine et du Brésil convergent à cet instant avec ceux du Paraguay et de l'Uruguay. Le groupe des 4 signe le Traité d'Asunción, le 26 mars 1991, officialisant ainsi la fondation du marché commun du cône sud, ou Mercosud. Le Traité prévoit l'instauration d'un Tarif Extérieur Commun¹⁷¹, avant 1994. Le protocole d'Ouro Preto du 14 décembre 1994, attribue au Mercosud une personnalité juridique internationale et, par là même, définit sa structure institutionnelle, laquelle revêt un caractère intergouvernemental. Les principaux organes de fonctionnement sont : le Conseil du Marché Commun, le Groupe du Marché Commun, la Commission de Commerce du Mercosud, la Commission Parlementaire Conjointe, le Forum de Consultation Économique et Social et, le Secrétariat Administratif du Mercosud¹⁷².

¹⁷⁰ Sur la notion philosophique de « réalisme périphérique », voir ESCUDE, Carlos. *Realismo periférico: una filosofía de política exterior para los estados débiles*. Buenos Aires : Universidad del CEMA – Serie Documentos de Trabajo, N° 406, septembre 2009. 14 p.

¹⁷¹ TEC, par la suite.

¹⁷² ANNEXE 6 – Structure institutionnelle du Mercosud.

2.3.5 Mercosud, États-unis et Union européenne

Le 1^{er} janvier 1994, le Traité d'Accord de Libre Échange Nord-Américain entre en vigueur, créant ainsi une zone de libre-échange entre le Canada, les États-unis, et le Mexique. L'ALENA est la première réalisation concrète de l'«*Enterprise for the Americas Initiative*»¹⁷³, proposée par George H.W. BUSH, en 1990. L'EAI est un projet hémisphérique qui a pour ambition d'établir une zone de libre-échange entre l'Alaska et la Terre de Feu. Dans ce contexte, l'établissement du Mercosud apparaît comme un mouvement de résistance face aux projets économiques et politiques de Washington. En effet, en fédérant leurs intérêts dans le cadre du Mercosud, les états membres de ladite organisation régionale, ainsi que les futurs adhérents éventuels de celle-ci, étaient en mesure de bénéficier d'un pouvoir de négociation accru face à l'ALENA. L'entente entre les pays du Mercosud était contraire aux intérêts et aux projets nord-américains. L'administration de Bill CLINTON l'a bien compris et convient que le seul moyen d'empêcher le Mercosud de se développer implique de proposer un projet plus attrayant aux états du cône sud. Ainsi, B. CLINTON organise un sommet à Miami en décembre 1994, auquel l'ensemble des chefs d'états américains est invité à participer. Alors qu'à leur arrivée, les chefs d'état latino-américains méconnaissent l'objectif de la réunion¹⁷⁴, ils se voient proposer un projet de Zone de Libre Échange des Amériques¹⁷⁵, autrement dit une extension de l'ALENA à l'ensemble du continent.

Parmi les points retenus par les représentants latino-américaines pour exprimer leurs réticences, on peut noter : (i) l'asymétrie économique, politique et sociale, des pays de la zone concernée ; (ii) le fait que la ZLEA n'envisage pas de parvenir à un marché commun, contrairement au Mercosud. Il s'agit uniquement d'une libre circulation des marchandises et du capital, sans TEC, sans libre circulation de la force de travail et sans harmonisation des politiques économiques ; (iii) le fait que les 4 pays membres du Mercosud enregistrent depuis 1991 une balance commerciale déficitaire avec les États-unis. L'adoption de la ZLEA impliquerait la disparition du TEC mis en place dans le cadre du Mercosud et de ce fait, une aggravation du déficit des 4 balances commerciales respectives ; (iv) le fait que le Mexique connaisse des difficultés sur le plan monétaire, directement liées à son entrée dans l'ALENA.

¹⁷³ EAI, par la suite.

¹⁷⁴ SERRA, José. ALCA, Mercosul e abertura externa. IN Política Externa, Vol. 7, N°1, juin 1998. p. 16. José SERRA est ministre de la Planification et du Budget, sous le gouvernement de F.H. CARDOSO, entre 1995 et 1996, puis ministre de la Santé entre 1998 et 2000.

¹⁷⁵ ZLEA, par la suite.

En effet, à la fin de l'année 1994, le Mexique se voit obligé de dévaluer son peso de 15% par rapport au dollar nord-américain, entraînant la disparition de ses réserves monétaires. Il faudra un plan de sauvetage du FMI et des États-unis, l'année suivante, pour éviter la banqueroute financière.

Cependant, tous les états latino-américains concernés par le projet de ZLEA, n'émettent pas de réticences avec la même véhémence. Les « petits états » ne craignent pas tant une mise en danger de leurs intérêts, ils voient, davantage, l'opportunité d'accéder au marché nord-américain. Le Brésil est finalement le pays le plus réticent à la ZLEA, pour des raisons tout à fait compréhensibles, puisque l'un des objectifs de ce projet consiste justement à freiner son leadership au sein du continent sud-américain.

De l'autre côté de l'Atlantique, l'UE a assisté à la formation de l'ALENA et, du même coup, à l'absorption du Mexique par les États-unis. Avec l'entrée du Mexique dans l'ALENA, en 1994, c'est à la moitié des parts de marché mexicaines que l'UE doit renoncer. Tout l'enjeu consiste donc à ne pas réitérer la même erreur avec le Mercosud¹⁷⁶, lequel par ailleurs, représente un enjeu bien plus important en termes de population et de taille de marché.

Dans un contexte illustré par la pression qu'exercent les États-unis, d'une part, et l'enjeu que représente le marché du cône sud pour l'UE, d'autre part, le Mercosud doit, pour sa part, développer des partenariats commerciaux avec des pays tiers, ou avec des groupes de pays. Il s'agit de trouver des débouchés à la production et d'attirer des capitaux étrangers permettant de favoriser l'investissement. Ainsi, le 22 décembre 1994, est prononcée la « Déclaration solennelle conjointe entre le Conseil de l'UE et la Commission de l'UE d'une part et, les états membres du Mercosud, d'autre part ». Par le biais de celle-ci, les deux organisations régionales s'engagent à conclure un Accord Cadre Interrégional incluant la coopération économique et commerciale, en vue d'initier un processus qui permette de parvenir à terme, à la conclusion d'un accord, dit, d'Association Interrégionale¹⁷⁷. L'Accord Cadre Interrégional de coopération entre la Commission européenne et le Mercosud, signé en 1995, entre en

¹⁷⁶ DURAND, Marie-Françoise, GIORDANO Paolo, VALLADÃO, Alfredo. Vers un accord entre l'Europe et le Mercosur. Paris : Presses de Sciences Po, 2001. p. 47.

¹⁷⁷ Pour le Mercosud, voir la décision N° 5/95 du Conseil du Marché Commun du Mercosud : ANNEXE 7 – MERCOSUR/CMC/DEC. N° 5/95, Negociaciones con la Unión europea.

Pour l'UE, voir la proposition de décision COM 504 final du Conseil : ANNEXE 8 – UE - COM504 - COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO para una intensificación de la política de la Unión europea respecto de Mercosur.

vigueur le 1 juillet 1999. La date de la signature de cet Accord de Coopération matérialise le lancement d'un cycle de négociations destiné à préparer la mise en place d'un accord plus ambitieux. Autrement dit, les négociations doivent permettre d'élever le niveau des relations entre le Mercosud et l'UE, en évoluant de la Coopération vers l'Association.

2.4 Conclusions

À partir du XX^e siècle, les États-unis cherchent à acquérir une position dominante en termes de commerce et d'investissements étrangers sur l'ensemble du continent latino-américain. Du point de vue de Washington, il s'agit de remettre en cause la présence de la couronne britannique, très bien implantée, depuis le siècle précédent, notamment en Argentine. L'ambition hégémonique de la Maison Blanche, implique la mise en place d'une stratégie offensive vis-à-vis de la Grande Bretagne. Les nations du cône sud, qui constituent le théâtre de cet antagonisme, sont amenées à être les acteurs par figures interposées, d'une rivalité qui les concerne de manière indirecte. Du panaméricanisme à l'interventionnisme, la politique latino-américaine de l'administration nord-américaine conditionne, tout au long du XX^e siècle, les stratégies retenues par les gouvernements du cône sud, tout du moins en ce qui concerne la diplomatie et la politique extérieure. Ainsi la relation Argentine / Brésil, oscille entre rivalité et entente cordiale, en fonction de la proximité politique que ces deux gouvernements respectifs entretiennent par rapport à Washington.

Après une longue période marquée par les dictatures et la décennie des années 80, qualifiée de perdue par de nombreux auteurs, les pays du cône sud s'engagent au cours des années 90, sur la voie du développement économique. Une réussite économique toute relative, puisque les répercussions sur les populations concernées tardent à se concrétiser, mais suffisante pour que les gouvernements de la région, acquièrent un pouvoir de négociation significatif sur la scène internationale. C'est notamment le cas du Brésil. Ainsi, à l'aube du XXI^e siècle, le Mercosud bénéficie désormais, dans le cadre du triangle atlantique, d'une capacité d'autodétermination dans le choix de ses partenaires commerciaux.

Par ailleurs, les événements du 11 septembre 2001 vont constituer un virage majeur dans la politique latino-américaine de Washington. Celui-ci va contribuer à accentuer cette volonté d'autodétermination au sein des gouvernements du cône sud. En effet, lorsqu'au lendemain des attentats de New-York, la Maison Blanche redéfinit entièrement sa politique étrangère, on

assiste immédiatement à l'abandon diplomatique de l'Amérique latine, alors même que cette région représentait, peu de temps auparavant, un intérêt stratégique.

Du point de vue de l'Amérique latine, le bilan de deux siècles de relations interaméricaines, depuis la Doctrine Monroe édictée en 1823, jusqu'aux événements du 11 septembre 2001, incite les états de la région à repenser leurs relations avec leur voisin du nord. Sous l'effet de cette volonté d'émancipation, « Les européens reviennent en Amérique latine après une longue éclipse [...] »¹⁷⁸, et ceci de manière graduelle.

¹⁷⁸ FREGOSI, Renée. *Altérité et mondialisation : la voie latino-américaine*. Paris : Ellipses, 2006. p. 88.

CHAPITRE 3 – LE PARTENARIAT ENTRE LE MERCOSUD ET LA COMMISSION EUROPÉENNE : DE LA COOPÉRATION A L'ASSOCIATION

La nature de la relation qui lie le Mercosud à l'UE, ou inversement, entrent dans le cadre plus large de la politique communautaire de l'UE. Les accords qui régissent la relation entre l'UE et le Mercosud sont proposés par la Commission européenne¹⁷⁹, et non l'inverse, conformément à la politique communautaire européenne dont on parle depuis le Sommet de Paris de 1972. Pour comprendre l'évolution du partenariat entre les deux blocs régionaux qui font l'objet de cette étude, il est important d'avoir à l'esprit que c'est la CE qui propose le cadre général et juridique de l'accord, selon une nomenclature d'accords définis conformément à sa politique extérieure. Le Mercosud a, quant à lui, le pouvoir d'accepter, de négocier ou de refuser les propositions d'accords.

Ce pouvoir que détient le Mercosud est récent et peut s'expliquer par le jeu des « politiques de puissance » décrit précédemment par les Réalistes¹⁸⁰. L'évolution des relations interaméricaines a en effet, consacré la « puissance » du Brésil. En ce début de XXI^e siècle, le Brésil apparaît sur la scène internationale comme un acteur majeur. De ce fait, s'il fait le choix de faire du Mercosud un axe prioritaire de sa politique extérieure, le Mercosud est alors en mesure de négocier, ou de remettre en cause, les propositions de projets émanant de Washington comme de Bruxelles. L'UE se retrouve ainsi en concurrence directe avec les États-unis et tout l'enjeu pour l'Europe, consiste à proposer au Mercosud un projet plus attrayant que celui de Washington. Alfredo VALLADÃO illustre cette nouvelle donne, par une métaphore de telenovela mettant en scène trois acteurs : « [...] la belle latina est courtisée par deux gentlemen étrangers. L'un, l'Européen, est un vieux monsieur fortuné, cultivé et avec de belles manières, mais un peu lent, hésitant et pingre. L'autre, l'Américain, est un jeune milliardaire, audacieux et aventurier, mais mal élevé et même un peu brutal. Que fera la dame ? »¹⁸¹.

Ce chapitre propose d'observer et d'analyser, la nature du partenariat proposé par la CE, aux états membres du Mercosud. L'objectif ici, est double. Il s'agit d'une part de comprendre,

¹⁷⁹ CE, par la suite.

¹⁸⁰ Voir Chapitre 1.

¹⁸¹ VALLADÃO, Alfredo. Le triangle atlantique : l'émergence de l'Amérique latine dans les relations Europe-États-unis. Série transatlantique. Notes de l'IFRI 16, Paris, 1999, p.1.

dans quelle mesure la proposition européenne est plus complète, et donc plus attrayante, que l'offre de Washington. Puis il s'agit de cerner d'autre part, le cadre juridique et institutionnel dans lequel s'inscrivent les négociations actuelles, en vue de la signature d'un accord plus ambitieux, dit d'association. En effet, c'est ce cadre juridico-institutionnel qui détermine la manière de négocier, ainsi que le contenu des négociations lui-même. Pour répondre aux deux objectifs de ce chapitre, je propose dans un premier temps, d'observer le cadre juridique et politique de l'action extérieure de l'UE, vis-à-vis de la région « Amérique latine – Caraïbes »¹⁸². Dans un second temps, j'étudierai le contenu de l'accord cadre de coopération actuellement en vigueur entre les états membres du Mercosud et ceux de l'UE. Enfin, un troisième point, permettra d'observer dans quelle mesure les états membres du Mercosud bénéficient du soutien financier de la CE, dans le cadre de la politique de coopération et de développement élaborée par EuropeAid.

3.1 L'action extérieure de l'UE à l'égard de la région « Amérique latine – Caraïbes » : approche juridique et politique

De nombreux « pays en voie de développement d'Amérique latine et d'Asie », selon la désignation utilisée par la CE depuis 1986, sont concernés par la politique de coopération au développement élaborée par l'UE. Pour l'ensemble des pays de la catégorie ci-dessus mentionnée, il convient de répondre à un cahier des charges, établi par la CE, afin de se voir octroyer un statut de pays « éligible », et ainsi bénéficier de la politique de coopération de l'Union. Pour activer la coopération, l'UE compte sur deux types d'instruments essentiels, lesquels sont d'ordre juridique et financier.

En fonction de ses besoins, la Communauté européenne compte sur plusieurs instruments juridiques qui lui permettent d'établir avec ses partenaires, une relation allant de la simple coopération, à une relation dite « privilégiée » ou « stratégique ». Qu'ils soient « privilégiés », ou non, les accords internationaux conclus par la CE, peuvent concerner aussi bien, un pays spécifique, qu'une entité régionale, comme c'est le cas du Mercosud, entre autres. Les juristes catégorisent généralement l'ensemble de ces accords, en fonction de la profondeur du contenu

¹⁸² ALC, par la suite.

et en fonction de l'époque à laquelle ils ont été ratifiés, de telle manière que l'on peut observer quatre générations d'accords¹⁸³.

3.1.1 « Accords de première génération »

Les partenariats conclus au cours des années 70, relèvent d'« accords de première génération ». Ce sont des accords commerciaux, que l'on peut qualifier de « non préférentiels », en ce sens qu'ils ne dérogent pas, ni ne vont au-delà, des règles du GATT. Avec ce type d'accords, certains pays n'ayant pas ratifié les règles du GATT, ont pu développer avec la CE, un partenariat commercial reposant sur des avantages équivalents à ceux que leur aurait octroyé une adhésion au GATT. En Amérique latine, plusieurs états ont bénéficié de ce type d'accords : l'Argentine en 1971¹⁸⁴, l'Uruguay en 1973¹⁸⁵, le Brésil en 1974¹⁸⁶ et, le Mexique en 1975¹⁸⁷.

3.1.2 « Accords de deuxième génération »

Les années 80 donnent naissance à des « accords de deuxième génération ». Ce type d'accords propose une relation plus étroite. Ils comprennent la coopération commerciale prévue par les accords de première génération et incluent une coopération économique plus étendue dans les domaines, agricole, industriel, technologique, environnemental et énergétique, avec le but recherché de contribuer au développement des pays émergents. La CE conclut ainsi avec le Brésil, un Accord cadre de coopération en 1980¹⁸⁸. Mais l'innovation la plus significative de cette deuxième génération d'accords, réside certainement dans le fait que, pour la première fois, la coopération s'adresse à des ensembles économiques régionaux.

¹⁸³ Voir FLAESCH-MOUGIN, Catherine. KASMI, Jamel. LEBULLENGER, Joël. Relations de la Communauté européenne avec les pays d'Amérique latine et d'Asie. Jurisclasseur Europe Traité, Fasc. 2230, 2005, p. 13-18.

¹⁸⁴ JO, n° L 249, du 10/11/1971. Disponible sur :

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:31971R2387:FR:HTML>

¹⁸⁵ JO, n° L 333, du 4/12/1973. Disponible sur :

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:21973A0402%2802%29:FR:HTML>

¹⁸⁶ JO, n° L 102, du 11/04/1974. Disponible sur :

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:21973A1219%2801%29:FR:HTML>

¹⁸⁷ JO, n° L 247, du 23/09/1975. Disponible sur :

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:21975A0715%2803%29:FR:HTML>

¹⁸⁸ JO, n° L 281, du 4/10/1982. Disponible sur :

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:21980A0918%2801%29:FR:HTML>

Ainsi, en 1983, un Accord de coopération est conclu avec le Pacte Andin¹⁸⁹, puis en 1985, avec le MCCA ainsi que le Panama¹⁹⁰.

3.1.3 « Accords de troisième génération »

Au cours de la première moitié des années 90, l'Argentine, le Mexique, le Brésil, le Pacte Andin, les Républiques de Costa Rica, Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama, contractent avec la CE, des « Accords de troisième génération ». Ceux-ci présentent une innovation majeure, qui se caractérise par l'introduction de quatre nouveaux éléments principaux, lesquels conditionnent désormais la coopération commerciale et économique :

- introduction d'une « clause démocratique » : le respect des droits de l'homme est une condition *sine qua non* à la coopération ;
- élargissement des domaines concernés par la coopération : la pluridisciplinarité des champs d'application, prévaut ;
- introduction d'une « clause évolutive » : les parties peuvent développer à tous moments, le contenu du texte fondateur de l'accord qui les unit ;
- introduction de la mention « coopération au développement » comme principe de base des accords conclus : dans les accords des générations précédentes, l'objectif de la coopération européenne était déjà de contribuer au développement des pays émergents mais, juridiquement, il n'en était pas fait mention.

Cette troisième génération d'accords, tout en cherchant à approfondir la coopération, parvient également à véhiculer un message politique, non seulement aux partenaires concernés, mais également à l'ensemble de la communauté internationale. En effet, avec l'introduction des quatre éléments énumérés ci-dessus, la CE informe qu'elle entend développer avec l'Amérique latine (et l'Asie), une politique commerciale qui va au-delà du simple bilatéralisme, et qui de ce fait se différencie de la politique commerciale proposée par la Maison Blanche.

¹⁸⁹ JO, n° L 153, du 8/06/1984. Disponible sur :

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:21984A0608%2801%29:FR:HTML>

¹⁹⁰ JO, n° L 172, du 30/06/1986. Disponible sur :

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:21986A0630%2801%29:FR:HTML>

Les « accords de troisième génération » évolueront beaucoup au cours de la décennie et par conséquent, le contenu des partenariats conclus par la CE, variera en fonction de la date à laquelle ils auront été conclus. Ainsi, à partir de la deuxième moitié des années 90, apparaissent des accords de transition, que les juristes qualifient de « troisième génération « plus » ou « quatrième génération « minus ». L'innovation qu'ils présentent, réside dans le fait qu'ils fournissent le cadre juridique nécessaire à la préparation d'un nouvel accord futur éventuel, qualifié non plus de coopération, mais d'association. Ils bénéficient ainsi d'un caractère transitoire et d'une nature *sui generis*, en ce sens que le passage à l'association demeure conditionné aux succès des négociations qui devront s'ouvrir entre la CE et les parties concernées. En 1999, le Chili et le Mercosud sont les premiers partenaires de la CE à s'inscrire dans le cadre juridique des « accords de troisième génération « plus ». En effet, le 1^{er} février 1999, entre en vigueur un accord avec le Chili, répondant officiellement à l'appellation suivante : « ACCORD-CADRE DE COOPÉRATION destiné à préparer, comme objectif final, une association à caractère politique et économique entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part »¹⁹¹. En ce qui concerne le Mercosud, un « ACCORD-CADRE INTERRÉGIONAL DE COOPÉRATION entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et le Marché commun du Sud et ses États parties, d'autre part »¹⁹² entre en vigueur le 29 avril 1999. En préambule de cet accord, les considérations initiales rappellent un des objectifs essentiels, de la manière suivante : « Considérant la volonté politique des deux parties d'établir, comme objectif final, une ASSOCIATION INTERREGIONALE de caractère politique et économique fondée sur une coopération politique renforcée, sur une libéralisation progressive et réciproque de TOUT le commerce, en tenant compte de la sensibilité de certains produits et en se conformant aux règles de l'Organisation Mondiale du Commerce, et fondée, enfin, sur la promotion des investissements et l'approfondissement de la coopération ; [...] ». Le Chili et le Mercosud, sont les deux premiers partenaires de la CE, à signer un accord de coopération, en vue de préparer un accord d'association. Le MCCA et la CAN¹⁹³ en bénéficieront également à partir de 2003.

¹⁹¹ JO, n° L 209 du 19/08/1996 et, n° L 42, du 16/02/1999. Disponible sur :

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:21996A0819%2802%29:FR:HTML>

¹⁹² L'accord est publié au JO, n° L 069 du 19/03/1996 et, n° L112 du 29/04/1999.

ANNEXE 9 – ACCORD CADRE INTERRÉGIONAL DE COOPÉRATION entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et le Marché commun du Sud et ses États parties, d'autre part.

¹⁹³ Rappel : la CAN succède au Pacte Andin, après 1996.

3.1.4 « Accords de quatrième génération »

Ainsi, à partir des années 2000, l'émergence d'accords d'association donne naissance à des « accords de quatrième génération ». Ce type d'accords n'existe pas en Asie ; pour l'heure il concerne uniquement l'Amérique latine¹⁹⁴. Le Mexique conclut avec la CE un « accord de quatrième génération « minus », ou accord d'association « innommé »¹⁹⁵, qui entre en vigueur le 1^{er} octobre 2000. Il s'agit d'un accord qui propose une coopération très approfondie, sans toutefois mentionner qu'il s'agit d'une association, d'où le qualificatif « innommé » : « Accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les États-unis mexicains, d'autre part »¹⁹⁶. En ce qui concerne le Chili, le 18 novembre 2002, le Conseil de l'Europe parvient à la signature d'un accord d'association, succédant au précédent « accord cadre de coopération », après moins de quatre années de négociations. Ce type d'accord, peut être considéré comme un « accord de quatrième génération « plus »¹⁹⁷. Dans le cas du Chili, l'accord établit une zone de libre échange et il couvre tous les domaines pour ce qui est des échanges commerciaux. Luis MAIA précise dans ses travaux qui portent sur cet accord que, « [...] pour la première fois, le concept d'association est utilisé dans un accord avec un pays d'Amérique latine d'une manière aussi globale. L'accord avec le Mexique utilise le concept d'association uniquement pour la partie économique, et non pour la totalité de la relation bilatérale comme dans le cas du Chili »¹⁹⁸. Le 5 mai 2010, à l'occasion du VI^e Sommet UE/ALC qui se tient à Madrid, l'UE et le marché commun d'Amérique centrale (SICA¹⁹⁹) signent la conclusion d'un accord d'association. Il s'agit du premier accord d'association au monde, entre deux ensembles régionaux.

¹⁹⁴ L'Asie bénéficie d'accord de 3^e ou de 2^e génération, voir d'aucun accord du tout, dans le cas de certains pays. De même, Cuba dispose du Système de Préférences tarifaires Généralisées (SPG), mais ne dispose d'aucun accord privilégié avec la CE.

¹⁹⁵ FLAESCH-MOUGIN, Catherine. KASMI, Jamel. LEBULLENGER, Joël. Relations de la Communauté européenne avec les pays d'Amérique latine et d'Asie. Jurisclasseur Europe Traité, Fasc. 2230, 2005, p. 17.

¹⁹⁶ JO, n° L 276 du 28/10/2000. Disponible sur :

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:22000A1028%2801%29:FR:HTML>

¹⁹⁷ ROLDAN BARBERO, Javier. Les relations extérieures de l'Union européenne : quelques faiblesses et incertitudes juridiques. IN VANDERSANDEN, Georges. Mélanges en hommage à Jean-Victor Louis, vol. II [en ligne]. Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles, 2003. p. 181. Disponible sur : http://digistore.bib.ulb.ac.be/2007/a673706_002_o.pdf

¹⁹⁸ MAIA, Luis. L'Accord d'association Union européenne - Chili et la spécificité chilienne dans le contexte latino-américain. Thèse de Doctorat : Sciences Politiques : Paris III – IHEAL : 18 décembre 2008. p. 14.

¹⁹⁹ Sistema de Integración CentroAmericana (Système d'Intégration d'Amérique centrale).

La CE et le Mercosud tentent de parvenir à la conclusion d'un accord similaire. Depuis l'ouverture des négociations, le 29 avril 1999, de nombreux progrès ont été effectués, mais plusieurs points restent à négocier pour parvenir à une association satisfaisante pour l'ensemble des pays concernés. D'un côté, le caractère ambitieux du projet rend les négociations difficiles. Mais de l'autre côté, c'est l'acuité et la complexité du projet qui le rend pertinent. Les « accords de quatrième génération », signés ou en cours de négociation, traduisent en effet, la volonté de la CE d'approfondir la relation qu'elle entretient avec ses partenaires latino-américains. Ils vont bien au-delà du cadre traditionnel de l'OMC et de ce fait, revêtent un caractère bien plus ambitieux que les partenariats bilatéraux que proposent les États-unis aux nations latino-américaines.

3.1.5 La « diplomatie des sommets »

L'ensemble des instruments juridiques utilisés pour mettre en application l'action extérieure de l'UE, ne saurait être efficace s'il n'était pas relayé par un certain volontarisme politique et/ou diplomatique. Dans ce domaine, le début des années 80 marque un rapprochement important des visions politiques des deux régions. Aidée en cela par la proximité historique et culturelle et par un contexte interaméricain favorable, l'UE engage au cours des deux décennies suivantes, des actions concrètes qui traduisent l'accentuation du degré de convergence politique avec la région ALC :

- 1982 : accords de San José : les pays d'Amérique centrale bénéficient désormais de préférences tarifaires, jusque là réservées aux pays ACP²⁰⁰ ;
- 1985 : soutien politique de l'UE au « Groupe Contadora »²⁰¹ et au « Groupe d'appui à Contadora »²⁰² : il s'agit de tenter d'apporter une solution à des conflits centraméricains qui sont la conséquence du conflit Est/Ouest ;
- 1986 : soutien à la création d'un mécanisme permanent de consultation et de concertation politique, appelé « Groupe de Rio »²⁰³. Le Groupe de Rio qui, à la différence de l'OEA, ne compte pas avec la présence des États-unis, bénéficie d'une représentation permanente auprès des instances de l'UE ;

²⁰⁰ Afrique, Caraïbe, Pacifique.

²⁰¹ Mexique, Colombie, Panama, Venezuela.

²⁰² Argentine, Brésil, Pérou, Uruguay.

²⁰³ Tous les pays d'Amérique latine font partie du Groupe de Rio, y compris Cuba, depuis 2008.

- 1995, 1996 et 1997 : ouverture de négociations avec, respectivement, le Mercosud, le Chili et le Mexique ;
- 1999 : inauguration du premier Sommet UE/ALC, à Rio de Janeiro, réunissant les chefs d'état des deux régions. Ces rencontres, organisées par la suite tout les deux ans²⁰⁴, sont la vitrine de la relation birégionale UE/ALC. Celles-ci s'articulent autour de trois piliers, qui ont valeur d'objectifs : le dialogue politique, le dialogue relatif à la coopération et le dialogue commercial.

Les sommets UE/ALC, sont l'occasion pour la Communauté européenne, de traduire par le vecteur du dialogue politique, ses ambitions économiques et commerciales. Lors de la première rencontre de ce type, à Rio de Janeiro en 1999, l'UE fait part de sa volonté de développer un partenariat privilégié avec l'Amérique latine. Pour qualifier celui-ci, elle utilise pour la première fois la notion de « partenariat stratégique », et ne cessera de le réaffirmer à l'occasion des Sommet ultérieurs²⁰⁵. Du point de vue des citoyens, les sommets UE/ALC sont le principal moyen d'observer qu'il existe un lien politique entre les deux régions. Néanmoins, certains auteurs qui suivent ces réunions avec attention, prennent soin de relativiser leur portée.

Au-delà de l'apparente entente que véhicule ce type de rencontres, il convient en effet d'observer que du point de vue de l'Amérique latine, la « diplomatie des sommets », pour reprendre une expression communément utilisée depuis le début des années 90, peine parfois à se concrétiser par des effets positifs en termes de développement économique. En ce sens, les sommets organisés entre représentants latino-américains et représentants asiatiques, ne manquent pas de nous le rappeler. Georges COUFFIGNAL note dans un bilan réalisé récemment que « [...] à la suite du sommet de l'APEC²⁰⁶ tenu à Lima en 2008, le Pérou a reçu des millions de dollars d'investissements, signé des accords commerciaux avec la Chine et ouvert des négociations commerciales avec la Corée du Sud, le Japon et la Nouvelle-Zélande. Rien de tel à l'issue du sommet UE/ALC organisé dans la même ville la même année »²⁰⁷. L'approche de l'APEC à l'égard de la région ALC, est avant tout économique et pragmatique. Elle relève de la « *realpolitik* », tandis que l'UE privilégie le dialogue politique,

²⁰⁴ ANNEXE 10 – Sommets UE/ALC.

²⁰⁵ 1999 : Rio de Janeiro ; 2002 : Madrid ; 2004 : Guadalajara ; 2006 : Vienne ; 2008 : Lima ; 2010 : Madrid.

²⁰⁶ « Asia-Pacific Economic Cooperation » ou, Coopération économique pour l'Asie Pacifique.

²⁰⁷ COUFFIGNAL, Georges. Les relations Union européenne – Amérique latine : simple routine ou prolégomènes d'une politique étrangère européenne ? IN COUFFIGNAL, Georges (dir.). Amérique latine : une Amérique latine toujours plus diverse. Paris : La Documentation Française, 2010. p. 108.

la défense de la démocratie et des droits de l'homme. L'UE tente d'indexer ses futures relations commerciales et économiques, sur des valeurs morales préalablement définies. Il ne fait aucun doute que l'UE détient des acquis dans ce domaine et c'est parce qu'elle est consciente de la nécessité de proposer à l'ALC une offre différenciée par rapport à la concurrence internationale, qu'elle n'hésite pas à en faire usage. Cette stratégie comporte cependant quelques risques, notamment celui de voir la région ALC perdre patience. La stratégie de l'UE s'inscrit dans la durée, alors qu'en termes de développement, les populations latino-américaines revendiquent auprès de leurs gouvernements respectifs, des résultats concrets et immédiats. Tandis que l'Amérique latine expose à l'UE un besoin de résultats concrets sur le plan économique, l'UE attend de la part de l'Amérique latine, des efforts en termes d'institutionnalisme au sein de ses principales organisations économiques, avant d'aller au-delà.

Le dialogue politique, le dialogue sur la coopération et le dialogue commercial, constituent à l'heure actuelle, les trois piliers prioritaires de la relation UE/ALC. Ceci signifie que bon nombre de domaines ne figurent pas à l'ordre du jour. Certains dossiers d'une importance capitale pour l'Amérique latine, tels que la dette externe, l'instabilité des monnaies, la réforme fiscale, forment ainsi le « pilier inexistant »²⁰⁸.

3.2 « ACCORD-CADRE INTERRÉGIONAL DE COOPÉRATION entre la Communauté européenne et ses états membres, d'une part, et le Marché Commun du Sud et ses états parties, d'autre part »

Dans le cadre de sa politique extérieure, la Communauté européenne décide d'établir des relations privilégiées avec certains pays ou certaines régions, dès lors que ceux-ci sont jugés « éligibles ». Au sein de la région ALC, le Mercosud revêt ce caractère éligible, pour six raisons essentielles :

²⁰⁸ TORRENT, Ramón. Las relaciones Unión europea – América latina en los últimos diez años: el resultado de la inexistencia de una política. IN PEÑA, Félix. TORRENT, Ramón. Hacia una nueva etapa en las relaciones Unión europea – América latina: un diagnóstico inicial. Barcelone : OBREAL – Publicacions i edicions de la universitat de Barcelona, 2005. p. 47.

- absence d'une politique extérieure identifiable au sein du Mercosud : nécessité pour l'Europe de proposer un partenariat, afin de ne pas répéter certaines erreurs du passé²⁰⁹ ;
- nouveau contexte international propice au rapprochement UE/Mercosud : l'affaiblissement de l'influence nord-américaine dans le cône sud²¹⁰ apparaît comme un facteur favorisant un tel rapprochement ;
- nécessité pour l'UE de trouver des partenaires commerciaux ;
- nécessité pour le Mercosud de trouver des partenaires commerciaux ;
- consolidation du rôle accru du Mercosud et de ses pays membres, sur la scène internationale ;
- existence de relations historiques et culturelles entre les deux ensembles régionaux, favorisant le dialogue à tous les niveaux.

3.2.1 Proposition de la CE

Compte tenu de ces éléments, la Commission européenne transmet une « communication » au Conseil et au Parlement européen, le 19 octobre 1994, dans laquelle elle préconise un rapprochement de l'UE avec le Mercosud. Cette communication intitulée « Pour un renforcement de la politique de l'Union européenne à l'égard du Mercosud »²¹¹ rappelle, par ailleurs, que l'UE est le premier partenaire commercial et le premier investisseur étranger, du Mercosud. Elle souligne également que les prévisions de croissance pour la région en font une « région stratégique clé ». Pour opérer le rapprochement qu'elle préconise avec le Mercosud, la CE suggère une stratégie en deux étapes : (i) conclusion d'un accord-cadre interrégional de coopération commerciale et économique, dans un premier temps ; (ii) création d'une association interrégionale sur le plan commercial, économique et politique, dans un second temps. La CE souhaite que l'accord-cadre interrégional de coopération, puisse permettre de :

- préparer les conditions de la libéralisation commerciale conformément aux conditions permettant d'envisager la conclusion d'un accord d'association ;

²⁰⁹ En référence au cas du Mexique : voir paragraphe 2.3.5.

²¹⁰ Voir chapitre 2.

²¹¹ ANNEXE 8 – COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO para una intensificación de la política de la Unión europea respecto de Mercosur.

- soutenir le renforcement du Mercosud en tant qu'intégration régionale : harmonisation des politiques commerciales et économiques, assistance technique à la mise en place de l'union douanière, soutien de grands projets ;
- approfondir le dialogue politique, au niveau ministériel, sur des dossiers d'intérêt commun.

Quant à l'association interrégionale, elle devra permettre :

- l'établissement flexible et progressif d'une zone de libre-échange dans le domaine industriel et une libéralisation réciproque et progressive des échanges agricoles ;
- la coopération et le dialogue sur les questions commerciales ;
- la mise en place d'instruments de financement conjoints pour des projets régionaux ;
- la coopération en matière d'information, de communication et de culture ;
- la coopération interinstitutionnelle ;
- la coopération et la concertation politique sur les questions internationales ;
- la coopération en matière de société de l'information, de technologies de l'information et de télécommunications, ainsi que la coopération industrielle.

Dans cette communication la CE rappelle, par ailleurs, qu'un accord de ce type renforcerait l'action extérieure de l'UE en ce sens qu'il s'agirait, pour la première fois, d'associer deux ensembles économiques régionaux. Mais le point le plus innovant de cette communication renvoie certainement au fait que la CE préconise la libéralisation des échanges industriels et agricoles. Il s'agit en effet d'une préconisation qui fait figure de véritable défi, lorsque l'on sait que la protection du développement d'un vaste système industriel, constitue un objectif prioritaire pour les pays membres du Mercosud²¹² et que l'agriculture européenne est régie par la Politique Agricole Commune²¹³, laquelle présente également un caractère fortement protectionniste.

3.2.2 Domaines d'application de l'accord de coopération

Quatorze mois après la communication émise par la CE, l'accord-cadre interrégional de coopération est ouvert à signature. Les chefs d'états des pays concernés le signent à Madrid,

²¹² Voir Chapitre 1 et 2.

²¹³ PAC, par la suite.

entre le 15 et le 31 décembre 1995. Il entre en vigueur peu de temps après sa ratification par le Conseil de l'UE²¹⁴, le 1^{er} juillet 1999. Les nombreuses dispositions établissant la nature du texte fondateur, sont regroupées en 37 articles, lesquels sont eux-mêmes classés en 9 domaines²¹⁵ :

- TITRE I - Objectifs, principes et champs d'application : articles 1, 2 et 3 ;
- TITRE II - Domaine commercial : articles 4, 5, 6, 7, 8 et 9 ;
- TITRE III - Coopération économique : articles 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17 ;
- TITRE IV - Renforcement de l'intégration : article 18 ;
- TITRE V - Coopération interinstitutionnelle : article 19 ;
- TITRE VI - Autres domaines de coopération : articles 20, 21, 22 et 23 ;
- TITRE VII - Moyens de la coopération : article 24 ;
- TITRE VIII - Cadre institutionnel : articles 25, 26, 27, 28, 29 et 30 ;
- TITRE IX - Dispositions finales : articles 31, 32, 33, 34, 35, 36 et 37.

À l'image de l'accord de coopération signé avec le Chili, l'accord de coopération avec le Mercosud entre dans la catégorie des « accords de troisième génération « plus ». De ce fait, les deux présentent des contenus identiques, à l'exception du « Titre IV - Renforcement de l'intégration », lequel n'apparaît pas dans le cas du Chili pour des raisons évidentes. En ce qui concerne le Mexique, il s'agit d'un « accord de quatrième génération « minus » (association innommée) et par conséquent son contenu n'est pas comparable, car plus complet.

Parmi les points essentiels de l'accord de coopération entre la CE et le Mercosud, il convient de noter avant toute chose, que la démocratie et les droits de l'homme, sont érigés en principe fondateur de la coopération, dans l'article 1^{er}. Pour le reste, en ce qui concerne le volet commercial (Titre II), l'article 5 prévoit d'accentuer la coopération, en vue de parvenir à l'élimination des obstacles tarifaires et non-tarifaires, conformément aux règles de l'OMC, et ceci pour l'ensemble des biens. À cette fin, les deux parties prévoient, d'accorder une attention toute particulière à l'échange d'information. L'article 6 mentionne l'intérêt des contractants pour harmoniser les normes de qualité en matière de produits agro-alimentaires et

²¹⁴ ANNEXE 11 – DÉCISION DU CONSEIL du 22 mars 1999, concernant la conclusion, au nom de la Communauté européenne, de l'accord-cadre interrégional de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et le Marché commun du Sud et ses États parties, d'autre part.

²¹⁵ ANNEXE 9 – ACCORD CADRE INTERRÉGIONAL DE COOPÉRATION entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et le Marché commun du Sud et ses États parties, d'autre part.

industriels, en se basant sur les normes existantes au niveau international. La coopération en matière douanière, prévue par l'article 7, émet la possibilité d'échanger des fonctionnaires douaniers et évoque la possibilité de parvenir dans le futur à un protocole de coopération douanière. La nécessité d'approfondir et de définir les termes de la coopération en matière douanière apparaît, en effet, d'une importance capitale, en vue de parvenir à l'établissement d'un accord d'association, qui prétend créer une vaste zone de libre-échange. Il s'agit de former les douaniers, afin de les préparer à ne plus appliquer de droits de douane. Le Titre II, fait également référence à la coopération en matière de propriété intellectuelle. L'article 9 rappelle que les brevets, droits d'auteurs, appellations d'origine contrôlée et autres droits de propriété intellectuelle en vigueur, sont maintenus.

Le Titre III relatif à la coopération économique, est le volet le plus développé de l'accord. Huit articles en définissent son contenu. L'article 10 (« Objectifs et principes »), qui a valeur de préambule du Titre III, insiste tout d'abord sur le fait que la coopération économique s'inscrit dans une logique régionale²¹⁶. Toute négociation relevant de la coopération économique doit s'effectuer de « bloc à bloc ». Si toutefois, la négociation était effectuée entre nations, les résultats de celle-ci s'appliqueraient à la région. Il précise par ailleurs, que la coopération économique s'indexe sur les notions de préservation de l'environnement et de développement social des populations. Chacun des articles suivants (articles 11 à 17) aborde la coopération économique du point de vue d'un domaine en particulier :

- Article 11 – Coopération entre entreprises : dynamiser les échanges commerciaux, l'industrie, l'investissement, la coopération entre les PME-PMI. Pour cela, l'accord prévoit la mise en place de canaux de communication (bureaux commerciaux, conférences, séminaires, forums d'entreprises), de missions de prospection, de formations et d'un soutien à la recherche.
- Article 12 – Encouragement des investissements : possibilité pour les états membres de contracter de manière indépendante, des accords bilatéraux, visant à faire évoluer l'environnement juridique qui régit les investissements étrangers.
- Article 13 – Coopération dans le domaine de l'énergie : l'accord incite les deux parties à opérer un rapprochement de leurs politiques énergétiques et encourage dans ce

²¹⁶ Titre III, article 10, paragraphe 2. ANNEXE 9 – ACCORD CADRE INTERRÉGIONAL DE COOPÉRATION entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et le Marché commun du Sud et ses États parties, d'autre part.

domaine, l'échange d'information, le transfert de technologie, la conduite de projets commun, la formation technique et le dialogue au niveau politique.

- Article 14 – Coopération en matière de transports : soutien au développement des infrastructures, afin de créer les conditions appropriées à un accroissement des échanges de marchandises.
- Article 15 – Coopération scientifique et technologique : incitation au développement de projets de recherche communs, à l'échange d'information scientifique et à la conduite de projets mettant en relation les secteurs privé et public. Sont concernés, les établissements d'enseignement supérieur et de recherche ainsi que, les entreprises. Quant aux thématiques de recherche, il appartient aux directeurs de recherche de les déterminer en fonction des circonstances.
- Article 16 – Coopération en matière de télécommunications et de technologies de l'information : l'objectif est de contribuer à la modernisation de la société. L'accord préconise notamment de porter une attention particulière aux réseaux numériques favorisant le développement des services, à la transmission de données et à la création de nouvelles technologies de l'information.
- Article 17 – Coopération en matière de protection de l'environnement : il s'agit d'une part, de protéger les ressources naturelles exploitées dans le cadre de la coopération interrégionale et d'autre part, d'accorder une attention particulière aux questions environnementales pourvues d'une dimension mondiale.

Le Titre IV rappelle l'importance de renforcer l'intégration. L'UE, en raison de son expérience en la matière, se voit octroyer la mission de soutenir le Mercosud dans l'évolution de son processus d'intégration. Il s'agit d'apporter une assistance technique et de contribuer aux objectifs que se fixe le Mercosud, en accordant une importance toute particulière à l'échange d'informations.

Les autres domaines inclus dans le Traité, aux Titres V et VI, concernent :

- Article 19 – Coopération interinstitutionnelle : échange d'information en vue de favoriser un rapprochement des institutions du Mercosud et l'UE.
- Article 20 – Coopération en matière de formation et d'éducation : soutien de l'enseignement lié à l'intégration régionale, à tous les niveaux scolaires. Le

paragraphe 3 prévoit la possibilité de conclure des accords d'enseignement et de recherche, entre les établissements des deux ensembles régionaux qui travaillent sur les questions d'intégration régionale.

- Article 21 – Coopération en matière de communication, d'information et de culture : il s'agit de soutenir la vulgarisation des enjeux relatifs à l'intégration régionale et interrégionale, afin de susciter l'implication des citoyens.
- Article 22 – Coopération en matière de lutte contre le trafic de stupéfiants : sont concernés, les produits stupéfiants et les revenus du trafic.

3.2.3 Moyens mis en œuvre

Les moyens mis en œuvre pour garantir l'accomplissement des objectifs exposés dans les articles 1 à 22, sont énumérés au Titre VII, article 24. Deux moyens, à caractère financier, sont ainsi prévus : (i) aide financière relevant directement des états membres, en fonction de leur possibilités et de leurs objectifs ; (ii) aide financière relevant de la Banque Centrale Européenne²¹⁷, en conformité avec les objectifs de l'action extérieure de l'UE à l'égard du Mercosud.

Le « Titre VIII – Cadre institutionnel », attribue des compétences à de hauts fonctionnaires des deux ensembles régionaux, afin de superviser la mise en œuvre du présent accord et l'évolution de négociations qui doivent aboutir à la signature d'un accord d'association. Ainsi, un « Conseil de coopération » réunit à intervalles réguliers, de hauts fonctionnaires des deux régions, autrement dit, des membres du Conseil de l'UE et de la CE pour l'Europe, des membres du Conseil du Marché Commun et du Groupe du Marché Commun pour le Mercosud²¹⁸. Le traitement des dossiers et problèmes immédiats relève par exemple, de la compétence du « Conseil de coopération ». La supervision des questions bilatérales, ou internationales, relatives à la mise en place de l'association, également. Enfin, le « Conseil de coopération » a la possibilité d'émettre des propositions. Il est assisté dans sa mission par une « Commission mixte de coopération »²¹⁹. Composée de membres des deux régions, elle se réunit une fois par an, à Bruxelles ou dans un des états membres du Mercosud, et peut

²¹⁷ BCE, par la suite.

²¹⁸ ANNEXE 6 – Structure institutionnelle du Mercosud.

²¹⁹ Article 27. ANNEXE 9 – ACCORD CADRE INTERRÉGIONAL DE COOPÉRATION entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et le Marché commun du Sud et ses États parties, d'autre part.

convoquer des réunions extraordinaires. La mission première de la « Commission mixte de coopération » consiste à suggérer des propositions au « Conseil de coopération », afin d'atteindre les objectifs du présent accord. Autrement dit, il s'agit de préparer l'accord interrégional d'association. Ainsi, elle s'emploie à intensifier les relations commerciales entre les deux parties et à préparer les conditions de la libéralisation commerciale. La « Commission mixte de coopération » est assistée dans sa mission de préparation de la libéralisation commerciale, par une « Sous-commission mixte commerciale »²²⁰. Constituée de représentants du Mercosud et de l'UE, cette dernière présente un rapport annuel à la « Commission mixte de coopération », dans lequel elle mentionne le résultat des diverses études et analyses techniques qu'elle a réalisées, en matière de libéralisation commerciale.

Les dispositions finales de l'accord, exposées dans le Titre IX, précisent que chaque état conserve la possibilité de conclure des accords avec un état membre de l'autre ensemble régional. Ainsi, à titre d'exemple, la France et le Brésil ont signé le 23 décembre 2008, un accord destiné à mettre en place un partenariat stratégique ayant pour objectif, d'accroître la coopération entre les deux états dans les domaines de la gouvernance internationale, de l'économie et du commerce, de la défense, de l'espace, de l'énergie nucléaire, du développement durable, de l'enseignement et de la recherche et des politiques migratoires²²¹. L'accord de coopération Mercosud/CE autorise donc les états des deux régions à établir des traités bilatéraux entre eux. En revanche, la CE ne peut négocier un accord global avec un état membre du Mercosud de manière unilatérale. Elle doit agir en conformité avec les conditions prévues par l'accord interrégional de coopération. La politique de l'UE à l'égard du cône sud, impose des négociations de « bloc à bloc ».

Le présent accord de coopération entre en vigueur pour une durée indéterminée. La durée des négociations relatives à la préparation d'un accord d'association peut, par conséquent, prendre le temps qu'il faudra. L'unique motif prévu par l'accord de coopération et jugé recevable pour mettre un terme à la validité du contrat, renvoie les parties à la conclusion d'un accord

²²⁰ Article 29. ANNEXE 9 – ACCORD CADRE INTERRÉGIONAL DE COOPÉRATION entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et le Marché commun du Sud et ses États parties, d'autre part.

²²¹ MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Plan d'action pour la mise en œuvre du Partenariat stratégique entre la République française et la République fédérative du Brésil [en ligne]. Disponible sur : <http://www.doc.diplomatie.gouv.fr/BASIS/pacte/webext/bilat/DDD/20080305.pdf>

interrégional d'association. La phase de l'association est « un objectif à atteindre, à l'issue d'une période de transition dont la durée n'est pas précisée »²²².

3.3 La politique de coopération de la CE au service du projet d'association Mercosud – UE

3.3.1 Au niveau régional : l'Amérique latine

Il est un élément qui reflète l'intérêt que représente le Mercosud pour l'UE : la politique de coopération de la CE à l'égard de la région « Amérique latine »²²³. Les états membres du cône sud bénéficient en effet dans le cadre de celle-ci, de plusieurs programmes financiers, attribués par la Direction Générale pour le Développement et la Coopération - EuropeAid. Les programmes régionaux d'EuropeAid s'adressent à l'ensemble des pays latino-américains, mais pour plusieurs d'entre eux, il est avéré que les pays du Mercosud en sont les bénéficiaires les plus actifs²²⁴. Il s'agit de programmes dits horizontaux, qui s'inscrivent dans le cadre de domaines d'action spécifiques et variés, avec des objectifs précis.

Il est intéressant de noter que ces programmes spécifiques répondent également à une logique d'ensemble. Ils permettent de répondre à un projet plus ambitieux, lequel va bien au-delà des objectifs inhérents à chaque programme. En effet, la CE cherche à travers sa politique de coopération, à renforcer les systèmes d'intégration régionale. L'UE considère l'intégration régionale comme le meilleur moyen pour les pays en développement de s'insérer dans l'économie mondiale. Ainsi, dans le cas du cône sud, les programmes de coopération constituent une action commune, dont l'objectif est de contribuer de manière significative à la préparation du processus d'association entre l'UE et le cône sud.

Sur la base de ce principe fondamental, et compte tenu du fait que le Mercosud est le système d'intégration le plus abouti à l'échelle du continent latino-américain, les pays du cône sud

²²² FLAESCH-MOUGIN, Catherine. LEBULLENGER, Joël. Le partenariat entre l'Union européenne et les Amériques. Rennes : Apogée, 1999. p. 195.

²²³ Selon la nomenclature de la CE, les états caribéens s'inscrivent dans une autre catégorie géographique et bénéficient de la politique de coopération européenne au titre des pays « Afrique, Caraïbe, Pacifique ».

²²⁴ COMMISSION EUROPÉENNE – ACTION EXTÉRIEURE. Mercosur : document de stratégie régionale, 2007-2013 [en ligne]. 2 août 2007, p. 21. Format PDF. Disponible sur : http://www.eeas.europa.eu/mercosur/rsp/07_13_fr.pdf

bénéficient logiquement d'une attention toute particulière. L'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay sont ainsi concernés par les programmes régionaux suivants :

- @LIS : pour la démocratisation de la société de l'information ;
- AL-INVEST : pour la coopération économique ;
- URB-AL : pour le développement urbain ;
- ALFA : pour le soutien à l'éducation supérieure et à la recherche ;
- ALBAN puis ERASMUS MUNDUS : idem ;
- EUROCLIMA : pour l'adaptation au changement climatique ;
- COPOLAD : pour la lutte contre les produits stupéfiants ;
- EURO-SOLAR : pour le développement des énergies renouvelables ;
- EUROSOCIAL : pour le renforcement de la cohésion sociale ;
- LAIF : pour faciliter l'investissement ;
- RALCEA : pour la gestion de l'eau.

Le programme @LIS, ou Alliance pour la Société de l'Information, en est actuellement à sa phase 2. Ce programme régional de coopération vise à encourager la société de l'information et aspire à lutter contre la fracture numérique au sein de la société. Depuis son adoption le 16 octobre 2008 par la CE, @LIS II dispose d'un budget de 31,25 millions d'euros²²⁵, destiné à soutenir des projets devant être réalisés au cours de la période 2009-2012²²⁶. Quatre projets concernent les pays du cône sud : « Conectividad Social en Villa El Caleuche » (Chili), « E-basura : reciclando con fines sociales » (Argentine), « El cuco de las computadoras » (Uruguay) et « Proyecto Ceibal » (Uruguay).

Le programme AL-INVEST soutient depuis 1995, l'internationalisation des Petites et Moyennes Entreprises d'Amérique latine qui souhaitent développer une collaboration avec des partenaires européens (chambres de commerce, associations d'industries, agences de promotion d'exportation, etc.). En sa phase actuelle²²⁷, AL-INVEST IV²²⁸ a retenu trois

²²⁵ L'UE assume le financement du projet à hauteur de 22 millions (70,4%), le reste est pris en charge par la CEPAL.

²²⁶ Pour un bilan de @LIS I, lire « @lis programme – Final evaluation : europeaid/123314/C/SER/MULTI Lot 4 – 2007/145015 », disponible sur :

http://ec.europa.eu/europeaid/where/latin-america/regional-cooperation/alis/documents/final_evaluation_en.pdf

²²⁷ AL-INVEST I : 1995-1999 ; AL-INVEST II : 1999-2004 ; AL-INVEST III : 2004-2007 ; AL-INVEST IV : 2009-2012.

projets, dont un concerne le Mercosud. Il s'agit d'un projet brésilien présenté par la « Confederação Nacional da Indústria »²²⁹. Celui-ci s'intitule « Internationalisation et compétitivité des PME du Mercosud, Chili et Venezuela ». Ce projet dispose pour lui seul, d'une enveloppe de 18 750 000 euros à répartir sur une période de 48 mois.

URB-AL se consacre au développement urbain en Amérique latine. Ce programme favorise la mise en relation d'élus et de techniciens territoriaux des deux régions, en soutenant des projets basés sur l'échange d'expérience en matière de drogue, d'environnement, de participation citoyenne, de lutte contre la pauvreté, de transport, de sécurité, d'urbanisme, de développement économique, de société de l'information et de démocratie. Pour financer ces projets, URB-AL III²³⁰ dispose d'un budget de 50 millions d'euros à répartir sur la période 2007-2013. Dans sa phase précédente, URB-AL II composait avec une enveloppe de 39 millions d'euros.

Avec le programme ALFA, la CE cherche à promouvoir l'enseignement supérieur en Amérique latine, par le biais de la coopération entre institutions européennes et latino-américaines. Les deux premières phases du programme ont reçu une contribution cumulée de 85,6 millions d'euros, soit respectivement 31 millions d'euros pour la première et 54,6 millions d'euros pour la seconde²³¹. Avec ALFA III, on se rend compte à quel point le renforcement de processus tels que le Mercosud est une priorité pour la CE. L'un des deux objectifs de la troisième phase de ce programme mentionne qu'il s'agit de « Contribuer au processus d'intégration régionale en Amérique Latine, en favorisant les avancées dans la voie de la création d'un espace commun de l'enseignement supérieur dans la région et en mettant à profit ses synergies avec le système de l'Union Européenne »²³². Sur ce point, la CE se donne les moyens de ses ambitions, puisque la phase III du programme bénéficie d'un financement en forte augmentation par rapport aux phases précédentes, soit 85 millions d'euros.

Toujours dans le domaine de l'enseignement supérieur, les états membres du Mercosud ainsi que 14 autres pays d'Amérique latine, ont également bénéficié du programme ALBAN :

²²⁸ Pour un bilan de Al-Invest III, lire « Évaluation Externe d'AL-INVEST III », disponible sur : http://ec.europa.eu/europeaid/where/latin-america/regional-cooperation/al-invest/documents/al-investiii_evaluacion_final_es.pdf

²²⁹ Confédération Nationale de l'Industrie.

²³⁰ URB-AL I : 1995-2000 ; URB-AL II : 2001-2006 ; URB-AL III : 2007-2013.

²³¹ ALFA I : 1994-1999 ; ALFA II : 2000-2006 ; ALFA III : 2007-2013.

²³² http://ec.europa.eu/europeaid/where/latin-america/regional-cooperation/alfa/index_fr.htm

« bourses d'études de haut niveau pour l'Amérique latine ». Adopté en 2002, ALBAN est arrivé à échéance en 2010. 3319 citoyens latino-américains ont ainsi bénéficié de bourses pour réaliser un Master, un Doctorat ou une spécialisation, dans une institution de l'Union. Désormais le programme ERASMUS MUNDUS poursuit l'action du programme ALBAN, preuve que l'enseignement supérieur demeure une priorité pour la CE en vue de favoriser un rapprochement des deux régions à tous les niveaux.

Un autre domaine pour lequel la CE a décidé de s'impliquer concerne la question du climat. Au sortir du Sommet UE/ALC qui s'est tenu à Lima en mai 2008, les deux parties affichaient en effet dans les déclarations finales, leur volonté d'accorder une attention toute particulière aux conséquences et aux enjeux économiques générés par le changement climatique. Ainsi est né le programme EUROCLIMA, dans le cadre duquel, dès la fin de l'année 2008, la CE s'engage à cofinancer à hauteur de 500.000 euros, une première étude destinée à estimer le coût des mesures d'adaptation. L'année suivante, la CE participe en partenariat avec plusieurs pays d'Amérique latine, à la réalisation d'une seconde étude plus précise : « Changement climatique en Amérique latine »²³³. Pour ce qui est du cône sud, particulièrement concerné par cette problématique, l'étude insiste notamment sur la recrudescence de phénomènes météorologiques inquiétants en Argentine (inondations, sécheresse, tempêtes, tornades)²³⁴ et sur la déforestation au Brésil. Il est fait état par ailleurs, de l'élévation du niveau de l'océan dans l'Atlantique sud qui menace de réduire le débit du Rio de la Plata au niveau de son embouchure. Ceci pourrait entraîner une inondation des rives situées plus en amont et affecterait directement les populations, ainsi que les secteurs d'activités auxquels elles se dédient. D'après l'étude, l'agriculture, ainsi que la pêche, l'énergie, l'eau, les infrastructures publiques et privées, représentent les secteurs les plus vulnérables, face aux effets provoqués par le réchauffement climatique. L'étude conclut sur le fait que l'enjeu pour les gouvernements des pays concernés, consiste à prendre en compte les conséquences du changement climatique dans les futures politiques de développement. La CE mentionne ensuite que les connaissances en la matière, sont un élément déterminant et préalable à la mise en place de politiques adaptées. C'est donc pour favoriser la connaissance, que la CE soutient financièrement la région ALC. Il s'agit, en réalité, d'accompagner la région ALC à effectuer

²³³ EUROPAID, Climate change in Latin America, décembre 2009. Format PDF, 120 pages. Disponible sur : http://ec.europa.eu/europeaid/where/latin-america/regional-cooperation/euroclima/documents/climate_change_in_latin_america_en.pdf

²³⁴ *Ibid.* p.14.

les changements imposés par le réchauffement climatique, sur le plan économique et social, de manière à pouvoir compter ultérieurement sur un partenaire qui aura su s'adapter.

Le 18 décembre 2009, la CE approuve le programme COPOLAD et le dote d'un budget de 6 millions d'euros. Suite à la sélection des partenaires, le programme est officiellement lancé le 31 janvier 2011. COPOLAD aspire à lutter contre le trafic de drogue entre l'Amérique latine et l'Europe, en soutenant les gouvernements latino-américains qui mènent des politiques de lutte contre les produits stupéfiants. Coordiné par un organisme institutionnel basé en Espagne, COPOLAD travaille en collaboration avec 3 partenaires institutionnels de l'Union, en Allemagne (GIZ²³⁵), en France (CIFAD²³⁶) et au Portugal (IDT²³⁷). Il est intéressant de noter la place qu'occupent les pays du Mercosud parmi les partenaires de la région Amérique latine. En effet, 4 des 6 partenaires sont membres permanents ou associés de l'organisation régionale : Argentine (SEDRONAR²³⁸), Brésil (SENAD²³⁹), Chili (CONACE²⁴⁰), Uruguay (JND²⁴¹). Les deux autres partenaires latino-américains, hors Mercosud, sont la Colombie (DNE²⁴²) et le Pérou (DEVIDA²⁴³).

Le programme EURO-SOLAR, initialement prévu pour une durée de 4 ans (2007-2011), aspire au développement des énergies renouvelables dans les huit pays les moins favorisés d'Amérique latine, c'est-à-dire les états connaissant les niveaux de développement les plus faibles, selon l'indice de développement humain. Un seul membre du Mercosud figure parmi les 8 bénéficiaires du programme EURO-SOLAR : le Paraguay. Sur le budget global dudit programme qui atteint pratiquement 36 millions d'euros, le Paraguay reçoit une participation financière de la CE de 2 135 281 euros, directement attribuée à la « Dirección General de Electrificación Rural del Ministerio de Energía y Minas »²⁴⁴ du Paraguay.

Il est un autre programme régional qui relaie une notion particulièrement importante pour l'UE : la « cohésion sociale ». Notons tout d'abord que pour ses propres citoyens, l'Europe

²³⁵ Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit.

²³⁶ Centre Interministériel de Formation Anti-Drogue.

²³⁷ Instituto da Droga e da Toxicodependência.

²³⁸ Secretaría de Programación para la Prevención de la Drogadicción y la Lucha contra el Narcotráfico.

²³⁹ Secretaría Nacional de Políticas sobre Drogas.

²⁴⁰ Consejo Nacional para el Control de Estupefacientes.

²⁴¹ Junta Nacional de Drogas.

²⁴² Dirección Nacional de Estupefacientes.

²⁴³ Comisión Nacional para el Desarrollo y Vida sin Drogas.

²⁴⁴ Direction Générale de l'Électrification Rurale du Ministère de l'Énergie et des Mines.

traite la notion de « cohésion sociale » de manière particulièrement singulière. Il s'agit en effet de la seule région au monde à faire apparaître la « cohésion sociale » dans ses traités constitutifs, en tant que problématique relevant des institutions et des politiques gouvernementales. Aux États-unis, c'est le marché qui régule la notion de « cohésion sociale », tandis qu'en Amérique latine la famille joue un rôle prépondérant. L'Europe considère que la recherche de davantage de « cohésion sociale », au sein de ses propres états membres, relève de sa responsabilité, autrement dit de la politique communautaire. En accord avec ce principe, la CE accorde une importance particulière à la « cohésion sociale » entre les populations de la région Amérique latine et ce, au travers du programme régional EUROSOCIAL. D'ailleurs, c'est la raison pour laquelle la recherche de davantage de cohésion sociale au sein des populations, est un pilier fondamental du dialogue politique entre l'UE et l'ALC. Si l'intégration régionale est un axe prioritaire du partenariat stratégique entre les deux régions, la « cohésion sociale » est systématiquement rappelée, soulignée et formulée en tant qu'objectif à atteindre, lors des Sommets UE-ALC. Elle est mentionnée pour la première fois à Guadalajara en 2004. À Vienne en 2006, elle devient une priorité de la politique de développement de la CE, pour la période 2007-2013. Cette priorité est réaffirmée à Lima en 2008. Et dans les déclarations finales du VI Sommet UE-ALC, intitulé « Vers une nouvelle étape dans le partenariat birégional : l'innovation et la technologie au service du développement durable et de l'inclusion sociale », qui s'est tenu à Madrid en 2010, l'ensemble des participants s'engage à renforcer le partenariat afin « [...] d'approfondir le dialogue politique et l'intégration régionale, de promouvoir l'inclusion et la cohésion sociales et d'intensifier les relations bilatérales entre les pays des deux régions »²⁴⁵. Le programme régional EUROSOCIAL a donc vocation à matérialiser cet objectif politique. La date du 30 juin 2010 marque la clôture de la première phase du programme après quatre années d'activité. Toutes les institutions latino-américaines et hispanophones, à l'exception de celles de Cuba, de la République dominicaine et de Porto Rico²⁴⁶, ont pu présenter des projets en vue de bénéficier de subventions prévues par un budget global qui s'élevait à 36,7 millions. Le programme EUROSOCIAL II quant à lui, en vigueur depuis mars 2011, est doté de 40 millions d'euros pour une période de 4 ans.

²⁴⁵ VI Sommet UE-ALC, Déclaration de Madrid : Vers une nouvelle étape dans le partenariat birégional : l'innovation et la technologie au service du développement durable et de l'inclusion sociale ». Madrid, 18 mai 2010. Format PDF, p.6. Disponible sur : www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/er/114537.pdf

²⁴⁶ Cuba est exclue en raison de sa situation politique, la République dominicaine entre dans la catégorie « Afrique, Caraïbes, Pacifique » et Porto Rico est inéligible eu égard à son appartenance aux États-unis d'Amérique.

Le programme LAIF, ou Facilité d'Investissement pour l'Amérique latine, a été approuvé par la Commission le 18 décembre 2009 avant d'être officiellement lancé à l'occasion du Sommet de Madrid de mai 2010. Les subventions attribuées dans le cadre de ce programme visent à financer des infrastructures clés. Ce faisant, la CE contribue à l'accroissement du degré de compétitivité des pays de la région. La compétitivité des infrastructures latino-américaines est un élément fondamental pour la CE, notamment dans la perspective de la création d'une zone de libre échange avec le Mercosud. La perspective d'une augmentation des échanges de marchandises implique en effet, de moderniser les infrastructures portuaires et routières ainsi que les réseaux de télécommunication. Le programme LAIF participe à ce défi et soutient différents projets en octroyant des subventions pour un montant total de 125 millions d'euros, et ce pour la période 2009-2013²⁴⁷.

Un ultime programme a été approuvé par le Commission à la même date, le 18 décembre 2009 : RALCAE – Réseau latino-américain de centres de connaissances dans le secteur de l'eau. Ce dernier entend favoriser la mise en relation des connaissances relatives à l'eau, un savoir qui jusqu'à présent souffre d'une réelle mise en commun au niveau du continent latino-américain. Un budget de 2,5 millions est alloué pour une période de 4 ans, à des bénéficiaires qui ne sont pas connus au moment de la rédaction de ce travail²⁴⁸. Le dossier de l'eau représente un enjeu majeur, dont la CE a pris toute la mesure. Le cône sud détient des réserves d'eau douce parmi les plus importantes de la planète. Or, la gestion de cette ressource précieuse ayant largement été confiée aux règles des marchés internationaux, de nombreuses puissances émergentes, à l'image de la Chine, acquièrent des terres sans valeurs foncières dans les régions glacières du cône sud, à titre spéculatif. Dans le même temps, les grands barrages hydrauliques de la région qui auraient la capacité d'offrir des rendements supérieurs, manquent d'eau. Christian GIRAULT illustre le paradoxe de la pénurie d'eau dans une région riche en ressources aquatiques, en faisant observer qu'à « Buenos Aires, capitale riveraine de l'immense Río de la Plata, [...] l'eau est utilisée sans discernement dans les quartiers centraux mais est bien rare dans les quartiers pauvres périphériques »²⁴⁹.

²⁴⁷ Le montant des subventions de la LAIF s'élève à 34,85 millions d'euros pour l'exercice comptable 2010.

²⁴⁸ Les candidatures sont recevables jusqu'au 30 avril 2011. Pour suivre l'actualité de ce programme, consulter : http://ec.europa.eu/europeaid/where/latin-america/regional-cooperation/ralcea/index_fr.htm

²⁴⁹ GIRAULT, Christian. Intégration et coopération régionale en Amérique du Sud. IN Intégrations en Amérique du Sud. Paris : Sorbonne Nouvelle, 2009. p. 43.

3.3.2 Au niveau sous-régional : le Mercosud

Les 11 programmes régionaux cités précédemment s'adressent à l'ensemble des pays latino-américains. Chacun de ces financements poursuit un objectif particulier dans un domaine qui présente un intérêt pour la CE. Toutefois, comme nous l'avons vu, tous poursuivent un objectif commun : renforcer l'intégration régionale (et par là même le projet d'association entre les deux régions), considérée par l'Union européenne, comme le meilleur moyen de favoriser le développement. Sur la base de ce principe, les états membres du Mercosud bénéficient donc très largement des programmes de coopération européens qui sont destinés à la région Amérique latine.

À ces programmes de coopération qui concernent toute la région latino-américaine, la CE ajoute par ailleurs, des financements parallèles et à caractère sous-régional. EuropeAid subventionne ainsi des projets pour lesquels, seules les organisations régionales existantes sont éligibles. Peuvent en bénéficier, l'Amérique centrale, la Communauté andine et le Mercosud. La politique de coopération de la CE à l'égard d'une sous-région, voit ses contours définis dans le « Document de Stratégie Régionale »²⁵⁰ élaboré pour celle-ci.

En août 2007, la CE publie ainsi pour le Mercosud, le « Document de Stratégie Régionale 2007-2013 »²⁵¹. Ce document, deuxième du nom, succède au précédent qui concernait la période 2002-2006. Le « DSR 2007-2013 » dresse un bilan de la situation économique, politique, sociale et environnementale du Mercosud, et propose un plan d'action pour la période concernée, en vue de parvenir à la signature d'un accord d'association. Pour accompagner ce plan d'action, autrement dit le « DSR 2007-2013 », la CE active son « Instrument de financement de la Coopération au Développement »²⁵², comme elle le fait par ailleurs avec l'Amérique centrale et la Communauté andine. En ce qui concerne le Mercosud, l'ICD table sur un budget de 50 millions d'euros²⁵³⁻²⁵⁴. À titre de comparaison, un budget équivalent est alloué à la sous-région de la Communauté andine et un effort supplémentaire de la CE bénéficie à l'Amérique centrale, laquelle dispose d'une enveloppe de 75 millions

²⁵⁰ DSR, par la suite.

²⁵¹ COMMISSION EUROPÉENNE – ACTION EXTÉRIEURE. Document de Stratégie Régionale 2007-2013 [en ligne]. 2 août 2007, 73 p. Format PDF. Disponible sur : http://www.eas.europa.eu/mercosur/rsp/07_13_fr.pdf

²⁵² ICD, par la suite.

²⁵³ Document de Stratégie Régionale 2007-2013, *op. cit.*, p. 5.

²⁵⁴ L'IFCD avait alloué 48 millions d'euros pour accompagner le « DSR 2002-2006 ».

d'euros, pour la période 2007-2013. La coopération sous-régionale adressée au Mercosud se justifie par une série de 3 objectifs à atteindre :

- l'institutionnalisation du Mercosud ;
- la mise en œuvre du futur accord d'association UE-Mercosud ;
- l'implication de la société civile dans le processus de l'intégration régionale.

Les résultats de la politique de coopération de la CE, sont évidemment très difficilement mesurables. Au-delà des projets concrets auxquels les subventions européennes participent, les résultats se mesurent bien souvent en nombre de rencontres effectuées au cours de l'année, entre décideurs économiques et politiques, entre acteurs de la société civile, entre analystes et spécialistes d'un domaine particulier. Le principe qui consiste à faire se rencontrer les hommes, aussi abstrait qu'il puisse paraître, demeure néanmoins d'une importance capitale pour l'Union européenne. Il s'agit là du principe fondateur de la CECA, celui qui ne cesse de démontrer depuis 1951, que l'existence de projets supranationaux favorise le maintien de la paix. Certes, il est difficile de quantifier avec exactitude, dans quelle mesure l'ensemble des rencontres effectuées entre les différents acteurs, contribue à l'institutionnalisation du Mercosud ou à la mise en place de l'accord d'association entre le Mercosud et l'UE. Il n'en reste pas moins que la politique de coopération élaborée par EuropeAid, et dont bénéficient les états membres du Mercosud, constitue un pilier du partenariat stratégique entre les deux blocs régionaux. Le pilier de la coopération est même ce qui fait toute la spécificité de la relation entre les deux organisations régionales, ainsi qu'entre l'Europe et la région ALC. Aucun état, aucun ensemble régional latino-américain ne bénéficie à ce jour, d'une politique de coopération dans le cadre de ses relations commerciales et/ou politiques, avec le reste du monde.

Certains analystes relativisent toutefois l'ampleur de la coopération européenne en tant qu'instrument susceptible de renforcer les systèmes d'intégration régionale. José Antonio SANAHUJA²⁵⁵, rappelle que sur les 3 480 millions d'euros consacrés à l'Amérique latine entre 1996 et 2003, « 72% a été consacré à des actions bilatérales, 17% à des programmes régionaux [...], et 11% à des programmes subrégionaux ». Le budget consacré aux programmes subrégionaux se répartit comme suit : « 8% pour l'Amérique centrale, 2% pour

²⁵⁵ Professeur de Relations Internationales à l'Universidad Complutense de Madrid.

la CAN et 1% pour le Mercosur »²⁵⁶. En effet, les états membres du Mercosud perçoivent davantage de subventions dans le cadre de la coopération régionale, que dans celui de la coopération sous-régionale.

De son côté, la DG Développement et Coopération – EuropeAid, produit des rapports d'évaluation pour mesurer l'impact des subventions qu'elle attribue. Ceux-ci sont principalement rédigés selon la variable « zone géographique ». Assez complets, ils permettent d'obtenir une vision précise des succès et échecs des différents programmes engagés. Ceci étant dit, le dernier rapport d'évaluation concernant le Mercosur, date de 2004²⁵⁷. À ce jour, il n'existe pas sur le site Internet de la CE, de données récentes pouvant nous orienter sur l'intérêt des programmes présentés dans ce chapitre.

3.3.3 Au niveau bilatéral : les états

La CE élabore également des documents de stratégie par pays, lesquels sont relayés par des aides budgétaire, dites bilatérales. Seuls les acteurs du pays concerné sont éligibles pour l'obtention des subventions bilatérales mises en place par Bruxelles. Ainsi, les états membres du Mercosud bénéficient d'une troisième source de financement dans le cadre de cette ligne budgétaire. Cependant les programmes de coopération à caractère bilatéral s'intéressent davantage au développement du pays qu'à celui de l'intégration régionale. Seul le Paraguay fait ici figure d'exception et perçoit 22 millions d'euros pour la période 2007-2013, destiné à favoriser l'insertion de son économie au sein du Mercosud, du continent américain et du système mondial.

²⁵⁶ SANAHUJA, José Antonio. L'UE et l'intégration régionale en Amérique latine : la nécessité d'adopter une nouvelle stratégie. IN SANTANDER, Sebastián (Coord.). Le partenariat stratégique Union européenne/Amérique latine dans un monde en mutation : quelles évolutions et perspectives ? Bruxelles : CERCAL n°2, 2007. p. 38.

²⁵⁷ Disponible sur :

http://ec.europa.eu/europeaid/how/evaluation/evaluation_reports/2004/951650_docs_en.htm

Tableau n° 1 – Programmes bilatéraux financés par EuropeAid :
le cas des états membres du Mercosud – 2007/2013

	Montant des subventions (millions d'euros)	Secteurs concernés	Autres domaines annexes financés par la CE
Argentine	65	<ul style="list-style-type: none"> • Éducation et formation professionnelle (32,9 %) • Compétitivité économique, par un soutien aux PME (35 %) • Renforcement des relations bilatérales UE-Argentine (32,1 %) 	<ul style="list-style-type: none"> • droits de l'homme • environnement • politiques de genre²⁵⁸ • ONG
Brésil	61	<ul style="list-style-type: none"> • Relations bilatérales UE-Brésil (70 %) • Dimension environnementale du développement durable (30 %) 	<ul style="list-style-type: none"> • Droits de l'homme • Environnement et coopération décentralisée • ONG
Paraguay	117	<ul style="list-style-type: none"> • Éducation (primaire, secondaire et professionnelle) (81,2 %) • Intégration économique au niveau régional et international (18,8 %) 	<ul style="list-style-type: none"> • Politiques de genre • Coopération décentralisée • ONG
Uruguay	31	<ul style="list-style-type: none"> • Cohésion sociale et territoriale (60 %) • Innovation, recherche et développement économique (40 %) 	<ul style="list-style-type: none"> • Droits de l'homme • Sécurité alimentaire • Environnement • Politiques de genre • Coopération décentralisée • ONG

Sources : élaboration propre à partir des données de EuropeAid, disponibles sur :
http://ec.europa.eu/europeaid/where/latin-america/country-cooperation/index_fr.htm

3.4 Conclusions

Le Mercosud, actuellement quatrième puissance régionale en termes de PIB, après l'UE, l'ALENA et le Japon, apparaît sur la scène internationale comme l'un des acteurs majeurs du XXI^e siècle. L'avenir du Mercosud est d'autant plus prometteur que ses états membres bénéficient sur le plan économique d'un contexte conjoncturel et structurel, on ne peut plus favorable. Ils ont en effet beaucoup mieux résisté aux conséquences de la crise financière, communément nommée « crise des subprimes ». Tandis que les grandes puissances prenaient

²⁵⁸ L'égalité des chances entre les hommes et les femmes occupe une dimension significative dans la coopération au développement de la CE. Voir COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU CONSEIL ET AU PARLEMENT EUROPEEN, COM (2001) 295 final. Programme d'action pour l'intégration de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la coopération au développement de la Communauté [en ligne]. Bruxelles : 21 juin 2001, 28 p. Format PDF. Disponible sur :
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2001:0295:FIN:FR:PDF>

conscience de la fébrilité de systèmes économiques basés sur la spéculation, les états membres du cône sud continuaient de tirer profit de l'exportation de matières premières. Cette caractéristique qui en faisait hier des économies périphériques a, cette fois-ci, été favorable à un assainissement des caisses des états. À l'inverse, au lendemain de cette crise financière mondiale, l'Europe parvient difficilement à restaurer l'équilibre budgétaire de ses états membres, les États-unis ont une marge de manœuvre de plus en plus restreinte en raison d'une dette colossale contractée auprès de fonds de pension chinois, et le Japon voit tout espoir de relance de son économie anéanti par l'explosion de la centrale nucléaire de Fukushima.

Dans ce contexte, le rapport de force se voit largement redéfini en faveur du Mercosud. Le cône sud qui n'a, à l'heure actuelle, de partenariat commercial avec aucune « économie du nord », peut se permettre de faire jouer la concurrence entre les États-unis et l'Europe afin d'observer qui proposera l'offre la plus intéressante. Les États-unis, après avoir constaté l'échec du projet de création d'une vaste Zone de Libre Échange des Amériques²⁵⁹, refusent toujours de négocier avec le cône sud en tant qu'organisation régionale et proposent à ses états membres, une approche bilatérale basée sur le volet commercial uniquement. L'Europe pour sa part, propose un projet également basé sur des principes néo-libéraux pour ce qui concerne la partie commerciale, mais enrichit son offre d'une assistance technique, financière et diplomatique, en vue de faire évoluer l'actuel partenariat stratégique vers un partenariat plus ambitieux, dit d'association²⁶⁰.

Le projet d'accord d'association proposé par l'UE est un accord de quatrième génération. Comme tous les accords de cette génération, il va bien au-delà du simple partenariat commercial. Les négociations reposent sur trois volets principaux : le partenariat commercial, le dialogue politique et la coopération financière. À l'image des accords signés avec le Chili et le Mexique, l'UE annexe à ses propositions de partenariats commerciaux, le respect de valeurs issues d'un tout autre domaine, telles que la démocratie et le respect de droits de l'homme.

La stratégie adoptée par la CE à l'égard du Mercosud tient compte du fait que la l'Union européenne considère l'intégration régionale comme le meilleur garant du développement.

²⁵⁹ ZLEA, par la suite.

²⁶⁰ ROBIN, Rodolphe. Mercosur : política externa y perspectivas interregionalistas con las « economías del norte ». IN JARAMILLO, Grace (Coord.). Los nuevos enfoques de la integración : más allá del regionalismo. Quito : FLACSO, 2008. p. 58-59.

S'il s'avère que le volet commercial occupe une place importante dans le contenu de l'accord cadre de coopération Mercosur – UE (Titre II : 6 articles), on remarque surtout que les articles visant à contribuer au développement des pays du Mercosud y fait bonne figure (Titres III à VIII).

Pourquoi l'UE ne se limite pas avec le Mercosud, à une offre strictement commerciale comme le proposent les États-unis ? Il convient sur ce point, d'écarter l'idée selon laquelle la stratégie européenne serait un acte de générosité dépourvu d'intéressement. Une telle considération serait une erreur, puisqu'il existe bel et bien une raison stratégique et qui s'inscrit sur le long terme. L'Europe, en effet, est pleinement consciente de l'émergence de la concurrence asiatique, ainsi que du vieillissement de sa société. Forte de ce constat, autrement dit de la remise en cause de son statut d'acteur majeur, l'UE ne peut se contenter de rechercher un simple partenaire commercial, aussi stratégique soit-il. Cette stratégie serait insuffisante et ne lui permettrait pas de contrer la croissance vertigineuse de ses nouveaux concurrents. Sans compter que sur le terrain strictement commercial, l'offre des États-unis à l'égard du Mercosud risquerait d'être plus compétitive et l'UE prendrait le risque de tout perdre. Il lui faut donc proposer un projet plus ambitieux et différencié.

En proposant un projet d'accord d'association si ambitieux, l'UE informe les états membres du Mercosud de sa volonté, ainsi que de son besoin, de trouver un allié. L'alliance doit permettre aux deux parties, d'affronter les défis du XXI^e siècle de la manière la plus compétitive qui soit, c'est-à-dire de constituer une protection défensive (zone de libre échange) en mesure de lutter à armes égales avec la concurrence croissante des marchés asiatiques. L'UE propose d'associer son expérience en matière d'intégration régionale et d'institutionnalisme, au dynamisme économique et à la croissance du Mercosud. En négociant les termes d'une future association, les deux systèmes d'intégration respectifs que sont l'Union européenne et le Mercosud, font le pari de l'interrégionalisme comme stratégie de défense.

PARTIE II

LE PROJET D'ACCORD D'ASSOCIATION *SUI GENERIS* ENTRE LE MERCOSUD ET LA C.E. : ÉLÉMENTS D'ANALYSE

La première partie de ce travail de recherche a été l'occasion de démontrer que, dans le cas de l'Europe et de l'Amérique latine, les systèmes d'intégration répondaient au moment de leur création, à des exigences de défense. Ce constat permet d'affirmer que les processus d'intégration du Mercosud et de l'Union européenne présentent une convergence théorique en ce qui concerne leur fonction et leur nature. Cette convergence est un des éléments préalables et indispensables, qui autorise l'ouverture de négociations en vue de parvenir à la signature d'un projet commun plus approfondi et plus ambitieux : l'intégration interrégionale.

La première partie a, par ailleurs, été l'occasion de souligner que l'évolution des relations géopolitiques interaméricaines au cours du XX^e siècle, a largement favorisé et autorisé un retour de l'Europe sur le continent latino-américain. La signature d'un accord de coopération entre le Mercosud et la CE en 1995, autorisant à partir de 1999 l'ouverture de négociations pour préparer un accord d'association entre les deux systèmes régionaux, en est la parfaite illustration.

Il s'agit dans la deuxième partie de ce travail de comprendre pourquoi, malgré un contexte de départ favorable et malgré la présence d'intérêts communs fondamentaux, l'accord d'association en est toujours, en 2011, à l'étape de la négociation. En effet, depuis le lancement des négociations il y a 12 ans, et après 6 années d'observation des relations entre le Mercosud et la CE, les parties sont toujours à la recherche d'un consensus sur les termes et les conditions du contrat qui prétend sceller la future association. Pourquoi douze années de négociations n'ont-elles pas été suffisantes pour y parvenir, alors que la CE a signé des accords similaires qui sont entrés en vigueur avec le Mexique en 2000²⁶¹, avec le Chili en 2005 et récemment, avec les états membres du SICA en mars 2011 ?

Il convient désormais et c'est ce que propose la deuxième partie de ce travail, d'analyser un certain nombre d'éléments qui vont permettre de mettre en évidence l'acuité et les particularités du projet, éventuellement les divergences, en vue de mieux comprendre la lenteur du processus de négociation. Il ne s'agit pas ici, de démontrer que les négociations seront un échec, ou au contraire un succès, mais simplement de comprendre pourquoi 12 années de négociations n'ont pas suffi pour parvenir à un consensus. La question mérite d'être

²⁶¹ Rappel : l'accord avec le Mexique n'est pas un accord d'association aussi approfondi que celui qui concerne le Mercosud. Avec le Mexique, la CE a signé un accord de 4^e génération « minus » (association incomplète), ou accord de 3^e génération « plus » (coopération approfondie). Voir paragraphe 3.1.4.

posée compte tenu du fait qu'au cours des 12 années de discussions entre les deux régions, la CE n'a eu de cesse de manifester son soutien au renforcement des ensembles régionaux latino-américains ainsi que, de rappeler sa volonté de mener des négociations de « bloc à bloc » avec les pays du Mercosud.

Le chapitre 4 propose une analyse technique du processus de négociation. Il s'agit ici d'étudier la structure du comité en charge des négociations ainsi que le contenu des réunions, afin de comprendre l'acuité, la longueur et les enjeux, du projet d'association. Les deux chapitres suivants apportent des éléments supplémentaires aux conclusions du chapitre 4. Les chapitres 5 et 6 reposent en effet sur des données recueillies à l'occasion d'un travail de terrain. À partir d'une étude qualitative conduite auprès des représentants politiques et économiques, du Mercosud et de l'UE, ce travail de doctorat présente au lecteur, le point de vue des acteurs du processus.

En cas de succès des négociations, ce travail d'analyse constituerait une introduction à la genèse du partenariat d'association entre le Mercosud et l'Union européenne. En cas d'échec de celles-ci, c'est toute la stratégie de la CE à l'égard de l'Amérique latine qui serait remise en cause. Les éléments d'analyse présentés ici, permettraient alors au lecteur de comprendre pourquoi un projet si ambitieux n'a pu être réalisé.

CHAPITRE 4 – LE PROCESSUS DE NÉGOCIATION : ASPECTS TECHNIQUES

Pourquoi 12 années de négociations n’ont-elles pas été suffisantes pour définir les termes de l’association ? Pour y répondre, ce chapitre propose d’observer le processus de négociation, depuis son lancement en 1999, jusqu’à la rédaction de ce travail de recherche, c’est-à-dire septembre 2011. Au cours de cette période, le processus a connu plusieurs phases distinctes, dont une « secousse » importante en 2004, qui a entraîné la suspension *sine die* des négociations. Il faut attendre le Sommet UE-ALC organisé à Madrid en mai 2010 pour que les négociateurs reprennent le travail là où ils l’avaient laissé.

Ce chapitre propose tout d’abord, de s’intéresser au cadre institutionnel de la négociation : le « Comité Bi-régional de Négociations »²⁶². L’observation détaillée du CBN, organe de supervision et de gestion générale des négociations, permet en effet d’apporter quelques éléments de réponse à la question de départ. Ensuite, il sera intéressant d’analyser le processus à proprement parler, autrement dit et pour reprendre la terminologie employée par les négociateurs des deux parties, les « Rounds » de négociation. L’étude de la chronologie des Rounds de négociations, mise en parallèle avec les conclusions des déclarations finales, permet de mieux cerner les motifs de la suspension des négociations survenue en 2004 et par là même, les raisons de la longueur du processus.

Ce chapitre s’appuie donc sur les conclusions finales²⁶³ publiées conjointement par la CE et le Mercosud, entre 1999 et 2011 et s’articule autour des 4 points suivants :

- Le Comité Bi-régional de Négociations
- 1999-2004 : négociations - phase I
- 2004-2010 : suspension des négociations
- À partir de mai 2010 : négociations - phase II

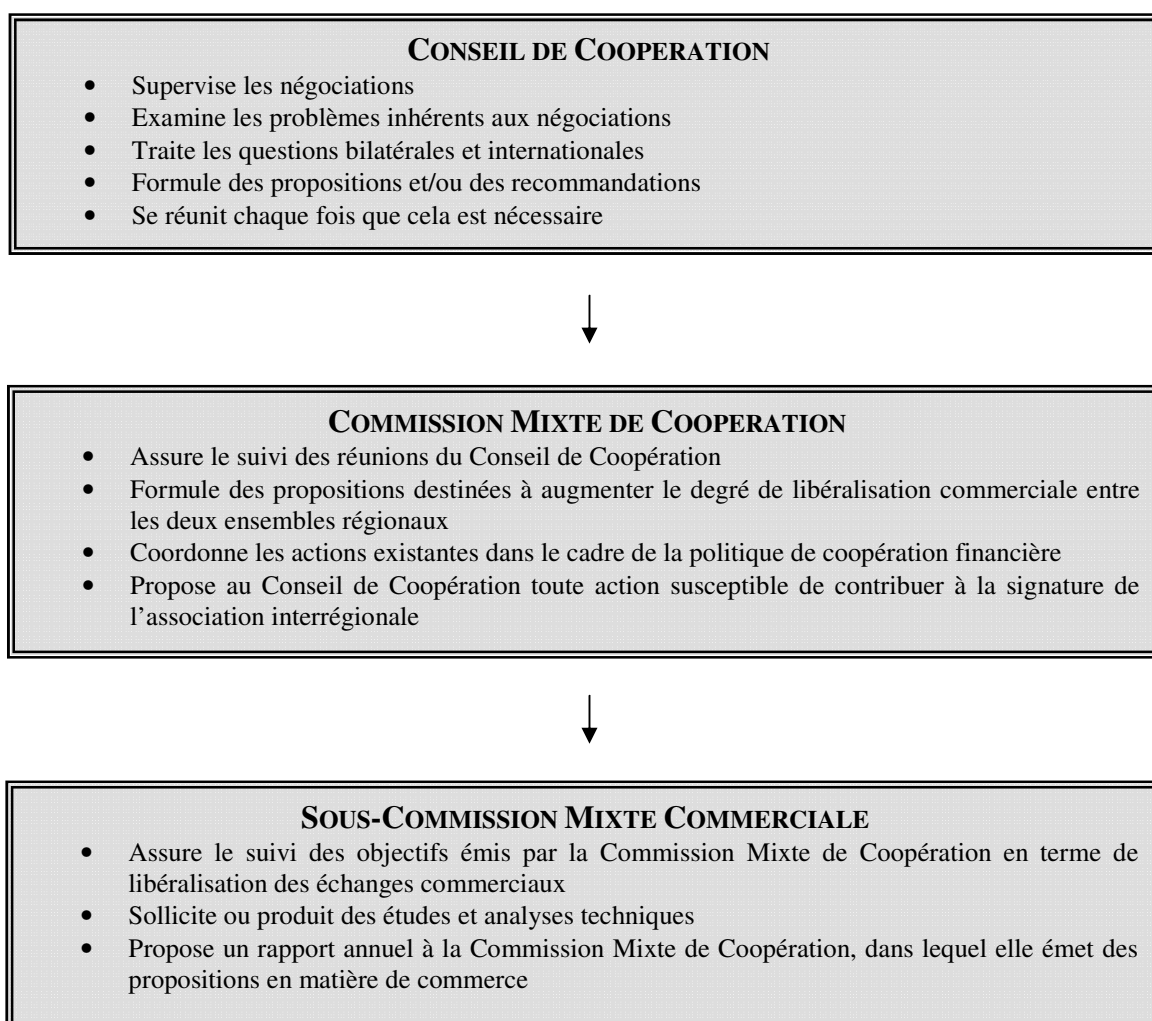
²⁶² CBN, par la suite.

²⁶³ ANNEXE 12 – Conclusions finales des Rounds de négociation Mercosud – CE.

4.1 le comité bi-régional de négociations

Le projet d'association évolue au gré des avancées négociées lors des rencontres du Comité Bi-régional de Négociations. Le CBN réunit des négociateurs, tantôt des experts techniques tantôt de hauts représentants, des deux entités régionales. Le Titre VIII de l'Accord Cadre Interrégional de Coopération attribue les compétences des négociateurs et prévoit l'existence de trois cellules de négociation²⁶⁴.

Tableau n° 2 – Cadre institutionnel du « Comité Birégional de Négociation » Mercosud-UE



²⁶⁴ Voir paragraphe 3.2.3.

Les trois organes du CBN réunissent des représentants du Conseil de l'Europe d'une part, et des membres du Conseil du Marché Commun et du Groupe du Marché Commun d'autre part, quelque soit le lieu de la réunion : Asunción, Brasilia, Buenos Aires, Montevideo ou Bruxelles. Chaque délégation est assistée dans la négociation par une équipe d'experts techniques. Et enfin, en fonction du lieu d'accueil de la réunion du CBN, les diplomates en poste dans l'état hôte peuvent prendre part à la réunion, à l'image d'Alain ROUQUIÉ qui, en sa qualité d'ancien ambassadeur de France au Brésil, a pris part au lancement des négociations.

4.1.1 Une délégation européenne à caractère supranational

En 1970, Henry Kissinger demandait, non sans ironie, quel numéro de téléphone composer pour contacter l'Europe ! La plaisanterie visait évidemment à dénoncer l'absence de porte-parole au sein de l'UE pour ce qui concernait ses relations avec le reste du monde. Il faudra attendre 40 ans et la signature du Traité de Lisbonne, le 1^{er} décembre 2009, pour que l'UE se dote d'un président du Conseil européen et d'un haut représentant en charge des affaires étrangères et de la politique de sécurité. Le Traité donne lieu à l'élection de M. Herman VAN ROMPUY pour représenter le Conseil européen pendant deux ans et demi²⁶⁵. Mme. Catherine ASHTON quant à elle, prend en charge le Service Européen pour l'Action Extérieure²⁶⁶, à compter du 1^{er} décembre 2009 et pour un mandat de cinq ans. Leurs actions, alliées à celles de la CE incarnée par son Président actuel, M. José Manuel BARROSO²⁶⁷, prétendent rendre les relations de l'UE avec le reste du monde, plus lisibles et plus efficaces. Pour ce qui concerne les relations de l'Europe avec le reste du monde, et donc les négociations avec le Mercosud, le Conseil de l'Europe, le SEAE et la CE, déterminent des priorités dans le cadre d'une feuille de route, que les négociateurs européens des différentes DG appliquent lors des négociations avec le Mercosud. À titre d'exemple, le 8^e Round de négociations qui se tient à Brasilia du 11 au 14 novembre 2002, réunit 143 experts et hauts représentants. À cette occasion, la délégation de l'UE présente la répartition suivante :

²⁶⁵ Il est nommé premier Président permanent du Conseil européen à compter du 1^{er} janvier 2010.

²⁶⁶ SEAE, par la suite.

²⁶⁷ Nommé à la Présidence de la CE en 2004 pour un mandat de 5 ans, il est réélu en 2009 pour la même durée.

Tableau n° 3– Délégalion européenne présente à l’occalion du 8^e Round de négociations Mercosud-UE :
du 11 au 14 novembre 2002, Brasília

UNION EUROPÉENNE		
Origine	Institutions	Nombre de représentants
CE	Direction Générale Relations Extérieures (ex DG RELEX)	3
	DG Commerce	9
	DG Agriculture	3
	DG Taxud	2
	DG Entreprise	1
	Délégations de l’UE : ambassadeurs de l’UE en Argentine, au Brésil, au Paraguay et en Uruguay.	9
	Danemark (Présidence <i>pro tempore</i> de l’UE)	3
États membres de l’UE : ambassadeurs ou représentants d’État	Belgique	3
	Allemagne	4
	Grèce	3
	Espagne	5
	France	6
	Irlande	2
	Italie	3
	Pays-Bas	2
	Autriche	2
	Portugal	2
	Finlande	3
Suède	3	
Royaume-Uni	2	
TOTAL – NOMBRE DE REPRESENTANTS DE LA DELEGATION EUROPEENNE		70

La question de la supranationalité n’est plus à traiter au sein de l’UE, en tous cas pour ce qui concerne les négociations avec le Mercosud. Quant à la politique extérieure européenne, elle s’est vue renforcée par le Traité de Lisbonne. Ceci permet d’avoir une définition précise de la stratégie et des priorités de l’UE à l’égard du Mercosud, de l’Amérique latine et du reste du monde en général. Dans le cas du Mercosud la situation est plus complexe, car plus minimaliste.

4.1.2 Une délégation du Mercosud à caractère interétatique

Le cadre institutionnel du CBN prévoit que des représentants du Conseil du Marché Commun, puis du Groupe de Marché Commun, siègent à la table des négociations pour représenter les intérêts du Mercosud. Mais dans les faits, les négociateurs se présentent au nom du Ministère de l’État qu’ils représentent. À titre d’exemple, le 8^e Round de négociations qui se tient à Brasilia du 11 au 14 novembre 2002, réunit 143 experts et hauts représentants. À cette occasion, la délégation du Mercosud présente la répartition suivante :

Tableau n° 4– Délégation du Mercosud présente à l’occasion du 8^e Round de négociations Mercosud-UE :
du 11 au 14 novembre 2002, Brasília

MERCOSUD		
Origine	Institutions	Nombre de représentants
<i>Argentine</i>	Ministère des Relations Extérieures	3
	Ministère de la Production	3
	Ambassade d’Argentine au Brésil	3
	Ministère de l’Agriculture	1
<i>Brésil</i>	Délégation permanente auprès de la CE	1
	Ministère des Relations Extérieures	18
	Ministère de l’Agriculture et de la Pêche	3
	Ministère des Sciences et Technologies	1
	Ministère du Développement, de l’Industrie et du Commerce extérieur	16
	Ministère de l’Économie	6
<i>Paraguay</i>	Ministère des Relations Extérieures	3
	Ambassade du Paraguay au Brésil	4
	Ministère de l’Industrie et du Commerce	1
<i>Uruguay</i>	Ministère des Relations Extérieures	1
	Ambassade d’Uruguay au Brésil	3
TOTAL – NOMBRE DE REPRESENTANTS DE LA DELEGATION MERCOSUD		73

La photo de la délégation présente à l’occasion de cette rencontre de négociation, permet d’émettre quelques premières observations quant à l’évolution du processus.

Il apparaît en effet qu’en matière de politique extérieure, il n’existe aucune figure supranationale susceptible de représenter les intérêts du marché du cône sud et qui agirait indépendamment des intérêts nationaux des états membres. L’absence de représentant du Mercosud pour les questions de politique extérieure, rend indispensable la présence de Ministres des Relations Extérieures de l’ensemble des états membres. À l’occasion du 8^e Round de négociations, on compte 25 représentants d’un Ministère des Relations Extérieures parmi les 73 négociateurs, soit 34,2% de la délégation du Mercosud. Or, ces derniers sont avant tout élus pour se porter garant de l’insertion internationale de leur état d’origine, davantage que du Mercosud. Ceci implique que des divergences internes peuvent apparaître lors des négociations avec la CE, ou toute autre région du monde. La subordination de la politique extérieure régionale du cône sud, aux priorités nationales de ses pays membres, pose le problème de la conduite d’une politique cohérente et commune sur le long terme.

Ce type de difficulté est caractéristique des organisations régionales qui adoptent une structure minimaliste, comme c’est le cas du Mercosud. Le minimalisme des institutions du

Mercosud²⁶⁸ se répercute dans le fonctionnement de l'organisation, à tous les niveaux, y compris dans le processus de négociation avec la CE. Dans un travail qui met en évidence les différences entre le Mercosud et l'UE, D. VENTURA rappelle que le fonctionnement institutionnel du Mercosud est celui d'une simple « entente inter-étatique »²⁶⁹. Certes, ce type de fonctionnement offre au Mercosud, davantage de souplesse et de réactivité à bien des égards. Mais lorsqu'il s'agit d'une négociation ambitieuse avec un partenaire présentant une structure institutionnelle avancée, comme c'est le cas du projet d'association Mercosud-UE, l'absence de supranationalité au sein de la délégation du Mercosud apparaît comme un facteur susceptible de freiner l'évolution des négociations.

L'absence de supranationalité pose un autre problème, dont la CE doit prendre toute la mesure. En effet, l'importance de la part des Ministères des Relations Extérieures au sein de la délégation du Mercosud, montre à quel point la politique extérieure du Mercosud peut devenir un enjeu parallèle en termes de suprématie, pour ses états membres. Chaque état peut influencer la feuille de route du Mercosud, en matière de politique étrangère, en fonction de la politique directrice de son gouvernement national, d'où le grand nombre de représentants dans ce domaine (34,2%). Parmi les 25 fonctionnaires issus de Ministères des Relations Extérieures que compte la délégation du Mercosud ce jour là, on dénombre 1 uruguayen, 3 paraguayens, 3 argentins et 18 brésiliens (plus un délégué permanent du Brésil auprès de la CE). Ici, le Brésil apparaît clairement comme le porte parole de la politique extérieure du Mercosud. Ce rôle qu'il assume pleinement pose la question du danger de l'instrumentalisation du marché du cône sud. Dans ce contexte, et du point de vue de la CE, Brasilia apparaît comme un interlocuteur important, pour ne pas dire primordial, auquel il convient d'accorder une attention particulière.

L'absence de supranationalité politique au sein du Mercosud se répercute par ailleurs, sur l'ensemble des domaines concernés par le projet d'association, et notamment sur la négociation de la libéralisation commerciale. Pour aborder les négociations relatives au commerce de biens et de services, la délégation européenne s'assoit autour de la table avec 4 représentants argentins (3 fonctionnaires du Ministère de la Production et 1 représentant de l'Agriculture), 1 représentant paraguayen (fonctionnaire du Ministère de l'Industrie et du

²⁶⁸ ANNEXE 6 – Structure institutionnelle du Mercosud.

²⁶⁹ VENTURA, Deisy. Les asymétries entre le Mercosur et l'Union européenne : les enjeux d'une association interrégionale. Paris : L'Harmattan, 2003. Chapitre 2, p. 79-112.

Commerce), aucun représentant uruguayen et 16 négociateurs brésiliens représentant le Ministère du Développement, de l'Industrie et du Commerce extérieur. Que ce soit sur le plan politique ou économique, deux des trois piliers stratégiques de la négociation, l'interlocuteur principal de la CE se trouve à Brasilia. 51 négociateurs d'une délégation qui en compte ce jour-là 73, sont brésiliens, soit une délégation du Mercosud représentée par le Brésil à 70 %.

L'absence de supranationalité, est une question importante que le Mercosud devra traiter pour consolider l'intégration de ses pays membres au niveau politique, économique et social. Les états du cône sud en sont parfaitement conscients et ils n'ont d'ailleurs cessé de rappeler aux « merco-sceptiques », à juste titre, que l'intégration du cône sud n'est en marche que depuis 1991. Si l'on conçoit qu'il existe un certain mimétisme entre la construction du Mercosud et celle de l'Europe, on comprendra aisément que la question de la supranationalité demeure pendante.

De plus, malgré l'absence de politique extérieure « visible », malgré l'absence de porte-parole officiel, les états du Mercosud parviennent à rapprocher leurs positions lorsque les intérêts l'imposent. La négociation avortée avec les États-unis autour du projet de création d'une vaste ZLEA a permis au Mercosud d'acquérir une expérience fondamentale sur laquelle il s'appuie aujourd'hui pour négocier avec l'Europe. Face à un projet nord-américain de libéralisation du commerce à l'échelle continentale, les pays du cône sud ont su harmoniser leurs positions pour défendre leurs intérêts qui se sont avérés être convergents. La constitution d'un front commun, et son expression au nom du Mercosud, ont conduit au rejet des ambitions hémisphériques de Washington, ceci malgré l'absence de supranationalité formelle.

En l'état actuel des faits, le processus de négociation Mercosud-CE se doit de composer avec une structure supranationale d'une part, et une organisation interétatique d'autre part. Plutôt que d'attendre que le Mercosud se dote d'un véritable appareil politique supranational, les deux parties ont fait le choix de s'adapter, quitte à ce que le processus de négociation en pâtisse en termes de longueur et d'efficacité.

Cependant, si l'absence de supranationalité au sein de Mercosud, qu'il convient de mettre en relation avec la jeunesse de l'organisation régionale, se voit palliée par l'existence d'une attitude pragmatique qui ne l'empêche pas de négocier avec les économies du nord, elle pose tout de même un problème de fond. La suprématie brésilienne au sein de la délégation du Mercosud, qui apparaît ici de manière évidente, autorise à s'interroger sur l'évolution des

relations du Mercosud avec l'Europe, à long terme. La photo de la délégation présentée ci-dessus, montre combien il est important pour la CE d'apporter une considération toute particulière au Brésil, eu égard au pouvoir et au rôle déterminant dont il jouit au sein de l'organisation du cône sud. Il convient donc pour la CE, de s'interroger sur l'intérêt que représente une association interrégionale, du point de vue du Brésil. Certes, l'intégration régionale au niveau du continent latino-américain, est une priorité inscrite dans la constitution brésilienne²⁷⁰. Ceci garantit au Mercosud, le soutien d'un de ses membres stratégiques, indépendamment des mandats présidentiels au niveau national. Mais, rien de similaire dans la constitution brésilienne ne fait état d'un quelconque intérêt pour l'intégration interrégionale. Rien ne garantit, sur le long terme, l'intérêt que le Mercosud, que le Brésil, expriment actuellement pour l'Europe. Après l'échec de la ZLEA, les États-unis ont émis auprès du Brésil une proposition de négociation commerciale à caractère bilatérale, à laquelle Brasilia a répondu négativement, invoquant l'article 4 de la Constitution de 1988 qui donne la priorité à l'intégration latino-américaine, et donc au Mercosud : « A República Federativa do Brasil buscará a integração econômica, política, social e cultural dos povos da América Latina, visando à formação de uma comunidade latino-americana de nações »²⁷¹⁻²⁷². Mais si les États-unis revoient leur copie pour proposer au Mercosud, une négociation de « bloc à bloc », à l'image de l'UE, rien ne garantit plus la fidélité du Brésil, et donc du Mercosud, envers son partenaire outre-atlantique. Fidélité fragile s'il en est, lorsque l'on se souvient qu'au lendemain de l'échec de la ZLEA, l'Uruguay aurait signé un accord de libre-échange bilatéral avec les États-unis, si le Brésil n'avait pas émis son veto, là encore, au nom de la défense de l'intégration économique du cône sud. Il apparaît donc primordial pour la CE de tenir compte, à la fois, des priorités du nouveau gouvernement de Mme. Dilma ROUSSEFF, de la feuille de route de l'Itamaraty et du degré de priorité que le Brésil octroie au Mercosud d'une part, et à l'UE d'autre part.

²⁷⁰ GIRAULT, Christian. L'entrée du Brésil sur la scène mondiale. IN L'essor du Brésil [en ligne]. Paris : Rayonnement du CNRS, Bulletin N° 56 - juin 2011. p. 18. ISSN 1953-6542. Format PDF. Disponible sur : <http://www.anciens-amis-cnrs.com/bulletin/b56/girault.pdf>

²⁷¹ « La République Fédérale du Brésil, cherchera à favoriser l'intégration économique, politique, sociale et culturelle des peuples d'Amérique latine en vue de parvenir à la formation d'une communauté latino-américaine des nations ». Traduction propre.

²⁷² PRESIDÊNCIA DA REPÚBLICA FEDERATIVA DO BRASIL. Constituição da República Federativa do Brasil de 1988 [en ligne]. Brasília : Planalto, 5 octobre 1988. Titre I, Article 4. Disponible sur : http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constitui%C3%A7ao.htm

4.2 Négociations : phase I

Pour une meilleure compréhension du processus de négociation, il convient de séparer celui-ci en deux phases distinctes. Une première phase, celle qui est analysée dans ce paragraphe, est initiée en 1999 et suspendue en 2004.

Lorsque le CBN est créé en novembre 1999, sa mission principale consiste à conduire la négociation commerciale. Il s'agit là, de la partie la plus complexe d'une négociation qui, rappelons le, comporte trois volets : politique, coopération et commercial. Le dialogue politique peut être traité lors de n'importe quelle rencontre de chefs d'états et sur ce plan, la première partie de ce travail a permis de démontrer que le rapprochement entre les deux régions ne pose pas de problèmes particuliers. La coopération, quant à elle, est effective depuis un moment, comme nous avons pu le voir également dans le chapitre précédent²⁷³. Reste donc à aborder le volet commercial.

4.2.1 Étape préparatoire

En novembre 1999, il est prévu que le CBN se focalise dans un premier temps, sur l'échange d'information. Il ne s'agit pas de négocier les conditions de l'échange de tel bien ou service, mais simplement d'entamer des discussions en vue de préparer la négociation à proprement parler. Cette phase, dite préparatoire, doit prendre fin en 2001. Ainsi, au cours des Rounds 1, 2, 3 et 4, les réunions permettent d'échanger des informations, de déterminer les objectifs à atteindre en vue de parvenir à une association qui satisfasse les deux parties et éventuellement, de commencer à échanger des textes de travail. Cette phase préparatoire est indispensable, en ce sens qu'elle permet de ne pas accorder de préférences tarifaires pour un secteur particulier, avant d'avoir cerné toute l'importance de celui-ci pour les deux parties. Le tableau suivant synthétise le contenu des Rounds de négociation dits, préparatoires.

²⁷³ Voir Chapitre 3.3 – La politique de coopération de la CE au service du projet d'association Mercosud – UE.

Tableau n° 5 – Négociations Phase I : étape préparatoire – 1999/2001

Round 1 6-7/04/2000	
Buenos Aires	
Ordre du jour	<ul style="list-style-type: none"> • Négociations sur le dialogue politique. • Négociations sur la coopération. Création de 3 Sous-groupes Techniques : SGT1 - coopération économique ; SGT2 - coopération sociale et culturelle ; SGT3 - coopération technique et financière. • Négociations sur la libéralisation du commerce. Création de 3 Groupes Techniques (GT) : <ul style="list-style-type: none"> • GT1 – commerce des biens, barrières tarifaires et non tarifaires, mesures sanitaires et phytosanitaires, normes, procédures, anti-dumping, mesures de protection, règles d'origine, procédures de douane, assistance mutuelle. • GT2 – commerce des services, brevets, investissement. • GT3 – marchés publics, concurrence et règlement des différends.
Observations sur les conclusions du Round	<p><u>Volet commercial</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Il est mentionné que, les négociations doivent aboutir à la libéralisation du commerce : <ul style="list-style-type: none"> • de manière graduelle et réciproque, • sans exclure aucun secteur, • et en accord avec les règles de l'OMC.
Round 2 13-16/06/2000	
Bruxelles	
Ordre du jour	<ul style="list-style-type: none"> • UE : présentation de sa politique d'élargissement. • Mercosud : présentation de sa politique d'intégration. • Présentation des accords de libre-échange respectivement contractés avec des parties tierces. • Poursuite de la préparation du processus de négociations pour les 3 domaines prédéterminés lors du Round 1 : <ul style="list-style-type: none"> • GT1 : échange d'information sur les dossiers qui le concernent. • GT2 : échange d'information sur les dossiers qui le concernent. • GT3 : dialogue sur la concurrence, le règlement des différends et les obstacles non tarifaires.
Observations sur les conclusions du Round	<p><u>Volet commercial</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • La CE fournit une liste préliminaire de ses obstacles non tarifaires. <p><u>Volet coopération</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les parties s'entendent sur la nécessité de développer trois points importants : l'administration publique du Mercosud, les institutions du Mercosud, l'intégration régionale du Mercosud.
Round 3 7-10/11/2000	
Brasília	
Ordre du jour	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite de la préparation des négociations pour les 3 domaines prédéterminés lors du Round 1 : <ul style="list-style-type: none"> • Échange d'information. • Discussion sur les objectifs spécifiques à atteindre. • Identification des obstacles non tarifaires.
Observations sur les conclusions du Round	<p><u>Volet politique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Émergence d'un consensus autour d'une proposition de texte entérinant le cadre légal du dialogue politique ainsi que le cadre légal de la structure institutionnelle, du futur accord d'association interrégionale.
Round 4 19-22/03/2001	
Bruxelles	
Ordre du jour	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite de la préparation du processus de négociations pour les 3 domaines prédéterminés lors du Round 1 : <ul style="list-style-type: none"> • Échange de document de travail • Échange de textes de négociations
Observations sur les conclusions du Round	<p><u>Volet commercial</u></p> <p>Les deux parties s'accordent à dire qu'elles souhaitent ouvrir des négociations sur les tarifs douaniers ainsi que sur les services, dès la prochaine rencontre à Montevideo.</p>

Sources : élaboration propre à partir de ANNEXE 12 - Conclusions finales des Rounds de négociation Mercosud-CE.

Les conclusions du premier Round reposent essentiellement sur des considérations commerciales et confirment que ce volet constitue l'enjeu majeur du projet d'association. À Buenos Aires, les parties s'entendent sur le fait que les négociations commerciales à venir, doivent définir les conditions de la libéralisation du commerce de tous les biens et services. Par, conditions de la libéralisation du commerce, les parties se réfèrent aux conditions tarifaires et non tarifaires, appliquées aux biens et aux services, lors de leur entrée dans la zone partenaire. Ainsi, doivent être soumis à négociation, les droits de douanes appliqués aux biens et services susceptibles d'être exportés, mais également, les contingentements ou quotas, licences, règles d'origine, normes sanitaires spécifiques, normes techniques, formalités administratives complexes, c'est-à-dire tout ce qui entrave la libre circulation des marchandises et des services. Ici, repose toute la complexité du projet d'association. Une complexité qui lui confère le caractère ambitieux maintes fois mentionné depuis le début de ce travail de recherche. Il s'agit de constituer une zone de libre-échange entre l'Europe et le cône sud, autrement dit d'aller au-delà de ce que l'OMC tente en vain de mettre en place au niveau mondial. Les conclusions du premier round mentionnent que les avancées obtenues dans le cadre de l'OMC constituent une référence pour le commerce entre les deux régions, tout en ajoutant que le projet d'association est plus ambitieux.

Lors du deuxième Round, les parties rappellent que leurs systèmes d'intégration respectifs revêtent un caractère évolutif, et que par conséquent, de nouveaux membres sont amenés à s'asseoir à la table des négociations. En juin 2000, l'UE compte 15 états membres²⁷⁴ et prépare l'adhésion de Chypre, de l'Estonie, de la Hongrie, de la Lettonie, de la Lituanie, de Malte, de la Pologne, de la République tchèque, de la Slovaquie et de la Slovénie²⁷⁵. Du point de vue du Mercosud, l'adhésion de 10 membres supplémentaires à l'UE, représente un facteur qui complique la négociation. Il est également fait mention à l'occasion de ce deuxième round, de la nécessité de renforcer les institutions du Mercosud. Ce point est un objectif de la politique de coopération de l'UE qui consiste à soutenir l'intégration régionale du cône sud en vue de parvenir, entre autre, à la mise en place du système de gouvernance supranationale qui lui fait défaut.

²⁷⁴ Allemagne (1957), Autriche (1995), Belgique (1957), Danemark (1973), Espagne (1986), Finlande (1995), France (1957), Grèce (1981), Irlande (1973), Italie (1957), Luxembourg (1957), Pays-Bas (1957), Portugal (1986), Royaume-Uni (1973), Suède (1995).

²⁷⁵ Ces 10 états adhèrent à l'UE en 2004.

Le troisième Round est l'occasion de montrer que les deux parties n'éprouvent aucune difficulté à s'entendre sur le contenu et les objectifs politiques qui seront attribués à l'association, pas davantage que sur le texte juridique qui fera office de cadre légal au partenariat d'association.

Le quatrième Round s'ouvre à Bruxelles, en mars 2001, dans ce contexte favorable. Il marque en effet, la fin de la période préparatoire. Les objectifs politiques affichés convergent et chacune des parties a eu l'opportunité de transmettre des informations sur ses tarifs douaniers en vigueur, en fournissant des listes, non exhaustives, de biens et services. Les délégations du CBN peuvent entrer proprement parlant, dans la négociation de la libéralisation commerciale.

4.2.2 Étape de négociation

Les Rounds 5 à 13, couvrant la période 2001-2004 et succédant à l'étape préparatoire, illustrent davantage la difficulté de la négociation.

Tableau n° 6 – Négociations Phase I : étape de négociation – 2001/2004

Round 5 2-6/07/2001	
Montevideo	
Ordre du jour	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite de la préparation du processus de négociations pour les 3 domaines prédéterminés lors du Round 1 : <ul style="list-style-type: none"> • Dialogue sur la thématique de la lutte contre la drogue et le crime en bande organisée. • Échanges de propositions en matière de coopération agricole et rurale.
Observations sur les conclusions du Round	<p><i>Volet commercial</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • La CE présente au Mercosud une offre commerciale relative : <ul style="list-style-type: none"> • aux tarifs douaniers, • à l'échange des marchandises, • à l'échange de services, • aux marchés publics. • Le Mercosud s'engage à proposer son offre dans les plus brefs délais.
Round 6 29-31/10/2001	
Bruxelles	
Ordre du jour	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite de la préparation du processus de négociations pour les 3 domaines prédéterminés lors du Round 1. • Présentation de l'offre commerciale du Mercosud relative : <ul style="list-style-type: none"> • à l'échange de marchandises, • à l'échange de services, • aux marchés publics.
Observations sur les conclusions du Round	<p><i>Volet politique</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • les deux parties échangent leurs points de vue sur : <ul style="list-style-type: none"> • le cadre institutionnel du futur accord d'association,

	<ul style="list-style-type: none"> • l'approfondissement du futur dialogue politique qui l'accompagnera. <p><u>Volet coopération</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • les négociations portent sur : la coopération technologique et scientifique, l'énergie, les transports, les télécommunications, les technologies de l'information et la société de l'information, la coopération dans le secteur agricole, dans le secteur de l'environnement et la coopération plus générale dans le cadre du futur accord d'association. <p><u>Volet commercial</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les négociateurs se concentrent sur les barrières tarifaires et non tarifaires, les services et l'attribution des marchés publics. • Les deux parties concluent qu'il faut approfondir leur travail.
Round 7 8-11/07/2002	
Buenos Aires	
Ordre du jour	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite de la préparation du processus de négociations pour les 3 domaines prédéterminés lors du Round 1. • Le Mercosud annonce la signature, le 18 février 2002, du Protocole d'Olivos pour la solution des controverses dans le Mercosud.
Observations sur les conclusions du Round	<p><u>Volet politique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • les deux parties échangent leurs points de vue sur : <ul style="list-style-type: none"> • le cadre institutionnel du futur accord d'association, • l'approfondissement du futur dialogue politique qui l'accompagnera. • les deux parties analysent la validité de l'incorporation du principe de « bonne gouvernance » suggéré par l'UE, dans le futur accord d'association. <p><u>Volet coopération</u></p> <p>Les discussions portent sur les mêmes domaines que lors du Round précédent.</p> <p><u>Volet commercial</u></p> <p>Les négociateurs abordent les dossiers suivants : droits de douane, normes, réglementations et procédures de conformité, mesures sanitaires et phytosanitaires, commerce électronique.</p>
Round 8 11-14/11/2002	
Brasilia	
Ordre du jour	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite de la préparation du processus de négociations pour les 3 domaines prédéterminés lors du Round 1.
Observations sur les conclusions du Round	<ul style="list-style-type: none"> • Accord sur la création d'un système d'archives commun pour faciliter la consultation des nombreux documents de travail produits. <p><u>Volet politique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les propositions de textes des deux parties sont révisées et consolidées. • Les deux parties s'accordent à dire qu'il faut poursuivre les efforts dans ce domaine. • Les deux parties s'engagent à proposer avant le prochain round de négociation, une première ébauche commune du texte de l'Accord d'Association Interrégionale. <p><u>Volet commercial</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les discussions portent sur les conditions d'accès aux marchés et plus particulièrement, sur la circulation des marchandises agricoles et de ses dérivés. • Le Mercosud invite la CE à formuler une offre actualisée et demande une liste des produits agricoles ou dérivés avec leur tarifs douaniers correspondants. • Les deux parties prévoient la création d'un Accord d'Assistance Mutuelle sur les questions douanières, lequel aura vocation à compléter le futur Accord d'Association. • Les deux parties soulignent la nécessité d'établir un plan d'action commun en matière de facilités commerciales, et ce en vue de pouvoir répondre aux attentes des secteurs privés.

Round 9 17-21/03/2003	
Bruxelles	
Ordre du jour	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite de la préparation du processus de négociations pour les 3 domaines prédéterminés lors du Round 1. • Discussion autour de l'élargissement de l'UE.
Observations sur les conclusions du Round	<p><u>Volet commercial</u></p> <p>Se poursuivent les négociations portant sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le commerce des marchandises : tarifs douaniers, règles d'origine, protectionnisme, vins et spiritueux, mesures sanitaires et phytosanitaires ; • les marchés publics ; • les investissements ; • les services ; • le commerce électronique ; • le règlement des différends.
Round 10 23-27/06/2003	
Asunción	
Ordre du jour	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite de la préparation du processus de négociations pour les 3 domaines prédéterminés lors du Round 1.
Observations sur les conclusions du Round	<ul style="list-style-type: none"> • La CE se déclare dans l'impossibilité de négocier le dossier des marchés publics, en l'absence de proposition émise par le Mercosud. • Le Mercosud précise que malgré l'absence de proposition, il est envisageable d'aborder les méthodes ainsi que les modalités respectives au fond du dossier.
Round 11 2-5/12/2003	
Bruxelles	
Ordre du jour	<ul style="list-style-type: none"> • Dialogue politique. • Coopération pour le développement. • Commerce : <ul style="list-style-type: none"> • Marchandises : droits de douane sur les produits agricoles, douanes, Obstacles Techniques aux Échanges, règles d'origine, défense commerciale, mesures concernant les vins, spiritueux et produits phytosanitaires. • Brevets. • Règlement des différends. • Commerce électronique. • Concurrence. • Élargissement. • Développement durable. • Facilitation du commerce : <ul style="list-style-type: none"> • Douanes. • Commerce électronique. • Obstacles techniques aux échanges. • Autres : <ul style="list-style-type: none"> • Élargissement de l'UE. • Développement durable.
Observations sur les conclusions du Round	<p><u>Volet commercial</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Une discussion détaillée porte sur le secteur automobile, et dans ce secteur, l'harmonisation des règles commerciales progresse. • Le Mercosud et la CE commencent à échanger leurs points de vue sur les modalités du commerce des produits agricoles. • La CE transmet une proposition de texte sur le commerce des vins, puis une deuxième sur les spiritueux. • La CE demande au Mercosud de transmettre une nouvelle proposition sur les règles d'origine des produits industriels, laquelle en l'état, n'accorde aucun traitement préférentiel aux biens européens.

	<ul style="list-style-type: none"> • En matière de propriété intellectuelle, les deux parties sont divisées et exposent leurs divergences à l'égard de leurs propositions respectives. • Le Mercosud émet plusieurs propositions sur la réglementation du commerce électronique, un point très important pour l'échange des services.
Round 12 8-12/03/2004	
Buenos Aires	
Ordre du jour	<ul style="list-style-type: none"> • Dialogue politique. • Coopération pour le développement. • Aspects commerciaux du projet d'accord d'association.
Observations sur les conclusions du Round	Le Mercosud souligne que les prochains mois seront cruciaux pour la négociation de l'accord définitif et espère qu'il sera possible de le signer en octobre 2004. Il ajoute qu'il s'agira d'un accord historique et appelle les deux parties à continuer de travailler dur.
Round 13 3-7/05/2004	
Bruxelles	
Ordre du jour	<ul style="list-style-type: none"> • Dernière rencontre du Comité Bi-régional de Négociation avant le Sommet UE-ALC, qui se tiendra à Guadalajara les 28 et 29 mai 2004. • Analyser les offres émises jusqu'à présent concernant les services, l'investissement, les marchés publics, les biens, et particulièrement les marchandises agricoles, en vue d'aborder la phase finale du cycle de négociation, prévue pour octobre 2004.
Observations sur les conclusions du Round	<ul style="list-style-type: none"> • La CE rappelle que ces négociations sont une priorité pour l'Europe dans le calendrier de cette année. • Le Mercosud rappelle que pour conclure l'accord, la CE doit fournir son offre détaillée concernant les produits agricoles. • Le Round 14 se tiendra à Buenos Aires, du 7 au 11 juin 2004. • Le Round 15 se tiendra à Bruxelles, du 19 au 23 juillet 2004.

Sources : élaboration propre à partir de ANNEXE 12 - Conclusions finales des Rounds de négociation Mercosud-CE.

Le 5^e Round organisé à Montevideo, du 2 au 6 juillet 2001, marque le véritable lancement des négociations. Pour la première fois depuis le début du processus, le dossier agricole, jusqu'ici laissé de côté, est mis sur la table. Toutefois, les parties font le choix d'aborder ce dossier sensible, sur le terrain de la coopération et non de la libéralisation commerciale.

Pour ce qui concerne le volet commercial, la CE présente au Mercosud une première proposition sur les tarifs douaniers, l'échange des marchandises, l'échange de services et les marchés publics. L'offre commerciale européenne de juillet 2001 concerne 90% des produits destinés à être échangés avec le Mercosud. Les 10% restants, amenés à être échangés, mais ne faisant l'objet d'aucune proposition de la part de la CE, concernent les produits agricoles considérés sensibles. Du point de vue du Mercosud, ces 10% restants représentent l'essentiel des produits en mesure d'être exportés. Il appartient donc au Mercosud de formuler son offre commerciale. Le cône sud ne manque pas de le faire, à Bruxelles, dès le Round suivant, mais encore une fois, celle-ci est insuffisante et ne concerne qu'un tiers des produits susceptibles d'être échangés. Ceci s'explique par le fait que la délégation du Mercosud n'ignore pas la

sensibilité européenne relative à la libéralisation commerciale des produits agricoles et de ses produits dérivés. Elle est consciente du « nœud » que ce dossier représente dans le cadre des négociations de l'OMC et adopte pour l'heure une attitude prudente. Les deux parties préfèrent se séparer en convenant qu'il faut continuer de travailler.

Les Rounds 7, 8 et 9 montrent que les parties s'emploient à poursuivre le renforcement des trois piliers stratégiques de la future association (politique, coopération et libéralisation commerciale). Les questions agricoles ne figurent toujours pas à l'ordre du jour. Certes, elles sont abordées au cours des discussions, tel que le mentionnent les conclusions, mais elles ne sont pas encore la priorité des négociateurs. Ainsi, lorsque s'achève le 9^e Round, en mars 2003, aucune des deux parties ne peut se targuer d'avoir obtenue une avancée bénéfique dans un des domaines prioritaires.

Le Round suivant permet, logiquement, de cristalliser les frustrations. La CE contourne le dossier agricole en faisant remarquer que le Mercosud tarde à mettre sur la table une proposition intéressante concernant les marchés publics. Les négociateurs du cône sud adressent à la CE une fin de non recevoir. Ils rappellent que le degré de sensibilité des marchés publics n'est pas aussi élevé que celui du dossier agricole et que malgré l'absence de proposition, les négociations sur ce point peuvent débiter.

Les droits de douane sur les produits agricoles apparaissent donc à l'ordre du jour du 11^e Round qui se tient à Bruxelles, du 2 au 5 décembre 2003. Cette fois, le volet commercial occupe clairement, l'essentiel des débats. La CE a l'autorisation de ses pays membres d'accorder certaines préférences concernant les produits agricoles qui intéressent le Mercosud. Pourquoi ? Parce que la réunion de l'OMC, tenue à Cancun, vient de se terminer sur un échec, et il convient de « réagir ». En réalité, ce que propose la CE au Mercosud, elle le propose également dans le cadre de l'OMC. Néanmoins, l'automobile, les produits agricoles, les vins et spiritueux, les produits industriels, les questions de propriété intellectuelle, le commerce électronique, soit tous les dossiers présentant un intérêt réel du point de vue économique, sont abordés et négociés. L'ensemble des participants reconnaît que le travail à accomplir demeure considérable, mais la glace semble brisée et un vent d'optimisme souffle sur le CBN. La signature définitive de l'accord d'association est même évoquée. Au cours des deux Rounds suivants (Rounds 12 et 13), puis en mai 2004 lorsque les parties se rencontrent

dans le contexte plus large du III^e Sommet UE-ALC qui se tient à Guadalajara, les parties confirment la signature de l'accord d'association pour le mois d'octobre de la même année.

4.3 Suspension des négociations

Les négociations interrégionales entre le Mercosud et la CE reposent sur les avancées obtenues dans le cadre de l'OMC. Cette modalité inscrite dans le cadre juridique de l'accord de coopération permet de ne pas avoir à négocier de préférences tarifaires qui le sont déjà, ou qui vont l'être, dans le cadre du commerce mondial régi par l'OMC. Il convient donc de revenir sur l'évolution des négociations menées dans le cadre de l'OMC, au moment où le Mercosud et la CE annoncent la signature de leur futur accord d'association, en 2004, afin de comprendre comment celles-ci sont finalement suspendues.

4.3.1 Échec du cycle de Doha

Lorsque les membres de l'OMC se réunissent dans la capitale du Qatar, en novembre 2001, les membres s'entendent sur l'ouverture d'un cycle de négociation qui doit permettre d'aboutir, selon la terminologie utilisée par l'OMC, à un commerce mondiale plus équitable pour les pays émergents et sous-développés. Il s'agit de réduire les barrières douanières en vue de favoriser le développement. Le programme prévoit l'organisation de plusieurs réunions visant à déterminer les conditions du commerce mondial, en matière d'agriculture, de services et de propriété intellectuelle, essentiellement.

Or, depuis le lancement du cycle de Doha, en 2001, les négociations sont, pour le moins, infructueuses. L'échec du Sommet de Cancún au Mexique, en 2003, sous la présidence de Supachai PANITHPAKDI²⁷⁶, illustre la difficulté à mettre en place un règlement mondial qui encadrerait le commerce de l'ensemble des acteurs de la planète. Le cycle de l'« Uruguay Round », précédant le cycle de Doha, avait déjà rencontré beaucoup de difficultés. Inauguré le 19 septembre 1986, suite à la Déclaration de Punta del Este, l'« Uruguay Round » devait s'étendre sur quatre années. Il ne s'achève finalement qu'en 1994.

²⁷⁶ Supachai PANITHPAKDI, de nationalité thaïlandaise, préside l'OMC entre le 1^{er} septembre 2001 et le 31 août 2005.

Le processus de libéralisation des échanges se heurte aux réticences de l'UE, des États-unis, et des pays en voie de développement. L'OMC souhaite que l'UE diminue les barrières tarifaires sur les produits agricoles, que les États-unis réduisent les subventions à l'agriculture, et que les pays émergents, comme le Brésil, l'Inde ou la Chine, fassent des efforts sur les droits de douane des produits industriels. Face au manque d'engagement des nations les plus puissantes et aux faibles résultats obtenus au cours des négociations et des cycles précédents, le nouveau directeur de l'OMC, Pascal LAMY²⁷⁷, présente le sommet de Genève comme celui de la dernière chance. Ainsi, ministres et chefs de délégation, se réunissent à Genève entre le 28 juin et le 1^{er} juillet 2006.

Le jeudi 29 juin au soir, alors que les négociations entre les 149 pays membres n'ont pas officiellement débutées, l'Australie, le Brésil, les États-unis, l'Inde, le Japon et l'Union Européenne se réunissent officieusement pour exposer les concessions que chaque État est disposé à offrir. Rapidement les participants se rendent compte du fait que leurs positions sont divergentes et que, par conséquent, les concessions souhaitées par l'OMC ne sont pas réalisables. Pascal LAMY réclame à l'UE une baisse de 54% des droits de douane sur les produits agricoles ; une baisse de 20% des droits de douane sur les produits industriels pour les pays émergents ; et un plafond de 20 milliards de dollars par an pour les subventions nord-américaines à l'agriculture.

Le Sommet ne donne lieu à aucune avancée significative et le 24 juillet 2006, les négociations sont interrompues devant l'incapacité des acteurs principaux de l'OMC à trouver un consensus. À cet instant, aucune date de réunion ultérieure ne figure à l'agenda des délégations internationales. Selon le directeur de l'OMC, ce qui s'apparente à une suspension du cycle de Doha doit « permettre aux participants d'engager une réflexion sérieuse qui est clairement nécessaire »²⁷⁸. Et celui-ci de préciser que « le temps sera venu seulement quand les pays membres seront prêts à jouer le jeu »²⁷⁹. Le cycle de Doha est officiellement suspendu *sine die*, le 28 juillet 2006.

²⁷⁷ Pascal LAMY, de nationalité française, préside l'OMC à partir du 1^{er} septembre 2005.

²⁷⁸ LAMY, Pascal. Le désaccord entre les « grands » de l'OMC pourrait marquer la fin du cycle de Doha. Le Monde, 24 juillet 2006.

²⁷⁹ LAMY, Pascal. Les aides agricoles provoquent l'échec de la libéralisation du commerce. Le Monde, 25 juillet 2006.

Si chaque délégation exprime avant le Sommet de Genève, son souhait de voir aboutir les négociations, aucune partie ne souhaite prendre le risque d'être la première à faire des concessions. La représentante du commerce nord-américain, Susan SCHWAB²⁸⁰, souhaite une ouverture du marché européen aux produits agricoles. Elle explique que « malheureusement, nos partenaires semblent plus intéressés par des échappatoires que par l'ouverture des marchés. Un cycle de Doha n'a jamais été acceptable pour les États-unis »²⁸¹. Le commissaire au commerce européen, Peter MANDELSON²⁸², estime que les États-unis ont « jugé préférable de suspendre les négociations commerciales à ce stade »²⁸³. Il refuse d'endosser la responsabilité de l'échec des négociations et rappelle qu'à cet instant, l'UE est prête à baisser de moitié, ses droits de douane sur les produits agricoles, tel que l'avait demandé Pascal LAMY, et ceci au nom des pays les plus défavorisés. Finalement l'ONG britannique Christian Aid résume la situation, soulignant « l'intransigeance égoïste des États-unis et de l'Europe »²⁸⁴.

De nombreux participants se montrent déçus par l'intransigeance des États-unis. Au sortir de la réunion, P. MANDELSON veut confirmer que l'UE va, malgré tout, appliquer les dispositions prévues par l'OMC. Il n'en demeure pas moins que les pays les moins favorisés doivent renoncer au rêve d'un commerce mondial sans subventions agricoles. Ce projet serait entré en vigueur en 2013 et aurait permis aux pays dont l'économie repose sur l'agriculture, d'exporter la quasi-totalité de leurs produits vers les pays occidentaux sans quotas, et à « tarif zéro ». Les pays les plus défavorisés ne sont pas les seuls perdants. L'accès au marché européen de produits agricoles demeure également prohibé aux pays émergents, tel que le Brésil. Quant aux États-unis et à l'UE, ils ne verront pas non plus l'accès de leurs produits industriels, facilité.

En 2006, les négociations sur le commerce mondial traversent la plus grave crise de leur histoire. Plus préoccupant encore, le contexte conjoncturel international risque de détourner l'attention des gouvernements des enjeux du commerce. Le spectre des élections du Congrès aux États-unis (octobre 2006), des élections présidentielles et législatives en France (2007) et

²⁸⁰ Susan SCHWAB représente le commerce pour les États-unis, depuis le 8 juin 2006.

²⁸¹ Le Monde, 24 juillet 2006, *Ibid.*

²⁸² Le commissaire européen, Peter MANDELSON, représente la DG Commerce au sein de la CE, entre le 23 juillet 2004 et le 6 octobre 2008, date à laquelle il est remplacé par Catherine ASHTON.

²⁸³ *Ibid.*, Le Monde, 24 juillet 2006.

²⁸⁴ *Ibid.*, Le Monde, 24 juillet 2006.

au Brésil (octobre 2006), ne permet en aucun cas d'envisager une sortie de crise heureuse, à court terme.

Sans compromis dans le cadre du cycle de Doha, les négociations entre le Mercosud et la CE, indexées sur celles de l'OMC, sont également suspendues après le III^e Sommet UE-ALC qui se tient à Guadalajara en 2004. La signature de l'accord d'association avancée à l'occasion du 13^e Round de négociations, pour le mois d'octobre 2004, n'est plus d'actualité. La suspension du cycle de Doha impose donc à l'ensemble des acteurs de la planète de redéfinir leur stratégie d'insertion internationale.

4.3.2 Perspectives du commerce mondial

Au-delà de la complexité technique des négociations de l'OMC, la suspension du cycle de Doha révèle également un manque de volonté politique. Il convient de ce fait, de s'interroger sur l'avenir des échanges commerciaux à l'échelle mondiale.

Dans la mesure où, les pays les plus développés maintiennent des attitudes protectionnistes, cela équivaut à affirmer qu'ils refusent également d'accorder aux économies les plus pauvres, l'opportunité de se développer. Du point de vue des pays les moins favorisés et des économies émergentes, l'heure est à la recherche de nouvelles alternatives. Les accords bilatéraux, régionaux ou interrégionaux, apparaissent alors comme une issue logique, voir comme la seule alternative existante. En 2006, les échanges arbitrés par l'OMC représentent 60% du commerce mondial, et les 40 % restants s'inscrivent déjà dans le cadre d'accords spécifiques entre pays. À cette date, le Brésil a déjà signé des accords bilatéraux avec l'Inde, la Chine, l'Afrique du Sud, et tous sont en cours d'approfondissement. La question de l'insertion internationale est cruciale pour les pays émergents, et avec elle, celle de l'accès aux marchés européen et nord-américain. Et l'agriculture de s'inscrire en filigrane comme l'un des enjeux majeurs des relations commerciales futures de la planète.

Le 02 août 2006, Celso AMORIM, alors Ministre des Relations Extérieures du Brésil²⁸⁵, s'adresse au Sénat, sur la situation des brésiliens au Liban ainsi que sur l'enlisement des

²⁸⁵ Le mandat de Celso AMORIM au poste de Ministre des Relations Extérieures prend effet au 1^{er} janvier 2003 et arrive à son terme au 31 décembre 2010. Lui succède, Antonio PATRIOTA, au sein du gouvernement de Dilma ROUSSEFF.

négociations au sein de l'OMC. Concernant ce deuxième volet, il informe l'auditoire qu'il vient de s'entretenir avec un représentant de la délégation européenne. Il précise que ce dernier, compte tenu du contexte actuel, lui a exprimé sa volonté de faire avancer la coopération entre les deux blocs. « [...] quando é que nós vamos nos encontrar? Vamos nos encontrar! »²⁸⁶ déclare le représentant européen, selon le discours du Ministre des Relations Extérieures du Brésil²⁸⁷. Cet épisode souligne le fait que, malgré la suspension du cycle de Doha, en dépit de l'interruption des négociations du CBN, nonobstant les obstacles agricoles, le Mercosud et l'UE n'écartent pas la possibilité d'explorer conjointement d'autres alternatives, pour parvenir à un rapprochement des deux régions.

Par ailleurs, il est difficile d'imaginer à cet instant, que le Mercosud choisisse l'option d'un rapprochement avec les États-unis. L'intransigeance dont Washington vient de faire preuve à Genève, laisse peu d'espoir quant à leur volonté de développer toute forme de commerce équilibré avec l'Amérique latine. Celso Amorim affirme en ce sens que, « Sobre a ALCA não há no momento nenhuma negociação »²⁸⁸⁻²⁸⁹.

4.3.3 La Politique Agricole Commune de l'UE

L'apparente volonté politique de ne pas abandonner le projet d'association entre le Mercosud et la CE, ne règle pas la question du « nœud agricole ». L'UE entretient avec son secteur agricole un rapport privilégié, dont les négociateurs du Mercosud ont pleinement conscience, et qui ne permet pas en l'état actuel des choses, d'envisager une reprise des négociations, que ce soit dans le cadre de l'OMC ou du CBN. La PAC européenne revêt donc un caractère déterminant dans la suspension des négociations.

D'un point de vue juridique, le Traité de Rome établit les modalités de la gestion du secteur agricole en 1957. La PAC existe de manière effective à partir de 1962 et s'engage à

²⁸⁶ « Quand allons-nous nous rencontrer ? Organisons une rencontre ! ». Traduction propre.

²⁸⁷ SENADO FEDERAL DO BRASIL - Exposição do Ministro de Estado das Relações Exteriores, Embaixador Celso Amorim, em Audiência Pública da Comissão de Relações Exteriores e Defesa Nacional do Senado Federal, sobre a situação dos brasileiros no Líbano e as negociações da Rodada de Doha da OMC (Parte II) [En ligne]. Brasília : 2 août 2006. Disponible sur : <http://mundorama.net/2006/08/02/exposicao-do-ministro-de-estado-das-relacoes-exteriores-embaixador-celso-amorim-em-audiencia-publica-da-comissao-de-relacoes-exteriores-e-defesa-nacional-do-senado-federal-sobre-a-situacao-dos-bras/>

²⁸⁸ « Par rapport à la ZLEA, aucune négociation n'est actuellement ouverte ». Traduction propre.

²⁸⁹ SENADO FEDERAL DO BRASIL, *Ibid.*

poursuivre deux objectifs principaux : le productivisme et le protectionnisme. Il s'agit en effet :

- d'accroître la productivité de l'agriculture en vue de parvenir à l'autosuffisance alimentaire. Au moment de la création de la PAC, l'autosuffisance n'est atteinte qu'à 80%²⁹⁰ ;
- d'assurer un niveau de vie équitable à la population agricole européenne ;
- de stabiliser les marchés, c'est-à-dire d'isoler la production européenne des variations de prix au niveau mondial, en vue d'assurer au consommateur et au producteur, des prix stables et raisonnables ;
- de garantir la sécurité des approvisionnements.

Au moment de la mise en place de la PAC, la France apparaît comme le principal producteur et donc, comme la nation européenne la plus concernée. La situation ne s'est pas inversée au cours des 50 années d'existence de la PAC, puisqu'en 2010, elle reçoit plus qu'elle ne cotise. La France est bénéficiaire net, et de ce fait, ardent défenseur de la PAC, bien que l'agriculture ne représente que 2% du PIB français. L'Allemagne est le plus gros contributeur. En raison des nouveaux entrants dans l'UE, le budget de la PAC est régulièrement revalorisé. Des réformes interviennent ainsi en 1971, 1984, 1988, 1992, 1999, 2003 et 2008. En 2002, le couple Jacques CHIRAC- Gerhard SCHRÖDER s'investit particulièrement dans la redéfinition des dépenses pour la période 2003-2013. Par conséquent, le Mercosud ne peut guère envisager de réels changements avant la fin de cette échéance. Dès la signature de l'accord cadre de coopération Mercosud – CE, en 1995, la CE note les réticences de certains pays européens qui redoutent la libéralisation des produits agricoles en provenance d'Argentine et du Brésil : c'est le cas du secteur agricole français, irlandais, italien et grec. Du point de vue de l'UE, les barrières tarifaires relatives à l'agriculture sont vitales. Sans elles, certains produits sensibles comme le sucre par exemple, ne sont plus compétitifs. La marge de manœuvre européenne est donc limitée. Du point de vue de l'UE encore, il est admis, par principe, que toute réduction des tarifs douaniers menace la stabilité de la PAC.

En termes de productivisme le succès de la PAC est incontestable. Depuis qu'elle existe, l'UE a même du faire face à de nombreuses crises de surproduction. En termes de protectionnisme, elle est largement contraire aux principes du GATT et aujourd'hui, de l'OMC. Elle ne fait

²⁹⁰ La France fait, ici, figure d'exception et présente un taux d'autosuffisance de 100%.

d'ailleurs pas toujours l'unanimité au sein de l'Europe. Les pays qui ont un faible rapport avec l'agriculture y sont généralement opposés, de même que certains pays industrialisés à l'image de l'Allemagne ou de la Grande Bretagne.

À l'échelle mondiale, la production européenne est clairement excédentaire. Le secteur agricole européen subsiste grâce aux tarifs douaniers et aux subventions à l'exportation et à la production. Pourquoi l'UE soutient avec autant d'ardeur un secteur qui n'est pas rentable ? Le premier pilier de la PAC cherchant à assurer l'autosuffisance alimentaire, a été complété par un deuxième à l'occasion du Conseil européen de Berlin des 24 et 25 mars 1999. La PAC inclut depuis cette date, un deuxième axe prioritaire : le développement rural. Celui-ci doit permettre :

- l'amélioration de la compétitivité de l'agriculture et de sa multifonctionnalité ;
- la promotion de la protection de l'environnement ainsi que des mesures forestières contribuant au développement durable ;
- la participation au développement des territoires ruraux.

Bien que la PAC aille à l'encontre des principes commerciaux exprimés par l'OMC mais également par l'UE, le marché agricole européen interne demeure une priorité. Malgré les réticences exprimées de certains pays tels que la Grande Bretagne, la Suède ou encore l'Allemagne, la CE maintient une relation économique privilégiée avec les « pays ACP »²⁹¹, renforcée en 2000 par les accords de Cotonou. Le secteur de l'agriculture particulièrement concerné par ces accords, compte de nombreuses distorsions par rapport aux règles de l'OMC, en termes de protectionnisme et de subventions à l'exportation et à la production. Les états membres du Mercosud ne bénéficient pas de ces préférences. Il s'agit là d'un point de discordance majeur de la négociation. Le Mercosud demande à ce que la CE mette fin à ces préférences, un point sur lequel la CE répond par la négative en argumentant que ce principe n'est pas négociable.

La PAC arrive à échéance en 2013. En 2011, des discussions au niveau européen sont entamées pour définir les contours de la nouvelle version qui concernera la période 2014-2019. L'issue de celles-ci représente un enjeu indéniable pour le Mercosud et le succès de l'association.

²⁹¹ Afrique, Caraïbe, Pacifique.

4.4 Négociations : phase II

Le 13^e et dernier round de négociation du CBN remonte à mai 2004. Pourtant, contre toute attente, et au terme d'une période de 6 années au cours de laquelle la négociation demeure suspendue pour les raisons invoquées précédemment, les deux régions officialisent leur volonté de relancer le projet d'association, peu avant la tenue du VI Sommet UE-ALC, organisé à Madrid, entre le 16 et le 19 mai 2010. Si l'on écarte le volontarisme politique des deux parties on peut tout à fait s'étonner de cette reprise des négociations car, en effet, celle-ci intervient alors que le dossier agricole n'a guère évolué. De manière générale, les négociations menées dans le cadre de l'OMC ne présentent aucune nouveauté. Les éléments qui nourrissent la volonté de relancer le projet d'association, sont donc indépendants de la conjoncture mondiale.

En ce qui concerne le Mercosud, il faut rappeler qu'il s'agit d'une organisation d'inspiration « cépalienne », reposant en l'occurrence, sur la théorie du régionalisme ouvert. L'insertion internationale de ses pays membres constitue par nature, un objectif fondamental, inscrit dans son texte fondateur. Le préambule du Traité d'Asunción mentionne que, compte tenu de « [...] la evolución de los acontecimientos internacionales, en especial la consolidación de grandes espacios económicos [...] », il est important de « [...] lograr una adecuada inserción internacional para sus países; »²⁹²⁻²⁹³. En tant qu'espace économique majeur à l'échelle de la planète, l'UE représente de fait, un enjeu déterminant pour le Mercosud. La tenue de négociations entre les deux blocs régionaux contribue à justifier l'existence même du marché commun du cône sud.

Dans l'une de ses nombreuses analyses, Félix PEÑA, Sous-secrétaire au commerce extérieur du Ministère de l'Économie en Argentine et membre du Groupe du Marché Commun du Mercosud au moment du lancement des négociations avec l'UE, apporte des éléments explicatifs supplémentaires²⁹⁴. Il rappelle que la négociation avec l'UE représente pour le Mercosud un triple enjeu et que l'association permettrait de :

²⁹² « [...] l'évolution du contexte international et plus particulièrement le renforcement des grands espaces économiques [...] » ; « [...] parvenir à une insertion internationale adéquate pour ses pays ; ». Traduction propre.

²⁹³ ANNEXE 13 - Traité d'Asunción. Préambule.

²⁹⁴ PEÑA, Félix. Les intérêts du Mercosur dans les négociations avec l'Union européenne. IN Vers un accord entre l'Europe et le Mercosur. Paris : Presses de Sciences Po, 2001. p. 216-217.

- passer du statut de « global trader » au statut de « global player » ;
- démontrer au reste de la communauté internationale, que le Mercosud est un interlocuteur sérieux en terme de commerce et d'investissements ;
- s'insérer sur l'ensemble des marchés internationaux et créer un équilibre sur le continent américain en diversifiant l'origine géographique de ses partenaires.

La CE, quant à elle, exprime officiellement sa volonté de relancer les négociations dans un communiqué daté du 4 mai 2010. La recherche d'avantages en termes d'emploi et de croissance pour les deux parties, l'accès au marché du Mercosud pour les entreprises européennes y compris dans le secteur agricole et les avantages économiques potentiels pour les exportateurs, investisseurs et prestataires de services, sont du point de vue européen, autant de raisons de relancer le processus²⁹⁵.

Tableau n° 7 – Négociations Phase II : à partir de mai 2010

Round 17 29/06-02/07/2010	
Buenos Aires	
Ordre du jour	<ul style="list-style-type: none"> • Réaffirmation des trois piliers de la négociation : politique, coopération, commerce. • Etablissement des groupes de travail. • Définitions des avancées obtenues dans le cadre de la phase I. • Identification des dossiers pendants et positions des parties sur ceux-ci.
Observations sur les conclusions du Round	<ul style="list-style-type: none"> • Les délégations décident de reprendre la même méthode de travail/négociation. <p><i>Volet commercial</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les conclusions du Round 13 constituent le point de départ de la phase II, pour tous les dossiers. • Chaque partie annonce par ailleurs, l'élaboration de nouvelles propositions en vue de clarifier leurs positions respectives relatives aux barrières tarifaires et non tarifaires. • Chaque partie s'engage à présenter rapidement le bilan des importations et exportations concernant la période 2006-2009. • La CE présente un changement d'approche concernant les barrières techniques au commerce. • Les discussions rouvrent les dossiers sur : les règles d'origine, les normes, les mesures sanitaires et phytosanitaires, les droits de propriété, les règles d'origine, les vins, le règlement des différends, les mesures de protectionnisme, la politique de libre concurrence, les droits de douane, les services, l'investissement et les marchés publics. • Le Mercosud souligne la nécessité de prendre en compte les différences entre les deux régions.
Round 18 11-15/10/2010	
Bruxelles	
Ordre du jour	<ul style="list-style-type: none"> • Dialogue politique. • Coopération pour le développement. • Commerce :

²⁹⁵ COMMISSION EUROPÉENNE – DG COMMERCE. European Commission proposes relaunch of trade negotiations with Mercosur countries [en ligne]. Bruxelles : 4 mai 2010, 2 p. Format PDF. Disponible sur : http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2010/may/tradoc_146112.pdf

	<ul style="list-style-type: none"> • Marchandises : droits de douane, obstacles techniques aux échanges, règles d'origine, produits sanitaires et phytosanitaires. • Brevets et propriété intellectuelle. • Règlement des différends. • Règles de la concurrence. • Douanes. • Protectionnisme. • Services et investissement • Marchés publics
Observations sur les conclusions du Round	Les parties conviennent du fait que les négociations doivent se poursuivre. La prochaine rencontre du CBN se tiendra au Brésil et trois autres Rounds devront être organisés au cours du premier semestre 2011.

Round 19 22/11-01/12/2010	
Brasilia	
Ordre du jour	<ul style="list-style-type: none"> • Dialogue sur la libéralisation du commerce uniquement : <ul style="list-style-type: none"> • Conditions d'accès au marché pour les marchandises. • Règles d'origine. • Mesures sanitaires et phytosanitaires. • Propriété intellectuelle, règles d'origine et vins. • Règlement des différends • Protectionnisme. • Règles de la concurrence. • Droits de douane. • Services et investissement. • Marchés publics. • Concernant la coopération une réunion de négociation ad-hoc est organisée les 23 et 24 novembre 2010. • Concernant le dialogue politique une réunion est organisée les 6 et 7 décembre 2010.
Observations sur les conclusions du Round	<p><i>Volet commercial</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Des progrès significatifs ont été réalisés pour : l'accès aux marchés, les règles d'origine, les barrières techniques au commerce, les services et investissement, le règlement des différends. • Pour le reste, les parties soulignent qu'il faut approfondir la négociation. • Les deux délégations continuent de travailler à l'amélioration de leur offre.

Round 20 14-18/03/2011	
Bruxelles	
Ordre du jour	<ul style="list-style-type: none"> • Dialogue sur la libéralisation du commerce uniquement : reprise des éléments qui figurent à l'ordre du jour du Round 19. • Des réunions spécifiques traiteront du dialogue politique et de la coopération de manière séparée, entre le 15 et le 17 mars.
Observations sur les conclusions du Round	<p><i>Règles d'origine :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • La CE annonce qu'elle va proposer une offre concernant quelques règles qui intéressent les entreprises, en conformité avec les règles du GATT. • Échange d'informations à propos des règles spécifiques sur les produits agricoles. • Les négociateurs conviennent que le dossier agricole doit également être élevé au niveau institutionnel et abordé par les ministres des deux régions. • Le Mercosud émet une proposition concernant les produits de la pêche. • Le Mercosud accepte une partie de la proposition de la CE relative aux règles sur les produits industriels. <p><i>Certificats de conformité :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • La CE demande au Mercosud des informations sur la législation en vigueur concernant le secteur automobile. <p><i>Règlement des différends :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • La CE refuse que le chapitre sur l'antidumping puisse être examiné par la procédure

	bilatérale de règlement des différents. <ul style="list-style-type: none"> • Ce chapitre doit être rediscuté par les chefs d'état. <u>Subventions européennes :</u> <ul style="list-style-type: none"> • Le Mercosud demande pourquoi l'agriculture est encore concernée par ce chapitre. • Le Mercosud demande quelle valeur ajoutée apporte la proposition européenne sur ce chapitre, par rapport aux obligations négociées dans le cadre de l'OMC. • Le Mercosud demande comment pourrait être traité le dossier agricole, dans le cadre du système bilatéral de règlement des différents. •
--	---

Round 21 2-6/05/2011	
Asunción	
Données non communiquées.	

Round 22 4-8/07/2011	
Bruxelles	
Ordre du jour	<ul style="list-style-type: none"> • Dialogue sur la libéralisation du commerce uniquement : reprise des éléments qui figurent à l'ordre du jour du Round 19. • Les négociations sur le dialogue politique et la coopération ont lieu les 5 et 6 juillet 2011 dans le cadre d'une rencontre spécifique.
Observations sur les conclusions du Round	<u>Subventions à l'exportation :</u> <ul style="list-style-type: none"> • Le Mercosud propose une approche horizontale pour l'ensemble des produits. • L'UE suggère une approche par produit. • L'UE précise qu'elle ne peut prendre d'engagements bilatéraux qui modifieraient ses obligations prises dans le cadre de l'OMC. • Les deux parties concluent que ce dossier doit être traité au niveau des chefs d'états. <u>Commerce des vins :</u> <ul style="list-style-type: none"> • Le Mercosur considère que la proposition de texte émise par la CE ne constitue pas une base de négociation <u>Subventions et transparence :</u> <ul style="list-style-type: none"> • Le Mercosur propose d'exclure les services de ce chapitre. • La CE réaffirme qu'elle y attache au contraire beaucoup d'importance. <u>Politique de concurrence :</u> <ul style="list-style-type: none"> • Le Mercosud insiste sur les asymétries entre les deux organisations régionales. • Les deux parties insistent sur la nécessité de trouver un consensus sur ce chapitre. <u>Marchés publics :</u> <ul style="list-style-type: none"> • Les deux parties s'entendent sur un texte de base permettant d'engager la négociation. <u>Autres :</u> <ul style="list-style-type: none"> • Les parties ont trouvé un accord sur : les services financiers, postaux, maritimes, les télécommunications, les mouvements de personnes physiques.

Sources : élaboration propre à partir de ANNEXE 12 - Conclusions finales des Rounds de négociation Mercosud - CE

La deuxième phase de négociation reprend sur des bases identiques à la première. Les délégations des deux régions reprennent le dialogue autour des trois piliers définis lors de la première phase, à savoir, le dialogue politique, la coopération et la libéralisation commerciale. Dans chacun de ces trois domaines, les négociateurs techniques reprennent le travail, là où il en était six ans auparavant. Conscientes du fait que le volet commercial a conduit à la

suspension des négociations, les parties lui accordent cette fois une attention toute particulière. Ainsi, l'ordre du jour des Rounds de négociation, repose pratiquement intégralement sur la libéralisation du commerce. Les deux autres volets font l'objet de réunions parallèles, de manière à ne pas créer d'interférences. En ce qui concerne la libéralisation du commerce, les discussions reprennent autour d'une liste de dossiers jugés stratégiques :

- les règles d'origine,
- les normes,
- les mesures sanitaires et phytosanitaires,
- les droits de propriété et les brevets,
- les vins et spiritueux,
- le règlement des différends,
- les mesures de protectionnisme,
- la politique de libre concurrence,
- les droits de douane,
- les services,
- l'investissement et les marchés publics

Les Rounds 17, 18 et 19, permettent d'échanger des propositions sur l'ensemble de ces dossiers et les négociations permettent la rédaction de textes communs, destinés à incorporer le cadre juridique de la future association. Néanmoins les consensus sur ces questions, s'arrêtent aux portents de l'agriculture et de l'industrie. A l'occasion du 20^e Round, la CE demande au Mercosud de diminuer les mesures protectionnistes en vigueur dans le secteur automobile. Les principaux constructeurs automobiles européens sont, en effet, présents dans le Mercosud. Ils disposent sur place, d'unités de production, mais doivent s'affranchir de barrières tarifaires élevées, notamment en termes de propriété intellectuelle et d'investissement. La délégation du Mercosud, quant à elle, exprime son désaccord par rapport à l'offre agricole européenne. La CE se voit reprocher le fait de ne pas mettre sur la table de propositions allant au-delà de ce qu'elle s'engage à offrir dans le cadre de l'OMC. La CE souhaite même exclure les subventions agricoles de la négociation. À l'occasion du Round 22, le Mercosud répond à cette proposition en exprimant son souhait d'exclure de la négociation, les subventions relatives aux services. Le protectionnisme, qu'il soit agricole, industriel, ou relatif aux services, se trouve une nouvelle fois au cœur du désaccord et face à

l'acuité des divergences, les négociateurs techniques concluent que cette question doit être élevée au niveau institutionnel, autrement dit négociée par les chefs d'états.

4.5 Conclusions

Malgré la suspension des négociations en 2004, l'accord de coopération n'a pas été suspendu. L'accord à durée indéterminée prévoit que, seule l'association, puisse mettre un terme à la coopération. Sur ce point, l'article 34 mentionne bien qu'un terme peut être mis à l'accord si, et seulement si, la volonté des deux parties contractantes s'exprime dans ce sens. Lorsque les négociations ont été suspendues, aucune des deux parties n'a émis le souhait de suspendre l'accord de coopération.

La lenteur des négociations est effective, toutefois elle n'apparaît en aucun cas comme un facteur préoccupant. Les raisons qui ne permettent pas, pour l'heure, de parvenir à un accord sont connues des deux parties et le volontarisme politique suffit à ne pas abandonner les négociations.

Du point de vue du Mercosud, il est un facteur qui permet d'expliquer que la suspension des négociations avec l'UE ne soit jamais apparue comme un fait dramatique. Lorsque l'on fait le bilan des négociations menées par le Mercosud avec les « économies du nord », on observe effectivement, une absence totale d'accord. Le projet de ZLEA a été abandonné et l'association avec l'UE est passée par une phase de suspension de 6 années. Or, dans le même temps, les économies du cône sud affichent des résultats économiques favorables et les prévisions de croissance sont prometteuses. Le Mercosud est parfaitement conscient qu'il n'a aucune raison de s'impatienter. Sur ce point, le diplomate brésilien Ernesto Henrique FRAGA ARAÚJO, qui a participé aux négociations, pour la ZLEA et pour l'association avec l'UE, s'exprime en ces termes : « Não se concluiu a ALCA nem o acordo Mercosul-UE, e o mundo não caiu. As economias do Mercosul continuaram crescendo, assim como os fluxos de comércio e investimentos com aqueles grandes parceiros. O bloco continua unido, com todos os seus problemas »²⁹⁶⁻²⁹⁷.

²⁹⁶ « La ZLEA n'a pas abouti, pas davantage que l'accord Mercosud-UE, et le monde ne s'est pas arrêté de tourner. Les économies du Mercosud ont continué de croître, ainsi que les flux de commerce et d'investissements avec ces grands partenaires. Le bloc lui, demeure uni, malgré tous ses problèmes ». Traduction propre.

²⁹⁷ ARAÚJO, Ernesto Henrique Fraga. O Mercosul: negociações extra-regionais. Brasília : Fundação Alexandre de Gusmão – Ministério das Relações Exteriores, 2007. p. 218.

L'absence de supranationalité n'apparaît pas non plus, du point de vue du Mercosud, comme un facteur préoccupant. Si l'UE observe au sein du cône sud, une absence de politique extérieure formelle, le Mercosud bénéficie désormais d'une expérience de la négociation, qui lui permet de savoir que l'absence de supranationalité n'empêche pas ses pays membres de former un front commun autour de la défense de leurs intérêts. Au formalisme du cadre institutionnel européen, le Mercosud oppose une attitude pragmatique, au cas par cas et tout aussi efficace. Les négociations avec les États-unis pour la constitution d'une ZLEA ont échoué à la suite du refus exprimé par les états du Mercosud, et non l'inverse. Il appartient donc à la CE de prendre toute la mesure de ce pragmatisme.

L'élément le plus significatif de ce chapitre renvoie indéniablement au fait que, si les négociations ont été suspendues, elles n'ont jamais été abandonnées. Malgré les divergences qui réapparaissent de manière évidente lors de la phase II, les parties ouvrent chaque round de négociation en réaffirmant envers et contre tout, leur volonté de parvenir à l'association. Ceci démontre d'une part, la conviction politique des deux régions quant à la nécessité de parvenir à un partenariat privilégié, et d'autre part, l'existence d'un volontarisme politique qui explique que l'on travaille toujours à la poursuite de cet objectif. Afin de mieux comprendre le volontarisme politique, ici mis en évidence, le chapitre suivant donne la parole aux représentants politiques qui sont impliqués dans le projet d'association.

CHAPITRE 5 – AU-DELÀ DES RÉUNIONS DE NÉGOCIATION, LE POINT DE VUE DES ACTEURS ÉCONOMIQUES : ÉTUDE DE TERRAIN

Si la coopération culturelle et politique rencontre un large consensus des deux côtés de l'Atlantique, l'association économique est plus difficile à mettre en place. De nombreux auteurs ont analysé un processus de négociation que d'aucun qualifie d'enlisé, présentant ainsi avec beaucoup d'intérêt les facteurs conjoncturels et structurels. Ceux-ci, en effet, sont nombreux. La difficulté de l'OMC à trouver un accord dans le cadre des négociations de Doha renforce la légitimité des systèmes d'intégration régionale mais, ne favorise pas un approfondissement des relations commerciales interrégionales. Les dossiers épineux inhérents au Mercosud et à l'UE en matière de libéralisation des échanges ne trouvent pas de solutions : agriculture, biens industriels, services. De plus, les deux parties s'inscrivent dans le cadre d'une relation de type Nord-Sud et les PIB du Mercosud et de l'UE représentent deux poids, deux mesures : respectivement 2.474,21²⁹⁸ et 15 919,69 milliards de dollars²⁹⁹.

Il semble toutefois que certains terrains d'étude n'aient fait l'objet que de peu de recherches comme, par exemple, le cas du secteur privé. Afin de compléter la littérature existante et d'apporter de nouveaux éléments permettant de mieux comprendre la complexité des négociations, ce chapitre propose de donner la parole à ceux qui bénéficieront de l'accord, autrement dit les représentants économiques. Partant de l'hypothèse que le projet de constitution d'une zone d'intégration interrégionale est entravé par le volet économique, j'ai essayé de retranscrire dans ce chapitre le point de vue des acteurs économiques français implantés dans le Mercosud, sur les points suivants :

- le Mercosud,
- l'adhésion du Venezuela au Mercosud,
- le projet d'accord d'association Mercosud – CE,
- leur rapport avec les décideurs politiques.

²⁹⁸ PIB du Mercosud en Parité de Pouvoir d'Achat (PIB PPP), incluant les 4 pays membres. Indicateur 2010 par rapport aux données de 2009. À titre complémentaire, le PIB PPP du Mercosud incluant les 4 pays membres + les pays associés est de 3.475,93 milliards de dollars, pour la même période. Source : FMI.

²⁹⁹ PIB PPP de l'UE à 27. À titre indicatif, le PIB PPP 2006 de la Zone Euro à 15 = 9 728 milliards de USD. Source : CIA - The World factbook 2006.

Les propos présentés ici, sont le résultat d'une étude qualitative réalisée au cours des mois de juillet et août 2008, dans trois des pays membres du Mercosud : Argentine, Brésil, Uruguay. Le Paraguay ne figure pas dans cette étude car il n'y pas à Asunción, de grand groupe économique français, ni de représentation politique européenne.

Pour proposer un bilan de l'opinion des acteurs directement concernés par la finalité du projet d'association, j'ai interrogé plusieurs représentants de grandes compagnies françaises implantées dans le Mercosud. La cible de cette enquête de terrain s'est focalisée sur les acteurs économiques qui occupent un poste à haute responsabilité au sein de sociétés cotées au CAC 40. Huit entretiens ont ainsi été réalisés³⁰⁰ :

- ACCOR : M. Roland DE BONADONA
- CALYON - BANQUE D'INVESTISSEMENT DU CREDIT AGRICOLE : M. Pierre BRUCHACSEK
- ESSILOR : M. Charles-Eric POUSSIN
- SAINT GOBAIN : M. Walter COSTA
- PEUGEOT-CITROËN : M. Rodrigo JUNQUEIRA
- RENAULT : M. Orlando BRUGGER
- DOUX : M. Guy ODRI
- EUROVO : M. Philippe DEPRE

Le groupe DOUX, ainsi que EUROVO, filiale du groupe LACTALIS et fournisseur du groupe DOUX, ne figurent pas parmi les entreprises du CAC40. Le point de vue de leur représentant figure néanmoins dans cette étude en raison de l'importance du secteur agroalimentaire dans la négociation entre le Mercosud et l'Union européenne. Toutes les personnes contactées ont accepté de contribuer à ce travail de recherche qui s'inscrit dans le cadre d'une collaboration entre l'Université de Rennes II et l'Université Fédérale de Rio de Janeiro. Chaque personne contactée a tenu à répondre au questionnaire en m'accordant un entretien personnel et en répondant de manière sincère, m'autorisant ainsi à recueillir des informations pertinentes. J'ai retenu la technique de l'entretien à questions ouvertes, dit semi-directif, afin de permettre à la personne interrogée de répondre aussi longuement et librement qu'elle le souhaitait. Toutes les personnes interrogées ont accepté que leurs commentaires

³⁰⁰ ANNEXE 14 – Cible du questionnaire.

apparaissent exclusivement dans des publications relatives à des travaux inhérents à ma thèse de doctorat. Ils ont certifié la conformité de leurs propos qui sont exposés dans ce chapitre et ont tous eu l'amabilité de me laisser leurs coordonnées pour les contacter en vue d'une confirmation éventuelle.

5.1 Sur le Mercosud

Le Mercosud constitue-t-il du point de vue des entrepreneurs français, un marché à part entière ?

5.1.1 L'organisation interne des filiales françaises

Pour comprendre l'intérêt que les entrepreneurs français accordent au projet d'accord de libre échange entre le Mercosud et l'Union européenne, j'ai cherché dans un premier temps à évaluer l'importance que les filiales françaises implantées en Amérique latine prêtent au Mercosud. Le marché du cône sud constitue-t-il un marché, à part entière, pour les groupes français implantés sur ce continent ? J'ai abordé cette question sous l'angle de l'organisation interne des filiales. À l'heure d'ouvrir un bureau en Amérique latine, les entreprises adoptent le plus souvent des structures similaires. Elles optent en effet, pour une organisation divisionnelle, c'est à dire une division par marché, par zone géographique, ou encore par « sous-région ». Les intérêts d'un groupe français sont ainsi représentés par une « direction régionale » ou, en l'occurrence, une « direction Amérique latine », laquelle peut être divisée en « sous-marchés ». La « direction régionale » opère depuis un siège, implanté dans la zone concernée. L'observation de la stratégie que les filiales françaises adoptent par rapport à la « sous-région Mercosud », au sein de la « direction Amérique latine », permet de mesurer l'importance que les grandes entreprises françaises accordent au Mercosud en tant que marché.

Charles-Eric POUSSIN, Directeur Marketing pour l'Amérique latine du groupe ESSILOR³⁰¹, me reçoit le 11 juillet 2008, dans les locaux du siège de Rio de Janeiro. J'apprends au cours de cet entretien, que la filiale est une société de droit nord-américain qui répond à l'appellation ELAC : ESSILOR LATIN AMERICA AND CARIBBEAN. Les bureaux à

³⁰¹ Fondé en 1972, le groupe ESSILOR est le leader mondial dans le secteur de l'optique ophtalmique.

partir desquels sont coordonnées les activités de la filiale, se trouvent cependant à Rio de Janeiro et les activités de celle-ci s'étendent à l'Argentine, au Chili et au Mexique. Les centres de montage et de distribution sont répartis entre Manaus (Brésil) et Chihuahua (Mexique).

SAINT GOBAIN CANALIZAÇÕES, la filiale latino-américaine du groupe SAINT-GOBAIN, dispose quant à elle, d'un siège régional implanté à Rio de Janeiro. Au cours d'un entretien particulièrement intéressant réalisé le même jour³⁰², Walter COSTA, Surintendant Export, commence par me présenter la structure de la filiale et ses deux « délégations » distinctes : (i) « Délégation Argentine-Brésil-Chili » ; (ii) « Délégation Colombie-Pérou-Venezuela ». W. COSTA précise ensuite que, au regard de ce groupe français, leader mondial dans le secteur de la construction, de la transformation et de la distribution de matériaux, le Mercosud, en tant que marché, présente deux inconvénients : (i) il offre un accès vers des marchés qui, en dehors du Brésil, sont peu significatifs (Argentine, Paraguay et Uruguay) ; (ii) il n'est pas parvenu à inclure le Chili parmi ses membres permanents alors qu'il s'agit d'un marché particulièrement dynamique. Il déclare que « [...] toutes les activités de SAINT-GOBAIN sont présentes au Brésil, et certaines en Argentine et au Chili. Il n'y a pas de « sous division Mercosud ». Ce que nous avons au Brésil, c'est une « Délégation Argentine-Brésil-Chili ». Pour SAINT-GOBAIN CANALIZAÇÕES, le Brésil représente 80% du Mercosud, et le groupe considère que le Chili fait partie du Mercosud, ou en tout cas de la région Amérique latine. Par contre, la « Délégation Colombie-Pérou-Venezuela », non, car eux achètent les tuyaux en Chine ! Quant au bureau de SAINT-GOBAIN en Argentine, il est rattaché à la France, même s'il achète à SAINT-GOBAIN Brésil, ce qui crée une situation complexe et des négociations parfois difficiles ».

Roland DE BONADONA, Directeur Général de ACCOR HOSPITALITY³⁰³ pour la « région Amérique latine », me reçoit le 22 juillet 2008 dans les locaux de la filiale, situés dans la périphérie de São Paulo. Il commence par m'expliquer qu'il est particulièrement au fait du projet d'association qui constitue l'objet de notre rencontre et souligne qu'il a contribué aux travaux de recherche effectués par Kássia CALDEIRA dans le cadre de sa thèse de doctorat

³⁰² Durée de l'entretien : deux heures et demie.

³⁰³ Les deux principales activités du groupe ACCOR en Amérique latine sont les services (Tickets Restaurants) et l'hôtellerie. ACCOR HOSPITALITY est le leader européen et le troisième groupe mondial dans le secteur de l'hôtellerie, avec près de 500.000 chambres dans 90 pays.

sur le Mercosud³⁰⁴. Il m'indique ensuite que sa mission consiste à coordonner la gestion des activités du groupe, à partir du siège de São Paulo, ceci pour l'ensemble de l'Amérique latine : « Notre siège est au Brésil, à São Paulo. Toutes les activités liées à l'hôtellerie et en rapport avec l'Amérique latine, transitent par ce siège, lequel est relié ensuite à Paris. Nous avons ensuite des responsables par marque. Pour les activités de Ressources Humaines, Développement, etc., nous distinguons plusieurs régions :

- Argentine, Chili, Uruguay, Paraguay,
- Région andine,
- Mexique,
- Brésil.

Pour le groupe ACCOR, le Brésil n'est pas inclus dans le groupe « Argentine, Chili, Uruguay, Paraguay » et le facteur Mercosud n'a eu aucune influence dans l'orientation de l'organisation interne du groupe.

La CRÉDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK, encore connue sous l'appellation CALYON³⁰⁵ a, quant à elle, fait le choix d'une stratégie d'implantation plus continentale. En effet, un siège régional implanté à New-York permet d'assister l'ensemble des activités latino-américaines à travers des bureaux basés au Brésil, en Argentine, au Chili, au Mexique, en Uruguay et au Venezuela.

A l'occasion d'un entretien³⁰⁶ dans les locaux finistériens du groupe DOUX³⁰⁷, avec Guy ODRI, son Directeur Général Monde, nous évoquons la place du Brésil au sein de la multinationale. DOUX produit au Brésil, pays à partir duquel la société exporte dans plus de 100 pays à travers le monde. Pour ce groupe français, le Brésil permet d'exporter vers l'Asie, le Moyen Orient et l'Europe. Au moment de l'entretien, l'exportation vers les autres pays latino-américains n'en est qu'à ses débuts. Le Venezuela reçoit ainsi, une petite partie de ce

³⁰⁴ CALDEIRA, Kássia. Le Mercosud en quête d'avenir : une intégration à la lumière de l'expérience européenne ? Les acteurs du processus de construction du Mercosud. 1985-2001. Thèse : Socio-économie du développement : EHESS : 7 octobre 2003. Chapitre 5 – Le regard des acteurs du Mercosud.

³⁰⁵ Le groupe CALYON, banque d'investissement du groupe Crédit Agricole, a adopté en 2004 une nouvelle dénomination : CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK.

³⁰⁶ Réalisé le 21 novembre 2007.

³⁰⁷ DOUX est le premier producteur européen de volaille et de produits dérivés de la volaille. C'est le leader mondial en ce qui concerne l'exportation de volaille et de produit dérivés de volaille.

qui est produit au Brésil. L'Argentine représente une part de marché plus faible, à tel point que le groupe a fermé récemment le bureau qu'il avait sur place. Une part importante de la production brésilienne est également absorbée par le marché domestique brésilien, mais il ne s'agit plus d'exportation. La raison de l'implantation du groupe DOUX, au Brésil, n'a rien à voir avec le Mercosud, ni même avec l'Amérique latine. DOUX gère à partir du Brésil ses activités qui s'adressent à un marché mondial.

En réalité, je me rends rapidement compte que les seuls acteurs économiques français qui considèrent le Mercosud comme une « sous-région » latino-américaine et qui, par conséquent, pourraient l'assimiler à un marché à part entière, sont les constructeurs automobiles. Rodrigo JUNQUEIRA, Directeur des Relations Extérieures pour le groupe PEUGEOT-CITROËN, m'explique dans un entretien réalisé le 12 juillet 2008, qu'il coordonne ses activités pour le cône sud à partir d'une « Business Unit Mercosud » basée à Rio de Janeiro. « Les affaires de la « Business Unit Mercosud » concernent principalement l'Argentine et le Brésil, où nous avons des usines » déclare-t-il. Renault dispose également d'une organisation tout à fait représentative de l'importance que le groupe confère au marché du cône sud. Au cours d'un entretien réalisé le 1^{er} août 2008 avec Orlando BRUGGER, Directeur Logistique Mercosud, j'apprends que RENAULT divise le continent américain en deux zones d'activité distinctes, toutes deux administrées par un siège basé à São José dos Pinhais³⁰⁸ : (i) « zone Amérique³⁰⁹ », (ii) « zone Mercosud ».

En termes de gouvernance et de structure organisationnelle, nous observons donc au sein des filiales françaises deux types de modèles :

- Structure continentale : il n'y a pas de « sous-région » et l'Amérique latine représente un ensemble indivisible, dans lequel les entreprises peuvent toutefois se focaliser sur quelques pays. Exemple : ESSILOR, SAINT-GOBAIN, CALYON, ACCOR HOSPITALITY ;
- Structure régionale : la filiale latino-américaine divise le continent en « sous-régions », lesquelles sont déterminées selon des critères internes en fonction de

³⁰⁸ Municipalité de l'État du Paraná au Brésil, São José dos Pinhais a su attirer les constructeurs étrangers et s'affirmer comme le troisième pôle automobile du Brésil avec les usines de montage de Volkswagen, Audi, Nissan et Renault.

³⁰⁹ États-Unis, Mexique et Colombie.

l'intérêt que représentent les différents marchés. Exemple : PEUGEOT-CITROËN, RENAULT.

À l'exception des constructeurs automobiles, la « sous-région Mercosud » ne représente donc, en aucun cas, un marché suffisant pour justifier d'une structure *ad hoc* au sein du système organisationnel des filiales françaises.

5.1.2 Bilan politique du Mercosud

Au moment de la rédaction de ce travail de recherche, le Mercosud célèbre son vingtième anniversaire. Les résultats de l'enquête présentés ci-après dressent un bilan du Mercosud, du point de vue des acteurs économiques français, alors que l'organisation régionale en est à sa 17^e année d'existence. Quel bilan dressez-vous du Mercosud, depuis sa création à l'occasion de la signature du Traité d'Asunción en 1991 ? La question posée résulte de la conclusion précédente. Puisqu'il apparaît qu'au sein des filiales françaises, le Mercosud, en tant que marché, est absent des structures organisationnelles, j'ai cherché à savoir pourquoi, en tentant de définir la perception qu'en ont les décideurs économiques. Ils ont ainsi dressé leur propre bilan politique de l'intégration régionale du cône sud.

Sur le plan politique, tous s'accordent à dire que le Mercosud est un « facteur de stabilisation », qu'il a contribué à « renforcer la démocratie » et qu'il « prévient l'émergence de conflits dans la région ». En effet, en imposant une peine d'exclusion à tout état qui succomberait à la tentation d'un coup d'état militaire, le protocole d'Ushuaïa est parvenu à imposer la démocratie. Ceci étant dit, il ne ressort des entretiens aucun autre point positif à mettre à l'actif du bilan politique et nombreux sont ceux qui soulignent sur ce plan, le manque de concrétisation. R. DE BONADONA déclare, non sans ironie, que le Mercosud est un « bon forum de rencontre qui doit continuer d'exister ».

Au titre des aspects négatifs, les acteurs interrogés déplorent le fait que dix-sept années d'existence n'ont pas permis d'imposer la notion de supranationalité dans le système de gouvernance. Tous, soulignent l'absence d'une voix unique qui s'imposerait aux différents gouvernements et ils ajoutent qu'il s'agit pourtant bien de la condition *sine qua non* à l'application d'une politique économique et sociale, commune, et donc efficace. Quant à l'évolution de la question de la supranationalité, à court et moyen terme, le pessimisme fait

l'unanimité et l'on est convaincu que les deux protagonistes principaux que sont l'Argentine et le Brésil, ne sont absolument pas disposés à s'y soumettre. En conséquence, s'il n'existe pas de supranationalité à l'échelle du cône sud et si, aucun état n'est disposé à agir en ce sens, les personnes interrogées pronostiquent volontiers, un Mercosud de plus en plus dominé par le Brésil au niveau politique, en raison de sa croissance économique exponentielle. Or, si l'Uruguay et le Paraguay sont malheureusement conscients d'être les victimes d'une organisation régionale asymétrique, ce n'est pas encore le cas de l'Argentine. Et les personnes interrogées de préciser qu'elle devra faire des efforts pour l'accepter. Il est un fait qui survient parallèlement à la conduite de cette enquête de terrain et qui illustre particulièrement ces déclarations. Au début du mois d'août 2008, le président LULA DA SILVA se rend à Genève pour tenter de sauver l'échec des négociations de l'OMC³¹⁰. Alors que le président brésilien représente les « pays du sud », alors qu'il dispose d'un mandat l'autorisant à s'exprimer au nom du Mercosud, il adopte une position contraire aux intérêts de l'Argentine, sur le dossier agricole et sur les produits industriels. À la suite de cet événement et afin d'éviter un incident diplomatique avec le couple présidentiel argentin, le président brésilien se voit obligé de se rendre à la « Casa Rosada », immédiatement après Genève, pour justifier sa prise de position.

L'ensemble des acteurs économiques s'accorde à dire que traiter la question de la supranationalité, est l'unique manière de mettre un terme aux querelles politiques internes liées au leadership du Mercosud. Toujours au titre des aspects négatifs, l'étude met également en évidence le fait que dix-sept années d'existence n'auront pas été suffisantes pour venir à bout du populisme politique. W. COSTA déclare que « le Chili n'a pas la volonté, ni l'intérêt, d'intégrer le Mercosud car ses dirigeants font peur. De même, le Brésil fait peur, car il a des attitudes impérialistes : on l'a vu avec l'Uruguay lorsqu'il lui a interdit de négocier un accord bilatéral avec les États-unis ». À propos de l'Argentine, il déclare : « L'Argentine présente trop de problèmes politiques pour être efficace et espérer peser plus dans nos activités ». 80% des activités réalisées par SAINT GOBAIN CANALIZAÇÕES au sein du Mercosud, reviennent au Brésil. En ce qui concerne l'Argentine, le représentant d'ACCOR HOSPITALITY s'exprime de la manière suivante : « Les deux missions d'un gouvernement d'état, sont de traiter les problèmes au jour le jour, d'une part, et de mettre en place des transformations sur le long terme, d'autre part. Or, le gouvernement KIRCHNER n'a pas la

³¹⁰ GASNIER, Annie. Il reste une petite chance de conclure le cycle de Doha. Le Monde, 12 août 2008.

capacité nécessaire pour gérer les problèmes sur le long terme. Au lieu d'investir il gaspille » !

Entre problèmes de gouvernance et populisme, le bilan politique dressé ici mentionne peu de points positifs. Mais c'est peut-être sur le plan économique que les attentes des personnes interrogées sont les plus grandes ?

En matière économique on s'empresse de remarquer, à l'image de G. ODRI, que le Mercosud « n'est pas une union douanière comme ils le répètent à qui veut l'entendre³¹¹, mais plutôt une zone de libre-échange, et encore »³¹² ! L'Union douanière existe officiellement depuis son instauration en 1994 par le Protocole d'Ouro Preto mais, en pratique, l'application d'un TEC demeure difficile et incomplète. À propos de la libre circulation des marchandises intra-Mercosud, W. COSTA déclare que « [...] aujourd'hui le Brésil exporte également des services vers l'Argentine. Ce qui fonctionne plutôt bien. On peut dire que le Mercosud a réussi dans ce sens. Il y a toujours quelques blocages mais bon ça va, on continue de "naviguer". Par contre, pour les biens, on a les mêmes difficultés de toujours : un camion a toutes les peines du monde à traverser les frontières. Et les délais administratifs sont de l'ordre de 15 jours, rien que pour obtenir l'autorisation ! Il est vrai que nous pourrions nous demander pourquoi les marchandises continuent de circuler par la route ! Il se trouve que le transport maritime ne fonctionne pas en raison des syndicats qui s'y opposent. Le Mercosud est fait... mais on a oublié de prévenir les douaniers » !

L'autre source de déception pour les acteurs économiques concerne l'inflation. Elle n'a pas disparu, et demeure même, menaçante. En août 2008, l'inflation en Argentine est de 6% selon les sources officielles mais atteint 30% selon certains économistes indépendants. Au moment où le monde traverse une crise économique financière significative, le retour du vieux démon inflationniste en Argentine, et dans une moindre mesure au Brésil, inquiète, non seulement les acteurs économiques français, mais également l'ensemble de la population. Alors que je suis à Buenos Aires pour l'administration de cette enquête, je constate que le spectre d'une crise de l'inflation alimente les conversations et les titres des journaux locaux. Rapidement, le retour

³¹¹ Référence au Protocole additionnel d'Ouro Preto, approuvé en décembre 1994, qui établit la structure institutionnelle du Mercosud, le dote d'une personnalité juridique internationale, et définit l'union douanière avec l'existence d'un Tarif Extérieur Commun.

³¹² Bela BALASSA distingue dans sa théorie de l'intégration régionale plusieurs étapes : 1- Zone de libre-échange ; 2- Union douanière ; 3- Marché commun ; 4- Union économique ; 5- Union économique et monétaire. BALASSA, Bela. *Theory of economic integration*. Homewood (Illinois) : Richard Irwin, 1961.

de l'inflation en Argentine fait de l'INDEC³¹³ sa première victime. Accusé par l'opposition d'intervenir dans les méthodes de calcul, et par là même, de dissimuler l'ampleur de la gravité de la situation, l'organisme gouvernemental est accusé de manipulation³¹⁴ et plusieurs agents sont contraints à la démission. Au cours d'un entretien réalisé à São Paulo le 24 juillet 2008, P. BRUCHACSEK, consultant institutionnel pour l'Amérique latine de la Banque d'investissement du Crédit Agricole, s'exprime sur l'inflation brésilienne puis argentine, de la manière suivante : « [...] on peut tout à fait croire que les chiffres officiels brésiliens sont exacts lorsqu'ils annoncent 6,8% en juillet 2008, sur les 12 derniers mois. Par contre on peut tout à fait mettre en doute, et je dirais même que l'on doit mettre en doute, les chiffres avancés par le gouvernement Kirchner ».

Au-delà de ce qui vient d'être observé, et par rapport aux représentants des grands groupes économiques, c'est à un problème de « confiance » que le Mercosud se trouve confronté. Les acteurs économiques n'ont pas confiance dans le Mercosud, et n'auront pas confiance tant que son protagoniste n°2 sera l'Argentine. Il ressort clairement des entretiens réalisés, que le climat de confiance ne sera pas instauré tant que les instances gouvernementales argentines ne respecteront pas les engagements juridiques, notamment en ce qui concerne les contrats industriels, les investissements étrangers et le paiement de la dette de l'État. Au moment de l'enquête, le CIRDI³¹⁵, l'organisme international qui traite les plaintes des investisseurs étrangers s'estimant lésés par les décisions d'un état, fait état de 31 contentieux en cours contre la République d'Argentine³¹⁶. À titre de comparaison, notons que, seules, 2 plaintes ont été déposées auprès de cette institution contre le Paraguay et, aucune, contre l'Uruguay ou le Brésil. En août 2011, il reste 9 plaintes en cours de traitement déposée contre l'Argentine auprès de cet organisme.

Les Investissements Directs Étrangers sont un indicateur, révélateur de la confiance que les acteurs économiques accordent à un pays. Or nous constatons que ceux-ci sont de moins en

³¹³ L'Instituto Nacional De Estadística y Censos (Institut National Des Statistiques et du Recensement) est l'instrument gouvernemental argentin officiel qui fournit les indicateurs économiques et sociaux.

³¹⁴ DAMILL, Mario. FRENKEL Roberto. La Argentina y la crisis internacional [en ligne]. INICIATIVA PARA LA TRANSPARENCIA FINANCIERA N°43, avril 2009. p. 1. Disponible sur : <http://www.itf.org.ar/pdf/lecturas/lectura43.pdf>

³¹⁵ La création du Centre International de Règlement des Différends relatifs à l'Investissement (CIRDI, ou ICSID en anglais), émane de la Convention de Washington du 18 mars 1965. Le CIRDI, institution internationale et autonome dont la Convention a été rédigée par la Banque Mondiale, compte 140 pays signataires.

³¹⁶ La liste des plaintes déposées auprès du CIRDI contre l'Argentine, est disponible sur : <http://icsid.worldbank.org/ICSID/FrontServlet>

moins nombreux à frapper aux portes de l'Argentine. Le cas du groupe ACCOR est particulièrement significatif et représentatif de la crise de confiance qui règne entre gouvernement et investisseurs étrangers. L'entretien avec R. DE BONADONA a lieu au moment où vient de s'achever en Argentine un conflit opposant les représentants du monde agricole au gouvernement argentin. En raison d'un manque de médiation entre les deux parties, le conflit vient de paralyser le pays pendant trois mois. Alors que le cours des matières premières est multiplié par deux sur le marché international, pas un seul conteneur de denrées agricoles ne sort du port de Buenos Aires. Dans ce contexte, il me fait part des projets du groupe ACCOR : « Nous avons un projet d'investissement très important pour l'Argentine. Actuellement nous ne sommes présents dans ce pays qu'avec les marques Sofitel et Ibis à Buenos Aires et à Mendoza. Nous avons donc décidé d'ouvrir de nombreux hôtels pour être présents sur toutes les gammes de marché, comme nous le faisons actuellement au Brésil : Formule 1, Novotel, Mercure, etc. Mais en raison des récents événements, et des difficultés qu'éprouvent les entreprises étrangères à survivre là-bas, on vient de décider de suspendre tout le projet d'investissement dans sa totalité ». Le projet n'a pas été repris au cours des trois années suivantes.

Pour conclure sur le volet économique, les entrepreneurs regrettent par ailleurs, que le fossé se creuse au sein du Mercosud entre les « petits » et les « grands » états. Plutôt que de tendre vers une diminution des asymétries, ils observent le juste contraire. Le schéma traditionnel des asymétries opposait jusqu'à présent le couple Uruguay/Paraguay, à la paire Argentine/Brésil : Mercosud = 2+2. En 2008, l'Argentine ne contribue plus que pour 15,8% du PIB du Mercosud contre 82% pour le Brésil (Uruguay : 1,6% ; Paraguay : 0,6%). Le Brésil fait figure de moteur économique incontestable, qui plus est en pleine croissance, et tend à redéfinir la répartition des forces au sein du bloc : Mercosud = 1+3.

5.2 Sur l'adhésion éventuelle du Venezuela

Un des facteurs susceptibles de modifier, de manière significative, l'évolution du Mercosud, concerne l'adhésion potentielle du Venezuela au marché du cône sud, en qualité de membre permanent. L'entrée du Venezuela suscite de nombreuses controverses au sein des milieux académiques et parmi les analystes spécialisés. Elle suscite également de nombreux débats au sein de l'opinion publique. L'adhésion du Venezuela en tant que membre permanent représente pour les populations citées ci-dessus, tantôt un facteur positif, tantôt un facteur

négatif. Dans un ouvrage intitulé « Venezuela en el Mercosur : tres miradas, tres interpretaciones »³¹⁷, María DE MONSERRAT LLAIRO, José BRICEÑO RUIZ et Lincoln BIZZOZERO REVELEZ, retranscrivent parfaitement le débat qui gravite autour de l'adhésion du Venezuela. Qu'en pensent les acteurs économiques ? De leur point de vue, le Venezuela peut-il contribuer à renforcer la viabilité future du bloc sud-américain ? L'entrée du Venezuela est-elle un facteur positif ou négatif pour leur activité ? Trois des représentants économiques français interrogés, ont souhaité s'exprimer sur ce point : ACCOR, CALYON et RENAULT.

Pour le représentant de ACCOR HOSPITALITY la réponse à la question « L'entrée du Venezuela est-elle souhaitable pour les activités de votre groupe ? », est sans équivoque : « Non, pas plus que celle de la Bolivie ». Le représentant de CALYON, quant à lui, estime que l'entrée du Venezuela n'a d'autre but que d'essayer de contrôler son dirigeant. Il s'agit selon lui, d'une stratégie interne mise en place par les dirigeants politiques du Mercosud, mais en aucun cas d'une recherche d'intérêt pour les entreprises locales ou étrangères implantées dans la région. Il ajoute, par ailleurs, qu'il s'agit d'une stratégie vouée à l'échec. « Faire entrer le Venezuela ne va pas permettre de contrôler Hugo CHAVEZ. Le leader vénézuélien finance déjà les partis argentins. Tout le monde se souvient de l'épisode de la valise en Argentine et de celui qui s'est fait prendre à l'aéroport de Caracas. H. CHAVEZ finance également les partis brésiliens, même si jusqu'à présent, LULA s'en est toujours sorti *in extremis* », déclare-t-il.

Seuls les propos du représentant de RENAULT, traduisent un intérêt pour l'adhésion du Venezuela, soulignant, là encore, les particularités du secteur automobile en Amérique latine. O. BRUGGER déclare qu' « [...] avant que le Venezuela ne sorte de la CAN, RENAULT exportait vers ce pays à partir de la Colombie. Avec sa sortie de la CAN, H. CHAVEZ a fermé la porte à notre industrie et la diminution de notre production colombienne a été très importante. Le Venezuela, en effet, représentait une part de marché très importante. Donc, pour nous, l'entrée du Venezuela dans le Mercosur signifierait, peut-être, le retour de RENAULT dans ce pays. Il s'agit même d'un espoir. Par contre, forcés sommes-nous de reconnaître que CHÁVEZ est « fou » et imprévisible. Ceci dit, il finance tout de même la

³¹⁷ DE MONSERRAT LLAIRÓ María (Coord.), BRICEÑO RUIZ José, BIZZOZERO REVELEZ Lincoln. Venezuela en el Mercosur : tres miradas, tres interpretaciones. Buenos Aires : Universidad de Buenos Aires, 2006. 153 p.

venue de nombreuses entreprises sur son territoire. Et cette facilité offerte par le gouvernement vénézuélien intéresse beaucoup RENAULT. Pour tout vous dire, nous sommes actuellement, ici au siège de São José dos Pinhais, en train d'étudier la viabilité d'entrer au Venezuela de cette manière. La décision sera prise bientôt [...] ».

5.3 Sur le projet d'accord d'association Mercosud – CE

Les entretiens réalisés ont démontré que, du point de vue des acteurs économiques, le Mercosud ne constitue pas un marché, excepté pour le secteur automobile. L'étape suivante consiste à recueillir le point de vue des entrepreneurs, sur le projet d'association entre l'Union européenne et le Mercosud. Compte tenu des observations précédentes, que pensent les acteurs économiques, d'un accord de libre-échange entre les deux régions ? Quel intérêt portent-ils à ce projet ? Est-il possible de créer une vaste zone de libre échange entre le Mercosud et l'Europe, alors qu'ils considèrent le Mercosud comme une union douanière imparfaite ?

5.3.1 À propos du « nœud » agricole

En ce qui concerne le processus de négociations en tant que tel, les acteurs économiques font preuve de perplexité quant à la capacité des négociateurs à pouvoir trouver un terrain d'entente. Tous, sont au fait des difficultés que rencontre le processus et tous, reviennent sur les dossiers épineux de la négociation qui ont été abordés dans le chapitre précédent : produits industriels, produits agricoles, services. « Il est indéniable que ce type d'accord a un intérêt économique, mais je ne sais pas si c'est réalisable. Les négociateurs parviendront difficilement à trouver un terrain d'entente, et on comprend bien pourquoi », déclare O. BRUGGER.

P. BRUCHACSEK, en représentant de la banque d'investissement du Crédit Agricole, s'exprime sur le dossier agricole qui entrave les négociations et m'explique pourquoi l'Europe, mais en particulier la France, ne peuvent faire de concessions : « [...] l'agriculture est la question épineuse des négociations et c'est un dossier sur lequel le gouvernement français a peu de marge de manœuvre. En France, on ne veut pas toucher aux subventions. Les subventions existent depuis des siècles, depuis l'époque où on les attribuait aux seigneurs pour qu'ils obligent les paysans à produire. Ce n'est pas quelque chose que l'on est disposé à

éliminer. L'agriculture est un secteur très puissant en France, sur lequel on peut difficilement intervenir. Pourquoi pensez-vous qu'on ne trouve que très peu de banques dans les villages de campagne, en dehors du Crédit Agricole ? Parce que le Crédit Agricole y est très puissant grâce aux énormes fonds épargnés par les acteurs du secteur. Face à ces fonds, les autres n'ont aucune chance. Le Crédit Agricole a beaucoup d'envergure pour pouvoir négocier et défendre les intérêts du secteur agricole français ».

Le Brésil, pour qui l'ouverture du marché européen aux produits agricoles représente un enjeu considérable, sait parfaitement que la PAC européenne protège des enjeux qui dépassent largement les frontières du marché de l'agriculture. Maria Clara DUCLOS CARISIO a intégré le Secrétariat d'État au Brésil et travaillé dans plusieurs équipes dont, la « Division Europe ». Dans la thèse qu'elle a présentée à l'Institut Rio Branco, elle s'exprime sur la PAC et ses effets sur le Brésil, en ces termes : « O processo de reforma da PAC, iniciado oficialmente em 1992, com a proposta do Comissário Mac Sharry, faz parte dos esforços da Comunidade Européia de manter, apesar de todas as pressões internacionais, o que considera ser um dos mais importantes acquis communautaires: a preservação do modo de vida e de produção do setor agrícola europeu, com sus valores sociais e culturais, que permeiam toda a sociedade e que devem ser colocados acima das considerações meramente econômicas. “Reformar para não mudar” [...] »³¹⁸⁻³¹⁹. Elle signale dans son étude que la France est la nation européenne dont la tradition agricole est la plus ancienne, qu'elle a su faire de l'Union européenne son meilleur allié et que, par conséquent, il est inenvisageable d'obtenir un quelconque assouplissement des termes de la PAC définis par le couple J. CHIRAC – G. SCHRÖDER, avant 2013.

5.3.2 De l'intérêt de parvenir à un accord de ce type

Parmi les personnes interrogées, plusieurs pensent que l'on gaspille de l'énergie dans une bataille qui n'est pas la bonne. Si elles reconnaissent que la signature d'un tel accord est possible, elles estiment que l'association n'aurait, en fin de compte, qu'un intérêt limité, voir

³¹⁸ Le processus de réforme de la PAC, qui a officiellement débuté en 1992 avec la proposition du Commissaire Mac Sharry, fait partie des efforts fournis par la CE pour maintenir, en dépit de toutes les pressions internationales, ce qu'elle considère être un des plus importants acquis communautaires, c'est-à-dire : la préservation d'un mode de vie et la production du secteur agricole européen, ainsi que ses valeurs sociales et culturelles qui concernent l'ensemble de la société et qui de ce fait, doivent être hissées au dessus de toutes considérations purement économiques. “Réformer pour ne pas changer”. Traduction propre.

³¹⁹ DUCLOS CARISIO, Maria Clara. A política agrícola comum e seus efeitos sobre o Brasil. Brasília : Instituto Rio Branco/Fundação Alexandre de Gusmão/Ministério das Relações Exteriores, 2006. p.12.

superficiel. Ainsi, R. DE BONADONA reconnaît qu'il serait plus judicieux et intéressant de souscrire un accord bilatéral avec le Brésil, comme l'UE a su le faire avec le Chili et le Mexique, car « l'UE ne peut faire confiance à un Mercosud qui compte avec une Argentine qui ne paie pas ses dettes et où les entreprises étrangères font faillites. Le Mercosud sur la scène internationale, n'est pas considéré comme un facteur d'insertion ».

À la question « Un accord de ce type présente-t-il un intérêt particulier (attendu ou espéré) pour une compagnie comme SAINT-GOBAIN ? », W. COSTA répond par un « Non » catégorique avant de s'expliquer : « Pas pour les français. Ni pour les espagnols, car ils ont déjà le secteur de la télécommunication. J'ajouterais même que l'UE, ou plus exactement les entreprises de ses pays membres, doivent se méfier des appels d'offre des gouvernements du Mercosud. En raison du problème de « confiabilidade³²⁰ ». L'UE ne peut faire confiance aux dirigeants du Mercosud à 100% ».

Pour P. BRUCHACSEK, la négociation avec le Mercosud n'est qu'« un moyen pour l'UE de ne pas parler de ses problèmes, une échappatoire. Il suffirait d'aller voir la Banque du Brésil à Paris et de les interroger sur le commerce extérieur, pour se rendre compte qu'il n'y a pas un grand intérêt ».

Il convient de préciser ici, que les personnes interrogées représentent des sociétés déjà implantées dans le Mercosud. En effet, de nombreuses entreprises françaises étaient présentes dans la région bien avant la création du bloc régional en 1991, à l'image d'ESSILOR qui acquiert ses premières usines de production au Brésil entre 1985 et 1989. C.E POUSSIN précise que, si l'accord a un intérêt pour les entreprises françaises, ce serait davantage pour celles qui exportent depuis l'hexagone et qui ne sont pas encore implantées dans la région. Ce point est confirmé par G. ODRI : « Je ne suis pas tout à fait persuadé de l'intérêt d'un accord Mercosud – CE mais, c'est probablement parce que je vois la chose du point de vue du secteur agroalimentaire. Il y a quand même bien d'autres secteurs qui sont concernés. Il y a là un problème d'équilibrage et d'arbitrage que je ne suis pas en mesure d'évaluer ».

Pour mettre en évidence le fait qu'un accord d'association présente davantage de bénéfices pour les entreprises non implantées dans le Mercosud, j'ai rencontré Philippe DEPREE. Au

³²⁰ Confiance/fiabilité. Traduction propre.

moment de l'entretien, il occupe la fonction de Directeur Export au sein d'EUROVO, filiale du groupe LACTALIS, spécialisée dans la production de farines destinées à l'alimentation animale (non humaine). Le Brésil représente une part majeure de l'activité de la filiale, notamment grâce au groupe DOUX pour lequel EUROVO intervient dans le processus de production, sans être présent physiquement sur place. En ce qui concerne l'accord d'association, P. DEPRE avoue « [...] être favorable à 100%. Ça nous permettrait de réduire nos coûts en termes de droits de douane pour toutes nos livraisons au Brésil pour le groupe DOUX. Nous serions ainsi plus compétitifs face aux américains, notamment. J'imagine que les européens se méfient d'une ouverture de leurs frontières aux produits agricoles, en particulier les français. Mais pourquoi pas ? En tous cas se serait assez intéressant pour EUROVO ».

Les représentants des constructeurs automobiles français qui font figure d'exception depuis le début de cette enquête, ont également une opinion différente des autres acteurs économiques sur cette question, malgré une implantation déjà bien ancrée dans le Mercosud. Pour PEUGEOT-CITROËN, ce serait la « possibilité d'augmenter notre commerce entre les pays des deux blocs et d'offrir plus de produits ». O. BRUGGER, le Directeur Logistique Mercosud de RENAULT, est conscient des difficultés liées à la mise en place d'un tel accord mais reconnaît que l'intérêt existe : « Je ne sais pas si un tel accord est possible. Il n'y a qu'à voir le résultat de Doha. Nous avons d'un côté l'Europe et les USA qui exportent des produits finis et de l'autre, le Mercosud qui vend des matières premières. Un accord de ce genre devrait pouvoir se faire mais il va falloir régler le problème des subventions agricoles européennes. Or, on vient de voir récemment avec le président français, Nicolas SARKOZY, que ce n'était toujours pas à l'ordre du jour, ni en France, ni en Europe. Il est indéniable malgré tout, que ce type d'accord a un intérêt économique, même s'il est difficile à réaliser politiquement. Ceci étant dit, je ne vois pas comment ne pas le faire, face au manque de nourriture qui frappe aujourd'hui notre planète. En ce qui concerne l'agriculture, l'UE compose avec un climat relativement instable. Autant de raisons pour que l'UE ouvre son marché aux produits agricoles non européens ».

5.3.3 De l'intérêt que représente le Brésil, seul

Pour expliquer l'intérêt que représente actuellement le Brésil pour le groupe hôtelier, R. DE BONADONA revient sur les raisons qui ont incité le groupe ACCOR à s'y implanter : « La

personne qui a décidé d'ouvrir le premier hôtel au Brésil, s'appelle M. LARCHER. Il s'agissait d'un NOVOTEL. Il a cru en ce pays pour plusieurs raisons :

- population nombreuse, donc marché important ;
- PIB important ;
- pays d'avenir avec présence d'une culture de l'entrepreneuriat ;
- amplitude territoriale ;
- potentiel.

Pour le représentant du groupe ACCOR, le Brésil apparaît toujours comme un pays prometteur, pour les mêmes raisons. Cependant, il prend soin de nuancer ses propos et précise qu'il est aussi prometteur qu'incertain. Il m'explique que le Brésil se repose beaucoup trop sur ses ressources naturelles pour se financer. Il s'agit d'un pays qui parvient à écouler ses ressources, en Chine notamment, et qui de cette manière, s'assure une rente importante. Mais la réalité du secteur privée est plus compliquée :

- les aéroports sont mauvais ;
- la santé financière des compagnies aériennes, telles que GOL ou TAM, est mauvaise ;
- les problèmes d'énergie sont importants ;
- le tourisme au Brésil est compliqué :
 - les citoyens nord-américains doivent demander un visa de tourisme, par réciprocité avec la politique du Département de l'Immigration nord-américain ;
 - l'image du pays est contaminée par la violence et l'insécurité.

Le Brésil reste malgré tout un pays qui offre de belles opportunités. Et ce n'est d'ailleurs pas le seul en Amérique latine. Le représentant d'ACCOR HOSPITALITY cite parmi les « bons élèves », le Mexique et le Pérou qui présentent de bons fondamentaux sur le plan économique, de même que le Chili, pays dans lequel l'économie est stable depuis longtemps. Il cite également la Colombie comme un pays à l'avenir prometteur en raison des facteurs suivants :

- éradication d'un vieux démon : les FARCS ;
- proximité avec les États-unis, tant sur le plan géographique que politique, ce qui fait de la Colombie une zone intéressante pour l'hôtellerie touristique ou d'affaire ;
- capacité industrielle prometteuse ;
- présence d'une volonté d'entrepreneuriat tout à fait remarquable ;
- réserves énergétiques nombreuses.

La présence de « bons élèves » implique indubitablement que certains états constituent les « mauvais élèves ». De son point de vue et du point de vue du secteur hôtelier, entrent dans cette deuxième catégorie :

- le Venezuela : « [...] catastrophique, c'est un pays gouverné par un fou ! » ;
- l'Argentine : « c'est un pays qui utilise la rente agricole pour faire fonctionner Buenos Aires et son administration. Nous devons prévoir une crise sérieuse dans 6 mois, un an, 5 ans. L'inflation est dangereusement galopante. Nous avons un plan d'investissement pour ouvrir de nouveaux hôtels dans ce pays, mais nous avons tout stoppé il y a trois mois. » ;
- l'Uruguay et le Paraguay : « trop petit pour ACCOR. Ce sont des satellites du Brésil. De plus, le Paraguay est inconsistant et a un problème de gouvernance ».

Le Brésil représente donc un intérêt économique pour le groupe ACCOR, au même titre que le Mexique, le Chili et désormais, la Colombie. Toutefois R. DE BONADONA revient sur le climat politique du Brésil qui ne favorise pas toujours un développement économique optimal. Il reconnaît que depuis la présidence de COLLOR DE MELLO, le pays est stable politiquement. Néanmoins, il m'explique que si l'exécutif est rassurant, il existe toujours un problème au niveau législatif. Il reconnaît que les acteurs politiques sont moins corrompus et présentent une meilleure gouvernance mais la justice, elle, et le Congrès, sont immobiles. Il regrette l'immobilisme qui règne depuis plusieurs années et les nombreux scandales les concernant qui ont éclaté dernièrement. « Il est vrai qu'il n'y a plus de fous aux commandes du Brésil », dit-il, « pas plus qu'au Mexique ou au Chili d'ailleurs, mais il n'en reste pas moins que les brésiliens aisés envoient leurs enfants étudier à l'étranger. Les inégalités de richesse continuent d'être inacceptables et s'amplifient chaque jour ».

Sur le Brésil, P. BRUCHACSEK me propose l'analyse d'un consultant qui a consacré l'ensemble de sa carrière à la finance. À ses yeux, le Brésil présente l'avantage exceptionnel de disposer d'un réseau bancaire sain. Il estime que l'assainissement des banques brésiliennes opérés par F.H. CARDOSO contribue à l'actuelle tranquillité de l'économie nationale : « les banques étrangères n'ont pas été en mesure de s'emparer des parts des marchés que les brésiliennes possédaient. De plus, lorsqu'il y a eu la période d'hyperinflation, on a assisté à la création de banques régionales. Les régions avaient besoin de billets, autrement dit de planches à billet, donc la solution la plus simple était de le faire soi-même ».

Les banques étrangères ne se sont pas emparées des banques brésiliennes, c'est même parfois l'inverse qui arrive. Le Brésil offre néanmoins, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, un environnement favorable pour les affaires. En 1947, lorsque les banques de l'Axe ferment, le Crédit Lyonnais rachète au Brésil des banques italiennes et allemandes, donnant ainsi naissance au « Banco Francês y Brasileiro »³²¹. Le groupe compte une petite dizaine d'agences en 1948 et évolue dans cet environnement favorable au cours des décennies suivantes. En 1995, le BFB, alors première banque étrangère au Brésil, est vendue à la brésilienne ITAU³²². En cédant 53,9% du capital de BFB, le Crédit Lyonnais se sépare de ses activités de devises et de bayeur de fond. La banque française renonce à la majeure partie de ses activités au Brésil, pour ne garder qu'un bureau de représentation qui lui permet deux choses : (i) faire du courtage, (ii) acheter une banque d'affaire. Ceci va lui permettre de se repositionner sur le marché brésilien.

Selon son analyse, l'environnement économique favorable justifie à lui seul le fait que l'on cherche à développer un partenariat avec le Brésil. Néanmoins, lorsque je l'invite à s'exprimer sur les points négatifs de ce pays, il fait référence, à l'image de R. DE BONADONA, au système politique, ou plus exactement au corps diplomatique : « [...] il n'y a encore pas si longtemps, les diplomates brésiliens étaient très respectés dans le monde. Aujourd'hui ce n'est plus le cas. Tout a basculé après 2000, lorsque les modalités d'examen de l'Institut Rio Branco ont été modifiées. Le français y a perdu sa place, par exemple. J. CHIRAC n'est d'ailleurs pas exempt de tous reproches, car il a bien pris soin de ne pas faire remarquer que ceci ne lui convenait pas ». Il ajoute qu'en 2008 « [...] nous avons l'homme qui est à l'origine des relations Sud-Sud, Marco Aurelio GARCIA, mais c'est un

³²¹ BFB, par la suite.

³²² La banque brésilienne BANCO ITAU HOLDING FINANCEIRA est créée en 1945.

fou. Samuel PINHEIRO GUIMARAES n'est pas mieux. Celso AMORIM, lui, est capable d'insulter les États-unis comme il vient de le faire cette semaine dans le cadre de l'OMC, en faisant des allusions au nazisme à l'égard de la représentante du commerce américain³²³, dont le père est un survivant de la Shoah ! LULA est corrompu. Avant d'être élu, son fils travaillait au parc zoologique de São Paulo et gagnait 500 reais par mois. Désormais, il fait passer de l'argent dans tous les sens sans oublier de se servir ».

5.4 Sur leur rapport avec les acteurs politiques

5.4.1 L'administration française en charge du commerce extérieur

En l'absence d'accord d'association avec le Mercosud, les entrepreneurs français ont la possibilité d'avoir recours aux services de l'administration française pour les accompagner dans leur stratégie de développement à l'export. Plusieurs organismes œuvrent au rayonnement du commerce extérieur français à l'étranger : UBIFRANCE³²⁴ et les Missions économiques, les Chambres de Commerce et d'Industrie (CCI), les Chambres Régionales de Commerce et d'Industrie (CRCI), la Chambre de Commerce Franco-Brésilienne (CCFB), etc. Quelle perception ont les acteurs économiques français de leur administration publique ? Un accord d'association Mercosud - CE peut-il apporter une plus value en matière d'implantation dans le Mercosud ?

Pour répondre à cette question, je m'entretiens longuement avec G.ODRI, lequel connaît particulièrement bien le fonctionnement de cette administration pour avoir débuté sa carrière dans la coopération, au sein d'un poste d'Expansion Économique dans une Chambre de Commerce. En termes de fonctionnement, il m'explique que le réseau n'est pas d'une « efficacité redoutable ». Il ajoute que « l'entrepreneur va recevoir un bon accueil, parce que les gens sont tous très sympathiques, mais il ne faut pas qu'il s'attende à ce que l'on fasse les démarches pour lui. Qu'il ne s'attende pas à une prise en main réelle de son dossier en espérant que ça va avancer ou qu'il va obtenir des autorisations. Il va devoir tout faire lui-même. Ça va ouvrir des portes, c'est vrai ! Mais l'ouverture de ces portes justifie-t-elle le coût de la structure ? ».

³²³ Suzan SCHAD.

³²⁴ L'agence française pour le développement international des entreprises.

Le représentant d'EUROVO, qui exporte depuis la Bretagne vers le Brésil pour le groupe DOUX, me confie lui aussi que « les ambassades françaises sur place sont un problème. Elles ne sont pas au courant. Lorsqu'EUROVO est arrivé au Brésil, nous sommes entrés en contact avec elles pour obtenir quelques renseignements. Il s'est avéré que le « Service Agricole » de l'Ambassade de France ne savait pas faire la différence entre les farines destinées aux animaux et celles destinées aux humains ! Sans compter que ces administrations coûtent très chers à l'État français. Dans le cas d'EUROVO, un organisme comme BRETAGNE INTERNATIONAL³²⁵, a été beaucoup plus utile. Ils organisent des salons et ont des contacts sur le terrain très intéressants ».

Partant de l'hypothèse que les grands groupes industriels ont la capacité financière de conduire eux-mêmes leur stratégie d'expatriation, j'aborde alors la question de l'efficacité du réseau français sous l'angle des petites et moyennes entreprises.

G. ODRI me répond en ces termes : « [...] je ne mesure l'efficacité d'un service qu'à la quantité de gens qui viennent s'implanter dans les pays d'Amérique latine, ou ailleurs d'ailleurs. Or, aujourd'hui, je n'ai pas l'impression que nous brillions, nous la France, par notre commerce extérieur, en tous cas, pas par l'implantation d'entreprises à l'étranger. Maintenant, toute la responsabilité ne revient pas à l'administration française, il y a quand même plusieurs bémols qu'il convient de prendre en compte. Notamment le fait que, tout entrepreneur, en France, qui va essayer de s'implanter à l'étranger, est accusé de délocalisation. Ça a été le grand débat de la décennie qui vient de s'écouler ».

Il apparaît clairement que les grands groupes français n'ont pas attendu le soutien de l'administration publique pour s'implanter dans le cône sud et encore moins, la signature d'un accord d'association avec cette région. Les acteurs économiques interrogés représentent, en effet, des groupes d'envergure mondiale, qui bénéficie de l'expérience et des moyens financiers suffisants à la mise en place d'une opération d'implantation réussie. Au regard des propos de G. ODRI, il reste néanmoins beaucoup de travail à effectuer en terme d'accompagnement des plus petites entreprises qui souhaitent s'implanter dans le Mercosud.

³²⁵ Association d'industriels bretons, soutenue financièrement par le Conseil Régional de Bretagne. La mission de BRETAGNE INTERNATIONAL consiste à accompagner les entreprises dans leur stratégie d'export et/ou d'implantation à l'étranger. Pour cela elle propose de : appréhender les marchés internationaux ; trouver des partenaires sûrs ; structurer une organisation à l'international.

Il s'agit là d'un point qui concerne le volet « coopération » du projet d'association entre le Mercosud et l'UE et qui vient renforcer l'intérêt pour ce type d'accord.

5.4.2 Les acteurs politiques impliqués dans la négociation de l'association

Il m'est alors apparu intéressant de chercher à savoir si l'expérience des ces acteurs économiques était mise à profit pour faire avancer les négociations entre le Mercosud et l'Europe. « Êtes-vous consulté par les représentants politiques en charge de la négociation de l'accord d'association et si oui, sous quelque forme ? ».

À cette question, les représentants de SAINT GOBAIN, ACCOR, DOUX, CALYON ET EUROVO, ont tous répondu par la négative. Le représentant d'ESSILOR a simplement été contacté, à une reprise, par la Chambre de Commerce Franco-Brésilienne. Le directeur général du groupe DOUX ajoute qu'avant notre entretien, s'il n'a jamais été contacté par les autorités publiques, il ne l'a pas été davantage par des représentants universitaires. Et G.ODRI de préciser qu'il a pourtant émis auprès de l'INRA³²⁶ son souhait de financer un doctorant sur une étude qui représentait un intérêt pour son groupe. La demande est demeurée sans réponse.

Les seuls acteurs économiques qui ont répondu de manière positive à cette question sont les représentants des constructeurs automobiles français. Ils font une nouvelle fois figure d'exception et confirment que le secteur automobile bénéficie d'une attention particulière. Ainsi, le représentant de PEUGEOT-CITROËN est consulté par le gouvernement brésilien lorsque des négociations se tiennent sur ce secteur. Ses dirigeants sont en général invités par l'Associação Nacional dos Fabricantes de Veículos Automotores³²⁷, dont la marque fait partie, au même titre que le constructeur RENAULT. O. BRUGGER participe également aux négociations Mercosud – CE, de manière indirecte, en répondant à des invitations de colloques, au cours desquels il s'exprime au nom de RENAULT sur ces questions. Il a par exemple présenté une communication, peu de temps avant notre entretien, sur le thème de l'« éco-logistique ».

³²⁶ L'Institut National de la Recherche Agronomique est un organisme universitaire français de recherche en agronomie.

³²⁷ ANFAVEA : Association Nationale des Fabricants Automobiles. Traduction propre.

5.5 Conclusions

Au moment où sont réalisés les entretiens, le processus de négociation est entré dans sa neuvième année. Au moment de la rédaction de ce travail de doctorat, il est engagé depuis 12 ans et aucun consensus n'a été trouvé. Or, alors que les chapitres précédents ont démontré que le pilier économique constituait le vecteur fondamental de la négociation, l'étude de terrain, ici présentée, a mis en évidence le fait que le secteur privé n'avait fait l'objet que de peu de recherches. Dans ce contexte, il apparaissait donc primordial de consulter les acteurs économiques pour deux raisons essentielles. D'une part, face à une situation que d'aucuns qualifient d'enlisée, il convient de rechercher de nouvelles solutions. D'autre part, les acteurs économiques représentent une population particulièrement concernée par la finalité du projet d'association et qui plus est, détentrice d'une expérience de terrain susceptible d'apporter des éléments nouveaux.

L'étude démontre que, du point de vue des acteurs économiques, le Mercosud n'apparaît pas comme une union douanière mais, tout au plus, comme une zone de libre-échange. Les filiales françaises n'intègrent pas le Mercosud dans leur organisation interne, à l'exception des constructeurs automobiles qui bénéficient dans leur secteur, de conditions particulières. Pour autant, le fait que le Mercosud ne soit pas perçu comme un marché économique à part entière, ne remet pas en cause la validité de son existence. Au contraire, les propos des personnes consultées traduisent davantage, une volonté de voir le marché du cône sud évoluer vers une intégration économique plus aboutie. Malgré des propos parfois virulents, les acteurs économiques n'ont, à aucun moment, remis en cause l'existence du marché du cône sud. Ce paradoxe renvoie davantage au fait que les entrepreneurs évoluent dans des environnements très pragmatiques et au fait qu'ils agissent dans l'immédiateté. Malgré des propos qui peuvent apparaître parfois sévères, je n'ai jamais noté chez les personnes interrogées une disposition d'esprit pessimiste.

Les critiques s'adressent également à la classe politique du Mercosud. Tous regrettent :

- l'absence de supranationalité au sein de l'organisation régionale ;
- la main mise de la classe politique brésilienne sur la gouvernance du Mercosud ;
- le manque d'action politique en vue de limiter les asymétries économiques à l'intérieur du bloc ;

- le populisme des dirigeants argentins, paraguayen et vénézuélien : les gouvernements argentins qui ont occupé la Casa Rosada au cours de la dernière décennie, inquiètent les milieux économiques qui attendent de voir comment le pays va évoluer avant d'y investir davantage ; le gouvernement de LULA, qui a terminé son double mandat avec une côte de popularité historique auprès de l'opinion publique, n'est pas épargné. Les acteurs économiques reconnaissent volontiers les efforts et les bons résultats obtenus par Brasília au cours de ces dernières années, mais ils ont besoin d'une stabilité politique ancrée sur le long terme avant d'accorder davantage de confiance au Brésil.

En ce qui concerne l'adhésion éventuelle du Venezuela, l'enquête révèle que du point de vue des acteurs économiques, il s'agit davantage d'un facteur déstabilisant que d'une manière de renforcer l'organisation. Les personnes qui se sont exprimées sur ce point reconnaissent que les gigantesques ressources énergétiques de la République bolivarienne pourraient servir le développement industriel des autres pays membres. Mais, ils déclarent que la personnalité de son dirigeant, qualifié de « fou » à plusieurs reprises, ne permet pas d'inclure ce pays dans les stratégies de développement de leur groupe. Aucun des acteurs interrogés n'a émis le projet d'investir au Venezuela, que le Venezuela fasse partie du Mercosud ou non, à l'exception de RENAULT qui fait une nouvelle fois, figure d'exception. RENAULT, a déjà détenu des actifs au Venezuela lorsque celui-ci était membre de la CAN. Pour le constructeur automobile français, les caractéristiques du gouvernement vénézuélien ne permettent pas d'écarter la possibilité d'un retour dans ce pays.

Les acteurs économiques interrogés s'expriment avec beaucoup de réserve sur l'intérêt que représente un accord entre le Mercosud et l'UE. Ce manque d'enthousiasme s'explique, avant tout, par le fait qu'ils sont parfaitement conscients de la difficulté de parvenir à un consensus sur le dossier agricole. Tous connaissent la particularité du secteur agricole français et, à aucun moment, les représentants n'ont suggéré de faire de compromis dans ce domaine pour faire avancer les négociations. Conscients qu'il s'agit là, du « nœud » de la négociation, et en l'absence de solutions qu'ils pourraient apporter dans un domaine qui n'est pas le leur, c'est le manque d'enthousiasme qui transparait de manière logique dans leur réponse. Il convient, parallèlement, de noter que personne ne s'est exprimé en défaveur d'un tel projet. Au contraire, tous sont conscients de la nécessité de pouvoir compter sur un accord avec le Brésil,

et peu importe que l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay soient inclus, l'important étant de parvenir à établir le même type de relation avec le Brésil qu'avec le Chili ou le Mexique.

Par ailleurs, les acteurs économiques ont la particularité d'être présents sur le terrain et, encore une fois, raisonnent à court ou moyen terme avec beaucoup de pragmatisme. De leur point de vue, le Mercosud est intéressant en raison de la présence du Brésil, mais une relation privilégiée avec le Pérou ou la Colombie serait toute aussi importante, compte tenu des opportunités de marché que présentent ces deux pays.

L'administration de l'enquête démontre également que la signature d'un accord d'association entre le Mercosud et l'UE présente davantage d'intérêts du point de vue des entreprises françaises qui ne sont pas encore implantées dans le Mercosud. Les réseaux du gouvernement français spécialisés dans le rayonnement du commerce extérieur font, quant à eux, l'objet de quelques critiques. L'efficacité et le coût de la structure sont remis en cause. Il s'agit là d'un défi que les négociateurs de l'accord d'association ne devront pas omettre d'aborder.

Le bilan des entretiens réalisé met en évidence un certain « agacement » à l'égard des personnes qui négocient le projet d'association. Ce qui apparaît, tantôt comme de l'agressivité, tantôt comme du pessimisme, s'explique par le fait que les acteurs économiques ne sont pas inclus dans le processus de consultation. À l'exception des constructeurs automobiles, toutes les personnes que j'ai contactées m'ont reçu avec beaucoup d'enthousiasme et ont pris le temps de répondre longuement à cette enquête car, c'est la première fois qu'on leur donnait la parole sur ce projet. Tous regrettent le fait de ne pas être consultés par les instances de négociation alors même que, certains m'ont confié avoir des solutions à proposer pour débloquer de nombreux dossiers économiques.

CHAPITRE 6 - AU-DELÀ DES RÉUNIONS DE NÉGOCIATION, LE POINT DE VUE DES ACTEURS « NON ÉCONOMIQUES » : ÉTUDE DE TERRAIN

L'hypothèse de départ, émise en vue d'apporter des éléments supplémentaires à la compréhension de l'absence de consensus autour du projet d'association, invoque le décalage existant entre la perception qu'en ont les différentes populations impliquées, soit, entre les acteurs économiques et les acteurs politiques³²⁸. Le chapitre précédent a ainsi été l'occasion de présenter l'analyse des acteurs économiques et a permis de mettre en évidence un discours concordant au sein de cette population, sur l'ensemble des thématiques inhérentes à la négociation. Il a, par exemple, souligné le fait que les acteurs économiques, constructeurs automobiles mis à part, ne se considèrent pas inclus dans la négociation.

Pour comparer le discours des deux populations, le chapitre 6 propose maintenant de recueillir le point de vue de la population dite « non-économique », dans laquelle j'inclus les représentants politiques (diplomates, fonctionnaires d'état ou d'organismes publiques) et académiques (universitaires)³²⁹. Plusieurs personnes ont accepté de contribuer à ce travail de recherche réalisé dans trois des quatre pays membres du Mercosud, entre juillet et août 2008³³⁰ :

- M. Adriano DE FINA³³¹ : Gérant de l' « Asociación de Importadores y Exportadores de la República Argentina »³³² ;
- M. Juan Víctor MONFORT³³³ : Chargé d'Affaires *ad interim* près la Délégation de la Commission Européenne au Paraguay et en Uruguay³³⁴ ;

³²⁸ La troisième population étant la société civile, laquelle ne fait pas partie de l'objet de cette étude.

³²⁹ Une ébauche de la comparaison entre les acteurs économiques et politiques a été présentée le 20 novembre 2008, à l'occasion des Doctoriales, tenues dans le cadre du VI^e colloque international de l'Institut Des Amériques, sur le thème : « Politique étrangère dans les Amériques : entre crises et alliances ». Cette communication a donné lieu à une publication d'une partie des résultats de l'étude de terrain : ROBIN, Rodolphe. Mercosur – Union européenne : au-delà des réunions de négociation. IN ACTES DOCTORIALES 2008. Politique étrangère dans les Amériques : entre crises et alliances [en ligne]. Paris : Institut des Amériques, mai 2010. p 205-217. Disponible sur :

http://www.institutdesameriques.fr/fiche_doc.jsp?idaction=null&id_doc=442&idtheme=04

³³⁰ ANNEXE 14 – Cible du questionnaire.

³³¹ Entretien réalisé le 16 août 2008, au siège de l'association, à Buenos Aires. Durée de l'entretien : 1h15. Entretien réalisé en espagnol. Traduction propre, vers le français, des propos de la personne interviewée.

³³² AIERA, par la suite.

³³³ Entretien réalisé le 12 août 2008, dans les locaux de la Délégation de la Commission Européenne à Montevideo. Durée de l'entretien : 1H30. Entretien réalisé en espagnol et en français. Traduction propre, vers le français, lorsque nécessaire, des propos de la personne interviewée.

- M. Gimeno VERDEJO³³⁵ : Chargé d'affaires *ad interim* près la Délégation de la Commission Européenne en Argentine ;
- M. Luciano PEREIRA DE SOUZA³³⁶ : Diplomate au sein de la DNC II - Divisão de Negociações Extra Regionais do Mercosul, du Ministère des Relations Extérieures (Itamaraty), au Brésil³³⁷ ;
- Mme. Joëlle BONNET³³⁸ : Chef de secteur, Correspondante anti-contrefaçon, Chargée des dossiers multilatéraux (Mercosur et OMC) au sein de la Mission Économique de l'Ambassade de France à Buenos Aires, en Argentine. Compétences sectorielles particulières : juridiques et fiscales, audit et conseil aux entreprises ;
- M. Sébastien ANDRIEUX³³⁹ : Conseiller économique au sein de la Mission Économique de l'Ambassade de France à Brasília, au Brésil ;
- Mme. Maria Susana ARROSA SOARES³⁴⁰ : Professeur, Coordinatrice du Master « Relations Internationales » et Coordinatrice du programme de spécialisation sur l'intégration et le Mercosud, à l'Université Fédérale du Rio Grande do Sul, au Brésil ;

De nombreuses conversations tenues en dehors du cadre de cette enquête de terrain ont également contribué à la synthèse du discours des acteurs « non économiques » qui est présentée dans ce chapitre. J'ai ainsi eu l'opportunité d'évoluer pendant deux jours, en qualité d'interprète, au sein d'une délégation politique constituée de représentants des États du Mato Grosso et du Paraná, en visite en France. Le but de la délégation reposait sur l'observation du « nouveau modèle agricole ». Elle s'est rendue en décembre 2009, dans plusieurs exploitations agricoles de la Région Bretagne, membres du réseau des Coopératives d'Utilisation du Matériel Agricole (CUMA), dans le cadre d'une réflexion sur la mise en place d'un nouveau modèle d'agriculture durable pour les exploitations familiales de leurs états

³³⁴ Une représentation de la CE, basée à Montevideo, couvre le Paraguay et l'Uruguay.

³³⁵ Entretien réalisé le 25 août 2008, par téléphone à Buenos Aires. Durée de l'entretien : 30 mn. Entretien réalisé en espagnol. Traduction propre, vers le français, des propos de la personne interviewée.

³³⁶ Entretien réalisé le 18 juillet 2008, dans les locaux du Palais de l'Itamaraty, à Brasília. Durée de l'entretien : 1h00. Entretien réalisé en portugais. Traduction propre, vers le français, des propos de la personne interviewée.

³³⁷ Département des Négociations Extra Régionales du Mercosud. En 2011, M. Luciano PEREIRA DE SOUZA n'occupe plus ce poste. Il est, au moment de la rédaction de ce travail, diplomate auprès de la délégation permanente du Brésil à l'UNESCO.

³³⁸ Entretien réalisé le 25 août 2008, dans les locaux de la DGTPE - Mission Économique de Buenos Aires. Durée de l'entretien : 1h45. Entretien réalisé en français.

³³⁹ Entretien réalisé le 16 juillet 2008, dans les locaux de l'Ambassade de France à Brasília. Durée de l'entretien : 1h30. Entretien réalisé en français.

³⁴⁰ Entretien réalisé le 31 juillet 2008, en portugais, dans les locaux de l'Universidade Federal do Rio Grande do Sul, à Porto Alegre. Durée de l'entretien : 3h00. Entretien réalisé en portugais. Traduction propre, vers le français, des propos de la personne interviewée.

respectifs. Ont ainsi contribué à l'élaboration de ce chapitre, les nombreuses conversations sur les relations agricoles entre le Brésil et la France, tenues avec :

- Silval BARBOSA : Vice Gouverneur de l'Etat du Mato Grosso – Brésil ;
- Cloves Felicio VETTORATO : Secrétaire extraordinaire du Département « Projets Stratégiques » de l'Etat du Mato Grosso – Brésil ;
- Fernando Gorgen : Maire de la municipalité de Querência – Mato Grosso – Brésil ;
- Waldmir GUSE : Maire de la municipalité de Conquista d'Oeste – Mato Grosso – Brésil ;
- Antonio Celso Córdova de Souza : Gérant du Département « Développement et Technologie » de l'État du Paraná – Brésil ;
- Luciano MERHY : Maire de la municipalité de Congonhinhas – Paraná – Brésil ;
- Hugo BERTI : Maire de la municipalité de Moreira Sales – Paraná – Brésil ;
- Isaac Tavares DA SILVA : Maire de la municipalité de Carlópolis – Paraná – Brésil ;
- Zelírio PERON FERRARI : Maire de la municipalité de Santo Antonio do Sudoeste – Paraná – Brésil.

6.1 Sur le Mercosud

6.1.1 L'union douanière

Dans le chapitre précédent, les acteurs économiques français remettent en cause l'existence du Mercosud en tant que marché, en insistant largement sur l'imperfection de l'union douanière mise en place en 1994. Afin de vérifier si les acteurs institutionnels confirment cette analyse, la parole a été donnée au Gérant de l'AIERA, M. Adriano DE FINA. Dans le paysage économique argentin, l'AIERA est l'une des principales entités du pays, au service du rayonnement du commerce extérieur. Depuis sa fondation en 1966, elle contribue à l'orientation des politiques économiques et sociales qui conviennent à l'Argentine, apporte des réflexions, produit des analyses et présente ainsi aux décideurs politiques, la réalité pragmatique de la situation des entrepreneurs nationaux. Dans le cadre de sa mission, l'AIERA défend le développement de la région « Amérique du Sud ». Mais, et c'est la raison pour laquelle son dirigeant est consulté dans le cadre de cette étude, l'AIERA participe depuis

sa création, aux négociations pour la fondation du Mercosud. Après la mise en place du traité d'Asunción en 1991, elle poursuit sa mission en contribuant au renforcement de l'organisation régionale et prend part aux réunions de travail spécialisées, aux côtés du secteur public. Entre 1991 et 1997, l'AIERA participe ainsi au groupe n°7, en charge du développement de la politique industrielle du Mercosud. « Quelle analyse, une institution représentant les exportateurs argentins auprès des acteurs politiques propose-t-elle du Mercosud, et plus particulièrement de l'union douanière ? » À cette question, Adriano DE FINA répond de la manière suivante : « La plupart des entreprises nous sollicitent pour des certificats d'origine d'exportation valides dans le Mercosud. Le Mercosud utilise, en effet, le régime d'origine. Et il se trouve que nous sommes habilités à attribuer ce certificat. Le principe des certificats d'origine fonctionne bien dans le Mercosud, il n'y a qu'à voir le nombre d'entités argentines habilitées à en délivrer : il en existe une trentaine sur notre territoire et l'AIERA est la troisième d'entre elles ». A. DE FINA précise ensuite que le commerce intra Mercosud ne repose pas uniquement sur l'exportation de matières premières, mais qu'il est, au contraire, largement soutenu par les exportations de produits avec valeur ajoutée, ou « commodities ». La répartition des destinations des exportations de « commodities », effectuées par les entrepreneurs argentins qui ont demandé un certificat d'origine auprès de l'AIERA, se présente comme suit³⁴¹ :

- 40% - Mercosud ;
- 20% - Chili ;
- 18% - Hors Amérique latine ;
- 12% - Venezuela, Colombie, Pérou ;
- 5% - Bolivie ;
- 5% - Reste de l'Amérique latine.

Le Mercosud constitue, du point de vue de l'AIERA, une zone de libre échange efficiente. Quant à la constitution d'une union douanière plus aboutie, si elle apparaît dans le chapitre précédent comme une difficulté, elle représente pour le gérant, un enjeu : « L'union douanière ne présente pas de difficultés, mais il faut des gouvernements nationaux plus forts, qui puissent agir indépendamment des revendications du secteur privé et des exigences contradictoires de chaque secteur. Car, en effet, il y a une concurrence entre les secteurs. Il

³⁴¹ Indicateurs présentés par A. DE FINA en août 2008, pour l'exercice 2007.

faut une organisation régionale libre et forte, qui lutte pour l'intérêt général. Mais on y travaille déjà ». Il fait référence, ici, à deux projets en gestation :

- mise en place du « Código Aduanero Mercosur »³⁴² ;
- utilisation par l'Argentine et le Brésil de leurs monnaies respectives dans les échanges commerciaux. Le dollar nord-américain continuera d'être une référence, mais les transactions seront facturées en Real ou en Peso argentin. Si l'expérience est satisfaisante, il est prévu qu'elle soit étendue, ultérieurement, au Paraguay et à l'Uruguay.

Il ajoute qu'il faut songer à « [...] renforcer le Tarif Extérieur Commun et la libre circulation des marchandises et des personnes, mettre en place une monnaie commune, éliminer les asymétries de manière graduelle, c'est le plus compliqué et appliquer une politique commerciale commune à l'international pour éviter de réitérer ce qui vient de se produire à Genève dans le cadre de Doha. Autrement dit, il s'agit de suivre le modèle de l'UE, pour arriver avec le Mercosud au même objectif ».

A. DE FINA mentionne dans son analyse, l'existence d'exigences contradictoires entre les différentes branches du secteur privé lesquelles, selon lui, vont à l'encontre d'une évolution rapide de l'intégration régionale du cône sud. Plutôt que de prendre en compte l'expérience du secteur privé, comme le conseillent les acteurs économiques dans le chapitre précédent, il se prononce en faveur de davantage d'interventionnisme au niveau de la gouvernance des États et du Mercosud. Cette proposition renvoie à la relation existante entre le secteur privé et le secteur public. Du point de vue du secteur public, il existe une concurrence entre les secteurs privés qui implique des raisonnements irrationnels chez les entrepreneurs ; raisonnements jugés incompatibles avec la recherche de l'intérêt général, et par conséquent, le secteur public ne consulte pas directement le secteur privé.

Tous les représentants du secteur public ne s'expriment pas de manière positive sur les acquis de l'union douanière. Les représentants de l'administration française, en poste dans le Mercosud sont, en effet, plus critiques.

³⁴² Code douanier du Mercosud. Traduction propre.

Ainsi, Mme. Joëlle BONNET met l'accent, au cours de notre entretien, sur les régimes d'exception et autres problèmes de « perforation ». Elle m'explique qu'une énorme partie du commerce du Mercosud, échappe au Mercosud, pour plusieurs raisons :

- existence de Zones Franches : ce qui transite par ces zones, échappe au Mercosud. Les volumes par zone sont relativement importants et les Zones Franches sont nombreuses. Exemple : La Plata, en Argentine ;
- existence de Zones Douanières Spéciales³⁴³ : ce sont, cette fois, des volumes considérables, qui transitent par ces zones et qui échappent, encore une fois, au Mercosud. Exemple : Manaus (Brésil), Terre de Feu (Argentine). Dans une ZDS, on peut importer des produits, des matières premières, les transformer et les réexporter sur le marché domestique ou à l'international. La création de ZDS répond à des stratégies géopolitiques nationales, mais dessert totalement les intérêts du Mercosud. La ZDS de Manaus est une zone au chiffre d'affaire avoisinant la dizaine de milliards de dollars. Du point de vue du Protocole d'Ouro Preto qui a valeur juridique, ces zones sont une infraction au Mercosud. L'infraction devait prendre fin en 2011, puis on a appris récemment qu'il y a eu une prolongation de l'autorisation, pour 10 années supplémentaires !
- Accord automobile Argentine/Brésil (PAC) : ce n'est pas un accord du Mercosud, mais un accord qui entre dans le cadre de l'ALADI. Il pénalise les deux autres états membres, mais vient d'être reconduit récemment pour 6 années supplémentaires.

La création de Zones Franches et/ou Zones Douanières Spéciales, répond à des stratégies géopolitiques nationales mais dessert totalement, il est vrai, les intérêts du Mercosud. Les Zones Franches permettent de transformer, sur place, des produits semi-finis en produits à plus forte valeur ajoutée tout en bénéficiant d'un tarif douanier privilégié. Elles sont donc cohérentes avec les politiques de développement des états et entrent dans le cadre de politiques ancrées sur le principe de la substitution aux importations. Elles n'en demeurent pas moins contradictoires avec le principe de l'union douanière du Mercosud et constituent, de ce point de vue, une infraction³⁴⁴. Quant aux particularités du secteur automobile, qui offre aux constructeurs français des conditions favorables et qui, de ce fait, les incite à dresser un

³⁴³ ZDS, par la suite.

³⁴⁴ SIROËN, Jean-Marc. Relations Économiques Internationales. Paris : Amphi Économie, 2002. 240 p.

bilan de l'union douanière plus positif que celui de l'ensemble de leurs compatriotes³⁴⁵, on se rend compte ici qu'ils bénéficient en réalité d'un environnement privilégié qui n'est pas uniquement lié au Mercosud.

J'invite alors J. BONNET à s'exprimer sur l'importance du facteur « Mercosud » du point de vue des investisseurs français qui décident de s'implanter en Argentine. L'accès au marché du Mercosud représente-t-il un atout supplémentaire, du point de vue des investisseurs français, lors de leur implantation en Argentine ? « C'est la question que je leur pose toujours. Mais la réponse est "non". Ceci étant dit, tout dépend des secteurs. Encore une fois, pour l'automobile, il faut reconnaître que c'est un facteur important. Mais pour le reste... Ce qui est certain, c'est que l'on fait plus confiance au Brésil qu'à l'Argentine. L'Argentine doit se préoccuper de reconquérir une crédibilité sur la scène internationale : ceci passe par le règlement des nombreux litiges juridiques, le respect des accords de protection des investissements », déclare-t-elle. J. BONNET conclut sur le bilan de l'union douanière, en faisant remarquer qu'« en 17 ans, il y a eu peu d'engagements, peu d'évolution. Personne ne veut perdre sa souveraineté. Il n'y a pas de réelle union douanière. On peut, tout au plus, parler d'une Zone de Libre Échange ». De son point de vue, il n'y a guère que pour les membres du Mercosud que l'organisation constitue un marché et il s'agit d'ailleurs du seul point positif à mettre à l'actif de l'union douanière du cône sud. Elle fait, ici, référence à l'augmentation des investissements brésiliens en Argentine, tout en reconnaissant ne pas savoir si cette tendance est directement liée à l'existence du Mercosud : « [...] en tous cas, il faut reconnaître que le Brésil est, à peu près, le seul investisseur étranger dans ce pays. L'Espagne investit également, mais aux vues des récentes et virulentes agressions de Cristina KIRCHNER à l'égard du gouvernement espagnol, la situation risque de se dégrader ». Peu avant notre entretien, la Banque Centrale espagnole vient, en effet, de publier un rapport élevant le « risque pays » de l'Argentine. Dans le même temps, les gouvernements argentins et espagnols se livrent à une bataille juridique pour régler le dossier relatif à « Aerolineas Argentinas ».

De la même manière, Sébastien ANDRIEUX me confie qu'il interroge régulièrement les entrepreneurs lorsqu'ils viennent s'implanter au Brésil, sur le caractère déterminant, ou non, du Mercosud, en tant que marché. Il remarque que « ceux qui arrivent ne voient que le Brésil,

³⁴⁵ Voir chapitre 5.

car bien souvent, c'est déjà assez grand comme ça. En ce qui concerne le secteur automobile, l'existence du Mercosud est un facteur important, mais pour les autres, la réponse est non. Ce qui est certain, c'est que l'on fait plus confiance au Brésil qu'au Mercosud, ou plus au Brésil qu'à l'Argentine ». Le Mercosud ne représente donc pas un marché. D'ailleurs le gouvernement français l'a bien compris puisque, nous sommes forcés de constater que les « Missions Économiques », véritables représentations à l'étranger, du Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, ne sont plus présentes aujourd'hui au Paraguay et en Uruguay. Les investisseurs français qui seraient susceptibles d'être intéressés par ces destinations sont invités à consulter les services de la « Mission économique » de Buenos Aires. S. ANDRIEUX confirme donc la conclusion de J. BONNET, en réitérant le fait que le Mercosud n'est pas un « système intégré en soi ». Il ajoute cependant que l'organisation du cône sud commence à bénéficier d'une « maturité qui est toute récente. On le voit dans les négociations à l'OMC, où le Brésil occupe désormais une place importante et jouit d'un véritable pouvoir de négociation ».

Cette maturité récemment acquise et que S. ANDRIEUX attribue aussi bien au Mercosud qu'au Brésil, par le biais d'un amalgame riche en sens, nous invite à dresser le bilan politique du Mercosud, du point de vue des représentants « non économiques ».

6.1.2 Le bilan politique du Mercosud

Le gérant de l'AIERA dresse un bilan extrêmement positif de l'organisation du cône sud. Il déclare qu' « il s'agit de l'unique projet stratégique de l'Argentine sur le plan géopolitique. C'est pour notre pays, la seule manière de s'intégrer aux marchés internationaux. Et le Brésil le voit de la même manière. Le Brésil ne peut pas espérer s'intégrer sur la scène internationale, sans le Mercosud, pas plus que l'Argentine. Il y a bien sûr les plaintes du Paraguay et de l'Uruguay. Les asymétries en termes de structure productive créent une distance dans les négociations intra Mercosud. Mais ils ne peuvent pas non plus se permettre de rompre avec le Mercosud. Pas plus que le Brésil, ou l'Argentine. Nous sommes, pour ainsi dire, condamnés à travailler ensemble. Je pense que l'Uruguay et le Paraguay peuvent être comparés à l'Espagne et au Portugal³⁴⁶, dans le sens où ils sont réticents dans un premier temps, mais ils verront les bénéfices ultérieurement ».

³⁴⁶ Il fait ici référence à son interprétation de l'intégration de la péninsule ibérique au sein de l'UE.

Du point de vue d'A. DE FINA et de sa position privilégiée d'intermédiaire entre les représentants politiques et les acteurs économiques d'Argentine, les problèmes de gouvernance du Mercosud cités dans le chapitre précédent par les acteurs économiques français, ne méritent pas d'être mentionnés et ne viennent pas affecter un bilan du Mercosud, qu'il juge positif. Une autre divergence apparaît ici et concerne la question des asymétries : l'Argentine et le Brésil sont placés sur le même pied d'égalité, au sein du Mercosud. Il s'agit là d'une photographie du Mercosud selon le « schéma 2+2 » (Mercosud = Argentine/Brésil + Paraguay/Uruguay), contrastant avec le « schéma 1+3 » mis en avant par les entrepreneurs des filiales françaises (Mercosud = Brésil + Argentine/Paraguay/Uruguay). Dans le paragraphe précédent, nous observions qu'une Mission économique est détachée auprès du Brésil et une autre, pour l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay. Lorsque je lui fais part de la divergence des discours, il précise qu'il comprend leur pessimisme et qu'il s'agit d'une attitude liée au fait que les choses ne vont pas assez vite. « Le Mercosud n'a que 17 ans et en réalité, ce qu'on essaie de mettre en place, on y travaille déjà depuis beaucoup plus longtemps, avec l'ALADI. D'où l'impatience de certains. Il est difficile d'avancer, mais on avance [...] », déclare-t-il.

L'incident diplomatique survenu entre Brasília et Buenos Aires, provoqué par le contexte de Doha, intervient au moment même où je viens de recueillir les critiques des acteurs économiques sur l'absence de supranationalité au sein du Mercosud. L'incident survient à point nommé, pour illustrer leur discours. Il incite également A. DE FINA à exprimer ses inquiétudes sur ce point : « Sincèrement je ne sais que penser. Ce que je sais c'est qu'avant toute chose, il faut penser à recomposer une position unie avec le Brésil. Il s'est ouvert, avec Doha, une brèche qu'il faut qualifier de sérieuse et qui est préoccupante pour l'Argentine ». Ici, la question de la supranationalité n'est pas mentionnée, preuve qu'elle n'est pas à l'ordre du jour au sein du Mercosud.

J. BONNET, en tant que représentante du gouvernement français, propose une analyse qui diffère de celle avancée par son homologue argentin. Lorsque j'aborde avec elle, la thématique du bilan politique du Mercosud, elle commence par m'expliquer que « [...] le Mercosud n'est pas le centre du monde [...] » et que, de ce fait, « [...] ce n'est pas un dossier qui lui donne beaucoup de travail ». Elle expose les difficultés auxquelles elle fait face dans le cadre de ses fonctions, de la manière suivante :

- difficulté à trouver un interlocuteur au sein du Mercosud : la Présidence revêt un caractère *pro tempore* et les interlocuteurs changent chaque six mois ;
- processus décisionnel trop lourd ;
- absence de souveraineté : « Montevideo n'est qu'un secrétariat logistique, qui ne dispose tout au plus que d'un juriste et d'un économiste. Personne ne veut déléguer » ;
- intégration beaucoup plus politique qu'économique : « Il suffit de voir la part des produits des pays membres qui sont échangés dans le cadre du Mercosud (15%) par rapport à ce qui sort du bloc régional pour aller à l'international. On se rend compte que, du point de vue économique, le Mercosur n'est pas important pour ses pays membres » déclare-t-elle ;
- asymétries croissantes entre le Paraguay et l'Uruguay d'une part et l'Argentine et le Brésil, d'autre part.

L'ensemble des difficultés présentées ici, par J. BONNET, renvoie à l'absence de supranationalité. Sur ce point, son bilan politique du Mercosud rejoint celui des acteurs économiques. Il est également confirmé par Juan Víctor MONFORT.

Le représentant politique européen, souhaite principalement que le Mercosud mette l'accent sur la réduction des asymétries, d'une part et sur le renforcement institutionnel, d'autre part : « L'Uruguay et le Paraguay veulent développer leur commerce extérieur. Ils ont cru que ce serait possible avec le Mercosud mais, malheureusement, ils se sont trompés. L'UE de son côté veut un marché du Mercosud unifié et non pas une organisation avec les grands d'un côté et les petits de l'autre, sans liens entre les deux. Ceci pour favoriser la libre circulation des marchandises européennes. On attend donc plus d'efforts dans l'approfondissement du marché sur la réduction des asymétries [...] » ; « [...] ainsi que sur le plan institutionnel. Il n'y a pas de Système de Règlement des Différends, pas davantage que d'entité qui serait indépendante des gouvernements nationaux. En dehors du FOCEM³⁴⁷ qui vient d'être créé bien sûr, mais ce n'est pas suffisant ».

J. BONNET ajoute que la situation économique de l'Argentine, ne contribue pas à la stabilité politique du Mercosud : « L'Argentine connaît une crise financière tous les dix ans : nous sommes, en ce moment, dans une situation difficile. La situation de l'Argentine est

³⁴⁷ Fondo para la Convergencia Estructural del MERCOSUR. Fond pour la Convergence Structurelle du Mercosud. Traduction propre.

compliquée pour des raisons conjoncturelles liées à l'environnement international, mais également, liées à la gestion de la politique nationale. Ceci étant dit, on ne devrait pas revivre une crise de l'ampleur de celle de 2001, car il y a cette fois un facteur positif, qui est le cours élevé des matières premières. Le prix actuel des produits alimentaires engendre pour l'Argentine une situation exceptionnelle. Et on ne prévoit pas de baisse des cours des matières premières. Ce n'est pas souhaitable pour ce pays en tous cas ».

Pour conclure sur le bilan politique dressé par les acteurs « non économique », Maria Susana SOARES ³⁴⁸, n'attribue au Mercosud qu'un seul élément qu'elle qualifie de « réussite ». Il s'agit de l'intégration physique. L'intégration physique est d'ailleurs une réussite sur l'ensemble du continent latino-américain en général. Elle justifie sa conclusion en mettant en avant le fait que, « [...] la construction d'infrastructures pour le transport routier des marchandises se développent de plus en plus, et avec succès. Il s'agit là, de l'unique dossier sur lequel il n'y a pas de polémique. Les entreprises de BTP brésiliennes sont très investies dans ces grands projets. D'ailleurs, dans ce secteur, les entreprises étrangères sont absentes. CAMARGO CORREA³⁴⁹, ODEBRECHT³⁵⁰, QUEIROZ GALVÃO³⁵¹, entre autres, se partagent le marché ».

6.2 Sur l'adhésion éventuelle du Venezuela

« L'adhésion potentielle du Venezuela constitue-t-elle un élément susceptible de favoriser l'intégration du Mercosud ? », telle est la question soumise à l'appréciation des acteurs « non économiques », dans le but, une nouvelle fois, de comparer les discours avec les représentants économiques.

A. DE FINA, représentant de l'AIERA, répond à cette question par l'affirmative. Selon lui, l'adhésion du Venezuela est un facteur qui agirait en faveur d'un renforcement du cône sud. Il cite de nombreux avantages inhérents au Venezuela, pour illustrer son point de vue :

³⁴⁸ L'UFRGS et particulièrement les programmes de Master et Doctorat en Relations Internationales, travaillent en partenariat avec les Universités de Rennes I et II, ainsi qu'avec l'Institut des Amériques, sur l'axe de recherche des intégrations régionales.

³⁴⁹ <http://www.camargocorrea.com.br/>

³⁵⁰ <http://www.odebrecht.com/>

³⁵¹ <http://portal.queirozgalvao.com/web/grupo>

- ressources naturelles ;
- taille de marché ;
- volonté de soutenir l'intégration de l'Amérique du Sud ;
- nouvelle orientation commerciale : « Avant, le Venezuela était un partenaire privilégié des États-unis et de la Colombie, désormais il travaille avec les membres du Mercosud. Les choses ont beaucoup changé », déclare-t-il.

A. DE FINA précise que l'ambassade du Venezuela en Argentine communique régulièrement avec l'AIERA, traduisant ainsi une réelle volonté de travailler avec les entrepreneurs argentins, en particulier et avec le Mercosud, en général. Il ajoute que l'adhésion du Venezuela n'est qu'une question de temps et en profite pour souligner par ailleurs, que les États-unis ne sont pas une priorité pour la chancellerie argentine.

Le diplomate brésilien, Luciano PEREIRA DE SOUZA, estime que l'adhésion du Venezuela est en mesure de modifier l'organisation, au moins pour une raison : « L'entrée du Venezuela va apporter une composante économique au Mercosud. L'arrivée du Venezuela présente un intérêt économique, essentiellement. L'adhésion de ce pays en tant que pays membre est à l'ordre du jour de nos réunions ».

Tous les représentants « non économiques » et membres du Mercosud, qui ont été interrogés, s'entendent pour dire que l'adhésion du Venezuela représente un intérêt économique pour le Mercosud. J. BONNET, en sa qualité de représentante de l'administration française en Argentine, fait preuve d'un enthousiasme plus dissimulé mais le confirme également : « Pour l'Argentine et l'Uruguay il n'y a pas eu de problèmes, car le Venezuela achète beaucoup de choses ; surtout à l'Argentine. Il finance même les partis ! Le Paraguay, lui, n'a pas encore voté l'adhésion de H. CHAVEZ car, avant l'élection de Fernando LUGO le parti au pouvoir était peu favorable à l'adhésion du Venezuela et ne faisait que très peu confiance à son Président. Maintenant les choses sont différentes, F. LUGO et H. CHAVEZ s'entendent à merveille, on peut donc parier sur un vote rapide et positif du Paraguay en faveur de l'adhésion du Venezuela, en tant que membre permanent du Mercosud. Le problème pour le Venezuela, c'est le Brésil. Le Brésil se méfie de H. CHAVEZ, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle il préfère l'avoir, avec, plutôt que contre lui (propos confirmé par S. ANDRIEUX).

Quoi qu'il en soit, l'entrée du Venezuela ferait du bien à l'Argentine car ça représente un marché supplémentaire important ».

Il convient de préciser qu'au moment de l'entretien, le Brésil n'a pas voté en faveur de l'adhésion du Venezuela. Il faut attendre la fin de l'année 2009 pour que le Congrès brésilien se prononce favorablement. Il convient de préciser également, que la proximité politique des présidents F. LUGO et H. CHAVEZ ne signifie pas que le Venezuela va nécessairement obtenir le vote du Paraguay. La requête émise par le Venezuela en vue d'acquiescer le statut de membre permanent du Mercosud, remonte à 2006. En ce début d'année 2011, celle-ci a été approuvée par le pouvoir législatif, en Argentine, au Brésil et en Uruguay. Il manque désormais l'approbation du Paraguay, où le Président F. LUGO doit composer avec la résistance de Lino OVIEDO et Blas LLANO, membres de l'opposition et du parti libéral paraguayen. L'opposition à laquelle doit faire face le Président F. LUGO, demande à ce que le vote du Paraguay s'accompagne d'une compensation financière de la part du Venezuela, laquelle permettrait de réduire la dette énergétique existante entre les deux états. On a pu lire également dans la presse, qu'une récompense de 12 millions de dollars (USD) serait versée sur des comptes argentins, au nom de L. OVIEDO et de B. LLANO, si ces derniers se prononçaient en faveur de l'adhésion du Venezuela³⁵². Quoi qu'il en soit, le sénateur paraguayen, Miguel CARRIZOSA rappelle, à la fin du mois d'août 2011, qu'il n'y a aucune chance d'obtenir un vote positif de la part du Paraguay, tant qu' H. CHAVEZ continuera d'exprimer son soutien au Colonel Mouammar KADHAFI dans le cadre des récents événements survenus en Lybie³⁵³.

« L'adhésion potentielle du Venezuela constitue-t-elle un élément susceptible de favoriser l'intégration du Mercosud » ? Tous les témoignages concordent sur le fait que le président vénézuélien affecte la stabilité politique de la région. Tous attestent également que l'adhésion du Venezuela représente un intérêt pour les autres membres du Mercosud, d'un point de vue économique. Néanmoins, face à ce constat convergent, les membres du Mercosud n'adoptent pas la même stratégie. L'Argentine, le Brésil et l'Uruguay, se sont prononcés en faveur de son

³⁵² MercoPress. Paraguayan congress puts price to Venezuela's Mercosur incorporation [en ligne]. Montevideo : 05/02/2011. Disponible sur :

<http://en.mercopress.com/2011/02/05/paraguayan-congress-puts-price-to-venezuela-s-mercosur-incorporation>

³⁵³ MercoPress. "Chavez' Venezuela has no chance of joining Mercosur" says Paraguay Congress [en ligne]. Montevideo : 26/08/2011. Disponible sur :

<http://en.mercopress.com/2011/08/26/chavez-venezuela-has-no-chance-of-joining-mercosur-says-paraguay-congress>

adhésion afin de s'octroyer un moyen de contrôle. Le Paraguay, ou tout du moins le parti d'opposition au régime présidentiel, reste à convaincre.

6.3 Bilan et évolution du projet d'accord d'association Mercosud – CE

Dans le chapitre précédent, les représentants de filiales françaises, ont montré qu'ils étaient conscients de la complexité de la négociation et parfaitement au fait de l'importance du « nœud agricole ». Pour autant, les personnes interrogées n'ont pas exprimé leur souhait de voir l'Europe, ou la France, faire quelque concession que ce soit sur ce dossier. Elles ont, néanmoins, approuvé l'intérêt que représente un accord d'association Mercosud – CE, en insistant largement sur la nécessité de pouvoir bénéficier d'une relation privilégiée avec le Brésil. Qu'en pensent les représentants « non économiques » ? Se sentent-ils en mesure de parvenir à un consensus ?

6.3.1 L'indexation des négociations sur l'OMC

Les personnes interrogées considèrent que le volet agricole ne constitue pas toute la difficulté de la négociation. Au cours des entretiens, la difficulté de parvenir à un accord d'association est mise en relation avec l'échec des négociations dans le cadre du cycle de Doha. L'agriculture apparaît comme un dossier difficile à traiter, au même titre que d'autres.

Du point de vue de la diplomatie brésilienne représentée, ici, par L. PEREIRA DE SOUZA, deux secteurs entravent ainsi les négociations : l'agriculture et les services. Au cours de notre entretien, L. PEREIRA DE SOUZA regrette que l'agriculture brésilienne et l'agriculture des pays membres du Mercosud soient soumises, sur le marché européen, à des quotas si élevés. Il reconnaît que « [...] les services des pays du Mercosud sont également très protégés », mais affirme « qu'on ne peut pas ouvrir notre marché sans contrepartie. On ne peut pas payer deux fois » ! Il ajoute que, selon lui, l'UE attend un accord dans le cadre de l'OMC pour s'occuper de l'accord Mercosud – CE, tandis que le Brésil est disposé à négocier sur les deux tableaux de manière indépendante. Il ajoute par ailleurs que, si la « coopération Sud-Sud » occupe autant la diplomatie brésilienne actuellement, ceci est dû au fait qu' : « il n'y a pas le dossier de l'agriculture qui interfère dans ce type de négociations. Il est clair que les négociations entre le Mercosud et l'Europe seraient différentes s'il n'y avait pas un enjeu agricole ».

A. DE FINA rejoint le diplomate brésilien sur ce point : « En Argentine, la fonction de négociateur en chef, que ce soit avec l'UE ou avec le reste du monde, revient au Secrétaire des Relations Économiques de l'Argentine. Le Secrétaire nous commente souvent à quel point il est difficile de négocier avec l'UE. L'Argentine n'est évidemment pas satisfaite : les produits primaires argentins ne peuvent pas entrer sur le marché européen et l'UE nous accuse de ne pas ouvrir notre marché industriel. Le coût de l'ouverture du marché industriel pour l'Argentine serait énorme. Il faut obligatoirement qu'il y ait une compensation quelque part ».

L'UE bloque-t-elle les négociations à tous les niveaux, parce qu'elle craint l'entrée des produits argentins et brésiliens sur son espace économique ? Le diplomate français, S. ANDRIEUX, estime qu'il n'en est rien : « Le Brésil exporte déjà beaucoup de produits agricoles vers l'Europe. Et avec les biocarburants, ça va certainement augmenter ». L'agriculture n'est pas, de son point de vue, l'unique préoccupation. Il défend l'idée selon laquelle un accord préalable dans le cadre de l'OMC faciliterait largement les négociations Mercosud – CE. Mais, « en cas d'échec de Doha, les accords interrégionaux connaîtraient un nouveau souffle », assure-t-il.

Les représentants du Mercosud sont disposés à négocier « de bloc à bloc », indépendamment des négociations de l'OMC. Les représentants politiques français et/ou européens jugent, pour leur part, que la suspension des négociations de l'OMC va obliger les deux parties à s'entendre dans le cadre birrégional. La différence est minime, mais elle existe bel et bien. L'Europe reconnaît, en effet, qu'elle est en mesure de s'entendre avec le Mercosud dans un cadre birrégional, tout en précisant qu'elle ne le fera pas tant que subsiste un espoir de parvenir à un accord dans le cadre de l'OMC. En effet, en cas de succès à l'OMC, l'Europe réglerait ainsi la question du commerce pour les prochaines décennies, avec le Mercosud mais également avec les États-unis, les BRICS³⁵⁴ et le reste du monde. Le Mercosud n'est pas l'unique priorité de l'UE et s'il existe une opportunité de faire « d'une pierre deux coup », elle mérite, du point de vue de l'UE, d'être exploitée. La situation du Mercosud est différente. En l'absence d'accords privilégiés avec les « économies du nord » et compte tenu d'une offre nord-américaine jugée, pour l'heure, non satisfaisante, il ne reste guère que l'Europe pour développer un projet. Pour l'heure, l'Europe détient le bénéfice du cadre juridique de l'accord de coopération. Celui-ci, rappelons-le, mentionne que les négociations Mercosud – CE sont

³⁵⁴ Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud.

indexées sur les négociations de l'OMC. Il est prévu qu'un accord soit trouvé dans le cadre de l'OMC afin de servir de base à un accord Mercosud – CE qui doit aller au-delà des règles du commerce mondial. Mais, il se pourrait que face à l'enlisement de Doha, la patience du Mercosud affiche ses limites.

Il ressort des discussions que j'ai eu l'opportunité d'avoir avec les représentants politiques des états du Mato Grosso et du Paraná, un élément intéressant et positif pour l'avenir des négociations. Á l'occasion de sa venue en France, la délégation a largement observé quelques nouvelles évolutions qui en sont au stade de l'expérimentation dans certaines « exploitations pilotes » de la Région Bretagne : nouvelles techniques de production agricole, mise en commun du matériel agricole, mise en commun des surface cultivables. L'observation de ce modèle expérimental, incite l'ensemble de la délégation brésilienne à affirmer que l'agriculture intensive française, et en particulier, l'agriculture céréalière, n'a que peu d'avenir. Ils considèrent que les coûts de production en France, n'en font pas un modèle défendable par rapport à la puissance de l'« agro-business » brésilien. Ils pensent que l'agriculture intensive française sera largement remise en cause lorsque la PAC arrivera à échéance. Ils estiment également que le gouvernement français, lui-même, en a pris conscience et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle des exploitations agricoles testent de nouveaux moyens de production, de nouvelles structures organisationnelles, basés sur un modèle agricole plus familial. Les représentants de l'agriculture familiale brésilienne, considèrent ainsi que l'agriculture française évolue beaucoup et qu'il faut s'attendre à ce que ceci agisse de manière favorable sur l'issue des négociations entre le Mercosud et la CE.

6.3.2 De l'intérêt de parvenir à un accord de ce type

Nous avons vu dans le chapitre précédent que les acteurs économiques font preuve de peu d'enthousiasme sur ce point, ajoutant volontiers qu'un accord entre l'Europe et le Brésil serait plus judicieux. Évaluons désormais, après 12 années de négociations infructueuses, le degré de détermination des représentants politiques du Mercosud et de l'UE, quant à l'importance de parvenir à un accord d'association.

A. DE FINA certifie que malgré le contexte de Doha, exposé précédemment, « il existe, bel et bien, un intérêt commercial qui est toujours présent. Il ne faut pas oublier qu'un lien culturel nous unit à l'UE. Il n'y a pas un seul entrepreneur membre de l'AIERA qui n'ait pas

d'ascendances européennes. Il existe donc un besoin naturel de se rapprocher. Ce qui n'est pas le cas du Pérou par exemple, qui aurait plutôt tendance à regarder vers les USA ».

Au-delà des facteurs culturels, historiques et linguistiques, les diplomates français et européens, interrogés dans le cadre de cette enquête, estiment que le Mercosud devrait assouplir sa position dans les négociations avec l'UE car l'association avec l'Europe représente un enjeu stratégique pour le cône sud. J.V. MONFORT soutient cet argument de la manière suivante : « Le Mercosud présente en effet un retard, qu'il ne peut ignorer, en termes d'accords de libre-échange signés avec des pays ou des régions tiers. Or, il se doit de trouver des débouchés pour ses exportations agricoles, entres autres. Il n'y a guère qu'avec Israël que le Mercosud jouit d'une relation privilégiée, c'est-à-dire de libre-échange, mais il n'existe aucun partenariat stratégique avec les « économies du Nord ». L'Argentine, pour sa part, n'a aucun accord de libre-échange. Elle ne compte que sur quelques accords préférentiels et sectoriels qui furent établis dans le cadre de l'ALADI et qui sont toujours en vigueur aujourd'hui. C'est le cas avec le Mexique par exemple. Il poursuit en précisant que « L'Argentine devrait assouplir sa position mais, je vous l'accorde, ce n'est pas ce à quoi nous assistons. Elle défend son industrie et est, de ce fait, un peu problématique dans les négociations ». J.V. MONFORT ajoute que l'intérêt d'une région pour l'autre n'est pas unilatéral mais, réciproque. Il me fait part du fait qu'au sein de la délégation européenne, personne n'a jamais envisagé l'arrêt des négociations avec le Mercosud, en raison justement, de l'intérêt que représente cette région. Selon le diplomate européen, l'existence d'un intérêt réciproque est d'ailleurs une raison qui se suffit à elle-même. Il affiche, avec un enthousiasme non dissimulé, son optimisme sur l'issue des négociations : « nous avons déjà énormément travaillé. Une bonne partie du travail est d'ailleurs déjà effectuée. Nous avons été à deux doigts de signer l'accord en 2005. Sincèrement, je pense que, dans quelques temps, ce sera tout à fait possible car il y a eu énormément de travail réalisé. Nous allons faire notre possible pour le conclure avant la soutenance de votre thèse » !

Devant l'optimisme du diplomate européen, je me permets d'évoquer avec lui, les doutes exprimés par certains acteurs économiques, sur l'intérêt d'un tel accord. Il répond de la manière suivante : « Il faut bien comprendre que ceux qui sont déjà implantés dans le Mercosud n'ont pas intérêt à voir arriver leurs confrères européens, néanmoins concurrents. Il faut voir ceux qui ne sont pas sur place. J'ajoute également que, à mon avis, les entreprises du secteur des services devraient montrer plus d'enthousiasme. Il y a beaucoup à faire pour ces

entreprises européennes. Mais il n'y a pas que les services, l'industrie européenne en général, est demandeuse de l'accord. La fédération qui représente les industriels européens me le dit régulièrement ».

Le représentant argentin, ainsi que le représentant européen, sont tous deux optimistes sur la capacité des deux régions à parvenir à un accord d'association, compte tenu de l'existence d'un intérêt réel, pour les deux régions, et ceci, en dépit des difficultés existantes dans le cadre de l'OMC. Sur ce point, le discours des représentants de l'administration publique s'oppose donc, à celui des acteurs économiques. En effet, nous avons vu dans le chapitre précédent que les entrepreneurs insistent davantage sur l'intérêt d'un accord entre l'UE et le Brésil. Pourquoi les représentants politiques défendent-ils un accord Mercosud – CE, plutôt qu'un accord de libre échange entre l'UE et le Brésil, comme il en existe avec le Mexique et le Chili ?

6.3.3 De l'intérêt que représente le Brésil, seul

L'importance du Brésil pour le commerce extérieur français est indéniable. Les filiales françaises représentent 2,9% des entreprises étrangères implantées sur le territoire brésilien, ce qui les situe en septième position³⁵⁵. Dans les échanges commerciaux avec le Brésil, la France est déficitaire. C'est le quatrième fournisseur d'Investissements Directs Étrangers, après les États-unis, la Hollande et l'Espagne. Les flux commerciaux entre la France et le Brésil, pour l'exercice 2007, s'élèvent à 1,7 milliard d'euros³⁵⁶. « L'année 2007 a été excellente », souligne S. ANDRIEUX. Les exportations brésiliennes augmentent plus vite que les exportations françaises. Les exportations françaises reposent en grande partie sur l'aéronautique. La France compte 350 entreprises représentées. 32 des entreprises du CAC 40 sont présentes au Brésil. Celles qui sont absentes sont les entreprises du BTP (Bouygues, Vinci, etc.) car, dans ce secteur, le Brésil détient le monopole avec de grosses structures bien implantées³⁵⁷, et les françaises ne seraient pas compétitives. S. ANDRIEUX remarque que sur le territoire brésilien, la France est l'investisseur étranger le plus optimiste. Il note, en effet, un degré de satisfaction élevé chez les investisseurs qu'il côtoie, malgré un marché qu'il qualifie lui-même de « difficile ». Il note trois difficultés caractéristiques du Brésil :

³⁵⁵ Données transmises par S. ANDRIEUX et la Mission Économique de l'Ambassade de France à Brasília.

³⁵⁶ Source : Mission Économique de l'Ambassade de France à Brasília.

³⁵⁷ Voir paragraphe 6.1.2 - Le bilan politique du Mercosud.

- l'administration publique,
- la fiscalité,
- le droit du travail.

Il ajoute que la taille du marché brésilien, apparaît également pour certains investisseurs comme une difficulté. Il précise, à ce propos, que le groupe ACCOR est le seul à être présent sur l'ensemble du territoire.

Le contexte commercial favorable entre la France et le Brésil permet de comprendre pourquoi les entrepreneurs français se prononcent volontiers en faveur d'un accord de libre échange entre la CE et le Brésil. Il convenait donc d'interroger les représentants politiques, sur les raisons qui expliquent qu'un tel projet n'a jamais fait partie de la stratégie européenne. Rappelons que l'UE est liée au Brésil par un partenariat stratégique bilatéral. Pourquoi ne pas le renforcer et lui donner un caractère plus ambitieux, en incluant le libre-échange ?

Sur ce point, les acteurs politiques prennent soin de rappeler que ce partenariat stratégique n'est aucunement satisfaisant d'un point de vue économique, ni pour le Brésil, ni pour l'Union européenne, ni pour le Mercosud. Il constitue seulement, une base sur laquelle l'Europe et le Mercosud doivent s'appuyer pour négocier un accord plus ambitieux. Le terme « ambitieux » fait ici référence au libre-échange et tous s'accordent à dire que le libre échange n'a pas d'intérêt avec le Brésil, seul. D'une part, « [...] il serait aussi difficile de négocier un accord avec le Brésil qu'avec le Mercosud. Et puis, ça n'a pas d'intérêt. On ne veut pas d'accord au rabais comme les États-unis ont tenté de négocier avec l'Uruguay [...] », déclare J.V. MONFORT. D'autre part, le diplomate ajoute que « les représentants de l'UE, en poste dans le Mercosud, sont mandatés pour négocier avec le Mercosud. La politique de l'UE, c'est de négocier « de bloc à bloc », uniquement. C'est le Mercosud sinon rien. Comme avec la CAN ». D'ailleurs, pour J.V. MONFORT, le partenariat stratégique entre l'UE et le Brésil ne présente que peu d'intérêt et constitue à peine, une base pour les négociations Mercosud – CE : « l'accord avec le Brésil, est un partenariat stratégique et politique avec un axe environnemental, mais rien du tout en ce qui concerne le domaine économique. Donc, de ce point de vue là, ça ne va pas faire avancer les chose ».

S. ANDRIEUX, approuve entièrement le diplomate européen. Il ajoute que le Brésil est parfaitement conscient que le partenariat stratégique qui le lie à l'UE, n'est pas un accord de

libre-échange et que, de ce fait, il est important pour le Brésil de continuer à négocier avec l'Europe dans le cadre de l'OMC et dans le cadre du Mercosud. La stratégie d'internationalisation du Brésil repose sur le Mercosud. À aucun moment, le Brésil, seul, n'a émis le souhait de négocier un accord de libre-échange avec l'Europe. Comme l'UE, le Brésil souhaite une négociation « de bloc à bloc ».

Pour démontrer que le Brésil, en tant qu'état indépendant, n'est pas intéressé par un accord de libre échange avec l'UE, le diplomate L. PEREIRA DE SOUZA me présente les dossiers qui occupent son département, au moment de notre entretien : « En matière de libre-échange, mon cabinet ici, à l'Itamaraty, travaille sur deux destinations et il s'agit, dans les deux cas, de dossiers qui concernent le Mercosud, et non pas le Brésil seul : (i) Mercosud – Israël: Israël est le seul pays non latino-américain avec lequel le Mercosud a signé un accord de libre-échange ; (ii) Mercosud – Turquie : avec cette destination, nous en sommes à l'étape de projet, mais il s'agit là aussi d'un accord de libre-échange. En matière de libre-échange, il n'existe pas de projet entre le Mercosud et la France, pas plus d'ailleurs qu'entre le Brésil et l'UE. Il n'y a que le projet Mercosud – CE ».

M.S. SOARES est l'unique personne interrogée qui présente un discours discordant. Selon elle, le Brésil aurait intérêt à négocier un accord de libre-échange bilatéral avec l'UE. Elle estime que son gouvernement a commis une erreur dans le choix de sa stratégie d'internationalisation. Si le Brésil se focalise sur le développement de la « coopération Sud-Sud », c'est parce que « [...] le Ministère des Relations Extérieures considère qu'il n'est pas possible d'envisager un accord de libre-échange entre une région du Sud et une région du Nord, quelle qu'elle soit. Lorsque je remarque qu'il existe bel et bien, des accords de ce type entre l'UE et le Mexique ou entre l'UE et le Chili, elle déplore le fait que le Brésil soit, en réalité, « le grand perdant de Doha. Il n'a pas su suivre la trajectoire de la Chine et de l'Inde, et a fini par se mettre dans une situation conflictuelle avec l'Argentine. L'Argentine estime que ses intérêts n'ont pas été défendus par un Brésil, qui était son représentant. LULA vient d'ailleurs de planifier un déplacement en Argentine pour se réconcilier avec Cristina KIRCHNER ». Selon le professeur, le Brésil n'aurait d'autre choix que de négocier bilatéralement avec les pays du Nord, mais ce n'est pas possible car, contraire à la politique qu'il a lui-même défini : « C'est un grand problème car les négociations bilatérales sont interdites par un Mercosud que le Brésil défend. Notre président LULA l'a d'ailleurs rappelé plusieurs fois à l'Uruguay. Une des solutions, pour que le Brésil accède aux marchés du Nord,

serait de mettre fin au Mercosud. Avec le Mercosud c'était déjà compliqué, et ça l'est encore davantage si le Brésil et l'Argentine ne sont plus sur la même longueur d'onde » !

6.4 Sur le rapport avec les acteurs économiques

Le chapitre précédent a révélé que les acteurs économiques n'étaient pas consultés par les négociateurs du projet d'association entre le Mercosud et la CE. Qu'en est-il des diplomates ? A quel niveau interviennent-ils dans la négociation ? Quel regard portent les diplomates sur la relation qu'entretiennent les négociateurs avec les entrepreneurs qu'ils représentent ?

Le représentant de la Délégation de la Commission Européenne en Argentine, Gimeno VERDEJO, explique que les diplomates européens interviennent directement dans le processus de négociation, tout en précisant qu'au sein de ce corps diplomatique, il existe plusieurs niveaux : « [...] depuis la l'entrée en vigueur de l'accord cadre en 1999, il y a régulièrement des réunions de hauts fonctionnaires. Il existe donc un cadre institutionnel concernant ce point. Il s'agit du Conseil de Coopération³⁵⁸. Mais en ce qui concerne les négociations en tant que telles, ça se passe avec des réunions *ad hoc*. Ce sont des chefs négociateurs qui interviennent. M. FALKENBERG en était un, par exemple. Ça change très souvent. En général, ce sont les n°3 des ministères, qui négocient. Et puis, les diplomates et les ministres voyagent beaucoup, donc, lors des réunions OMC, ou autres, beaucoup de choses sont dites également ». Il existe, en effet, une négociation en dehors du cadre institutionnel. Les diplomates négocient également lorsqu'ils se rencontrent dans le cadre d'événements divers. Messieurs J.V. MONFORT, et G. VERDEJO, respectivement délégués de la Commission Européenne en Uruguay/Paraguay et en Argentine, confirment que beaucoup de choses sont dites au cours de ces rencontres informelles. On peut donc retenir qu'il existe plusieurs canaux de communication diplomatiques :

- cadre institutionnel de l'accord-cadre ;
- contacts diplomatiques ;
- visites de haut niveau (Chefs d'Etats).

³⁵⁸ Voir chapitre 4.1 - Tableau n° 2 – Cadre institutionnel du « Comité Birégional de Négociation » Mercosud-UE, p. 125.

Concernant la place qu'occupent les diplomates dans le canal de communication, Luciano PEREIRA DE SOUZA souhaite, pour sa part, mettre l'accent sur la liaison existante entre l'UE et Brasília. Il y a, en effet, des diplomates brésiliens en poste à Bruxelles et parmi ceux-ci, certains sont en charge des dossiers relatifs aux négociations qui concernent le Mercosud. Il ajoute ensuite que, de son point de vue, le canal de communication existant, est efficace. Il précise enfin que les différents rapports techniques, produits par les diplomates brésiliens, qu'ils soient à Bruxelles ou à Brasília, sont destinés à être consultés par le groupe de négociateurs du projet d'association entre le Mercosud et l'UE.

De même, J. BONNET confirme qu'il existe un canal de communication efficient entre les représentants de l'état français et les négociateurs du projet. Elle souligne sur ce point, le rôle primordial des Mission Économiques françaises. Le gouvernement français détermine sa position dans les négociations entre le Mercosud et la CE, en tenant compte des analyses techniques proposées par les experts économiques en poste dans les ambassades des pays concernés. Le projet d'accord d'association entre les deux régions est une préoccupation réelle pour le gouvernement français et, de ce fait, il consulte régulièrement la direction de la Mission Économique de Buenos Aires. Ainsi, J. BONNET, en tant que Chef de secteur et responsable des dossiers liés à l'OMC et au Mercosud, affirme être régulièrement consultée par sa direction. Elle fournit de nombreuses expertises et analyses sur les particularités du marché argentin et les différents secteurs économiques, dans le but de contribuer à l'avancée des négociations.

Les propos de S. ANDRIEUX confirment que le canal de communication exposé par J. BONNET, fonctionne également entre l'ambassade de France à Brasília et Paris : « [...] nous avons un rôle de consultant, de conseiller. Nous fournissons des informations et des données, en amont des négociations, que nous transmettons à notre Ministère. Nous effectuons également un travail de veille du Brésil ». Le diplomate français ajoute qu'en réalité, il existe plusieurs canaux de communication :

- Mission Économique → DGTPE (Ministère de l'Économie) → Élysée.
- Mission Économique → DGTPE (Ministère de l'Économie) → Bruxelles.

On peut tout à fait affirmer, selon lui, que les avis, les opinions et les souhaits des acteurs économiques sont pris en compte dans les négociations du projet d'accord d'association : « Le

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie français assure pleinement son rôle de relais et transmet toute l'information aux négociateurs », affirme-t-il. Lorsque je lui signale que certains représentants d'entreprises françaises déclarent avoir le sentiment de ne pas être consultés dans le processus de négociation, il s'étonne et me demande qui ils sont. Il ajoute, alors, que ce sentiment est dû au fait que le Mercosud n'est tout simplement pas une priorité pour les entreprises.

Nous nous interrogeons au début de ce paragraphe sur l'existence d'un canal de communication entre les diplomates et les négociateurs. Les diplomates confirment qu'il en existe un, via les représentants politiques :

Diplomates → Représentants politiques (Ministères) → Négociateurs (Bruxelles)

Quel regard portent les diplomates sur la relation qui lie les entrepreneurs aux négociateurs ? La réponse apportée par les représentants des différentes diplomaties ne rejoint pas celle des acteurs économiques. Selon les diplomates, le point de vue des acteurs économiques est pris en compte par les négociateurs de la manière suivante :

Acteurs économiques → Diplomates → Représentants politiques (Ministères) →
Négociateurs (Bruxelles)

Il existe, entre les entrepreneurs et les négociateurs du projet d'association, deux niveaux intermédiaires. Ceci suffit à expliquer que les entrepreneurs ont le sentiment de ne pas être consultés. Tous les diplomates assurent quant à eux, relayer le point de vue des acteurs économiques lorsqu'ils transmettent des rapports techniques à leurs responsables politiques. Cependant, aucun diplomate n'a mentionné au cours des entretiens, le fait qu'il rencontrait les acteurs économiques, en personne.

6.5 Conclusions

Les représentants institutionnels dressent un bilan discordant sur le Mercosud. En ce qui concerne le bilan de l'union douanière, il convient de distinguer les représentants du Mercosud, des représentants français.

Les représentants du Mercosud estiment que l'union douanière fonctionne bien et font référence à l'émission de nombreux certificats d'origine pour l'illustrer. Ils conviennent néanmoins que le TEC du Mercosud doit être renforcé. Les commentaires du représentant de l'AIERA montrent que le Mercosud est une zone de libre échange efficace pour les entrepreneurs argentins, mais que des efforts doivent être réalisés pour parvenir à une union douanière complète. Adriano DE FINA estime que ceci ne pourra être obtenu, qu'en misant sur davantage d'interventionnisme de la part des instances gouvernementales du Mercosud. Il ne faut pas compter sur les entrepreneurs pour contribuer à l'évolution de l'union douanière, car ceux-ci évoluent dans un univers concurrentiel.

Les représentants français sont plus critiques sur le bilan de l'union douanière du Mercosud. Les membres des missions économiques françaises mettent en avant l'existence d'« infractions » qui vont à l'encontre d'une union douanière complète : zone franches, régime particulier pour le secteur automobile entre l'Argentine et le Brésil, « risque pays » élevé pour l'Argentine par rapport aux investissements étrangers.

Le bilan politique émis par les représentants « non économiques », du Mercosud, de l'UE et du gouvernement français, présentent de nombreux points de convergence. Maria Susana ARROSA SOARES, universitaire brésilienne, critique le bilan politique du Mercosud et ne retient, au titre des aspects positifs, que l'intégration physique. Adriano DE FINA, pour sa part, déplore le fait que le Mercosud ne soit pas parvenu à atténuer les asymétries entre grands et petits pays membres. Sur ce point, son analyse est différente de celle émise par les représentants économiques dans le chapitre précédent, en ce sens qu'il oppose le couple Argentine/Brésil à la paire Paraguay/Uruguay. Les entrepreneurs français évoquent les asymétries en incluant d'un côté le Brésil et de l'autre, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay. Le représentant argentin, ici interrogé, conclut sur un bilan politique du Mercosud en demi-teinte et précise qu'il s'agit actuellement de l'unique projet géopolitique de l'Argentine. Il souligne également le fait que l'organisation du cône sud est « jeune » et que les « Mercoséptiques » sont plus impatients que pessimistes.

Les représentants de l'administration française ainsi que les représentants de l'UE s'accordent sur le fait que, le Mercosud n'est pas parvenu à imposer le principe de la supranationalité. Tous critiquent l'absence du principe de supranationalité et ajoutent qu'il s'agit là, de l'origine de nombreux maux au sein du Mercosud : la présidence *pro tempore* ne permet pas

d'avoir un interlocuteur constant, le processus décisionnel est alourdi et long, la question des asymétries s'amplifie au lieu de s'atténuer, les différends n'ont pas d'instance de règlement. Ils ajoutent que le succès du Mercosud sur le plan politique est intimement lié à l'évolution économique de l'Argentine. La capacité de l'Argentine à instaurer un climat de confiance pour les entrepreneurs étrangers, ainsi que, sa volonté de tout mettre en œuvre pour éradiquer l'existence d'une menace constante de crise économique, sont autant d'éléments qui conditionnent le succès politique du Mercosud.

Le bilan dressé par les acteurs « non économiques » sur l'adhésion potentielle du Venezuela au sein du Mercosud, fait l'unanimité des deux côtés de l'Atlantique. Tous les acteurs interrogés sur ce point, considèrent que l'actuel chef du gouvernement vénézuélien est un facteur de déstabilisation pour la région, sur le plan politique. Lorsque l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay, votent son adhésion, ils cherchent aussi à s'octroyer un moyen de contrôle sur la république bolivarienne. Cependant, l'adhésion du Venezuela représente un point positif qui fait l'unanimité au sein des représentants « non économiques », et qui n'a pas été mentionné par les acteurs économiques dans le chapitre précédent : si le Paraguay donne un avis favorable à l'adhésion du Venezuela, le formidable potentiel économique du Venezuela basé sur les ressources énergétiques et la taille de sa population, bénéficierait à l'ensemble des autres membres du Mercosud.

Toutes les personnes interrogées sur le bilan des négociations du projet d'association, font référence au fait que celles-ci sont indexées aux négociations de l'OMC. En effet, l'accord de coopération Mercosud – CE stipule que les négociations en vue de parvenir à un accord d'association, doivent utiliser les avancées obtenues dans le cadre de l'OMC, pour s'en servir de base et pour aller plus loin en terme de libéralisation mais également de coopération économique et politique. De là, le caractère ambitieux du projet. Du point de vue des représentants du Mercosud, la difficulté à trouver un consensus est due à l'intransigeance de la proposition européenne, notamment sur le dossier agricole. Les représentants du Mercosud admettent que le protectionnisme industriel, ou relatif aux services, existe au sein de leur organisation. Mais ils insistent tous, sur le fait que leur offre est révisable pour peu que l'UE montre une réelle volonté d'ouvrir son marché aux produits agricoles et à ses dérivés. Les représentants du Mercosud sont d'ailleurs disposés à négocier de manière birégionale avec l'UE, sans attendre un consensus dans le cadre de l'OMC.

Il convient de noter sur ce point, qu'au moment de l'administration du questionnaire, en 2008, les négociations entre les deux régions étaient suspendues. Néanmoins, en 2011, alors que l'OMC et le cycle de Doha ne sont parvenus à aucune avancée significative en matière de libéralisation des échanges par rapport aux produits agricoles, les négociations entre le Mercosud et l'UE sont relancées³⁵⁹.

Toutes les personnes consultées ajoutent par ailleurs, que le projet d'association représente un intérêt réel, pour les deux parties. À aucun moment, les représentants « non économiques » n'ont émis le souhait de parvenir à un accord entre le Brésil et l'UE. L'accord stratégique entre le Brésil et l'UE ne satisfait personne car, il ne s'agit pas d'un accord économique général. De plus, l'Europe considère qu'il serait aussi difficile de négocier avec le Brésil seul, qu'avec le Mercosud. Par ailleurs, il existe un intérêt historique et culturel à s'associer avec l'Europe qui rassemble l'ensemble des pays du cône sud. Et puis, l'ensemble des pays membres du Mercosud a indexé sa stratégie d'internationalisation sur l'internationalisation du Mercosud. L'Argentine, le Brésil, mais également l'UE, souhaitent mener des négociations de « bloc à bloc ». Enfin, le projet d'association représente un intérêt car ni le Mercosud, ni ses pays membres, ne disposent à l'heure actuelle, d'accord de libre échange avec les « économies du nord ».

Sur l'intérêt que représentent le projet d'association Mercosud – CE, les déclarations entre les représentants politiques et économiques divergent. Dans le chapitre précédent, les acteurs économiques se sont largement prononcés en faveur d'un accord avec le Brésil. Il serait intéressant que les représentants politiques et diplomatiques échangent avec les entrepreneurs, sur les raisons qui font qu'un accord avec le Brésil n'est pas envisageable.

On se rend bien compte qu'il existe un décalage entre le discours des acteurs économiques et celui des représentants politiques ou institutionnels. Ce qui confirme l'hypothèse de départ selon laquelle nous sommes face à une situation où des acteurs politiques s'expriment au nom d'acteurs économiques. En outre, nous constatons que les liens entre les deux populations sont peu perméables et qu'il n'existe pas de canal de communication direct, entre les deux. Peut-on pour autant aller jusqu'à dire que les acteurs économiques ne sont pas inclus dans le

³⁵⁹ Relancées en 2010. Voir chapitre 4.

processus de négociation ? Non, les diplomates transmettent leurs impressions auprès de leurs représentants politiques.

Cependant, il apparaît clairement, au vu des résultats de l'enquête, que les acteurs économiques n'occupent pas la place qui leur revient de droit dans les négociations entre le Mercosud et l'Union européenne. Leur avis est relayé, mais ils ne sont jamais consultés en personne. Il s'agit sûrement, là, d'un point à prendre en compte pour l'avenir, car leur plus grande implication ne peut qu'être bénéfique à des négociations qui, rappelons-le, ne trouvent pas d'issues. Les tribunes au travers desquelles les acteurs économiques français ont l'opportunité de s'exprimer sont trop peu nombreuses et se résument, en effet, à quelques instances européennes parallèles telles la « Chaire Mercosur³⁶⁰ » ou « Business Europe »³⁶¹. Or, l'enthousiasme avec lequel les personnes interrogées m'ont reçu lors des entretiens, ne laisse aucun doute sur leur volonté de s'impliquer davantage dans le processus.

³⁶⁰ La « Chaire Mercosur » (IEP Paris) est un groupe de travail financé par l'État français à travers le Ministère des Affaires Étrangères et le Ministère de la Défense, ainsi que par la Commission européenne, la Banque Interaméricaine de Développement et l'État brésilien. Elle compte également avec le partenariat de quelques entreprises. La « Chaire Mercosur » observe, depuis son lancement, l'évolution des négociations entre les deux régions, propose des analyses et fait office de lieu de rencontre pour les acteurs des négociations, y compris du secteur privé. Le 25 janvier 2007, elle organisait une journée d'étude avec la présence d'acteurs du secteur privé : « EU-Mercosur Trade Negotiations: Make or Brake. » Les thématiques, abordées ce jour là, permettent de mesurer la complexité de la situation dans laquelle se trouvent les négociateurs : (i) The new EU bilateral negotiations strategy: good or bad for the EU-Mercosur talks? ; (ii) Are European and "Mercosurian" economic interests really compromised by a stalemate? ; (iii) Are there other ways for pursuing a win-win EU-Mercosur economic and trade relationship? Le programme est disponible à l'adresse suivante : http://www.chairemercotur.sciences-po.fr/index.php?option=com_content&task=view&id=93&Itemid=49

³⁶¹ Business Europe, principale fédération européenne, représente les intérêts de 20 millions d'entreprises dans 35 pays. Sa mission consiste à représenter les acteurs économiques auprès des instances institutionnelles de l'UE, et à défendre leur compétitivité.

CHAPITRE 7 – BILAN ET PERSPECTIVES DES RELATIONS ENTRE LES DEUX ENSEMBLES RÉGIONAUX

À l'occasion d'un séminaire organisé à l'initiative du COPA-COGECA³⁶², le 2 mai 2011 au Parlement européen, Gerd SONNLEITNER, président du COPA, présente une étude d'impact réalisée par l'organisation qu'il représente. Il avertit que les pertes encourues en cas de signature d'un accord d'association avec le Mercosud, s'élèveraient à 13 milliards d'euros pour le secteur agricole européen³⁶³.

Il est évident que la signature d'un accord d'association entre les deux ensembles régionaux implique des pertes, tant pour l'UE que pour le Mercosud. En réalité, il s'agit, pour les deux parties, de faire des concessions dans certains domaines, pour obtenir des avantages dans d'autres secteurs. Ainsi, l'UE est consciente que les pertes à prévoir pour le secteur agricole seront compensées par des gains pour les secteurs de l'industrie et des services. Le Mercosud sait tout aussi bien que, ce qui est une perte pour l'UE est un gain pour le cône sud et inversement.

Ce chapitre propose, dans un premier temps, de dresser un aperçu succinct de l'état actuel des relations commerciales entre les deux régions. Ce bilan, dressé à partir des données publiées par Eurostat³⁶⁴, permet de constituer une base qui permettra d'observer l'évolution des relations commerciales entre les deux régions, indépendamment du fait que les parties parviennent à la signature d'un accord d'association, ou non. Dans un second temps, il s'agira d'analyser les perspectives de signature d'un accord d'association, à partir de l'observation des déclarations émises par les différents acteurs du projet, depuis que les négociations ont été relancées en mai 2010. Enfin, j'aborderai le rôle de l'Université par rapport au projet d'association entre le Mercosud et la CE. En effet, au regard des résultats de l'étude conduite dans le cadre de ces travaux de recherche, plusieurs enjeux s'imposent à elle.

³⁶² Le COPA-COGECA est un groupement de deux organisations européennes qui fédèrent et représentent les intérêts des professionnels du secteur agricole des 27 états membres, auprès des instances de l'Union européenne.

<http://www.copa-cogeca.be/Main.aspx?page=HomePage>

³⁶³ COPA-COGECA. Le COPA-COGECA met en garde les eurodéputés contre l'impact catastrophique d'un accord commercial avec le Mercosur sur le secteur agricole européen lors d'un important séminaire [en ligne]. Bruxelles : Communiqué de presse, 02/05/11. Disponible sur :

<http://www.copa-cogeca.be/Main.aspx?page=Archive&lang=fr>

³⁶⁴ COMMISSION EUROPEENNE – EUROSTAT. Mercosur Trade Statistics [en ligne]. Bruxelles : 10 juin 2011. Disponible sur :

http://ec.europa.eu/trade/creating-opportunities/bilateral-relations/regions/mercotur/index_en.htm

7.1 Aperçu du commerce Mercosud – CE

7.1.1 Balance commerciale

En ce qui concerne les échanges de marchandises avec le Mercosud, l'UE présente une balance commerciale déficitaire. En 2010, le montant des importations en provenance du Mercosud s'élève à 44 milliards d'euros, tandis que les exportations européennes à destination du Mercosud représentent 40,1 milliards d'euros, soit un déficit de 3,9 milliards d'euros. Si l'on se réfère à l'évolution des échanges commerciaux sur la période 2008-2010, on observe que la tendance est au rééquilibrage. En 2008, le déficit commercial de l'UE avec le Mercosud, pour les échanges de marchandises, s'élève à 14,7 milliards d'euros et à 7,9 milliards d'euros pour l'exercice 2009. Malgré une tendance au rééquilibrage, la balance commerciale de l'UE avec le Mercosud demeure déficitaire. En l'absence d'accord d'association, le Mercosud a donc l'avantage du commerce des biens. Les balances commerciales des pays membres du Mercosud sont, toutes, excédentaires avec l'UE :

Tableau n°8 – Évolution de la balance commerciale de l'UE avec les pays membres du Mercosud pour les échanges de biens (en milliards d'euros) : 2008-2010

	2008	2009	2010
Argentine	-4,5	-3,4	-1,9
Brésil	-9,5	-4,1	- 1
Paraguay	-0,2	-0,1	-0,7
Uruguay	-0,4	-0,2	-0,3
Mercosud	-14,7	-7,9	-3,9

Sources : élaboration propre à partir de CE – Eurostat.

Le déficit de la balance commerciale européenne avec le Mercosud s'explique par le fait que le Mercosud est largement excédentaire en termes d'exportations de produits agricoles. Le bilan commercial entre l'UE et le Mercosud est tout à fait représentatif des échanges entre l'UE et l'Amérique latine en général. En effet, en 2010 et en ce qui concerne les échanges de biens, l'UE présente également une balance déficitaire avec la CAN (-4,3 milliards d'euros) et avec le Chili (-3,4 milliards d'euros). Cette année là, il n'y a qu'avec l'Amérique centrale et le Mexique, que la balance commerciale de l'UE est positive : respectivement +5,2 milliards d'euros et +8,3 milliards d'euros.

S'il s'avère que l'évolution de la balance commerciale relative aux échanges de marchandises maintient cette tendance au rééquilibrage, l'UE sera excédentaire dans ses échanges avec le Mercosud, dès 2011. Le Mercosud ne peut prétendre maintenir l'avantage dont il bénéficie actuellement, qu'en intégrant de nouvelles lignes de produits dans les échanges de biens. C'est ce que le cône sud tente d'obtenir dans le cadre des négociations Mercosud – CE, avec certains produits agricoles dits, sensibles, pour les Européens.

En ce qui concerne les échanges commerciaux de services avec le Mercosud, l'UE présente une balance commerciale excédentaire. En 2009, le montant des importations en provenance du Mercosud s'élève à 8,6 milliards d'euros tandis que, les exportations européennes à destination du Mercosud représentent 12,3 milliards d'euros, soit un excédent de 3,7 milliards d'euros. Si l'on se réfère à l'évolution des échanges de services sur la période 2007-2009, on observe que la tendance est stable. En 2007, l'excédent commercial de l'UE avec le Mercosud s'élève à 2,7 milliards d'euros et à 4,8 milliards d'euros pour l'exercice 2008. L'UE est donc déficitaire en ce qui concerne les échanges de marchandises mais, elle détient l'avantage du commerce des services.

Tableau n°8 – Évolution de la balance commerciale de l'UE avec les pays membres du Mercosud pour les échanges de services (en milliards d'euros) : 2008-2010

	2008	2009	2010
Argentine	0,5	0,5	#N/A
Brésil	3,9	+2,8	+4,4
Paraguay	#N/A	#N/A	#N/A
Uruguay	0,5	0,4	#N/A
Mercosud	4,8	3,7	#N/A

Sources : élaboration propre à partir de CE – Eurostat.

En ce qui concerne les stocks d'Investissements Directs Étrangers, l'UE présente pour la période 2007-2009, un bilan historiquement excédentaire et en évolution constante. Le total cumulé des IDE européens dans le Mercosud s'élève à 148,3 milliards d'euros en 2007, 153,3 en 2008 et 173,9 en 2009. Les IDE européens dans le Mercosud sont largement supérieurs aux IDE du Mercosud en Europe, ce qui se traduit par un excédent en faveur de l'UE de 101,4 milliards d'euros en 2007, 93,5 en 2008 et 109,5 en 2009.

7.1.2 Partenaires commerciaux de l'UE : 2010

En 2010, le montant des importations de l'UE en provenance du Mercosud s'élève à 44 milliards d'euros. Les importations européennes en provenance du Mercosud représentent 2,9% de l'ensemble des importations européennes réalisées à l'échelle de la planète. Le Brésil contribue largement à ce résultat de 2,9%. En effet, dans le classement international des pays qui exportent le plus vers l'Europe, le Brésil figure en 10^e position et représente 2,2% du total des importations réalisées par l'UE. L'Argentine apparaît en 33^e position et représente 0,6% du total des importations réalisées par l'Europe. Le Paraguay et l'Uruguay ne figurent pas parmi les 50 premiers partenaires commerciaux qui exportent le plus vers l'UE. En Amérique latine, seul le Mexique vient s'immiscer entre le Brésil et l'Argentine et occupe la 24^e position de ce classement, en contribuant au total des importations européennes à hauteur de 0,9%.

Les exportations européennes à destination du Mercosud représentent 40,1 milliards d'euros pour l'année 2010, soit 3% du total des exportations européennes à l'échelle mondiale. L'essentiel des exportations européennes destinées au Mercosud concerne le Brésil. Le Brésil est la 9^e destination de l'Europe et reçoit 2,3% du total de ses exportations. L'Argentine figure en 32^e position de ce classement. Quant au Paraguay et à l'Uruguay, ils ne figurent pas parmi les 50 premières destinations concernées par les exportations européennes.

En 2010, le Brésil est, de loin, le partenaire commerciale du Mercosud le plus important du point de vue de l'UE. À l'échelle du continent latino-américain, le Brésil est également le premier partenaire commercial de l'Europe. 7 pays latino-américains figurent parmi les 50 premiers partenaires commerciaux européens. Il s'agit, dans l'ordre décroissant d'importance, du Brésil, du Mexique, de l'Argentine, du Chili, de la Colombie, du Venezuela et du Pérou. Le Mercosud en tant qu'organisation régionale, participe à 3% des échanges commerciaux réalisés par l'UE, ce qui en fait un partenaire largement plus important que la CAN qui ne contribue qu'à 0,7% des produits échangés. La région Afrique Caraïbe Pacifique³⁶⁵ demeure, quant à elle, plus importante que le Mercosud, du point de vue de l'Europe : 4,7% des échanges réalisés en 2010 par l'UE l'ont été avec les pays ACP.

³⁶⁵ ACP, par la suite.

7.1.3 Partenaires commerciaux du Mercosud : 2010

Avec un montant total de 41 milliards d'euros, l'UE est le premier partenaire du Mercosud pour ce qui concerne les importations. L'UE est également la première destination du Mercosud pour ce qui concerne les exportations. Le cumul du montant des importations et des exportations que le Mercosud réalise avec l'Europe, fait de l'UE son premier partenaire commercial (20,3% des échanges), loin devant la Chine (13,9%), puis les États-unis (11,7%). Le commerce intra Mercosud occupe une place significative dans les échanges commerciaux réalisés par les états du Mercosud sur la scène internationale, puisque le Brésil apparaît en 4^e position derrière les États-unis (7,9%) et l'Argentine en 5^e (6,9%).

7.1.4 Échanges commerciaux par produits

Nous l'avons vu précédemment, 2,9 % des importations réalisées par l'UE en 2010, proviennent du Mercosud. Quels sont les produits du Mercosud qui entrent sur le marché européen ?

Tableau n°9 – Répartition par produits, des importations européennes en provenance du Mercosud : 2010

DÉSIGNATION	%
Matières premières	74,8%
• Produits agricoles et dérivés	51,3%
• Produits pétroliers et miniers	23,5%
Produits manufacturés	24,5%
• Fer et acier	2,0%
• Produits chimiques	7,5%
• Autres produits semi manufacturés	4,1%
• Machines et équipements de transport	8,6%
• Textiles	0,1%
• Vêtements	0,1%
• Autres produits manufacturés	2,1%
Autres	0,7%
TOTAL	100,00%

Sources : élaboration propre à partir de CE – Eurostat.

Les produits agricoles et leurs dérivés représentent la part la plus importante des importations européennes en provenance du Mercosud. Quels produits européens entrent sur le marché du cône sud ?

Tableau n°10 – Répartition par produits, des exportations européennes à destination du Mercosud : 2010

DÉSIGNATION	%
Matières premières	8,9%
• Produits agricoles	4,0%
• Produits pétroliers et miniers	4,9%
Produits manufacturés	87,8%
• Fer et acier	3,1%
• Produits chimiques	22,1%
• Autres produits semi manufacturés	7,0%
• Machines et équipements de transport	48,5%
• Textiles	0,7%
• Vêtements	0,2%
• Autres produits manufacturés	6,2%
Autres	3,3%
TOTAL	100,00%

Sources : élaboration propre à partir de CE – Eurostat.

Les produits manufacturés représentent l'essentiel des exportations européennes à destination du Mercosud. La nature des produits échangés entre le Mercosud et l'UE est caractéristique d'une relation de type « Nord-Sud ».

Il est intéressant de noter, par ailleurs, que si le Mercosud demande davantage d'accès au marché européen pour ses produits agricoles, ceux-ci représentent déjà l'essentiel des produits exportés vers l'UE. Il convient sur ce point, de préciser, que les produits agricoles qui entrent sur le marché européen sont des produits qui ne font pas directement concurrence aux producteurs européens, et en particulier aux producteurs français. Les céréales et la viande, secteurs particulièrement défendus par le lobby agricole français, ne sont pas concernées ici et constituent l'enjeu du « nœud agricole » dans les négociations entre le Mercosud et la CE. Il s'agira également d'un enjeu important lors de la refonte de la PAC européenne. Lorsque celle-ci arrivera à échéance en 2013, les représentants agricoles français vont tenter de défendre leurs acquis en termes de subventions à la production et à l'exportation, pour les céréales et la viande. Ce à quoi les producteurs du Mercosud ne manqueront pas de s'opposer en s'appuyant sur les règles du commerce établies par l'OMC.

Le volume des marchandises, des services et des IDE échangés entre le Mercosud et l'UE, augmente chaque année. Pourtant, les échanges commerciaux entre les deux régions s'effectuent dans le cadre d'environnements extrêmement protectionnistes. Le protectionnisme en vigueur sur le marché européen, pour l'agriculture, et le protectionnisme

du marché du cône sud, pour l'industrie et les services, autorisent une augmentation des échanges en volume, malgré l'impossibilité d'introduire de nouveaux produits sur les deux marchés respectifs. En cas de signature d'un accord d'association, la libéralisation des échanges modifierait considérablement les balances commerciales des deux partenaires. La levée du protectionnisme entraînerait, en effet, des gains substantiels pour chacune des parties mais impliquerait une réorganisation de certains secteurs économiques en fonction des avantages comparatifs de chacune d'entre elle. En France, les producteurs de viandes et de céréales sont, pour l'heure, protégés par le protectionnisme agricole européen et par un système de subventions avantageux. Un accord d'association mettrait en évidence l'avantage concurrentiel des producteurs du Mercosud et imposerait la réorganisation des filières agricoles au sein de l'Hexagone. En France, la région Bretagne présente quelques initiatives qui montrent que le secteur agricole a déjà pris conscience de la nécessité de s'adapter à l'évolution de l'environnement économique actuel. Le spectre d'un accord d'association avec le Mercosud, l'échéance de la PAC européenne, la pression des pays émergents à l'OMC, mais également l'impact sur l'environnement d'un système de production intensif, sont autant d'éléments qui ont favorisé l'émergence d'initiatives expérimentales dans plusieurs exploitations agricoles de la première région productrice de France. Ces expériences, soutenues par des organismes tels que « Réseau Agriculture Durable », les « Coopératives d'Utilisation du Matériel Agricole », ou encore, le réseau des « Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural », cherchent à développer un nouvel ordre agricole basé sur le développement durable et sur une production plus autonome, plus spécifique et donc plus compétitive. Ces « exploitations-pilote » sont celles que la délégation brésilienne de représentants politiques des états du Paraná et du Mato Grosso, est venue visiter en décembre 2009³⁶⁶. À terme, l'agriculture intensive française ne sera pas compétitive face aux producteurs du Mercosud et en particulier face aux productions argentine et brésilienne. Chacun en est conscient, les acteurs de l'agriculture française y compris. C'est pourquoi le processus d'adaptation a été activé mais, il faut du temps. Il en va de même pour la filière industrielle des états membres du Mercosud, et notamment du Brésil. L'industrie brésilienne, largement protégée par une politique de monopole, devra, en cas de signature d'un accord d'association, composer avec la concurrence de l'industrie européenne.

³⁶⁶ Voir chapitre 6.

7.2 Perspectives

Le lancement officiel de la Phase II des négociations, à l'occasion du VI Sommet UE-ALC, organisé à Madrid, entre le 16 et le 19 mai 2010³⁶⁷, rappelle à l'ensemble des sociétés concernées, parfois avec surprise, que le projet d'association n'a jamais été abandonné. Depuis, les représentants des secteurs pour lesquels la libéralisation des échanges entre le Mercosud et l'UE représente une menace, réaffirment leur opposition. Dans le même temps, il ne fait aucun doute que les perspectives de gains en cas de signature d'un accord d'une telle ampleur, sont supérieures aux pertes et ce, pour les deux parties. Delphine BISSON rappelle dans un article intitulé « Négociations UE/Mercosur : l'agriculture serait bien le secteur perdant », que : « [...] selon les études d'impact qui seront présentées aux États membres, le PIB européen augmenterait de 15 à 21 milliards d'euros (+0,2 %) en cas d'accord ambitieux. Le PIB du Mercosur pourrait quant à lui augmenter de 0,3 %. Cet accord commercial serait donc globalement bénéfique aux deux régions en termes de croissance du PIB et de création d'emplois »³⁶⁸. Du point de vue de l'UE, l'un des enjeux de la négociation consiste donc à faire accepter aux populations de ses états membres le fait qu'un accord d'association entraînerait des gains économiques et sociaux pour l'ensemble des populations, tout en sacrifiant certains secteurs.

Pour le secteur agricole européen, l'importance de s'adapter à de nouveaux modes de production, tel qu'évoqué dans la première partie de ce chapitre, vise justement à éviter tout sacrifice. Non seulement, une réorganisation de la production agricole permettrait de continuer à maintenir ce secteur actif, mais il permettrait, par ailleurs, d'accéder à de nouvelles opportunités. Certains produits agricoles européens pour lesquels l'Europe serait devenue compétitive, présenteraient alors, un intérêt pour les états du Mercosud. À Madrid, en mai 2010, le Commissaire européen au Commerce, Karle DE GUCHT, déclarait que des « Negotiations such as these are challenging but the moment is right to take a fresh look at the state of discussions so far. Any agreement must be ambitious bringing increased access for a range of EU businesses, including agriculture, into the Mercosur region [...] »³⁶⁹.

³⁶⁷ Voir paragraphe 4.4 Négociations : phase II.

³⁶⁸ BISSON, Delphine. Négociations UE/Mercosur : l'agriculture serait bien le secteur perdant [en ligne]. *Vendée Agricole*, N° 1683, 24/07/2011. Disponible sur : <http://www.agri85.fr/actualite-numero-1683.php>

³⁶⁹ De telles négociations représentent un véritable défi, mais le moment est propice pour redonner un nouveau souffle aux discussions et pour les faire fructifier. Tout accord trouvé, ne peut être qu'un accord ambitieux assurant l'accès au marché du Mercosud pour tout un ensemble de secteurs européens, y compris pour le secteur agricole. Traduction propre.

La position privilégiée du secteur agricole français au sein de l'UE, bénéficie du soutien du président français, Nicolas SARKOZY. Il déclare ainsi, le 12 mai 2011, lors d'une visite officielle en Picardie, que l'intention du gouvernement français est de défendre, auprès de Bruxelles, les avantages dont bénéficie le secteur en termes de subventions à la production et à l'exportation. Il précise, à cette occasion, qu'il s'opposera à toute proposition de réforme de la PAC qui entraînerait une diminution des subventions européennes pour le secteur agricole français. La position du gouvernement de N. SARKOZY défend, en ce sens, les acquis obtenus par le précédent gouvernement français de J. CHIRAC. La France n'est donc pas favorable à une refonte de la PAC européenne et s'oppose à l'idée d'une réduction du budget européen alloué à l'agriculture. N. SARKOZY est, de manière générale, opposé à tout ce qui est susceptible de menacer les acquis dont bénéficie l'agriculture. Dans ce contexte, le projet d'association Mercosur – CE ne bénéficie pas du soutien du gouvernement français actuel. Lorsque le projet d'accord d'association est à l'ordre du jour de Bruxelles, le gouvernement français se contente de reprendre les études d'impact produites par la CE et qui mettent en évidence les pertes à prévoir pour le secteur agricole français.

La CE, qui souhaite parvenir, au plus vite, à la signature d'un accord d'association avec le Mercosud doit donc dans un premier temps, parvenir à un consensus entre les 27 pays membres de l'UE. José Ignacio SALAFRANCA SÁNCHEZ NEYRA, en sa qualité de président de l'Assemblée parlementaire euro - latino américaine, ou EuroLat³⁷⁰, tente d'y parvenir en réagissant aux propos de N. SARKOZY. Il rappelle qu'un accord d'association entre le Mercosud et l'Union européenne, s'il oblige l'industrie agricole de quelques pays européens à se reconvertir permet, par ailleurs, de prévoir une augmentation des échanges dans de nombreux autres domaines et ceci, de manière exponentielle. Les pertes à prévoir pour le secteur agricole français sont compensées par des gains pour l'ensemble de l'UE en termes d'échanges commerciaux, politiques et culturels. J.I. SALAFRANCA, conscient du fait que le gouvernement français ne peut sacrifier son secteur agricole, rappelle que des réformes seront nécessaires et que celles-ci permettront de dégager de nouveaux bénéfices : « Le Parlement a souvent insisté sur les avantages d'une approche équilibrée et ambitieuse

COMMISSION EUROPÉENNE – DG COMMERCE. European Commission proposes relaunch of trade negotiations with Mercosur countries [en ligne]. Bruxelles : 4 mai 2010, 2 p. Format PDF. Disponible sur : http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2010/may/tradoc_146112.pdf

³⁷⁰ L'assemblée parlementaire Euro - Latino américaine, EuroLat, est créée en 2006. L'institution régit la relation birrégionale entre les deux régions, selon les termes de l'accord stratégique d'association établi en juin 1999. Site de l'institution : http://www.europarl.europa.eu/intcoop/eurolat/default_fr.htm

avec le Mercosud. Si la volonté politique est suffisamment présente, nous pourrions trouver une solution pour satisfaire les intérêts des deux parties, surtout en ce qui concerne les produits agricoles sensibles »³⁷¹. 11 pays de l'UE font preuve de réticences et s'inquiètent de l'impact d'un tel accord sur le secteur agricole : l'Autriche, la Belgique, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie et la Slovénie.

Malgré la réticence de 11 états européens, le Brésil estime que le Mercosud représente un intérêt stratégique pour l'UE. Antonio PATRIOTA, successeur de Celso AMORIM au poste de Ministre brésilien des Relations Extérieures, depuis le 1^{er} janvier 2011, n'envisage pas d'autres alternatives que la signature d'un accord d'association. Du point de vue de la diplomatie brésilienne, il est impossible que l'UE ne saisisse pas l'opportunité d'accéder au marché du cône sud et il estime que, compte tenu du travail déjà réalisé, 2012 est un délai raisonnable pour parvenir à la signature officielle de l'accord. L'optimisme du Brésil renvoie à deux éléments dont la première puissance économique latino-américaine a pleinement conscience : (i) l'UE traverse actuellement un contexte conjoncturel complexe et ne parvient, ni à relancer la croissance de la zone euro, ni à créer des emplois ; (ii) le Mercosud et, de manière générale, l'Amérique latine et l'Asie, sont des modèles de croissance dans le contexte de la conjoncture actuelle et représentent, de ce fait, une opportunité de sortie de crise pour les régions en difficulté telles que l'Europe.

En France, le projet d'accord d'association entre le Mercosud et la CE compte avec le soutien du MEDEF³⁷². L'organisation patronale approuve l'analyse du Ministre brésilien, A. PATRIOTA, et réitère l'intérêt des entreprises françaises pour ce type d'accord. Dans un courrier adressé le 9 mai 2011, au Commissaire européen au Commerce, Karel DE GUCHT, le représentant de la section « Commerce Internationale » du MEDEF, Frédéric SANCHÉZ, se félicite de la reprise des négociations survenue en 2010 et rappelle que « le potentiel d'accroissement de nos exportations de biens et services vers les pays Mercosur, est évident. [...] Il est important de préserver et de renforcer nos liens étroits avec ces pays et d'accroître nos parts de marché avec cette région du monde, très convoitée par d'autres grandes

³⁷¹ PARLEMENT EUROPEEN, Communiqué de presse. L'accord UE-Mercosur au cœur de la session plénière d'EuroLat [en ligne]. Bruxelles : 18 mai 2011. Disponible sur :

<http://www.europarl.europa.eu/fr/pressroom/content/20110516IPR19428/html/L%27accord-UE-Mercosur-auc%27ur-de-la-session-pl%27ni%27A8re-d%27EuroLat>

³⁷² MEDEF ou, Mouvement des Entreprises DE France.

puissances comme les États-Unis ou la Chine »³⁷³. En France, Pierre LELLOUCHE, Secrétaire d'État auprès de la Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, chargé du Commerce extérieur, s'est vu informé de la position du MEDEF en recevant le même courrier³⁷⁴.

7.3 Le rôle de l'Université

7.3.1 Légitimité de l'institution

À l'issue de l'entretien avec M. Adriano DE FINA, le représentant de l'AIERA me confie que les entrepreneurs argentins seraient particulièrement intéressés par le fait de disposer d'une relation commerciale plus approfondie avec la France. Il ajoute que je ne dois pas hésiter à retranscrire ce souhait dans mon travail final. Ces commentaires sont la réponse à une question que j'ai posé à chacun des acteurs économiques, que j'ai eu l'opportunité de rencontrer dans le cadre de mon travail de recherche.

Accepteriez-vous d'être consulté dans un cadre universitaire, afin de contribuer à l'évolution ou à la connaissance du partenariat entre le Mercosud et l'UE ? 100% des acteurs économiques ont répondu à cette question par l'affirmative.

Comme nous l'avons vu dans le chapitre 5, les acteurs économiques français considèrent qu'ils ne sont pas consultés par les instances politiques françaises et/ou européennes, qui les représentent. Ce sentiment s'avère être fondé puisque la consultation des diplomates a permis de montrer qu'il existe, bel et bien, une consultation mais, indirecte. Les diplomates et les représentants politiques, en poste dans les états du Mercosud, produisent des rapports qui présentent le climat économique dans lequel évoluent les entrepreneurs, mais les acteurs économiques ne sont pas consultés personnellement. Ils ne sont pas consultés en personne, sur le climat économique dans lequel ils évoluent ; ils ne sont pas non plus consultés directement dans le cadre des négociations entre le Mercosud et la CE.

³⁷³ MEDEF. Lettre du Président de la Commission Commerce International au Commissaire du Commerce de la Commission européenne [en ligne]. Paris : 9 mai 2011. Disponible sur :

<http://www.uic.fr/actualite-27908-accord-ue-mercosur-lettres-medef>

³⁷⁴ MEDEF. Lettre du Président de la Commission Commerce International au Secrétaire d'État auprès de la Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, chargé du Commerce extérieur [en ligne]. Paris : 9 mai 2011. Disponible sur :

<http://www.uic.fr/actualite-27908-accord-ue-mercosur-lettres-medef>

Or, il existe bel et bien, une volonté de la part de la population économique de participer au débat. Tous les dirigeants économiques que j'ai eu l'opportunité de consulter ont déclaré qu'ils accepteraient volontiers de participer à des discussions qui rassembleraient à la même table, des représentants économiques et des représentants politiques. Certains garantissant même, qu'ils avaient des solutions à apporter pour contribuer à la recherche d'un consensus. C'est notamment le cas de Roland DE BONADONA³⁷⁵ et de Walter COSTA³⁷⁶.

À moins de remettre en doute leur capacité à apporter des solutions, il n'existe, à mon sens, aucune raison de contourner l'analyse des représentants économiques. Ils bénéficient d'une connaissance et d'une expérience de terrain indiscutable, qui ne peut qu'être complémentaire par rapport aux connaissances détenues par les représentants politiques et diplomatiques. D'une part, le fait d'inclure les représentants économiques dans le débat relatif au partenariat entre le Mercosud et la CE, serait un choix stratégique potentiellement judicieux. D'autre part, il s'agirait simplement, de répondre positivement à une demande qui émane de leur propre initiative.

L'Université peut jouer un rôle dans la mise en place de cette consultation, pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, parce que les acteurs économiques ont profité de ce travail de recherche universitaire, pour pouvoir exprimer leur souhait de participer aux débats. Les personnes interrogées dans le cadre de cette enquête ont, toutes, reçu un courrier préalable à notre entretien, expliquant la finalité de mes recherches et précisant le cadre dans lequel celles-ci s'inscrivaient. Lorsqu'à la fin des entretiens, les acteurs économiques me font part de leur volonté d'être consultés, tous sont conscients de s'adresser à un représentant universitaire dont le travail répond à des axes de recherche déterminés par l'équipe de recherche ERIMIT³⁷⁷, la coopération entre l'Université de Rennes 2 et l'Université Fédérale do Rio de Janeiro³⁷⁸, l'Institut Des Amériques³⁷⁹. Je rappelle par ailleurs, qu'aucun représentant ayant

³⁷⁵ ACCOR HOSPITALITY.

³⁷⁶ SAINT GOBAIN.

³⁷⁷ ERIMIT fédère des laboratoires de l'Université de Rennes II et porte un regard pluridisciplinaire, afin d'aborder des problématiques d'ordre social, culturel, littéraire, historique, anthropologique et/ou linguistique moyennant des outils variés et complémentaires :

<http://www.sites.univ-rennes2.fr/erimit/cutenews/index.htm>

³⁷⁸ L'étude de terrain réalisée dans le cadre de ce travail de doctorat a favorisé de nombreuses discussions sur la thématique étudiée, avec les Professeurs Henri ACSELRAD et Geraldo NUNES, respectivement Professeurs de géographie et de Relations Internationales à l'UFRJ.

reçu le courrier préalable à l'entretien, n'a refusé de me rencontrer. Il n'y a donc pas à craindre de risque d'incompatibilité en invitant des représentants économiques dans un univers universitaire.

L'Université a un rôle à jouer pour une autre raison. En effet, la consultation directe des acteurs économiques n'entre pas dans la mission des ambassades françaises et/ou européennes. Des rencontres dans le cadre d'événements divers peuvent survenir, mais il n'est pas prévu que ces institutions gouvernementales implantées dans les pays du Mercosud, ou ailleurs, consultent les représentants économiques, de manière directe et formelle. Ceci renvoie à deux raisons principales, inhérentes à la nature de ces institutions : d'une part, elles n'ont pas vocation à organiser elles-mêmes, des colloques ou des tables rondes et d'autre part, l'invitation d'un panel de représentants économiques implique un coût financier qui n'entre pas dans les lignes budgétaires du fonctionnement propre desdites institutions. Ainsi, les institutions gouvernementales, telles le Ministère des Affaires Étrangères ou la Commission européenne, préféreront soutenir des actions de recherche extérieures, en contribuant à leur financement.

7.3.2 Projet de recherche

Lorsque j'initiai ce travail d'investigation, je cherchais d'une part, à synthétiser la genèse d'un processus et d'autre part, à vérifier qu'il s'agissait d'un projet politique, à finalité économique, pour lequel les entrepreneurs n'étaient pas consultés. Je ne m'attendais pas à ce que les représentants économiques aillent au-delà de la confirmation, ou de l'infirmité, de l'hypothèse de départ. Or, en exprimant leur volonté de prendre part aux débats sur le partenariat entre le Mercosud et l'UE, les représentants économiques relèguent ces travaux de recherche de doctorat au rang d'introduction d'une consultation qui demande à être approfondie. Ne pas prolonger la consultation engagée reviendrait à ignorer l'appel formulé. Ce qui, par ailleurs, va à l'encontre des principes de la recherche universitaire et en particulier de la discipline des « Relations Internationales » qui, depuis la seconde guerre mondiale, a pour mission fondamentale de contribuer au développement et à la défense des sociétés modernes. La volonté des acteurs économiques de participer au débat sur le partenariat

³⁷⁹ L'université de Rennes 2 est partie intégrante du Pôle Ouest de l'Institut Des Amériques ; Institut pour lequel les « intégrations régionales » constituent un des 12 axes de recherche prioritaire : http://www.institutdesameriques.fr/page.jsp?id=1&menu_entry=pages_menu_1

Mercosud – CE ainsi que le devoir de réponse qui m’est imparti dans le cadre de mon statut de doctorant, m’invitent à réfléchir à l’élaboration d’une réponse conforme aux attentes des populations consultées, selon les critères de la recherche.

Les résultats de l’enquête mettent en avant l’existence d’un besoin. Il apparaît en effet nécessaire de mettre en relation des acteurs économiques et politiques dans le cadre d’un environnement universitaire. Un projet de recherche universitaire, de type collaboratif, réunissant des représentants français, européens et des représentants du Mercosud, permettrait d’apporter une réponse à ce besoin spécifique.

De manière générale, le projet devra s’attacher à fédérer les expériences et les connaissances des acteurs, économiques, politiques et universitaires, de la relation Mercosud – UE. Le but est de contribuer, d’une part, à la connaissance de la relation entre les deux ensembles régionaux et d’autre part, d’apporter des éléments permettant de prendre des décisions nécessaires à son évolution. Les résultats d’un projet de cette nature s’adressent donc à plusieurs populations distinctes :

- les représentants politiques européens : réponses en termes de compétitivité européenne, appui à la politique communautaire de la Direction des Relations Extérieures, compétition avec les États-unis et la Chine ;
- les représentants politiques du Mercosud : réponses en termes de compétitivité des états du Mercosud, appui au renforcement de l’union douanière, de la politique extérieure du Mercosud, de la compétitivité avec les régions émergentes, les BRICS et les « économies du Nord » ;
- les représentants politiques au niveau, national (Ministères) et local (Conseils Régionaux, Conseils Généraux de Départements, Maires) : réponses à des problématiques de développement territorial et d’emploi.
- les acteurs économiques des états du Mercosud : réponses à des stratégies d’exportation, d’implantation à l’étranger, de compétitivité, de connaissance des marchés ;
- les acteurs économiques des états européens : réponses à des stratégies d’exportation, d’implantation à l’étranger, de compétitivité, de connaissance des marchés ;

- les étudiants : réponses à des projets professionnels exigeant une connaissance approfondie du contexte de la relation Mercosud – UE ;
- les populations des états concernés : réponses à des problèmes sociétaux.

En France, il n'existe à ce jour aucune organisation universitaire ayant fait le choix de développer une thématique de recherche basée uniquement sur la consultation et la mise en relation d'acteurs politiques et économiques. Au-delà de l'enjeu général qui doit permettre de favoriser une meilleure connaissance de la relation Mercosud – UE, ce projet présente de nombreux intérêts subalternes.

La mise en relation de ces trois populations est susceptible de créer des opportunités bénéfiques pour l'ensemble des participants. À titre d'exemple, il existe des opportunités entre la Région Bretagne et l'État de Rio de Janeiro, à ce jour, largement inexploitées. À la veille d'accueillir la Coupe du monde de football et les Jeux olympiques, en 2014 et 2016, le Brésil connaît actuellement une phase préparatoire. Dans ce contexte, Rolland VILLARD, Responsable pour l'ensemble de l'Amérique latine, des restaurants gastronomiques de la gamme SOFITEL, au sein du groupe ACCOR, me fait part lors d'une rencontre organisée à Rio de Janeiro en janvier 2010³⁸⁰, que l'État de Rio de Janeiro a des besoins considérables en termes de formation du personnel hôtelier. Pour répondre à ce type de besoins, le gouverneur de l'État de Rio de Janeiro, Sérgio CABRAL, a eu recours à son carnet d'adresses personnel pour trouver, en France, l'institution capable de venir former sur place, la main d'œuvre nécessaire. De la même manière, l'État de Rio de Janeiro a lancé un vaste plan de formation dans le domaine du tourisme. Il apparaît donc, de manière évidente, que la mise en relation des représentants de la Région Bretagne et de l'État de Rio de Janeiro générerait des opportunités des deux côtés de l'Atlantique. La relation économique entre les deux régions est largement inexploitée à bien d'autres niveaux. Toutes deux disposent ainsi d'une interface maritime largement favorable à l'échange direct de marchandises. La liaison entre les ports de Rio de Janeiro et de Lorient, ou de Brest, pourrait occuper une place plus significative dans l'échange de produits agricoles et de produits manufacturés.

Un espace de recherche, dont l'objectif tend à améliorer la connaissance du partenariat Mercosud – CE, en mettant en relation les populations économiques, politiques et

³⁸⁰ ANNEXE 14 – Cible du questionnaire.

universitaire, présente également un intérêt du point de vue des étudiants. Le Département de Langues Étrangères Appliquées de l'Université de Rennes II a célébré, en septembre 2010, le lancement d'un Master intitulé, « Amérique Latine et Péninsule Ibérique »³⁸¹. L'ouverture de ce Master à finalité professionnelle émane, en effet, d'une demande formulée par les étudiants et de leur intérêt pour la relation économique et politique entre la France et l'Amérique latine ou la Péninsule Ibérique. En septembre 2011, alors que la formation entre dans sa deuxième année, le nombre d'étudiants inscrits en Master 2 est en augmentation de 75 %. La formation repose, d'une part, sur la dispense de connaissances économiques, géopolitiques, culturelles et linguistiques, en relation avec les régions concernées et d'autre part, sur la coordination de séminaires et la prononciation de conférences par des acteurs économiques extérieurs issus de milieux professionnels divers. Dans le cadre d'un séminaire que j'ai proposé aux étudiants de Master 2 ALPI le 30 novembre 2010, intitulé « Projet d'accord d'association entre le Mercosud et l'UE : reprise des négociations », j'ai eu l'opportunité de mesurer non seulement, l'intérêt qu'ils portaient pour la région Mercosud mais également, la conscience qu'ils ont du potentiel de cette région et l'intérêt qu'elle représente pour leur avenir professionnel. L'intérêt qu'ils portent aux pays membres du Mercosud, a largement contribué à la signature d'un accord cadre entre l'Universidade Federal do Rio de Janeiro et l'Université de Rennes 2, afin de favoriser les échanges d'étudiants, ainsi que de professeurs, entre les deux institutions.

Face à l'engouement que suscite aujourd'hui le Master ALPI, de nouveaux défis se posent. En France, la filière des Langues Étrangères Appliquées, ne dispose pas d'une tradition liée à la recherche qui lui serait propre et sur laquelle elle pourrait s'appuyer. Ainsi, il n'existe aucun laboratoire de recherche au sein du département LEA de l'Université de Rennes 2 qui traite de ces thématiques de manière pluridisciplinaire. Il apparaît donc indispensable, de penser à la création d'un espace de réflexion capable de produire, en amont du Master ALPI, les apports scientifiques que les étudiants recherchent. Par ailleurs, cet espace de recherche permettrait, en aval, de recueillir et de synthétiser l'analyse des acteurs professionnels après leur passage devant les étudiants. De manière plus générale, la convention cadre établie en 2010, à l'initiative du Professeur Jean-Yves MÉRIAN, entre l'Université de Rennes 2 et l'Universidade Federal do Rio de Janeiro, a permis, grâce aux contacts générés, d'exprimer l'intérêt de créer un espace de recherche collaboratif sur l'évolution du partenariat entre le Mercosud et l'Europe.

³⁸¹ ALPI, par la suite.

Afin de répondre à la demande que les étudiants expriment dans le cadre du Master ALPI, en vue d'apporter un espace d'expression et d'analyse conforme aux attentes que les entrepreneurs ont exprimé dans le cadre de mes recherches ici présentées, dans le but d'impliquer les décideurs politiques et d'optimiser les opportunités de développement pour l'ensemble des populations des régions concernées, la création d'un espace de recherche universitaire sur ces thématiques présente des intérêts indéniables. Quelle forme celui-ci peut-il revêtir ?

La création d'un Observatoire des Relations Mercosud – UE permettrait d'encadrer l'ensemble des initiatives répondant aux défis posés. La mise en place d'une journée d'étude apparaît comme la première étape nécessaire. À ce titre, le colloque annuel de l'Institut des Amériques, organisé à Rennes du 17 au 19 novembre 2011, sur le thème « Repenser les intégrations régionales dans les Amériques au prisme de la personne » est l'occasion d'inviter les spécialistes universitaires à participer à une première journée d'étude, à caractère exploratoire. Mais le projet n'a de raison d'être sans l'application du principe de la collaboration. Il est indispensable que les recherches menées dans le cadre de ce projet érigent en principe fondamental, la mise en relation de représentants universitaires, économiques et politiques. Par ailleurs, la représentativité des deux régions, Mercosud et UE, se doit d'être respectée. L'ensemble des institutions dont l'activité est liée, directement ou non, à l'évolution de la relation entre le Mercosur et l'UE, constituent des partenaires complémentaires à qui il convient également, de proposer une participation au débat.

Dans le cas de l'étude d'un processus *sui generis*, comme c'est le cas ici, l'observatoire permet, par nature, d'adapter le programme de travail et par là-même, la production de résultats, en fonction de l'évolution de la thématique. Plusieurs axes de recherche apparaissent néanmoins prioritaires et urgents :

- Au niveau européen : l'arbitrage entre le secteur agricole et le reste de la population, entre perte de part de marché pour les premiers et gains en terme de PIB et d'emploi pour les seconds ;
- Au niveau français : la position de la France et les enjeux de l'élection présidentielle de 2012 par rapport à la PAC européenne.

7.4 Conclusions

Les réticences au projet d'association que l'on peut noter à l'intérieur de l'UE et en particulier, en France, renvoient aux pertes prévisibles pour le secteur agricole. En effet, dans ce domaine, la signature d'un accord d'association augmenterait les volumes et les lignes de produits en provenance des états du Mercosud et mettrait en évidence le manque de compétitivité du secteur agricole français, entre autres, actuellement très protégé.

Toutefois les produits agricoles en provenance du Mercosud ne sont pas interdits d'entrée sur le marché européen dans leur intégralité. Ils représentent même une part importante de la balance commerciale du Mercosud dans ses échanges avec l'UE. L'importance du volume des produits agricoles en provenance du cône sud suffit à ce que la balance commerciale des biens, soit déficitaire du point de vue de l'UE.

En l'état actuel du commerce interrégional, autrement dit, en l'absence d'accord d'association, le commerce des biens et services est en augmentation. Mais, en dépit d'une évolution croissante, le commerce des biens demeure bridé par l'impossibilité d'inclure de nouvelles lignes de produits. À titre d'exemple, le gouvernement français s'oppose à l'association entre les deux blocs régionaux car, un tel partenariat concurrencerait les producteurs de viande et de céréales de l'Hexagone.

Des études d'impact émises par la CE rappellent, néanmoins, qu'en dépit d'une ouverture de la concurrence défavorable au secteur agricole français et européen, des gains globaux sont à prévoir pour tous les autres secteurs, aussi bien pour l'UE que pour le Mercosud. En Europe, un accord d'association avec le Mercosud entraînerait une hausse du PIB de 0,2% et favoriserait la création d'emplois dans tous les secteurs, excepté dans le secteur agricole. La hausse du PIB correspondant au Mercosud en cas d'accord ambitieux, est estimée à 0,3%.

Depuis la reprise des négociations en 2010, les réticences émises par les opposants au projet d'association renvoient donc essentiellement à l'arbitrage entre les gains globaux et les pertes à prévoir pour le secteur agricole. Compte tenu de la résurgence du traditionnel « nœud agricole » depuis que les négociations sont reprises, il apparaît indispensable de favoriser le débat sur les gains et les pertes à prévoir pour l'ensemble de la société européenne. Il apparaît également indispensable, au vu des résultats de l'enquête présentée dans les chapitre 5 et 6,

d'inclure la participation des acteurs économiques dans le débat. Le rôle de l'Université apparaît alors fondamental. La recherche de gains en termes de développement pour l'ensemble de la société relève, il est vrai, de sa mission. De plus, l'Université apparaît comme l'institution la plus légitime pour accueillir les acteurs économiques dans un débat tel que celui-ci. En effet, la consultation directe, d'acteurs économiques, ne relève pas de la mission des institutions gouvernementales et/ou politiques.

Il s'est avéré que la consultation des représentants économiques dans le cadre de mes recherches a produit des résultats allant au-delà des réponses que je cherchais. L'enquête a joué le rôle de tribune ouverte, permettant aux acteurs économiques d'émettre leur volonté d'être consultés. Fournir aux acteurs économiques la tribune qu'ils demandent, doit inciter les représentants de la recherche universitaire à réfléchir au mode de consultation le plus approprié. Un Observatoire des Relations UE-Mercosud, n'existe pas à ce jour en France. Il permettrait de répondre aux besoins exprimés. Dans l'optique de la mise en place d'un espace de recherche, tel que celui-ci, la coopération existante entre l'Université Fédérale do Rio de Janeiro et l'Université de Rennes II, peut fournir la structure logistique nécessaire. Il ne peut s'agir que d'un projet de recherche collaboratif, incluant l'ensemble des acteurs de la relation Mercosud – UE : politiques, économiques, universitaires, citoyens des états du Mercosud et européens.

CONCLUSIONS GÉNÉRALES

De 1999 à 2011... Douze années au cours desquelles les relations entre le Mercosud et l'UE s'articulent conformément aux termes d'un accord de coopération, établi en 1995. Douze années au cours desquelles, le Mercosud et l'UE tentent d'approfondir la nature d'une relation basée sur la coopération pour parvenir à l'instauration d'un partenariat plus ambitieux : l'association. Pourquoi 12 années de négociations n'ont-elles pas été suffisantes pour y parvenir ?

En 1999, le Mercosud et la CE ont conscience que les négociations s'annoncent laborieuses. Le projet est, en effet, on ne peut plus ambitieux. Il s'agit d'établir juridiquement les termes d'une vaste zone de libre échange entre deux systèmes d'intégration régionale. Lorsque le projet est officiellement ouvert à la négociation, la CE jouit d'une certaine expérience en matière de signature d'accords privilégiés avec des pays tiers. Avec l'Amérique latine, la CE parvient même à établir plusieurs partenariats similaires, avec le Mexique en 2000 et avec le Chili en 2004. Mais il s'agit, cette fois, d'un projet d'une autre nature, attendu qu'il inclut deux ensembles régionaux. Les 27 pays de l'UE et les 4 pays membres du Mercosud, soit 31 nations, sont impliqués. Le projet est, alors, inédit et revêt à l'échelle de la planète un caractère expérimental. L'UE, système intégré le plus abouti au monde et doté d'une expérience en matière d'intégration régionale sans équivalent, propose d'explorer un nouveau type de partenariat, offrant à la discipline des Relations Internationales un nouveau terrain d'étude : l'interrégionalisme. Le Mercosud est l'interlocuteur désigné par l'UE pour explorer ce nouveau type de relation. Le caractère expérimental du projet permet d'apporter un premier élément de réponse au fait que 12 années de négociations n'ont pas été suffisantes pour parvenir à un consensus. De nombreux autres facteurs, explorés dans le cadre de ce travail de recherche, permettent d'apporter des éléments de compréhension supplémentaires à la longueur des négociations.

En raison du caractère *sui generis* du projet et du fait que celui-ci n'est pas achevé au moment du lancement de mes recherches, la problématique de ma thèse n'est pas apparue, d'emblée, comme une évidence. D'autant plus que le processus de négociation entre le Mercosud et la CE est suspendu, un an avant le début de mes travaux. Néanmoins, il apparaissait comme une réalité, que le Mercosud et l'UE se proposaient de bouleverser les concepts traditionnels de la

mondialisation, tels que régis par l'OMC ou les accords bilatéraux. Malgré le scepticisme que j'ai parfois pu rencontrer à l'égard de la problématique de ce travail, j'ai tenu à poursuivre mes recherches pour deux raisons essentielles. D'une part, l'accord de coopération qui détermine le cadre juridique de la négociation précise que, seule, la signature d'un accord d'association peut mettre un terme aux négociations. La suspension des négociations en 2004, ne pouvait en aucun cas, être interprétée comme un abandon du projet. D'autre part, les représentants économiques et politiques que j'ai eu l'opportunité de rencontrer à Rio de Janeiro, entre 2004 et 2005, ne m'ont jamais laissé entrevoir le moindre doute sur la nécessité de parvenir à un tel accord, même lorsque les négociations étaient suspendues. Ces deux motifs ont achevé de me convaincre de l'intérêt de poursuivre mes recherches. Indépendamment du fait que le Mercosud et la CE parviennent, ou non, à la signature d'un accord d'association, la genèse du processus de négociation pour la période 1999 – 2011, permet de comprendre le caractère laborieux du projet. Il permet, par ailleurs, de synthétiser un chapitre de l'histoire des Relations Internationales, d'une durée de 12 ans, qui aura nécessairement valeur de référence dans les stratégies d'insertion internationales élaborées par les états du système-monde, au cours des années à venir.

L'UE et le Mercosud sont, indéniablement, deux systèmes d'intégration asymétriques. En termes de PIB, tout d'abord. À cet égard, les deux régions entretiennent une relation de type « nord-sud ». Le PIB du Mercosud en Parité de Pouvoir d'Achat représente 2.474,21 milliards de dollars en 2009, lorsque celui de l' « UE à 27 » équivaut à 15 919, 69 milliards de dollars. Il n'en demeure pas moins, qu'en termes de PIB, le Mercosud est aujourd'hui la quatrième puissance régionale au monde après l'UE, l'ALENA et le Japon. L'asymétrie renvoie également au degré d'institutionnalisation et de supranationalité qui régit la gouvernance des deux ensembles. Sur ce point, comparer l'UE et le Mercosud revient à comparer un adulte de 53 ans, né avec le Traité de Rome, à un adolescent de 20 ans, né avec le Traité d'Asunción.

Avant d'analyser le processus de négociation à proprement parler et de donner la parole aux acteurs économiques, puis politiques, il convient d'établir la compatibilité théorique du projet d'association. La première partie de ma thèse démontre, ainsi, que les deux systèmes d'intégration présentent, en dépit de l'existence d'asymétries, de nombreuses convergences. En effet, l'existence de convergences théoriques et historiques en termes de construction régionale, apparaît indispensable à l'heure de projeter l'élaboration d'un projet interrégionale. Rappelons que le projet de Washington, de créer une vaste Zone de Libre Échange des

Amériques, a mis en lumière l'incompatibilité des attentes exprimées par l'Amérique latine d'une part et, les États-unis d'autre part.

Lorsque la notion d'intégration régionale émerge en Europe, avec la signature du Traité de Paris, le 18 avril 1951, entérinant la création de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, il s'agit de répondre à une exigence de « maintien de la paix ». La mise en commun des intérêts économiques entre les anciens acteurs principaux de la seconde guerre mondiale apparaît, alors, comme la stratégie la plus adaptées en vu de se prémunir contre la résurgence de toute intention belliqueuse. D'un point de vue théorique, l'intégration régionale européenne répond, ainsi, à un objectif de défense.

En Amérique latine, les prémisses de l'intégration régionale sont plus anciennes. Dès la découverte du nouveau continent, la région hispanophone se distingue de la région lusophone. On ne parle pas encore d'intégration régionale car le concept implique la présence d'états-nation. Néanmoins, les systèmes d'intégration qui émergeront par la suite, n'ignoreront pas totalement les frontières des vice-royautés espagnoles et des capitaineries portugaises. Dans le « Manifeste de Carthagène » du 15 décembre 1812 et la non moins célèbre « Lettre de Jamaïque » rédigée en 1815, Simón BOLÍVAR y expose sa volonté d'unifier le continent et défend l'idée d'une grande confédération latino-américaine. Il s'agit ici, de mettre en commun les forces politiques et militaires de chaque nation pour se prémunir contre les anciennes colonies européennes ainsi que contre la fédération du nord qui ne cache pas son intention d'exercer son influence jusqu'en terre de feu. Plus tard, l'Amérique latine inaugure des projets d'intégration régionale, au sens moderne du terme, et qui s'appuient sur des principes théoriques proches de ceux qui ont favorisés l'émergence de l'intégration européenne.

Au sortir de la seconde guerre mondiale, la CEPAL propose, parallèlement à la construction européenne, un modèle de développement basé sur la notion de « régionalisme introverti ». Raúl PREBISCH et Celso FURTADO, principaux instigateurs de la doctrine, défendent le principe selon lequel les nations latino-américaines doivent se concentrer sur le développement national en vue de mettre un terme à un système qui relègue l'Amérique latine au rang de « périphérie ». À partir des années 80, le « régionalisme introverti » montre ses limites et le secteur privé met en avant la nécessité de créer de vastes ensembles régionaux destinés à accroître les opportunités de marché. Cette idée, toujours conceptualisée par la CEPAL, donne naissance au « régionalisme ouvert » et favorise l'apparition de l'ALADI. Le

Mercosud, lors de sa création en 1991, épouse entièrement les principes du « régionalisme ouvert ». Il s'agit d'une organisation régionale de seconde génération, à caractère économique, politique et géopolitique, et dont le mimétisme avec l'UE a également été démontré³⁸². L'objectif du Mercosud, au moment de sa création, est de contrecarrer les ambitions nord-américaines au niveau continental d'une part, et de proposer une stratégie de défense économique par rapport au vieux continent, d'autre part.

Si l'UE a été créée dans une optique de défense militaire, il n'est plus à démontrer que son objectif a largement évolué tout au long de la deuxième moitié du XX^e siècle. La mission de l'intégration européenne consiste désormais à maintenir sa situation privilégiée dans le cadre de l'espace international. Les frontières de l'Europe revêtent, avant tout, un rôle protecteur par rapport à la concurrence économique des États-Unis et de l'Asie, notamment. Elles permettent, en second lieu, de fédérer en son sein, l'ensemble des forces de ses états membres en vue d'établir des stratégies d'insertion internationale. En dépit de la présence d'asymétries structurelles évidentes entre le Mercosud et l'UE, les deux expériences régionalistes présentent, donc, une convergence théorique en termes d'objectifs et de stratégies mises en œuvre pour les atteindre.

La considération, dans le deuxième chapitre, de l'évolution des relations interaméricaines, au cours du siècle dernier, démontre qu'une telle convergence n'existe pas entre le Mercosud et les États-Unis. Le contexte des relations interaméricaines facilite même le retour de l'Europe dans le cône sud. Et c'est la convergence théorique des deux systèmes d'intégration, qui autorise ensuite, l'émergence d'un projet d'association interrégionale, basé sur le libre-échange ainsi que sur le renforcement de la coopération pour le développement et sur le dialogue politique, tel que présenté dans le troisième chapitre.

Les négociations s'annoncent ardues dès l'ouverture du premier « Round », à Buenos Aires, les 6 et 7 avril 2000. Tout d'abord pour une raison évidente. L'accord de coopération prévoit que les négociations parviennent à un accord allant, dans le domaine commercial, au-delà des règles du commerce établies par l'OMC. Les règles du commerce établies dans le cadre de l'OMC ne satisfont ni l'UE ni, encore moins, les états membres du Mercosud. C'est la raison

³⁸² CALDEIRA, Kássia. Le Mercosud en quête d'avenir : une intégration à la lumière de l'expérience européenne ? Les acteurs du processus de construction du Mercosud. 1985-2001. Thèse : Socio-économie du développement : EHESS : 7 octobre 2003.

pour laquelle les deux parties se proposent d'explorer un nouveau type de partenariat. En effet, les négociations du GATT se sont attardées sur les dossiers les moins sensibles, en raison des tensions post seconde guerre mondiale encore récentes et donc, sur les plus faciles à négocier. L'agriculture figure désormais à l'ordre du jour des négociations de l'OMC, mais c'est aussi le secteur qui est à l'origine d'une suspension du cycle de Doha, à Genève en 2006. Du point de vue du Mercosud et de l'UE, les résultats obtenus dans le cadre de l'OMC sont trop peu nombreux pour être satisfaisants. Sans compter que l'OMC fait l'impasse sur les questions environnementales, ou sociales. Et enfin, les moyens dont dispose l'organisation internationale ne permettent pas d'entrevoir une satisfaction des attentes du Mercosud et de l'UE. L'OMC dispose d'un budget d'une centaine de millions de dollars et des effectifs ne dépassant pas 600 personnes, dont 200 experts/juristes, c'est-à dire quatre fois moins que le FMI. Le Mercosud et l'UE préfèrent parier sur la construction de leur propre règlement du commerce.

Le contexte préalable à l'ouverture des négociations permet donc, de parier sur une négociation difficile. La deuxième partie de ma thèse apporte, quant à elle, un certain nombre d'éléments de compréhension additionnels.

L'observation du Comité Bi-régional de Négociations révèle l'existence d'une différence dans la nature des délégations de négociateurs. La délégation européenne présente un caractère supranational ; autrement dit constituée de représentants des états membres de l'UE mais également, de représentants de la CE. La délégation du Mercosud présente, quant à elle, un caractère interétatique ; constituée de représentants des états membres du Mercosud uniquement. La photographie des délégations constitutives du CBN est, évidemment, représentative du mode de gouvernance de chacune des deux intégrations régionales. Quoiqu'il en soit, l'absence d'un interlocuteur unique au sein de la délégation du Mercosud ne contribue pas à faciliter le dialogue. Il peut même donner lieu à l'apparition de tensions internes relatives à la gouvernance de l'organisation du cône sud. Chaque état membre du Mercosud n'a pas nécessairement la même vision de la politique extérieure qu'il convient d'insuffler dans le cadre d'une relation avec l'UE. Ainsi, on observe que le Brésil, largement représenté dans la délégation du Mercosud, jouit d'une position favorable par rapport à ses trois partenaires et est en mesure d'imposer son point de vue dans les négociations.

Les asymétries intra-Mercosud en termes de PIB et de population se reflètent dans les négociations. Ce n'est pas le seul facteur qui complique les débats. De nombreux acteurs européens posent la question de l'adhésion éventuelle du Venezuela en tant que membre permanent du Mercosud. Nombreux sont ceux qui s'inquiètent de savoir dans quelle mesure le régionalisme ouvert pratiqué par le Mercosud, serait compatible avec la politique extérieure et économique de la République Bolivarienne.

De même, en ce qui concerne l'UE, de nombreux freins à la négociation existent. L'élargissement régulier de l'UE augmente le nombre de représentants à la table des négociations et, de ce fait, rend le compromis plus difficile à trouver. L'élargissement contribue inévitablement à l'éloignement culturel du Mercosud et de l'UE. Les nombreuses inégalités régionales existantes au sein de l'UE font que tous les pays membres n'ont pas les mêmes attentes à l'égard du Mercosud. Les privilèges que l'UE octroie aux pays ACP portent, également, atteinte à la crédibilité européenne, quant à sa volonté de créer une relation privilégiée avec le Mercosud. La tendance mondiale en faveur du protectionnisme économique dans les « économies du nord », n'échappe pas à l'UE. Le maintien du protectionnisme agricole européen va à l'encontre du libre-échange que l'UE propose au Mercosud. Ceci n'incite, en rien, le Mercosud à lever ses barrières douanières sur les produits industriels, les services, ou tout autre secteur protégé, tel que l'automobile.

Les facteurs qui contribuent à ralentir le processus de négociation sont nombreux. Ils ne peuvent, pour autant, être considérés sur le même pied d'égalité que le dossier agricole. L'ensemble des facteurs énumérés précédemment, conjugué à la difficulté de trouver un terrain d'entente relatif à la libéralisation des produits agricoles et de ses dérivés, est ainsi à l'origine de la « secousse » enregistrée par le processus de négociation, en 2004. Dans mes travaux je distingue donc, deux phases de négociation. Une première qui concerne la période 1999 – 2004. Et une seconde, prenant effet en mai 2010, à l'occasion de la réouverture des négociations dans le cadre du VI Sommet UE – ALC, organisé à Madrid. Cette seconde phase de négociation demeure active au moment de la rédaction de ce travail de recherche.

L'analyse de l'ensemble des « Rounds » de négociation et de l'ordre du jour de chacune des réunions, pour l'ensemble de la période 1999 – 2011, met en évidence le protectionnisme européen en matière de libéralisation des produits agricoles et détermine, avec précision,

l'importance de ce dossier dans la capacité des parties à trouver un consensus sur les termes de l'association.

Ma rencontre avec les acteurs économiques français implantés dans le Mercosud, puis avec les acteurs politiques français et/ou européens, permet de confirmer l'hypothèse avancée dans l'introduction. Il apparaît, en effet, que les acteurs économiques n'occupent pas la place qui leur revient de droit dans les négociations. Il s'agit là, d'une considération supplémentaire qu'il convient d'ajouter à l'ensemble des facteurs structurels et conjoncturels, en vue d'expliquer la lenteur des négociations. L'analyse des propos recueillis pendant deux mois, dans le cadre d'une enquête de terrain réalisée en Argentine, au Brésil et en Uruguay, permet de mettre en évidence la divergence des discours entre les acteurs économiques et les acteurs politiques et/ou diplomatiques, sur la thématique concernée. Les conclusions de l'étude réalisée confirment que les acteurs économiques ne sont pas consultés dans le cadre des négociations, alors qu'ils sont amenés à en être les principaux bénéficiaires.

Les propos des acteurs économiques proposent une analyse de la relation Mercosud – CE, très pragmatique. Celle-ci permet de d'aborder la difficulté des négociations sous un angle, jusque là, inexploré. Elle apporte également des éléments de compréhension, inédits.

Du point de vue de l'ensemble des acteurs économiques français implantés dans le Mercosud, à l'exception des représentants du secteur automobile, le Mercosud ne représente pas un marché. En termes de marchés, l'organisation des filiales françaises implantées dans le Mercosud, met en évidence l'importance du Brésil, du Chili, éventuellement du Pérou et de la Colombie qui bénéficient actuellement d'une dynamique économique prometteuse mais, en aucun cas, le Mercosud ne génère une stratégie commerciale, à part entière, au sein des filiales françaises. Du point de vue des acteurs économiques, le fait que l'on négocie les termes d'une zone de libre-échange entre deux marchés, alors que celui du Mercosud ne fonctionne pas comme il le prétend, représente un élément fondamental pour tous ceux qui aspirent à comprendre la lenteur du processus de négociation.

En ce qui concerne le bilan politique du Mercosud promulgué par le secteur privé, le constat est sans appel. Le seul point positif à mettre à son actif renvoie à la ratification du protocole d'Ushuaïa qui est parvenu à imposer la démocratie dans la région. Pour le reste, tous confirment l'absence de supranationalité, signalée précédemment.

Le point sur lequel la divergence des discours, entre acteurs économiques et représentants politiques, apparaît le plus flagrant vise l'adhésion éventuelle du Venezuela. Alors que les représentants politiques déclarent que l'intégration du Venezuela contribuerait à renforcer le potentiel économique du Mercosud, les représentants des filiales françaises argumentent sur le fait qu'il s'agirait au contraire d'un facteur déstabilisant pour la région. Nombreux sont les entrepreneurs qui critiquent la politique conduite par son dirigeant, n'hésitant pas, parfois, à le qualifier de « fou » !

Les deux populations interrogées ne font pas non plus preuve du même optimisme sur l'échéance de la signature de l'accord d'association entre le Mercosud et la CE. En dépit de la complexité du « nœud agricole » qui entrave considérablement les négociations, les diplomates et représentants politiques mettent en avant le travail réalisé et estiment que la signature de l'accord est imminente. Les acteurs économiques ne remettent pas en cause la possibilité de parvenir à un accord. Toutefois, il ne sera pas possible, de leur point de vue, d'y parvenir avant de connaître les termes de la nouvelle version de la PAC européenne qui prendra effet à partir de 2013.

Les propos des acteurs consultés mettent en évidence la divergence des discours entre ceux qui négocient l'accord et ceux qui en bénéficieront. Toutefois, l'intérêt de ce travail n'est pas, de mettre en abyme cette divergence ; il s'agit, avant tout, de chercher à répertorier l'ensemble des éléments d'analyse nécessaires à la compréhension d'un processus complexe. En ce sens, la consultation des acteurs économiques est bénéfique en tous points, puisqu'elle aboutit à une analyse pragmatique de la situation qui, dans une certaine mesure, faisait défaut.

Il est à déplorer, en effet, que les représentants économiques ne soient pas inclus dans les négociations. L'enquête de terrain s'attarde sur ce point et signale qu'il n'existe pas de canal de communication direct, entre les entrepreneurs et les négociateurs. Les représentants politiques français ou européens, en poste dans les états du Mercosud, ont un rôle d'interface entre le gouvernement français ou la CE, et les acteurs économiques. Pour autant, le fonctionnement des administrations ne prévoit pas l'organisation de rencontres. Tous les acteurs économiques interrogés ont affirmé ne jamais être consultés par leur administration, à l'exception, encore une fois, des constructeurs automobiles qui, eux, ont eu l'opportunité de s'exprimer dans le cadre de consultations organisées par le gouvernement brésilien.

Or, non seulement il ne fait aucun doute que les acteurs économiques bénéficient d'une expérience de terrain complémentaire avec celle que détiennent les représentants politiques et diplomatiques mais, il s'avère par ailleurs que, tous se déclarent disposés à prendre part au débat, afin d'y apporter leur contribution. D'aucun précisant même qu'ils auraient des solutions à suggérer. Lorsque j'initiai ce travail de recherche, je retenais la technique de l'entretien pour apporter des éléments nouveaux à la compréhension de la complexité du processus de négociation. L'autre enjeu majeur de ce travail consistait à vérifier l'hypothèse selon laquelle, les acteurs économiques n'occupent pas la place qui leur revient de droit dans les négociations. L'hypothèse s'est avérée être juste et il s'agit là, d'un élément à considérer au regard de la difficulté à trouver un consensus autour d'un projet ouvert à la négociation depuis maintenant, 12 ans.

Je ne m'attendais pas, en allant consulter les filiales françaises implantées dans le Mercosud, à ce que leurs représentants expriment, avec autant d'intérêt, leur volonté de prendre part aux débats. Les entretiens ont ainsi joué, en ce sens, un véritable rôle de tribune qui, je m'en suis rendu compte, n'existe pas et fait véritablement défaut. Tous les représentants du secteur privé ont, par ailleurs, demandé à ce que cette pétition figure dans la conclusion de ma thèse. Au regard de l'enthousiasme avec lequel j'ai été reçu, c'est avec un plaisir naturel et non dissimulé, que je m'acquitte de cette dette morale. C'est ainsi que le dernier chapitre de mon travail interpelle l'Université, en tant qu'institution, et pose la question du rôle qui est le sien dans le cadre de l'évolution des relations entre le Mercosud et l'Europe.

ANNEXES

ANNEXE 1 – Liste des chefs d'état argentins et brésiliens

Argentine		
Prénoms Noms	Début de mandat	Fin de mandat
José Figueroa Alcorta	12 mars 1906	12 octobre 1910
Roque Sáenz Peña	12 octobre 1910	09 août 1914
Victorino de La Plaza	09 août 1914	12 octobre 1916
Hipólito Yrigoyen	12 octobre 1916	12 octobre 1922
Marcelo T. de Alvear	12 octobre 1922	12 octobre 1928
Hipólito Yrigoyen	12 octobre 1928	06 septembre 1930
Général José Félix Uriburu	06 septembre 1930	20 février 1932
Agustín Pedro Justo	20 février 1932	20 février 1938
Roberto Marcelino Ortiz	1938	1942
Ramon Castillo	mai 1942	juin 1943
Arturo Rawson	04 juin 1943	07 juin 1943
Pedro Pablo Ramirez	07 juin 1943	25 février 1944
Edelmiro Julian Farrell	25 février 1944	04 juin 1946
Juan Domingo Peron	04 juin 1946	21 septembre 1955
Eduardo Lonardi	23 septembre 1955	13 novembre 1955
Pedro Eugenio Aramburu Clivet	13 novembre 1955	1 ^{er} mai 1958
Arturo Frondizi	1 ^{er} mai 1958	29 mars 1962
José María Guido	29 mars 1962	12 octobre 1963
Arturo Umberto Illia	12 octobre 1963	28 juin 1966
Juan Carlos Onganía	29 juin 1966	8 juin 1970
Roberto Marcelo Levingston Laborda	18 juin 1970	22 mars 1971
Alejandro Agustín Lanusse	22 mars 1971	25 mai 1973
Héctor José Cámpora	25 mai 1973	13 juillet 1973
Raúl Alberto Lastiri	13 juillet 1973	12 octobre 1973
Juan Domingo Perón	12 octobre 1973	1 ^{er} juillet 1974
María Estela Martínez Cartas de Perón	1 ^{er} juillet 1974	24 mars 1976
Jorge Rafael Videla	24 mars 1976	29 mars 1981
Roberto Eduardo Viola	29 mars 1981	11 décembre 1981
Carlos Alberto Lacoste	11 décembre 1981	22 décembre 1981
Leopoldo Fortunato Galtieri	22 décembre 1981	18 juin 1982
Alfredo Oscar Saint-Jean	18 juin 1982	22 juin 1982
Reynaldo Benito Antonio Bignone	1 ^{er} juillet 1982	10 décembre 1983
Raúl Ricardo Alfonsín	10 décembre 1983	8 juillet 1989
Carlos Saúl Menem	8 juillet 1989	10 décembre 1999
Fernando de la Rúa	10 décembre 1999	21 décembre 2001
Adolfo Rodríguez Saá	23 décembre 2001	30 décembre 2001
Eduardo Camaño	30 décembre 2001	1 ^{er} janvier 2002
Eduardo Alberto Duhalde	1 ^{er} janvier 2002	25 mai 2003
Néstor Carlos Kirchner	25 mai 2003	10 décembre 2007
Cristina Elisabet Fernández de Kirchner	10 décembre 2007	Actuellement en fonction...

Brésil		
Prénoms Noms	Début de mandat	Fin de mandat
Francisco de Paula Rodrigues Alves	1902	1906
Afonso Augusto Moreira Pena	novembre 1906	juin 1909
Nilo Procópio Peçanha	14 juin 1909	15 novembre 1910
Hermes Rodrigues da Fonseca	1910	1914
Venceslau Brás	novembre 1914	novembre 1918
Delfim Moreira da Costa Ribeiro	15 novembre 1918	28 juillet 1919
Epitácio Lindolfo da Silva Pessoa	28 juillet 1919	15 novembre 1922
Artur da Silva Bernardes	novembre 1922	novembre 1926
Washington Luís Pereira de Sousa	novembre 1926	octobre 1930
Getúlio Vargas	1930	1945
José Linhares	29 octobre 1945	31 octobre 1946
Gaspar Dutra	Janvier 1946	Janvier 1951
Getúlio Vargas	1951	1954
João Fernandes Campos Café Filho	24 août 1954	8 novembre 1955
Carlos Coimbra da Luz	8 novembre 1955	11 novembre 1955
Nereu de Oliveira Ramos	11 novembre 1955	31 janvier 1956
Juscelino Kubitschek de Oliveira	31 janvier 1956	31 janvier 1961
Jânio Quadros	31 janvier 1961	25 août 1961
Ranieri Mazzilli	25 août 1961	7 septembre 1961
João Goulart	7 septembre 1961	1 ^{er} avril 1964
Ranieri Mazzilli	2 avril 1964	15 avril 1964
Humberto Castelo Branco	15 avril 1964	15 mars 1967
Arthur da Costa e Silva	15 mars 1967	31 août 1969
Emílio Garrastazu Médici	30 octobre 1969	15 mars 1974
Ernesto Geisel	15 mars 1974	15 mars 1979
João Figueiredo	15 mars 1979	15 mars 1985
Tancredo Neves	décédé avant son entrée en fonction	
José Sarney	15 mars 1985	15 mars 1990
Fernando Collor	15 mars 1990	2 octobre 1992
Itamar Franco	2 octobre 1992	1 ^{er} janvier 1995
Fernando Henrique Cardoso	1 ^{er} janvier 1995	1 ^{er} janvier 2003
Luiz Inácio Lula da Silva	1 ^{er} janvier 2003	1 ^{er} janvier 2011
Dilma Vana Rousseff	1 ^{er} janvier 2011	Actuellement en fonction

ANNEXE 2 – El Tratado ABC (Argentina – Brasil – Chile) de mayo de 1915

Según Carlos Alberto Silva, el argentino Roque Sáenz Peña fue el propagador de la idea de una entente argentino-brasileña-chilena, aunque el primer acto de esta entente fue la creación en Roma de la Academia de Bellas Artes Latinoamericana, iniciativa del representante de Chile ante el gobierno de Italia que contó con el respaldo de los representantes de la Argentina y Brasil (1). Por su parte, el profesor Marcelo J. Rimoldi menciona antecedentes anteriores a los de Silva, y sostiene que la idea de un tratado entre la Argentina, Brasil y Chile había sido insinuada por el ministro de relaciones exteriores del Brasil, Carlos de Carvalho, y expuesta por el ministro argentino en Brasil, Manuel Gorostiaga, en 1904. En ese mismo año, el barón de Río Branco sugirió a Gorostiaga la idea de unificar por un acuerdo a los tres países. Las declaraciones efectuadas por Sáenz Peña en 1910, en torno a la iniciativa chileno-argentino-brasileña de creación de la academia artística latinoamericana, aceleraron la constitución de este "bloque" (2). Pero la oportunidad de concretar este acercamiento recíproco entre las autoridades de Buenos Aires, Río de Janeiro y Santiago se dio recién a mediados de 1914, por la ocasión que ofreció la mediación conjunta de la Argentina, Brasil y Chile en el conflicto entre Estados Unidos y México.

Tanto el nuevo presidente argentino, Victorino de la Plaza (1914-1916), como su canciller, José Luis Murature, decidieron aprovechar el momento de armonía existente entre las tres naciones del Cono Sur e iniciaron conversaciones con las cancillerías de Río de Janeiro y Santiago de Chile. Como fruto de estas conversaciones e intercambios de notas, el 25 de mayo de 1915, José Luis Murature por la Argentina, Lauro Müller por Brasil, y Alejandro Lira por Chile firmaron en Buenos Aires el tratado conocido como del ABC, estableciendo un mecanismo permanente y automático para la solución de los problemas que pudieran suscitarse entre los firmantes, en casos no previstos por acuerdos previos (3).

Comenta Isidoro Ruiz Moreno que este tratado no fue ratificado por fuertes objeciones internas, dado que al exigir el número de tres miembros, designados cada uno de ellos por cada parte firmante, para la conformación de la comisión permanente, toda divergencia entre dos de los firmantes del tratado quedaba librada a la gestión de uno solo. Además, los opositores internos al pacto manifestaron la necesidad de extenderlo a otras naciones americanas, a fin de aventar los temores de que los Estados del ABC afianzaran su hegemonía en América del Sur y acentuaran el intervencionismo (4). El radicalismo se opuso al ABC, llegando a decir que Murature era un "Zeballos al revés".

A las presiones internas en contra del tratado se añadieron las externas. Si bien el tratado del ABC no constituyó en sí mismo un pacto de alianza entre los tres países del Cono Sur, bien pudo servir de base para ello, razón por la cual generó temores en las otras cancillerías americanas y en el gobierno norteamericano, atento éste ante cualquier posible amenaza a su política panamericana. Finalmente, el tratado, si bien aprobado en el Senado, fue rechazado por la Cámara de Diputados, quedando sin ratificación.

Brasil, por su parte, ratificó el tratado (5), pero luego optó por una estrecha colaboración con Estados Unidos, actitud que se notó claramente durante la Primera Guerra Mundial (6). En Chile, el tratado tampoco alcanzó la aprobación parlamentaria, por no cumplir con las expectativas trasandinas, dado que el pacto se limitó a ser sólo un instrumento para resolver disputas entre sus miembros, cuando la diplomacia chilena lo había pensado como una herramienta para que Chile pudiera alcanzar tres objetivos: tener una mayor presencia

regional, revertir su declinación relativa respecto de los ascendentes poderes argentino y brasileño, y resolver la cuestión de Tacna y Arica. La corta política de alianzas ensayada por Chile con sus poderosos vecinos sudamericanos durante la primera década del siglo XX se interrumpió pues con el fracaso del ABC (7).

Source :
El tratado del ABC (Argentina-Brasil-Chile) de mayo de 1915. Disponible sur :
<http://www.ucema.edu.ar/ceieg/arg-rree/7/7-040.htm>

NOTAS

- (1) C.A. Silva, op. cit., pp. 264-267. Ver también I. Ruiz Moreno, op. cit., p. 87.
- (2) Ver al respecto el artículo del profesor Marcelo J. Rimoldi, "Argentina-Brasil: Dinámica de relación en la coyuntura 1914-1918", en Universidad Nacional de La Plata, Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación, Temas de Historia Argentina 1, Serie Estudios / Investigaciones, N° 16, Año 1994, p. 40.
- (3) El texto del tratado del ABC establece:

Los gobiernos de las repúblicas Argentina, Estados Unidos del Brasil y Chile, en el deseo de afirmar en esta oportunidad la inteligencia cordial que la comunidad de ideales e intereses ha creado entre sus respectivos países y de consolidar las relaciones de estrecha amistad que los vinculan, conjurando la posibilidad de conflictos violentos en el porvenir; consecuentes con los designios de concordia y de paz que inspiran su política internacional y con el firme propósito de cooperar a que cada día se haga más sólida la confraternidad de las repúblicas americanas; teniendo presente que los tratados vigentes de arbitraje entre Chile y Brasil, de 18 de mayo de 1899, entre la República Argentina y Chile, de 28 de mayo de 1902, y entre la República Argentina y el Brasil, de 7 de septiembre de 1905, que consagraron el arbitraje como único medio de solucionar todas las controversias de cualquier naturaleza que surgieren entre ellos, exceptuaron de este recurso el primero de los referidos tratados, aquellas cuestiones que no pueden ser formuladas jurídicamente, y los dos últimos, las que afectan a los preceptos constitucionales de los países contratantes: han resuelto adoptar ahora una norma de procedimiento que facilite la solución amistosa de las cuestiones que quedaron excluidas del arbitraje en función de dichos pactos y para este fin han convenido en celebrar un Tratado especial nombrando al efecto los siguientes plenipotenciarios:

- El presidente de la República Argentina al señor doctor José Luis Murature, ministro secretario de Estado en el Departamento de Relaciones Exteriores y Culto.
- El presidente de la República de los Estados Unidos del Brasil al señor general doctor Lauro Müller, ministro secretario de Estado de Relaciones Exteriores.
- El presidente de la República de Chile al señor doctor Alejandro Lira, Ministro secretario de Estado en el Departamento de Relaciones Exteriores.

Los cuales, después de haberse comunicado sus plenos poderes que hallaron en buena y debida forma, han convenido lo siguiente:

Artículo 1° - Las controversias que por cualquier cuestión originada en lo futuro surgieren entre las tres partes contratantes o entre dos de ellas y que no hubieren podido ser resueltas por la vía diplomática ni sometidas a arbitraje de acuerdo con los tratados existentes o con los que ulteriormente se ajustaren, serán sometidas a la investigación e informe de una Comisión

Permanente constituida en la forma que establece el artículo 3°. Las Altas Partes Contratantes se obligan a no practicar actos hostiles hasta después de haberse producido el informe de la comisión que establece el presente Tratado o transcurrido el plazo de un año a que se refiere el artículo 5°.

Artículo 2° - Es entendido que lo estipulado en el artículo precedente no restringe en nada, ni los compromisos establecidos en los tratados de arbitraje, actuales o futuros, entre las Altas Partes Contratantes, ni la obligación de cumplir los fallos arbitrales en las cuestiones que según esos tratados hayan sido o fueren resueltas por arbitraje.

Artículo 3° - Para constituir la Comisión Permanente a que se refiere el artículo 1°, cada una de las Altas Partes Contratantes designará un delegado, dentro de los tres meses después de canjeadas las ratificaciones del presente Tratado. Cada Gobierno podrá revocar el nombramiento de su propio delegado en cualquier momento antes de iniciada la investigación, debiendo, sin embargo, designar reemplazante en el mismo acto en que se produzca la revocación. La vacante que ocurriere por otras causas, será llenada por el Gobierno respectivo y no suspenderá los efectos de las disposiciones establecidas por este Tratado.

Artículo 4° - Las controversias a que se refiere el artículo 1° serán referidas, para su investigación e informe, a la comisión inmediatamente después que las negociaciones diplomáticas hayan fracasado para solucionarlas. Cualquiera de los gobiernos interesados en la controversia podrá hacer la convocatoria respectiva para cuyo efecto bastará comunicar oficialmente esta decisión a los otros dos gobiernos.

Artículo 5° - La Comisión Permanente se constituirá en la ciudad de Montevideo, dentro de los tres meses después de haber sido convocada y determinará las reglas de procedimiento a que deba ajustarse en el cumplimiento de su misión. Aun cuando por cualquier causa dicha Comisión no pudiera reunirse, una vez transcurridos los tres meses se la considerará constituida para el efecto de los plazos que establece el presente artículo. Las Altas Partes Contratantes suministrarán los antecedentes e informaciones necesarias para la investigación. La Comisión deberá presentar su informe antes de un año a contar desde la fecha de su constitución. Si no hubiera podido completarse la investigación ni redactarse el informe dentro del término fijado, podrá ampliarse por seis meses más el plazo establecido siempre que estuvieran de acuerdo a este respecto las Altas Partes Contratantes.

Artículo 6° - Sometido el informe a los respectivos gobiernos o no habiéndose éste producido dentro de los términos estipulados, las Altas Partes Contratantes recuperarán toda su libertad de acción para proceder como crean conveniente a sus intereses en el asunto de la investigación.

Artículo 7° - El presente Tratado será ratificado y las ratificaciones canjeadas en Río de Janeiro, tan pronto como sea posible. Estará en vigor hasta un año después de haber sido denunciado por cualquiera de las Altas Partes Contratantes.

En fe de lo cual los plenipotenciarios arriba nombrados, firmamos el presente instrumento en tres ejemplares, cada uno en las lenguas castellana y portuguesa, sellándolo con nuestros sellos.

Fecho en la ciudad de Buenos Aires, a los veinticinco días del mes de mayo de mil novecientos quince.

Texto del Tratado del ABC del 25 de mayo de 1915, en C.A. Silva, op. cit., pp. 267-269.

(4) Objeciones internas al tratado del ABC en I. Ruiz Moreno, *Derecho Internacional Público*, 2 ed., tomo 2, p. 376, cit. en I. Ruiz Moreno, op. cit., pp. 87-88.

(5) Historia de las ratificaciones del Tratado del ABC en Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto, N° 558, Irarrázaval a Barros, Río de Janeiro, 15 de noviembre de 1929, cit. en E. Meneses C., op. cit., p. 66.

(6) Por su parte, durante los primeros meses posteriores al estallido de la Primera Guerra, los gobiernos de Chile y la Argentina intentaron infructuosamente obtener, a través de la Unión Panamericana, una resolución conjunta de las naciones del continente que protegiera los derechos de los países neutrales. La razón del fracaso de este intento de las autoridades argentinas y chilenas estribó en que el país rector del panamericanismo, Estados Unidos, actuó en forma independiente tanto respecto de las naciones beligerantes como de los gobiernos latinoamericanos, hasta su ingreso en la guerra en febrero de 1917. Alejandro Alvarez, *La Grande Guerre Européenne et la neutralité du Chili*, París, 1915, pp. 57-64, 129-130, y 133-139, y Emily S. Rosenberg, "World War I and 'Continental Solidarity'", *The Americas*, Vol. 31, N° 3, enero 1975, pp. 314-315, fuentes citadas en el artículo de Ricardo Couyoumdjian, "En torno de la neutralidad de Chile durante la Primera Guerra Mundial", op.cit., p. 183.

(7) E. Meneses C., op. cit., pp. 65-67.

ANNEXE 3 – Pays signataires du Traité Interaméricain d'Assistance Réciproque

PAISES SIGNATARIOS	FIRMA	RATIFICACION/ADHESION	DEPOSITO
Antigua y Barbuda	-	-	-
Argentina	09/02/47	07/19/50	08/21/50 RA
Bahamas	11/08/82	11/12/82	11/24/82 RA
Barbados	-	-	-
Belize	-	-	-
Bolivia	09/02/47	09/18/50	09/26/50 RA
Brasil	09/02/47	03/05/48	03/25/48 RA
Canada	-	-	-
Chile	09/02/47	01/28/49	02/09/49 RA
Colombia	09/02/47	01/10/48	02/03/48 RA
Costa Rica	09/02/47	11/20/48	12/03/48 RA
Cuba	09/02/47	12/04/48	12/09/48 RA
Dominica	-	-	-
Ecuador	11/10/49	10/30/50	11/07/50 RA
El Salvador	09/02/47	02/19/48	03/15/48 RA
Estados Unidos	09/02/47	12/12/47	12/30/47 RA
Grenada	-	-	-
Guatemala	09/02/47	03/18/55	04/06/55 RA
Guyana	-	-	-
Haití	09/02/47	10/30/47	03/25/48 RA
Honduras	09/02/47	01/15/48	02/05/48 RA
Jamaica	-	-	-
México	09/02/47	11/23/48	11/23/48 RA
Nicaragua	10/15/48	11/01/48	11/12/48 RA
Panamá	09/02/47	12/31/47	01/12/48 RA
Paraguay	09/02/47	07/07/48	07/28/48 RA
Perú	09/02/47	10/09/50	10/25/50 RA
República Dominicana	09/02/47	11/07/47	11/21/47 RA
San Kitts y Nevis	-	-	-
Santa Lucía	-	-	-
St. Vicente & Grenadines	-	-	-
Suriname	-	-	-
Trinidad & Tobago	04/06/67	06/02/67	06/12/67 RA
Uruguay	09/02/47	09/07/48	09/28/48 RA
Venezuela	09/02/47	09/09/48	10/04/48 RA

Sources : Organisation des États d'Amérique. Disponible sur :
<http://www.oas.org/juridico/spanish/firmas/b-29.html>
 Consulté le 21 juillet 2010

ANNEXE 4 – Tratado Interamericano de Asistencia Reciproca

En nombre de sus Pueblos, los Gobiernos representados en la Conferencia Interamericana para el Mantenimiento de la Paz y la Seguridad del Continente, animados por el deseo de consolidar y fortalecer sus relaciones de amistad y buena vecindad y,

Considerando:

Que la Resolución VIII de la Conferencia Interamericana sobre Problemas de la Guerra y de la Paz, reunida en la ciudad de México, recomendó la celebración de un tratado destinado a prevenir y reprimir las amenazas y los actos de agresión contra cualquiera de los países de América;

Que las Altas Partes Contratantes reiteran su voluntad de permanecer unidas dentro de un sistema interamericano compatible con los propósitos y principios de las Naciones Unidas y reafirman la existencia del acuerdo que tienen celebrado sobre los asuntos relativos al mantenimiento de la paz y la seguridad internacional que sean susceptibles de acción regional;

Que las Altas Partes Contratantes renuevan su adhesión a los principios de solidaridad y cooperación interamericanas y especialmente a los principios enunciados en los considerandos y declaraciones del Acta de Chapultepec, todos los cuales deben tenerse por aceptados como normas de sus relaciones mutuas y como base jurídica del Sistema Interamericano;

Que, a fin de perfeccionar los procedimientos de solución pacífica de sus controversias, se proponen celebrar el Tratado sobre "Sistema Interamericano de Paz", previsto en las Resoluciones IX y XXXIX de la Conferencia Interamericana sobre Problemas de la Guerra y de la Paz;

Que la obligación de mutua ayuda y de común defensa de las Repúblicas Americanas se halla esencialmente ligada a sus ideales democráticos y a su voluntad de permanente cooperación para realizar los principios y propósitos de una política de paz;

Que la comunidad regional americana afirma como verdad manifiesta que la organización jurídica es una condición necesaria para la seguridad y la paz y que la paz se funda en la justicia y en el orden moral y, por tanto, en el reconocimiento y la protección internacionales de los derechos y libertades de la persona humana, en el bienestar indispensable de los pueblos y en la efectividad de la democracia, para la realización internacional de la justicia y de la seguridad,

Han resuelto - de acuerdo con los objetivos enunciados - celebrar el siguiente Tratado a fin de asegurar la paz por todos los medios posibles, proveer ayuda recíproca efectiva para hacer frente a los ataques armados contra cualquier Estado Americano y conjurar las amenazas de agresión contra cualquiera de ellos:

ARTICULO 1

Las Altas Partes Contratantes condenan formalmente la guerra y se obligan en sus relaciones internacionales a no recurrir a la amenaza ni al uso de la fuerza en cualquier forma incompatible con las disposiciones de la Carta de las Naciones Unidas o del presente Tratado.

ARTICULO 2

Como consecuencia del principio formulado en el Artículo anterior, las Altas Partes Contratantes se comprometen a someter toda controversia que surja entre ellas a los métodos de solución pacífica y a tratar de resolverla entre sí, mediante los procedimientos vigentes en el Sistema Interamericano, antes de referirla a la Asamblea General o al Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas.

ARTICULO 3

1. Las Altas Partes Contratantes convienen en que un ataque armado por parte de cualquier Estado contra un Estado Americano, será considerado como un ataque contra todos los Estados Americanos, y en consecuencia, cada una de dichas Partes Contratantes se compromete a ayudar a hacer frente al ataque, en ejercicio del derecho inmanente de legítima defensa individual o colectiva que reconoce el Artículo 51 de la Carta de las Naciones Unidas.

2. A solicitud del Estado o Estados directamente atacados, y hasta la decisión del Organismo de Consulta del Sistema Interamericano, cada una de las Partes Contratantes podrá determinar las medidas inmediatas que adopte individualmente, en cumplimiento de la obligación de que trata el párrafo precedente y de acuerdo con el principio de la solidaridad continental. El Organismo de Consulta se reunirá sin demora con el fin de examinar esas medidas y acordar las de carácter colectivo que convenga adoptar.

3. Lo estipulado en este Artículo se aplicará en todos los casos de ataque armado que se efectúe dentro de la región descrita en el Artículo 4.º o dentro del territorio de un Estado Americano. Cuando el ataque se efectúe fuera de dichas áreas se aplicará lo estipulado en el Artículo 6.

4. Podrán aplicarse las medidas de legítima defensa de que trata este Artículo en tanto el Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas no haya tomado las medidas necesarias para mantener la paz y la seguridad internacionales.

ARTICULO 4

La región a que se refiere este Tratado es la comprendida dentro de los siguientes límites: comenzando en el Polo Norte; desde allí directamente hacia el sur hasta un punto a 74 grados latitud norte, 10 grados longitud oeste; desde allí por una línea loxodrómica hasta un punto a 47 grados 30 minutos latitud norte, 50 grados longitud oeste; desde allí por una línea loxodrómica hasta un punto a 35 grados latitud norte, 60 grados longitud oeste; desde allí directamente al sur hasta un punto a 20 grados latitud norte; desde allí por una línea loxodrómica hasta un punto a 5 grados latitud norte, 24 grados longitud oeste; desde allí directamente al sur hasta el Polo Sur; desde allí directamente hacia el norte hasta un punto a 30 grados latitud sur, 90 grados longitud oeste; desde allí por una línea loxodrómica hasta un punto en el Ecuador a 97 grados longitud oeste; desde allí por una línea loxodrómica hasta un punto a 15 grados latitud norte, 120 grados longitud oeste; desde allí por una línea loxodrómica hasta un punto a 50 grados latitud norte, 170 grados longitud este; desde allí directamente hacia el norte hasta un punto a 54 grados latitud norte; desde allí por una línea loxodrómica hasta un punto a 65 grados 30 minutos latitud norte, 168 grados 58 minutos 5 segundos longitud oeste; desde allí directamente hacia el norte hasta el Polo Norte.

ARTICULO 5

Las Altas Partes Contratantes enviarán inmediatamente al Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas, de conformidad con los Artículos 51 y 54 de la Carta de San Francisco, información completa sobre las actividades desarrolladas o proyectadas en ejercicio del derecho de legítima defensa o con el propósito de mantener la paz y la seguridad interamericanas.

ARTICULO 6

Si la inviolabilidad o la integridad del territorio o la soberanía o la independencia política de cualquier Estado Americano fueren afectadas por una agresión que no sea ataque armado, o por un conflicto extra continental o intracontinental, o por cualquier otro hecho o situación que pueda poner en peligro la paz de América, el Órgano de Consulta se reunirá inmediatamente, a fin de acordar las medidas que en caso de agresión se deben tomar en ayuda del agredido o en todo caso las que convenga tomar para la defensa común y para el mantenimiento de la paz y la seguridad del Continente.

ARTICULO 7

En caso de conflicto entre dos o más Estados Americanos, sin perjuicio del derecho de legítima defensa, de conformidad con el Artículo 51 de la Carta de las Naciones Unidas, las Altas Partes Contratantes reunidas en consulta instarán a los Estados contendientes a suspender las hostilidades y a restablecer las cosas al statu quo ante bellum y tomarán, además, todas las otras medidas necesarias para restablecer o mantener la paz y la seguridad interamericanas, y para la solución del conflicto por medios pacíficos. El rechazo de la acción pacificadora será considerado para la determinación del agresor y la aplicación inmediata de las medidas que se acuerden en la reunión de consulta.

ARTICULO 8

Para los efectos de este Tratado, las medidas que el Órgano de Consulta acuerde comprenderán una o más de las siguientes: el retiro de los jefes de misión; la ruptura de las relaciones diplomáticas; la ruptura de las relaciones consulares; la interrupción parcial o total de las relaciones económicas, o de las comunicaciones ferroviarias, marítimas, aéreas, postales, telegráficas, telefónicas, radiotelefónicas o radiotelegráficas, y el empleo de la fuerza armada.

ARTICULO 9

Además de otros actos que en reunión de consulta puedan caracterizarse como de agresión, serán considerados como tales:

- a) El ataque armado, no provocado, por un Estado, contra el territorio, la población o las fuerzas terrestres, navales o aéreas de otro Estado;
- b) La invasión, por la fuerza armada de un Estado, del territorio de un Estado Americano, mediante el traspaso de las fronteras demarcadas de conformidad con un tratado, sentencia judicial, o laudo arbitral, o, a falta de fronteras así demarcadas, la invasión que afecte una región que este bajo la jurisdicción efectiva de otro Estado.

ARTICULO 10

Ninguna de las estipulaciones de este Tratado se interpretará en el sentido de menoscabar los derechos y obligaciones de las Altas Partes Contratantes de acuerdo con la Carta de las Naciones Unidas.

ARTICULO 11

Las consultas a que se refiere el presente Tratado se realizarán por medio de la Reunión de Ministros de Relaciones Exteriores de las Repúblicas Americanas que lo hayan ratificado, o en la forma o por el órgano que en lo futuro se acordare.

ARTICULO 12

El Consejo Directivo de la Unión Panamericana podrá actuar provisionalmente como órgano de consulta, en tanto no se reúna el Órgano de Consulta a que se refiere el Artículo anterior.

ARTICULO 13

Las consultas serán promovidas mediante solicitud dirigida al Consejo Directivo de la Unión Panamericana por cualquiera de los Estados signatarios que haya ratificado el Tratado.

ARTICULO 14

En las votaciones a que se refiere el presente Tratado sólo podrán tomar parte los representantes de los Estados signatarios que lo hayan ratificado.

ARTICULO 15

El Consejo Directivo de la Unión Panamericana actuara en todo lo concerniente al presente Tratado como órgano de enlace entre los Estados signatarios que lo hayan ratificado y entre estos y las Naciones Unidas.

ARTICULO 16

Los acuerdos del Consejo Directivo de la Unión Panamericana a que se refieren los Artículos 13 y 15 se adoptarán por mayoría absoluta de los Miembros con derecho a voto.

ARTICULO 17

El Órgano de Consulta adoptará sus decisiones por el voto de los dos tercios de los Estados signatarios que hayan ratificado el Tratado.

ARTICULO 18

Cuando se trate de una situación o disputa entre Estados Americanos serán excluidas de las votaciones a que se refieren los dos Artículos anteriores las partes directamente interesadas.

ARTICULO 19

Para constituir quórum en todas las reuniones a que se refieren los Artículos anteriores se exigirá que el numero de los Estados representados sea por lo menos igual al numero de votos necesarios para adoptar la respectiva decisión.

ARTICULO 20

Las decisiones que exijan la aplicación de las medidas mencionadas en el Artículo 8o serán obligatorias para todos los Estados signatarios del presente Tratado que lo hayan ratificado, con la sola excepción de que ningún Estado estará obligado a emplear la fuerza armada sin su consentimiento.

ARTICULO 21

Las medidas que acuerde el Órgano de Consulta se ejecutarán mediante los procedimientos y órganos existentes en la actualidad o que en adelante se establecieren.

ARTICULO 22

Este Tratado entrará en vigor entre los Estados que lo ratifiquen tan pronto como hayan sido depositadas las ratificaciones de las dos terceras partes de los Estados signatarios.

ARTICULO 23

Este Tratado queda abierto a la firma de los Estados Americanos, en la ciudad de Río de Janeiro y será ratificado por los Estados signatarios a la mayor brevedad, de acuerdo con sus respectivos procedimientos constitucionales. Las ratificaciones serán entregadas para su depósito a la Unión Panamericana, la cual notificará cada depósito a todos los Estados signatarios. Dicha notificación se considerará como un canje de ratificaciones.

ARTICULO 24

El presente Tratado será registrado en la Secretaría General de las Naciones Unidas por medio de la Unión Panamericana, al ser depositadas las ratificaciones de las dos terceras partes de los Estados signatarios.

ARTICULO 25

Este Tratado regirá indefinidamente pero podrá ser denunciado por cualquiera de las Altas Partes Contratantes mediante la notificación escrita a la Unión Panamericana, la cual comunicará a todas las otras Altas Partes Contratantes cada una de las notificaciones de denuncia que reciba. Transcurridos dos años a partir de la fecha en que la Unión Panamericana reciba una notificación de denuncia de cualquiera de las Altas Partes Contratantes, el presente Tratado cesará en sus efectos respecto a dicho Estado, quedando subsistente para todas las demás Altas Partes Contratantes.

ARTICULO 26

Los principios y las disposiciones fundamentales de este Tratado serán incorporados en el Pacto Constitutivo del Sistema Interamericano.

En Fe De Lo Cual, los Plenipotenciarios que suscriben, habiendo depositado sus plenos poderes, que fueron hallados en buena y debida forma, firman este Tratado, en nombre de sus respectivos Gobiernos, en las fechas que aparecen al pie de sus firmas.

Hecho en la ciudad de Río de Janeiro, en cuatro textos, respectivamente, en las lenguas española, francesa, inglesa y portuguesa, a los dos días del mes de septiembre de mil novecientos cuarenta y siete.

Sources : Organisation des États d'Amérique. Disponible sur : <http://www.oas.org/juridico/spanish/tratados/b-29.html>

ANNEXE 5 – Charte de Punta del Este

The Charter of Punta del Este, Establishing an Alliance for Progress Within the Framework of Operation Pan America; August 17, 1961 (1)

Preamble

We, the American Republics, hereby proclaim our decision to unite in a common effort to bring our people accelerated economic progress and broader social justice within the framework of personal dignity and political liberty.

Almost two hundred years ago we began in this Hemisphere the long struggle for freedom which now inspires people in all parts of the world. Today, in ancient lands, men moved to hope by the revolutions of your young nations search for liberty. Now we must give a new meaning to that revolutionary heritage. For America stands at a turning point in history. The men and women of our Hemisphere are reaching for the better life which today's skills have placed within their grasp. They are determined for themselves and their children to have decent and ever more abundant lives, to gain access to knowledge and equal opportunity for all, to end those conditions which benefit the few at the expense of the needs and dignity of the many. It is our inescapable task to fulfill these just desires-to demonstrate to the poor and forsaken of our countries, and of all lands, that the creative powers of free men hold the key to their progress and to the progress of future generations. And our certainty of ultimate success rests not alone on our faith in ourselves and in our nations but on the indomitable spirit of free man which has been the heritage of American civilization.

Inspired by these principles, and by the principles of Operation Pan America and the Act of Bogota, the American Republics hereby resolve to adopt the following program of action to establish and carry forward an Alliance for Progress.

Title I. Objective of the Alliance for Progress

It is the purpose of the Alliance for Progress to enlist the full energies of the people and governments of the American republics in a great cooperative effort to accelerate the economic and social development of the participating countries of Latin America, so that they may achieve maximum levels of well-being, with equal opportunities for all, in democratic societies adapted to their own needs and desires.

The American Republics agree to work toward the achievement of the following fundamental goals in the present decade:

1. To achieve in the participating Latin American countries a substantial and sustained growth of per capita income at a rate designed to attain, at the earliest possible date, levels of income capable of assuring self-sustaining development, and sufficient to make Latin American income levels constantly larger in relation to the levels of the more industrialized nations. In this way the gap between the living standards of Latin America and those of the more developed countries can be narrowed. Similarly, presently existing differences in income levels among the Latin American countries will be reduced by accelerating the development of the relatively less developed countries and granting them maximum priority in the distribution of resources and in international cooperation in General In evaluating the degree of relative development, account will be taken not only of average levels of real income and gross product per capita, but also of indices of infant mortality, illiteracy, and per capita daily caloric intake.

It is recognized that, in order to reach these objectives within a reasonable time, the rate of economic growth in any country of Latin America should be not less than 2.5 percent per capita per year, and that each participating country should determine its own growth target in the light of its stage of social and economic evolution, resource endowment, and ability to mobilize national efforts for development.

2. To make the benefits of economic progress available to all citizens of all economic and social groups through a more equitable distribution of national income, raising more rapidly the income and standard of living of the

needier sectors of the population, at the same time that a higher proportion of the national product is devoted to investment.

3. To achieve balanced diversification in national economic structures, both regional and functional, making them increasingly free from dependence on the export of a limited number of primary products and the importation of capital goods awhile attaining stability in the prices of exports or in income derived from exports.

4. To accelerate the process of rational industrialization so as to increase the productivity of the economy as a whole, taking full advantage of the talents and energies of both the private and public sectors, utilizing the natural resources of the country and providing productive and remunerative employment for unemployed or part-time workers. Within this process of industrialization, special attention should be given to the establishment and development of capital-goods industries.

5. To raise greatly the level of agricultural productivity and output and to improve related storage transportation, and marketing services.

6. To encourage, in accordance with the characteristics of each country, programs of comprehensive agrarian reform leading to the effective transformation, where required, of unjust structures and systems of land tenure and use, with a view to replacing latifundia and dwarf holdings by an equitable system of land tenure so that, with the help of timely and adequate credit, technical assistance and facilities for the marketing and distribution of products, the land will become for the man who works it the basis of his economic stability, the foundation of his increasing welfare, and the guarantee of his freedom and dignity.

7. To eliminate adult illiteracy and by 1970 to assure, as a minimum, access to 6 years of primary education for each school-age child in Latin America; to modernize and expand vocational, secondary and higher educational and training facilities, to strengthen the capacity for basic and applied research; and to provide the competent personnel required in rapidly-growing societies.

8. To increase life expectancy at birth by a minimum of 5 years, and to increase the ability to learn and produce, by improving individual and public health. To attain this goal it will be necessary, among other measures, to provide adequate potable water supply and sewage disposal to not less than 70 percent of the urban and 50 percent of the rural population; to reduce the mortality rate of children less than 5 years of age by at least one-half; to control the more serious communicable diseases, according to their importance as a cause of sickness, disability, and death; to eradicate those illnesses, especially malaria, for which effective techniques are known; to improve nutrition; to train medical and health personnel to meet at least minimum requirements; to improve basic health services at national and local levels; and to intensify scientific research and apply its results more fully and effectively to the prevention and cure of illness.

9. To increase the construction of low-cost houses for low-income families in order to replace inadequate and deficient housing and to reduce housing shortages; and to provide necessary public services to both urban and rural centers of population.

10. To maintain stable price levels, avoiding inflation or deflation and the consequent social hardships and maldistribution of resources, always bearing in mind the necessity of maintaining an adequate rate of economic growth.

11. To strengthen existing agreements on economic integration, with a view to the ultimate fulfillment of aspirations for a Latin American common market that will expand and diversify trade among the Latin American countries and thus contribute to the economic growth of the region.

12. To develop cooperative programs designed to prevent the harmful effects of excessive fluctuations in the foreign exchange earnings derived from exports of primary products, which are of vital importance to economic and social development; and to adopt the measures necessary to facilitate the access of Latin American exports to goals it will be necessary:

Title II. Economic and Social Development

Chapter I. Basic Requirements for Economic and Social Development

The American Republics recognize that to achieve the foregoing goals it will be necessary:

1. That comprehensive and well-conceived national programs of economic and social development, aimed at the achievement of self-sustaining growth, be carried out in accordance with democratic principles.
2. That national programs of economic and social development be based on the principle of self-help-as established in the Act of Bogota-and on the maximum use of domestic resources, taking into account the special conditions of each country.
3. That in the preparation and execution of plans for economic and social development, women should be placed on an equal footing with men.
4. That the Latin American countries obtain sufficient external financial assistance, a substantial portion of which should be extended on flexible conditions with respect to periods and terms of repayment and forms of utilization, in order to supplement domestic capital formation and reinforce their import capacity; and that, in support of well-conceived programs, which include the necessary structural reforms and measures for the mobilization of internal resources, a supply of capital from all external sources during the coming 10 years of at least 20 billion dollars be made available to the Latin American countries, with priority to the relatively less developed countries. The greater part of this sum should be in public funds.
5. That institutions in both the public and private sectors, including labor organizations, cooperatives, and commercial, industrial, and financial institutions, be strengthened and improved for the increasing and effective use of domestic resources, and that the social reforms necessary to permit a fair distribution of the fruits of economic and social progress be carried out.

Chapter II. National Development Programs

1. Participating Latin American countries agree to introduce or strengthen systems for the preparation, execution, and periodic revision of national programs for economic and social development consistent with the principles, objectives, and requirements contained in this document. Participating Latin American countries should formulate, if possible within the next eighteen months, long-term development programs. Such programs should embrace, according to the characteristics of each country, the elements outlined in the Appendix.
2. National development programs should incorporate self-help efforts directed to:
 - a. Improvement of human resources and widening of opportunities by raising general standards of education and health; improving and extending technical education and professional training with emphasis on science and technology; providing adequate remuneration for work performed, encouraging the talents of managers, entrepreneurs, and wage earners; providing more productive employment for underemployed manpower; establishing effective systems of labor relations, and procedures for consultation and collaboration among public authorities, employer associations, and labor organizations; promoting the establishment and expansion of local institutions for basic and applied research; and improving the standards of public administration.
 - b. Wider development and more efficient use of natural resources, especially those which are now idle or under-utilized, including measures for the processing of raw materials.
 - c. The strengthening of the agricultural base, progressively, extending the benefits of the land to those who work it, and ensuring in countries with Indian populations the integration of these populations into the economic, social, and cultural processes of modern life. To carry out these aims, measures should be adopted, among others, to establish or improve, as the case may be, the following services: extension, credit, technical assistance, agricultural research and mechanization; health and education; storage and distribution; cooperatives and farmers' associations; and community development.

d. More effective, rational and equitable mobilization and use of financial resources through the reform of tax structures, including fair and adequate taxation of large incomes and real estate, and the strict application of measures to improve fiscal administration. Development programs should include the adaptation of budget expenditures to development needs, measures for the maintenance of price stability, the creation of essential credit facilities at reasonable rates of interest, and the encouragement of private savings.

e. Promotion through appropriate measures, including the signing of agreements for the purpose of reducing or eliminating double taxation, of conditions that will encourage the flow of foreign investments and help to increase the capital resources of participating countries in need of capital.

f. Improvement of systems distribution and sales in order to make markets more competitive and prevent monopolistic practices.

Chapter III. Immediate and Short-term Action Measures

1. Recognizing that a number of Latin American countries, despite their best efforts, may require emergency financial assistance, the United States will provide assistance from the funds which are or may be established for such purposes. The United States stands ready to take prompt action on applications for such assistance. Applications relating to existing situations should be submitted within the next 60 days.

2. Participating Latin American countries should, in addition to creating or strengthening machinery for long-term development programming, immediately increase their efforts to accelerate their development by giving special emphasis to the following objectives:

a. The completion of projects already underway and the initiation of projects for which the basic studies have been made, in order to accelerate their financing and execution.

b. The implementation of new projects which are designed:

(1) To meet the most pressing social needs and benefit directly the greatest number of people;

(2) To concentrate efforts within each country in the less developed or more depressed areas in which particularly serious social problems exist;

(3) To utilize idle capacity or resources, particularly under-employed manpower; and

(4) To survey and assess natural resources.

c. The facilitation of the preparation and execution of long-term programs through measures designed:

(1) To train teachers, technicians, and specialists;

(2) To provide accelerated training to workers and farmers;

(3) To improve basic statistics;

(4) To establish needed credit and marketing facilities; and

(I) To improve services and administration.

3. The United States will assist in carrying out these short-term measures with a view to achieving concrete results from the Alliance for Progress at the earliest possible moment. In connection with the measures set forth above, and in accordance with the statement of President Kennedy, the United States will provide assistance under the Alliance, including assistance for the financing of short-term measures, totaling more than one billion dollars in a year ending March 1962.

Chapter IV. External Assistance in Support of National Development Programs

1. The economic and social development of Latin America will require a large amount of additional public and private financial assistance on the part of capital-exporting countries, including the members of the Development Assistance Group and international lending agencies. The measures provided for in the Act of Bogota and the new measures provided for in this Charter, are designed to create a framework within which such additional assistance can be provided and effectively utilized.

2. The United States will assist those participating countries whose development programs establish self-help measures and economic and social policies and programs consistent with the goals and principles of this Charter. To supplement the domestic efforts of such countries, the United States is prepared to allocate resources which, along with those anticipated from other external sources, will be of a scope and magnitude adequate to realize the goals envisaged in this Charter. Such assistance will be allocated to both social and economic development and, where appropriate, will take the form of grants or loans on flexible terms and conditions. The participating countries will request the assistance of other capital-exporting countries and appropriate institutions so that they may provide assistance for the attainment of these objectives.

3. The United States will assist in the financing of technical assistance projects proposed by a participating country or by the General Secretariat of the Organization of American States for the purpose of:

a. Providing experts contracted in agreement with governments to work under their direction and to assist them in the preparation of specific investment projects and the strengthening of national mechanisms for preparing projects, using specialized engineering firms where appropriate;

b. Carrying out, pursuant to existing agreements for cooperation among the General Secretariat of the Organization of American States, the Economic Commission for Latin America, and the Inter-American Development Bank, field investigations and studies, including those relating to development problems, the organization of national planning agencies and the preparation of development programs, agrarian reform and rural development, health, cooperatives, housing, education and professional training, and taxation and tax administration; and

c. Convening meetings of experts and officials on development and related problems.

The governments or above mentioned organizations should, when appropriate, seek the cooperation of the United Nations and its specialized agencies in the execution of these activities.

4. The participating Latin American countries recognize that each has in varying degree a capacity to assist fellow republics by providing technical and financial assistance. They recognize that this capacity will increase as their economies grow. They therefore affirm their intention to assist fellow republics increasingly as their individual circumstances permit.

Chapter V. Organization and Procedures

1. In order to provide technical assistance for the formulation of development programs, as may be requested by participating nations, the Organization of American States, the Economic Commission for Latin America, and the Inter-American Development Bank will continue and strengthen their agreements for coordination in this field in order to have available a group of programming experts whose service can be used to facilitate the implementation of this Charter. The participating countries will also seek an intensification of technical assistance from the specialized agencies of the United Nations for the same purpose.

2. The Inter-American Economic and Social Council, on the joint nomination of the Secretary General of the Organization of American States, the President of the Inter-American Development Bank, and the Executive Secretary of the United Nations Economic Commission for Latin America, will appoint a panel of nine high-level experts, exclusively on the basis of their experience, technical ability, and competence in the various aspects of economic and social development. The experts may be of any nationality, though if of Latin American origin an appropriate geographical distribution will be sought. They will be attached to the Inter-American Economic and Social Council, but will nevertheless enjoy complete autonomy in the performance of their duties.

They may not hold any other remunerative position. The appointment of these experts will be for a period of three years, and may be renewed.

3. Each government, if it so wishes, may present its program for economic and social development for consideration by an ad hoc committee, composed of no more than three members drawn from the panel of experts referred to in the preceding paragraph together with an equal number of experts not on the panel. The experts who compose the ad hoc committee will be appointed by the Secretary General of the Organization of American States at the request of the interested government and with its consent.

4. The committee will study the development program, exchange opinions with the interested government as to possible modifications and, with the consent of the governments report its conclusions to the Inter-American Development Bank and to other governments and institutions that may be prepared to extend external financial and technical assistance in connection with the execution of the program.

5. In considering a development program presented to it, the ad hoc committee will examine the consistency of the program with the principles of the Act of Bogota and of this Charter, taking into account the elements in the Appendix.

6. The General Secretariat of the Organization of American States will provide the personnel needed by the experts referred to in paragraphs 2 and 3 of this Chapter in order to fulfill their tasks. Such personnel may be employed specifically for this purpose or may be made available from the permanent staffs of the Organization of American States, the Economic Commission for Latin America, and the Inter-American Development Bank, in accordance with the present liaison arrangements between the three organizations. The General Secretariat of the Organization of American States may seek arrangements with the United Nations Secretariat, its specialized agencies and the Inter-American Specialized Organizations, for the temporary assignment of necessary personnel.

7. A government whose development program has been the object of recommendations made by the ad hoc committee with respect to external financing requirements may submit the program to the Inter-American Development Bank so that the Bank may undertake the negotiations required to obtain such financing, including the organization of a consortium of credit institutions and governments disposed to contribute to the continuing and systematic financing, on appropriate terms, of the development program. However, the government will have full freedom to resort through any other channels to all sources of financing, for the purpose of obtaining, in full or in part, the required resources.

The ad hoc committee shall not interfere with the right of each government to formulate its own goals, priorities, and reforms in its national development programs.

The recommendations of the ad hoc committee will be of great importance in determining the distribution of public funds under the Alliance for Progress which contribute to the external financing of such programs. These recommendations shall give special consideration of Title I 1.

The participating governments will also use their good offices to the end that these recommendations may be accepted as a factor of great importance in the decisions taken, for the same purpose, by inter-American credit institutions, other international credit agencies, and other friendly governments which may be potential sources of capital.

8. The Inter-American Economic and Social Council will review annually the progress achieved in the formulation, national implementation and international financing of development programs and will submit to the Council of the Organization of American States such recommendations as it deems pertinent.

Appendix

Elements of National Development Programs

1. The establishment of mutually consistent targets to be aimed at over the program period in expending productive capacity in industry, agriculture, mining, transport, power and communications, and in improving conditions of urban and rural life, including better housing, education and health.

2. The assignment of priorities and the description of methods to achieve the targets, including specific measures and major projects. Specific development projects should be justified in terms of their relative costs and benefits, including their contribution to social productivity.
3. The measures which will be adopted to direct the operations of the public sector and to encourage private action in support of the development program.
4. The estimated cost, in national and foreign currency, of major projects and of the development program as a whole, year by year over the program period.
5. The internal resources, public and private, estimated to become available for the execution of the programs.
6. The direct and indirect effects of the programs on the balance of payments, and the external financing, public and private, estimated to be required for the execution of the program.
7. The basic fiscal and monetary policies to be followed in order to permit implementation of the program within a framework of price stability.
8. The machinery of public administration-including relationships with local governments, decentralized agencies and non-governmental organizations, such as labor organizations, cooperatives, business and industrial organizations-to be used in carrying out the program, adapting it to changing circumstances and evaluating the progress made.

Title III. Economic Integration of Latin America

The American Republics consider that the broadening of present national markets in Latin America is essential to accelerate the process of economic development in the hemisphere. It is also an appropriate means for obtaining greater productivity through specialized and complementary industrial production which will, in turn, facilitate the attainment of greater social benefits for the inhabitants of the various regions of Latin America. The broadening of markets will also make possible the better use of resources under the Alliance for Progress. Consequently, the American Republics recognize that:

1. The Montevideo Treaty (because of its flexibility and because it is open to adherence of all of the Latin American nations) and the Central American Treaty of Economic Integration are appropriate instruments for the attainment of these objectives, as was recognized in Resolution No. 11 (III) of the Ninth Session of the Economic Commission for Latin America.
2. The integration process can be intensified and accelerated not only by the specialization resulting from the broadening of markets through the liberalization of trade but also through the use of such instruments as the agreements of complementary production within economic sectors provided for in the Montevideo Treaty.
3. In order to assure the balanced and complementary economic expansion of all of the countries involved, the integration process should take into account, on a flexible basis, the condition of countries at a relatively advanced stage of economic development, permitting them to be granted special, fair, and equitable treatment.
4. In order to facilitate economic in Latin America, it is advisable to establish effective relationships between the Latin American Free Trade Association and the group of countries adhering to the Central American Economic Integration Treaty, as well as between either of these groups and other Latin American countries. These arrangements should be established within the limits determined by these instruments.
5. The Latin American countries should coordinate their actions to meet the unfavorable treatment accorded to their foreign trade in world markets, particularly that resulting from certain restrictive and discriminatory policies of extra-continental countries and economic groups.
6. In the application of resources under the Alliance for Progress, special attention should be given not only to investments for multinational projects that will contribute to strengthening the integration process in all its

aspects, but also to the necessary financing of industrial production, and to the growing expansion of trade in industrial products within Latin America.

7. In order to facilitate the participation of countries at a relatively lower stage of economic development in multinational Latin American economic cooperation programs, and in order to promote the balanced and harmonious development of the Latin American integration process, special attention should be given to the needs of these countries in the administration of financial resources provided under the Alliance for Progress, particularly in connection with infrastructure programs and the promotion of new lines of production.

8. The economic integration process implies a need for additional investment in various fields of economic activity and funds provided under the Alliance for Progress should cover these needs as well as those required for the financing of national development programs.

9. When groups of Latin American countries have their own institutions for financing economic integration, the financing referred to in the preceding paragraph should preferably be channeled through these institutions. With respect to regional financing designed to further the purposes of existing regional integration instruments, the cooperation of the Inter-American Development Bank should be sought in channeling extra-regional contributions which may be granted for these purposes.

10. One of the possible means for making effective a policy for the financing of Latin American integration would be to approach the International Monetary Fund and other financial sources with a view to providing a means for solving temporary balance-of-payments problems that may occur in countries participating in economic integration arrangements.

11. The promotion and coordination of transportation and communications systems is an effective way to accelerate the integration process. In order to counteract abusive practices in relation to freight rates and tariffs, it is advisable to encourage the establishment of multinational transport and communication enterprises in the Latin American countries, or to find other appropriate solutions.

12. In working toward economic integration and complementary economies, efforts should be made to achieve an appropriate coordination of national plans, or to engage in joint planning for various economies through the existing regional integration organizations. Efforts should also be made to promote an investment policy directed to the progressive elimination of unequal growth rates in the different geographic areas, particularly in the case of countries which are relatively less developed.

13. It is necessary to promote the development of national Latin American enterprises, in order that they may compete on an equal footing with foreign enterprises.

14. The active participation of the private sector is essential to economic integration and development, and except in those countries in which free enterprise does not exist, development planning by the pertinent national public agencies, far from hindering such participation, can facilitate and guide it, thus opening new perspectives for the benefit of the community.

15. As the countries of the Hemisphere still under colonial domination achieve their independence, they should be invited to participate in Latin American economic integration programs.

Title IV. Basic Export Commodities

The American Republics recognize that the economic development of Latin America requires expansion of its trade, a simultaneous and corresponding increase in foreign exchange incomes received from exports, a lessening of cyclical or seasonal fluctuations in the incomes of those countries that still depend heavily on the export of raw materials, and the correction of the secular deterioration in their terms of trade.

They therefore agree that the following measures should be taken:

Chapter I. National Measures

National measures affecting commerce in primary products should be directed and applied in order to:

1. Avoid undue obstacles to the expansion of trade in these products;
2. Avoid market instability;
3. Improve the efficiency of international plans and mechanisms for stabilization; and
4. Increase their present markets and expand their area of trade at a rate compatible with rapid development.

Therefore:

A. Importing member countries should reduce and if possible eliminate, as soon as feasible, all restrictions and discriminatory practices affecting the consumption and importation of primary products, including those with the highest possible degree of processing in the country of origin, except when these restrictions are imposed temporarily for purposes of economic diversification, to hasten the economic development of less developed nations, or to establish basic national reserves. Importing countries should also be ready to support, by adequate regulations, stabilization programs for primary products that may be agreed upon with producing countries.

B. Industrialized countries should give special attention to the need for hastening economic development of less developed countries. Therefore, they should make maximum efforts to create conditions, compatible with their international obligations, through which they may extend advantages to less developed countries so as to permit the rapid expansion of their markets. In view of the great need for this rapid development, industrialized countries should also study ways in which to modify, wherever possible, international commitments which prevent the achievement of this objective.

C. Producing member countries should formulate their plans for production and export, taking account of their effect on world markets and of the necessity of supporting and improving the effectiveness of international stabilization programs and mechanisms. Similarly they should try to avoid increasing the uneconomic production of goods which can be obtained under better conditions in the less developed countries of the Continent, in which the production of these goods is an important source of employment.

D. Member countries should adopt all necessary measures to direct technological studies toward finding new uses and byproducts of those primary commodities that are most important to their economies.

E. Member countries should try to reduce, and, if possible, eliminate within a reasonable time export subsidies and other measures which cause instability in the markets for basic commodities and excessive fluctuations in prices and income.

Chapter II. International Cooperation Measures

1. Member countries should make coordinated, and if possible, joint efforts designed:

- a. To eliminate as soon as possible undue protection of the production of basic products;
- b. To eliminate taxes and reduce excessive domestic prices which discourage the consumption of imported basic products;
- c. To seek to end preferential agreements and other measures which limit world consumption of Latin American basic products and their access to international markets, especially the markets of Western European countries in process of economic integration, and of countries with centrally planned economies; and
- d. To adopt the necessary consultation mechanisms so that their marketing policies will not have damaging effects on the stability of the markets for basic commodities.

2. Industrialized countries should give maximum cooperation to less developed countries so that their raw material exports will have the greatest degree of processing that is economic.

3. Through their representation in international financial organizations, member countries should suggest that these organizations, when considering loans for the promotion of production for export, take into account the effect of such loans on products which are in surplus in world markets.

4. Member countries should support the efforts being made by international commodity study groups and by the Commission on International Commodity Trade of the United Nations. In this connection, it should be considered that producing and consuming nations bear a joint responsibility for taking national and international steps to reduce market instability.

b. The Secretary General of the Organization of American States shall convene a group of experts appointed by their respective Governments to meet before November 30, 1961 and to report, not later than March 31, 1962 on measures to provide an adequate and effective means of offsetting the effects of fluctuations in the volume and prices of exports of basic products. The experts shall:

a. Consider the questions regarding compensatory financing raised during the present meeting;

b. Analyze the proposal for establishing an international fund for the stabilization of export receipts contained in the Report of the Group of Experts to the Special Meeting of the InterAmerican Economic and Social Council, as well as any other alternative proposals;

c. Prepare a draft plan for the creation of mechanisms for compensatory financing. This draft plan should be circulated among the member Governments and their opinions obtained well in advance of the next meeting of the Commission on International Commodity Trade.

6. Member countries should support the efforts under way to improve and strengthen international commodity agreements and should be prepared to cooperate in the solution of specific commodity problems. Furthermore they should endeavor to adopt adequate solutions for the short- and long-term problems affecting markets for such commodities so that the economic interests of producers and consumers are equally safeguarded.

7. Member countries should request other producer and consumer countries to cooperate in stabilization programs, bearing in mind that the raw materials of the Western Hemisphere are also produced and consumed in other parts of the world.

8. Member countries recognize that the disposal of accumulated reserves and surpluses can be a means of achieving the goals outlined in the first chapter of this Title, provided that, along with the generation of local resources, the consumption of essential products in the receiving countries is immediately increased. The disposal of surpluses and reserves should be carried out in an orderly manner, in order to:

a. Avoid disturbing existing commercial markets in member countries; and

b. Encourage expansion of the sale of their products to other markets.

However it is recognized that:

a. The disposal of surpluses should not displace commercial sales of identical products traditionally carried out by other countries; and

b. Such disposal cannot substitute for large scale financial and technical assistance programs.

IN WITNESS WHEREOF this Charter is signed, in Punta del Este, Uruguay, on the seventeenth day of August, nineteen hundred sixty-one.

The original texts shall be deposited in the archives of the Pan American Union, through the Secretary General of the Special Meeting, in order that certified copies may be sent to the Governments of the Member States of the Organization of American States.

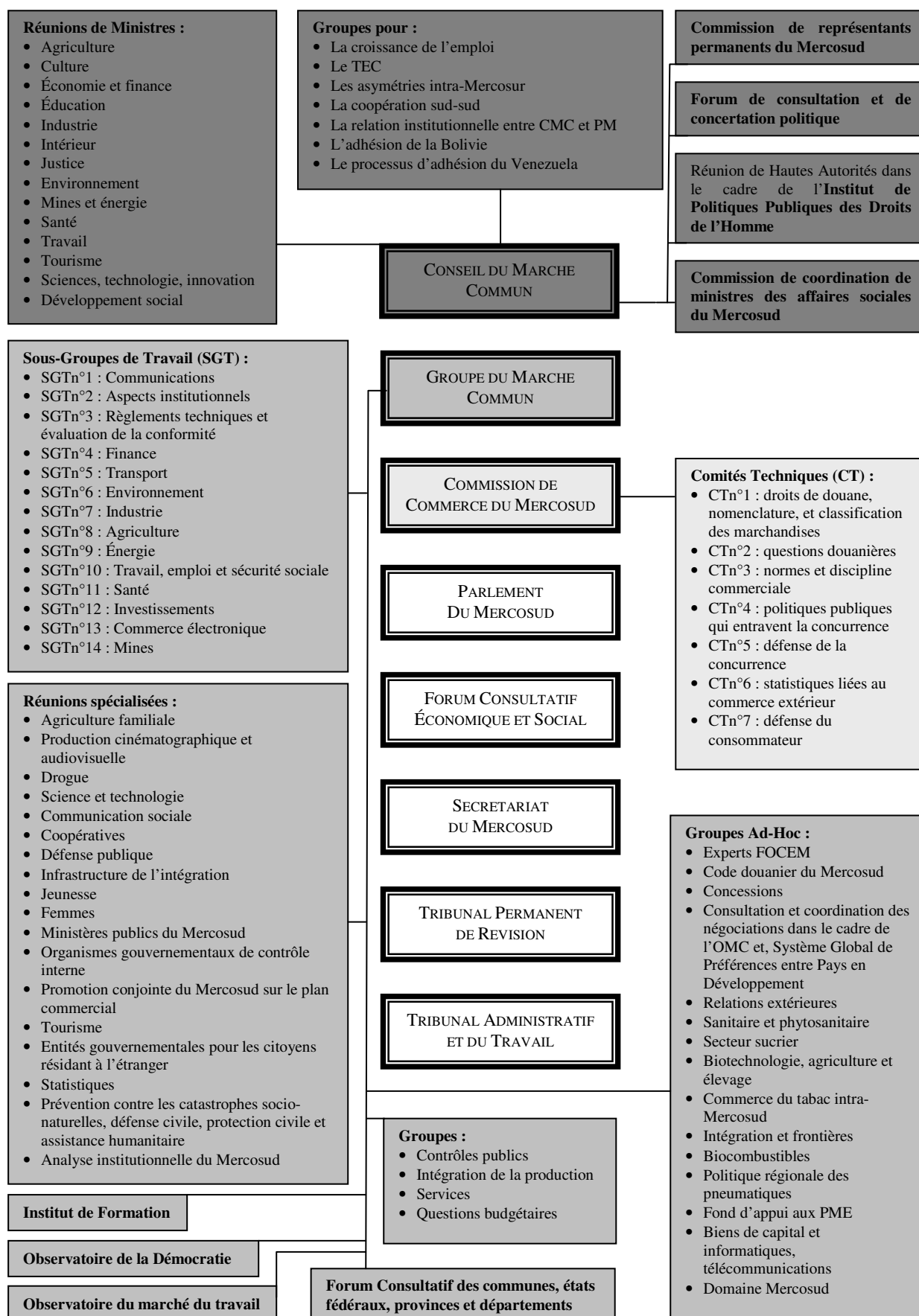
The records of the Conference include a statement that the only authoritative text of agreements reached during the Conference is contained in the Charter of Punta del Este and in the specific resolutions passed by the Conference.

(1) The special meeting of the Inter-American Economic and Social Council which began at Punta del Este Uruguay on August 5, 1961, was concluded on August 17, 1961, with the signing of a declaration and a charter by all members of the Organization of American states except Cuba.

Sources:

U.S. GOVERNMENT. The Charter of Punta del Este, establishing an Alliance for Progress within the framework of operation Pan America: august 17, 1961 [en ligne]. New Haven : Yale University Library, 2008. Disponible sur : http://avalon.law.yale.edu/20th_century/intam16.asp

ANNEXE 6 – Structure institutionnelle du Mercosud



Sources : élaboration et traduction propres à partir de www.mercosur.int/show?contentid=492&channel=secretaria

VISTO:

El Artículo 10 del "Tratado de Asunción", la "Declaración de los Presidentes del MERCOSUR en Relación con la Unión Europea" del 5 de agosto de 1994, la "Declaración Solemne Conjunta entre el Consejo de la Unión Europea y la Comisión Europea, por una parte y los Estados Partes del MERCOSUR, por la otra" del 22 de diciembre de 1994.

CONSIDERANDO:

Que, en el marco de su estrategia de relacionamiento externo, el MERCOSUR propicia la celebración de acuerdos que acrecienten sus vínculos con otros países y bloques de países.

Que en la Declaración Solemne Conjunta, el MERCOSUR y la Unión Europea se comprometieron a concluir un Acuerdo Marco Interregional que abarque la cooperación económica y comercial, a los efectos de iniciar el proceso que lleve a la suscripción de un Acuerdo de Asociación Interregional.

Que el MERCOSUR y la Unión Europea adoptaron el compromiso de iniciar las negociaciones del Acuerdo Marco en el transcurso del año 1995, y de concluirlo, de ser posible, en el mismo año.

Que, en consecuencia, es necesario definir el cronograma de reuniones negociadoras entre el MERCOSUR y la Unión Europea.

EL CONSEJO DEL MERCADO COMÚN DECIDE:

Art.1.- Iniciar negociaciones con la Unión Europea para la suscripción de un Acuerdo Marco Interregional, que sea preparatorio de la Asociación Interregional entre el MERCOSUR y la Unión Europea.

Art. 2.- Delegar al Grupo Mercado Común la realización de las negociaciones mencionadas en el Artículo 1°.

Art. 3.- La posición del MERCOSUR para negociar con la Unión Europea será la siguiente:

- El objetivo de la negociación es la celebración de un Acuerdo Marco Interregional entre el MERCOSUR y la Unión Europea, que cubra la cooperación económica y comercial, así como la preparación de la liberación comercial entre ambas regiones.

- Este Acuerdo Marco constituirá una etapa intermedia en el objetivo de alcanzar una Asociación Interregional política y económica entre el MERCOSUR y la Unión Europea. La Asociación Interregional estará fundada en una mayor cooperación política, así como en la liberación progresiva y recíproca de todo el comercio, la promoción de las inversiones y mayor cooperación.

- El Acuerdo Marco se fundará en los principios democráticos y en el respeto y promoción de los derechos humanos, comunes a la política exterior de los países que integran ambas regiones.

- El Acuerdo de Cooperación Interinstitucional entre la U.E. y el MERCOSUR celebrado en 1992, será sustituido por el futuro Acuerdo Marco.

- Los Acuerdos bilaterales de cooperación existentes entre los países del MERCOSUR y la Unión Europea seguirán vigentes.

- El paso del Acuerdo Marco a la Asociación Interregional será determinado de común acuerdo entre las Partes según los avances realizados en la preparación de la liberación comercial.

- La liberación comercial se ajustará a las reglas de la OMC y tendrá en cuenta la sensibilidad de ciertos productos, no excluyendo a priori de la negociación ningún sector del comercio actual o potencial entre ambas regiones.

- Se preverá la creación de una Comisión Mixta con representantes de alto nivel del MERCOSUR, por una parte, y de la Unión Europea, por la otra, que se reunirá por lo menos una vez al año; la cual podrá constituir comités para desarrollar los distintos aspectos del Acuerdo.

- La preparación de la liberación comercial estará a cargo de un Comité Comercial dependiente de la Comisión Mixta.

- El Acuerdo Marco deberá incluir un ámbito comercial, que se ocupará de la preparación para la liberación comercial; un ámbito económico, que podrá incluir entre otros los sectores agrícola, industrial, de inversiones, transporte, y ciencia y tecnología; un ámbito para las relaciones y la cooperación interinstitucionales, un ámbito de cooperación para la integración y otros ámbitos que se decida crear.

Art. 4.- El MERCOSUR celebrará las siguientes reuniones negociadoras con la Unión Europea:

- Primera reunión: 14 y 15 de septiembre, en Bruselas

- Segunda reunión: 28 y 29 de septiembre, en Montevideo

- Tercera reunión: si fuera necesario, en octubre (en Bruselas).

Las fechas indicadas y la cantidad de reuniones podrán ser modificadas, de ser necesario, por el Grupo Mercado Común de común acuerdo con la Comisión de la Unión Europea.

VIII CMC - Asunción, 5/VIII/95

ANNEXE 8 – UE - COM504 - COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO para una intensificación de la política de la Unión europea respecto de Mercosur

COMISION DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

Bruselas, 10.11.1994

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO PARA UNA INTENSIFICACIÓN DE LA POLÍTICA DE LA UNIÓN EUROPEA RESPECTO DE MERCOSUR

En sus conclusiones de los días 24 y 25 de junio de 1994 en Corfú, "el Consejo Europeo reafirma la importancia que concede a sus relaciones con los países de América Latina y sus agrupaciones regionales. Expresa su satisfacción ante los avances conseguidos en el campo de la democracia y del respeto de los derechos humanos, de la paz y del desarme, de las reformas económicas y de la integración regional.

A este respecto, el Consejo Europeo se congratula por la adhesión de México a la OCDE y expresa su deseo de intensificar sus relaciones políticas y económicas con este país. También confirma la intención de la Unión Europea de intensificar sus relaciones con Mercosur, e invita al Consejo y a la Comisión a seguir estudiando esta cuestión"(1)

Estas conclusiones habían sido precedidas por una declaración del Consejo de Asuntos Generales de los días 13 y 14 de junio, que había "expresado su deseo de intensificar las relaciones entre la Unión Europea y esta importante agrupación regional de América Latina". El Consejo también había tomado nota en esta ocasión del avance de las tareas de la Comisión en relación con este expediente, e indicó que examinaría una comunicación de la Comisión en otoño.

Los Ministros de Asuntos Exteriores de la Unión Europea, reunidos unos meses antes en Sao Paulo con sus homólogos de Mercosur, se pusieron de acuerdo para "intensificar su cooperación con vistas a alcanzar objetivos más ambiciosos". Con este fin, "la Comisión Europea presentará próximamente un informe al Consejo".

La presente Comunicación de la Comisión al Consejo y al Parlamento Europeo tiene como objetivo responder a las demandas formuladas por el Consejo «Europeo y por el Consejo de Ministros, y hace hincapié en:

- Los desafíos estratégicos de la relación Comunidad Europea-Mercosur.
- La evaluación del desarrollo de Mercosur y un examen de sus relaciones actuales con la Comunidad Europea.
- Una propuesta de estrategia a largo plazo.
- Una recomendación sobre el enfoque a seguir a corto plazo para dotarse de un marco de relaciones que permita alcanzar el objetivo a largo plazo.

I- OBJETIVOS ESTRATÉGICOS DE LA RELACIÓN COMUNIDAD EUROPEA-MERCOSUR

a) Avance de la integración regional

En este fin del siglo XX dos fenómenos fundamentales dominan el escenario internacional: el fin de la guerra fría y la creciente universalización de los flujos económicos y financieros. La liberalización internacional de los intercambios y la afirmación de las leyes del mercado, consagradas en particular por la Ronda Uruguay, reducen los márgenes de maniobra de las naciones aisladas.

En este contexto y en relación con este proceso, existe el riesgo de que surjan bloques regionales cerrados. A la Comunidad Europea le interesa garantizar que los movimientos de integración y de regionalización se hagan con espíritu de apertura.

En efecto, la creciente universalización de los flujos económicos y financieros va a la par con un movimiento de regionalización de los intercambios. La Comunidad Europea, por su grado de integración, es el ejemplo más antiguo y más logrado de este movimiento. El ejemplo más reciente es la creación de ALEÑA, que ejerce actualmente una atracción sobre ciertos países del continente latinoamericano. Otro conjunto regional se está constituyendo al mismo tiempo: Mercosur.

La decisión de crear la unión aduanera de Mercosur a partir del 1 de enero de 1995 constituye un salto cualitativo de fundamental importancia para el futuro desarrollo del cono sur del continente. Mercosur se revela ya como un polo de atracción para otros países latinoamericanos. Cabe señalar a este respecto que Chile y Bolivia han expresado su intención de asociarse a Mercosur en un futuro próximo.

La integración regional, concebida con espíritu de apertura, va acompañada por un crecimiento de los intercambios exteriores, tal como lo ha demostrado la experiencia europea (por lo demás, el artículo XXIV del GATT autoriza los acuerdos comerciales de carácter regional supeditándolos a estos efectos positivos). Más aun, es un factor de aproximación de los pueblos: la definición de políticas de acompañamiento, la ampliación del "regionalismo" a campos como el de las normas, las legislaciones económicas, el derecho de la competencia, los impuestos e incluso la moneda, crean solidaridades de hecho. Por último, la integración regional es un factor de racionalización de las relaciones exteriores y de la cooperación internacional.

b) Situación de Mercosur en las relaciones CE-América Latina

Las relaciones de la Unión Europea con el conjunto de América Latina se han desarrollado a tres niveles:

- A nivel regional con el Grupo de Río, con el que la UE mantiene un diálogo político institucional desde 1990,
- A nivel subregional con los países de América central, con los que la UE mantiene el diálogo de "San José" desde 1984,

- A nivel bilateral con los diferentes países y agrupaciones de países (Pacto Andino y América central) con los que la CE ha celebrado acuerdos de cooperación llamados de "tercera generación".

De cara a una América Latina que cambia rápidamente y presenta nuevas oportunidades y desafíos, la UE no puede limitarse a intensificar sus relaciones con el conjunto de América Latina, sino que debe tener también en cuenta en sus relaciones las particularidades regionales o nacionales.

Queda entendido que una estrategia de la UE encaminada a intensificar sus relaciones con Mercosur, México y, en su caso, con otras regiones latinoamericanas, no puede cuestionar el diálogo con el Grupo de Río. Esta estrategia debe considerarse más bien como una profundización y una continuación de ese diálogo, dentro del cual los intereses de la UE exigen ineludiblemente reconocer y tener en cuenta los caracteres específicos regionales. Ello quiere decir que la nueva estrategia propuesta por la UE respecto a Mercosur no debe establecerse de manera aislada, sino que debe integrarse en una estrategia global de la UE respecto a los países latinoamericanos» y en particular respecto al Grupo de Río.

c) Carácter específico de Mercosur

La intensificación de las relaciones UE-Mercosur se basa sobre los intereses recíprocos de ambas partes.

El interés de la UE por una intensificación de los vínculos con Mercosur es a la vez de orden político y económico. A nivel político, cabe mencionar el interés de una consolidación de los sistemas democráticos, los valores comunes compartidos con la UE, y el deseo de estos países de mantener un equilibrio de relaciones con los Estados Unidos y Europa.

Mercosur, consagrando los profundos cambios producidos durante estos últimos años en la región y deseando vincular su desarrollo al desarrollo mundial, tiene como objetivo, más allá de la liberalización de los intercambios comerciales, alcanzar el estatuto de interlocutor de pleno derecho en el escenario político mundial.

La Comunidad Europea ha comprendido este objetivo y ha alentado desde el principio el deseo de integración económica y política de los cuatro países signatarios del Tratado de Asunción.

Este deseo resulta tanto más justificado a nivel económico si se tiene en cuenta que los socios en cuestión representan 200 millones de habitantes, y que Mercosur, con un producto interior bruto superior a 600.000 millones de USD, ocupa el cuarto puesto en la lista de los grandes conjuntos económicos.

Clasificación de las potencias económicas en función de su PIB
(miles de millones de USD, 1992) Fuente: Banco Mundial

ALEÑA	6.765
UE	6.744
Japón	3.507
Mercosur	642
Rusia	397
ASEAN (sin Brunei)	375
México	294
Magreb	90

Se trata, por otra parte, de países de economía de mercado, que disponen de un gran potencial de crecimiento ("zona de prosperidad emergente"), que cuentan con enormes recursos naturales, y en los que se da una demanda creciente de productos de consumo y de capital.

Los intereses de Mercosur se manifiestan también en el orden político y económico: en primer lugar, los cuatro países esperan un apoyo político de la CE para la democratización, para la integración de sus economías y para equilibrar la influencia de los Estados Unidos en la región. En el ámbito económico, la CE representa un mercado interesante para los productos de Mercosur, con un acceso relativamente fácil (contrariamente a otros socios) y una fuente de capital, de tecnología moderna y de cooperación.

Aunque todavía queda mucho por hacer, la consolidación de Mercosur es un elemento clave de progreso a medio y largo plazo para los países miembros y para el conjunto de la región. Con todo, requiere el cumplimiento de dos condiciones: la irreversibilidad de todos los compromisos adoptados en Mercosur y un reconocimiento indiscutido a nivel internacional.

En estos dos puntos, la Comunidad Europea resulta un interlocutor de primera categoría. En primer lugar, porque, gracias a su integración, puede constituir una referencia para los partidarios de la integración regional. En segundo lugar, porque puede apoyarlos con sus experiencias. Finalmente y sobre todo porque, aunque la geografía separe a los miembros de la Unión y a los miembros de Mercosur, la Historia y la Cultura los acercan.

II- EVOLUCIÓN DE MERCOSUR

El Mercado Común del Sur (MERCOSUR) nació el 26 de marzo de 1991 con la firma del Tratado de Asunción por Argentina, Brasil, Paraguay y Uruguay. Esta iniciativa marca a la vez un resultado y una nueva determinación. En efecto, consagra el acercamiento entre Argentina y Brasil desde 1986 (Programa PICAB) y una intensificación del deseo de construir el futuro en un contexto de integración regional.

Mercosur tiene claramente como objetivo intensificar la competitividad de los miembros de cara a la creciente universalización de los flujos económicos y comerciales, y concede prioridad a la creación de una unión aduanera a partir del 1 de enero de 1995.

Sin embargo, abarca de iure un ámbito mucho más amplio, ya que el programa aprobado en la Cumbre del Consejo de Mercosur (que reunió a los ministros de Asuntos Exteriores y de Economía de los países miembros) de Las Lenas (27 de junio de 1992) incluía temas como las

políticas fiscales y monetarias, la política industrial y tecnológica, la política agrícola, la coordinación de las políticas macroeconómicas, etc.

Pese a cierto escepticismo inicial, resulta notable el trabajo realizado en tres años por una organización cuyo estatuto jurídico sólo se fijará definitivamente dentro de unos meses. Las principales decisiones adoptadas en la última Cumbre de Presidentes en Buenos Aires el 5 de agosto de 1994 dan testimonio de ello:

- Un arancel aduanero común que se sitúa generalmente entre el 0% y el 20% (un máximo del 14% para los bienes de equipo con un tipo único en 2001; un máximo del 16% para los productos informáticos con un tipo único en 2006; listas de excepciones, etc.);
- Normas de origen para los productos excluidos del arancel aduanero común;
- Definición de las condiciones de explotación de las zonas francas;
- Creación de una Comisión Comercial encargada del seguimiento de las disposiciones adoptadas y de eventuales negociaciones de acuerdos comerciales con terceros interlocutores.

En el curso de la Cumbre de Buenos Aires, Chile y Bolivia expresaron su deseo de asociarse a Mercosur. Las más altas autoridades políticas de estos últimos países participaron en esta Cumbre y sentaron las bases para una negociación de "acuerdos de complementariedad económica" con vistas a crear una zona de libre comercio que abarque aspectos arancelarios, no arancelarios, de integración física y de protección de inversiones y servicios y, por último, hacer posible su participación, en calidad de observadores, en las futuras reuniones de Mercosur.

El objetivo del 1 de enero de 1995 representa un ambicioso desafío y marcará un hito en la historia de Mercosur. Al mismo tiempo deberán crearse instituciones capaces de representar internacionalmente a Mercosur y dirigir su proceso de integración.

III- RELACIONES CE-MERCOSUR: Antecedentes y perspectivas

a) Flujos comerciales:

La Comunidad Europea es tradicionalmente el primer socio comercial de Mercosur, con un 26% del total de los intercambios comerciales realizados entre 1985 y 1992. Esta relación privilegiada se da también en los intercambios con cada uno de los países que lo integran.

La ampliación a nuevos miembros haría ganar a la Comunidad Europea dos unidades de cuota de mercado, pasando del 26% al 28% (cifras de 1992).

Aunque el saldo de los intercambios sea ampliamente positivo para Mercosur (46 000 millones de USD durante el período 1985-1992), a partir de 1990 la Comunidad Europea incrementó muy considerablemente sus exportaciones hacia Mercosur (más del 40% entre 1992 y 1993, por ejemplo), consagrándolo como el mercado más dinámico para los exportadores europeos.

En términos de dimensiones de mercado interior, Mercosur ya dispone de un importante número de consumidores de ingresos elevados. Su dinamismo económico actual, unido a su potencial demográfico, hacen prever la creación a medio plazo de un mercado regional significativo. Estas necesidades de consumo directo vienen a añadirse a las de bienes intermedios y equipos necesarios para el desarrollo de su potencial industrial local y de exportación.

En este contexto, hay que señalar que el comercio exterior de Mercosur evoluciona desde 1988 a un ritmo superior al 10% anual, lo que representa un dinamismo excepcional, muy superior al de la producción interior bruta. Ello es también consecuencia de la prioridad que concede Mercosur a la apertura de su economía.

De este modo, se observa un crecimiento muy fuerte de los intercambios comerciales en el mismo Mercosur (el 100% entre 1990 y 1993), así como una aceleración de los flujos con el continente latinoamericano (cerca del 20% anual desde 1990).

Mercosur, en cuanto exportador a las regiones más industrializadas, sigue estando especializado fundamentalmente en los productos de primera transformación, salvo el sector agroalimentario. No obstante, sus exportaciones al continente latinoamericano tienen una proporción creciente de valor añadido, lo que lo consagra como plataforma de cobertura del continente.

Hay que recalcar que la aplicación del capítulo agrario de la Ronda Uruguay supondrá un mejor acceso a los mercados europeos de determinadas exportaciones agrarias de los países de Mercosur. En efecto, algunos contenciosos comerciales de carácter agrario han sido resueltos en el marco de la Ronda Uruguay.

Mercosur, en cuanto importador, diversifica sus compras y aprovecha al máximo la competencia entre Europa, América del Norte y Asia. Importa prioritariamente de la Comunidad bienes de equipo (máquinas, herramientas, mecánica, aeronáutica, etc.) y productos químicos.

b) Inversiones

La Comunidad Europea es el primer inversor extranjero en Mercosur, donde se sitúa el 70% de las existencias de inversiones directas europeas en América Latina. Hay que señalar que la presencia de capitales europeos es también un hecho en los cuatro socios de Mercosur y, en particular, que únicamente la Comunidad Europea ha incrementado sus inversiones en Paraguay y en Uruguay durante los últimos años. En su mayor parte, estas inversiones se llevaron a cabo en el sector industrial (70%), habiéndose producido más recientemente una aceleración de flujos hacia los servicios y mercados financieros locales. Los centros financieros de Buenos Aires, Sao Paulo y Río de Janeiro han desarrollado una fuerte capacidad de atracción en los últimos años.

Las políticas de privatización iniciadas a partir de 1988 por Mercosur obtuvieron un eco muy favorable entre los agentes internacionales y más particularmente europeos, que participaron en ellas de manera muy significativa. A título de ejemplo, Europa es el primer inversor extranjero en el programa argentino, con cerca del 25% de los capitales ofrecidos.

Los intercambios de servicios son escasos por el momento, ya que a menudo se trata de actividades de carácter local. Este ámbito constituirá sin duda un segmento importante en un futuro muy próximo. Puede desarrollarse la cooperación en sectores como, por ejemplo, ciertas infraestructuras pesadas, las redes de distribución comercial, los transportes y las telecomunicaciones.

c) Cooperación CE-Mercosur

La Unión Europea fue el primer protagonista a escala internacional que llevó a cabo un diálogo político informal a nivel ministerial. (2)

La Comisión y los representantes de Mercosur firmaron en 1992 un acuerdo interinstitucional para hacer posible una relación eficaz y compartir la experiencia adquirida por ambas partes, mediante un apoyo institucional recíproco.

Con arreglo a su política de desarrollo, la Comunidad comprometió 17 millones de ecus para la transferencia de experiencias de integración en sectores clave de la integración, como la agricultura, la armonización de las normas técnicas y las reglamentaciones aduaneras.

Al mismo tiempo, la Comunidad contribuye financieramente al proyecto Hidrovia, particularmente por lo que respecta a sus infraestructuras portuarias y a su gestión administrativa, apoyándose para ello en las primeras experiencias europeas de cooperación relativas a la administración del Rin y del Danubio.

Estos programas regionales se intensifican mediante la cooperación que se desarrolla a nivel bilateral y que, para determinados países, incluye elementos de apoyo a su integración en Mercosur.

La Comunidad apoya igualmente el acercamiento cultural con los países de Mercosur, particularmente mediante programas de estudios y de formación de artesanos para la conservación del patrimonio cultural. También apoya proyectos destinados a la promoción de los autores latinoamericanos en Europa. Asimismo, se decidió recientemente un programa de cooperación en el ámbito académico (ALFA), para favorecer el acercamiento de los universitarios de ambas regiones.

Por último, hay que recalcar que Mercosur ha sido seleccionado como uno de los principales beneficiarios de las primeras inversiones que efectuará el Banco Europeo de Inversiones en América Latina.

A este respecto, y habida cuenta de su importancia para el proceso de integración iniciado, el BEI participará en la financiación de las carreteras Brasil-Norte de Argentina-Buenos Aires, por una parte, y Uruguay-Buenos Aires, por otra.

En total, la ayuda concedida en 1992 por la Comunidad y sus Estados miembros a los países de Mercosur (unos 270 millones de ecus) representó el 42% del total de la ayuda pública para el desarrollo recibida por estos países. La ayuda gestionada por la Comisión Europea en 1993 sobrepasó los 60 millones de ecus. En 1994 se prevé comprometer unos 75 millones de ecus en la región.

d) Diálogo político

El diálogo político iniciado, particularmente al margen del diálogo con el Grupo de Río y de la Asamblea General de las Naciones Unidas, ha aportado ya sus frutos poniendo en evidencia los intereses mutuos de una intensificación de las relaciones entre los dos interlocutores, tal como se subrayó durante las reuniones de Ministros de Asuntos Exteriores de Guimarães, Copenhague y Sao Paulo.

En particular, la reunión de Sao Paulo franqueó una etapa decisiva cuando los Ministros de la Unión y sus homólogos de Mercosur, partiendo del acervo de relaciones existentes, solicitaron a la Comisión la elaboración, sin demora, de una estrategia de intensificación.

Esta voluntad de intensificación fue reiterada por los Jefes de Estado y de Gobierno de los dos interlocutores en las Cumbres respectivas (Corfú en junio, Buenos Aires en agosto), con el objetivo de alcanzar objetivos más ambiciosos.

No obstante, este diálogo, que en un principio se refería esencialmente a los aspectos bilaterales de las relaciones, está llamado a sobrepasar este marco. Se da una gran concurrencia de intereses y percepciones entre Mercosur y la Unión Europea, y no cabe duda de que gran número de cuestiones multilaterales podrían ser objeto de una mayor concertación y llevar en particular a una coordinación de las posiciones respectivas en ciertas instancias multilaterales.

IV- PARA UNA INTENSIFICACIÓN DE LAS RELACIONES DE LA COMUNIDAD CON MERCOSUR

a) Dos hipótesis de cara al año 2000

Habida cuenta de los análisis anteriores y a fin de ilustrar los problemas cuantitativos y cualitativos de una liberalización de los intercambios entre Mercosur y la Comunidad en el contexto internacional, se han elaborado dos hipótesis alternativas que, partiendo de la evolución observada durante los cinco últimos años, se orientan **al año 2000**.

La primera hipótesis presupone que se mantendrán las tendencias actuales, mientras que la segunda presupone que se creará un zona de libre comercio entre la Unión y Mercosur.

Las principales conclusiones de estos análisis se resumen del modo siguiente:

Hipótesis n° 1: Mantenimiento de las tendencias

En esta hipótesis se mantienen los tipos medios para el período 1988-1992, tanto para las exportaciones como para las importaciones de Mercosur con sus principales socios. Esta hipótesis implica:

- Un crecimiento medio de los flujos muy elevado que se sitúa en un 11,5% anual para las exportaciones de Mercosur.
- Una progresión considerable de la cuota relativa de América Latina.
- Un incremento del déficit de la CE.

- Un crecimiento de Asia, hasta duplicar su cuota de mercado.

En resumen, esta hipótesis implicaría una importante pérdida de mercado para la CE.

Hipótesis n° 2: liberalización comercial CE-Mercosur

Esta hipótesis presupone la creación de una zona de libre comercio con Mercosur. Los resultados más significativos son los siguientes:

- Incrementos de cuota de mercado de la Comunidad Europea.
- Un crecimiento de los intercambios con Europa del 11,5%, frente al 7% con las demás regiones.
- Una fuerte aceleración de las exportaciones europeas en relación con la hipótesis n° 1.

Por lo que respecta a los efectos de sustitución de productos, las hipótesis confirman los principales riesgos de una marginalización progresiva de las exportaciones europeas de alto valor añadido.

Recíprocamente, un acuerdo con Mercosur implicará por parte de la Comunidad posibles transferencias de ciertos tipos de importaciones realizados actualmente con otros socios. En efecto, la liberalización de los intercambios debería permitir crear nuevas aperturas, particularmente en aeronáutica, electrónica, informática, material eléctrico y automóviles.

Principales conclusiones:

La Comunidad Europea dispone actualmente en Mercosur de una posición privilegiada en términos de inversiones y de intercambios comerciales. Esta situación implica también la existencia de una cultura tecnológica y económica común que podrá favorecer una expansión exterior.

Los agentes económicos europeos acogen muy positivamente el proceso de modernización y de liberalización emprendido por Mercosur y participan activamente en el mismo.

Mercosur, que ya representa actualmente un mercado de consumo significativo, tiene un elevado potencial de crecimiento en este ámbito así como en el de bienes intermedios.

Mercosur constituye un nuevo polo de crecimiento a escala mundial y, para Europa, una región estratégica clave.

Las simulaciones ilustran las consecuencias negativas que para el comercio con Mercosur tendría una política de adaptación a las circunstancias del momento, dado que las tendencias actuales y una eventual ampliación de Aleña provocarían en términos económicos una pérdida de actividades potenciales y la perpetuación de un saldo negativo en términos financieros.

b) Un instrumento de cooperación insuficiente

El acuerdo interinstitucional vigente, tal como se indicó anteriormente, ha permitido acompañar a Mercosur durante sus primeros años de existencia, poniendo a su disposición algunas de las experiencias adquiridas en Europa en materia de integración.

No obstante, pese a los resultados positivos que ha permitido alcanzar, este acuerdo tiene actualmente un alcance demasiado limitado. En efecto, sólo abarca la cooperación administrativa entre la Comisión Europea y Mercosur, y no podría en ningún caso suministrar un marco adecuado para desarrollar la cooperación en otros sectores, ni adaptarse a las necesidades de los agentes europeos.

A la luz de los objetivos y oportunidades que se presentan y habida cuenta de la insuficiencia de los instrumentos de cooperación, resulta necesario intensificar las relaciones entre la CE y el Mercosur.

Por otra parte, y en un contexto de multiplicación de acuerdos y contactos con nuestros diferentes interlocutores, conviene incrementar la eficacia de estos acuerdos y estructurar mejor el marco de nuestras relaciones y contactos a nivel ministerial.

La elaboración de un marco regionalizado de relaciones con los Estados miembros de Mercosur, que sustituiría progresivamente y a medio plazo el actual marco fragmentado, supone una aportación a la racionalización del sistema de relaciones exteriores de la Unión y contribuiría a incrementar su eficacia. Este marco regionalizado de relaciones podría inspirar en el futuro una racionalización de las relaciones con otras agrupaciones de interlocutores que ofrezcan características similares.

Con esta intención, la Comisión propone una estrategia dinámica estructurada en dos etapas, cuyo ritmo de realización dependerá del ritmo de evolución del propio Mercosur.

El objetivo final es la creación de una Asociación Interregional CE-Mercosur basada en una colaboración equilibrada y solidaria en los ámbitos político, económico y comercial, particularmente mediante el establecimiento progresivo de una zona de libre comercio en el sector industrial y de servicios y una liberalización recíproca y progresiva de los intercambios agrarios, teniendo en cuenta la sensibilidad de algunos productos. Al mismo tiempo se llevará a cabo una cooperación en profundidad, incluido en el ámbito político.

A corto plazo, es necesario definir el mejor enfoque que, teniendo en cuenta el avance de los procesos de integración, establezca, desde el inicio, las reglas políticas y económicas de una cooperación intensificada que finalmente desemboque en la asociación interregional.

Con esta óptica, es importante incrementar desde este mismo momento la operatividad y eficacia de los instrumentos de cooperación ya existentes. En efecto, se trata de reducir al mínimo el desfase entre las dos situaciones, la actual y la futura, utilizando óptimamente la estrategia de cooperación económica e industrial de la Comunidad Europea.

c) La Asociación Interregional

Objetivos:

- En el contexto de las conclusiones de la Ronda Uruguay, favorecer el incremento de los flujos interregionales, de manera mutuamente beneficiosa;
- Fomentar las inversiones estratégicas de las empresas;
- Intensificar a nivel internacional la cooperación política, principalmente buscando posiciones comunes en los foros internacionales sobre cuestiones de interés mutuo, incluidas la paz y la seguridad mundial ;
- Buscar una mayor eficacia de la actuación exterior de la Unión Europea mediante el establecimiento de un nuevo marco de relaciones entre interlocutores de la misma naturaleza.

Aunque todavía sea prematuro definir con precisión los elementos integrantes de esta Asociación, sus principales ejes serían los siguientes:

- Establecimiento progresivo de una zona de libre comercio en el sector industrial y de los servicios y liberalización recíproca y progresiva de los intercambios agrarios, teniendo en cuenta la sensibilidad de ciertos productos;
- Cooperación y diálogo en torno a temas comerciales;
- Liberalización de los movimientos de servicios y capitales;
- Instrumentos conjuntos de financiación para proyectos regionales;
- Cooperación en materia de medio ambiente y transportes;
- Cooperación en materia de investigación, ciencia y tecnología;
- Cooperación en materia de información, comunicación y cultura;
- Cooperación interinstitucional;
- Cooperación y concertación política en los foros internacionales;
- Cooperación industrial;
- Cooperación en materia de sociedad de información, tecnologías de información y telecomunicaciones.

El calendario para la creación de los diferentes componentes de dicha asociación interregional debería fijarse de común acuerdo con Mercosur.

d) Opciones para alcanzar estos objetivos

Una etapa intermedia previa a la creación de la asociación interregional se justifica por la todavía breve existencia de Mercosur y su estructura inacabada. En efecto, dicha asociación

sólo podrá crearse cuando Mercosur disponga de una unión aduanera completa y de instituciones operativas.

La respuesta a la urgencia y a las dificultades puede solventarse mediante una actuación a corto plazo flexible y progresiva.

Con este objetivo se analizarán las tres opciones siguientes:

- Celebración de un acuerdo de cooperación comercial
- Celebración de un acuerdo marco interregional de cooperación comercial y económica
- Creación inmediata y sin etapa intermedia de una asociación interregional

Las tres opciones tienen como objetivo final la creación, de una asociación interregional CE-Mercosur, una vez Mercosur haya consolidado su posición como proceso regional y resulte posible una asociación global. Estas opciones varían en cuanto a los instrumentos a utilizar y los plazos a tener en cuenta.

Opción n° 1: acuerdo de cooperación comercial

En esta opción se daría prioridad al componente de cooperación comercial.

Se trataría, sin interrumpir las acciones emprendidas con arreglo al acuerdo interinstitucional vigente, de concentrarse prioritariamente en los temas que faciliten y refuercen las capacidades estructurales de Mercosur para gestionar eficazmente los aspectos comerciales de su integración así como el componente comercial de su cooperación con la CE, con vistas a preparar la liberalización comercial.

Esta opción responde de /techo a la necesidad de intensificar los vínculos comerciales y elega a un segundo término los aspectos políticos y estructurales de las relaciones.

Opción n° 2: acuerdo marco interregional de cooperación comercial y económica

El objetivo de esta opción es dar a las relaciones a corto plazo un enfoque equilibrado que combine simultáneamente los intercambios, un apoyo sustancial en materia de cooperación y una mayor concertación, incluido en el ámbito político.

Por ello, presupone:

- La preparación de la liberalización comercial entre la CE y Mercosur;
- Una ampliación de la cooperación al conjunto de sectores abarcados por el proceso de integración de Mercosur;
- Una intensificación de la concertación.

Esta opción ofrece en relación con la anterior la ventaja de ser más activa respecto de Mercosur e implica una voluntad explícita de la Comunidad Europea de contribuir al

proceso de consolidación de Mercosur. Se trata de una actuación verdaderamente política y no únicamente económica.

Opción n° 3: acuerdo interregional de asociación

En relación con las opciones anteriores, ésta pretende adelantar la consolidación de Mercosur proponiendo, desde el inicio, negociar la creación de una asociación interregional Comunidad-Mercosur.

Este acuerdo incluiría las disposiciones necesarias para llegar en un plazo prefijado a una zona de libre comercio, tal como prevista anteriormente.

En materia de cooperación, este acuerdo recogería los temas incluidos en la opción anterior, pero los intensificaría mediante la creación de instrumentos financieros conjuntos, movilizándose importantes recursos financieros por ambas partes.

Se trataría, en relación con las opciones anteriores, de una actuación voluntarista por parte de la Comunidad Europea para tratar de acelerar el proceso de integración regional, adelantándose incluso a las iniciativas tomadas por Mercosur y sus Estados miembros.

V- PROPUESTA Y CONCLUSIONES OPERATIVAS

a) Opción propuesta: celebración de un acuerdo marco interregional de cooperación comercial y económica

La Comisión considera que sólo la celebración de un acuerdo de este tipo podría sacar partido de la ventaja comparativa de que goza actualmente la Comunidad Europea y preparar, particularmente en función de los avances de Mercosur en su integración, la asociación interregional

Este acuerdo englobaría en particular los aspectos siguientes: (3)

1. Desde el punto de vista de la liberalización comercial, tendría como objetivo la preparación de la liberalización de los intercambios prevista anteriormente en la asociación interregional. La Comisión velará para que en sus propuestas se concilien los imperativos de la PAC y las obligaciones internacionales de la Comunidad, incluidas las correspondientes a la OMC.

2. Desde el punto de vista del apoyo a la integración, la Comunidad Europea se comprometería de manera sustancial en una cooperación centrada en tres capítulos:

2.1 En primer lugar, se trataría de concentrarse en los temas que ayuden a Mercosur a gestionar su propio proceso de integración comercial y a gestionar el componente externo de sus relaciones comerciales.

En este sentido, deberá realizarse un esfuerzo particular en los ámbitos siguientes, entre otros: instrumentos de política comercial (antidumping, salvaguardia, etc.), armonización de las nomenclaturas, reglamentos administrativos para el comercio exterior, sistema de información, controles del origen, acuerdos para normas de origen acumulativo, acuerdos en materia de reconocimiento de calidad, etc.

La Comunidad Europea y Mercosur deberán asimismo realizar un esfuerzo para establecer una cooperación entre las autoridades competentes en materia de competencia. Esta cooperación deberá tener como objetivo un mejor conocimiento de las prácticas restrictivas de la competencia que afectan a los intercambios entre ambas zonas, contribuyendo en particular a evitar posibles fricciones comerciales entre ellas.

2.2 En segundo lugar, se trataría de apoyar la integración de Mercosur más allá del sector comercial mediante una ampliación de la cooperación que abarque en particular el apoyo a las instancias regionales de gestión y de decisión; un incremento de la asistencia técnica para la creación del mercado interior (armonización de las políticas industriales, monetarias y presupuestarias, armonización de las normas en materia de competencia, protección de las inversiones, protección intelectual, coordinación macroeconómica, equilibrio regional, ordenación del territorio, protección del medio ambiente y cooperación en materia de sociedad de información); y la participación de Mercosur en proyectos europeos de investigación y desarrollo, de sistemas de información y de telecomunicaciones, entre otros.

Los recursos dedicados a la asistencia técnica europea a Mercosur en cuanto proceso de integración regional son actualmente escasos. No obstante, una cooperación más intensa en los ámbitos antes mencionados no dejará de exigir cierto esfuerzo financiero por parte de la Comunidad, así como un compromiso concreto de las instituciones comunitarias y, en particular, de la Comisión. En efecto, habida cuenta del tipo y de la misma naturaleza de esta cooperación, no siempre será posible subcontratar la asistencia técnica a especialistas exteriores. Los servicios de la Comisión disponen de los conocimientos especializados necesarios para suministrar la asistencia técnica requerida, y convendría prever que este nuevo acuerdo tenga una incidencia financiera en la parte A del presupuesto comunitario. (4)

2.3 El tercer capítulo se referiría a la creación de algunos grandes proyectos "regionales" (transportes, energía, desarrollo, telecomunicaciones, sistemas de información, urbanismo, otros sectores industriales, etc.) que se lanzarían conjuntamente con apoyo técnico, industrial y financiero (a través del BEI, por ejemplo) de la Comunidad Europea. (5)

Tales iniciativas contribuirán a asentar la personalidad internacional de Mercosur y demostrarán a los miembros de los dos interlocutores el deseo de las instituciones de obtener resultados concretos estratégicos más allá de los límites del comercio tradicional.

3. Una concertación más amplia.

Además del diálogo político ya existente al margen de las reuniones UE/Grupo de Río, convendría intensificar el diálogo UE-Mercosur. Esta intensificación del diálogo político dependerá tanto de la frecuencia de las reuniones como de la elección de los temas concretos. Este diálogo a nivel ministerial, mantenido por los países de Mercosur y las diferentes instancias de la Unión, incluida la Comisión, podría también efectuarse en reuniones ad hoc.

Además de los temas políticos de interés común, el orden del día de las discusiones podría incluir ámbitos de interés común como la cooperación industrial, la energía, el sector nuclear, la seguridad, el medio ambiente y la droga.

b) Conclusiones operativas

De este modo, a la luz de estas consideraciones y de conformidad con las conclusiones de la Cumbre Europea de Corfú, *la Comisión solicita del Consejo Europeo que tendrá lugar en Essen que apruebe la estrategia propuesta, cuyo objetivo es crear a largo plazo una asociación interregional CE-Mercosur y celebrar a corto plazo un acuerdo marco interregional de cooperación comercial y económica con Mercosur.*

Para ello, la Comisión presentará al Consejo en el primer semestre de 1995 un proyecto de directrices de negociación para este nuevo acuerdo.

El avance de la aplicación de esta estrategia a largo plazo será examinado periódicamente por el Consejo de Asuntos Generales.

(1) La Comisión transmitirá próximamente al Consejo un documento de reflexión sobre el futuro de las relaciones entre la Unión Europea y México.

(2) Téngase presente que, a nivel bilateral, los cuatro países de Mercosur están vinculados a la Comunidad por Acuerdos llamados "de tercera generación"

(3) Queda entendido que el acuerdo deberá prever de manera especial su adecuada articulación con los acuerdos bilaterales existentes, llamados "de tercera generación".

(4) Las incidencias financieras en la parte A del presupuesto comunitario se abordarán, llegado el momento, al prepararse el mandato de negociación, y corresponderán a los gastos de misión de los agentes de las instituciones comunitarias con vistas a desarrollar determinados aspectos de la asistencia técnica prevista. Con carácter indicativo, ello representaría unos 200.000 ecus anuales. Las incidencias financieras en la parte B del presupuesto comunitario se abordarán, llegado el momento, al prepararse las nuevas orientaciones para la cooperación con los PVDALA.

(5) Un buen ejemplo de las oportunidades que podrían presentarse a los agentes europeos lo constituyen proyectos de envergadura regional, como Hidrovia.

ANNEXE 9 – ACCORD CADRE INTERRÉGIONAL DE COOPÉRATION entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et le Marché commun du Sud et ses États parties, d'autre part

L 112/66

FR

Journal officiel des Communautés européennes

29.4.1999

ACCORD-CADRE INTERRÉGIONAL DE COOPÉRATION

entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et le Marché commun du Sud et ses États parties, d'autre part

LE ROYAUME DE BELGIQUE,

LE ROYAUME DE DANEMARK,

LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE,

LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE,

LE ROYAUME D'ESPAGNE,

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

L'IRLANDE,

LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE,

LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG,

LE ROYAUME DES PAYS-BAS,

LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE,

LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE,

LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE,

LE ROYAUME DE SUÈDE,

LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD,

parties au traité instituant la Communauté européenne et au traité sur l'Union européenne, ci-après dénommés «États membres de la Communauté européenne»,

LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE,

ci-après dénommée «Communauté»,

d'une part, et

LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE,

LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DU BRÉSIL,

LA RÉPUBLIQUE DU PARAGUAY,

LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY,

parties au traité d'Asunción instituant le Marché commun du Sud et au protocole additionnel d'Ouro Preto, ci-après dénommées «États parties au Mercosur», et

LE MARCHÉ COMMUN DU SUD,

ci-après dénommé «Mercosur»,

d'autre part,

CONSIDÉRANT les liens historiques, culturels, politiques et économiques étroits qui les unissent, et s'inspirant des valeurs communes à leurs peuples;

CONSIDÉRANT leur adhésion pleine et entière aux objectifs et aux principes énoncés dans la charte des Nations unies, aux valeurs démocratiques, à l'État de droit, ainsi qu'au respect et à la promotion des droits de l'homme;

CONSIDÉRANT l'importance que les deux parties accordent aux principes et aux valeurs énoncés dans la déclaration finale de la conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement qui s'est tenue à Rio de Janeiro en juin 1992, ainsi que dans la déclaration finale du sommet social qui s'est tenu à Copenhague en mars 1995;

TENANT COMPTE de ce que les deux parties considèrent les processus d'intégration régionale comme des instruments de développement économique et social qui facilitent l'insertion internationale de leurs économies et, en définitive, favorisent le rapprochement entre les peuples et contribuent à une plus grande stabilité internationale;

RÉAFFIRMANT leur volonté de maintenir et de renforcer les règles d'un commerce international libre en conformité avec les normes de l'Organisation mondiale du commerce, et soulignant en particulier l'importance d'un régionalisme ouvert;

CONSIDÉRANT que tant la Communauté que le Mercosur ont réalisé des expériences particulières en matière d'intégration régionale dont ils peuvent bénéficier mutuellement dans le processus de renforcement de leurs relations réciproques, en fonction de leurs besoins propres;

TENANT COMPTE des relations de coopération qui ont été instaurées par des accords bilatéraux entre les États des régions respectives, ainsi que par les accords-cadres de coopération que les États parties au Mercosur ont signé bilatéralement avec la Communauté européenne;

PRENANT EN CONSIDÉRATION les résultats de l'accord de coopération interinstitutionnel du 29 mai 1992 entre le Conseil du Marché commun du Sud et la Commission des Communautés européennes, et soulignant la nécessité de poursuivre les actions mises en œuvre dans ce cadre;

CONSIDÉRANT la volonté politique des deux parties d'établir, comme objectif final, une association interrégionale de caractère politique et économique fondée sur une coopération politique renforcée, sur une libéralisation progressive et réciproque de tout le commerce, en tenant compte de la sensibilité de certains produits et en se conformant aux règles de l'Organisation mondiale du commerce, et fondée, enfin, sur la promotion des investissements et l'approfondissement de la coopération;

TENANT COMPTE des termes de la déclaration solennelle commune dans laquelle les deux parties se proposent de conclure un accord-cadre interrégional portant sur la coopération économique et commerciale ainsi que sur la préparation de la libéralisation progressive et réciproque des échanges commerciaux entre les deux régions, comme étape préparatoire à la négociation d'un accord d'association interrégionale entre elles,

ONT DÉCIDÉ de conclure le présent accord et ont désigné à cet effet comme plénipotentiaires:

LE ROYAUME DE BELGIQUE:

Erik DERYCKE,

Ministre des affaires étrangères,

LE ROYAUME DE DANEMARK:

Niels HELVEG PETERSEN

Ministre des affaires étrangères,

LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE:

Klaus KINKEL,
Ministre fédéral des affaires étrangères et vice-chancelier,

LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE:

Karolos PAPOULIAS,
Ministre des affaires étrangères,

LE ROYAUME D'ESPAGNE:

Javier SOLANA MADARIAGA,
Ministre des affaires étrangères,

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE:

Hervé de CHARETTE,
Ministre des affaires étrangères,

L'IRLANDE:

Dick SPRING,
Ministre des affaires étrangères,

LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE:

Susanna AGNELLI,
Ministre des affaires étrangères,

LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG:

Jacques F. POOS,
Ministre des affaires étrangères,

LE ROYAUME DES PAYS-BAS:

Hans van MIERLO,
Ministre des affaires étrangères,

LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE:

Wolfgang SCHÜSSEL,
Ministre fédéral des affaires étrangères et vice-chancelier,

LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE:

Jaime GAMA,
Ministre des affaires étrangères,

LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE:

Tarja HALONEN,
Ministre des affaires étrangères,

LE ROYAUME DE SUÈDE:

Mats HELLSTRÖM,
Ministre des affaires européennes et du commerce extérieur,

LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD:

Malcolm RIFKIND,
Ministre des affaires étrangères et du Commonwealth,

LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE:

Javier SOLANA MADARIAGA,
 Ministre des affaires étrangères,
 Président en exercice du Conseil de l'Union européenne,
 Manuel MARÍN,
 Vice-président de la Commission des Communautés européennes,

LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE:

Guido di TELLA,
 Ministre des relations extérieures,

LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DU BRÉSIL:

Luiz Felipe Palmeira LAMPREIA,
 Ministre des relations extérieures,

LA RÉPUBLIQUE DU PARAGUAY:

Luis María Ramírez BOETTENER,
 Ministre des affaires étrangères,

LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY:

Alvaro Ramos TRIGO,
 Ministre des relations extérieures,

LE MARCHÉ COMMUN DU SUD:

Alvaro Ramos TRIGO,
 Ministre des relations extérieures,
 Président en exercice du Marché commun du Sud,

LESQUELS, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme,

SONT CONVENUES DES DISPOSITIONS QUI SUIVENT:

TITRE PREMIER

Article 2

OBJECTIFS, PRINCIPES ET CHAMP D'APPLICATION

Objectifs et domaines d'application

*Article premier***Fondement de la coopération**

Le respect des principes démocratiques et des droits fondamentaux de l'homme, tels qu'ils sont énoncés dans la déclaration universelle des droits de l'homme, inspire les politiques intérieures et internationales des parties et constitue un élément essentiel du présent accord.

1. Le présent accord a pour objectifs le renforcement des relations existant entre les parties et la préparation des conditions permettant la création d'une association interrégionale.

2. Aux fins de la réalisation de ces objectifs, le présent accord couvre les domaines du commerce, de l'économie et de la coopération en vue de l'intégration, ainsi que d'autres domaines d'intérêt commun, avec pour but d'intensifier les relations entre les parties et entre leurs institutions respectives.

Article 3

Dialogue politique

1. Les parties instituent un dialogue politique de caractère régulier qui accompagne et consolide le rapprochement entre l'Union européenne et le Mercosur. Ce dialogue se déroule selon les termes contenus dans la déclaration commune annexée à l'accord.

2. En ce qui concerne le dialogue ministériel prévu dans la déclaration commune, celui-ci a lieu au sein du Conseil de coopération institué par l'article 25 du présent accord ou dans d'autres enceintes de même niveau dont il sera décidé d'un commun accord.

TITRE II

DOMAINE COMMERCIAL

Article 4

Objectifs

Les parties s'engagent à intensifier leurs relations afin d'encourager l'accroissement et la diversification de leurs échanges commerciaux, de préparer la libéralisation ultérieure progressive et réciproque de ces échanges et de promouvoir la création de conditions favorables à l'établissement de l'association interrégionale, en tenant compte de la sensibilité de certains produits, en conformité avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Article 5

Dialogue économique et commercial

1. Les parties déterminent d'un commun accord les domaines de la coopération commerciale, sans exclure aucun secteur.

2. À cette fin, les parties s'engagent à maintenir un dialogue économique et commercial de caractère périodique conformément au cadre institutionnel prévu au titre VIII du présent accord.

3. En particulier, cette coopération porte principalement sur les domaines suivants:

- a) l'accès au marché, la libéralisation des échanges (barrières tarifaires et non tarifaires) et les disciplines commerciales, telles que les pratiques commerciales restrictives, les règles d'origine, les mesures de sauvegarde, les régimes douaniers spéciaux, etc;
- b) les relations commerciales des parties avec des pays tiers;
- c) la compatibilité de la libéralisation des échanges avec les normes du GATT/OMC;

d) la détermination des produits sensibles et des produits prioritaires pour les parties;

e) la coopération et l'échange d'informations en matière de services, dans le cadre de leurs compétences respectives.

Article 6

Coopération en matière de normes agro-alimentaires et industrielles et de reconnaissance de la conformité

1. Les parties conviennent de coopérer pour promouvoir leur rapprochement en matière de politique de la qualité en ce qui concerne les produits agro-alimentaires et industriels et la reconnaissance de la conformité, d'une manière compatible avec les critères internationaux.

2. Les parties examinent, dans le cadre de leurs compétences, la possibilité d'engager des négociations en vue de la conclusion d'accords sur la reconnaissance mutuelle.

3. La coopération se concrétise principalement par la promotion de tout type d'action qui contribue à élever les niveaux de qualité des produits et des entreprises des deux parties.

Article 7

Coopération en matière douanière

1. Les parties favorisent la coopération douanière en vue d'améliorer et de consolider le cadre juridique de leurs relations commerciales.

La coopération douanière peut également viser à renforcer les structures douanières des parties et à améliorer leur fonctionnement dans le cadre de la coopération interinstitutionnelle.

2. La coopération douanière peut se concrétiser, entre autres, par:

- a) des échanges d'informations;
- b) la mise au point de nouvelles techniques en matière de formation et la coordination des actions des organisations internationales compétentes en la matière;
- c) des échanges de fonctionnaires et de cadres supérieurs des administrations douanière et fiscale;
- d) la simplification des procédures douanières;
- e) l'assistance technique.

3. Les parties affirment leur intérêt à considérer dans le futur, dans le cadre institutionnel prévu dans le présent accord, la conclusion d'un protocole de coopération douanière.

Article 8

Coopération en matière de statistiques

Les parties conviennent de promouvoir un rapprochement des méthodes employées dans le domaine statistique, en vue de l'utilisation, sur des bases réciproquement reconnues, des données statistiques relatives aux échanges de biens et de services et, de manière générale, dans tous les domaines susceptibles de faire l'objet d'un traitement statistique.

Article 9

Coopération en matière de propriété intellectuelle

1. Les parties conviennent de coopérer en matière de propriété intellectuelle afin de promouvoir les investissements, les transferts de technologies, les échanges commerciaux et tout type d'activité économique connexe, ainsi que de prévenir les distorsions.

2. Les parties assurent, dans le cadre de leurs lois, de leurs règlements et de leurs politiques respectifs et conformément aux engagements pris dans l'accord TRIPS, une protection adéquate et effective des droits de propriété intellectuelle et décident, si nécessaire, son renforcement.

3. Aux fins du paragraphe précédent, la propriété intellectuelle comprend, entre autres, les droits d'auteurs et les droits voisins, les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques et les appellations d'origine, les dessins et modèles industriels, les brevets, les topographies de circuits intégrés.

TITRE III

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

Article 10

Objectifs et principes

1. Les parties, tenant compte de leur intérêt mutuel et de leurs objectifs économiques à moyen et à long terme, favorisent la coopération économique de manière qu'elle contribue à l'expansion de leurs écono-

mies, au renforcement de leur compétitivité internationale, à l'encouragement du développement technologique et scientifique, à l'amélioration de leurs niveaux de vie respectifs, à la promotion des conditions de création et de qualité de l'emploi et qui facilitent, en définitive, la diversification et le resserrement de leurs liens économiques.

2. Les parties favorisent le traitement régional de toute action de coopération qui, tant par son champ d'application que par le résultat de la mise en œuvre d'économies d'échelle, permet une utilisation plus rationnelle et plus efficace des moyens mis à disposition, ainsi qu'une optimisation des résultats attendus.

3. La coopération économique entre les parties est menée sur une base aussi large que possible, sans exclure aucun secteur *a priori*, compte tenu des priorités respectives des parties, de leur intérêt mutuel et de leurs compétences propres.

4. Compte tenu de tout ce qui précède, les parties coopèrent dans tous les domaines qui favorisent la création de liens et de réseaux économiques et sociaux entre elles et qui aboutissent à un rapprochement de leurs économies respectives, ainsi que dans tous les domaines où s'effectue un transfert de connaissances spécifiques en matière d'intégration régionale.

5. Dans le cadre de cette coopération, les parties favorisent l'échange d'informations relatives à leurs indicateurs macro-économiques respectifs.

6. La préservation de l'environnement et des équilibres écologiques est prise en compte par les parties dans les actions de coopération qu'elles entreprennent.

7. Le développement social et, notamment, la promotion des droits sociaux fondamentaux inspirent les actions et les mesures soutenues par les parties dans ce domaine.

Article 11

Coopération entre entreprises

1. Les parties favorisent la coopération entre entreprises dans le but de créer un cadre propice au développement économique qui tienne compte de leurs intérêts mutuels.

2. Cette coopération vise notamment à:

a) accroître les flux d'échanges commerciaux, les investissements, les projets de coopération industrielle et les transferts de technologies;

- b) appuyer la modernisation et la diversification industrielles;
- c) identifier et éliminer les obstacles à la coopération industrielle entre les parties par des mesures qui encouragent le respect du droit de la concurrence et favorisent son adéquation aux besoins du marché, en tenant compte de la participation des opérateurs et de la concertation entre eux;
- d) dynamiser la coopération entre les opérateurs économiques des deux parties, et notamment entre les petites et moyennes entreprises;
- e) favoriser l'innovation industrielle par la mise en œuvre d'une approche intégrée et décentralisée de la coopération entre les opérateurs des deux régions;
- f) maintenir la cohérence de l'ensemble des actions qui peuvent exercer une influence positive sur la coopération entre les entreprises des deux régions.
3. La coopération s'effectue essentiellement au moyen des actions suivantes:
- a) intensification des contacts organisés entre opérateurs et réseaux des deux parties par des conférences, séminaires techniques, missions de prospection, participations à des foires générales et sectorielles et rencontres entre entreprises;
- b) initiatives appropriées de soutien à la coopération entre petites et moyennes entreprises, telles que la promotion de co-entreprises, l'établissement de réseaux d'information, la mise en place de bureaux commerciaux, le transfert d'expériences et de connaissances spécialisées, la sous-traitance, la recherche appliquée, les licences et franchises, etc.;
- c) promotion d'initiatives de renforcement de la coopération entre opérateurs économiques du Mercosur et associations européennes en vue de l'établissement de dialogues entre réseaux;
- d) actions de formation, de promotion de réseaux et de soutien à la recherche.
2. Cette coopération est menée, entre autres, au moyen des actions suivantes:
- a) organisation d'un réseau systématique d'information, d'identification et de diffusion en ce qui concerne les législations et les possibilités d'investissement;
- b) soutien à la mise en place d'un environnement juridique favorisant les investissements entre les parties, notamment par la conclusion, le cas échéant, entre les États membres de la Communauté et les États parties au Mercosur intéressés, d'accords bilatéraux d'encouragement et de protection des investissements et d'accords bilatéraux destinés à éviter la double imposition;
- c) promotion de co-entreprises, en particulier entre petites et moyennes entreprises.

Article 13

Coopération dans le domaine de l'énergie

1. La coopération entre les parties tend à encourager le rapprochement de leurs économies dans les secteurs énergétiques, en tenant compte de leur exploitation rationnelle et respectueuse de l'environnement.
2. La coopération dans le domaine de l'énergie se réalise principalement au moyen des actions suivantes:
- a) échanges d'informations sous toutes les formes appropriées, notamment par l'organisation de rencontres communes;
- b) transferts de technologies;
- c) encouragement de la participation des opérateurs économiques des deux parties à des projets communs de développement technologique ou d'infrastructure;
- d) programmes de formation technique;
- e) dialogue sur les politiques énergétiques, dans le cadre de leurs compétences.
3. Les parties peuvent, le cas échéant, conclure des accords spécifiques d'intérêt mutuel.

Article 12

Encouragement des investissements

1. Les parties favorisent, dans le cadre de leurs compétences, la mise en place d'un environnement attrayant et stable afin de susciter l'accroissement d'investissements mutuellement avantageux.

Article 14

Coopération en matière de transports

1. La coopération entre les parties dans le domaine des transports vise à soutenir la restructuration et la modernisation des systèmes de transport et à rechercher

cher des solutions mutuellement satisfaisantes pour la circulation des personnes et des marchandises, dans tous les modes de transport.

2. La coopération est menée prioritairement au moyen:

- a) d'échanges d'informations sur les politiques de transport respectives, ainsi que sur d'autres sujets d'intérêt mutuel;
- b) de programmes de formation destinés aux opérateurs du secteur des transports.

3. Dans le cadre du dialogue économique et commercial visé à l'article 5, et dans la perspective de l'association interrégionale, les deux parties prêtent attention à tous les aspects relatifs aux services internationaux de transport, de manière qu'ils ne constituent pas un obstacle à l'expansion réciproque du commerce.

Article 15

Coopération scientifique et technologique

1. Les parties conviennent de coopérer dans le domaine des sciences et de la technologie afin de promouvoir une relation de travail durable entre leurs communautés scientifiques et d'échanger des informations et des expériences régionales en matière scientifique et technologique.

2. La coopération scientifique et technologique entre les parties s'effectue principalement au moyen:

- a) de projets communs de recherche dans les domaines d'intérêt commun;
- b) d'échanges de scientifiques, destinés à encourager les recherches communes, l'élaboration de projets et la formation de haut niveau;
- c) de rencontres scientifiques communes, destinées à permettre l'échange d'informations, à promouvoir les interactions et à faciliter l'identification des domaines de recherche communs;
- d) de la diffusion des résultats et du développement des liens entre les secteurs public et privé.

3. Cette coopération fait intervenir les établissements d'enseignement supérieur des deux parties, les centres de recherche et les secteurs productifs, notamment les petites et moyennes entreprises.

4. Les parties déterminent d'un commun accord la portée, la nature et les priorités de cette coopération au moyen d'un programme pluriannuel adaptable aux circonstances.

Article 16

Coopération en matière de télécommunications et de technologies de l'information

1. Les parties conviennent d'instaurer une coopération commune dans le domaine des télécommunications et des technologies de l'information en vue de promouvoir leur développement économique et social, de stimuler la société de l'information et de faciliter la progression vers la modernisation de la société.

2. Les actions de coopération dans ce domaine tendent en particulier à:

- a) faciliter l'instauration d'un dialogue sur les différents aspects qui caractérisent la société de l'information et promouvoir les échanges d'informations sur la normalisation, les essais de conformité et la certification en matière de technologies de l'information et des télécommunications;
- b) diffuser les nouvelles technologies de l'information et des télécommunications, en particulier dans les domaines des réseaux numériques à intégration de services, de la transmission des données, de la création de nouveaux services de communication et de technologies de l'information;
- c) stimuler le lancement de projets communs de recherche, de développement technologique et industriel dans les domaines des nouvelles technologies de communications, de la télématique et de la société de l'information.

Article 17

Coopération en matière de protection de l'environnement

1. Les parties favorisent, conformément à l'objectif du développement durable, la prise en compte de la protection de l'environnement et de l'exploitation rationnelle des ressources naturelles dans les différents domaines de la coopération interrégionale.

2. Les parties conviennent d'accorder une attention particulière aux mesures concernant la dimension mondiale des problèmes environnementaux.

3. Cette coopération peut comprendre en particulier les actions suivantes:

- a) échange d'informations et d'expériences, y compris sur les réglementations et les normes;

- b) formation et éducation en matière d'environnement;
- c) assistance technique, mise en œuvre de projets communs de recherche et, s'il y a lieu, assistance institutionnelle.

TITRE IV

RENFORCEMENT DE L'INTÉGRATION

Article 18

Objectifs et domaines d'application

1. La coopération entre les parties tend à soutenir les objectifs du processus d'intégration du Mercosur et englobe tous les domaines du présent accord.
2. À cette fin, les activités de coopération sont examinées en fonction des demandes spécifiques du Mercosur.
3. La coopération doit prendre toutes les formes jugées appropriées, et notamment les suivantes:
 - a) systèmes d'échange d'informations sous toutes les formes appropriées, y compris la mise en place de réseaux informatiques;
 - b) formation et soutien institutionnel;
 - c) études et exécution de projets communs;
 - d) assistance technique.
4. Les parties coopèrent pour assurer l'efficacité maximale de l'utilisation de leurs ressources en ce qui concerne la collecte, l'analyse, la publication et la diffusion des informations, sans préjudice des dispositions qui, le cas échéant, se révèlent nécessaire à la préservation du caractère confidentiel de certaines de ces informations. De même, elles conviennent de veiller à la protection des données personnelles dans tous les domaines où il est prévu d'échanger des informations à travers des réseaux informatiques.

TITRE V

COOPÉRATION INTERINSTITUTIONNELLE

Article 19

Objectifs et domaine d'application

1. Les parties favorisent une coopération plus étroite entre leurs institutions respectives, notamment en stimulant l'établissement de contacts réguliers entre elles.

2. Cette coopération a lieu sur la base la plus large possible, et en particulier à l'aide:
 - a) de tout moyen qui favorise des échanges réguliers d'informations, y compris l'installation commune de réseaux informatiques de communication;
 - b) de transferts d'expériences;
 - c) de conseils et d'informations.

TITRE VI

AUTRES DOMAINES DE COOPÉRATION

Article 20

Coopération en matière de formation et d'éducation

1. Les parties favorisent, dans le cadre de leurs compétences respectives, la définition des moyens nécessaires à l'amélioration de l'éducation et de l'enseignement en matière d'intégration régionale, tant dans le domaine de la jeunesse et de la formation professionnelle que dans celui de la coopération interuniversitaire et interentreprises.
2. Les parties accordent une attention particulière aux actions qui favorisent la création de liens entre leurs entités spécialisées respectives et qui facilitent l'utilisation des ressources techniques et des échanges d'expériences.
3. Les parties favorisent la conclusion d'accords entre les centres de formation ainsi que l'organisation de rencontres entre les organismes chargés de l'enseignement et de la formation en matière d'intégration régionale.

Article 21

Coopération en matière de communication, d'information et de culture

1. Afin de susciter la connaissance de leurs réalités politiques, économiques et sociales, les parties conviennent, dans le cadre de leurs compétences respectives, de renforcer leurs liens culturels et d'encourager la diffusion d'informations sur la nature, les objectifs et la portée de leurs processus d'intégration respectifs en vue d'en faciliter la compréhension par les citoyens.

Les parties conviennent également d'intensifier leurs échanges d'information sur les questions d'intérêt commun.

2. Cette coopération cherche à promouvoir les rencontres entre les médias des deux parties, y compris par des actions d'assistance technique.

Elle peut comprendre l'organisation d'activités culturelles lorsque le caractère régional de celles-ci le justifie.

Article 22

Coopération en matière de lutte contre le trafic de stupéfiants

1. Les parties favorisent, en conformité avec leurs compétences respectives, la coordination et l'intensification de leurs efforts dans la lutte contre le trafic des stupéfiants et ses conséquences multiples, y compris financières.

2. Cette coopération favorise les consultations et une meilleure coordination entre les parties au niveau régional et, le cas échéant, entre les institutions régionales compétentes.

Article 23

Clause évolutive

1. Les parties peuvent élargir le présent accord par consentement mutuel afin de relever les niveaux de coopération et de les compléter, en conformité avec leurs législations respectives, par des accords relatifs à des secteurs ou activités spécifiques.

2. En ce qui concerne l'application du présent accord, chacune des parties peut formuler des propositions visant à élargir le champ de la coopération mutuelle, compte tenu de l'expérience acquise au cours de l'exécution de cet accord.

TITRE VII

MOYENS DE LA COOPÉRATION

Article 24

1. En vue de faciliter la réalisation des objectifs de coopération prévus par le présent accord, les parties s'engagent à fournir les moyens adéquats à leur mise en œuvre, y compris les moyens financiers, dans le

cadre de leurs disponibilités et de leurs mécanismes respectifs.

2. En tenant compte des résultats obtenus, les parties encouragent la Banque européenne d'investissement à intensifier son action dans le Mercosur, conformément à ses procédures et à ses critères de financement.

3. Les dispositions du présent accord n'affectent pas les coopérations bilatérales découlant des accords de coopération existants.

TITRE VIII

CADRE INSTITUTIONNEL

Article 25

1. Il est institué un Conseil de coopération, chargé de superviser la mise en œuvre du présent accord; le Conseil de coopération se réunit au niveau ministériel, à intervalles réguliers et chaque fois que les circonstances l'exigent.

2. Le Conseil de coopération examine les problèmes importants qui se posent dans le cadre du présent accord, ainsi que toutes les autres questions bilatérales ou internationales d'intérêt commun, en vue d'atteindre les objectifs de cet accord.

3. Le Conseil de coopération peut également formuler des propositions appropriées d'un commun accord entre les deux parties. Dans l'exercice de ces fonctions, il se charge en particulier de proposer des recommandations contribuant à la réalisation de l'objectif ultérieur de l'association interrégionale.

Article 26

1. Le Conseil de coopération se compose, d'une part, de membres du Conseil de l'Union européenne et de membres de la Commission européenne et, d'autre part, de membres du Conseil du Marché commun du Mercosur et de membres du Groupe Marché commun du Mercosur.

2. Le Conseil de coopération arrête son règlement intérieur.

3. La présidence du Conseil de coopération est exercée à tour de rôle par un représentant de la Communauté et par un représentant du Mercosur.

Article 27

1. Le Conseil de coopération est assisté, dans l'accomplissement de sa mission, par une commission mixte de coopération, qui se compose de membres du Conseil de l'Union européenne et de membres de la

Commission européenne, d'une part, et de représentants du Mercosur, d'autre part.

2. En règle générale, la commission mixte se réunit une fois par an, alternativement à Bruxelles et dans un des États parties au Mercosur, à une date et avec un ordre du jour fixés d'un commun accord. Des réunions extraordinaires peuvent être convoquées par consentement entre les parties. La présidence de la commission mixte est exercée, alternativement, par un représentant de chaque partie.

3. Le Conseil de coopération arrête, dans son règlement intérieur, les modalités de fonctionnement de la commission mixte.

4. Le Conseil de coopération peut déléguer tout ou partie de ses compétences à la commission mixte, qui assurera la continuité entre les réunions du Conseil de coopération.

5. La commission mixte assiste le Conseil de coopération dans l'accomplissement de sa mission. Dans l'exercice de ces fonctions, la commission mixte se charge en particulier:

- a) de stimuler les relations commerciales conformément aux objectifs que poursuit le présent accord et selon les dispositions prévues au titre II de celui-ci;
 - b) de procéder à des échanges de vues sur toute question d'intérêt commun relative à la préparation de la libéralisation des échanges et à la coopération, y compris les programmes futurs de coopération et les moyens disponibles pour leur mise en œuvre;
 - c) de soumettre au Conseil de coopération des propositions visant à stimuler la préparation de la libéralisation des échanges et l'intensification de la coopération, en tenant compte également de la coordination nécessaire des actions prévues
- et
- d) plus généralement, de soumettre au Conseil de coopération des propositions qui contribuent à la réalisation de l'objectif final de l'association interrégionale UE-Mercosur.

Article 28

Le Conseil de coopération peut décider de constituer tout autre organe pour l'assister dans l'accomplissement de sa mission; il en détermine la composition, la mission et le fonctionnement.

Article 29

1. Conformément aux dispositions prévues à l'article 5 du présent accord, les parties créent une sous-commission mixte commerciale, chargée d'assurer la réalisation des objectifs commerciaux prévus par le présent accord et de préparer les travaux pour la libéralisation ultérieure des échanges.

2. La sous-commission mixte commerciale est composée de membres du Conseil de l'Union européenne et de membres de la Commission européenne, d'une part, et de représentants du Mercosur, d'autre part.

Elle peut demander toutes les études et analyses techniques qu'elle estime nécessaires.

3. La sous-commission mixte commerciale présente à la commission mixte de coopération prévue à l'article 27 du présent accord, une fois par an, des rapports sur l'état d'avancement de ses travaux ainsi que des propositions en vue de la libéralisation ultérieure des échanges commerciaux.

4. La sous-commission mixte commerciale soumet son règlement intérieur à l'approbation de la commission mixte.

Article 30

Clause de consultations

Dans le cadre de leurs compétences, les parties s'engagent à tenir des consultations sur l'une quelconque des matières prévues par le présent accord.

La procédure à suivre pour les consultations visées à l'alinéa précédent est arrêtée dans le règlement intérieur de la commission mixte.

TITRE IX

DISPOSITIONS FINALES

Article 31

Autres accords

Sans préjudice des dispositions des traités instituant la Communauté européenne et le Mercosur, le présent accord, de même que toute mesure prise en application de celui-ci, n'affecte pas le pouvoir qu'ont les États membres de la Communauté européenne et les États parties au Mercosur d'entreprendre, dans le cadre de leurs compétences respectives, des actions bilatérales et de conclure, le cas échéant, de nouveaux accords.

Article 32

Définition des parties

Aux fins du présent accord, les termes «les parties» désignent, d'une part, la Communauté ou ses États membres ou la Communauté et ses États membres,

selon leurs compétences respectives, telles qu'elles résultent du traité instituant la Communauté européenne, et, d'autre part, le Mercosur ou ses États parties, conformément au traité instituant le Marché commun du Sud.

Article 33

Application territoriale

Le présent accord s'applique aux territoires où le traité instituant la Communauté européenne est d'application et dans les conditions prévues par ledit traité, d'une part, et aux territoires où le traité instituant le Marché commun du Sud est d'application et dans les conditions prévues par ledit traité et les protocoles additionnels, d'autre part.

Article 34

Durée et entrée en vigueur

1. Le présent accord a une durée indéterminée.
2. Les parties déterminent, conformément à leurs procédures respectives et en fonction des travaux et des propositions élaborées dans le cadre institutionnel du présent accord, l'opportunité, le moment et les conditions d'ouverture des négociations conduisant à l'établissement de l'association interrégionale.
3. Le présent accord entre en vigueur le premier jour du mois suivant celui au cours duquel les parties se notifient l'accomplissement des formalités nécessaires à cet effet.
4. Ces notifications sont adressées au Conseil de l'Union européenne et au Groupe Marché commun du Mercosur.
5. Le dépositaire du présent accord est le secrétaire général du Conseil pour la Communauté et le gouvernement de la République du Paraguay pour le Mercosur.

Article 35

Exécution des obligations

1. Les parties prennent toute mesure générale ou particulière nécessaire à l'exécution de leurs obliga-

tions au titre du présent accord et veillent à ce que les objectifs prévus par celui-ci soient atteints.

Si l'une des parties considère que l'autre partie n'a pas satisfait à l'une des obligations que lui impose le présent accord, elle peut prendre les mesures appropriées. Au préalable, elle doit, sauf en cas d'urgence spéciale, fournir à la commission mixte tous les éléments d'information utiles qui se révèlent nécessaires à un examen approfondi de la situation, en vue de la recherche d'une solution acceptable pour les parties.

Le choix doit porter en priorité sur les mesures qui perturbent le moins le fonctionnement du présent accord. Elles sont immédiatement notifiées à la commission mixte et font l'objet de consultations au sein de celle-ci, à la demande de l'autre partie.

2. Les parties conviennent que, par «cas d'urgence spéciale», terme figurant au paragraphe 1 du présent article, on entend un cas de violation substantielle de l'accord par l'une des parties. Une violation substantielle de l'accord consiste en:

- a) une répudiation de l'accord non sanctionnée par les règles générales du droit international,

ou

- b) une violation des éléments essentiels de l'accord visés à l'article 1^{er}.

3. Les parties conviennent que les «mesures appropriées» mentionnées dans le présent article sont des mesures prises en conformité avec le droit international. Si l'une des parties adopte une mesure en cas d'urgence spéciale en application du présent article, l'autre partie peut demander la convocation urgente d'une réunion des deux parties dans un délai de quinze jours.

Article 36

Textes faisant foi

Le présent accord est rédigé en double exemplaire en langues allemande, anglaise, danoise, espagnole, française, finnoise, grecque, italienne, néerlandaise, portugaise et suédoise, tous ces textes faisant également foi.

Article 37

Signature

Le présent accord sera ouvert à la signature à Madrid entre le 15 et le 31 décembre 1995.

Hecho en Madrid, el quince quince de diciembre de mil novecientos noventa y cinco.

Udfærdiget i Madrid, den femtende december nitten hundrede og femoghalvfems.

Geschehen zu Madrid am fünfzehnten Dezember neunzehnhundertfünfundneunzig.

Έγινε στη Μαδρίτη, στις δέκα πέντε Δεκεμβρίου χίλια εννιακόσια ενενήντα πέντε.

Done at Madrid on the fifteenth day of December in the year one thousand nine hundred and ninety-five.

Fait à Madrid, le quinze décembre mil neuf cent quatre-vingt-quinze.

Fatto a Madrid, addì quindici dicembre millenovecentonovantacinque.

Gedaan te Madrid, de vijftiende december negentienhonderd vijfennegentig.

Feito em Madrid, em quinze de Dezembro de mil novecentos e noventa e cinco.

Tehty Madridissa viidentenätoista päivänä joulukuuta vuonna tuhatyhdeksänsataayhdeksänkymmentäviisi.

Som skedde i Madrid den femtonde december nittonhundranittiofem.

Pour le Royaume de Belgique

Voor het Koninkrijk België

Für das Königreich Belgien



Cette signature engage également la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale.

Deze handtekening verbindt eveneens de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest.

Diese Unterschrift verbindet zugleich die Deutschsprachige Gemeinschaft, die Flämische Gemeinschaft, die Französische Gemeinschaft, die Wallonische Region, die Flämische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt.

På Kongeriget Danmarks vegne



Für die Bundesrepublik Deutschland



Για την Ελληνική Δημοκρατία



Por el Reino de España



Pour la République française



Thar ceann na hÉireann

For Ireland



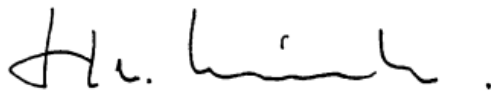
Per la Repubblica italiana



Pour le Grand-Duché de Luxembourg



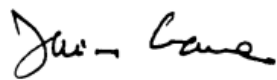
Voor het Koninkrijk der Nederlanden



Für die Republik Österreich



Pela República Portuguesa



Suomen tasavallan puolesta



För Konungariket Sverige



For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland



Por la Comunidad Europea

For Det Europæiske Fællesskab

Für die Europäische Gemeinschaft

Για την Ευρωπαϊκή Κοινότητα

For the European Community

Pour la Communauté européenne

Per la Comunità europea

Voor de Europese Gemeenschap

Pela Comunidade Europeia

Euroopan yhteisön puolesta

För Europeiska gemenskapen



Por la República Argentina



Pela República Federativa do Brasil

Por la República del Paraguay



Por la República Oriental del Uruguay



Por el Mercado Común del Sur
Pelo Mercado Comum do Sur



Déclaration commune sur le dialogue politique entre l'Union européenne et le Mercosur

Préambule

L'UNION EUROPÉENNE ET LES ÉTATS PARTIES AU MERCOSUR:

- conscients des liens historiques, politiques et économiques qui les unissent, de leur patrimoine culturel commun et des profondes relations d'amitié qui existent entre leurs peuples,
- considérant que les libertés politiques et économiques constituent la base des sociétés des pays membres de l'Union européenne et du Mercosur,
- réaffirmant, conformément à la charte des Nations unies, la valeur de la dignité humaine et de la promotion des droits de l'homme comme fondements des sociétés démocratiques,
- réaffirmant le rôle essentiel des principes et des institutions démocratiques fondées sur l'État de droit, dont le respect préside aux politiques intérieures et extérieures des parties,
- désireux de consolider la paix et la sécurité internationales conformément aux principes établis dans la charte des Nations unies,
- affirmant conjointement leur intérêt pour l'intégration régionale comme instrument de promotion d'un développement durable et harmonieux de leurs peuples, fondé sur des principes de progrès social et de solidarité entre leurs membres,
- se fondant sur les relations privilégiées consacrées par les accords-cadres de coopération signés entre la Communauté européenne et chacun des États parties au Mercosur,
- rappelant les principes établis dans la déclaration solennelle commune signée par les parties le 22 décembre 1994,

ONT DÉCIDÉ d'inscrire leurs relations dans une perspective de long terme.

Objectifs

- Le Mercosur et l'Union européenne réaffirment solennellement leur volonté de progresser vers l'établissement d'une association interrégionale et d'instaurer à cet effet un dialogue politique renforcé.
- L'intégration régionale est un des moyens pour parvenir à un développement durable et socialement harmonieux, ainsi qu'un mécanisme d'insertion, dans des conditions compétitives, dans l'économie internationale.
- Ce dialogue aura en outre pour objectif de parvenir à une concertation plus étroite sur des questions birégionales et multilatérales, notamment par l'intermédiaire d'une coordination des positions respectives dans les enceintes pertinentes.

Mécanismes du dialogue

- Le dialogue politique entre les parties s'effectuera au moyen de contacts, d'échanges d'informations et de consultations, notamment sous la forme de réunions au niveau approprié entre les différentes instances du Mercosur et de l'Union européenne, ainsi qu'au moyen de la pleine utilisation des voies diplomatiques.
- En particulier, et dans le but d'instaurer et de développer ce dialogue politique sur des questions bilatérales et internationales d'intérêt mutuel, les parties conviennent:

- a) que des réunions, dont les modalités seront définies par les parties, se tiendront régulièrement entre les chefs d'État des pays du Mercosur et les plus hautes autorités de l'Union européenne;
 - b) qu'une réunion se tiendra chaque année entre les ministres des relations extérieures du Mercosur et les ministres des relations extérieures des États membres de l'Union européenne, en présence de la Commission européenne. Ces réunions se tiendront en un lieu qui sera chaque fois déterminé par les parties;
 - c) que, en outre, des réunions auront lieu entre d'autres ministres compétents pour les questions d'intérêt commun, lorsque les parties estiment que leur rencontre est nécessaire au renforcement des relations réciproques;
 - d) que des réunions se tiendront périodiquement entre hauts fonctionnaires des deux parties.
-

ANNEXE 10 – Sommets UE/ALC

Lieu	Date	Actions réalisées
Rio de Janiero (Brésil)	Juin 1999	Lancement des négociations UE/Mercosud
Madrid (Espagne)	Mai 2002	Signature de l'accord d'association UE/Chili
Guadalajara (Mexique)	Mai 2004	Lancement du programme EUROsociAL
Vienne (Autriche)	Mai 2006	Ouverture de négociations avec l'Amérique centrale et la CAN ; Création de l'assemblée parlementaire birrégionale EUROLAT
Lima (Pérou)	Mai 2008	Instauration d'un dialogue sur le développement en relation avec la protection de l'environnement, et sur les questions de migrations.
Madrid (Espagne)	Mai 2010	Préparation de la création de la Fondation Europe - Amérique latine (EuroLat)
Santiago (Chili)	2012	

Source : élaboré propre à partir de COUFFIGNAL, Georges. Les relations Union européenne – Amérique latine : simple routine ou prolégomènes d'une politique étrangère européenne ? IN COUFFIGNAL, Georges (dir.). Amérique latine : une Amérique latine toujours plus diverse. Paris : La Documentation Française, 2010. p. 108.

DÉCISION DU CONSEIL

du 22 mars 1999

concernant la conclusion, au nom de la Communauté européenne, de l'accord-cadre interrégional de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et le Marché commun du Sud et ses États parties, d'autre part

(1999/279/CE)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment ses articles 113 et 130 Y, en liaison avec l'article 228, paragraphe 2, première phrase, et paragraphe 3, premier alinéa,

vu la proposition de la Commission⁽¹⁾,

vu l'avis du Parlement européen⁽²⁾,

considérant que, aux termes de l'article 130 U du traité, la politique de la Communauté dans le domaine de la coopération au développement favorise le développement économique et social durable des pays en développement, leur insertion harmonieuse et progressive dans l'économie mondiale et la lutte contre la pauvreté dans ces pays;

considérant qu'il convient d'approuver, au nom de la Communauté européenne, l'accord-cadre interrégional de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et le Marché commun du Sud et ses États parties, d'autre part, signé à Madrid en décembre 1995,

DÉCIDE:

Article premier

L'accord-cadre interrégional de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une

part, et le Marché commun du Sud et ses États parties, d'autre part, est approuvé au nom de la Communauté.

Le texte de l'accord est joint à la présente décision⁽³⁾.

Article 2

Le président du Conseil préside, conformément à l'article 26 de l'accord, le Conseil de coopération et représente la Communauté au sein de celui-ci. Un représentant de la Commission préside la commission mixte de coopération et la sous-commission mixte commerciale, conformément aux règlements intérieurs de celles-ci, et il représente la Communauté au sein de ces organes.

Article 3

Le président du Conseil procède, au nom de la Communauté, à la notification prévue à l'article 34 de l'accord.

Article 4

La présente décision est publiée au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Fait à Bruxelles, le 22 mars 1999.

*Par le Conseil**Le président*

G. VERHEUGEN

⁽¹⁾ JO C 14 du 19.1.1996, p. 3.⁽²⁾ JO C 166 du 10.6.1996, p. 40.⁽³⁾ JO L 69 du 19.3.1996, p. 4.

ANNEXE 12 – Conclusions finales des Rounds de négociation Mercosud – CE

The EU's relations with Mercosur - First Meeting of the EU-Mercosur biregional negotiati... Page 1 of 7

First Meeting of the EU-Mercosur biregional negotiations committee

6-7 APRIL 2000, Buenos Aires, Argentina

Conclusions

Negotiators from the Mercosur and the European Union met for the first time in the context of the EU-Mercosur Biregional Negotiations Committee during 6-7 April 2000 in Buenos Aires. This meeting formed the first round of negotiations between the EU and Mercosur, aiming at the conclusion of an Interregional Association Agreement between the EU and the Mercosur. The negotiators established the following conclusions.

1. GENERAL PRINCIPLES AND OBJECTIVES

The EU and Mercosur negotiators recalled the following general principles and objectives for the negotiations:

On 28 June 1999 in Rio de Janeiro the EU and Mercosur Heads of State and Government decided to reaffirm their determination to continue to strengthen their relations, which are based on deep historical, political, economic and cultural links, as well as on common values. To this end they decided to attach renewed priority to their relations in the political, economic, trade, cultural and co-operation fields, aiming at building a deeper and fuller partnership between the two regions, which should be based on democracy, sustainable development and economic growth with social justice.

The Heads of State and Government agreed that the expansion of trade, through the development of free-trade between Mercosur and the European Union, constitutes a central element in the construction of a more dynamic relationship, in the promotion of their integration processes and in the strengthening of the multilateral trading system.

With this purpose, they agreed to launch negotiations between Mercosur and the European Union aiming at bilateral, gradual and reciprocal trade liberalisation, without excluding any sector and in accordance with WTO rules.

It was agreed that the results of the Mercosur-European Union negotiations should constitute a single undertaking to be implemented by the Parties as an indivisible whole.

The first meeting of the EU-Mercosur Co-operation Council on 24 November 1999 in Brussels received the conclusions reached by EU and Mercosur negotiators as regards the structure, methodology and calendar of the negotiations.

During the recent EU-Mercosur ministerial meeting in Vilamoura, Portugal, on 23 February 2000 the ministers underlined the importance of the first meeting of the EU-Mercosur Biregional Negotiations Committee, emphasizing the need to achieve progress in this process. The ministers stated that this process should be comprehensive, encompassing all areas of their political, economic, trade and co-operation relations, and that negotiations should be concluded at the earliest possible time.

The ministers also underlined the importance of the contribution of new actors, partners and resources from civil society and reaffirmed the importance of encouraging mutual exchanges and co-operation of civil society between the Parties.

During their meeting in Buenos Aires the Parties also established that the negotiations between the European Union and the Mercosur aiming at an Interregional Association Agreement shall create rights and obligations both for the European Union and the Mercosur, as well as for their respective Member States and Party States.

They also decided that the negotiations as regards an Interregional Association Agreement shall be comprehensive and yield balanced results.

The Parties decided that the various topics, to be dealt with during the association negotiations, will be put on the agenda of the Biregional Negotiations Committee for discussions based on mutual agreement.

The Parties also agreed to reinforce the process of their consultations on WTO matters.

The Parties meeting in Buenos Aires discussed a variety of issues related to the political dialogue, co-operation and trade issues between the European Union and Mercosur. The following chapters reflect their particular conclusions on these topics dealing with the objectives, the principles, the methodology, the structure and the working programme for

http://ec.europa.eu/comm/external_relations/mercosur/ass_neg_text/concl_bnc1.htm

10/15/2006

these issues.

2. NEGOTIATIONS ON POLITICAL DIALOGUE

2.1. Objectives

One of the objectives of the negotiations is the reinforcement of the Political Dialogue between the EU and the Mercosur within the framework of an Association Agreement as foreseen between the Parties. This agreement will have a strong political component. Up to the present moment, the legal basis for the Political Dialogue has been the 1995 Interregional Framework Co-operation Agreement between the EU and Mercosur and the Joint Declaration on Political Dialogue: This negotiation will aim at deepening and broadening the level and the topics of the political dialogue in view of the consolidation of a strategic partnership between the regions.

2. 2. Working methodology.

Current political dialogue will continue to be conducted through the mechanism on political dialogue already agreed between the Parties and the working methodology contained in the Joint Declaration of Political Dialogue.

To ensure the coherence of the negotiations on a future Association Agreement, there should be a regular update with information to the Biregional Negotiations Committee, in order for the BNC to elaborate, in accordance with internal procedures of the Parties, the political chapters in the future Agreement, which shall take fully into account the evolution and contents of the current political dialogue.

2. 3. Content of the political dialogue.

Political co-operation between the Parties should cover the aspects of mutual interest and any other international issue the Parties should consider appropriate to discuss in their Political Dialogue: Particularly, on the grounds of peace and stability, prevention of conflicts, confidence and security building measures, promotion and protection of Human Rights, democracy and the Rule of law, sustainable development taking into account economic, social and environmental dimensions, common action against drug traffic and related felonies, arms traffic, organized crime and international terrorism:

The principles and content related to Political Dialogue in the Interregional Association Agreement will incorporate the progress made during the implementation of the current mechanism based on the Interregional Framework Co-operation Agreement of 1995, at the time of the signature of the Association agreement.

3. NEGOTIATIONS ON CO-OPERATION

Co-operation entails the strengthening of existing relations between the parties on the basis of reciprocity and mutual interest.

3.1. Objectives.

The objective of the negotiations is to up-grade the level and to improve the quality and the scope of the co-operation between the Mercosur and the European Community and its Member States.

The Regional Framework Co-operation Agreement of 1995 already settled a series of areas of interest. On the basis of the rich experience of that agreement and on the new issues that could possibly have arisen, the parties could work on the deepening of specific areas of mutual interest and on the identification of further ones.

The future co-operation to be included in the agreement should in particular focus on providing European technical assistance to Mercosur's efforts aiming at adapting to the requirements of the future Interregional Association between Mercosur and Europe.

3.2. Working methodology.

In order to guarantee a smooth functioning of the negotiations, the parties could agree on setting up three different sub-groups on co-operation:

1. Subgroup on Economic Co-operation
2. Subgroup on Social and Cultural Co-operation
3. Subgroup on Financial and Technical Co-operation

It might be decided that one of the subgroups would meet every negotiation round,

Every year, each subgroup submits its report to the Sub-Committee on Co-operation, which is responsible towards the Negotiation Committee for the overall co-operation negotiations.

The Sub-Committee on Co-operation meets one a year.

3.3. General orientations.

The following general orientations for each subgroup shall be applied in an indicative manner by the Parties:

1) Subgroup on Economic Co-operation

Industrial co-operation
Co-operation on technical regulations and conformity assessment
Co-operation in the field of services
Investment promotion
Macro-economic dialogue
Scientific and technological co-operation
Energy co-operation
Transports
Telecommunications, information technology and information society
Co-operation on agricultural and rural sector
Fisheries
Customs co-operation
Statistic co-operation
Environmental co-operation
Consumer protection
Data protection

2) Subgroup on Social and Cultural Co-operation

Social co-operation
Education and training
Social dialogue
Drugs and related organised crime
Cultural co-operation

3) Subgroup on Financial and Technical Co-operation

Public administration modernisation
Inter-institutional co-operation
Co-operation on regional integration

4. NEGOTIATIONS ON TRADE ISSUES

4.1. General principles and objectives of trade negotiations

4.1.1. General principles

- ✦ Comprehensive negotiations and balanced results.
- ✦ No sector to be excluded, whilst taking account of the sensitivities of certain products and services sectors, in

conformity with WTO provisions.

- ✦ The results of the negotiations should constitute a single undertaking to be implemented by the Parties as an indivisible whole.

4.1.2 Objectives

- ✦ The bilateral and reciprocal liberalisation of trade in goods and services within an agreed time frame in conformity with the relevant WTO provisions;
- ✦ The further improvement of access to government procurement markets for goods, services and works;
- ✦ The encouragement of an open and non-discriminatory investment climate;
- ✦ Ensuring adequate and effective protection of intellectual property rights with the aim of achieving an agreed high level of protection and taking into account on-going technological progress and relevant international conventions;
- ✦ Ensuring adequate and effective competition policies and a mechanism for co-operation in the field of competition;
- ✦ Ensuring adequate and effective disciplines in the area of trade defence instruments;
- ✦ Establishing an effective and binding dispute settlement mechanism.

4.2. Organisation of work

4.2.1. Structure of technical groups

Three technical groups will be created, where appropriate, further subgroups can be created at a later stage.

- ✦ Technical Group 1: trade in goods, covering both tariffs and non-tariff measures, including inter alia sanitary and phytosanitary measures, standards, technical regulations and conformity assessment procedures; antidumping and counter-vailing duties and safeguards; rules of origin; and customs procedures and mutual assistance in customs matters.
- ✦ Technical Group 2: trade in services, intellectual property rights and measures to encourage an open and non-discriminatory investment climate.
- ✦ Technical Group 3: government procurement, competition and dispute settlement.

4.2.2. Work programme and agenda

Starting in June 2000 and lasting until mid-2001 the work of the Technical Groups will consist of:

- ✦ Exchange of information in all areas of negotiations;
- ✦ Discussion on specific objectives and modalities on non-tariff measures;
- ✦ Ways of addressing non-tariff obstacles to trade; and
- ✦ Exchange of working texts.

Beginning in July 2001, the Parties will discuss and determine the methodology and schedule for the progressive elimination of tariffs in goods and the liberalisation of trade in services.

At the end of each BNC, the Parties will set the specific agenda of the subsequent BNC.

4.2.3 The agenda for the second Biregional Negotiations Committee (BNC)

General exchange of information, including:

- ✦ Presentation by EU on CAP and on enlargement; presentation by Mercosur on Mercosur integration (state of play and prospects), in particular services and government procurement.
- ✦ Presentation by both Parties on trade agreements concluded or to be concluded with third parties.

Specific topics for Technical Group 1

- ✦ Exchange of specific information on the basis of information requested within one month after the first BNC. To the extent possible, each side will provide the requested information 2 weeks before the second BNC.
- ✦ Discussion on specific objectives in areas such as sanitary and phytosanitary measures and standards, technical regulations and conformity assessment procedures; rules of origin; customs procedures and mutual assistance in customs matters; antidumping and counter-vailing duties, and safeguards.
- ✦ Identification of non-tariff obstacles and discussion of approach and principles on how to address these (e.g. covered by general provisions, case-specific solutions, others). Exchange of list of non-tariff obstacles 2 weeks prior to the second BNC.

Specific topics for Technical Group 2

- ✦ Exchange of specific information on the basis of information requested within one month after the first BNC. To the extent possible, each side will provide the requested information 2 weeks before the second BNC.
- ✦ Discussion on specific objectives on intellectual property rights and as regards the encouragement of an open and non-discriminatory investment climate.
- ✦ Identification of non-tariff obstacles and discussion of approach and principles on how to address these. Exchange of list of non-tariff obstacles 2 weeks prior to the second BNC.

Specific topics for Technical Group 3

- ✦ Exchange of specific information on the basis of information requested within one month after the first BNC. To the extent possible, each side will provide the requested information 2 weeks before the second BNC .
- ✦ Discussion on specific objectives for competition, government procurement and dispute settlement.
- ✦ Identification of non-tariff obstacles and discussion of approach and principles on how to address these. Exchange of list of non-tariff obstacles 2 weeks prior to the second BNC.

5. ANNEXES

ANNEX No. 1 Structure of the negotiations.

ANNEX No. 2 Initial list of trade information requests by the European Union to Mercosur.

ANNEX No. 3 Initial list of trade information requests by Mercosur to the European Union.

ANNEX No. 2: INITIAL LIST OF TRADE INFORMATION REQUESTS BY THE EUROPEAN UNION TO MERCOSUR

Goods

- ✦ Harmonised System: the number of digits is limited to 6. Is the same level the same HS applied in the four

http://ec.europa.eu/comm/external_relations/mercosur/ass_neg_text/concl_bnc1.htm

10/15/2006

Mercosur countries?

- ✦ Structure nomenclature: how many and which tariff lines does each of the Mercosur countries have at a level going beyond 6 digit level? Do the Mercosur countries intend to keep their nomenclature or are there intentions to re-structure it.
- ✦ Tariff schedules and corresponding trade statistics:
 - for each country: a complete tariff schedule including descriptions, applied MFN tariff 2001 and Mercosur Common External tariffs
 - in the same nomenclature : country imports from World, EU15, other Mercosur countries for the last 3 available years.
- ✦ Common External Tariff: one single document with all data. Which sectors are excluded; transitional arrangements; sector-specific arrangements.
- ✦ List of duties and charges other than customs duties.
- ✦ List of import and export restrictions

Services

Updating of country profile studies, which were prepared in 1997:

- ✦ Presentation of existing and planned services free trade agreements between Mercosur and/or its Contracting Parties with third parties (summary of main disciplines and commitments).
- ✦ Updating of information on Mercosur integration and implementation of the Montevideo Protocol: scope and results of the first two rounds of Montevideo Protocol services liberalisation. Timing, priorities and scope of the future rounds of Mercosur services liberalisation.
- ✦ Updating of existing sectoral information described in the 1997 studies. Extension of coverage of these studies in order to cover all GATS sectors, all modes of supply both at national and regional levels.
- ✦ Presentation of the national regulatory framework concerning services. Presentation by sectors and sub-sectors of key legislation and key conditions and limitations to market access and national treatment. Presentation of planned liberalisation at national level.

Government procurement

- ✦ Mercosur arrangements in the area of government procurement
- ✦ Existence of laws, regulations, administrative guidance, administrative practice etc., including at a regional, local and municipal level.
- ✦ information regarding state-owned companies; where relevant, state of privatisation of such companies;

Capital movements and investment

- ✦ Interregional regime governing capital movements and payments
- ✦ Common regime governing capital movements with third countries, if any. Alternatively, regimes applied by each Mercosur Member State in this field. What are the minimum common provisions for the four Mercosur Member States.
- ✦ List of existing Laws and regulations concerning Investment Foreign Investment by each country. Requirements, restrictions and controls on capital movements.

http://ec.europa.eu/comm/external_relations/mercosur/ass_neg_text/concl_bnc1.htm

10/15/2006

- ✦ Common Mercosur regime on capital movements and establishment of investment. Future developments foreseen.
- ✦ Rules concerning the admission of investors, e.g. licensing procedures.
- ✦ List of bilateral and regional investment treaties concluded by each country. Main features of the agreements (e.g. coverage, protection, dispute settlement, exceptions). Prospective developments on investment in the FTAA context.

Second Meeting of the European Union - Mercosur biregional negotiations committee

13-16 June 2000, Brussels, Belgium

Final conclusions

Negotiators from the Mercosur and the European Union met for the second time in the framework of the EU-Mercosur Biregional Negotiations Committee (BNC) during 13-16 June 2000 in Brussels. This meeting formed the second round of negotiations between the European Union and Mercosur, aiming at the conclusion of an Interregional Association Agreement between the European Union and the Mercosur. The negotiators established the following set of conclusions.

1. GENERAL DISCUSSIONS

An important exchange of information and opinions took place in the plenary session of the BNC, where negotiators from the European Union and Mercosur made opening statements that clearly reflected both sides' commitment to and confidence in the process of negotiations currently taking place between the two regions.

Following the opening of the meeting, various presentations were made on issues of interest to the Parties. The EU negotiators presented the current state of affairs as regards the common agricultural policy of the EU and the enlargement process. The Mercosur negotiators presented the current state of affairs as regards the Mercosur process of integration, in particular with regard to the services sector and public procurement. In addition, a number of presentations were made by the Parties concerning the agreements that each Party has with other third countries.

In the context of this second round of negotiations in the BNC, meetings also took place of the three technical groups that were established during the first meeting of the BNC in Buenos Aires. The results of these meetings will be described hereafter.

The Subgroup on Financial and Technical Co-operation, as established during the first BNC, also met during the second meeting of the BNC in Brussels and reached a set of conclusions that are described hereafter.

The European Union and Mercosur decided to hold a third round of negotiations, within the framework of the BNC during November 2000 in Brazil. The exact place and dates of the meeting and other arrangements will be agreed on through the regular diplomatic channels.

2. NEGOTIATIONS ON FUTURE POLITICAL DIALOGUE

During this BNC session a discussion took place on the legal framework of the political dialogue within the context of the future Interregional Association Agreement. The Parties agreed to continue this discussion and underlined the importance of this exercise.

The Parties agreed to undertake an exchange of texts, to be presented to the BNC during the third round of negotiations. The EU took note that Mercosur proposed the realization of an ad hoc meeting at experts' level for a preliminary consideration of the legal framework of the future political dialogue.

Mercosur recalled the usefulness of organizing a meeting of high level officials, with a view to analysing the proposals on political co-operation that were presented by Mercosur to the European Union during the EU-Mercosur ministerial meeting in Vilamoura, Portugal, during February 2000. Both sides agreed that this proposal should be examined within the framework of the current political dialogue under the 1995 Interregional Framework Co-operation Agreement.

3. NEGOTIATIONS ON CO-OPERATION

In the conclusions of the first round of negotiations, the Parties agreed that during each round of negotiations a different subgroup would meet with a view to defining the framework for co-operation in the future Association Agreement between the European Union and Mercosur.

During this second round of negotiations, the Parties decided to convene a meeting of the Subgroup No. 3 on Financial and Technical Co-operation.

http://ec.europa.eu/comm/external_relations/mercosur/ass_neg_text/concl_bnc2.htm

10/15/2006

Within the framework of this subgroup the Parties had a first exploratory discussion on the implications for the field of co-operation of the future Association Agreement. As such, by creating an association between the Parties that should replace the provisions of the 1995 Interregional Framework Co-operation Agreement, the area of co-operation could undergo a significant upgrading and enhancement to reflect the new association situation. The Parties agreed to continue this discussion during the next rounds of negotiations.

The Parties agreed that during the third round of negotiations the Subgroup No. 1 on Economic Co-operation will meet in the framework of the negotiations to discuss a number of issues that fall under its general orientations.

Further details on this field of co-operation are to be found in Annex 1.

4. NEGOTIATIONS ON TRADE ISSUES

The three technical groups established at the first round met for the first time at the second round. In general terms, each group began to look at a broad range of issues which resulted in an improved mutual understanding of the experience gained under either integration process and clarification of the respective trade regimes.

◀ Information exchange

Substantial information was exchanged on issues of general interest to either side through the presentations at the Birregional Negotiating Committee on 13 June on the EC CAP, enlargement, Mercosur integration, association with Chile and Bolivia, and a number of free trade arrangements either side has concluded.

On information exchange by the three Technical Groups, both sides had submitted substantial packages of information requested by either side in advance, which will be subject to further analysis and follow-up questions where necessary. The exercise of exchanging and analysing specific information will be continued.

◀ Discussion on specific objectives

Both sides started to explore specific objectives. Mercosur submitted a proposal for specific objectives of negotiations in areas relevant for TG1, TG2 and TG3, which will be subject to further analysis. The EC will react with a submission in advance of the next round.

◀ Identification of non-tariff obstacles

The EC submitted an initial list of non-tariff obstacles with a view to identifying types of barriers to trade. Mercosur indicated it would provide such information by the end of July.

◀ Agenda and preparations next round

The agenda of the next round will include a continuation of the agenda established at the first round notably information exchange, discussion on specific objectives, and identification of non-tariff obstacles. In view of preparing that round, the following was agreed:

- By 30 June: both sides will exchange a list of names of experts in order to facilitate information exchange.

- By 31 July: information requests identified at the second round will be submitted.

- By 31 July: analysis of information submitted so far; and submission of follow-up questions;

- By 30 September: both sides will submit new information requested in follow-up questions, and the EC will submit a proposal regarding specific objectives.

On the Mercosur side, the exchange of information will be conducted by the Pro Tempore Presidency.

5. ANNEXES

ANNEX 5.1.

http://ec.europa.eu/comm/external_relations/mercosur/ass_neg_text/concl_bnc2.htm

10/15/2006

The general objective of the area of financial and technical co-operation is to offer European technical assistance to Mercosur with a view to reinforcing the development and the integration process of Mercosur and the integration process between Mercosur and other countries in Latin America.

The financial and technical co-operation shall comprise of co-operation in the following areas:

1. Modernization of the public administration
2. Institutional co-operation
3. Regional co-operation

5.1.1. Modernization of the public administration

Co-operation will be aimed at contributing to the efforts of both regions in adapting their systems of administration to the new reality of an Interregional Association between both Parties.

Given the Mercosur administrations' drive towards modernisation, decentralisation and regionalization, this co-operation could encompass overall organisational efficiency (the legislative and institutional framework), taking into account the experience of the European Community in this field.

The means of co-operation in this area will be:

- technical assistance to Mercosur, including meetings between staff of the European institutions and their Mercosur counterparts;
- regular exchanges of information taking whatever form is appropriate, including the use of informatics networks. Personal data protection will be ensured in all areas where data are to be exchanged;
- transfers of know-how;
- preliminary studies and joint project implementation, based on a proportional financial effort;
- training and organisational support.

5.1.2. Institutional co-operation

The main aim of institutional co-operation is to reinforce the process of deepening regional integration within the Mercosur and its common institutions.

The purpose of institutional co-operation between the Parties is to promote closer co-operation between the institutions of Mercosur and of the EU. This area of co-operation shall be defined and directed on the basis of the contributions of the bodies and of the institutions of the Community and of Mercosur.

The Community shall continue its existing co-operation, among others, with regard to the Secretaria Administrativa of Mercosur, the Comision Parlamentaria Conjunta of Mercosur and the Foro Consultativo Economico y Social of Mercosur.

Co-operation will be as broad as possible and will include:

- measures promoting regular exchanges of information;
- technical assistance;
- training;
- transfers of know-how.

The Parties may, by common agreement, include other additional fields of action.

5.1.3. Regional co-operation

The EC and Mercosur should use all existing co-operation instruments to promote activities aimed to develop an active and reciprocal co-operation within Mercosur and between Mercosur and other countries in Latin America.

This co-operation will be an important element in the European Community's support for the promotion of the regional integration of the Mercosur.

Priority will be given, in principle, to operations to:

- promote trade and investment in the region;
- developing regional co-operation on the environment;
- encouraging the development of the communications infrastructure required for the economic development of the region;
- encouraging the Parties to co-operate on regional development and land-use planning.

Third meeting of the EU-Mercosur Biregional Negotiations Committee

7-10 November 2000, Brasilia - Brazil

Final Conclusions

Negotiators from the Mercosur and the European Union met for the third time in the context of the EU - Mercosur Biregional Negotiations Committee during 7-10 November 2000 in Brasilia. This meeting formed the third round of negotiations between the EU and Mercosur, aiming at the conclusion of an Interregional Association Agreement between the European Union and the Mercosur. The negotiators established the following set of conclusions.

1. GENERAL DISCUSSIONS

The Brazilian Minister of External Relations, Ambassador Luiz Felipe Lampreia, on behalf of the Pro-Tempore Presidency of Mercosur, and the Commissioner for External Relations of the European Commission, Christopher Patten, on behalf of the European Union, jointly opened the third meeting of the BNC with statements that strongly reflected both sides' commitment to the negotiating process and interest in making substantive progress in the discussions during the present phase of the negotiations.

Discussions took place on the preamble, the legal framework of the future political dialogue and the institutional structure of the future Association Agreement, based on draft text proposals presented by both sides, as agreed during the second meeting of the Biregional Negotiations Committee. These text proposals may be used in the future as reference documents. Intensive discussions and the strong input given by Parties lead to a draft joint text on the above-mentioned topics, which may constitute a substantive element of the future Agreement. The Parties noted that certain sections of this draft joint text will be subject to further discussions and agreed to continue discussions in the next negotiating rounds.

The discussions of the three Technical Groups dealing with trade matters reached substantial progress, thus allowing for the exchange of working documents or negotiating texts for an important number of issues in the following round.

The Subgroup on Economic Co-operation also met during the third meeting of the BNC in Brasilia and reached a set of conclusions on specific sectors within the field of Economic Co-operation that are described hereafter.

The European Union and Mercosur decided to hold a fourth round of negotiations within the framework of the BNC during March 2001 in Brussels. The exact dates of the meeting and other arrangements will be agreed on through the regular diplomatic channels.

2. NEGOTIATIONS ON THE FUTURE POLITICAL DIALOGUE

During this session of the BNC, the Parties exchanged draft negotiating texts, which may be used as reference documents in the future (DOC/Mercosul/w/rev.03 and DOC/Uniao Europeia). Due to the convergence emerging from the examination of the two proposals, negotiators were able to prepare a draft joint text. Consensus was found in the political paragraphs of the preamble, the legal framework of the political dialogue and in various

http://ec.europa.eu/comm/external_relations/mercosur/ass_neg_text/concl_bnc3.htm

10/15/2006

paragraphs of the institutional structure of the future Interregional Association Agreement. The Parties noted that certain sections of this draft joint text continue to be subject to further discussions.

Some paragraphs of the Mercosur proposal were not discussed, either because they do not fall within the timeframe foreseen in the present negotiating mandate of the EU, or because their drafting was contingent upon the outcome of negotiations that are taking place in other areas of the on-going negotiating process. Mercosur considers that its proposal, as tabled, provides an indication of the direction and scope of the future Association Agreement. The Parties agreed to continue discussions during the future negotiating rounds.

3. **NEGOTIATIONS ON CO-OPERATION**

In the framework of that Sub-group and as agreed in second Meeting of the BNC, the Parties continued the exploratory talks on the implications for co-operation of the concept "Inter-Regional Association", which is the basis of the future agreement between MERCOSUR and the European Union. In this context, they agreed that the future agreement must allow for an increase in the level of priority given by both parties to inter-regional co-operation.

Therefore, the Parties decided that in the fourth round in Brussels, the Parties will have an exchange of opinions with a view to defining the concrete meaning of the concept of inter-regional association for the area of co-operation. At this occasion, the Parties will discuss presentations on certain European Community projects (Technological Innovation for SME's, Statistical Co-operation, Energy, Socrates, Erasmus, Youth II, Leonardo da Vinci, Media II, Culture 2000, Life, etc.), which are of potential interest to MERCOSUR.

As regards economic co-operation in particular, the Parties exchanged points of view on the general objectives to be aimed at, as well as the specific objectives and modalities of implementation of some of the sectors identified in the document of conclusions of the first meeting of the BNC. The remaining sectors of co-operation will be successively treated during the next meetings of Sub-group n.1.

4. **NEGOTIATIONS ON TRADE ISSUES**

The work of the three Technical Groups for trade centered on information exchange and discussions on specific objectives, on the basis of previously exchanged papers. On the overall, the discussion showed the determination of both sides to advance the work in all areas. In depth discussions allowed to clarify the respective positions and improve knowledge of the respective systems. A substantial amount of information has been exchanged between the Parties and a regular exchange of information on specific questions will continue as a part of the regular negotiating process. As a result a stage has been reached, which allows the Parties to enter progressively into an active phase of the negotiating process and to start exchanging negotiating texts or documents for a substantial number of issues prior to the next round.

With this in mind, both sides agreed to establish a mechanism of permanent contacts between the two trade teams with a view to intensifying the work on technical elements in between rounds.

The three technical groups worked in parallel sessions on the following subjects:

http://ec.europa.eu/comm/external_relations/mercosur/ass_neg_text/concl_bnc3.htm

10/15/2006

Technical Group 1: tariffs and trade statistics and non-tariff measures; industrial issues; agriculture and sanitary and phytosanitary measures; standards, technical regulations and conformity assessment procedures; customs procedures; rules of origin and trade defence instruments.

Technical Group 2: services, capital movement and investment, and intellectual property rights.

Technical Group 3: government procurement, competition and dispute settlement.

The agenda of the next round will include the continuation of the preparatory process for the negotiations, further clarifications of specific questions, as well as a first exchange of working documents or negotiating texts.

It was agreed that draft documents should be made available one month before the fourth round.

Fourth meeting of the EU-Mercosur biregional negotiations committee

Brussels, 19-22 March 2001

Final conclusions

- ▮ [General discussions](#)
- ▮ [Negociations on the future political dialogue](#)
- ▮ [Negociations on co-operation](#)
- ▮ [Negociations on trade issues](#)

Negotiators from the Mercosur and the European Union met for the fourth time in the context of the EU-Mercosur Biregional Negotiations Committee during 19-22 March 2001 in Brussels. This meeting formed the fourth round of negotiations between the EU and Mercosur, aiming at the conclusion of an Interregional Association Agreement between the European Union and the Mercosur. The negotiators established the following set of conclusions.

GENERAL DISCUSSIONS

The Paraguayan Vice-Minister for International Economic Relations and Integration at the Ministry of Foreign Affairs, Mr Juan Alfredo Buffa Ramirez, on behalf of the Pro-Tempore Presidency of Mercosur, and the Director-General for External Relations of the European Commission, Mr Guy Legras, on behalf of the European Union, jointly opened the fourth meeting of the BNC with statements that strongly reflected both sides' commitment to the negotiating process and interest in making progress in the discussions during the present phase of the negotiations.

Discussions took place on the institutional framework of the future Association Agreement, based on draft text proposals presented by both sides. On the basis of these proposals negotiators were able to make substantial progress in reaching agreement on most of the paragraphs for a draft joint text, leaving some points open for further discussions.

The three Technical Groups dealing with trade worked intensively in all areas, in particular on the basis of proposals. Both sides could deepen their knowledge of their respective positions and started identifying common ground and areas of divergencies. Both Parties agreed that business facilitation constituted relevant objectives, in conformity with the ambitious agenda set out for the future agreement. Both Parties confirmed their intention to intensify the negotiating process in all areas with a view to launching negotiations on tariffs and services as soon as possible after 1 July 2001.

The Subgroup on Economic Co-operation and the Subgroup on Social and Cultural Co-operation also met during the fourth meeting of the BNC in Brussels. They established a number of joint texts in the field of social and cultural co-operation. The Subcommittee on Co-operation also met after these two subgroup meetings and presentations of various Community programmes were made during this meeting.

The European Union and Mercosur decided to hold a fifth round of negotiations within the framework of the BNC during July 2001 in Montevideo. The exact dates of the meeting and other arrangements will be agreed on through the regular diplomatic channels.

NEGOTIATIONS ON THE FUTURE POLITICAL DIALOGUE

During this session of the BNC, the Parties discussed the draft text for the institutional framework of the future Agreement, on the basis of negotiating text proposals provided by the Parties. Mercosur had already presented a proposal during the third meeting of the BNC in Brasilia, while the European Union presented its proposal for Mercosur's consideration in advance of the fourth meeting of the BNC.

Thorough discussions took place on the basis of these proposals and due to the convergence emerging from the examination of the two documents negotiators were able to agree on most of the paragraphs for a draft joint text, leaving some points open for further discussions. These points and other related issues in the political field will have to continue to be discussed during the next meeting of the BNC.

NEGOTIATIONS ON CO-OPERATION

http://ec.europa.eu/comm/external_relations/mercosur/ass_neg_text/concl_bnc4.htm

10/15/2006

During the morning of March 20th the Subgroup on Economic Co-operation and the Subgroup on Social and Cultural Co-operation met and were able to establish a number of joint texts in the field of social and cultural co-operation. Both parties made further text proposals in various areas related to Economic Co-operation, Social and Cultural Co-operation and related to the up-grading of co-operation, which will be discussed at the next meeting of the BNC.

During the afternoon of March 20th the Subcommittee on Co-operation met for the first time and the European Commission made presentations to Mercosur on various Community framework programmes. These presentations included Community programmes such as RTD, SAVE, ALTENER, SYNERGIE, Culture 2000, Erasmus, Socrates, Leonardo, Juventud II, Media and Media Plus and programmes in the field of science and technology, statistics, research and SMEs.

NEGOTIATIONS ON TRADE ISSUES

The trade groups worked intensively in all areas, in particular on the basis of proposals put forward by both delegations. Both sides could deepen their knowledge of their respective positions and started identifying common ground and areas of divergencies. Furthermore, it was agreed that experts should continue, during the first semester, technical work with a view to exchange information and to clarify positions. In this regard, both sides reiterated the importance to put into place mechanisms to ensure technical work will continue among experts.

Both Parties agreed that business facilitation constituted relevant objectives, in conformity with the ambitious agenda set out for the future agreement. They agreed to present proposals or more detailed papers before the next round.

In view of the next round both Parties agreed to continue to prepare working documents and negotiating text proposals. These will be made available one month before the fifth round.

Finally, both Parties confirmed their intention to intensify the negotiating process in all areas with a view to launching negotiations on tariffs and services as soon as possible after 1 July 2001.

Fifth meeting of the European Union - Mercosur Biregional Negotiations Committee

2-6 July 2001, Montevideo, Uruguay

[► V.Ronda de negociaciones Union Europea-Mercosur. Oferta de negociación de la UE](#)
[► The EU gears up to enter next stage of negotiations with Mercosur and with Chile](#)

Final conclusions

Negotiators from the Mercosur and the European Union met for the fifth time in the context of the EU-Mercosur Biregional Negotiations Committee during 2-6 July 2001 in Montevideo, Uruguay. This meeting formed the fifth round of negotiations, aiming at the conclusion of an Interregional Association Agreement between the European Union and the Mercosur. The negotiators established the following set of conclusions.

1. General discussions

The Uruguayan Acting Minister of Foreign Affairs, Ambassador Guillermo Valles Galmes, on behalf of the Pro-Tempore Presidency of Mercosur, and the Director-General for External Relations of the European Commission, Mr Guy Legras, on behalf of the European Union, jointly opened the fifth meeting of the BNC with statements that strongly reflected both sides' deep commitment to the negotiating process and interest in making significant progress in the discussions during the present phase of the negotiations.

Moreover, on Thursday 5 July 2001 during a plenary session of the BNC the EC presented to Mercosur the EU tariff offer and negotiating texts for goods, services and government procurement. The objective of this offer is the progressive and reciprocal liberalization of substantially all trade, without excluding any sector, during a period of 10 years. In return, Mercosur thanked the EU for its offer and expressed Mercosur's great appreciation for this political gesture by the EU. Mercosur also announced that it will present its own negotiating proposals. It was agreed that the sixth meeting of the BNC would take place no later than 31 October 2001 in Brussels, provided that Mercosur presents its proposals at an earlier date.

Discussions took place with respect to the Institutional Framework of the future agreement and the Parties also exchanged points of view on widening and deepening of the contents of the future political dialogue. The Subgroup on Economic Co-operation and the Subgroup on Social and Cultural Co-operation also met during the fifth meeting of the BNC in Montevideo and established a number of joint texts.

The exact dates of the next meeting and other arrangements will be agreed on through the regular diplomatic channels.

2. Negotiations on the future political dialogue

During this session of the BNC, the Parties discussed the draft joint text for the institutional framework of the future Agreement, on the basis of the draft joint text as prepared and discussed during the previous round in Brussels.

During their discussions the Parties were able to find agreement on most of the pending issues contained in this draft joint text. Certain issues still remain open, in which the Parties will make further proposals to be discussed during the next meeting of the BNC.

On the basis of the conclusions of the first meeting of the BNC, and taking into account the recent EU-Mercosur High Level meeting that took place on 26 June 2001, both Parties exchanged points of view on widening and deepening of the contents of the future political dialogue.

3. Negotiations on co-operation

In the framework of activities developed during the fifth BNC in the field of co-operation, the Subgroup on Economic Co-operation and the Subgroup on Social and Cultural Co-operation met on Tuesday 3 and Wednesday 4 July.

In the Subgroup on Economic Co-operation the Parties agreed on joint draft texts in the fields of Customs Co-operation, Competition Co-operation and Statistics Co-operation and Scientific and Technological Co-operation.

The Subgroup on Social and Cultural Co-operation agreed on texts in the field of Co-operation in Combatting Drugs and Related Organized Crime.

In addition, proposals were exchanged as regards Co-operation in the Agricultural and Rural Sector, which will be

http://ec.europa.eu/comm/external_relations/mercosur/ass_neg_text/bnc5/conclusions.htm 10/15/2006

analyzed during the next BNC meeting.

4. Negotiations on trade issues

In addition to the launch of negotiations on tariffs and services referred to under the item on general discussions, the technical groups continued to work intensively in all areas.

New proposals from both sides were discussed. Both Parties identified a set of common elements and agreed to continue to work. In certain groups work started on the consolidation of negotiating texts.

Commission and Mercosur Presidency will finalise as soon as possible the necessary instruments to further improve the flow of information between experts of both Parties.

http://ec.europa.eu/comm/external_relations/mercosur/ass_neg_text/bnc5/conclusions.htm 10/15/2006

SIXTH MEETING OF THE EUROPEAN UNION - MERCOSUR BIREGIONAL NEGOTIATIONS COMMITTEE

29-31 October 2001
Brussels, Belgium

FINAL CONCLUSIONS

Negotiators from Mercosur and the European Union met for the sixth time in the context of the EU-Mercosur Biregional Negotiations Committee from 29-31 October 2001 in Brussels, Belgium. This meeting formed the sixth round of negotiations, aiming at the conclusion of an interregional Association Agreement between the European Union and Mercosur. The negotiators established the following set of conclusions.

1. GENERAL DISCUSSIONS

Mr. Guy Legras, Director-General for External Relations of the European Commission, on behalf of the European Union, and the Uruguayan Vice-minister of Foreign Affairs, Ambassador Guillermo Valles Galmes, on behalf of the Pro-Tempore Presidency of Mercosur, jointly opened the sixth meeting of the BNC with statements that strongly reflected both sides' deep commitment to the negotiating process and interest in making significant progress in the discussions during the present phase of the negotiations.

On Monday 29 October 2001 during a plenary session of the BNC, Mercosur presented to the EC a tariff offer and negotiating texts for goods, services and government procurement, in response to the EC proposals submitted at the V round of negotiations.

The EC thanked Mercosur for its tariff offer as well as for the negotiating texts and expressed EC's great appreciation for this new step in the negotiating process. The EC underlined its political appreciation of the efforts undertaken by Mercosur to meet this objective which gives an additional impetus to the rhythm of the negotiating process.

Discussions also took place with respect to the Institutional Framework of the future agreement and the Parties also exchanged views on the widening and deepening of the future political dialogue. The Subgroup on Economic Co-operation also met during the sixth meeting of the BNC in Brussels and established a number of joint texts.

As for the trade groups, meetings took place on tariffs and non-tariffs, services and government procurement.

It was agreed that the seventh meeting of the BNC would take place towards March 2002. The exact dates of the next meeting and other arrangements will be agreed on through the regular diplomatic channels.

2. NEGOTIATIONS ON THE FUTURE POLITICAL DIALOGUE

During this session of the BNC, the Parties discussed the draft text on the institutional framework of the future Agreement, on the basis of the joint text prepared and discussed during the previous rounds. During their discussions, the Parties were able to reach an agreement on some of the pending issues contained in this draft joint text. Progress was made with respect to the Nature and Scope of the Agreement. Certain issues still remain open, in which the Parties made and will make further proposals to be discussed during the next meeting of the BNC. As was agreed in the V BNC, Mercosur presented a proposal regarding the purpose and objectives of the meeting of the Heads of State and Government. On the basis of the conclusions of the first meeting of the BNC, and taking into account the recent EU-Mercosur High Level meeting that took place on 26 June 2001, both Parties exchanged views on widening and deepening the content of the future political dialogue.

3. NEGOTIATIONS ON CO-OPERATION

In the framework of activities developed during the fifth BNC in the fields of Scientific and Technological Co-operation, Energy, Transport, Telecommunications, Information Technology and Information Society. Further discussions will take place with respect to Agricultural and Rural Sector, Environmental Co-operation and Co-operation within the Association Relationship.

4. NEGOTIATIONS ON TRADE ISSUES

As agreed beforehand, the meetings of the trade groups at this round of negotiations centered on tariffs & non-tariffs, services and government procurement. In these discussions, both sides started an initial and fruitful clarification of the respective tariffs offers and the negotiating texts for goods, services and government procurement. Both sides concluded that further analysis and technical work was needed. It was agreed that steady progress was needed and that consequently work would continue through technical contacts in order to prepare the ground for focused discussions at the VII round.

As for the other areas, both sides took stock of the work and identified tasks to be pursued in view of the preparations of the VII round of negotiations.

Seventh Meeting of the EU-Mercosur Bi-regional Negotiations Committee (BNC)

Buenos Aires, Argentina, 8-11 April 2002

Final Conclusions

Negotiators from Mercosur and the European Union met for the 7th. time in the context of the EU Mercosur Bi-regional Negotiations Committee from 8 to 11 April 2002 in Buenos Aires, Argentina. The parties exchanged views on the preparation of the 2nd EU - Mercosur Summit (Madrid, 17 May 2002). Parties made significant progress in various aspects of the future Interregional Association agreement between the Mercosur and the European Union.

The negotiators arrived to the following conclusions.

1. GENERAL DISCUSSIONS

Ambassador Martín Redrado, National Coordinator of Argentina carrying out the Pro Tempore Presidency of Mercosur, and Mr Guy Legras, Director General of External Relations of the European Commission representing the European Union, opened the meeting. Their statements reflected the commitment of both parties to the negotiation process and their interest in making significant progress towards the preparation of the [Madrid Summit](#).

Ambassador Redrado referred to the latest progress aiming to strengthen Mercosur and to the results of the Mercosur Council special meeting on 18 February. At this event the Protocol of Olivos, establishing a Permanent Court for Dispute Settlement with seat in Asunción, was signed. He underlined the importance of external negotiations carried out by Mercosur and put particular emphasis on its negotiations with the European Union. Mr Legras thanked him for his observations and emphasised the EU's strong support for Mercosur's integration process. Both negotiators emphasised their strong interest in making substantial progress for the Madrid Summit, in the Political and Cooperation Chapters and measures for business facilitation.

Afterwards, the discussions moved on to the Institutional Framework of the future agreement and the Parties exchanged points of view on enlarging and deepening future Political Dialogue.

The Sub-group of Cooperation continued discussions on the definition of all issues related to different areas of cooperation.

During these negotiations discussion on business facilitation issues intensified. Results will be presented in the meeting of EU - Mercosur Heads of State and Government in Madrid. Discussions include measures for customs, standards, technical regulations and conformity assessment, sanitary and phytosanitary measures, and electronic commerce.

Also Mercosur raised the issue of increasing EIB financial resources in the Mercosur region for infrastructure projects.

The date of the next meeting of the Bi-regional Negotiation Committee and other aspects of organisation will be decided through the regular diplomatic channels.

2. NEGOTIATIONS ON THE FUTURE POLITICAL DIALOGUE

During negotiations, Parties analyzed the draft text on Principles; Objectives, Nature and Scope of the Association; Political Dialogue and Institutional Framework. Parties examined the incorporation of the principle of "good governance" and the regularity and content of meetings of Heads of State and Government.

Regarding the mechanism on the political dialogue, parties discussed a new paragraph II.3.5 proposed by the European Union. It will now be submitted for consideration by respective Parties' authorities.

3. NEGOTIATIONS ON COOPERATION

Parties made significant progress on all subjects of the cooperation chapter. Following previous work by the Sub-groups on Social, Cultural, Technical and Financial Cooperation outstanding texts were agreed under Economic Cooperation chapter. These included agriculture, services, fishing, environment, consumer protection, tourism, public procurement, e-commerce and data protection and intellectual property.

4. BUSINESS FACILITATION

Parties analyzed a set of trade facilitation measures with a view to their adoption in Madrid, taking into consideration the recommendations of the Mercosur - EU Business Forum. These included customs, standards, regulations and conformity assessment, sanitary and phytosanitary measures, and electronic commerce. Parties made significant progress on a package of measures, and expect to conclude this package soon.

5. MADRID SUMMIT

Parties exchanged views on the format of the EU - Mercosur Summit at Madrid. They agreed to continue efforts to make this a success. The Spanish Presidency provided information on the organisational aspects the meeting.

The European Union Delegation underlined the importance of the Draft Joint Communiqué for the Madrid Summit presented by Mercosur, and noted that it includes the central aspects of the relationship which should be included in the Communiqué. Suggestions were made on the content of the text.

Mercosur presented a new paragraph on the importance of negotiations aiming to reach bilateral agreements on sanitary and phytosanitary matters.

Parties agreed to pursue these negotiations in Brussels.

6. ANNEXES

Annex 6.1. Draft Joint text for the Institutional Framework and Political Dialogue

Annex 6.2. Draft Joint text and proposals on Co-operation

EIGHTH MEETING OF THE EUROPEAN UNION - MERCOSUR BI-REGIONAL NEGOTIATIONS COMMITTEE

11-14 November 2002 - Brasilia -

FINAL CONCLUSIONS

Negotiators from the Mercosur and the European Union met for the eighth time in the context of the EU-Mercosur Bi-regional Negotiations Committee during 11-14 November 2002 in Brasilia, continuing the economic and trade negotiations for the conclusion of the Interregional Association Agreement between the European Union and the Mercosur.

The Brazilian Ambassador to the European Communities, José Alfredo Graça Lima, on behalf of the pro tempore Presidency of Mercosur, and the Director for Free Trade Agreements of the Directorate-General for Trade of the European Commission, Mr. Karl Falkenberg, on behalf of the European Union, jointly opened the eighth meeting of the BNC with statements that strongly reiterated the Parties' commitment to a rapid progress of the negotiations.

They recalled the conclusions of the Negotiators' Meeting at Ministerial Level, held at Rio de Janeiro last July. On that occasion, Ministers and Commissioners discussed the state of the negotiations and agreed to a schedule of meetings for 2002 and 2003, giving a new impetus to the economic and trade negotiations of the Interregional Association Agreement.

Following the opening, the Parties met at separate Technical Groups to work intensively on the proposals. As agreed in the Rio de Janeiro Work Programme, discussions focused on texts on standards, technical regulations and conformity assessment procedures; competition; general rules of origin; intellectual property rights; customs procedures; and dispute settlement. Proposals from both sides were reviewed and substantial progress was made on consolidation of negotiating texts. Both Parties agreed to continue their efforts of consolidating texts, aiming at having a first common draft text of the Interregional Association Agreement for the next meeting of the Bi-regional Negotiations Committee.

Furthermore, the delegations finalised their discussions on methods and modalities for the negotiations on market access on goods, including agricultural products, and for the negotiations on services.

Finally, the Parties considered the implementation of the business facilitation measures that were launched during the Second Meeting of Heads of State and of Government of the European Union and of Mercosur, held in Madrid, on 17th May 2002.

The next meeting of the Bi-regional Negotiations Committee shall take place, tentatively, on 17 to 21 March 2003, in Brussels, in conformity with the Rio de Janeiro Work Programme.

1. ANNEXES

- I. Reports of the Technical Groups
- II. Common Registration System
- III. Preliminary Inventory of Official Documents
- IV. List of Working Documents
- V. Delegations

ANNEX I

REPORTS OF THE TECHNICAL GROUPS

Eighth Round of Negotiations EU-Mercosur
Brasilia, 11-14 November 2002

TECHNICAL GROUP I

I.1. Tariffs

Methods and modalities for market access on goods

Both sides had a further full exchange on methods and modalities for market access negotiations on goods, allowing for a better understanding on their respective objectives. They finalised their discussions on this topic and recalled that the Rio de Janeiro Work Programme sets a target date of 28 February 2003 for the tabling of WTO consistent offers, with a view to engaging in market access negotiations aiming at achieving significant additional interregional market access opportunities in both agricultural and non-agricultural trade.

Technical issues

Recalling that the EU had presented its market access offer in CN 2001 for processed agricultural products, industrial products and fisheries, and in CN 2002 (basis HS02) for agricultural products, Mercosur requested the EU to provide a correlation table between both nomenclatures. Given that the EU stated its intention to present an updated offer in CN 2002, and that European trade statistics available are not listed in that Nomenclature, Mercosur also requested that these statistics be updated to CN 2002. The EU delegation agreed to provide such information, including trade statistics for 2001.

The EU delegation also agreed to forward an exchange rate correlation table between euros and dollars, for the period 1998-2001.

The Mercosur delegation distributed a list of products of the updated European agricultural offer, in which the conditions for tariff elimination appeared to have changed to longer-term schedules, compared to the original proposal. The EU explained the reason was most likely not of substance, but agreed to verify the list of products.

The EU delegation handed over an inventory of trade statistics received from Mercosur and requested completion and update of these statistics in standard format. Mercosur agreed to submit 2001 statistics for Brazil and Argentina and 2000 statistics for Uruguay and Paraguay. It was agreed that the 2001 statistics of the latter two countries will be submitted as soon as available.

It was also agreed that Mercosur will present its updated tariff elimination offer in NCM 2001 (basis HS96). Whenever possible, Mercosur would present its offer in NCM 2002 and a correlation table between NCM 2001 and NCM 2002.

I.2. Customs Procedures

Delegations conducted a thorough exchange of views on the basis of the revised European Community Proposal for the section on Customs and Related Matters of the chapter on Goods of the Mercosur-EU Agreement (Doc EU-MERC/TRADE/W/1098). As a result, having identified a

common view on the general objectives of the section, it was possible to prepare a working document that reflects the preliminary positions of both parties.

It is understood that, given the short time since the proposal was received, Mercosur may present additional proposals or reactions to the text under consideration.

Delegations agreed to examine the situation with regard to previous negotiations between Mercosur and the EU on the establishment of an agreement on mutual administrative assistance on customs matters and to include the issue in the future work of the BNC on customs matters, with a view to concluding such an agreement .

Both Delegations presented a very positive assessment of the results of the VIII BNC in the area of customs matters and expressed satisfaction with the opportunity to identify areas of convergence and to clarify respective positions where it has not yet been possible to reach a common ground.

I.3. Rules of Origin

The Parties analysed the integrated negotiating text on rules of origin (EU - MERCOSUR/TRADE/1082 rev.1 (16.10.02) based upon the texts previously submitted by the EU and Mercosur, and achieved a common text on some articles.

It was agreed that further analysis of the text is needed in order to continue discussing the subject, especially concerning the following issues:

- Proof of origin (Issue of Certificates and authority responsible for issuing and checking them)
- Verification of Proof of Origin
- Customs procedures related to origin
- Value (CIF, FOB or ex-work) that shall be used by the Parties within the realm of the agreement
- Origin of sea-products
- Origin of products manufactured from non-originating products subject to drawback or other exemption from customs duties.
- Free Zones
- Minimal Operations

The Common Integrated Negotiating Text on Rules of Origin is attached.

I.4. Standards, Technical Regulations and Conformity Assessment

Both Parties exchanged their views and proposals on this chapter from an original side-by-side text and reached a consolidated version, with some brackets to be further discussed and clarified, which is attached.

The Parties agreed that discussions on the possible creation of a Special Committee on Standards, Technical Regulations and Conformity Assessment will take place when the Parties undertake negotiations on institutional framework matters.

The Parties agreed that aspects of technical co-operation under the chapter Standards, Technical Regulations and Conformity Assessment will be discussed in the next round.

TECHNICAL GROUP II

II.1. Services

The meeting ¾ held in Brasília, 11-12 November 2002 ¾ took place in an excellent spirit of cooperation. Both parties agreed that this 8th round of negotiations provided an excellent occasion to further discuss very important themes of the services negotiations.

Based on Mercosur's and EC's proposals on Methods and Modalities, both sides agreed on a final document on Methods and Modalities for Services negotiations, which is attached.

Mercosur asked for clarification about some of the answers the EU had provided for Mercosur's questions. The clarifications were very useful and both parties agreed that some issues would deserve future in-depth discussions.

In relation to the draft of the future services chapter of the birregional negotiation, there was a broad conceptual discussion on the general objectives of the agreement on services, as well as on some specific aspects of the text. The EC considers essential to agree on the basic rules for the preparation of the initial offers. Mercosur understands EC's preoccupation and reiterates its commitment to the Work Programme agreed in Rio de Janeiro.

II.2. Intellectual Property Rights

Both Parties made presentations of their respective proposals. The proposal by Mercosur was handed over to the European Union in March 2002, while the European Union presented its proposal in October 2002. Both were included in a side-by-side document (annex).

Mercosur reiterated its understanding that the bi-regional talks are not the appropriate forum for discussing the accession to international treaties. The European Union stressed that an Agreement of this nature requires a high level of protection of intellectual property which would be effectively obtained, *inter alia*, by adhering to previously negotiated treaties.

Both delegations acknowledge that the European Union and Mercosur countries already grant high levels of protection to intellectual property rights. However, the European Union delegation also considered that there is scope for improvement and that the Agreement should leave flexibility to welcome future developments.

The delegations upheld a discussion and exchanged opinions and arguments with special attention to topics in which distinct approaches prevail, such as standards of protection, scope of the chapter, public health, biodiversity, enforcement, review mechanisms, protection of plant varieties, geographical indications, most-favoured nation clause and transfer of technology.

The delegation of the European Union expressed its willingness to promote technical co-operation and to assist Mercosur in the field of enforcement of intellectual property rights.

The delegation of the European Union expressed its intention to present a document containing its preliminary comments on the side-by-side document, based on the discussions held during the meeting. The delegation of Mercosur expressed its disposition to offer written comments to the European Union document, thus establishing a basis for a consolidated text, to be presented in the next round where intellectual property will be part of the agenda.

TECHNICAL GROUP III

III.1. Competition

The working document of this session was the consolidated text for competition presented by the European Community (EU-MERC/TRADE/W/1067Rev.1 Corr1 18.10.02).

The delegations performed a detailed revision of the above mentioned document and, as a result, it was possible to progress towards a more convergent text. Concrete progress on a number of issues should be highlighted, such as the agreement reached on Article 4 "Coordination of enforcement activities", the approximation of views on Article 3 "Notification" and that both Parties agreed to present revised proposals for Article 6 "Exchange of Information" in order to seek common ground on this subject. With regard to Article 5 "Consultations", Mercosur indicated its willingness to reflect further on its proposal.

Both delegations expressed their satisfaction with the outcome of this eighth round of negotiations and agreed that it might be possible to reach a final agreement for this chapter in the near future.

The resulting consolidated text agreed during this session is attached.

III.2. Dispute settlement

Both delegations agreed that this session's discussion would be based on the side-by-side text prepared by Mercosur on 9 October 2002 (copy attached).

The Parties agreed that the purpose of this round was to clarify their respective proposals, and to identify areas of common ground with a view to preparing a consolidated text for consideration at future rounds of negotiations.

Both delegations explained the main objectives and conceptual framework of their respective proposals and an in depth discussion followed on all the points contained therein. Both Parties shared similar ideas on how the dispute settlement mechanism should function, although there still remained a number of important issues that will need further exploration and consideration.

Both sides agreed that this had been a very useful round of discussions that had enabled a deeper understanding of both proposals. It was also highlighted that there were a number of areas of common ground that could form the basis of a consolidated text. In order to maintain the progress achieved in this round, the EC offered to submit a proposal that would further clarify and simplify the views that had been expressed during the three sessions, and which it considered would facilitate the preparation of a consolidated text. The Mercosur delegation welcomed the EC offer agreed to reflect further on some issues. Both delegations agreed that a consolidated text should be prepared in time for discussion at the next round, and recommended that the Dispute Settlement chapter should be included on the agenda for the March 2003 round in Brussels.

BUSINESS FACILITATION

The Parties had an in-depth discussion on the proposal presented by Mercosur for the implementation of the whole of the measures agreed in the Madrid Action Plan on Business Facilitation. The Parties agree that, in order to respond fully to the expectations of the private sectors put forward by MEBF and of the Governments, the implementation of the Action Plan

must be considered in an integrated and balanced way, so that all specific areas be addressed at the same pace.

The Parties also agreed that Business Facilitation be included in the agenda of the next BNC meeting (Brussels, March 2003). At that opportunity, there will be a specific meeting on this subject in order to deal with the actions agreed on the four specific areas (Sanitary and Phytosanitary Measures; Customs; Standards, Technical Regulations and Conformity Assessment; and Electronic Commerce).

In the field of Sanitary and Phytosanitary Measures, the Commission agreed with the Mercosur proposal of exchanging questionnaires. In this sense, the Parties agreed to exchange them in December 2002. The answers should be made available in February 2003 and thoroughly discussed at the session on business facilitation of the next BNC meeting. Furthermore, the EU agreed with the Mercosur proposal to hold a seminar on SPS issues, with the participation of both the public and the private sectors. Mercosur suggested that such seminar should be held at a date close to the IX BNC meeting. The delegations agreed to exchange their views on date, place and the programme of the seminar, within the next fifteen days. The EU indicated its willingness to explore ways to financially contribute to the organisation of such a seminar.

In the field of Customs, the EC made preliminary comments on Mercosur proposals. A number of measures that can be more rapidly implemented were identified, as well as the availability of funds for their implementation by cooperation.

In the field of Standards, Technical Regulations and Conformity Assessment, the Commission presented a written reaction to the Mercosur proposal (Annex).

In the field of Electronic Commerce, the EC agreed with Mercosur proposal of exchanging information about e-commerce themes on the next BNC meeting. In that opportunity, the Parties shall make presentations on the following themes: the use of electronic contracts; the development of statistical methods applicable to electronic commerce; the consumer protection in electronic means; the liability of intermediary service providers; the treatment of unsolicited electronic commercial communications.; and the recognition of certificates of electronic signatures and the facilitation of cross-border certification services. The Commission also expressed its willingness to examine concrete proposals for projects to implement actions related to electronic commerce, under the cooperation program on information society.

The EU undertook to reply in a consolidated document to all of Mercosur' proposals and will make additional suggestions for the implementation of the measures .

OTHER ISSUES

The Parties agreed on a common system for registration of official documents (Annex II). Documents annexed to these conclusions and previous negotiating text shall be registered accordingly, having as a basis the preliminary inventory of exchanged texts (Annex III).

ANNEX II

Common Registration System

- Considering, on one hand, that the present stage of the trade negotiations between the Mercosur and the EU involves a vast and increasing exchange of negotiating papers between the

Parties, and, on the other hand, the need to facilitate and organise the handling of the texts being examined in the various Technical Groups, the Parties agree to a common system for the registration of working documents, based on the following methodology:

(a) indication of the BNC in which the document will be or has been presented. When dealing with working texts presented between meetings, reference would be made to the following BNC - even if the subject dealt in it is not to be discussed in that meeting. To facilitate the registration, all documents presented between BNCs will be incorporated in the Minutes of the following meeting.

(b) identification of the document's origin (MS for Mercosur and EU for European Union). If the text embodies proposal from both Parties and it is an agreed text, the initials MS-EU would apply.

(c) indication of the initials of the Technical Group in which the text was originated. If the documents are not from a specific TG - i.e. business facilitation - the identification will be made by using identifying initials for that specific area. For example, for Business Facilitation, "BF"; for texts concerning general aspects of the negotiation, "Gen".

(d) numbers indicating the sequential order of the documents. Each series of documents (MS, EU and MS-EU) would have its own sequential order of numbers; and

(e) the date when the document was introduced in the negotiation.

EXAMPLES:

IX BNC/MS/TG-1/01/20.02.02
IX BNC/EU/TG-2/01/18.02.02
IX BNC/MS-EU/TG-3/01/24.07.01

· Revisions or changes in texts already presented shall be indicated by using the initials "Rev". "1", "2", etc underneath the identification of the original document,.

EXAMPLES:

IX BNC/MS/TG-1/01/20.02.02
Rev. 1

IX BNC/EU/Gen/01/05.07.01
Rev. 3

· For registration purposes, the proposed system would also be used for the documents already formally presented, based on the inventory discussed in the VIII BNC.

ANNEX III

Preliminary Inventory of Official Documents

Date Negotiating Text

06.00 Mercosur proposal for specific objectives (Spanish) (English version by the EC)

24.10.00 EC paper for negotiations of Working Groups 1, 2 and 3 (English)

11.00 Mercosur counterproposal on Sanitary and Phytosanitary Measures (English)

05.02.01 EC negotiating text for a Chapter on Dispute Settlement (English)

05.02.01 EC working paper for IPR - list of international conventions (English)

14.02.01 EC proposal for a Business Facilitation initiative (English)

14.02.01 EC proposal regarding technical prerequisites for goods (English)

14.02.01 EC working paper - elements for a chapter on Standards, Technical Regulations and Conformity Assessment Procedures (English)

14.02.01 EC working paper for Government Procurement - possible content of Chapter on Government Procurement (English)

14.02.01 EC Proposal for a Chapter and Annex with a cooperation mechanism concerning Competition (English)

21.02.01 EC proposal on Rules of Origin - protocol concerning the definition of the concept of "originating products" and methods of administrative cooperation (English)

14.03.01 Mercosur preliminary proposal on Competition (Spanish)

14.03.01 Mercosur preliminary comments on Dispute Settlement (Spanish)

14.03.01 Mercosur preliminary proposal on Standards, Technical Regulations and Conformity Assessment (Spanish)

14.03.01 Mercosur proposal for Methods and Modalities on tariff negotiation (Spanish)

14.03.01 Mercosur preliminary proposal on Safeguards (Portuguese)

18.05.01 EC proposal for a List of International Conventions of IPR (English)

22.05.01 Synoptic table of the Mercosur and EU proposals for the negotiations on market access (English)

30.05.01 Mercosur proposal for a Protocol on Rules of Origin (Spanish)

01.06.01 EC draft common text for the Chapter on Competition (English)

06.01 Mercosur counterproposal on Competition (Spanish)

06.06.01 EC working document on wine (English)

06.06.01 EC proposal on Business Facilitation - Elaboration on Electronic Commerce (English)

15.06.01 Mercosur proposal on Standards, Technical Regulations and Conformity Assessment (Spanish)

20.06.01 EC working document on Business Facilitation in the field of Customs (English)

21.06.01 EC consolidated draft on Standards, Technical Regulations and Conformity Assessment Procedures (English)

28.06.01 EC proposal for Chapter on Government Procurement (English)

29.06.01 EC proposal for Rules of Origin - arrangements for administrative cooperation (articles 30 to 34) (English)

02.07.01 EC proposal for the Chapter on Services: full text (English)

02.07.01 Draft common text for the Chapter on TBT (Spanish)

17.09.01 Draft common text for the Chapter on TBT (English)

04.07.01 EC proposal for the Chapter on Services: schematic (English)

04.07.01 Mercosur proposal for a framework of the Chapter on Services (Spanish)

04.07.01 EC proposal for the Chapter on Goods (English)

05.07.01 Mercosur proposal on Government Procurement (Spanish)

17.09.01 Mercosur proposal on Government Procurement (English)

05.07.01 Mercosur working document on Competition (Spanish)

05.07.01 Mercosur proposal for Methods and Modalities for the tariff negotiations (Spanish)

05.07.01 Mercosur draft consolidated text for Methods and Modalities for the tariff negotiations (Spanish)

05.07.01 EC draft common text for Technical Prerequisites for the tariff negotiation (English)

05.07.01 EC proposal on Customs (Annex X, Y, Z) (English)

05.07.01 EC tariff offer (cover page + lists) (English)

06.07.01 Mercosur list of Non-Tariff Barriers in the European Union (Spanish)

14.09.01 Mercosur list of Non-Tariff Barriers in the European Union (English)

24.10.01 Mercosur proposal for the Chapter on Government Procurement (Spanish)

24.10.01 Mercosur proposal on the Chapter of Services (Spanish)

29.10.01 Mercosur proposal for the Chapter on Goods (English)

29.10.01 Mercosur tariff offer (cover page with conditions + lists) (Spanish)

09.11.01 EC annotated agenda of negotiations on wines (English)

11.02.02 EC integrated negotiating text on Rules of Origin (English)

18.02.02 Mercosur draft consolidated text for the Chapter on Goods (English)

20.02.02 EC draft consolidated text for the Chapter on Goods: complete (English)

20.02.02 EC draft consolidated text for the Chapter on Goods: market access (English)

15.03.02 EC revised proposal for Standards, Technical Regulations and Conformity Assessment Procedures (English)

03.02 Consolidated text for Customs Matters (Spanish)

09.07.02 Consolidated text for Customs Matters (English)

04.02 Mercosur consolidated draft protocol for Rules of Origin (Spanish)

04.02 Mercosur preliminary proposal on Modalities and Procedures of negotiation of Services (Spanish)

08.07.02 Mercosur preliminary proposal on Modalities and Procedures of negotiation of Services (English version by the EC)

09.10.02 Mercosur preliminary proposal on Modalities and Procedures of negotiation of Services (English, rev. 1)

25.04.02 Mercosur proposal on the Chapter on Intellectual Property (Spanish)

08.07.02 Mercosur proposal on the Chapter on Intellectual Property (English version by the EC)

16.05.02 Business Facilitation Action Plan

05.06.02 Mercosur proposal on the Chapter on Dispute Settlement (Spanish)

08.06.02 Mercosur proposal on the Chapter on Dispute Settlement (English version by the EC)

09.10.02 Mercosur proposal on Standards, Technical Regulations and Conformity Assessment Procedures rev. 1 (Spanish)

09.10.02 Mercosur proposal on Standards, Technical Regulations and Conformity Assessment Procedures rev. 1 (English)

09.10.02 Mercosur side-by-side text with proposals on TBT (English)

09.10.02 Mercosur side-by-side text with proposals on Dispute Settlement (English)

10.10.02 EC updated offer on agriculture (English)

16.10.02 EC proposal on an integrated negotiating text on Rules of origin (English)

17.10.02 EC proposal on Methods and modalities for services negotiations (English)

18.10.02 EC proposal on a draft consolidated text for the Chapter on Services (English)

18.10.02 EC proposal on a draft consolidated text for the Chapter on Competition (English)

22.10.02 EC draft proposal for the Chapter on IPR (English)

23.10.02 EC proposal on a draft consolidated text on Intellectual Property Rights (English)

29.10.02 Mercosur proposal on the Implementation of the Action Plan on Business Facilitation - SPS, Customs and Electronic Commerce (Portuguese)

05.11.02 Mercosur proposal on the Implementation of the Action Plan on Business Facilitation - SPS, Customs and Eletronic Commerce (English version by the EC)

08.11.02 EC proposal on the Chapter on Customs rev. 1 (English)

11.11.02 Mercosur proposal on the Implementation of the Action Plan on Business Facilitation - TBT (Spanish and English)

14.11.02 Consolidated text for the Chapter on Customs and Related Matters (English)

14.11.02 Consolidated text for the Chapter on Standards, Technical Regulations and Conformity Assessment (English)

14.11.02 Methods and Modalities for Services negotiations (English)

14.11.02 Common Integrated Negotiation Text on Rules of Origin (English)

14.11.02 Consolidated text for the Chapter on Competition (English)

14.11.02 EC counterproposal for the Implementation of the Action Plan on Business Facilitation - TBT

ANNEX IV

LIST OF WORKING DOCUMENTS

EC revised proposal for Standards, Technical Regulations and Conformity Assessment Procedures (English)

Consolidated text for Customs Matters (Spanish)

Mercosur preliminary proposal on Modalities and Procedures of negotiation of Services (Spanish)

Mercosur preliminary proposal on Modalities and Procedures of negotiation of Services (English version by the EC)

Mercosur preliminary proposal on Modalities and Procedures of negotiation of Services (English, rev. 1)

Mercosur proposal on the Chapter on Intellectual Property (Spanish)

Mercosur proposal on the Chapter on Intellectual Property (English version by the EC)

Business Facilitation Action Plan

Mercosur proposal on the Chapter on Dispute Settlement (Spanish)

Mercosur proposal on Standards, Technical Regulations and Conformity Assessment Procedures rev. 1 (Spanish)

Mercosur proposal on Standards, Technical Regulations and Conformity Assessment Procedures rev. 1 (English)

Mercosur side-by-side text with proposals on TBT (English)

Mercosur side-by-side text with proposals on Dispute Settlement (English)

EC updated offer on agriculture (English)

EC proposal on an integrated negotiating text on Rules of origin (English)

EC proposal on Methods and modalities for services negotiations (English)

EC proposal on a draft consolidated text for the Chapter on Services (English)

EC answers to Mercosur questions about Services (English)

EC proposal on a draft consolidated text for the Chapter on Competition (English)

EC draft proposal for the Chapter on IPR (English)

EC proposal on a draft consolidated text on Intellectual Property Rights (English)

Mercosur proposal on the Implementation of the Action Plan on Business Facilitation - SPS, Customs and Eletronic Commerce (Portuguese)

Mercosur proposal on the Implementation of the Action Plan on Business Facilitation - SPS, Customs and Eletronic Commerce (English version by the EC)

EC proposal on the Chapter on Customs rev. 1 (English)

Mercosur propos al on the Implementation of the Action Plan on Business Facilitation - TBT (Spanish and English)

Consolidated text for the Chapter on Customs and Related Matters (English)

Consolidated text for the Chapter on Standards, Technical Regulations and Conformity Assessment (English)

Methods and Modalities for Services negotiations (English)

Common Integrated Negotiation Text on Rules of Origin (English)

Consolidated text for the Chapter on Competition (English)

EC counterproposal for the Implementation of the Action Plan on Business Facilitation - TBT

ANNEX V

DELEGATIONS

MERCOSUR

Argentina

Delegado Órgão

Daniel Polski Ministerio de Relaciones Exteriores
Adrian Makuc Ministerio de la Producción
Teresita González Embajada de Argentina
Victoria Pose Ministerio de la Producción
Alejandro Deimundo Escobal Embajada de Argentina
María de Carmen Squeff Ministerio de Relaciones Exteriores
Gonzalo Urriolabeitia Embajada de Argentina
Jorge Iturriza Secretaría de Agricultura
Rosana Ricchini Ministerio de la Producción
Celina Pena Ministerio de Relaciones Exteriores

Brasil

Delegado Órgão

José Alfredo Graça Lima Delegação Permanente junto à C.E
José Antônio Marcondes de Carvalho Ministério das Relações Exteriores
Paulo Venturelli Ministério da Agricultura, Pecuária e Abastecimento
Daniela Aviani SNPC/ Ministério da Agricultura Pecuária e Abastecimento
Leontino Rezende Taveira SNPC/ Ministério da Agricultura Pecuária e Abastecimento

Delegado Órgão

Marylin Peixoto Silva Nogueira Ministério de Ciência e Tecnologia
Rosária da Costa Baptista Ministério do Desenvolvimento , Indústria e Comércio Exterior
Ana Claudia Takatsu Ministério do Desenvolvimento , Indústria e Comércio Exterior
Carlos Alberto A Oliveira SM/ Ministério do Desenvolvimento, Indústria e Comércio
Eliane Fontes Ministério do Desenvolvimento , Indústria e Comércio Exterior
Francisco Ferdinando Andrehowisk Filho Ministério do Desenvolvimento , Indústria e Comércio Exterior
Gilberto Larcher Ministério do Desenvolvimento , Indústria e Comércio Exterior
Jane Pinho Ministério do Desenvolvimento, Indústria e Comércio Exterior.
Katarina C.A. Moura Ministério do Desenvolvimento , Indústria e Comércio Exterior
Luis Carlos Pereira Ministério do Desenvolvimento, Indústria e Comércio Exterior.
Marcia de Fatima Linse Silva Ministério do Desenvolvimento , Indústria e Comércio Exterior
Márcia Heidi Suguieda STI/ Ministério do Desenvolvimento, Indústria e Comércio
Margarita Maria A. Lourado Reche Ministério do Desenvolvimento , Indústria e Comércio Exterior
Maruska F. de Aguiar Ministério do Desenvolvimento, Indústria e Comércio Exterior.
Renato Souza Ministério do Desenvolvimento, Indústria e Comércio Exterior.
Rogério Vianna Ministério do Desenvolvimento, Indústria e Comércio Exterior.
Sergio F. Figueiredo Ministério do Desenvolvimento , Indústria e Comércio Exterior
Wednes Costa Ministério do Desenvolvimento , Indústria e Comércio Exterior
Saturnino Messa Ministério da Fazenda
Dário Da Silva Brayner Filho COANA / SRF / Ministério da Fazenda
Erivaldo Gomes Ministério da Fazenda
Marden de Melo Barboza SAIN / Ministério da Fazenda
Maria Angelica Toledo Castro SRF / Ministério da Fazenda
Rita Cristina H. Pinto COANA / SRF / Ministério da Fazenda
Delegado Órgão
Vera de Figueiredo Malta Ministério da Fazenda
João Grandino Rodas Ministério da Justiça
Elisa Oliveira SDE / Ministério da Justiça
Fábio Alessandro Santos CADE- Ministério da Justiça

Isabel Ramos Souza SEAE - Ministério da Justiça
Marcel Medon Santos SDE - Ministério da Justiça
Paula Fontelles SDE - Ministério da Justiça
Elza Castro Ministério das Relações Exteriores
Sergio Barreiros Ministério das Relações Exteriores
Maria Izabel Vieira Ministério das Relações Exteriores
Carlos Márcio Cozendey Ministério das Relações Exteriores
Reinaldo Salgado Ministério das Relações Exteriores
Liliam Chagas Ministério das Relações Exteriores
Maurício Fávero Ministério das Relações Exteriores
Ivana Marília Gurgel Ministério das Relações Exteriores
Pedro Dalcerro Ministério das Relações Exteriores
Daniela Benjamin Ministério das Relações Exteriores
Joel Sampaio Ministério das Relações Exteriores
Felipe Hees Ministério das Relações Exteriores
Emerson Kloss Ministério das Relações Exteriores
Gustavo de Sá Duarte Barboza Ministério das Relações Exteriores
Vanessa Dolce de Faria Ministério das Relações Exteriores
Alberto L. Pinto Coelho Fonseca Ministério das Relações Exteriores
Felix Baes de Faria Ministério das Relações Exteriores

Ronaldo Gonçalves Ferraz ABC/ Ministério das Relações Exteriores
Juliana Ghizzi Pires Lancini ANVISA
Kelly Chung ANVISA
Afonso Infurna Júnior ANVISA
Ricardo Kropf Santos Fermam INMETRO
Grace Ianno INMETRO

Paraguay

Delegado Órgão
Enrique Franco Ministerio de Relaciones Exteriores
Raul Cano Ministerio de Relaciones Exteriores
Maria Amarilla Ministerio de Relaciones Exteriores
Elianne Cibils Embajada de Paraguay
Miguel Angel Lopez Embajada de Paraguay
Bruno Belmont Ministerio de Industria y Comercio
Humberto Galeano Embajada de Paraguay
Hipólito Mendoza Embajada de Paraguay

Uruguai

Delegado Orgão
Ricardo González Ministerio de Relaciones Exteriores
Gustavo Vanerio Embajada de Uruguay
Aníbal Cabral Embajada de Uruguay
Martin Vidal Embajada de Uruguay

European Commission

DG External Relations

§ Mr. Francisco DA CÂMARA GOMES, Director RELEX G
§ Mr. Damián HERNÁNDEZ-LÓPEZ, Head of Unit RELEX/G/4
§ Mr. Tomás ABADÍA, Desk Officer Mercosur RELEX/G/4

DG Trade

§ Mr. Karl F. FALKENBERG, Director DG Trade C
§ Mr. Matthias PETSCHKE, Deputy Head of Unit DG Trade C/03
§ Ms. Madelaine TUININGA, DG Trade C/03
§ Ms. Daria GISMONDI, DG Trade C/02
§ Mr. Pedro VELASCO MARTINS, DG Trade F/01
§ Mr. Maria Teresa FABREGAS FERNANDEZ, DG Trade F/02
§ Mr. Carlo PETTINATO, DG Trade F/02
§ Mr. Francesco MEGGIOLARO, DG Trade D/02
§ Mr. Edward BROWN, DG Trade D/03

DG AGRI

§ Mr. Helmut STADLER, Head of Unit DG AGRI A21
§ Mr. Bernard LEFEVRE, DG AGRI D/4
§ Mr. Segundo PEREZ GIBAJA

DG TAXUD

§ Mr. John TAYLOR, DG TAXUD A/04
§ Mr. Nicola ARDITO, DG TAXUD B/04

DG Enterprise

§ Ms. Dominique GROSJEAN, DG ENTR A02

Delegations

§ Mr. Rolf TIMANS, Head of the EU Delegation in Brazil
§ Mr. Jorge PEYDRO AZNAR, EU Delegation in Brazil
§ Mr. Mauro MARIANI, EU Delegation in Brazil
§ Mr. Christophe MANET, EU Delegation in Argentina
§ Mr. Fabrice MICHON, EU Delegation in Argentina
§ Ms. Diana ACCONCIA, EU Delegation in Uruguay
§ Mr. Ambrosio A. de MELLO FRANCO, EU Delegation in Brazil
§ Mr. Humberto NETTO, EU Delegation in Brazil
§ Ms. Joana QUEIROZ, EU Delegation in Brazil

LIST OF OTHER EU PARTICIPANTS

Presidency - Denmark

§ Ms. Anita HUGAU, Ambassador (Denmark)
§ Mr. Lars RIMMER (Denmark)
§ Mr. Nicolai PRITZ (Embassy)

Member States

Belgium

§ Mr. Jean-Michel Veranneman de WATERVLIET, Ambassador
§ Mr. Pascal BUFFIN (Embassy)

Germany

§ Mr. Uwe KAESTNER, Ambassador
§ Mr. Markus UTSCH (Germany)
§ Mr. Michael WORBS (Embassy)
§ Mr. Hartmut MESSERSCHMIDT (Embassy)

Greece

§ Mr. Stratos DOUKAS, Ambassador
§ Mr. Ioannis BRACHOS (Greece)
§ Athina PLAKOUDI (Embassy)

Spain

§ Mr. José CODERCH, Ambassador
§ Mr. César ALBA, Ambassador (Spain)
§ Mr. Juan LOPEZ HERRERA (Spain)
§ Mr. Victor AUDERA (Embassy)
§ Ms. Marisela RIBAS (Embassy)

France

§ Mr. Alain ROUQUIÉ, Ambassador
§ Ms. Françoise BREYSSE (France)
§ Ms. Anne-Hélène ROIGNAN (France)
§ Ms. Stéphanie CROGUENNEC (France)
§ Mr. Patrick BERGER (Embassy)
§ Bertrand CAMACHO (Embassy)

Ireland

§ Mr. Martin GREENE (Ambassador)
§ Mr. Patrick DUFFY (Embassy)

Italy

§ Mr. Vincenzo PETRONE, Ambassador
§ Mr. Gianfranco DE LUIGI (Embassy)
§ Ms. Elena MARINELLI (Embassy)

The Netherlands

§ Mr. Robert Hans MEYS, Ambassador
§ Mr. Egbert HARTSEMA (Embassy)

Austria

§ Mr. Daniel KRUMHOLZ, Ambassador
§ Mr. Ulrich FRANK (Embassy)

Portugal

§ Mr. António Manuel FRANCO, Ambassador
§ Mr. Antonio Pedro RODRIGUES DA SILVA (Embassy)

Finland

§ Mr. Hannu UUSI-VIDENOJA, Ambassador
§ Mr. Teppo TEKALA, Ambassador (Finland)
§ Mr. Jouko LEINONEN (Embassy)

Sweden

§ Mr. Staffan ABERG, Ambassador
§ Ms. Caroline FLEETWOOD (Sweden)
§ Mr. Anders WOLLTER (Embassy)

United Kingdom

§ Mr. Roger BONE, Ambassador
§ Mr. Nicholas LOW (Embassy)

Council Secretariat

§ Mr. Paulo OLIVEIRA

**Ninth meeting of the European Union - Mercosur Bi-regional Negotiations Committee.
Final Conclusions.-**

From 17 to 21 March 2003, negotiators from the European Union and Mercosur met in Brussels for the ninth round of negotiations on the Interregional Association Agreement.

Mr Rigoberto Gauto, Vice Minister of Economical Relations and Integration of Paraguay, on behalf of the pro tempore Presidency of Mercosur, and Mr Karl Falkenberg, Director for Free Trade Agreements of the Directorate-General for Trade of the European Commission, on behalf of the European Union, jointly opened the meeting. They underlined their commitment to a rapid progress in these negotiations and in particular welcomed the recent exchange of substantive tariff offers.

They recalled the conclusions of the Negotiators' Meeting at Ministerial level, held at Rio de Janeiro last July. On that occasion, Mercosur Ministers and EU Commissioners discussed the state of the negotiations. They also agreed to a schedule of meetings for 2002 and 2003, giving a new impetus to the trade negotiations of the Interregional Association Agreement.

Following the opening, the Parties met at the level of Technical Groups to work intensively on the agenda set out in the Rio work-programme. This agenda included the following subjects:

- Goods: tariffs, rules of origin, trade defence, wine and spirits and sanitary and phytosanitary measures;
- Government procurement;
- Investment;
- Services;
- E-commerce and
- Dispute Settlement.

Both sides clarified questions related to their tariff offers. Substantive progress on methods and modalities for negotiations on investment and government procurement has been achieved. In the other areas, substantive discussions resulted in further harmonisation of negotiating texts.

The Action Plan on Business Facilitation (which includes dialogue on sanitary and phytosanitary measures, standards, technical regulations, conformity assessment procedures, e-commerce and customs) was also thoroughly discussed. In addition both sides also discussed co-operation for development, sustainable development and EU enlargement

Both sides concluded that this round was a significant step in the implementation of the Rio work-programme, paving the way for the next ones: the exchange of requests for improvement of tariff offers between 15 April and 15 May and the exchange of offers for services, investment and government procurement by 30 April.

The next round of negotiations on the Interregional Association Agreement will take place in Asuncion on 23-27 June 2003.

MERCOSUR - EUROPEAN UNION

BI-REGIONAL NEGOTIATIONS COMMITTEE

23-27 June 2003

Asunción - Paraguay

FINAL CONCLUSIONS

From 23 to 27 of June 2003, negotiators from Mercosur and the European Union met in Asunción for the tenth round of negotiations on the Interregional Association Agreement.

Mr. Rigoberto Gauto, Vice Minister of Economical Relations and Integration of Paraguay, on behalf of the *pro tempore* Presidency of Mercosur, and Mr. Karl Falkenberg, Director for Free Trade Agreements of the Directorate-General for Trade of the European Commission, on behalf of the European Union, jointly opened the meeting. They underlined their commitment to a rapid progress in these negotiations and registered the recent exchange of Investment and Services initial offers as well as their requests for improvement of the tariff offers. The EU welcomed the positive results of the recent Mercosur Summit held in Asunción on June, 18th and encouraged Mercosur to deepen its integration.

Following the opening, the Parties met at the level of Technical Groups to work intensively on the agenda set out in the Rio work-programme. This agenda included the following subjects:

- ? Goods: tariffs, customs, technical barriers to trade, rules of origin, trade defense, wine and spirits and sanitary and phytosanitary measures;
- ? Investment;
- ? Services;
- ? Intellectual Property Rights
- ? Dispute Settlement
- ? Competition
- ? Government Procurement

Both sides formulated questions aimed at clarifying the request for improvement of the tariff offers. Substantive discussions resulted in further progress of negotiating texts.

The EU side was not in a position to discuss Government Procurement in the absence of a Mercosur offer. Mercosur, on the other hand, indicated its preparedness to discuss methods and modalities even in the absence of the respective offers.

The Sub-Group of Cooperation exchanged points of view on various topics, especially on cooperation for development, pending on discussion toward the Association Agreement.

The Action Plan on Business Facilitation (which includes dialogue on sanitary and phytosanitary measures, standards, technical regulations, conformity assessment procedures, e-commerce and customs) was also thoroughly discussed. In addition both sides exchange views on sustainable development.

According to the agreed Rio work-programme both Parties will establish the date for the next Trade Negotiators Meeting at Ministerial level which will be held in the second semester of 2003 (Europe).

**ELEVENTH MEETING OF THE
MERCOSUR - EUROPEAN UNION
BI-REGIONAL NEGOTIATIONS COMMITTEE**

**2-5 December 2003
Brussels - Belgium**

FINAL CONCLUSIONS

The eleventh meeting of the EU-Mercosur Bi-regional Negotiations Committee took place in Brussels from 2 to 5 December 2003. Negotiators proceeded with their on-going discussions on the political, cooperation and trade aspects of the Interregional Association Agreement between the European Union and the Mercosur.

Deputy Director General of the External Relations Directorate-General of the European Commission, M. Hervé Jouanjan, and Uruguayan Vice-Minister of Foreign Affairs, M. Guillermo Valles, on behalf of the pro tempore Presidency of Mercosur, jointly opened the meeting. In their introductory words, both chairmen underlined the importance of complying with the ambitious work programme adopted jointly at the Ministerial meeting of 12 November. They also stressed the need to make progress in these negotiations with a constructive and creative spirit.

M. Karl Falkenberg, Director for Free-trade Agreements of the Trade Directorate of the European Commission and leading the negotiations on the Trade chapter from the EU side, underlined the importance of accelerating the pace of the negotiations in all trade issues, to overcome the remaining technical difficulties. He restated the objective to creating a deep bi-regional integration leading to the creation of a new market place where goods and services will be able to circulate freely.

Following the opening, the Parties met at the level of Technical Groups to work intensively on the agenda set out in the Brussels work-programme. This agenda included the following subjects:

- Political dialogue
- Co-operation for Development
- Trade:
 - Goods: tariffs including agricultural modalities, customs, technical barriers to trade, rules of origin, trade defense, wines and spirits and sanitary and phytosanitary measures;
 - Intellectual Property Rights
 - Dispute Settlement
 - E-commerce
 - Competition
 - Enlargement
 - Sustainable development
- Business Facilitation:
 - Customs
 - E-commerce
 - TBT
- Others:
 - Enlargement
 - Sustainable development

The next meeting of the Bi-regional Negotiations Committee shall take place from 8 to 12 March 2003 in Buenos-Aires, in conformity with the Brussels Work Programme.

The offers will be exchanged by 15th of April.

The XIIIth BNC shall take place from 3 to 8 May 2004 in Brussels.

ANNEXES

- I. Reports of the XI Round
- II. List of working documents of the XI round of negotiations
- III. List of participants

ANNEX I

REPORTS OF THE XI ROUND

Eleventh Round of Negotiations EU-Mercosur
Brussels, 2-5 December 2003

POLITICAL DIALOGUE AND COOPERATION PARTS

Both Parties reviewed in detail all the articles of the political dialogue and cooperation parts as well as the institutional architecture of the Agreement and its final provisions. They had a fruitful exchange of views that allowed to clarify their respective positions on several pending issues, as well as to discuss for the first time new EU proposals for political dialogue and cooperation. They agreed that the EU side will present an updated version of these parts of the Agreement in advance of the next meeting of the EU-Mercosur Bi-regional Negotiations Committee in Buenos-Aires, to allow for substantial progress in the negotiations.

TRADE

I.1 Market access in goods (tariffs and texts)

This was essentially a working session clarifying a number of basic issues and preparing the ground for substantial discussion prior to the tabling of agreed offers in April.

A detailed discussion took place on the automotive sector where both parties reviewed issues such as tariffs, transitory period for tariff dismantling, annual quotas, rules of origin, draw-back regime and harmonization of technical rules.

A discussion also took place on special and differential treatment and how to include this principle into the negotiations on market access.

Both sides agreed to exchange a list of questions on how to improve the consolidated text, one month before the next round.

Following the work-programme set out by Ministers on 12th November, Mercosur and EU began their exchange of views on Agricultural modalities. They decided to continue this discussions at the XIIth BNC meeting in Buenos Aires.

I.2 Wines and spirits

The meeting on the chapter concerning the negotiations for a wine agreement has examined the agenda handed over by Mercosur during last Round and in particular the differences with respect to the agenda presented by EU in previous Rounds.

The discussion, in a very constructive atmosphere, has also addressed the question on how to articulate a general framework on wines with some issues that could be addressed in a bilateral way, so as to effectively facilitate trade of wine between the parties.

Both parties explained their position on different items of the agenda (scope, definitions and product characteristics, reciprocal protection of wine names, geographical indications, traditional expressions, trademarks, etc).

The Parties have examined the approaches of some sensitive issues. From the discussion, some margin of manoeuvre for those issues has been identified.

The EU handed over a new draft proposal on wine and another one for spirits. Mercosur committed to present comments to these proposals for the next round.

I.3 Sanitary and phytosanitary measures

- Both parties agreed on the need to accelerate progress in view of the ambitious timetable agreed at the Ministerial meeting in November 2003. Discussions focused in particular on the following issues:

- Equivalence: Mercosur took note of the EU concern regarding their current level of integration on SPS-issues. This risks in the view of the EU creating an unbalanced agreement. Mercosur is taking note of the EU proposal:

- i) to address at Mercosur level the product(s) to be considered for the determination of equivalence

- ii) to evaluate how recognition of equivalence of EU product(s) could be guaranteed at the Mercosur rather than bilateral level

Mercosur presented a revised version of its proposal on Equivalence.

- Regionalisation: both parties recognise the sensitivity of this issue. Taking account of the different levels of integration in Mercosur and the EU, the EU is of the view that there is a risk that decisions on regionalisation will not be balanced or respected by all Mercosur countries. Mercosur took note of the EU concerns. Both parties agreed to pursue negotiations on the following basis :

- (a) maximise bi-regional provisions (1 + 1 format)

(b) identify components that would need to be addressed on a 1 + 4 format

The parties agreed to assess the real trade and SPS effects of this approach.

- Definitions: Mercosur maintains the proposal discussed in Asuncion. The EU will react. Both parties agree to adhere as closely as possible to agreed international definitions.

- Mercosur presented a text on Trade conditions which incorporates some aspects from articles on equivalence and transparency. The EU will consider this proposal for the next negotiation round.
- The EU reiterated its interest in having provisions on Animal welfare in the biregional Association Agreement. Mercosur delegation will submit the issue to higher decision.
- Mercosur submitted a text on Certification, audits, import check and inspection fees which will be analysed by the EU for the next round of negotiations.
- Mercosur submitted a Questionnaire on SPS issues before the tenth round of negotiations. The EU informed that a reply will be provided before the next round.
- Business Facilitation will be included in the agenda of the next meeting. Mercosur will submit a counterproposal on the issue before the next round.

Documents distributed by Mercosur during the XIth Round:

- revised text on equivalence;
- a proposal on certification, verification, import checks and inspection fees;
- trade conditions.

I.4 Standards, technical regulations and conformity assessment procedures

The text as agreed at the Xth round of negotiations was taken as the basis for the negotiation. The discussion concentrated on the part of the text into brackets. No issues were re-opened and some brackets were eliminated.

Agreement was not reached on the way the rights and obligations of the Parties under the TBT Agreement are to be applied to the Interregional Association Agreement. The issue should also be discussed under the Dispute Settlement section.

The Parties agreed on the need of a follow up mechanism for the implementation of this section of the agreement. The discussion on this issue will take place under the discussion on the institutional framework of the agreement.

I.5 Trade defense instruments

I.5.1 Safeguards

Agenda

Follow-up exchange of information regarding Safeguards.
Discussion on draft texts exchanged between the two parties.

Summary of the discussion

The Commission welcomed the revised text proposal for a preferential safeguard provision, which was submitted by Mercosur during the Xth Round and underlined the difficulties it has in understanding the need for a preferential safeguard mechanism. Some of the elements of this revised proposal were discussed and clarified.

In addition views were exchanged as regards internal legislations on safeguards.

I.5.2 Antidumping and Countervailing Duties

Agenda

Follow-up exchange of information regarding AD and CVD.

Summary of the discussion

The Commission explained that it viewed all three TDIs as a package where all three points had to be agreed before final agreement could take place in TDI.

Mercosur confirmed that it will submit its AD and AS proposal soon with the objective of having discussions in the next round.

The Commission reaffirmed the difficulties it has to treat any WTO plus aspects, something that was put forward by Mercosur. Nonetheless, it expressed willingness to engage in an exchange of views on the matter without prejudging any eventual outcome. Further, it requested that Mercosur indicate possible areas of discussion they might envisage.

Mercosur pointed to certain general areas included in its proposal.

I.6 Rules of origin

The two Parties continued with the discussion on the integrated negotiating text of Rules of Origin (EU-MERCOSUR/TRADE/1082 rev.4 26.06.03). Particular attention has been given to those issues where the Parties maintain substantially

different positions, such as the determination of values, the origin of fishery products and the prohibition of draw-back.

Progress has been achieved on two definitions contained in Article 1 of the integrated text.

The Community has tabled a proposal for additional provisions with the view to clarify the notion of "sufficient working and processing", which should allow to achieve progress in Articles 2, 3 and 5 of the integrated text.

The parties had a fruitful exchange on Article 6 ("minimal operations"), where limited differences remain. The Community has submitted a proposal for a Joint Declaration for Mercosur consideration.

Only limited exchanges were possible on certain aspects related to origin certification, verification, as well as acquisition of originating status in Free Zones. In this respect, the Community highlighted the need to allow authorities to carry out checks on accounts and premises on all enterprises established in the two regions, whether they are situated in a Free Zone or not.

As regards specific origin rules, the Community expressed its concerns on Mercosur proposal for Chapters 1 to 24, as it contains very strict criteria for numerous products. Mercosur explained that the proposal is based on the materials/products available in the two regions and that, from its point of view, it contains the necessary elements for these products to receive the preferential treatment. The Community suggested to Mercosur to review its position, taking into account that most goods originating in the Community would not benefit from preferential treatment. Mercosur reaffirms its proposal taking into account the principle of bilateral cumulation. At coordinators level, both parties agreed to pursue a pragmatic approach focussing on issues of economic significance.

Mercosur stated that a proposal on specific rules of origin for industrial products would be submitted before next round.

I.7 Customs

Delegations representing respectively MERCOSUR and the EUROPEAN UNION met in Brussels on 2 December 2003. The discussions were carried out in a positive, constructive and friendly atmosphere.

The following topics were discussed:

- Text on Customs
- Protocol on Mutual Administrative Assistance in Customs Matters,
- Special Provisions on Administrative Co-operation,
- Customs Technical Cooperation Programme -II Phase,

I.7.1. Text on Customs

Discussions took place on working document X BNC/MS-EU/TG-1/17/26.06.03 with the following results:

Art. 3 (1) (f) EU handed over information. MS to consider further.
(g) EU to give final position.
(i) EU to give final position.

Art. 2 (b) EU to provide alternative text.

Art.4 (c) EU handed over information. MS to consider further.

Art. 5.2 EU to consider further.

Art. 6 & 7 Remain in brackets pending discussions on overall institutional arrangements.

Both sides agreed to reflect on all outstanding issues with a view to concluding discussions on the text at the next round.

I.7.2 Protocol on Mutual Administrative Assistance in Customs Matters.

The respective sides recalled previous discussions with regard to the inclusion into the agreement of a Protocol on Mutual Administrative Assistance in Customs Matters.

There was agreement on the need for this Protocol. The MERCOSUR representative recalled the wording of certain of the Protocol articles which refer to Member States of the European Union and where similar references to MERCOSUR should be replaced by references to its States Parties.

It was agreed that this aspect would be clarified with a view to completing its consideration at the next meeting.

I.7.3 Special Provisions on Mutual Administrative Co-operation

A revised text was presented to the MERCOSUR side. The MERCOSUR representative indicated that they would study the new text. MERCOSUR meanwhile indicated certain reservations with regard to the impact of the provisions and said that MERCOSUR would present its views in writing on the text in due course.

I.7.4 Customs Technical Cooperation Programme - II Phase

MERCOSUR reported on a recent meeting with the Commission Delegation in Montevideo. It was agreed that two consultants (MS – EC) would be tasked with preparing an updated proposal.

It was agreed to pursue the recruitment of the consultants with the Commission Delegation in Montevideo.

It was also agreed that the Programme should reflect inter alia, the Business Facilitation Action Plan. The consultants should prioritize the necessary actions required to support the development of the MERCOSUR Customs Union, taking into account available funding.

1.8 Intellectual Property Rights

The parties started discussions on the basis of the text resulting from the 10th Round.

It was possible to agree on several issues and to clarify wording. However, it is clear that the views of the Parties remain divergent on some important aspects of their respective proposals. For Mercosur it was not possible to agree on the inclusion of a reference to the highest international standards for the protection of IPR, as well as to any commitment to adhere, automatically through this Agreement, to further IPR conventions to which Mercosur members are not parties. The Commission maintained its reservations to the proposals of Mercosur on transfer of technology.

On the first day of negotiations, the Commission submitted to Mercosur a non-paper containing reflections on a possible change of approach to the text being negotiated. This paper was briefly presented orally at the end of the second session.

Mercosur received the idea and reserved its position until after it has the chance to study it in more detail in their capitals.

Overall, although there was no substantial approximation in the points that still divide the parties, the discussion took place in a very constructive atmosphere and the parties are discussing new venues allowing an approximation of their positions.

1.9 Competition

The parties reached agreement on Article 3 (notification), 5 (consultation) and 7 (confidentiality). They agreed on a text for Article 6 (exchange of information) based on elements from the original Mercosur proposal and on a new proposal (with the exception of a word in brackets).

They further agreed to integrate the text of the competition Chapter into the full text of the agreement. Only two issues remain open: on Article 8 Mercosur will work on a new proposal. The same goes for Article 2, with regard to the definition of competition laws. Mercosur will transmit both new drafts ahead of the next round.

I.10 Dispute Settlement

Discussions focused on both parties' respective proposals¹ for Code of Conduct for arbitrators and the Rules of Procedure they would follow in respect of panel proceedings.

Both parties agreed that both elements were essential to the effective functioning of the Dispute Settlement mechanism and welcomed the opportunity to exchange views.

It was agreed that for the next Round a side-by-side text would be prepared in order to agree on a common text whilst at the same time focussing on Article XI of the Dispute Settlement mechanism.

¹ The EC formally tabled today its proposal handed over informally at the IX Round.

BUSINESS FACILITATION

Standards, Technical Regulations and Conformity Assessment:

The Parties have started exchanging information on their respective priority sectors as previously identified. However, they agreed that for the dialogue to be more efficient it would be necessary to reduce the scope of the sectors/products to be discussed at the next meetings. Priorities already identified by the Parties will indeed be covered, some of them at the next meeting and the remaining at a later stage subject to the providing of further detailed information.

The Parties agreed to exchange additional precisions (regarding products regulatory information or specific problems faced in the other Party's market) by the end of the year on the list of sectors which had been previously exchanged. On this basis, they will provide specific information and requests to be discussed at the meeting in February 2004. Discussions will continue in April and in July 2004, after evaluation by the experts of the information provided, the Parties will explore mechanisms for solving technical problems.

The EC provided information on the sectors of electrical products and radio-telecommunication equipments. The Parties agreed that in forthcoming meetings it would be desirable the participation of regulatory experts on the priority sectors from both sides. The Seminar to be organised next year by CENELEC in cooperation with AMN was mentioned as another useful channel for exchanging specific information of interests for both Parties.

Mercosur explained the functioning of the "Sub-grupo de trabajo 3 (SGT3)" and confirmed that members of the SGT3 are closely involved in the EC-Mercosur negotiations related to TBT aspects and Business facilitation, as well as the technical assistance programme.

The Parties confirmed that the recommendations issued by MEBF are important and welcome any information in the regulatory field provided by the business community.

They also confirmed their common understanding that the Business Facilitation Action Plan needs to be supported through the technical assistance programme to be launched next year and agreed on the need to follow-up on its implementation in this field.

The EC proposed to include in the agenda of subsequent meetings an exchange of views on the implementation of the work programme set up in the "Third Triennial Review of the TBT Agreement" adopted on 7 November 2003 by the TBT Committee. Mercosur took note.

Electronic Commerce:

On business facilitation, the EC provided detailed answers to the questionnaire of the Mercosur on electronic signatures. It also provided a report on legal and market issues of e-signatures in Europe, available now on the EC website at: http://europa.eu.int/information_society/eeurope/2005/all_about/security/electronic_sig_report.pdf.

Mercosur proposed to hold in the course of 2004 a seminar on legal and technical aspects of e-signatures to learn more about the EU experience in this field and will submit a proposal for agenda for this meeting. The EC noted with great interest this proposal in so far as it could build in more details on the exchanges so far. Mercosur also announced that it will submit a written proposal on statistical methods for e-commerce and on the promotion of the use of e-commerce by SMEs. Mercosur is also considering making a proposal on consumer protection. EC also announced that it will make a proposal for cooperation on the treatment of unsolicited commercial communications ("spam"). It was agreed to revert to all these proposals during the next round after they have been made in writing.

On the EC proposal for a text on e-commerce, the EC found that the written reaction provided by Mercosur at the previous round showed that there is much common ground: both parties consider e-commerce as a means to provide services that they wish to support. The EC argued that the only remaining questions are whether to address the issue of customs duties in the text and where to put such a text. Mercosur considered that there is no need to have a text referring to e-commerce and found that e-commerce should be discussed only in the business facilitation initiative.

Customs:

The meeting took note of the document handed over by the EC side and discussed at the last round in Asunción. MERCOSUR agreed to provide a similar document before the next round.

Both sides took note of the MEBF Brasilia Declaration.

It was agreed to await the outcome of the consultants report (see above comments), before deciding on further concrete actions. Both sides agreed on the need to support the consultants work, to the extent possible.

OTHER ISSUES

Enlargement

Information meeting on enlargement organised on the margins of the 11th round of negotiations with Mercosur, with the participation of DGs TRADE, RELEX and AGRI. Positive meeting which allowed a good exchange of views and clarifications on trade-related issues of relevance to Mercosur in the context of EU enlargement and the ongoing FTA negotiations.

Mercosur requested clarifications on the following points :

- (i) application of the EC's trade policy in the new member states on 1 May 2004;
- (ii) accession of new member states to EC agreements with Mercosur and participation in the ongoing negotiations, and;
- (iii) effect of enlargement on CAP.

Sustainable development

MERCOSUR and EC recalled the agreement between European and MERCOSUR negotiators at the ministerial meeting of November to exchange views on sustainable development issues in the work programme of trade negotiations. This gives an impetus to these exchanges between EC and MERCOSUR which should be reflected in the approach adopted by both parties.

MERCOSUR and EC representatives confirmed that the future Agreement should effectively foster sustainable development on both sides.

The EC tabled a discussion paper presenting preliminary ideas and principles as a basis for future discussions on trade and sustainable development.

MERCOSUR took note of the proposal indicating its willingness to further discuss the issue of trade and sustainable development. To that effect it indicated that there is a need for EC to further clarify the substance and the way it may be considered in the Interregional Association Agreement.

Concrete examples of trade actions which could be proposed as promoting SD would be useful to achieve a common understanding on sustainable development issues.

MERCOSUR will make all possible efforts to issue a written reaction to the EC paper.

MERCOSUR and the EC have agreed to discuss further sustainable development during the XIIIth Round, as stated in the Brussels work programme.

ANNEX II

LIST OF WORKING DOCUMENTS EXCHANGED DURING THE XI ROUND

Registration #	Negotiating Text
179. XI BNC/MS/TG-1/75/03.12.03	SPS-MS proposal on cert., verif., imp.and inspection
180. XI BNC/MS/TG-1/76/03.12.03	SPS-MS proposal on equivalence
181. XI BNC/MS/TG-1/77/03.12.03	SPS-MS proposal on Trade Conditions
182. XI BNC/MS-EU/TG-1/17/03.12.03	ROO-Consolidated text
183. XI BNC/EU/TG-2/82/04.12.03	IPR : EU non paper
184. XI BNC/MS-EU/TG-1/18/04.12.03	TBT-Consolidated text
185. XI BNC/MS-EU/TG-2/19/05.12.03	IPR-Consolidated text
186. XI BNC/EU/TG-1/83/04.12.03	W&S-EU proposal on Wines
187. XI BNC/EU/TG-1/84/04.12.03	W&S-EU proposal on Spirits
188. XI BNC/EU/TG-3/85/02.12.03	DSM-EU proposal on Code of Conduct
189. XI BNC/EU/TG-3/86/02.12.03	DSM-EU Model Rules of Procedure for the Conduct of Arbitration Panels

ANNEX III**LIST OF PARTICIPANTS****DELEGATION OF THE MERCOSUR****URUGUAY**

Guillermo Valles	Viceministro de Relaciones Exteriores
Elbio Rosselli	Jefe de Misión del Uruguay ante las CC EE
William Ehlers	Sub-Director General Integración y Mercosur MRR EE
Washington Durán	Director Nacional de Industrias – Ministerio Industria, Energía y Minería
Luis E. Plouvier	Director Area Comercio Exterior – Ministerio Economía y Finanzas
Galdos Ugarte	Director Unidad de Asuntos Internacionales Min. Gan. Agr. Y Pesca
Julio Tealdi	Misión del Uruguay ante las CC EE
Fernando Arroyo	Misión del Uruguay ante las CC EE
Luis Iribarne	Misión del Uruguay ante las CC EE
Ana María Peralta	Ministerio de Ganadería, Agricultura y Pesca
Jorge Armstrong	Ministerio de Ganadería, Agricultura y Pesca
Miguel Reis	Misión del Uruguay ante las CC EE

ARGENTINA

Jorge Remes Lenicov	Embajador ante la UE
Felipe Frydman	Director Nacional de Negociaciones Económicas Internacionales
Ernesto Martínez Gondra	Director de Relaciones Económicas Internacionales
Darío Celaya	Dirección de Asuntos Económicos y Comerciales del Mercosur
María del Carmen Squeff	Subsecretaría de Integración Económica Americana y Mercosur
Maria Victoria Pose	A cargo de la Dirección del Mercosur e integración
Carlos Mosquera	Dirección del Mercosur e integración
Jorge Iturriza	Dirección Nacional del Mercados agroalimentarios

Roxana Biasetti	Dirección Nacional del Mercados agroalimentarios
Horacio Salvador	Misión de Argentina ante la UE
Antonio Trombetta	Misión de Argentina ante la UE
Arturo Ortiz	Misión de Argentina ante la UE
Sergio Pérez Gunella	Misión de Argentina ante la UE
Luis Aspiazu	Misión de Argentina ante la UE
Dario Mengucci	Misión de Argentina ante la UE
Corina Lehmann	Misión de Argentina ante la UE
Jorge Diaz de Biasi	Misión de Argentina ante la UE
Adbeslam Azlim	Misión de Argentina ante la UE
Walter Gutierrez	Misión de Argentina ante la UE
Rodolfo Acerbi	SENASA

BRASIL

José Alfredo Graça Lima	Embaixador do Brasil junto às CE (Bruxelas)
Leda Lúcia Martins Camargo	Missão do Brasil em Bruxelas
Regis Arslanian	Ministério das Relações Exteriores - DNI
Denis Fontes de Souza Pinto	Missão do Brasil em Bruxelas
João Carlos Parkinson	Ministério das Relações Exteriores – CAM
Elza Moreira Marcelino de Castro	Ministério das Relações Exteriores – DIPI
Maria Clara Duclos Carisio	Missão do Brasil em Bruxelas
Carlos Márcio Bicalho Cozendey	Missão do Brasil em Bruxelas
Ricardo Guerra de Araújo	Missão do Brasil em Bruxelas
Ronaldo Costa	Ministério das Relações Exteriores – DUEX
Luciano Helmold Macieira	Missão do Brasil em Bruxelas
Reinaldo José de Almeida Salgado	Missão do Brasil em Bruxelas
João Mendes Pereira	Ministério das Relações Exteriores – DUEX
João Carlos Beato Storti	Missão do Brasil em Bruxelas
Ancelmo Cesar Lins de Góis	Missão do Brasil em Bruxelas
Lilium Beatris Chagas de Moura	Missão do Brasil em Bruxelas
Juliana Soares Santos	Ministério das Relações Exteriores – DUEX
Emerson Coraiola Kloss	Ministério das Relações Exteriores – DPB
Alexandre Nina	Ministério das Relações Exteriores – DSF
Ronaldo Ferraz	Ministério das Relações Exteriores – ABC (Cooperação)

Jane Alcafor de Pinho	Ministério do Desenvolvimento, Indústria e Comércio
Wednes Costa	Ministério do Desenvolvimento, Indústria e Comércio
Rogério Vianna	Ministério do Desenvolvimento, Indústria e Comércio – DIC
Juliana Ghizzy	ANVISA
Bivanilda Almeida Tápias	Ministério do Abastecimento e da Agricultura
Paulo Venturelli	Ministério do Abastecimento e da Agricultura
Maria Mazanello Fonseca	Ministério do Abastecimento e da Agricultura
Laudemir Müller	MDA
Fernando Goulart	INMETRO
Jogi Humberto Oshiai	Missão do Brasil em Bruxelas
Monica Morgado	Instituto Nacional Da Propiedade Industrial
Elisa De Ananias Fraga	Ministério Do Desenvolvimento, Indústria e Comércio Exterior
Maria Mazzarello Boquadi	Brazil

PARAGUAY

Emilio Giménez Franco	Jefe de la Delegación - Jefe de la Misión del Paraguay ante la UE
Didier Olmedo	Misión del Paraguay ante la UE
Enrique Franco	Ministerio de Relaciones Exteriores
Raúl Cano Ricciardi	Ministerio de Relaciones Exteriores
Maria Amarrilla	Misión del Paraguay ante la UE
Luis A. Sosa	Misión del Paraguay ante la UE
Ernesto R. Galliani	Ministerio de Agricultura y Livestock

DELEGATION OF THE EUROPEAN COMMISSION

NAME	ORGANISM
Hervé Jouanjean	European Commission – DG Relex – Deputy Director General-EU chief negotiator
Karl Falkenberg	European Commission – DG Trade – Director Free Trade Agreement – EU Trade negotiator
Tomás Dupla del Moral	European Commission – DG Relex
Gustavo Martin Prada	European Commission – DG Relex
Ingrid Cailhol	European Commission – DG Relex
Catulina Soares Guerreiro	European Commission – DG Relex
Ivano Casella	European Commission – DG Trade coordination
Edward Brown	European Commission – DG Trade
Philippe Chauve	European Commission – DG Trade
Maria T. Fabregas Fernandez	European Commission – DG Trade
Daria Gismondi	European Commission – DG Trade
Agnes Gorgemans	European Commission – DG Trade
Moumen Hamdouch	European Commission – DG Trade
Beatriz Knaster Sanchez	European Commission – DG Trade
Maud Labat	European Commission – DG Trade
Giulio Menato	European Commission – DG Trade
Susana Mendonça	European Commission – DG Trade
Sergio Pavón	European Commission – DG Trade
Francisco Perez-Cañado	European Commission – DG Trade
Eric Peters	European Commission – DG Trade
Matthias Petschke	European Commission – DG Trade
Leopoldo Rubinacci	European Commission – DG Trade
Alberto Spagnolli	European Commission – DG Trade
Pedro Velasco Martin	European Commission – DG Trade
Paul Verburgt	European Commission – DG Trade
Mary Minch	European Commission – DG Agriculture
Jesus Zorilla Torras	European Commission – DG Agriculture
Anna Jonsson	European Commission – DG Agriculture
Secundo Perez Gibaja	European Commission – DG Agriculture
María Iglesia Gomez	European Commission – DG Agriculture
Ana Fernandes	European Commission – DG Aidco
Dominique Grosjean	European Commission – DG Enterprise
Louis Leimgruber	European Commission – DG Enterprise
Laurence Graff	European Commission – DG Environment
Juilio Garcia Burgues	European Commission – DG Environment

Juan Ronco Zapatero	European Commission – DG Fisheries
Claire Sion	European Commission – DG Infso
Lambert Schmidt	European Commission – DG Jai
Robert Allen	European Commission – DG Olaf
Lourdes Martinez de la Viuda	European Commission – DG Olaf
Paul Van Geldorp	European Commission – DG Sanco
Michael Scannell	European Commission – DG Sanco
Eva Maria Zamora Escribano	European Commission – DG Sanco
Madeleine Koskull	European Commission – DG Sanco
Nicola Ardito	European Commission – DG Taxud
John Taylor	European Commission – DG Taxud

* * * *

**TWELFTH MEETING OF THE
MERCOSUR - EUROPEAN UNION
BI-REGIONAL NEGOTIATIONS COMMITTEE**

8 – 12 March 2004

Buenos Aires - Argentina

FINAL CONCLUSIONS

The twelfth meeting of the EU -MERCOSUR Bi-regional Negotiations Committee took place in Buenos Aires from 8 to 12 March 2004. Negotiators proceeded with their ongoing discussions on the political, cooperation and trade aspects of the Interregional Association Agreement between the European Union and the MERCOSUR.

Delegations were welcome by the Secretary of Trade and International Economical Relations of Argentina, Ambassador Martín REDRADO, on behalf of the Pro tempore Presidency of MERCOSUR, and, for the European Union, by Mr Hervé Jouanjean, Deputy Director-General, and Mr Karl Falkenberg, Director, representing the EU as trade negotiator.

Mr. Redrado expressed the satisfaction to open this meeting as an important step to reach an agreement between MERCOSUR and the European Union. Mr Redrado said that the next months will be crucial to comply with the aim of closing the agreement by October and called both parties to work harder, because the agreement will be a historical event in the relationship between MERCOSUR and Europe.

Mr Falkenberg echoed the cautions optimism with regard to the prospects of a timely completion to these negotiations and highlighted the importance attached to defining a set of rules that would be conducive to allowing effective market access in all areas under negotiations.

Following the opening, the Parties met at Technical Groups level to work intensively on the agenda set out in the Brussels work-programme. This agenda included the following subjects:

- Political dialogue
- Co-operation
- Trade:
 - Goods: tariffs including agricultural modalities, customs, technical barriers to trade, rules of origin, trade defense, wines and spirits and sanitary and phytosanitary measures;
- Intellectual Property Rights
- Dispute Settlement
- Competition
- Services
- Investments

- Government Procurement

- Business Facilitation:

- Customs

- E-commerce

- TBT

- SPS

Parties confirmed their commitment, as expressed in the Brussels Work Programme, to table improved offers by mid-April 2004.

The next meeting shall take place from May 3 to 7th, 2004 in Brussels .

THIRTEENTH MEETING OF THE MERCOSUR - EUROPEAN UNION BI-REGIONAL NEGOTIATIONS COMMITTEE

**3 – 7 May 2004
Brussels - Belgium**

FINAL CONCLUSIONS

The thirteenth meeting of the EU-MERCOSUR Bi-regional Negotiations Committee took place in Brussels from 3 to 7 May 2004. Negotiators proceeded with their ongoing discussions on the political, cooperation and trade aspects of the Interregional Association Agreement between the European Union and the MERCOSUR.

Delegations were welcome by the European Commission Deputy Director for External Affairs, Mr Jouanjean, on behalf of the European Union. MERCOSUR delegation was headed by the Secretary of International Trade of Argentina, Ambassador Martin Redrado, on behalf of the Pro Tempore Presidency of MERCOSUR.

Mr Jouanjean expressed its satisfaction to open this XIIIth round of EU-Mercosur negotiations and recalled that these negotiations are of utmost importance for the EU and a top political priority for 2004. He also recalled that according to the Brussels programme, this round was a key to discuss the exchange of improved offers on services, investment, government procurement and goods including agriculture. The objective was therefore to achieve good progress during this round in order to establish the right spirit and ensure critical mass prior to the Guadalajara Summit in order to launch the final phase of these important negotiations leading to an ambitious and balanced agreement by October 2004.

Secretary of Industry, Trade and Small and Medium Sized Enterprises of Argentina, Ambassador Alberto Dumont agreed that these negotiations must be ambitious and balanced. To reach this objective and to achieve good progress in this round, MERCOSUR stressed the need to know in detail the EU offer on agriculture and processed agriculture products. He also recalled that special and differential treatment must be taken into account.

Following the opening, the Parties met at Technical Groups level to work intensively on the agenda set out in the Brussels work-programme. This agenda included the following subjects:

- Political dialogue
- Co-operation
- Trade:

- Goods: tariffs, customs, rules of origin, trade defense, wines and spirits and sanitary and phytosanitary measures;
- Intellectual Property Rights
- Dispute Settlement
- Services
- Investment
- Government Procurement
- Business Facilitation:
 - Customs
 - E-commerce
 - TBT
 - SPS
- Sustainable development

The parties agreed to work towards exchanging improved offers within the very next days.

The next Trade Negotiators meeting at Ministerial level will take place on 27th May, 2004 in the margins of the next EU-LAC Summit in Guadalajara-Mexico.

The next BNC meeting will take place from June 7 to 11th, 2004 in Buenos Aires.

The fifteenth meeting will take place from July 19 to 23rd, 2004 in Brussels.

Parties confirmed their commitment, as expressed in the Brussels workprogramme, to conclude negotiations by October 2004.

ANNEXES

- I. Reports of the XIIIth Round
- II. List of working documents of the XIIIth round of negotiations
- III. List of participants

ANNEX I

REPORTS OF THE XIII ROUND

Thirteenth Round of Negotiations EU-Mercosur
Brussels, 3 – 7 May 2004

POLITICAL DIALOGUE

The Parties reviewed in detail the paragraphs and articles of the Preamble, Part I, General and Institutional Provisions (including the Institutional Framework), Part II, Political Dialogue and Part V, Final Provisions as well as four articles included in Part III, Other Areas of Co-operation.

After a fruitful exchange of views that allowed them to clarify their respective positions on several pending issues and achieve an agreement on various matters notably the Institutional structure of the Agreement as well as the provisions on illicit drugs and fight against organized crime, money laundering, corruption and terrorism. They decided to continue the discussion and exchange of proposals mainly in the fields of Migrations, Non-Proliferation and the Final Clauses.

Mercosur will provide new proposals by 20 May 2004.

COOPERATION

This 13th BNC has taken a major step towards the conclusion of negotiations between both Parties in this part of the Agreement.

Considering the areas of competence of the Group on Cooperation, some issues are still pending, namely : environmental cooperation and some trade related issues.

Regarding title IV "Other Areas of Cooperation" the Cooperation group continued its debate on the final position of the articles in the future agreement. The content of those articles was discussed by the Political Group.

Compromise solutions were identified for most pending issues that will now need to be confirmed.

Standards, Technical regulations and Conformity assessment

A part of the meeting "Business facilitation - Standards, Technical regulations and Conformity assessment" was devoted to "Cooperation". Both delegations agreed on the following text of the corresponding article (20.2.b) to be inserted in the cooperation chapter of the Agreement:

"Support activities that may lead to the convergence, whenever possible, towards international standards, the equivalence of technical regulations and conformity assessment procedures, in the sectors identified under "a"." (in art. 20)

TRADE

1 Market access in goods

Arguments were exchanged from both sides as regards the necessary level of ambition that both parties should reach in order to proceed towards a fruitful and constructive exchange of offers in the coming days and conclude the negotiations according to the agreed ministerial workplan. Discussions notably focused on the value of each side potential offer.

The EU also provided Mercosur with additional indications concerning how it would improve its potential offer on agricultural and processed agricultural products, fish and fisheries products.

Both parties also agreed to exchange further lists of requests in the coming days.

2 Rules of origin

The two Parties continued with the discussion on the integrated negotiating text of Rules of Origin (XII BNC/MS-EU/TG-1/18/11.03.04).

Particular attention was given to provisions included in the side-by-side text on origin certification and verification. In this context, Mercosur agreed to provide before next round of negotiations a written explanation on how the proposed system of certification based on authorized Associations/Federations could work in practice. The Community agreed to comment on such document soon after.

Good progress was achieved in a number of general provisions on acquisition of origin. In particular, both parties agreed on provisions on 'minimal operations' (Article 6) and Mercosur agreed to the EC proposals on 'accounting segregation' (Article 8bis), the 'principle of territoriality' (Article 11) and two Articles of the final provisions (Articles 37 and 39).

The two sides discussed issues where substantial different position remained, such as the origin of fishery products, and the issue of draw-back. Mercosur committed to forward a revised proposal on Article 4 ('wholly obtained') before next round. The Community proposed to extend one year the period of time during which Mercosur could apply partial drawback.

The question of free circulation of goods originating in the Community within Mercosur, was also considered and discussed. The Community introduced ideas as regards certified copies of proofs of origin and how to obtain such documents. Mercosur affirmed that work is under way internally to find a solution for goods originating in Mercosur when crossing internal borders: a legal text should be ready by next June. The Community stated that such an internal decision should be applicable in the future also to goods originating in the Community. In addition,

the Community expressed the need to evaluate whether the solution agreed for intra-Mercosur trade of goods originating in Mercosur would also be viable from a practical point of view also for goods originating in the Community.

The two sides also discussed the need to adopt internal legislation that would create administrative co-operation obligations between certifying authorities of each Member State, with the view to ensure an effective certification of the Mercosur originating status of the goods intended for export to the other party (in the cases where such goods were manufactured in two or more Member States, or where non-originating materials had been sold internally between operators of different Member States before being incorporated in the final product to be exported). The Community stated that it already had the appropriate legislation in place and provided a copy to Mercosur. The necessity of implementing such internal system in Mercosur by the entry into force of the Agreement was also underlined by the Community side.

As regards free zones and special customs areas, Parties confirmed that only those special customs areas will benefit from the Agreement that are part of the customs territory and where established operators are subject to any control necessary with the view to certify and/or verifying the originating status of the goods.

The Community provided an updated list of existing Free Zones in the Community.

On specific rules of origin for products, the Community outlined a number of products of Chapters 1 to 24 for which the application of the origin criteria proposed by Mercosur would affect preferential exports from the EC.

Additionally, the Community side provided initial replies to Mercosur enquiries on specific rules tabled during the previous round.

As regards the specific rules for industrial products, the two sides agreed to proceed with the necessary internal economic analysis as it has been done so far for agricultural and processed agricultural products.

The Community expressed its concern about the proposal not yet tabled by Mercosur for products classified in Chapters 50 to 63 and 84 to 90, in particular considering the limited amount of time available before the end of negotiations.

3 Wines and spirits

The EU presented a revised proposal for agreement, integrating the EC texts for both wines and spirit drinks into one body.

Mercosur made comments in relation to the observations made by the Commission in relation to the Mercosur proposal for a framework agreement on wine.

The concept of ex-officio protection of geographical indications was discussed. Both parties gave explanations of their respective systems of protection. The EC expressed its concerns regarding an efficient protection of Community geographical indications within Mercosur.

The respective Mercosur members agreed to provide the Commission with a note in which they outline their system of protection of geographical indications with references to the relevant internal legislation.

The EC gave explanations on the concept of complementary quality mentions for wines. The parties exchanged views in this respect.

In the margins of the negotiations, an expert meeting on oenological practices was held. The meeting was constructive, and the parties agreed on the concept of positive lists. The parties agreed on several of the points discussed, and identified some differences such as the alcoholisation, acidification and chaptalisation of wines. Possible solutions could be explored in the light of the International Code of Oenological Practices of the OIV.

Both sides agreed to continue discussions at expert level to further advance on the issue of oenological practices.

Mercosur presented its comments and concerns regarding the revised EC proposal for an agreement on spirit drinks submitted at the XII BNC. Mercosur presented some elements of a counter agenda on this matter.

Both parties agreed on the necessity to advance further in the discussions on certain key issues in order to reach an agreement within the deadlines foreseen.

4 Sanitary and phytosanitary measures

The parties agreed to strengthen the works on a birregional basis and finish the procedures and disciplines of the future agreement, in accordance with the results of the XII BNC, by October.

MERCOSUR presented a list of priority products requesting simplified access to the EU market. The list of priority products for which MERCOSUR will assume the commitment to establish common import requirements, will be submitted by the EU in two weeks. Both lists will be analyzed during the XIV BNC.

Finally, both Parties reiterated that the common disciplines and rules to be agreed, will be applied to the whole universe of products under SPS measures.

5 Trade defense instruments

5.1 Safeguards

Agenda

The two parties held discussions on the draft text.

The EU recalled the differences of the two positions on the table. The Parties identified the main areas of concern, which will require further clarification and those which should be modified. The parties exchanges views on these points and agreed to revise the texts to resolve some of these issues.

In addition views were exchanged as regards internal legislations on safeguards and judicial review.

Agreement/next steps

It was agreed that MERCOSUR will re-analyse the EU proposal taking into account the clarifications provided and submit comments, by the end of May.

EU will provide MERCOSUR with an up-dated version of its comments on MERCOSUR's proposal by the same date.

5.2 Anti-dumping and countervailing

Agenda

Discussion on MERCOSUR's AD/CVD proposal.

Summary of the discussion

The very useful clarification exercise regarding MERCOSUR's proposal continued, with a similar focus as in the previous session.

MERCOSUR reiterated that its proposal aimed at reinforcing transparency and predictability on the application of trade defense mechanisms.

Furthermore, MERCOSUR presented the EU with certain queries regarding its list of questions and its practice, and the EU clarified these issues orally and at the request of MERCOSUR, provided a document which supported in written form such clarifications.

The preliminary view of the EU after this clarification is that the proposal showed the importance attached by MERCOSUR to the issues of (i) transparency and (ii) advance in some WTO plus aspects. The proposal is a very ambitious mix of elements, i.a., items to enhance transparency, many WTO plus areas, other modifications of rules which could be argued to be WTO minus, and areas emanating from MERCOSUR legislation. As stated in previous rounds, the acceptance of many of the proposed changes by MERCOSUR would have severe legal problems and face considerable political obstacles. This notwithstanding, the EU was ready to be constructive, and announced it would present a proposal

based on common ground between EU and MERCOSUR members in the WTO implementation and rules contexts, which could be acceptable legally and politically. In the meantime, the EU stressed that the clarification exercise (i.e., written exchanges of questions and answers) should continue, as it was open to take on board any other points based on this common ground principle.

If necessary, both sides remain open to exchange further views on the MERCOSUR proposal and EU questions and to identify further areas of common ground.

Agreement/next steps

EU will expeditiously send to MERCOSUR an additional list of the questions regarding the proposal by 14/05/04.

The EU requests that MERCOSUR Members inform of their individual law, if any, regarding non-market or transition economies, identifying, wherever possible, how EU Members are classified. MERCOSUR agrees to send such available information by 21/05/04.

MERCOSUR will provide expeditiously a written reply to the questions raised by the EU in round XII by 21/05/04 and in round XIII by end of May 2004. EU will also send to MERCOSUR its new proposal based on the common ground principle by the end of May 2004.

6 Customs

The following topics were discussed:

- Customs Technical Co-operation Programme – 2nd phase
- Text on free circulation of goods (new EU proposal)
- Protocol on Mutual Administrative Assistance in Customs Matters
- Special Provisions on Administrative Co-operation

Customs Technical Cooperation Programme

Mercosur explained the steps that had been taken to implement the second phase of the Customs Technical Co-operation Programme. Consequently, Mercosur is now going to prepare the list of activities that would make up the annual operative programme. In this sense, both delegations reiterated the view that the programme should also develop some of the activities set out in the Madrid Business Facilitation Action Plan, as well as support the implementation of the future EU-Mercosur Agreement. It was agreed that the EU side would collaborate with Mercosur in developing the list of these activities to be implemented in the framework of the Programme.

Both delegations agreed that the overall objective of the programme was the completion of the Mercosur Customs Union - essentially to harmonize Mercosur import and export legislation and procedures, which will be a fundamental contribution to achieve the free circulation of goods within Mercosur.

Text on free circulation of goods (XIII BNC/EU/TG-1/105/30.04.04)

The EU side tabled a new proposal aimed at ensuring the free circulation of EU goods within Mercosur following the entry into force of the Agreement. [The proposed text is annexed]. In addition to the proposed article in the Agreement, the EU representative explained that internal Mercosur legislation would also be required and that the EU side was prepared to collaborate in developing such legislation.

The Mercosur side took note of the proposal.

At the request of the Mercosur side, the EU representative undertook to provide information on how the concept of free circulation between Member States had been treated in the EU.

Protocol on Mutual Administrative Assistance in Customs Matters

Previous agreement as to the content and substance of the draft protocol text was confirmed. However, Mercosur proposed that additional consultation take place within the framework of the following negotiation round with regard to the specific modifications of legal and presentational aspects to be introduced in the text.

Special provisions on Administrative Cooperation

Both sides affirmed the necessity to reinforce provisions in the Agreement on administrative cooperation. However, disagreement remained as to the most appropriate means for this objective to be articulated in the Agreement text.

This point will again be addressed during the next negotiating round.

7 Services

The parties discussed the pending elements of the general provisions of the Services Chapter some of which were finalized. Still there is no agreement regarding the articles on the scope, market access (economic needs test), modification of schedules, exceptions and increasing participation of MERCOSUR countries.

With regard to maritime transport, financial services and telecommunications, discussions have taken place on the specific provisions related to the sectors.

The EU indicated its expectations and areas of interests with regard to Mercosur's improved offer. Mercosur posed some questions in order to clarify some elements on the current EU offer.

The EU agreed to present by mid May 2004 written answers to the questions submitted by MERCOSUR in October 2003 and to questions on financial services submitted during this round.

A consolidated side-by-side text has been agreed.

8 Investment; capital movement

Investment chapter

On the text of the investment chapter some articles have been agreed while the following main issues remain outstanding:

- the coverage and exclusions;
- the national regulation article;

As to the safeguard, Mercosur indicated that its position depends on the outcome of the discussion on national regulation.

Regarding dispute settlement, Mercosur considered the possibility of addressing the issue within the DS chapter.

The Parties agreed that the transparency provisions as well as the general exceptions should be in common with the services chapter.

A consolidated side by side text is attached.

Current Payments and Capital Movements

The Parties continued their discussions on current payments and capital account.

Offers

The EU indicated its expectations and areas of interests with regard to Mercosur's improved offer. Mercosur posed some questions in order to clarify some elements on the current EU offer.

9 Intellectual Property Rights

The Parties started the session by exchanging information on the respective legislative frameworks regarding IPR enforcement. MERCOSUR will complete the information it provided within the next week.

Subsequently, the Parties developed upon the issues identified in the previous round as priorities in terms of IPR.

In a Co-ordination meeting, the Parties expressed once more their respective concerns, and proposed the following subsequent steps:

The Parties will analyse the implementation of the provisions regarding enforcement and the practices of the other with the aim to identify subjects of interest to overcome possible differences.

The EU will analyze the existing MERCOSUR legislation which has been provided in this session and if necessary will make a proposal to improve the enforcement of IPR in the Agreement.

The Commission is ready to develop technical co-operation programs, in particular in relation to IPR enforcement.

Alternatively, MERCOSUR proposed that the Parties identify particular concerns that can be solved in the frame of the consultation and co-operation mechanism for the purpose of implement of the TRIPS Agreement.

The Commission will propose substantive rules to be included in the IPR chapter of the Agreement with the aim to improve and extend the protections of G.Is.

MERCOSUR stated that, it would only consider the discussion of G.Is in the frame of wines and spirits negotiations.

Both parties agreed to return to this issue at the next round of negotiations.

10 Government procurement

The Parts have examined for the first time since the 9th Round (March 2003) the side-by-side text. Mercosur tabled a text on transparency in government procurement that replaces in its integrity its text proposal of October 2001. The EC confirmed that its July 2001 proposal as amended during subsequent rounds remains valid. The EC prepared an updated side-by-side text incorporating the new Mercosur proposal.

A working session was dedicated to find commonalities between the new Mercosur text and the existing EC proposal.

The EC transmitted an improved offer in April that already takes account of the EU enlargement and incorporates the procurement markets of the ten new EU Member States. The EC reported that the value of this offer is 250 billion EURO per year, which is the result of adding the value of all tender notices published in the Official Journal of the EC.

The EC indicated which sectors are considered of key interest in an eventual future Mercosur offer. These are procurement by entities operating in the water, transport and energy sectors, indistinctively of their position at central or sub-central level. In general terms, contracts (including public works concessions) related to infrastructure are a priority for the EC.

The EC explained its proposals on asymmetric coverage and differential treatment. The EC confirmed its openness to discuss some mechanisms allowing

a Mercosur preference, these preferences should decrease over the time although not necessarily disappear at the end of a period. The EC was not in a position to provide more details on these mechanism in the absence of a Mercosur offer.

At the XIVth round, the Parties will continue working on other areas of the regulatory part of the Chapter taking into account the respective proposals. The EC expects to receive a market offer in advance to this meeting and engage into a substantial discussion on its content. The Mercosur indicated that it does not intend to present a market access offer, since it has proposed an agreement on transparency in government procurement.

11 Dispute Settlement

11. 1. Progress has been achieved in the following areas:

- One text (as opposed to side-by-side) for the Article relating to compliance (now Article 13 but previously referred to as Article 11), which has broad agreement, although further clarifications/amendments may be required and thus the entire Article is in square brackets;
- “Cleaning”, as far as possible, the entire Chapter on Dispute Settlement by removing square brackets;
- A useful exchange of views on Chapter III (General Provisions).

11. 2. For the next Round, outstanding issues on the DS mechanism that will need to be resolved are:

- Definition of the Parties;
- The method to be followed for the selection of panelists;
- Panel hearings, and Amicus Curiae submissions;
- Article 13 (compliance);
- Chapter III (General provisions).

11. 3. Further work will also be required on the Code of Conduct and the Rules of Procedure.

11. 4. In order to maximize progress during future negotiating rounds, both sides recognize the need for exchanging views in between rounds, as well as submitting proposals sufficiently in advance in order to have a more fruitful and efficient discussion.

BUSINESS FACILITATION

Standards, Technical Regulations and Conformity Assessment:

The meeting was mainly devoted to an exchange of information on the priority subjects previously identified by each party. The following sectors were covered: wood, furniture, electrical products and machinery, radio and telecommunication equipments. Mercosur tabled: a) a questionnaire on its sectors of interests and b) answers to EU questionnaire on its sectors of interests.

Regarding wood products covered by the EC Directive on construction products, the EU will further clarify the information provided during the meeting. On its side, Mercosur will send more detailed questions.

The parties agreed that the discussion regarding "Radio and Telecommunication Equipment" area must be followed up. In order to improve the functioning of the "Business facilitation/Regulatory Dialogue" they agreed that their respective contact points would discuss in order to explore the feasibility of establishing in a near future a specific platform. The coordinators for the BF/Regulatory dialogue should be kept informed about any direct contacts between sectoral contact points.

The participants to the meeting agreed that it is now time to further reflect about the role and tasks of the BF/Regulatory dialogue. This could be for the agenda of the next meeting.

As agreed during the previous meeting, the EU provided further details regarding its proposal for the creation of a working group dealing with regulatory issues in the automotive sector. In order to clarify the kind of topics the working group would be dealing with, an indicative list of issues that the EU considers to be technical barriers to trade was handed over to Mercosur.

Further information was given by the EU regarding the Seminar which will take place in June in Montevideo, organized by CENELEC and AMN: "Best practice sharing and experience with low and medium voltage technical regulations".

Electronic Commerce:

The EU and Mercosur discussed the Business facilitation initiative on E-commerce.

On electronic signatures, both sides discussed the purpose and agenda of the seminar on legal and technical aspects of e-signatures that Mercosur proposes to hold in the last trimester of 2004 in Brazil. Mercosur will send a version in English and the EU will endeavour to mobilize EU experts to present the EU experience in this field.

The EU indicated that it is still completing internal consultations on the Mercosur proposal on statistical methods for e-commerce.

Mercosur highlighted possible practical implementations of its proposal on the promotion of the use of e-commerce by SMEs. Mercosur will provide concrete elements in writing.

Finally, Mercosur indicated that it is continuing internal consultations on the EC proposal for cooperation on the treatment of unsolicited commercial communications ("spam").

SUSTAINABLE DEVELOPMENT

EC and MERCOSUR discussed the integration of sustainable development into the Association agreement during two half day working sessions. Discussions were constructive and positive.

EC and MERCOSUR confirmed their common objectives in this domain: the agreement should effectively foster sustainable development, and promote regional integration taking into account common but differentiated responsibilities.

On substance, EC and MERCOSUR started to identify the elements of a common ground including a set of objectives and principles, on which they should further elaborate. In particular they acknowledged the importance of dialogue and partnership, of involving civil society, and of the importance of implementing sustainable development objectives. Both parties acknowledged that issues related to sustainable development should in no case create trade conditionality.

The EC presented its proposal for a joint body for improving the contribution of the agreement to sustainable development.

EC and MERCOSUR will continue discussions on how the Agreement should reflect SD objectives.

Both parties agreed to draft concrete proposals to continue working on this issue in the run-up to the next BNC. The proposals should build on ideas put forward so far in the discussions, inter alia taking into account Agenda 21, the Rio Declaration on Environment and Development, WSSD and other relevant international documents commonly accepted by both EC and Mercosur member countries.

EC and MERCOSUR agreed to exchange concrete proposals on June 1st, 2004.

EC and MERCOSUR agreed to propose to their coordinators at least two working sessions on sustainable development in the June round in Buenos Aires.

ANNEX II

LIST OF WORKING DOCUMENTS EXCHANGED DURING THE XIII ROUND

Registration #	Negotiating Text
XIII BNC/EU/BF/106/05.05.04	Indicative list of tech. barriers to trade within Mercosur
XIII BNC/MS-EU/TG-3/31/06.05.04	Dispute Settlement : common text
XIII BNC/MS-EU/TG-2/32/06.05.04	Services : side-by-side text
XIII BNC/MS-EU/TG-2/33/06.05.04	Investment : side-by-side text
XIII BNC/MS-EU/TG-3/34/06.05.04	Government procurement : consolidated version
XIII BNC/MS-EU/TG-1/35/06.05.04	Rules of origin : consolidated text
XIII BNC/EU/TG-1/107/06.05.04	Wines & Spirits : EU proposal

ANNEX III**LIST OF PARTICIPANTS****DELEGATION OF THE MERCOSUR****ARGENTINA**

Martín Redrado	MRECIC-Secretaría de Comercio y Relaciones Económicas Internacionales
Eduardo Sigal	MRECIC-Subsecretaría de Integración Económica Americana y MERCOSUR
Ana Cafiero	MRECIC-Dirección General Cooperación Internacional
Felipe Frydman	MRECIC-Dirección Nacional de Negociaciones Económicas Internacionales
María Cristina Ueltschi	MRECIC-Dirección MERCOSUR Político
Luis Pablo Niscovolos	MRECIC-DIREM
Ernesto de la Guardia	MRECIC-Dirección del MERCOSUR Económico
María del Carmen Squeff	MRECIC-Subsecretaría de Integración Económica Americana y MERCOSUR
Alberto Carmona	MRECIC-Dirección del MERCOSUR Institucional
Gladys Huarte	MRECIC-Dirección MERCOSUR Político
Maite Fernandez Garcia	MRECIC-DIREM
Alejandra Di Vico	MRECIC-DNIEC
Oswaldo A. Scasserra	MRECIC-Dirección General de Cooperación Internacional
Alicia Borghi	Ministerio de Economía y Producción - Dirección del Mercosur
Alberto Dumont	MEyP -Secretaría de Industria, Comercio y PYMES
Adrián Makuc	MEyP-Dirección Nacional de Política Comercial Externa
Gustavo Idígoras	MEyP-Dirección Nacional de Mercados Agroalimentarios
Victoria Pose	MEyP-Dirección de MERCOSUR
Valeria Raitieri	MEyP-Dirección de Competencia Desleal
María Juana Rivera	MEyP-Secretaría de Industria
Mabel Ganzana	MEyP-Secretaría de Industria
Martín Guido Lavalle	MEyP-Dirección de MERCOSUR
Graciela Molle	MEyP-Dirección de MERCOSUR

Carlos Mosquera	MEyP-Dirección de MERCOSUR
Rosana Ricchini	MEyP-Dirección de MERCOSUR
Oscar Requejo	MEyP-Dirección General de Aduanas
Maximiliano Moreno	MEyP-Secretaría de Agricultura, Ganadería, Pesca y Alimentación
Gabriela Catalani	MEyP-Secretaría de Agricultura, Ganadería, Pesca y Alimentación
Stella Sturla	MEyP-Comisión Nacional de Comercio Exterior
Rodolfo Acerbi	MEyP-Coordinación de Relaciones Internacionales-Servicio Nacional de Sanidad y Calidad Agroalimentaria
Diana Guillén	MEyP-Servicio Nacional de Sanidad y Calidad Agroalimentaria
Adriana Alfonso	Jefe de la Oficina de Temas Internacionales, Dirección Nacional de Migraciones
Federico Agusti	Dirección Nacional de Migraciones
Cristina Pandolfi	Instituto Nacional de Vitivinicultura

Jorge Remes Lenicov	Embajador ante la UE
Horacio Salvador	Misión de Argentina ante la UE
Antonio Trombetta	Misión de Argentina ante la UE
Arturo Ortiz	Misión de Argentina ante la UE
Luis Aspiazú	Misión de Argentina ante la UE
Sergio Pérez Gunella	Misión de Argentina ante la UE
Darío Mengucci	Misión de Argentina ante la UE
Corina Lehmann	Misión de Argentina ante la UE
Jorge Díaz de Biasi	Misión de Argentina ante la UE
Federico Stoessel	Misión de Argentina ante la UE
Gabriela Falcó	Misión de Argentina ante la UE
Maria Cristina Riesz	Misión de Argentina ante la UE
Catherine Raeymaekers	Misión de Argentina ante la UE
Walter Gutierrez	Misión de Argentina ante la UE
Adbeslam Azlim	Misión de Argentina ante la UE

BRASIL

José Alfredo Graça Lima	Embaixado do Brasil junto às Comunidades Européias
José Eduardo Martins Felício	Diretor-General do Departamento da América do Sul (DAS) - MRE
Regis Percy Arslanian	Diretor-General do Departamento de Negociações Internacionais (DNI) - MRE
Denis Fontes de Souza Pinto	Missão do Brasil junto às Comunidades Européias
Gerson Luiz Mendes Teixeira	Subsecretário da Secretária Especial de Aquicultura e Pesca da Presidência da República
Mario Mugnaini Jr.	Secretário-Executivo da Câmara de Comércio Exterior (CAMEX)
Rosária Costa Baptista	Diretora-General do Departamento de Negociações Internacionais (DEINT) do Ministério de Desenvolvimento, Indústria e Comércio Exterior (MDIC)
Francisco Mauro Brasil Holanda	Chefe da Divisão de Defesa Comercial e Salvaguardas (DDF) - MRE
André Aranha Correa do Lago	Chefe da Divisão de Política Ambiental e Desenvolvimento Sustentável (DPAD)
Maria Clara Duclos Carisio	Missão do Brasil junto às Comunidades Européias
Carlos Marcio Bicalho Cozendey	Missão do Brasil junto às Comunidades Européias
Luciano Helmond Macieira	Missão do Brasil junto às Comunidades Européias
Ronaldo Costa Filho	Chefe, substituto, da Divisão da União Européia e Negociações Extra Regionais (DUEX) - MRE
Reinaldo José de Almeida Salgado	Missão do Brasil junto às Comunidades Européias
Ernesto Henrique Fraga Araújo	Chefe, substituto, da Divisão de Comércio de Serviços e Assuntos Financeiros (DSF)
João Mendes Pereira	Subchefe da Divisão da União Européia e Negociações Extra Regionais (DUEX)
Paulo Nicola Venturelli	Coordenador-General de Acordos Comerciais da Secretaria de Política Agrícola do Ministério da Agricultura, Pecuária e Abastecimento (SPA/MAPA)
Otávio Brandelli	Chefe, substituto, da Divisão de Propriedade Industrial (DIPI) - MRE

João Carlos Beato Storti	Missão junto às Comunidades Européias
Glaucio José Nogueira Veloso	Assessoria de Imprensa
Ancelmo César Lins de Góis	Missão junto às Comunidades Européias
Lilium Beatris Chagas de Moura	Missão junto às Comunidades Européias
João Marcos Senise Paes Leme	Missão junto às Comunidades Européias
Emerson Coraiola Kloss	Divisão de Agricultura e Produtos de Base (DPB)
Cesar Augusto Vermiglio Bonamigo	Divisão da União Européia e Negociações Extra Regionais (DUEX)
Daniel Costa Figueiredo	Divisão do Mercado Comum do Sul (DMC)
Gustavo Senechal de Goffredo Júnior	Divisão do Mercado Comum do Sul (DMC)
Erivaldo Alfredo Gomes	Coordenação Internacional Comercial da Secretaria de Assuntos Internacionais do Ministério da Fazenda (MF/SAIN)
Dario da Silva Brayner Filho	Secretaria da Receita Federal do Ministério da Fazenda (MF/SRF)
Bivanilda Almeida Tapias	Coordenadora de Articulação Institucional da Assessoria Internacional do Ministério da Agricultura, Pecuária e Abastecimento (AAI/MAPA)
Ricardo da Cunha Cavalcanti Jr,	Coordenador da Inspeção Vegetal da Secretaria de Defesa Agropecuária do Ministério da Agricultura, Pecuária e Abastecimento (SPA/MAPA)
Maria Mazzarello	Secretaria de Defesa Agropecuária do Ministério da Agricultura, Pecuária e Abastecimento (SPA/MAPA)
Antônio André Ponzo	Departamento de Negociações Internacionais (DEINT) do Ministério de Desenvolvimento, Indústria e Comércio Exterior (MDIC)
Ana Cláudia Takatsu	Departamento de Negociações Internacionais (DEINT) do Ministério de Desenvolvimento, Indústria e Comércio Exterior (MDIC)
Fábio Alves Schimidt	Departamento de Negociações Internacionais (DEINT) do Ministério de Desenvolvimento, Indústria e Comércio Exterior (MDIC)
Marylin Peixoto da S. Nogueira	Ministério de Ciência e Tecnologia (MCT)

Laudemir Muller	Ministério do Desenvolvimento Agrário (MDA)
Juliana Ghizzi	Agência Nacional de Vigilância Sanitária (ANVISA)
Denise Yoshie Takahashi Obara	Agência Nacional de Vigilância Sanitária (ANVISA)
Ana Lúcia Palhano Leal	Assessoria Internacional da Agência Nacional de Telecomunicações (ANATEL)
Ronaldo Ferraz	Agência Brasileira de Cooperação (ABC)
Jogi Humberto Oshiai	Missão do Brasil junto às Comunidades Européias
Elisa Fraga	Ministério de Desenvolvimento, Indústria e Comércio Exterior (MDIC)

PARAGUAY

José Martínez Lezcano	Viceministro de Relaciones Económicas e Integración del Ministerio de Relaciones Exteriores, Jefe de Delegación
Emilio Gimenez Franco	Jefe de Misión del Paraguay
Enrique Franco	Misión del Paraguay ante la UE
Carlos París	Director General de Comercio Exterior, Ministerio de Industria y Comercio
Raúl Cano	Director de Integración, Ministerio de Relaciones Exteriores
María Amarilla	Misión del Paraguay ante la UE
Inés Martínez	Misión del Paraguay ante la UE
Aida Romero	Ministerio de Agricultura y Ganadería
Rossi Riquelme	Ministerio de Relaciones Exteriores

URUGUAY

Gustavo Vanerio	Director Integración y MERCOSUR - Ministerio de Relaciones Exteriores
Elbio Rosselli	Misión de Uruguay ante las CE
Washington Durán	Dirección Nacional de Industrias-MIEM
Eduardo Casabó	Ministerio de Economía y Finanzas
Galdós Ugarte	Ministerio de Ganadería, Agricultura y Pesca
Ernesto Medina	Ministerio de Economía y Finanzas
Pilar Silveira	Ministerio de Economía y Finanzas
María Angélica Peña	Oficina de Planeamiento y Presupuesto
Rosario Furest	Banco Central
Ana María Peralta	Ministerio de Ganadería, Agricultura y Pesca
Jorge Armstrong	Ministerio de Ganadería, Agricultura y Pesca
Graciela Road	Dirección Nacional de la Propiedad Industrial - MIEM
Julio Tealdi	Misión de Uruguay ante las CE
Fernando Arroyo	Misión de Uruguay ante las CE
Luis Iribarne	Misión de Uruguay ante las CE
Gabriela Ortigosa	Misión de Uruguay ante las CE
Miguel Reis	Misión de Uruguay ante las CE

DELEGATION OF THE EUROPEAN UNION

NAME	ORGANISM
Hervé Jouanjean	European Commission/DG RELEX
Tomás Duplá Del Moral	European Commission/DG RELEX
Gustavo Martín Prada	European Commission/DG RELEX
Christophe Manet	European Commission/DG RELEX
Catulina Soares	European Commission/DG RELEX
Bettina Furche	European Commission/DG RELEX
Karl Falkenberg	European Commission – DG Trade
Ivano Casella	European Commission – Coordination Trade
Hiddo Houben	European Commission – DG Trade
Agnes Gorgemans	European Commission – DG Trade
Carlo Pettinato	European Commission – DG Trade
Miguel Ceballos Marón	European Commission – DG Trade
Francesco Meggiolaro	European Commission – DG Trade
Philippe Chauve	European Commission – DG Trade
Sergio Pavón González	European Commission – DG Trade
Edward Brown	European Commission – DG Trade
María Teresa Fabregas Fernández	European Commission – DG Trade
Francisco Pérez Cañado	European Commission – DG Trade
Pedro Velasco Martins	European Commission – DG Trade
Francisco Perez-Cañado	European Commission – DG Trade
Alberto Spagnolli	European Commission – DG Trade
Susana Mendonca	European Commission – DG Trade
Moumen Hamdouch	European Commission – DG Trade
Daria Gismondi	European Commission – DG Trade
Achim Emde	European Commission – DG Trade
Tatiana De Koube	European Commission – DG Enterprise
Dominique Grosjean	European Commission – DG Enterprise
Jaime Silva	European Commission – DG Enterprise
Caroline Edery	European Commission – DG Environment
João Pacheco	European Commission – DG Agriculture
Jesús Zorrilla	European Commission – DG Agriculture
Anna Jonson	European Commission – DG Agriculture
Frances Brady	European Commission – DG Agriculture
Segundo Pérez Gibaja	European Commission – DG Agriculture
Lene Naesager	European Commission – DG Agriculture
Bernard Lefevre	European Commission – DG Agriculture
María Iglesia Gomez	European Commission – DG Agriculture
Luc Berlottier	European Commission – DG Agriculture
John Taylor	European Commission – DG TAXUD
Francesco Basilotta	European Commission – DG TAXUD
Nicola Ardito	European Commission – DG TAXUD

Rosa Maria Lopez Jorin	European Commission – DG TAXUD
Juan Ronco Zapatero	European Commission – DG Fish
Robert Allen	European Commission – DG OLAF
Lara Dobinson	European Commission – DG OLAF
Lourdes Martinez De La Viuda	European Commission – DG OLAF
Lambert Schmidt	European Commission – DG JAI
Eva Maria Zamora Escribano	European Commission – DG SANCO
Diane De Marliave	European Commission – DG Markt

**SEVENTEENTH MEETING OF THE
MERCOSUR - EUROPEAN UNION
BI-REGIONAL NEGOTIATIONS COMMITTEE**

**29 June – 02 July 2010
Buenos Aires - Argentina**

FINAL CONCLUSIONS

Delegates from MERCOSUR and the EU met in Buenos Aires, from June 29 to July 2, 2010 to re-launch the talks on the three pillars - political dialogue, cooperation and trade - of the future Association Agreement between the MERCOSUR and the European Union.

Delegations were welcomed by Ambassador Alfredo Chiaradia, National Coordinator from Argentina of the Common Market Group, on behalf of the Pro Tempore Presidency of MERCOSUR. The European Union Delegation was headed by Mr. João Aguiar Machado, Deputy Director-General for Trade of the European Commission.

Ambassador Chiaradia expressed his satisfaction for the formal re-launching of the bi-regional negotiations and recalled the importance for both parties of the conclusion of an ambitious and balanced agreement.

He stated that this first formal round had key importance in structuring a pragmatic, flexible and effective working method, so that substantive improvements could be reached in the following rounds. In this sense, he stressed that the general principles and objectives established by the Parties during the I BNC (Buenos Aires, April, 6-7, 2000) remained the reference framework for the continuation of negotiations and that the Parties should take advantage of past work and experience.

The Head of the MERCOSUR Delegation proposed for this round to move forward as fast as possible on the following basic objectives: establishment of the working groups, definition of the starting points in each chapter, taking into account the improvements reached during the first phase of negotiations, and identification of the areas still pending as well as each Parties' positions relating to those chapters.

At his turn, the head of the European delegation, Mr. João Aguiar Machado, stressed the preparatory work done in the previous informal meetings held in Lisbon, Buenos Aires and Brussels. The results of these contacts were instrumental in identifying each party's respective positions and establishing the conditions to the formal launching of negotiations.

XVII BNC – FINAL CONCLUSIONS

Mr. João Aguiar Machado stressed that there is still substantial work ahead on a number of important issues to both sides in order for an ambitious and balanced agreement to be reached, while avoiding measures that restrict trade to secure an environment conducive to successful bi-regional negotiations.

After the opening of the meeting, the working groups of the trade pillar were organized, followed by the discussions of the basic guidelines for conducting the negotiations for each chapter of this pillar. The groups related to Political Dialogue and Cooperation held their meetings separately.

Trade pillar

The parties agreed to organize the following working groups:

1. Market Access on Goods
2. Rules of origin
3. Technical Barriers to Trade
4. Sanitary and phytosanitary measures.
5. Intellectual Property Rights/Geographical Indications/Wines
6. Dispute Settlement
7. Trade Defense
8. Competition Policy
9. Customs [Trade facilitation and related matters]
10. Services / Investment
11. Public Procurement

The date and venue of the next BNC meeting will be agreed upon through regular diplomatic channels.

ANNEXES

- I. Reports of the XVIIth Round
- II. List of working documents of the XVIIth round of negotiations
- III. List of participants

ANNEX I
REPORTS

POLITICAL DIALOGUE - COOPERATION

Both Parties carried out a preliminary evaluation of the current situation - "stocktaking"- regarding the political and cooperation aspects of the Interregional Association Agreement between the European Union and the MERCOSUR (draft version 2004), in the light of the developments during the last years.

The Parties analyzed specifically the Preamble, Part I ("General and Institutional Provisions"), Part II ("Political Dialogue"), Part III ("Co-operation") and Part V ("Final Provisions").

It was agreed that future meetings will be held, in order to start discussing texts proposals. At the same time, both Parties agreed to exchange text proposals, at least three weeks before the next meeting.

TRADE

1) Market Access on Goods

Following the guidelines given in the Plenary Session, the parties agreed to focus on the text of the Chapter on Goods in order to identify a common ground to further discussions.

On the basis of the document *Draft consolidated text Chapter on Goods: market access elements. IX BNC/MS-EU/09/21.03.03* a new updated text was elaborated and annexed to as 300 XVII CNB/MS/UE/02.07.2010.

Each party announced the elaboration of new proposals in order to clarify their respective positions on some issues addressed in the text, which may cover also non tariff barriers. MERCOSUR presented specific drafts to replace previous articles on tariff peaks, export subsidies and domestic support measures. MERCOSUR will develop further the contents of these articles at a later stage.

On the other part, EU will evaluate a new approach concerning the presentation of tariff schedules. Likewise, EU will prepare drafts concerning state trading enterprises and import licensing,

Furthermore, EU will evaluate the placement of some provisions now included in the text - e.g. Balance of Payments-, in the light of their possible implications beyond the chapter on Goods.

The aforementioned proposals will be exchanged at least three weeks before the next meeting of the BNC.

The parties agreed to exchange the following statistics, tariffs and nomenclature on the 30th July 2010:

MERCOSUR

- Imports from and exports to EU 2006-2009 present nomenclature
- Exports and imports for the period 2006-2009 -including all partners- value, and quantity, for Argentina, Brazil, Paraguay and Uruguay

European Union

- Imports from and exports to MS 2006-2009, present nomenclature
- Exports and imports period 2006-2009 -including all partners- in value, and quantity, UE 27

Both

- Present nomenclature and applied tariffs, including GSP and exceptions
NOTE: exports will be submitted on FOB basis and imports will be submitted on CIF basis.

2. Rules of origin

MERCOSUR and the EU identified the negotiating text of the normative part of the Protocol on Rules of Origin dating back to the suspension of negotiations in 2004 (TECHNICAL TALKS/MS-EU/TG-1/21/17.09.04). The Parties agreed that this text will constitute the joint negotiating text and scrutinised all the provisions of the Protocol indicating the areas in which both Parties would like to table new proposals. Textual proposals will be exchanged before the end of July.

As regards the product specific requirements for acquisition of originating status (list rules) the Parties identified the document containing the rules which were agreed in 2004 and decided that this should be the basis for further negotiation (TECHNICAL TALKS/MS-EU/TG-1/SROO/02.07.10).

Nevertheless, the EU indicated that following its internal revision of rules of origin it will present some new proposals which would go in the direction of simplification of rules. The EU has tentatively indicated some sectors in which it would be willing to table new proposals, respecting to the biggest possible degree the substance agreed in 2004. MERCOSUR will table its still pending proposals and will also consider the necessity of reviewing its already indicated positions.

Both Parties agreed to exchange their proposals on this matter by the end of September 2010.

3. Standards, Technical Regulations and Conformity Assessment

The delegation of the European Union (EU) made a presentation on the changes in its approach as regards Technical Barriers to Trade and informed that it is working internally on the basis of the text consolidated at the XII CNB/MS-UE/TG-1/25/12-03-04 –final version, for the purpose of sending to Mercosur an updated document incorporating the abovementioned changes. Furthermore, it expressed interest in exchanging views on matters related to Good Regulatory Practices, International Cooperation between the Parties, Transparency, Market Surveillance, consultation processes on draft technical regulations and mutual recognition agreements, among others.

In this respect, that delegation requested an overview of the recognition/equivalence agreements concluded within Mercosur. In turn, Mercosur informed the EU delegation of its wish to obtain information on the laws in force regarding the CE mark which would simplify the procedures required to use it.

With respect to the EU's points of interest, Mercosur referred to its level of development as regards the harmonization of Technical Regulations, regulatory practice and conformity assessment, as well as to the need to take into account the current situation of the bloc, among other matters.

XVII BNC – FINAL CONCLUSIONS

Regarding Chapter II, Free Circulation of Goods, Art. 2 (new), paragraph 5, the EU delegation stated that it is analyzing that text and that it might include other areas therein. Mercosur expressed the need to obtain the newly proposed text, together with the relevant justifications, for analysis.

Mercosur voiced its concern regarding the significant increase in requirements based on private standards for products traded within the EU, which gives rise to restrictions on the access of Mercosur products to the EU market.

The next steps to be taken, bearing in mind the positions regarding the issues addressed will be: await that the European Union sends to Mercosur its new proposal based on the text of the XII CNB/MS-UE/TG-1/25/12-03-04 document – final version, as well as its view on the text of Art. 2 (new), paragraph 5, included in Chapter II, Free Circulation of Goods.

4. Sanitary and phytosanitary measures.

Both sides agreed that the last official texts were exchanged in June 2004. There was a technical meeting in September 2004 in which Mercosur presented a non-official document containing only some articles of its proposal. EU reserved its position to the entire document.

Both sides explained the progress achieved since 2004. The EU informed about the EU enlargement, the restructuring of DG-SANCO, the new competences, new legislation (food law, hygiene package) and the legislation in preparation on animal and plant health laws. Mercosur informed about new harmonized legislation on animal and plant health and about the state of incorporation of Mercosur legislation into domestic law.

Mercosur explained its perspective regarding the objectives of the negotiation and presented a new proposal text for an agreement accordingly with these objectives. Mercosur underscored that the objective of the agreement should be to facilitate trade between the Parties, taking into account the differences between the regions.

The EU made preliminary comments to this proposal and asked for clarification of certain issues: the EU considers that the proposal does not reflect the regional integration expectations, neither the 2004 situation, nor it is WTO plus. The EU reserved its position and will come back with comments.

Both sides reaffirmed that this agreement cannot result in lowering their respective Appropriate Level of Protection and consequently the requirements.

Contact points of both sides have been identified.

Tasks:

- Mercosur will provide information on new SPS legislation since 2004.

XVII BNC – FINAL CONCLUSIONS

- The EU will react to Mercosur's proposal.

Next Steps:

- A video-conference will be held in September 2010.

5. Intellectual Property Rights/Geographical Indications/Wines

MERCOSUR and the EU met in the context of the Intellectual Property/Geographical Indications/Wines Group. The EU introduced its views and objectives about these matters. In this regard, the EU will send a "position paper" with its opinion on these issues.

MERCOSUR expressed its preliminary comments and will consider the document in a timely manner. MERCOSUR will bring its opinion, to the extent possible, before the next meeting.

6. Dispute Settlement

The Delegations have agreed to take the text of the Title "Dispute Settlement" of September 2004 as a working basis, in respect of which there was an exchange of comments and preliminary alternative proposals were made.

The EU committed itself to send written proposals on this Title and a draft of the Rules of Procedure in the last week of July, 2010.

MERCOSUR committed itself to send comments and proposals on those documents before August 15th, 2010.

The Delegations will agree on a possible date to hold a videoconference in September, 2010, in order to continue working on this Title and the Rules of Procedure.

Likewise, the EU made a presentation on institutional and legal aspects related to the Trade Part of the Agreement. MERCOSUR stressed out that this Group is not empowered to deal with this issue. The EU and MERCOSUR agreed that the forum to discuss this subject should be agreed upon.

The text resulting from this meeting is registered as 301 XVII CNB/MS/UE/02.07.2010.

7. Trade Defense

Anti-dumping and countervailing duties

During the meeting, the last version of the document circulated by the EU was revised. The Parties identified those articles that were deemed of interest to each one in order to verify whether there were changes in their respective positions, particularly bearing in mind the time elapsed since the last negotiating meeting.

XVII BNC – FINAL CONCLUSIONS

As a result of the discussions, MERCOSUR committed to sending a revised text to the EU no later than August 15, 2010. The EU will submit a proposal on the way of presenting the essential facts, corresponding both to the provisional as well as to the final determinations.

Safeguards

Regarding safeguards, the EU expressed its interest in discussing global safeguards in the framework of GATT Art. XIX. MERCOSUR pointed out its interest in discussing the establishment of a mechanism of bilateral safeguard. In this respect, the EU pointed out that it was still premature to discuss about this mechanism taking into account that there has been no new developments in the negotiations within the Market Access group.

MERCOSUR indicated that if there were progress in bilateral safeguard discussions, this could allow the parties to make progress in the Market Access group as this would constitute a mechanism to alleviate critical situations. The EU stated that in this moment, it was not in a position to discuss the substance of the bilateral safeguards clause given the fact that the discussion on Market Access is not sufficiently advanced.

8. Competition Policy

The following report shall summarize the main items treated in the framework of the negotiations between the competition representatives of member countries of MERCOSUR and the EUROPEAN UNION from June 28th to July 1st, 2010. Initially the parties compared the basic texts of 2004 so as to harmonize the criteria on which later negotiations would be based.

The parties agreed to prepare the text of the association document that has to include the general principles containing the technical progress on the subject, the spirit of the foreseen association and the principles of transparency and non discrimination. Once this process is under way, a memorandum of understanding could be drafted in order to articulate cooperation between both parties.

Since the EUROPEAN UNION expressed its concern on MERCOSUR's enforcement authority responsible within the framework of the negotiation, the latter considered to continue progressing in the analysis in order to set up an entity that will coordinate the regional representation. During the transition period, until this has been achieved, MERCOSUR party states shall be responsible for the commitments resulting from this agreement.

The EUROPEAN UNION expressed its interest to limit the transition period for the introduction of competition legislation in all MERCOSUR states and for the entry into force of the MERCOSUR competition legislation. MERCOSUR expressed its commitment to make its best effort without limiting it to a certain period of time.

On the other hand, the exchange of confidential information was also subject of the debate. The EUROPEAN UNION emphasized that due to its own rules and regulations only non confidential information could be disclosed. The same applies in the case of MERCOSUR.

MERCOSUR expressed to the EUROPEAN UNION its concern that certain cases relating to concentrations and conducts without community dimension could have effects on

XVII BNC – FINAL CONCLUSIONS

Mercosur and, in this respect, shall propose a mechanism of cooperation. The European Union notes that the present agreement is signed with the European Union and not with its Member States.

Two specific issues were finally dealt with: public aid and the treatment of public enterprises.

The EUROPEAN UNION presented a proposal on the treatment of public enterprises. The MERCOSUR members shall analyse the treatment of these under their respective legislations.

In turn, on the issue of public aid, the MERCOSUR members expressed that, for the time being, they would not deal with the subject and would raise it for consultation to a different level of this negotiation.

Finally the European Union shall send a draft text on what has been discussed towards the end of July 2010.

9. Customs [Trade facilitation and related matters]

The main objective was to identify the texts negotiated until 2004, on which the negotiation shall be resumed. For such purpose, the conclusions from the XIII Biregional Negotiating Committee (BNC) from may 3 through 7 2004, in Brussels, were considered as the starting point. Item 6 of such document ("Customs") deals with the following topics:

1. Technical Customs Cooperation Program- second phase: the MERCOSUR-EU Customs Cooperation Project (PADUEM, in spanish) took place from september 2004 to september 2007, thus proposing norms related to customs procedures harmonization, IT support, customs control and anti-fraud measures, human resources and customs training. Mercosur has handed the final report in order to illustrate the results.
2. Text on free movement of goods- document 281 XV BNC
The EU will propose a new wording for this document. MERCOSUR pointed out that, as regards customs matters, significant progress has been made. Nevertheless, since this topic exceeds the scope of customs matters, Mercosur will request that this topic be sent to the Coordinators plenary session.
3. Protocol on Mutual Administrative Assistance on Customs Matters: Mercosur has submitted to the EU the "Model of the Customs Cooperation Agreement between Mercosur and other countries/regional blocks" (approved in the XLVII Meeting of the Technical Committee number 2 "Customs Matters" of the MERCOSUR, as working document 1/07) and considers that the proposed wording should replace the previous document. Regarding this topic, the EU informed that the issues Protocol on Mutual Administrative Assistance in Customs Matters, the Special Provisions on Administrative Cooperation and the new clause on Management of

XVII BNC – FINAL CONCLUSIONS

Administrative Errors will be presented and discussed at the next round that will take place in Brussels.

4. Special Provisions on Administrative Cooperation: document 206 XII BNC. The EU side proposed to make some changes to take into account developments in the last years, however these have not been finally decided and the final proposal will need to take into account internal discussions within the Commission. The EU will provide a redrafted text by the 30 July 2010. Once the wording proposed by the EU is received, Mercosur shall analyse it and send the corresponding comments and proposals to the EU within 30 days of receiving the document.

10. Services / Investment

Services

The parties agreed to continue the negotiations on the basis of document XVI BNC/EU/TG-2/133/02.09.04.

The EU delegation made a presentation of the structure of the trade in services / establishment chapter in its FTAs since 2004 and offered it as an option for the MERCOSUR-EU negotiations. MERCOSUR will assess this proposal on the basis of examples to be sent by the EU as soon as possible.

The parties reviewed the issues that were not agreed upon in the base document, and addressed others that were agreed upon but may need revision taking into account developments in their trade policies on services since the last BNC. It was agreed to exchange proposed amendments, as well as proposals on pending issues [before 30 July 2010].

The parties concurred that the last MERCOSUR and EU offers are those of September 2004 and agreed to resume negotiations on the basis of a combination of the best commitments of those offers and the revised offers presented in the context of the DDA negotiations in 2005.

Finally, delegations committed themselves to exchange written consolidated requests of improved specific commitments at least two weeks before the next BNC.

Establishment/Investment

The Parties agreed to continue the negotiations on the basis of document XIV BNC/MS-EU/TG-2/40/08.07.04.

The EU delegation recalled the presentation made in the services chapter regarding the treatment of establishment in other EU FTAs. It was agreed that the

XVII BNC – FINAL CONCLUSIONS

MERCOSUR will assess this model and come back to the EU before the next meeting of the BNC.

The parties reviewed the issues that were not agreed upon in the base document, and addressed others that were agreed upon but may need revision taking into account developments in their trade and investment policies since the last BNC. The parties decided that, wherever applicable, the wording of the services and establishment chapters shall be consistent. It was agreed to exchange proposed amendments, as well as proposals on pending issues [before 30 July 2010].

The parties concurred that the last MERCOSUR and EU offers are those of September 2004, and agreed to resume negotiations on the basis of those offers.

Finally, delegations committed themselves to exchange consolidated requests of improved specific commitments at least two weeks before the next BNC.

11. Public Procurement

The MERCOSUR delegation explained the parameters of its new approach to the negotiation on government procurement with the EU. The EU delegation described the framework and objectives of the government procurement chapter in its most recent FTAs. It was agreed that the MERCOSUR-EU chapter on government procurement would cover disciplines including transparency, market access and special and differential treatment.

The delegations recognized that it was inconvenient to continue working on the drafts exchanged until 2004, taking into account the new approach to negotiations and therefore new texts would be required. In that sense, the EU informed that it will submit a text proposal, inspired by the disciplines under the GPA and the EU bilateral FTAs, between July and September 2010. The MERCOSUR delegation indicated that it is working on a text that will be submitted as soon as possible.

The MERCOSUR delegation provided information about the situation of the MERCOSUR's Protocol on Government Procurement, as well as details on its structure and disciplines. The EU delegation presented the regulatory situation and statistics about the EU's government procurement market. The delegations exchanged questions and answers on these issues and agreed to continue the exchange of information about regulatory issues and statistics on government procurement.

ANNEXO II LIST OF WORKING DOCUMENT S

REGISTRATION	TEXT
300 - XVII-CNB/MCS/UE/G/02.07.2010	CHAPTER ON GOODS: DRAFT CONSOLIDATED TEXT
301 -XVII CNB/MCS/UE/DS/02.07.2010	DISPUTE SETTLEMENT: CONSOLIDATED TEXT

ANNEX III
DELEGATIONS

MERCOSUR

ARGENTINA

Alfredo Chiaradía	MRECIC
Eduardo Sigal	MRECIC
Jorge Remes Lenicov	MRECIC
María Cristina Boldorini	MRECIC
Pablo Grinspun	MRECIC
Rubén Tempone	MRECIC
Estanislao Zawels	MRECIC
Rubén Ruffi	MRECIC
Oswaldo Scasserra	MRECIC
Enrique Ferrer Vieyra	MRECIC
Alejandro Poffo	MRECIC
Sergio Iaciuk	MRECIC
Roberto Bosch	MRECIC
José María Arbilla	MRECIC
Ana Tito	MRECIC
Gustavo Adise	MRECIC
Pablo Ducros	MRECIC
Natalia Acevedo	MRECIC
Fernanda Jakubow	MRECIC
Patricia Bluske	MRECIC
Anabella Zunini	MRECIC
Adriana Tulasne	MRECIC
Eduardo Bianchi	MIT
Adrián Makuc	MIT
Marcelo Marzzochini	MIT
Valeria Raitieri	MIT
María Fernanda Monti	MIT
Marina García del Río	MIT
Rosana Ricchini	MIT
Martín Guido Lavalle	MIT
Alicia Borghi	MIT
Andrea Russo	MIT
Christian Leroux	MIT
Federico Lavopa	MIT
Luis Bertuzzi	MIT
Luisina Solari	MIT
Lorenzo Basso	MAGyP
Roxana Blasetti	MAGyP
Jorge Iturriza	MAGyP
Flavio Paladino	MAGyP

XVII BNC – FINAL CONCLUSIONS

Gabriela Catalani	MAGyP
Maximiliano Moreno	MAGyP
Alejandro Rosso	MAGyP
Sofia Perini	MAGyP
Cristina Pandolfi	MAGyP
Marina Cifuentes	MAGyP
Paloma Ochoa	MAGyP
Norberto Pontiroli	MAGyP
Simona Paulero	MAGyP
Vanesa Lowenstein	MAGyP
Alejandro Robba	MECON
Antonio Vicenzotti	MECON
Maria Juana Rivera	MECON
Humberto Guardia Mendonca	MECON
Alejandro Valerga	MECON
Julieta Barry	MECON
Mario Nicastro	MECON
Romina Toledo	MECON
Alejandra Castiglioni	MECON
María Luisa Carbonell	AFIP
Alicia Mónica Gómez	AFIP
Mariano Gubaira	AFIP
BRASIL	
Evandro Didonet	MRE
Julio Bitelli	MRE
Reinaldo Salgado	MRE
Marcelo Della Nina	MRE
Francisco Cannabrava	MRE
Felipe Hess	MRE
Paulo Vinicius Garcia	MRE
Juliana Santos	MRE
Francisco Filippo	MPOG
Maria Olivia Lamaziere	CAMEX
Amelia Regina Gabriel	CAMEX
Elisabete Serodio	MDIC
Renato Souza	MDIC
Andre Ponzo	MDIC
Marcio Suguieda	MDIC
Luis Ferreira	MDIC
Ana Carolina Peres	MDIC
Benedito Rosa	MAPA
Rafael Mafra	MAPA

XVII BNC – FINAL CONCLUSIONS

Leticia Mendonca	MDA
Erivaldo Gomez	MF
Rafael Santos	MF
Carlos Simonetti	SUFRAMA
Jorge Cruz	INMETRO
María Manuela dos Santos	INMETRO
Ana Paula Juca Silva	ANVISA
PARAGUAY	
Manuel María Caceres	MRE
Mario Sandoval	MRE
Helena Felip	MRE
Doris Román	MRE
Fabian Ybarra	MRE
Luigi Negri	MRE
Enrique Carrillo	MRE
Julia María Ojeda	MRE
Ana Mariela Ayala	MRE
Martín Llano	MRE
Elizardo Martínez	MRE
Ricardo Herreros	MIC
Delia González	MIC
Carlos Alcaraz	MIC
Aida Romero	MIC
Carlos González	MIC
Carlos Giménez	MIC
Cynthia Andino	MIC
Gustavo Soverina	MIC
Jose Cuevas	MH
Oswaldo Molinas	DNA
Omar Troche	DNA
Nidia Ferreira	MAG
Mariana Bergonzi	DNCP
Nelson Farina	SENAVE
URUGUAY	

XVII BNC – FINAL CONCLUSIONS

Walter Cancela	MRREE
Alvaro Ons	MRREE
Pablo Sader	MRREE
Pablo Porro	MRREE
Maria Elizabeth Bogosian	MRREE
Karla Beszkidnyak	MRREE
Paola Repetto	MRREE
Noelia Martinez	MRREE
Jose Luis Heijo	MIEM
Leonardo Veiga	MIEM
Ivana Resnichenko	MIEM
Laura Dghiero	DNA
Cecilia Duran	MEF
Mario Grandelman	MEF
Graciela Altruda	MEF
Luis Plouviel	MEF
Linda Rabbaglietti	MEF
Alvaro Lalanne	MEF
Cristina Vaz	MGAP
Inés Ares	MGAP
Jorge Armstrong	MGAP
Miguel Carriquiri	MGAP
Rosario Moreira	DNPI
Rosario Furest	BCU

COMISION EUROPEA / DELEGACION EUROPEA	
Joao Aguiar Machado	TRADE
Jerzy Bogdan Plewa	AGRI
Gustavo Martín Prada	RELEX
Fernando Perreau de Pinninck	TRADE
Gaspar Frontini	TRADE
Timothee Sautter	TRADE
Ricardo Varanda Ribeiro	TRADE
Paul Verburgt	TRADE
Miriam Garcia Ferrer	TRADE
Veronique Hyeulle	ENTR
Luis Molledo	MARE
Iciar Chavarri-Ureta	TRADE
Adam Wisniewski	TAXUD

XVII BNC – FINAL CONCLUSIONS

Pawel Szatkowski	TAXUD
Delphine McCormack	TRADE
Fabien Gehl	TRADE
Frederic Michiels	TRADE
David Ellard	ENTR
Cristina Laso Sanz	SANCO
Paul Van Geldorp	SANCO
Eva Maria Llorente Gonzalez	TRADE
Kristina Grutschreiber	TAXUD
Elisabeth Schwarzenbrunner	TRADE
Marc Poulain	TRADE
Olivier Coppens	MARKT
Vassilis Koutsiouris	TRADE
Diane Lacoste	TRADE
Tiina Pitkanen	COMP
Eva Valle Lagares	COMP
Lisa Emelia Svensson	TRADE
Lorella de la Cruz Iglesias	TRADE
Celine Idil	TRADE
César García Alvarez	DELEGACIÓN DE LA UNIÓN EUROPEA EN ARGENTINA
Henning Reinmann	DELEGACIÓN DE LA UNIÓN EUROPEA EN ARGENTINA
Doménico Fernani	DELEGACIÓN DE LA UNIÓN EUROPEA EN ARGENTINA
Carlos Gimeno Verdejo	DELEGACIÓN DE LA UNIÓN EUROPEA EN ARGENTINA

**EIGHTEENTH MEETING OF THE
MERCOSUR - EUROPEAN UNION
BI-REGIONAL NEGOTIATIONS COMMITTEE**

**11-15 October 2010
Brussels**

FINAL CONCLUSIONS

Delegates from the EU and MERCOSUR met in Brussels, from October 11 to October 15, 2010 to hold a round of negotiations for the trade pillar of the future Association Agreement between the European Union and MERCOSUR.

The EU Delegation was headed by Mr. João Aguiar Machado, Deputy Director-General for Trade of the European Commission.

The MERCOSUR Delegation was headed by Ambassador Evandro Didonet, Director of the Department for International Negotiations, on behalf of the Pro Tempore Presidency of MERCOSUR.

All Working Groups set up in Buenos Aires during the previous round of negotiations (29 June-2 July) met and discussed the normative part of the agreement for their respective chapters.

With regard to market access, both sides initiated discussions to lay the ground for the exchange of improved offers, and agreed to continue their internal work to that end.

Both sides expressed their satisfaction with the progress achieved during this round and agreed on the need to continue working at a sustained pace with the objective of achieving a balanced and ambitious agreement under the trade pillar of the Association Agreement between the EU and MERCOSUR.

It was also agreed that the next round of negotiations would be held in end November-early December in Brazil and that three other rounds would take place in the first half of 2011 with the exact dates to be determined through regular diplomatic channels.

Joint reports agreed in each Working Group will be included in a separate annex to this document.

ANNEX- Working Groups Joint Reports

Trade pillar

The following working groups met during this round of negotiations:

1. Market Access on Goods
2. Rules of origin
3. Technical Barriers to Trade
4. Sanitary and phytosanitary measures.
5. Intellectual Property Rights/Geographical Indications/Wines
6. Dispute Settlement
7. Trade Defense
8. Competition Policy
9. Customs [Trade facilitation and related matters]
10. Services / Investment
11. Public Procurement

ANNEX I

REPORTS

1. Market Access on Goods

1) Market Access in Goods

The parties revised and updated the draft consolidated text emanated from the round of 29 June – 2 July (XVII BNC/MC-EU/02.07.2010), focusing in particular on reducing divergences in the respective proposals and on the clarification and rationalisation of the text. Progress was made on the definition of customs duties and on the simplification of the alternative proposals for tariff liberalisation schedules.

Suggestions for revised wording and additional proposals were made in several areas (fees and charges, prohibition of quantitative restrictions, national treatment, state trading enterprises, sectoral non-tariff barriers, and general exceptions clause), which will be further discussed at the next round. The EU indicated that new proposals would be made on import licensing.

The group considered that the resulting text (number ...) contains references to a number of issues which, subject to confirmation, should be discussed in, or in co-ordination with, other groups (antidumping; customs matters and customs valuation; standards, technical regulations and conformity assessment; SPS; safeguards; balance of payments; custom unions and free trade areas).

Substantial issues to be further discussed include export duties, export subsidies, domestic support and compensating measures, a proposal for setting a maximum tariff value, a clause to protect the development of emerging domestic industries, an automatic adjustment of the base rates in case of reduction of MFN applied duties and a proposed exclusion of non-new products.

The group also discussed and agreed on the technical specifications and format for the future exchange of tariff offers, including the reference period for the determination of coverage (2007-2009) and the specification of the treatment for all products.

2. Rules of origin

MERCOSUR and the EU concluded first-review discussions on the modified text of the normative part of the Protocol on Rules of Origin exchanged by the Parties in mid-August 2010. In result of the discussions relatively few issues were left pending, including the EU proposals for vessels condition and requirements for

XVIII BNC – FINAL CONCLUSIONS

wholly obtained fish, prohibition of drawback of, or exemption from, customs duties and special conditions applicable to Ceuta and Melilla together with Joint Declarations on Andorra and San Marino. Except from these, upon presentation and exchange of arguments some provisions concerning administrative procedure of verification of origin, accounting segregation and free zones are still pending the outcome of internal consultation on the side of both Parties. Annexes to the Protocol on Rules of Origin will be discussed during the next round of negotiations. The EU also presented its modified proposal for the product specific requirements for acquisition of originating status (list rules) for products of HS chapters 1-24. MERCOSUR will do its utmost in order to present its comments concerning the EU proposal by the next round of negotiations, indicating at the same time the magnitude of proposed modifications that in many cases concern also the substance agreed in 2004. The EU pointed out that it would consider possibility of giving up new proposals for the products agreed in 2004, whenever preferred by MERCOSUR. Additionally the EU indicated that it will submit its modified proposal for list rules for the products of HS chapters 25-97 (industrial products) soon after the conclusion of this round. MERCOSUR pointed out that it will send its proposals and comments before the next round of negotiations.

3. Technical Barriers to Trade

The EU delegation made presentations firstly on the situation in the EU regarding the free movement of goods and technical product regulations and on the use of the CE marking.

The two delegations then proceeded with a reading of the text of the EU submission (as transmitted to Mercosur on 22 September 2010). A detailed exchange of views and information took place on the text's provisions.

Mercosur expressed the general observation that they are satisfied with the previous negotiated text from 2004, namely XII CNB/MS-UE/TG-1/25/12.03.04. The EU, on the other hand, expressed a wish to update and expand the ambition of this text, as reflected in the EU submission of 22 September 2010.

Following the exchange of views which took place within the Working Group, it was agreed that Mercosur would submit a revised proposal comprising the 2004 text and such elements of the EU submission acceptable to them. This should be sent to the EU no later than two weeks before the start of the next negotiating round.

4. Sanitary and phytosanitary Measures.

- During this round the Parties explained and exchanged opinions on their objectives and expectations for the SPS chapter of the future EU-MERCOSUR Agreement.

XVIII BNC – FINAL CONCLUSIONS

- The EU made preliminary comments on MERCOSUR proposal of June 2010.
- Both Parties agreed that this chapter should include provisions on: Transparency, Consultation, Alternative Measures, Creation of a Joint Committee and Trade Facilitation Measures.
- MERCOSUR expressed its interest in: the acknowledgment of differences between each regional integration process, the need to provide scientific evidence in case of deviation from international standards, the adoption of measures to ensure that private standards do not become trade barriers and the improvement of information systems and procedures regarding non conformity.
- The EU is interested in including provisions on: bi-regional trade conditions, recognition of the EU as a single entity, trade facilitation measures which include at least prelisting, regionalization, procedures, fees and payments of inspections/verifications by the importing party, avoiding administrative burdens and collaboration on animal welfare.

Tasks:

- MERCOSUR will provide:
 - In two weeks, an explanatory note on the regional harmonization criteria including the main regional legislation.
 - One week before the next BNC, a draft agenda for the SPS group to be considered by the EU side.
- The EU will provide in two weeks:
 - A list of trade facilitation measures proposed to be included in the agreement.
 - A list of issues identified by the EU to be addressed through bi-regional trade conditions.

Next Steps:

- The agenda for the next BNC will be agreed by the Parties before the meeting.

5. Intellectual Property Rights/Geographical Indications/Wines

The EU and MERCOSUR met in the context of the IPR/GI/Wines Group. The parties had a constructive discussion.

XVIII BNC – FINAL CONCLUSIONS

MERCOSUR presented its views concerning intellectual property rights, taking into account the Objectives and Principles of the TRIPS Agreement, the WIPO Development Agenda and the need for intellectual property rights to respect public policies related to public health and development, among others.

The EU presented in details the content of its position paper submitted in advance of the meeting, explaining the reasons and justification of its proposal. MERCOSUR asked for clarifications on different aspects of this position paper, to which the EU offered additional explanations and information.

As regards to geographical indications, based on the EU position paper, the Parties discussed among others coexistence between trademarks and GI, and between homonymous GI in the EU. The EU offered to provide examples of coexistence between homonymous GI in the EU. Continuing the exchange of information, the EU will provide a list of names or any other relevant issues. The Parties will further discuss the subject.

Before the next round EU will also communicate to MERCOSUR information on objective criteria used by customs authorities in detecting goods suspected of infringing IPRs as well as information on training costs of customs officials.

MERCOSUR expressed its intension to submit a document containing its views on intellectual property rights, if possible before the next meeting.

6. Dispute Settlement

The Delegations worked on the text resulting from the XVII CNB, with the comments presented by the EU on September 10th, 2010 and by MERCOSUR at this meeting. The Delegations analyzed this document, achieving consensus on different articles and exploring alternatives in pending aspects.

Regarding the EU's new proposal on the Rules of Procedure and Code of Conduct, also submitted on September 10th 2010, MERCOSUR will send comments and proposals one week before the meeting of this working group during the next CNB.

The Rules of Procedures and the Code of Conduct, as well as the pending issues in the text of the Title on Dispute Settlement will be discussed during the next CNB.

7. Trade Defence

Given the interest expressed by MERCOSUR in the previous round, it was decided to have an in-depth discussion on the bilateral safeguard clause.

XVIII BNC – FINAL CONCLUSIONS

The whole text was discussed and, although some redrafting will be necessary at a later stage, many areas of convergence were identified. However, further reflection is necessary regarding the following issues: transitory nature of the safeguard clause and the extent of asymmetrical treatment of MERCOSUR. The EU will make a counterproposal in order to prepare for the next round.

Regarding AD/AS a first discussion took place in the previous round. Subsequently MERCOSUR proposed a text which was discussed today. The discussion was fruitful and we could agree on the proposed article referring to the lesser duty rule. However, some important points remain subject to further reflection, e.g. public interest test, asymmetric treatment in favour of MERCOSUR, double disclosure, carve out of AD/AS and global safeguards from the bilateral dispute settlement, level of details on several issues such as confidentiality or public notices. On the basis of the discussion the EU will send a counterproposal in order to prepare for the next round.

Even though an additional session was held, time was not sufficient to cover global safeguards and we agreed to start with this topic in the next round, on the basis of the text previously circulated by the EU.

8. Competition Policy

The Parties made considerable progress on the text, while noting the following open issues:

As regards the EU proposal concerning the introduction of a deadline for the adoption of a competition law and authority at both regional level and at the level of the Mercosur states (Article 3, paragraphs 2 and 3):

- Mercosur notes that they cannot legally commit to a specific deadline due to the fact that these are matters pending before certain Mercosur Parliaments. Mercosur is ready to explore the possibility of including a 'best effort' commitment but submits that legally they cannot go beyond that.
- The EU reserves its position.

As regards the EU proposal on Public enterprises (Article 4):

- Mercosur submits that this article would have as an effect the regulation of public procurement and market access to such procurements.
- The EU agreed to split the discussions between the first two paragraphs which concern competition law and the last two which rather relate to non-discrimination by state owned enterprises. As regards the latter, the EU will consider putting forward an alternative proposal.
- As regards the first two paragraphs on competition provisions, the EU provided explanations in order to clarify that the principle is that competition law applies to state owned enterprises and that exceptions are very strictly and narrowly applied in the EU.

XVIII BNC – FINAL CONCLUSIONS

- Mercosur submits that since this article is formulated in general terms, it would therefore introduce an exception in their laws which might not necessarily exist.
- The EU will propose a new text taking into account these concerns.

As regards the EU proposal on exchange of information (Article 5):

- The EU will clarify the drafting of the second sentence of paragraph 2.

As regards consultations (Article 6):

- Mercosur would like to include a commitment from the EU with regard to investigations carried out by the competition authorities of the Member States. The EU will reflect on this proposal internally and remains open to consider a drafting proposal from Mercosur.

As regards technical assistance under Article 7:

- Mercosur proposes to eliminate all references to “subsidies”. EU agreed to bracket these.
- Mercosur further proposes to direct the technical assistance towards the establishment of their respective competition regimes due to potential changes to the Protocolo de Fortaleza.
- The EU requested further information on the situation and reserves its position on this article until such information is submitted in writing.

9. Customs [Trade facilitation and related matters]

A new round of negotiations on the customs and trade facilitation topics (including the management of administrative errors and mutual administrative assistance) between the EU and Mercosur took place from 13 till 15 October.

On 12 August the EU had sent to Mercosur a text based on the 2004 agreed chapter. Some further amendments had been made following contributions from EU Member States. This text together with an article on free circulation of goods and regional integration was the basis for discussion on 13 and 14 October.

The main objective of the meeting on 13 and 14 October was to discuss the text and to identify the areas with common views as well as those where further improvements are needed.

The parties reviewed the whole chapter on customs and trade facilitation and presented their flexibilities and sensitivities.

The parties presented their respective norms and procedures in the relevant areas (decision CMC 10/10 on the end of double taxation of goods, decision CMC 17/10 on Mercosur's single customs document, decision CMC 27/10 on the Mercosur Customs code with a focus on transit articles and resolution GMC 17/04 on transit related issues). It was agreed that further details on some topics would be provided at the next round. The EU will provide information on transit and Mercosur will provide further information on the common data set (in relation to the single administrative document) and on transit. The EU expressed its interest in the regional integration process and timelines in Mercosur.

XVIII BNC – FINAL CONCLUSIONS

It was agreed that even parts without brackets should be subject to internal review of the parties and could be modified later if necessary.

Discussions particularly advanced on the article defining the objectives and the article on risk management, where brackets were removed.

The parties decided that the discussion should continue and both sides would consider modifications that could accommodate presented concerns.

Agreement needs to be reached at higher level on where to place article 2 related to customs cooperation.

The EU informed of its views on free circulation and Mercosur expressed the opinion that the issue should be addressed at higher level.

In the morning of the 14 October, the clause on administrative errors was presented. Questions were raised by Mercosur such as ones covering in which group it should be discussed and the horizontal nature of the clause (there seem to be issues that are not only treated by customs administrations; other agencies and ministries may also be involved). Mercosur agreed to discuss the clause internally so that a reaction can be given in a future round in Brussels

In the morning of 15 October, an exchange of views took place on the article "Special Provisions on Administrative Cooperation", on which Mercosur raised the same issues as with respect to the clause on administrative errors, and on Mercosur's proposal, presented at the 17th BNC, to replace the Protocol on Mutual Administrative Assistance in Customs Matters, as it stood in 2004. The EU side undertook to send a counterproposal on the Protocol and a revised version of the article by **19 October** for internal discussion in Mercosur on both documents.

10. Services / Investment

The two days meeting on services and establishment was held in a constructive atmosphere which allowed the negotiations to progress on a number of issues.

The Parties discussed the general provisions relating to trade and services and establishment and reached agreement on some of them. An exchange of views took place as regards the regulatory and sectoral provisions. This allowed both Parties to increase their understanding of the respective proposals and positions.

As for the next steps, the Parties agreed to continue discussions on the text at the occasion of the next round. Parties also agreed to continue exchanging views on specific commitments.

The draft text under negotiation is annexed to these conclusions.

11. Public Procurement

- The EU made an initial presentation of its text proposal transmitted ahead of the current round.

XVIII BNC – FINAL CONCLUSIONS

- MERCOSUR shared with the EU a useful position paper clarifying further its negotiation position towards provisions on government procurement.
- On the basis of these two papers, the Parties had a constructive exchange of views on their respective conceptual approaches to the Government Procurement Chapter. This included discussions and clarification on their proposals. The parties recognize that there is still a gap in their respective position in national treatment and preferential access. As regards the scope of the chapter, the Parties agreed to limit it to classical procurement contracts.
- The EU and MERCOSUR agreed to build upon the results of this round, focusing on procedural aspects of the Government Procurement chapter and leaving discussions on market access components for later stages.
- For the next round, MERCOSUR will transmit written comments and proposals, taking into account the contribution of both Parties, in particular on those elements on which common ground indicate prospects for drafting a joint text.
- The Parties also agreed to exchange before the next round information on their respective regulatory framework and statistics on government procurement.
- The next round will be devoted to the negotiations towards the drafting of a joint text.

XIX MERCOSUR - EUROPEAN UNION BI-REGIONAL NEGOTIATIONS COMMITTEE

November / December, 2010
Brasília, Brazil

FINAL CONCLUSIONS

In the context of the XIX MERCOSUR – European Union Bi-regional Negotiations Committee, delegates from MERCOSUR and the EU met in Brasília in November/December 2010 for a round of negotiations on the future Association Agreement between the MERCOSUR and the European Union.

Between 22nd November and 1st December, 2010, the following MERCOSUR-EU Working Groups held meetings:

- Market Access in Goods
- Rules of Origin
- Technical Barriers to Trade
- Sanitary and Phytosanitary Measures
- Intellectual Property Rights/Geographical Indications/Wines
- Dispute Settlement
- Trade Defense
- Competition Policy
- Customs [Trade facilitation and related matters]
- Services / Investment
- Public Procurement

The respective conclusions of the Working Groups are compiled in the Annex. Focal points for Institutions also met on November 24th. In addition, a meeting of the MERCOSUR – European Union Working Group on Cooperation took place in 23-24 November, 2010.

On December 6 and 7, the MERCOSUR-EU Chief Negotiators held a meeting to assess the Working Group's progress and consider the next steps for the negotiations. Delegations were welcomed by Ambassador Evandro Didonet, Director of the International Negotiations Department of the Ministry of External Relations of Brazil,

on behalf of the Pro Tempore Presidency of MERCOSUR. The European Union Delegation was headed by Mr. João Aguiar Machado, Deputy Director-General for Trade of the European Commission.

The MERCOSUR and the EU Chief Negotiators reiterated their commitment to reach a comprehensive, ambitious and balanced agreement.

Both delegations assessed the work carried out by the abovementioned Working Groups and noted the overall progress reached at this stage of the negotiations, including in important areas such as the draft texts on the Chapters on Market Access, Rules of Origin, Technical Barriers to Trade, Services and Investment, and Dispute Settlement, among others. They also recognized that further work needs to be done in several key areas.

In addition, the MERCOSUR and the European Union delegations also proceeded to an exchange of impressions and clarifications regarding their respective expectations in the negotiations, covering areas such as trade in goods, services and investment and government procurement. This exchange allowed more clarity on both sides on the level of ambition in order to prepare for the exchange of improved offers.

Concerning the next steps in the negotiations, both parties agreed to work to exchange improved offers in March.

Finally, MERCOSUR and the EU agreed that the next round of negotiations would be held in 14-18 March, 2011 in Brussels. Another round of negotiations will take place in May, 2011, in Asunción with the exact dates to be determined.

ANNEX

REPORTS OF THE XIX BI-REGIONAL NEGOTIATIONS COMMITTEE

1. Market Access in Goods

On the basis of the draft consolidated text from the XVIII Bi-regional Negotiations Committee (XVIII BNC/MC-EU/13.10.2010), further progress was achieved in convergence on a number of technical issues and a constructive debate allowed for clarification of the position of both parties on outstanding issues.

The EU presented a new proposal on import licensing, to which MERCOSUR will react at the next meeting.

A substantial debate was held on the different components that make up the customs duty and on how they could be addressed in the respective offers, and it was agreed that offers should be fully transparent in this respect. The EU raised the possibility of achieving convergence on the liberalization categories and timetables. MERCOSUR informed that it was considering the rationalization of its liberalization categories and timetables within the context of asymmetry.

Both Parties acknowledged that a further comprehensive revision of the text will be necessary in order to ensure coherence with institutional issues as well as with other matters included in other sections of this title.

Both sides committed to further reflect on the issues of automatic adjustment of the base rates in case of reduction of MFN applied duties, the proposed exclusion of non-new products and the scope of non-tariff measures.

Both Parties recognized that a few core topics will require deliberation at a higher level, among which are: export duties; export subsidies; neutralization of domestic support measures; a proposal for setting a maximum tariff value; an infant industry clause; and the use of GSP applied rates as the starting point for liberalization.

* * *

2. Rules of Origin

MERCOSUR and EU held a review of the original text of the Protocol to the Agreement. In this work, some issues remained under review of the delegations of MERCOSUR and the EU, including: vessels conditions and requirements for wholly obtained fish, accounting segregation, prohibition of drawback of, or exemption from, customs duties and special conditions applicable to Ceuta and Melilla as well the Joint Declarations on Andorra and San Marino. For the text of articles on fishery products

and accounting segregation, MERCOSUR submitted counter-proposals to the EU assessment and pledged to send a proposal for the theme drawback. For TITLE V – PROOF OF ORIGIN, the EU presented a new proposal based on self-certification of origin.

Regarding the specific requirements of origin, MERCOSUR and the EU reviewed the proposals for Chapters 1 to 23 of Harmonized System proposed by both Parties. Some requirements agreed in 2004 were confirmed, some new proposal were also agreed and for others both parties agreed to submit new proposals such as for products of Chapters 17, 18, 20 and 23. This work resulted in the document TECHNICAL TALKS_MS-EU_TG-1_SROO_301110. Concerning the specific requirements of origin for Chapters 25 to 97 of Harmonized System, MERCOSUR is evaluating the EU proposal. MERCOSUR committed itself to present counter-proposal for these Chapters by March 1st 2011.

* * *

3. Technical Barriers to Trade

The BNC Negotiating Group for the Section on Standards, Technical Regulations and Conformity Assessment of the Chapter on Goods of the Interregional Agreement met in Rio de Janeiro, Brazil, on November 29 and 30, 2010.

The Delegation of MERCOSUR presented its proposal for the Section, which is based on the text of the XII CNB/MS-UE/TG-1/25/12-03-04 document (final version) and was developed taking into consideration the EU proposal for the above mentioned Section. MERCOSUR proposal covers matters related to Standards, Technical Regulations, Conformity Assessment and Transparency. Furthermore, it recalls the need to agree on provisions related to Special and Differential Treatment (S&D) and Technical Cooperation.

The delegations discussed both EU and MERCOSUR proposals, trying to identify converging positions and areas of common interest to agree on.

For the next BNC, the Parties agreed to exchange comments and text suggestions that would be incorporated into the MERCOSUR proposal in brackets, in order to have a single negotiating text for the Section. The EU will send a review of the MERCOSUR proposal, with its comments and suggestions in brackets, by January 31, 2011. In reply, MERCOSUR will send its comments and suggestions in brackets on the EU review by February 28, 2011.

The Parties agreed to indicate, by January 31, 2011, issues of interest to be presented by the other Party at the next BNC.

* * *

4. Sanitary and Phytosanitary Measures

A new round of negotiations on SPS issues between MERCOSUR and the EU took place on 23th and 24th November 2010.

MERCOSUR made a slide presentation of the paper on regional harmonization criteria sent previously to the EU. The EU addressed some questions, which were answered by MERCOSUR. The MERCOSUR will provide (i) a copy of legislation on animal health and food safety submitted after the presentation and (ii) the PowerPoint slides.

The EU presented the content of its paper on SPS issues to be addressed through bi-regional trade conditions, sent in advance of the meeting. MERCOSUR asked for clarifications on some aspects of the document, in order to answer the EU document properly. MERCOSUR stated that it will provide a paper containing its main issues to be addressed. A preliminary presentation of such issues was made and the EU passed its initial comments on them. The MERCOSUR will provide the above mentioned paper by the end of 2010.

The EU presented its document on trade facilitation measures to be addressed in the EU-MERCOSUR SPS Chapter. MERCOSUR pointed out that some of these measures have already been referred to in the MERCOSUR proposal of June 2010 and that other measures could be incorporated to it. The EU considered that those measures should be addressed in a more ambitious way than only referring to the international recommendations.

The Delegations agreed on exchanging answers on the issues requested by parts included in the papers mentioned in the third paragraph.

The Delegations agreed that the exchange of answers should be done simultaneously on a date to be fixed by the Chief negotiators.

* * *

5. Intellectual Property Rights/Geographical Indications/Wines

MERCOSUR and the EU met in the context of the IPR/GI/Wines Group. Discussions evolved starting from a concept paper on MERCOSUR's Vision on IPRs submitted by MERCOSUR on 29 November 2010 as well as the position paper on IPR and GIs submitted by the EU on 10 September 2010.

MERCOSUR made a presentation on its concept paper, pointing out key elements of its approach on intellectual property rights, stressing the importance of not restricting the discussion on IP issues to trade concerns also by taking into account development, public health, food security, among others.

5

The European Union raised a number of issues mentioned in the MERCOSUR paper. Through concrete examples, the EU highlighted a number of topics related to trademarks, patents and enforcement in the MERCOSUR countries that would deserve further consideration. Moreover, the EU made a short presentation of its customs system of enforcement of IPRs and answered questions from MERCOSUR.

The European Union submitted on 25 november 2010 an indicative list of 250 names of geographical indications protected at EU level. Based on this list, MERCOSUR presented its general views on its approach to geographic indication in the context of its historical, cultural and legal traditions. MERCOSUR will come back with preliminary observations on the EU indicative list by the next meeting. In addition, MERCOSUR raised several points of clarification in connection with different aspects of GI protection in light of the EU applicable legislation.

In response to questions by the European Union delegation, MERCOSUR also clarified a number of questions related to the protection of geographic indications in their respective national legislation. The EU expressed willingness to get more information on co-existence between pre-existing trademarks and GIs in the MERCOSUR countries as well as level of protection of GIs and ways to consider and treat generic names.

Finally, MERCOSUR informed that, while it is currently carrying out an internal discussion on the topic of Wines, it expressed its understanding that the issue remains on the table in the MERCOSUR-EU negotiations. As soon as MERCOSUR develops proposals on this topic, the group will transmit them to the European Commission, if possible before the next meeting of the Bi-regional Negotiations Committee.

MERCOSUR expressed its intention to continue discussions on its conceptual paper in the future meetings. MERCOSUR called attention to the fact that important conceptual differences exist between the respective approaches on the intellectual property rights, taking into account the document recently tabled by both parties.

The EU observed that discussions would need to be structured in order to make progress and indicated that it will explore the possibility of submitting for the next round a draft legal text with a view to enabling both sides to have more focused discussions.

* * *

6. Dispute Settlement

The Delegations examined the comments presented by MERCOSUR on the EU proposals on Rules of Procedure and Code of Conduct and worked on the outstanding issues in the text of the Title resulting from the XVIII BNC, including new proposals presented by both sides. The Delegations achieved consensus on some articles and explored alternatives in others. The texts resulting from this meeting are annexed hereto.

Pending issues in these documents will be discussed during the next BNC.

* * *

7. Trade Defense

Following the discussions held in previous rounds (Buenos Aires and Brussels), the Parties had fruitful discussions on the three texts under negotiation regarding Trade Defense Instruments.

GLOBAL SAFEGUARDS

The whole text of the Section on Global Safeguards (proposed by the EU) was discussed. It was the first time that the text was discussed, due to lack of time to debate the matter in the last round, in Brussels.

MERCOSUR will further analyze the proposal of the European Union in light of the explanations provided during the discussions.

PREFERENTIAL/BILATERAL SAFEGUARDS

The discussions held on this occasion were based on a counterproposal sent by the EU after the last round of negotiations. Due to lack of time, only Articles 1 to 12 were discussed. Both Parties agreed on certain procedural issues (Articles 2.6, 7.1, 10). MERCOSUR indicated its intention to reflect on the language proposed on Articles 2.5, 4 and the EU on the Article regarding the outmost regions. However, further discussions will be necessary on substantial issues, such as the conditions to take measures, the form of the measures, whether the instrument of preferential safeguards should be available indefinitely or just during a transition period as well as the extent of any asymmetrical treatment to be granted in favour of MERCOSUR.

Both Parties agreed that the discussions on these issues should be seen in the context of the development of different chapters under negotiation, specifically the Chapters on Market Access and Rules of Origin.

ANTIDUMPING AND ANTISUBSIDIES

Regarding the instrument of AD/AS, the discussions were also based on a counterproposal sent by the EU, following the discussions held in the previous round in Brussels. Due to lack of time, discussions covered only Articles 1 to 2.9. Regarding the discussion of the proposal that a public interest analysis should be carried out before the imposition of AD/AS measures, the EU indicated that it will circulate a new proposal in light of the discussions held. On the issue of the lesser duty rule, MERCOSUR indicated that it will make a new proposal to further clarify the text, without changing the nature of the agreement reached on the issue at the meeting in Brussels.

On Article 2.4.2, regarding the mandatory provision, on a non confidential basis, of key elements of the investigation, MERCOSUR indicated it will redraft and clarify its proposal.

* * *

8. Competition Policy

Initially, MERCOSUR explained the latest developments in relation to the technical discussions on the Fortaleza Protocol held on the week of 22-26 November, 2010 in Brasilia during the meeting of the Technical Committee on Competition Defense (CT-5). The Protocol has been revised so that, instead of a supranational body as originally foreseen in the Protocol, CT-5 will be the body responsible for exchange of public technical information and coordination. CT-5 does not have decision making authority, which remains in the realm of the national competition authorities of each MERCOSUR member state. The resulting revised text is now expected to be considered in the next meeting of the MERCOSUR Trade Committee to be held in Brazil in the week of December 13, 2010 where it might be adopted if it is unanimously accepted by the MERCOSUR Member States. After adoption within the MERCOSUR Trade Committee, the new Protocol will enter into force after it is adopted by the legislative powers of at least two of the MERCOSUR Member States.

In light of these developments, the EU requested to retain the brackets in Article 3, Para 2 and Article 7 “For the Cooperation Chapter of the Association Agreement”. The EU reserves its position and will re-consider these Articles internally in light of the latest developments regarding the Fortaleza Protocol with a view to discussing it again in the next round of negotiations.

The negotiating group on competition then proceeded to the revision of the text under negotiation. The whole text was revised and considerable progress was achieved. Only a few paragraphs now remain with language between brackets.

On Article 4, regarding the EU proposal on Public Enterprises, the Parties agreed upon the language of Articles 4.1 and 4.2. Regarding Paragraphs 3 and 4, the EU agreed to delete them from the Competition Chapter. The EU will make a proposal outside the Competition Chapter for a new text where these Articles might be integrated.

The following issues, however, remain open, pending upon further reflection to be carried out by the EU.

ARTICLE 3

As regards the EU proposal of a deadline for the adoption of competition laws and a competition authority at both regional level and at the level of the MERCOSUR states (Article 3, paragraphs 2 and 3), MERCOSUR reiterated that it cannot legally commit to a specific deadline due to the fact that these are matters pending before certain MERCOSUR Parliaments. MERCOSUR indicated that it remains ready to explore the

possibility of including a 'best effort' commitment and urged the EU to consider this alternative.

The EU reserved its position.

ARTICLE 6

The EU takes note of the new proposal by MERCOSUR regarding Article 6 (consultations with the EU member states) but reiterates its concerns that such a proposal will be difficult for the EU to accept for various, in particular legal reasons. The EU reserves its position and will reflect on the MERCOSUR proposal.

ARTICLE 7

As regards technical assistance under Article 7, the EU indicated that it will reflect on the language proposed by the EU that remains in brackets.

* * *

9. Customs [Trade facilitation and related matters]¹

As part of the XIX meeting of the Bi-Regional Negotiations Committee (BNC) between MERCOSUR and the EU, a new round of negotiations of the Working Group on Customs took place from 22 to 23 November, in Brasilia.

The parties focused on the text on Mutual Administrative Assistance. Both sides made comments and moved closer to a consolidated text, based on the version of the document received with comments from the European Union on 18 October.

The meeting began with a general discussion on OLAF's functions regarding the exchange of information on Customs Matters. MERCOSUR's delegates demonstrated concern regarding the sharing of information with a supra-national entity and promised to continue with internal consultations on this subject. The question of the availability of information to all EU Member States was also discussed. Doubt remains over whether MERCOSUR Member States' legislation would allow for this.

Concern was also raised on the question of the scope of information that can be shared by the EU with third parties. EU delegates pointed out that this agreement would only cover Customs matters under Union Competence, and would not cover other areas under Member State competence. MERCOSUR delegates, nevertheless, consulted the EU on the possibility of receiving a clear list on this division of subjects.

The Document on Temporary Withdrawal of Preferences was also discussed. MERCOSUR raised the issue of the competent negotiating group. MERCOSUR delegates were interested in obtaining further information on how the aforementioned

¹ To be considered by the coordinators in the plenary.

clause would be implemented and vowed to continue internal coordination on the text, so as to be able to formally react in the future.

* * *

10. Services/ Investment

The three days meeting on services and establishment was held in a constructive atmosphere which allowed the negotiations to progress on a number of issues.

The Parties discussed the general provisions relating to trade in services and establishment and reached agreement on some of them. The Parties also discussed language regarding Sectoral provisions on telecommunications and financial services and an exchange of views took place as regards the other regulatory and sectoral provisions, including on postal and courier services and international maritime transport services. This allowed both Parties to increase their understanding of the respective proposals and positions.

As for the next steps, the Parties agreed to continue discussions on the text at the occasion of the next round. Parties also agreed to continue exchanging views on specific commitments.

The draft text under negotiation is annexed to these conclusions.

* * *

11. Public Procurement

The MERCOSUR – European Union Working Group on Government Procurement met in the context of the XIX Bi-regional Negotiations Committee. The parties had a constructive discussion to follow up on the objective of establishing a common ground for drafting a joint text.

In this sense, MERCOSUR presented a document based on procedural aspects of the Government Procurement chapter which identifies (i) subjects on which both parties appear to have a common ground; and (ii) subjects on which MERCOSUR needs further clarification from the EU.

Regarding item (i) of the abovementioned document, MERCOSUR and the EU have identified the following initial areas of common ground:

- Use of electronic means
- Publication of procurement information
- Conditions for Participation
- Treatment of Tenders and Award of Contracts
- Transparency of Procurement Information

- Government Procurement Working Group; and
- Domestic Review Procedures

Without prejudice to the presentation of possible alternative drafting proposals, MERCOSUR considers that the EU text provides a useful reference for a common text.

Regarding item (ii) of the MERCOSUR document, both delegations engaged in a useful dialogue with a view to clarify the following topics:

- Publication of Notices
- Qualification or Registration of Suppliers
- Technical Specifications
- Tender Documentation
- Negotiation
- Electronic Auctions
- Disclosure of Information

While MERCOSUR considers that some level of convergence may also exist in a number of the topics above, further discussions and alternative drafting proposals will be necessary.

For the next meeting, MERCOSUR expressed its intention to present a text with proposals on draft provisions for a Government Procurement Chapter.

The EU expressed its satisfaction concerning the work carried out by MERCOSUR to identify the areas of common ground and areas for which more clarification and discussion are required. According to the EU, this exercise should pave the way to a joint text, taking into account proposals to be submitted by MERCOSUR.

MERCOSUR and the EU agree that the preparation of the next meeting imply intersessional work by both parties and will consider, to this purpose, the possibility of holding a video-conference, if possible by February 2011. MERCOSUR and EU will exchange a list of relevant topics for draft text at the next round. MERCOSUR will communicate to the EU the outcome of the revision of the MERCOSUR Protocol on Government Procurement. On its side, the EU will provide MERCOSUR with relevant piece of information relating to the issues discussed during the round.

* * *

12. Focal Points - Institutions

The EU tabled draft texts on Initial Provisions, General Exceptions and Specific Tasks in Trade Matters of the Bodies Established under the Agreement. MERCOSUR will analyze these texts. The EU committed to send a draft text on Transparency

XX MERCOSUR - EUROPEAN UNION BI-REGIONAL NEGOTIATIONS COMMITTEE

14-18 March, Brussels

FINAL CONCLUSIONS

In the context of the XX European Union-MERCOSUR Bi-regional Negotiations Committee, delegates from the EU and MERCOSUR met in Brussels on 14-18 March 2011 for a round of negotiations on the future Association Agreement between MERCOSUR and the European Union.

Meetings of the MERCOSUR – European Union for the Political and Cooperation Pillars of the negotiations took place on 15-17 March with the EC delegation being led by Christian Leffler, managing Director for the Americas of the European External Action Service and the Mercosur delegation by Ambassador Juan Esteban Aguirre.

For the Trade pillar of the negotiations, EU delegations were led by Mr. João Aguiar Machado, Deputy Director-General for Trade of the European Commission.

MERCOSUR Delegation was led by Ambassador Manuel María Cáceres, Vice-Minister for Economic Relations and Integration, on behalf of the Pro Tempore Presidency of MERCOSUR.

The EU and MERCOSUR Chief Negotiators reiterated their commitment to reach a comprehensive, ambitious and balanced agreement.

The following MERCOSUR-EU Working Groups held meetings:

- Market Access in Goods
- Rules of Origin
- Technical Barriers to Trade
- Sanitary and Phytosanitary Measures
- Intellectual Property Rights/Geographical Indications/Wines
- Dispute Settlement
- Trade Defense
- Competition Policy
- Services / Investment
- Public Procurement

The respective conclusions of the Working Groups are compiled in the Annex. Focal points for Institutions also met on March 15th.

Both delegations assessed the work carried out by the abovementioned Working Groups. Discussions allowed progress in the normative part of several areas of the negotiations, including rules of origin, public procurement, services and investment, competition and dispute settlement, among others. It was also recognized that further intense work will be necessary in all negotiating areas.

Concerning the next steps in the negotiations, both sides will now continue their internal work to prepare improved market access offers. When this work is completed, they will then jointly decide on the date for a simultaneous exchange.

Finally, the EU and MERCOSUR agreed that the next round of negotiations would be held on 2-6 May, 2011 in Asunción. Moreover, another round of negotiations will take place on 4-8 July, 2011, in Brussels.

ANNEX

REPORTS OF THE XX BI-REGIONAL NEGOTIATIONS COMMITTEE

Market Access in Goods

Market Access in Goods

Both sides reviewed the text that resulted from the previous round of negotiations (XIX BNC/MC-EU/25.11.2010) in order to approach positions on the outstanding issues. Some progress was achieved by removal of brackets on a few points, although important issues of substance where positions diverge still require guidance from Coordinators.

In this context, they acknowledged that a number of proposals would benefit from a discussion at Chief Negotiators level before being brought back to technical level. These include in particular proposals on the following: export duties, export subsidies, neutralization of domestic support measures, the setting of a maximum tariff value, infant industry clause, and the determination of base rates.

Discussions proceeded on the relationship of provisions of the Agreement with obligations contained in GATT, i.e. fees and other charges on imports and exports, the exceptions clause, and import and export licensing procedures. Mercosur gave its preliminary views on this last proposal and will provide further reactions at the next round. The maintenance of a tariff preference in case a party reduces its applied MFN tariffs will also require further discussion.

On State Trading Enterprises the EU, in the light of the comments presented by Mercosur, will submit a revised proposal notably to clarify which GATT provision it suggests to be incorporated into the agreement.

Both sides agreed to refer the article on Customs Union and Free Trade areas to the institutional group, and pointed to the need to have a discussion, at horizontal level, on the definition of 'the Parties'; they also agreed to discuss the issue of agricultural safeguards in this group.

Rules of Origin

EU-Mercosur 20th round of negotiations towards an Interregional Association Agreement - Rules of origin

15-17 March 2011

Brussels, Belgium

The Parties analysed the outstanding issues in the origin protocol including the new EU proposal on origin certification, the remaining annexes to the protocol as well as the outstanding list rules for agricultural and processed agricultural products. Mercosur also presented its revised proposal for the list rules for industrial products.

The Parties put down a common negotiating text on accounting segregation with brackets, agreed to the title of the article related to 'transport conditions' and further discussed. As regards the duty drawback, Mercosur agreed to provide further information regarding the use of the DDB in Mercosur.

Mercosur tabled a new proposal regarding origin criteria for fishery products, and both Parties exchanged points of views on this issue. The remaining issues are the geographical scope and the vessels criteria.

The EU provided further clarification as regards the proposed self-certification system. Mercosur is still analysing whether it is possible to move to the new system.

The EU provided information regarding the clause related to the temporary suspension of preferences, and Parties agreed to discuss this issue further during the next round in a joint session with the RoO and Customs Cooperation groups.

Parties also exchanged information on the outstanding product specific rules for agricultural and processed agricultural products (including Chapter 24). Mercosur also presented its position regarding the list rules for majority of industrial products. As the result of that Mercosur accepted the EU proposals for a number of lines. The Parties will carry on its internal consultations and will continue the discussions during the next round of negotiations. The remaining of the Mercosur's positions will be sent to the EU before the next round of negotiations.

TBT

EU-Mercosur FTA Negotiations Brussels 16-17 March 2011

Working Group on Standards, Technical Regulations and Conformity Assessment

Meeting Report

The Parties went through the joint marked up text sent out by the EU on 1 February 2011. The EU clarified a number of changes that it had introduced in the text and explained, in relation to certain aspects of the Mercosur proposal, why it had not been possible to accept them. Following these explanations, Mercosur indicated that it would send comments on the joint text, if possible, before the next round. The EU took note of this and stressed the need to have a concrete date for the submission of comments in order to be able to advance the discussions at the next round. The EU informed Mercosur it would raise this point for the attention of the Coordinators.

As agreed at the previous round, Mercosur made a presentation on their institutional framework, in particular on their working group SGT3 (Technical Regulations and

Conformity Assessment Procedures). Mercosur made a very general overview of their sectoral legislation.

In connection with the issues of interest raised by the EU, the EU made two presentations on the Low Voltage and Electromagnetic Compatibility Directives. The EU also gave an overview of its sectoral legislation in the textile and footwear and automotive areas. The EU requested that Mercosur provide detailed information on sectoral legislation in the automotive sector. Mercosur stressed that they do not wish to have sectoral disciplines in the TBT chapter of the Agreement and therefore it is not appropriate to discuss this issue.

SPS

SPS Joint Report

A new round of negotiations on SPS issues between the EU and MERCOSUR took place on 14th and 15th March 2011.

Both Parties presented the non-papers exchanged previously containing the responses to each other's "list of SPS issues to be addressed" in the Chapter.

Both Parties clarified certain aspects of their respective non-papers and the current margin of flexibility, including harmonization of MERCOSUR SPS import requirements for certain products of interest to the EU, conditioned to the openness of the EU to find ways of tackling MERCOSUR expectations which remain on the table.

EU stated that they were ready to explore how to address MERCOSUR expectations and that some EU questions remain on the table.

Based on the discussions both Parties agreed to exchange revised proposals for SPS Chapter by 15th April, addressing both concerns and flexibilities.

IPR/Gis/Wines

EU-MERCOSUR XX BNC Brussels, 15-16 March 2011 IPR/GI/Wines Group

Joint Report

EU and MERCOSUR met in Brussels on the 15 and 16 March 2011 and discussed IPR and GIs issues in the framework of the XX BNC MERCOSUR-EU.

The EU submitted the 7 March 2011 a negotiation text as a basis for a structured discussion and made a presentation of its content. MERCOSUR explained that it had not had enough time for internal consultations on the text. In its preliminary reaction to the text MERCOSUR stated that it had identified many sensitive points, therefore, at this stage, it doesn't consider it as a text for a basis for negotiations. However MERCOSUR committed itself to present general comments on the EU negotiation text, and the EU urged MERCOSUR to agree on a list of topics to be discussed in the next round, with the view to make progress.

As a contribution to improving understanding of the EU text, MERCOSUR requested information and data on the social and economic impact, etc of the results of agreements on IPR, within the FTAs concluded by the EU. The EU stated that at the moment this type of analysis is not available.

With regard to GI, MERCOSUR, in order to facilitate discussions, gave a power point presentation, including a preliminary analysis on the sensitivities of MERCOSUR with respect to the indicative list of GIs submitted by the EU. This first analysis was based on possible conflicts between GI and registered trademarks and between GI and generic terms amongst others, considering the MERCOSUR countries as a unique territory. In order to make easier the finalisation of the above analysis, the EU will specify to MERCOSUR the nature of the products covered by each EU GI. MERCOSUR will continue deepening its analysis exercise. The EU invited MERCOSUR countries to submit their own list of GIs, including possible future GIs, before the next round in order to allow the EU to conduct the same analysis in relation to the EU territory.

Regarding wines issues MERCOSUR mentioned that they are considering internally the opportunity to present a proposal at a later stage.

DSM

Dispute Settlement

The Delegations examined again the texts of the Title on Dispute Settlement of the Agreement, as well as the Annexes containing the Rules of Procedure and Code of Conduct resulting from the XIX BNC. Delegations achieved consensus on a number of issues, while others remain open, subject to further internal coordination on each side. In addition, delegations discussed the possible way forward on the most sensitive issues which are pending agreement. The texts resulting from this meeting are annexed hereto.

Delegations also discussed briefly the document regarding the procedures for adoption and conclusion of international agreements in the EU which had been transmitted before the meeting by the EU on the request of MERCOSUR.

Pending issues in the documents relating to dispute settlement will be discussed during the next BNC. MERCOSUR will also provide its initial reaction to the EU proposal for a stand-alone Mediation Mechanism.

TDIs

Joint report TDI group– Brussels 14/16 March 2011

Bilateral Safeguards

The whole text of the section was discussed and most of the procedural aspects could be agreed upon. The EU will look at Mercosur's new proposals for Articles 12 and 13 and will reflect on new language for articles 17, 20 and 21. The EU will also provide further information and clarification regarding the outermost regions clause.

Mercosur proposed a new text regarding article 16 (exclusion of Paraguay from provisional measures). Mercosur agreed to remove its proposals under Articles 4.1, 7.2 (the 50% limitation) and 14.

The issues of substance such as the form and level of measures will be looked at again in the light of the development of different chapters under negotiation, specifically the Chapters on Market Access and Rules of Origin. Further reflection is also necessary concerning the definition of the parties.

AD/CVD & Global SFG

Discussions stumbled over exclusion of these chapters from the scope of the bilateral dispute settlement. Since EU's proposal would exclude AD/CVD & Global Safeguard provisions from the bilateral dispute settlement mechanism, Mercosur would not be in a position to continue discussions on the provisions of these sections. The EU reiterated its firm intention to exclude these chapters from the scope of the bilateral dispute settlement and explained its reasoning. The EU nevertheless expressed the view that the inclusion of bilateral commitments on subjects such as increased transparency and disciplines would be beneficial for both parties.

This issue will have to be discussed at chief's level.

On Wednesday morning the EU explained its text proposal on subsidies, which is subject to a separate joint report.

Competition Policy

JOINT REPORT MERCOSUR-EU – ROUND IV COMPETITION – Brussels 16 March 2011

Attendees:

- EU: Tiina Pitkanen (DG Trade), Eva Valle Lagares (DG COMP), Immaculada Casado (DG COMP)
- Mercosur: Cynthia Andino (Paraguay), Mario Gordilho (Brazil), Gustavo Favero (Brazil), Ivana Silva (Argentina), Luciana Macedo (Uruguay)

The parties discussed the text and succeeded in removing the majority of the remaining brackets (Art 3.2., Art. 3.3 and Art 7).

In addition, the parties agreed on a new wording for Art 31 of the Cooperation Chapter (Cooperation in Competition), which will be proposed to the relevant negotiation group. The text is as follows:

“The Parties will engage in capacity building activities in the area of competition policy subject to the availability of funding for such activities under the Parties' cooperation instruments and programmes.

Technical assistance shall focus on institutional capacity building and training of human resources of the competition authorities, to support them in the establishment of their respective competition regimes and effective enforcement. The aim shall be to strengthen and effectively enforce competition laws in the areas of antitrust and concentrations between undertakings, including competition advocacy.”

The following issues are outstanding:

Art 6, 1 (d) (consultations with Member States): Mercosur will discuss internally and give their position during the next round.

Art 8 (exclusion of Competition Chapter from dispute settlement): Mercosur requested this paragraph to be bracketed as EU proposal pending further consultations with the technical experts of Mercosur.

Brussels 16 March 2011

For the EU:
Tiina Pitkanen (DG TRADE)
Eva Valle (DG COMP)

For Mercosur:
Cynthia Andino

JOINT REPORT MERCOSUR-EU – ROUND IV SUBSIDIES – Brussels 16 of March 2011

Attendees:

- EU: Tiina Pitkanen (DG Trade), Eva Valle Lagares (DG COMP), Immaculada Casado Guil (DG COMP)
- Mercosur: Cynthia Andino (Paraguay), Leonardo Veiga (Uruguay), Maria Valeria Raiteri (Argentina), Soledad Britti (Argentina), Felipe Hees (Brazil), Ana Carolina Peres (Brazil)

Since Mercosur received the text proposal of the EU on Thursday 10th March, Mercosur was unable to thoroughly analyse the text proposal.

The EU explained the reasons and the background for the text proposal on subsidies. Mercosur had a number of questions, including: (a) whether agriculture was under the coverage of the proposed Chapter; (b) the value added with regard to WTO obligations; and (c) the relation to the bilateral dispute settlement mechanism.

The parties agreed that the EU will provide a paper to Mercosur intersessionally which will address the questions presented. The parties further agreed that the EU will give a presentation of the EU state aid control system during the next round.

Brussels 16 March 2011

For the EU:
Tiina Pitkänen
Eva Valle

For Mercosur:
Cynthia Andino

Services-Investment

XX MERCOSUR - EUROPEAN UNION BI-REGIONAL NEGOTIATIONS COMMITTEE

March, 2010
Brussels, Belgium

Services and establishment working group

JOINT CONCLUSIONS

The one and half day meeting on services and establishment was held in a constructive atmosphere which allowed the negotiations to progress on a number of issues.

The Parties discussed provisions relating to trade in services and establishment This includes articles on the general provisions; the temporary movement of natural persons; mutual recognition and domestic regulation; financial services; increasing participation of the Mercosur countries; special and differential treatment for Paraguay and the general exceptions. Agreement was reached on some aspects of those articles.

As for the next steps, the Parties agreed to continue discussions on the text at the occasion of the next round. Parties also agreed to continue exchanging views on specific commitments.

The draft text under negotiation is annexed to these conclusions.

Public Procurement

MERCOSUR/EU Working Group on Government Procurement
Brussels, 14- 16 March 2011

JOINT CONCLUSIONS

1. The MERCOSUR/EU Working Group on Government Procurement met in the context of the XX Biregional Negotiations Committee. The parties had a constructive discussion to follow up on the objective for drafting a joint text.
2. In accordance with the commitment of the last meeting, MERCOSUR submitted for consideration by the EU a paper with drafting proposals, which included 14 draft articles for the text of the chapter. MERCOSUR also presented a list of questions to the EU about the EU proposal, answers to which are necessary for MERCOSUR to complete its proposal.
3. On the basis of this contribution, the EU prepared:
 - a. A synopsis in which the two texts were presented side by side, that was agreed by the Parties as a text-based discussion at this meeting. This discussion is not yet to be considered a negotiation in the sense that any text was agreed. Rather, it was an occasion to exchange views on the drafting proposals and identify convergences and divergences.
 - b. A “consolidated” text in which the EU and MERCOSUR texts were merged into a single text, with diverging text proposals remaining in brackets;
4. With regard to the text elements submitted by MERCOSUR, the EU indicated that there was a strong convergence with its own drafting proposals, so that in these areas it may be expected that a consensus on the text can be reached quickly and without major difficulties. As soon as possible, in order to prepare the next round, the EU will:
 - a. Provide MERCOSUR with the following information:
 - i. EU Legislation with regard to the practice of “limited tendering” (cf. Art. 7 of the EU draft text);
 - ii. Practical examples of such “limited” tenders and “multi-use lists”;
 - iii. Statistics relating to the use of open, limited and restricted tendering by EU procuring entities;
 - iv. Practical examples for technical specifications relating to the protection of environment;

- v. Practical examples for evaluation criteria as set out in Art 9 (3) of the EU draft (environmental characteristics, terms of delivery);
 - vi. Legislation and practical examples relating to “negotiations” (cf. Art 11 of EU draft);
 - vii. Practical examples relating to the disclosure of “mathematical formulae” in Art 13 of the EU draft;
 - viii. Explanation of the non-disclosure requirement in Art 16 (1) of the EU draft;
- b. Make best efforts to answer other outstanding questions.
 - c. Provide a preliminary reaction to those parts of the MERCOSUR text proposal which were not discussed during this round.
5. MERCOSUR will undertake best efforts to complete its drafting proposals with regard to issues not addressed in the 14 draft articles that were submitted during this round.
 6. And finally, the Parties agreed to work together in the construction of a common text of the Chapter in the next round.

Institutions

Joint Conclusions of Focal Points on Institutions

Mercosur made preliminary comments on the draft text related to the specific tasks in trade matters of the bodies established under the Agreement and sought clarification from the EU on certain related matters. Discussions concerned issues such as the link between the decisions of both the Association Council and Committee with the procedures currently discussed in the WG on Dispute Settlement, the functioning of the sub-committees or the various steps in the implementation of the agreement, especially provisional application on EU side.

EU will send a proposal on transparency in the coming weeks and sufficiently in advance of the next round.

Cooperation

Las delegaciones consideraron el Preámbulo, las Partes I, II y III del proyecto de texto del Acuerdo de Asociación Birregional MERCOSUR-UE.

En ese sentido realizaron un constructivo intercambio en base a las propuestas oportunamente presentadas por la Unión Europea en septiembre de 2010 y por el MERCOSUR en marzo de 2011.

Asimismo, acordaron seguir con su tratamiento en ocasión del próximo CNB, que se llevará a cabo en el mes de mayo, en Asunción.

La UE remitirá al MERCOSUR, tres semanas antes del próximo CNB, el documento con las propuestas de texto realizadas.

XXII MERCOSUR - EUROPEAN UNION
BI-REGIONAL NEGOTIATIONS COMMITTEE

July 4 -8, Brussels

FINAL CONCLUSIONS

In the framework of the XXII Bi-regional Negotiations Committee, delegates from MERCOSUR and the European Union met in Brussels from 4 to 8 July 2011 for a round of negotiations on the future Association Agreement between MERCOSUR and the European Union (UE).

Negotiations were held in the Political, Cooperation and Trade Pillars of the future Agreement. Both sides reaffirmed their commitment to move negotiations forward to reach a comprehensive, balanced and ambitious Association Agreement.

Meetings of the Political and Cooperation Pillars of the negotiations took place on 5 and 6 July with MERCOSUR Delegation being led by Ambassador Ricardo Varela of the Uruguayan Ministry of Foreign Affairs, and the EU Delegation led by Tomás Duplá del Moral, Director for the Americas in the European External Action Service (EEAS), for the political pillar, and Angel Carro Castrillo, Head of the EEAS Mercosur Division, for the cooperation pillar.

For the Trade pillar, the EU delegation was led by Mr. João Aguiar Machado, Deputy Director-General for Trade of the European Commission. The MERCOSUR delegation was led by Ambassador Álvaro Ons, General Director for Integration and Mercosur at the Ministry for Foreign Affairs of Uruguay, on behalf of the Pro-Tempore Presidency of MERCOSUR.

The following MERCOSUR – EU Working Groups of the Trade pillar held meetings:

- Market Access in Goods
- Rules of Origin
- Standards, Technical Regulations and Conformity Assessment Procedures
- Sanitary and Phytosanitary Measures
- Intellectual Property Rights/Geographical Indications/Wines
- Dispute Settlement
- Trade Defense
- Competition Policy
- Customs [Trade facilitation] and related matters

- Services and Establishment
- Public Procurement

Both sides agreed to postpone the meeting of Focal Points for Institutions for a future occasion.

The eleven Working Groups of the Trade pillar achieved progress in the regulatory texts of the Bi-Regional Agreement. Some important progress was made in several groups notably Services-Investment, and Dispute Settlement. The state of advancement of each Working Group was reviewed and discussed at the level of Chief Negotiators with directions being given on relevant pending issues.

A discussion on the issue of Sustainable Development also took place at Chief Negotiators' level with MERCOSUR presenting the framework within which it will develop and present a more detailed proposal before or during the next CNB.

The respective conclusions of the Working Groups are compiled in the Annex.

The EU and MERCOSUR agreed that the next rounds of negotiations of the BNC will be held in Montevideo, Uruguay, from 7 to 11 November 2011 and in Brussels, Belgium, in the first quarter of 2012.

ANNEX

REPORTS OF THE XXII BI-REGIONAL NEGOTIATIONS COMMITTEE

Political and Cooperation Pillars

Both sides continued the constructive exchange of views on the basis of proposals presented by MERCOSUR and the European Union, in the framework of the XXI Bi-regional Negotiating Committee (Asunción, May 2011), as well as on other proposals that both sides have exchanged during the XXII CNB.

Following discussions during the round, both parties indicated their intention to submit proposals for new texts for some articles before the next round.

In the Political Pillar, progress was achieved in the Preamble, Parts I and II and in Title IV of Part III of the Draft Text. Substantial discussion took place on sensitive articles and both Parties agreed that more work needs to be done on these. The Parties confirmed that discussions on the Final Provisions are postponed to a later stage of the negotiations, as previously agreed.

In the Cooperation Pillar, extensive discussions took place on a number of articles which allowed better understanding of each party's position. Substantial progress was achieved in a number of articles. An EU trade negotiator presented the EU's view on the state of play of discussions on the trade-related articles in the cooperation chapter. Launching of discussions on the trade-related articles in the cooperation chapter will be determined by progress in the Trade Pillar.

Trade Pillar

Market Access in Goods

Working Group on Trade in Goods

Meeting Report – 5 July 2011

Both sides reviewed the text that resulted from the previous round of negotiations (XXI BNC/MC-EU/04.05.2011) in accordance with the indications provided by the Chief Negotiators. Agreement was reached in a number of outstanding drafting points.

Following the discussions on some topics held by Chief Negotiators, the group concentrated on some areas contained in the document summarizing the positions of both sides ("Outstanding market access issues to be considered by Chief Negotiators").

On export subsidies, discussions included a presentation on approaches followed by the EU in some recent FTAs. Mercosur underlined that an effective solution to this issue requires a horizontal approach, whilst the EU considers that a product-by-product approach could be an alternative. On base tariffs, it was understood that preferential tariffs applied at the entry into force of the agreement should not be less favourable than the preferential tariffs effectively applied at a certain date to be determined, and explored possible ways in which this could be achieved. On the proposal for an infant industry clause, the EU side indicated that the conditions and modalities for its use would need to be more specific to enable its consideration. Mercosur recalled its revised proposal on this issue, which in its view already addresses some EU concerns.

On domestic support the EU indicated that it could not consider any bilateral commitment that would modify its obligations in the WTO. Mercosur reiterated its concerns that these measures could distort preferential trade. On the proposal for a maximum tariff value the EU suggested that the parties could request the frontloading of liberalization for specific products, whilst Mercosur recalled that solutions should be adopted on a horizontal basis. The issue of export duties should remain for consideration at Chief Negotiators' level.

Other issues should be the subject of further discussions, in particular: a proposal to maintain a preference in case of unilateral or multilateral tariff reductions, provisions on import and export licensing. The EU agreed to provide comments on a revised Mercosur proposal on balance of payments. Mercosur noted it was working on a proposal on second hand and used products to be tabled before the next round. Discussions took place and will continue on fees and other charges on imports and exports, and the exceptions clause.

It was understood that for the products to be fully liberalised all the tariff components should be covered by the liberalisation. In addition, in Mercosur's view any form of

liberalisation should cover all tariff components; in the EU's view, the liberalisation of all tariff components of products partially liberalised is a question of negotiation.

Rules of Origin

EU-Mercosur Joint Conclusions of the 22nd Round of Technical Negotiations on Rules of Origin, Brussels 5-7 July 2011

Parties discussed the outstanding issues of the protocol of origin including definitions, fisheries, accounting segregation, the prohibition of duty drawback, self-certification and the clause regarding Ceuta & Melilla as well as Declarations on Andorra and San Marino and Introductory Notes to annex on product specific rules. Parties also discussed the product specific rules for agricultural products and PAPs. Additionally Parties consolidated their positions for the product-specific rules for industrial products.

Mercosur indicated that its position regarding accounting segregation, self-certification and the clause regarding Ceuta & Melilla as well as Declarations on Andorra and San Marino was still under scrutiny. With regard to self-certification, on which the EU provided further clarifications, and the clause regarding Ceuta & Melilla, as well as Declarations on Andorra and San Marino, Mercosur committed to provide its feedback at the next meeting in November.

As regards duty drawback Mercosur provided the rest of the information requested on estimation of total exports to the EU covered by duty drawback. Mercosur also presented further data on the origin of goods using duty drawback and on the main sectors concerned. EU presented general information on their exports under DDB schemes to India, Canada and Mercosur and committed to provide more specific information on the use of duty drawback in its exports to Mercosur and on the sectoral structure of imports to the EU from other GSP beneficiaries, as soon as possible after the round.

Parties exchanged further information as regards their respective positions on the wholly obtained fisheries products.

The Parties discussed "temporary suspension of preferences" in a joint session with the group dealing with customs matters. The discussion focussed on the Mercosur text (Article XY) provided on 5 July 2011 as a counter-proposal to the EU proposal (Article X) of 18 October 2010. Both sides exchanged information on their respective procedures and

concerns and agreed that the EU side would prepare a new text seeking to address the issues raised.

Standards, Technical Regulations and Conformity Assessment Procedures

XXII BNC

NEGOTIATING GROUP ON STANDARDS, TECHNICAL REGULATIONS AND CONFORMITY ASSESSMENT PROCEDURES

The BNC Negotiating Group for the Section on Standards, Technical Regulations and Conformity Assessment of the Chapter on Goods of the Interregional Agreement met in Brussels on 6 and 7 July 2011.

The Parties discussed the text, which had been updated with the EU's reaction to the drafting suggestions tabled by Mercosur at the round in Asunción. The Parties agreed on a few drafting points and exchanged views on a number of issues where positions diverge significantly.

In the light of the discussions held, Mercosur agreed to review certain provisions and to provide its views before the next round. These provisions are the following ones: references to Special and Differential treatment which are found in several articles, article 4.1b) iv, article 5.8, article 6c, e, f and g, article 7, article 8.1c and 8.2, article 12 and 13. The EU agreed to consult the group dealing with the Cooperation Pillar on Articles 12 and 13.

The Parties also agreed to reflect upon the substantive outstanding issues in order to see how positions can be brought together, notably on issues where the regulatory approaches of the Parties diverge. The EU invited Mercosur to reflect on the level of ambition of the text, notably regarding inclusion of TBT+ elements. From the Mercosur's point of view both Parties still have to agree on the objectives that a TBT section must seek in the framework of this Agreement.

The resulting negotiating text is annexed to this report and will be reviewed at the next BNC.

SPS

SPS Joint Report

A new round of negotiations on SPS issues between the EU and MERCOSUR took place in Brussels on 5 and 6 July 2011.

Both Parties presented the main changes made to the texts discussed in the previous round.

Both Parties undertook a drafting exercise which led to a side by side EU- MERCOSUR working document highlighting the parts of the text tentatively agreed and those where further discussions and consultations are needed.

Both Parties agreed to organize information exchange sessions to improve the respective knowledge of each other's SPS rule making procedures and legislation. These sessions will take place during the next two rounds. The date for the first exchange of the information about the issues to be addressed in these sessions is 9 September 2011.

The next text exchange of revised proposals is fixed for 10 October 2011.

IPR/GIs/Wines

Joint Report

IPR/GIs/Wines

MERCOSUR and EU met in Brussels on 5 and 6 July 2011 in the WG of IP/GI/Wines in the context of the XXII BNC.

MERCOSUR made some oral observations on the table submitted by the EU. Mercosur indicated that the negotiation text proposed by the EU was in their view unbalanced and contained elements that went beyond TRIPS. They do not consider this text as a basis for negotiation. MERCOSUR noted that for wines it continues its internal work in order to present, at the appropriate time, a comprehensive list of issues relevant to trade in wines.

It was agreed by MERCOSUR and EU to take a new approach in the development of an agreement on IPR. The Parties agreed upon the following methodology with the aim of reaching a common text if possible.

Each side will start by choosing a set of 3 topics for the next meeting which it considers important to be discussed. Each topic will contain the necessary descriptive elements that the proposing side feels should be an integral part of the topic. Both sides will send to the other their suggested topics by 1 August and the necessary descriptive elements related to those topics by 31 August 2011.

Both sides will reflect on all topics so as to be prepared for constructive discussion at the next round of negotiations.

MERCOSUR thanks the EU presentation on MFN and GIs.

DSM

Dispute Settlement

The Delegations examined again the texts of the Title on Dispute Settlement of the Agreement, as well as the Annexes containing the Rules of Procedure and Code of Conduct resulting from the XXI BNC. Both delegations reacted to proposals made in the previous BNC. As a result, agreement was reached on some issues, while further clarification of their respective positions was provided by both parties for the most sensitive pending issues. The texts resulting from this meeting are annexed hereto.

Delegations agreed to hold a videoconference on 15 September to make further progress. If necessary, another videoconference would be held on 20 October. Delegations agreed to send first written reactions to proposals discussed during this BNC by 2 September.

The Parties agreed to make their best efforts to conclude these negotiations at technical level as soon as possible.

List of participants:

Karla Beszkidnyak (Mercosur Presidency-Uruguay)

Fernando Mehler (Brazil)

Ricardo Arredondo (Argentina)

Leopoldo Sahores (Argentina)

Ana Mariela Ayala (Paraguay)

Lorella de la Cruz Iglesias (UE)

TDIs

Joint report TDI group– Brussels 5-6 July 2011

Bilateral Safeguards

Both delegations acknowledged the progress made so far regarding the provisions of this Chapter.

Both delegations agreed to identify the remaining pending issues.

For MERCOSUR, those issues should be treated as a single final package.

For the EU, the remaining pending issues are: (a) duration of the mechanism; (b) duration of the safeguard measure; (c) compensation; (d) the form and level of safeguard measures; (e) period for the reapplication of a measure; (f) outermost regions; (g) *ex officio* initiations. MERCOSUR agreed with the list and added the issue of special and differential treatment for Paraguay.

The parties exchanged their positions but further discussion is necessary.

After discussing those issues, the EU raised the issue of the different injury standard for agricultural products. MERCOSUR stressed its interpretation that the subject is out of the mandate of the working group and that it would not be in a position to proceed without clear instruction by coordinators on the matter.

AD/CVD & Global SFG

MERCOSUR has presented a new text identifying the main principles for trade defence on the basis that they should be excluded from the bilateral dispute settlement mechanism. It was agreed that the new text replaces the previous ones. The EU considered this a very good starting point, made some preliminary comments, and committed to send drafting suggestions before the next round.

Transparency in subsidies

The parties continued to exchange information and views on the EU text proposal. Mercosur stressed that the added value of the proposal with respect to goods is still unclear. Mercosur requested to exclude services from the text. The EU reiterated that it attaches great importance to transparency regarding subsidies to services. The EU took note of the comments made by Mercosur and will make a modified text proposal ahead of the next round.

JOINT REPORT MERCOSUR-EU – ROUND VI

COMPETITION – Brussels 7 July 2011

Attendees:

- EU: Tiina Pitkanen (DG Trade), Francesco Massignani (DG COMP)

- MERCOSUR: Luciana Macedo (Uruguay), Ricardo Herreros Usher (Paraguay), Eduardo Chikusa (Brazil), Vanina Rinaudo (Argentina)

The following issues are outstanding:

Art 6, 1 (d) (consultations with Member States): Ahead of the round, the EU provided an explanatory note regarding the system of distribution of competences between the EU and its Member States. The parties exchanged views and information on the basis of this note. MERCOSUR continues to express concerns regarding the asymmetry between the EU and MERCOSUR and its Parties States. MERCOSUR maintains its position and requests the EU to make a counter-proposal on a mechanism that would facilitate MERCOSUR access to non-confidential information on individual cases dealt with by the EU Member States. The EU reiterates its position as reflected in the explanatory note and will reflect upon MERCOSUR proposal.

Art 8 (exclusion of Competition Chapter from dispute settlement): MERCOSUR requests this paragraph to remain bracketed as EU proposal pending further consultations with the technical experts of MERCOSUR. The EU explained the reasons why it requests the Competition Chapter to be excluded from dispute settlement.

On these open issues, the parties agreed to continue discussions during the next round.

As regards the provision concerning technical assistance to be included in the Cooperation Chapter of the agreement, both parties confirm that they agree with the provision discussed in the Competition Working Group. Both parties will ensure at the technical level that the Cooperation Chapter Working Group receives this agreed provision.

Both parties expressed their best intentions to reach an agreement on the Competition Chapter.

Brussels 7 July 2011

Brussels, 5 July 2011

AIDE-MEMOIRE OF THE WORKING GROUP OF CUSTOMS [TRADE FACILITATION/RELATED MATTERS]¹

A new round of negotiations between the EU and Mercosur took place on 5 July 2011 on the Customs [and Trade Facilitation] Chapter, and on 6 July 2011 on the management of administrative errors clause and mutual administrative assistance in customs matters.

CTF chapter

On 20 June the EU had sent to Mercosur their comments on some articles in the Customs [and Trade Facilitation] Chapter and Mercosur sent theirs on 21 June (both based on the text from 4-5 May 2011). This text was the basis for discussion on 5 July. The main objective of this meeting was to try to progress further on the text and clarify topics of different interpretation.

Currently two articles are without brackets (the article on risk management and the article on customs valuation).

The parties decided that both sides would consider further modifications that could accommodate presented concerns. The parties agreed to check the drafting of the Article on Authorised Economic Operators, and to consider possible compromise texts on other articles. The parties will also consider drafting a "glossary" where the definitions of unclear terms could be included.

It was agreed that some issues would be further looked into and that the parties would prepare alternative texts in advance of the next round (by 20 October).

The EU will propose alternative drafting for:

- Article XX on Advance Rulings
- Article 4.b/a (Transparency) on consultation of traders

Mercosur will look into the possibility of proposing alternative drafting for:

- Article 4.b on Transparency

¹ To be considered by the coordinators in the plenary.

The EU expressed interest in discussing the issue of regional integration/free circulation of goods. Mercosur is of the view that the topic should be discussed at the level of chief negotiators.

Clause on the management of administrative errors

MERCOSUR asked questions as regards the experience with the application of the clause, which authorities are meant by "competent authorities", in which chapter the clause should be included, the procedural aspects of the clause and the possible economic consequences of the clause being invoked.

EU explained that the "appropriate measures" are measures which are agreed upon by both parties under the rules of the highest institutional body of the agreement and that the clause would only be invoked in serious cases of mismanagement of the preferential system. The EU further pointed out that it considers the Trade in Goods chapter to be the appropriate place for the clause.

Finally, MERCOSUR asked whether a clarification could be inserted stating that the appropriate measures would have to be mutually agreed upon. EU stated that a clarification could be considered if the function of the clause will not be altered.

The text proposed by MERCOSUR is the following: "Such measures would be mutually agreed upon by the parties." MERCOSUR explained that for the next round it would inform the EU whether this clause can be finalized or whether it should continue to be discussed in another group.

Mutual Administrative Assistance in Customs Matters

The text on MAA was discussed and it was agreed that the EU side would send a new version addressing the issues raised. Mercosur's answers on the issues raised at the XIX BNC are pending.

Services and Establishment

XXIInd Round of Negotiations Mercosur-European Union

Brussels, 04-08 July 2011

Services and establishment

Joint conclusions

The three days meeting on services and establishment was held in a constructive atmosphere which allowed the negotiations to progress on a number of issues.

The Parties continued the discussion on the general provisions relating to trade in services and establishment and reached agreement on some of them. The Parties agreed on the provisions related to mutual recognition. They further discussed provisions on domestic regulation, financial services, postal services, maritime transport services, telecommunications and the movement of natural persons.

As for the next steps, the Parties agreed to continue discussions on the text at the occasion of the next round.

The draft text under negotiation is annexed to these conclusions.

Public Procurement

MERCOSUR/EU Working Group on Government Procurement

Brussels, 6/7 July 2011

JOINT CONCLUSIONS

1. The MERCOSUR/EU Working Group on Government Procurement met in the context of the XXII Biregional Negotiations Committee.
2. MERCOSUR provided further elements of its proposal for the text of the chapter, namely on "Rules of Origin", "Denial of Benefits", and "Modification and Rectification of Coverage". Still outstanding are MERCOSUR's proposals for the "General Principles" of the chapter, and a clarification of the procedural rules that, according to the MERCOSUR proposal (Art 14), should be listed in separate annexes.

3. The Parties prepared, for the first time during these negotiations, a joint working document that represents the drafting proposals of both sides partly in a consolidated and partly in a synoptical form. This document will serve as a basis for future discussions.

4. The EU prepared for the benefit of the MERCOSUR negotiators the following presentations:
 - a. on the EU legislation on public procurement in general;
 - b. a case study on the implementation of that legislation by one Member State;
 - c. a presentation of TED, the EU tendering website;
 - d. statistical information on the EU public procurement market.

5. MERCOSUR will prepare for the next round of negotiations (Montevideo, 7 November 2011) presentations on the following topics:
 - a. the regulation of public procurement at MERCOSUR level;
 - b. the application of price preference systems in public procurement as they currently exist in each MERCOSUR country.

6. MERCOSUR will undertake best efforts to complete its drafting proposals prior to the next round.

TRATADO DE ASUNCIÓN

La República Argentina, la República Federativa del Brasil, la República del Paraguay y la República Oriental del Uruguay, en adelante denominados "Estados Partes";

CONSIDERANDO que la ampliación de las actuales dimensiones de sus mercados nacionales, a través de la integración, constituye condición fundamental para acelerar sus procesos de desarrollo económico con justicia social;

ENTENDIENDO que ese objetivo debe ser alcanzado mediante el más eficaz aprovechamiento de los recursos disponibles, la preservación del medio ambiente, el mejoramiento de las interconexiones físicas, la coordinación de las políticas macroeconómicas y la complementación de los diferentes sectores de la economía, con base en los principios de gradualidad, flexibilidad y equilibrio;

TENIENDO en cuenta la evolución de los acontecimientos internacionales, en especial la consolidación de grandes espacios económicos y la importancia de lograr una adecuada inserción internacional para sus países;

EXPRESANDO que este proceso de integración constituye una respuesta adecuada a tales acontecimientos;

CONCIENTES de que el presente Tratado debe ser considerado como un nuevo avance en el esfuerzo tendiente al desarrollo en forma progresiva de la integración de América Latina, conforme al objetivo del Tratado de Montevideo de 1980;

CONVENCIDOS de la necesidad de promover el desarrollo científico y tecnológico de los Estados Partes y de modernizar sus economías para ampliar la oferta y la calidad de los bienes y servicios disponibles a fin de mejorar las condiciones de vida de sus habitantes;

REAFIRMANDO su voluntad política de dejar establecidas las bases para una unión cada vez más estrecha entre sus pueblos, con la finalidad de alcanzar los objetivos arriba mencionados,

ACUERDAN:

TRATADO DE ASUNCIÓN

CAPÍTULO I

PROPOSITOS, PRINCIPIOS E INSTRUMENTOS

Artículo 1

Los Estados Partes deciden constituir un Mercado Común, que deber estar conformado al 31 de diciembre de 1994, el que se denominará "Mercado Común del Sur" (MERCOSUR).

Este Mercado Común implica

- La libre circulación de bienes, servicios y factores productivos entre los países, a través, entre otros, de la eliminación de los derechos aduaneros y restricciones no arancelarias a la circulación de mercaderías y de cualquier otra medida equivalente;
- El establecimiento de un arancel externo común y la adopción de una política comercial común con relación a terceros Estados o agrupaciones de Estados y la coordinación de posiciones en foros económico-comerciales regionales e internacionales;
- La coordinación de políticas macroeconómicas y sectoriales entre los Estados Partes: de comercio exterior, agrícola, industrial, fiscal, monetaria, cambiaria y de capitales, de servicios, aduanera, de transportes y comunicaciones y otras que se acuerden, a fin de asegurar condiciones adecuadas de competencia entre los Estados Partes;
- El compromiso de los Estados Partes de armonizar sus legislaciones en las áreas pertinentes, para lograr el fortalecimiento del proceso de integración.

Artículo 2

El Mercado Común estará fundado en la reciprocidad de derechos y obligaciones entre los Estados Partes.

Artículo 3

Durante el período de transición, que se extenderá desde la entrada en vigor del presente Tratado hasta el 31 de diciembre de 1994, y a fin de facilitar la constitución del Mercado Común, los Estados Partes adoptan un Régimen General de Origen, un Sistema de Solución de Controversias y Cláusulas de Salvaguardia.

Artículo 4

En las relaciones con terceros países, los Estados Partes asegurarán condiciones equitativas de comercio. A tal efecto, aplicarán sus legislaciones nacionales para inhibir importaciones cuyos precios estén influenciados por subsidios, dumping o cualquier otra práctica desleal. Paralelamente, los Estados Partes coordinarán sus respectivas políticas nacionales, con el objeto de elaborar normas comunes sobre competencia comercial.

Artículo 5

Durante el período de transición, los principales instrumentos para la constitución del Mercado Común serán:

- a) Un Programa de Liberación Comercial, que consistirá en rebajas arancelarias progresivas, lineales y automáticas, acompañadas de la eliminación de restricciones no arancelarias o medidas de efectos equivalentes, así como de otras restricciones al comercio entre los Estados Partes, para llegar al 31 de diciembre de 1994 con arancel cero, sin restricciones no arancelarias sobre la totalidad del universo arancelario;

b) La coordinación de políticas macroeconómicas que se realizará gradualmente y en forma convergente con los programas de desgravación arancelaria y de eliminación de restricciones no arancelarias indicados en el literal anterior;

c) Un arancel externo común, que incentive la competitividad externa de los Estados Partes;

d) La adopción de acuerdos sectoriales, con el fin de optimizar la utilización y movilidad de los factores de producción y de alcanzar escalas operativas eficientes.

Artículo 6

Los Estados Partes reconocen diferencias puntuales de ritmo para la República del Paraguay y para la República Oriental del Uruguay, las que constan en el Programa de Liberación Comercial.

Artículo 7

En materia de impuestos, tasas y otros gravámenes internos, los productos originarios del territorio de un Estado Parte gozarán, en los otros Estados Partes, del mismo tratamiento que se aplique al producto nacional.

Artículo 8

Los Estados Partes se comprometen a preservar los compromisos asumidos hasta la fecha de la celebración del presente Tratado, inclusive los acuerdos firmados en el ámbito de la Asociación Latinoamericana de Integración, y a coordinar sus posiciones en las negociaciones comerciales externas que emprendan durante el período de transición. Para ello:

a) Evitarán afectar los intereses de los Estados Partes en las negociaciones comerciales que realicen entre sí hasta el 31 de diciembre de 1994;

b) Evitarán afectar los intereses de los demás Estados Partes o los objetivos del Mercado Común en los acuerdos que celebraren con otros países miembros de la Asociación Latinoamericana de Integración durante el período de transición;

c) Celebrarán consultas entre sí siempre que negocien esquemas amplios de desgravación arancelaria tendientes a la formación de zonas de libre comercio con los demás países miembros de la Asociación Latinoamericana de Integración;

d) Extenderán automáticamente a los demás Estados Partes cualquier ventaja, favor, franquicia, inmunidad o privilegio que concedan a un producto originario de o destinado a terceros países no miembros de la Asociación Latinoamericana de Integración.

CAPITULO II

ESTRUCTURA ORGANICA

Artículo 9

La Administración y ejecución del presente Tratado y de los acuerdos específicos y decisiones que se adopten en el marco jurídico que el mismo establece durante el período de transición, estará a cargo de los siguientes órganos:

a) Consejo del Mercado Común

b) Grupo Mercado Común.

Artículo 10

El Consejo es el órgano superior del Mercado Común, correspondiéndole la conducción política del mismo y la toma de decisiones para asegurar el cumplimiento de los objetivos y plazos establecidos para la constitución definitiva del Mercado Común.

Artículo 11

El Consejo estará integrado por los Ministros de Relaciones Exteriores y los Ministros de Economía de los Estados Partes.

Se reunirá las veces que estime oportuno, y por lo menos una vez al año lo hará con la participación de los Presidentes de los Estados Partes.

Artículo 12

La Presidencia del Consejo se ejercerá por rotación de los Estados Partes y en orden alfabético, por períodos de seis meses.

Las reuniones del Consejo serán coordinadas por los Ministros de Relaciones Exteriores y podrán ser invitados a participar en ellas otros Ministros o autoridades de nivel ministerial.

Artículo 13

El Grupo Mercado Común es el órgano ejecutivo del Mercado Común y será coordinado por los Ministerios de Relaciones Exteriores.

El Grupo Mercado Común tendrá facultad de iniciativa. Sus funciones serán las siguientes:

- velar por el cumplimiento del Tratado;

- tomar las providencias necesarias para el cumplimiento de las decisiones adoptadas por el Consejo;

- proponer medidas concretas tendientes a la aplicación del Programa de Liberación Comercial, a la coordinación de políticas macroeconómicas y a la negociación de acuerdos frente a terceros;

- fijar el programa de trabajo que asegure el avance hacia la constitución del Mercado Común.

El Grupo Mercado Común podrá construir los Sub-grupos de Trabajo que fueren necesarios para el cumplimiento de sus cometidos. Inicialmente contará con los Sub-grupos mencionados en el Anexo V. El Grupo Mercado Común establecerá su Reglamento interno en el plazo de 60 días a partir de su instalación.

Artículo 14

El Grupo Mercado Común estará integrado por cuatro miembros titulares y cuatro miembros alternos por país, que representen a los siguientes organismos públicos:

- Ministerio de Relaciones Exteriores;

- Ministerio de Economía o sus equivalentes (áreas de Industria, Comercio Exterior y/o Coordinación Económica);

- Banco Central.

Al elaborar y proponer medidas concretas en el desarrollo de sus trabajos, hasta el 31 de diciembre 1994, el Grupo Mercado Común podrá convocar, cuando así lo juzgue conveniente, a representantes de otros organismos de la Administración Pública y del Sector Privado.

Artículo 15

El Grupo Mercado Común contará con una Secretaría Administrativa, cuyas principales funciones consistirán en la guarda de documentos y comunicación de actividades del mismo. Tendrá su sede en la ciudad de Montevideo.

Artículo 16

Durante el período de transición las decisiones del Consejo del Mercado Común y del Grupo Mercado Común serán tomadas por consenso y con la presencia de todos los Estados Partes.

Artículo 17

Los idiomas oficiales del Mercado Común serán el español y el portugués y la versión oficial de los documentos de trabajo será la del idioma del país sede de cada reunión.

Artículo 18

Antes del establecimiento del Mercado Común, el 31 de diciembre de 1994, los Estados Partes convocarán a una reunión extraordinaria con el objeto de determinar la estructura institucional definitiva de los órganos de administración del Mercado Común, así como las atribuciones específicas de cada uno de ellos y su sistema de adopción de decisiones.

CAPITULO III

VIGENCIA

Artículo 19

El presente Tratado tendrá duración indefinida y entrará en vigor 30 días después de la fecha de depósito del tercer instrumento de ratificación. Los instrumentos de ratificación serán depositados ante el Gobierno de la República del Paraguay que comunicará la fecha de depósito a los gobiernos de los demás Estados Partes. El Gobierno de la República del Paraguay notificará al Gobierno de cada uno de los demás Estados Partes la fecha de entrada en vigor del presente Tratado.

CAPITULO IV

ADHESION

Artículo 20

El presente Tratado estará abierto a la adhesión, mediante negociación, de los demás países miembros de la Asociación Latinoamericana de Integración, cuyas solicitudes podrán ser examinadas por los Estados Partes después de cinco años de vigencia de este Tratado. No obstante, podrán ser consideradas antes del referido plazo las solicitudes presentadas por países miembros de la Asociación Latinoamericana de Integración que no formen parte de esquemas de integración subregional o de una asociación extraregional. La aprobación de las solicitudes será objeto de decisión unánime de los Estados Partes.

CAPITULO V

DENUNCIA

Artículo 21

El Estado Parte que desee desvincularse del presente Tratado deberá comunicar esa intención a los demás Estados Partes de manera expresa y formal, efectuando dentro de los sesenta (60) días la entrega del documento de denuncia al Ministerio de Relaciones Exteriores de la República del Paraguay que lo distribuirá a los demás Estados Partes.

Artículo 22

Formalizada la denuncia, cesarán para el Estado denunciante los derechos y obligaciones que correspondan a su condición de Estado Parte, manteniéndose los referentes al programa de liberación del presente Tratado y otros aspectos que los Estados Partes, junto con el Estado denunciante, acuerden dentro de los sesenta (60) días posteriores a la formalización de la denuncia. Esos derechos y obligaciones del Estado denunciante continuarán en vigor por un período de dos (2) años a partir de la fecha de la mencionada formalización.

CAPITULO VI

DISPOSICIONES GENERALES

Artículo 23

El presente Tratado se denominará "Tratado de Asunción".

Artículo 24

Con el objeto de facilitar el avance hacia la conformación del Mercado Común se establecerá una Comisión Parlamentaria Conjunta del MERCOSUR. Los Poderes Ejecutivos de los Estados Partes mantendrán informados a los respectivos Poderes Legislativos sobre la evolución del Mercado Común objeto del presente Tratado.

HECHO en la ciudad de Asunción, a los veintiséis días del mes de marzo del año mil novecientos noventa y uno, en un original en los idiomas español y portugués, siendo ambos textos igualmente auténticos. El Gobierno de la República el Paraguay será el depositario del presente Tratado y enviará copia debidamente autenticada del mismo a los Gobiernos de los demás Estados Partes signatarios y adherentes.

POR EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA ARGENTINA

Carlos Saúl Menem; Guido di Tella

POR EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA FEDERATIVA DEL BRASIL

Fernando Collor; Francisco Rezek

POR EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA DEL PARAGUAY

Andrés Rodríguez; Alexis Frutos Vaesken

POR EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA ORIENTAL DEL URUGUAY

Luis Alberto Lacalle Herrera; Héctor Gros Espiell.

Sources : <http://www.rau.edu.uy/mercosur/tratasp.htm>

Version de 1998

ANNEXE 14 – Cible du questionnaire

Pays	Villes	Société/Institution	Personnes interrogées	Poste occupé
Brésil	Rio de Janeiro	PEUGEOT-CITROEN	Rodrigo Junqueira	Directeur Relations Extérieures et Communication
		SAINT-GOBAIN CANALIZAÇÕES	Walter Costa	Surintendant Export
		ESSILOR	Charles-Eric Poussin	Directeur Marketing Amérique latine/Caraïbe
		ACCOR HOSPITALITY	Roland Villard	Chef cuisinier – Responsable Cuisine SOFITEL Amérique du Sud
	Brasília	ITAMARATY- Ministère des Relations Extérieures du Brésil	Luciano Pereira de Souza	Secrétaire DNC II - Département des Négociations Extra-Régionales du Mercosud
		AMBASSADE DE FRANCE Mission Économique	Sébastien Andrieux	Conseiller économique : politiques publiques et relations bilatérales
	São Paulo	ACCOR HOSPITALITY	Roland de Bonadona	Directeur Général Amérique latine
		CALYON-CREDIT AGRICOLE	Pierre Bruchacsek	Consultant institutionnel
		DOUX	Guy Odri	Directeur Général Monde
		EUROVO LACTALIS	Philippe Depré	Directeur Général
	São José dos Pinhais	RENAULT	Orlando Brugger	Directeur Logistique Mercosud
	Porto Alegre	UNIVERSIDADE DO RIO GRANDE DO SUL	Susana Arrosa Soares	Professeur
Uruguay	Montevideo	UNION EUROPEENNE Délégation de la Commission Européenne en Uruguay et au Paraguay	Juan Víctor Monfort	Chef de la délégation, Chargé d'affaires économiques et commerciales
		Secrétariat du MERCOSUD	Juliana Dell' Agnolo	Conseillère technique - Département Documentation et Divulgateion
Argentine	Buenos Aires	AIERA Association d'Importateurs et d'Exportateurs de la République d'Argentine	Adriano De Fina	Directeur Général
		AMBASSADE DE FRANCE Mission Économique	Joëlle Bonnet	Conseillère économique - Chargée des questions multilatérales (Mercosud/OMC)
		UNION EUROPEENNE Délégation de la Commission Européenne en Argentine	Gimeno Verdejo	Chargé d'affaires économiques et commerciales

ACRONYMES

ACP	Afrique Caraïbe Pacifique
AEC	Association des États de la Caraïbe
ALADI	Association Latino-Américaine D'Intégration
ALALC	Association Latino Américaine de Libre Commerce
ALBA	Alliance Bolivarienne pour les peuples d'Amérique
ALC	Amérique Latine – Caraïbe
AUE	Acte Unique Européen
ANFAVEA	Associação Nacional dos Fabricantes de Veículos Automotores (Brésil) Association Nationale des Fabricants Automobiles ³⁸³
BCE	Banque Centrale Européenne
BFB	Banco Francês y Brasileiro (Banque Française et Brésilienne)
BIRD	Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
BM	Banque Mondiale
CAN	Communauté Andine des Nations
CBN	Comité Bi-régional de Négociations
CE	Commission Européenne
CE	Communauté Européenne
CECA	Communauté Européenne du Charbon e de l'Acier
CED	Communauté Européenne de Défense
CEE	Communauté Économique Européenne
CEPAL	Commission Économique Pour l'Amérique Latine
CIJ	Cour Internationale de Justice
CIRDI	Centre International de Règlement des Différents relatifs à l'Investissement
DSR	Document de Stratégie Régionale
DG	Direction Générale
EURATOM	Communauté Européenne de l'Énergie Atomique (ou CEEA)
FMI	Fond Monétaire International
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade
ICD	Instrument de financement de la Coopération au Développement
IDE	Investissements Directs Étrangers
IFCD	Instrument de Financement de la Coopération au Développement
INDEC	Instituto Nacional De Estadística y Censos de la República de Argentina Institut National Des Statistiques et du Recensement ¹
ISI	Industrialisation par Substitution aux Importations
JAI	Justice et Affaires Intérieures / coopération policière et judiciaire en matière pénale
MCCA	Marché Commun Centre Américain
OEA	Organisation des États Américains
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONU	Organisation des Nations Unies
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PAC	Politique Agricole Commune
PESC	Politique Étrangère et de Sécurité Commune
PICAB	Programme d'Intégration et de Coopération économique entre l'Argentine et le Brésil
RFA	République Fédérale d'Allemagne
RI	Relations Internationales

³⁸³ Traduction propre.

SDN	Société Des Nations
SEAE	Service Européen pour l' Action Extérieure
SICA	Système d'Intégration Centre Américain
TEC	Tarif Extérieur Commun
TUE	Traité de l' Union Européenne
UE	Union Européenne
UEM	Union Économique et Monétaire
ZLEA	Zone de Libre Échange des Amériques

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Support papier

AMILHAT-SZARY, Anne-Laure. Géopolitique et frontières en Amérique latine. L'Amérique Latine / ed. par S. Hardy et L. Médina. Nantes : Éditions du Temps, 2005. p.11-33.

Également disponible en version électronique sur :

<http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00252981/fr/>

ARAÚJO, Ernesto Henrique Fraga. O Mercosul: negociações extra-regionais. Brasília : Fundação Alexandre de Gusmão – Ministério das Relações Exteriores, 2007. 352 p. ISBN 978-85-7631-107-2

BALASSA, Bela. Theory of economic integration. Homewood (Illinois) : Richard Irwin, 1961. 304 p.

BANDEIRA, Luiz Alberto Moniz. Brasil, Argentina e Estados Unidos : conflito e integração na América do Sul (Da Triple Aliança ao Mercosul, 1870-2003). Rio de Janeiro : Revan, 2003. 680 p. ISBN 85-7106-272-2

BANDEIRA, Luiz Alberto Moniz. A Guerra do Chaco. IN Revista Brasileira de Política Internacional. Brasília : Instituto Brasileiro de Relações Internacionais, Vol. 41, N°1, jan./juin 1998. p.162-197. ISSN 0034-7329.

BATTISTELLA, Dario. Théories des relations internationales. 2e éd. Paris : Presses de Sciences Po, 2006. 588 p. ISBN 978-2-7246-1000-0

BODENHEIMER, Thomas. GOULD, Robert. Rollback : Right-wing Power in U.S. Foreign Policy. Boston : South End Press, 1989. 272 p. ISBN 0-89608-345-4

CALDEIRA, Kássia. Le Mercosud en quête d'avenir : une intégration à la lumière de l'expérience européenne ? Les acteurs du processus de construction du Mercosud. 1985-2001. Thèse : Socio-économie du développement : EHESS : 7 octobre 2003.

COUFFIGNAL, Georges. Les relations Union européenne – Amérique latine : simple routine ou prolégomènes d'une politique étrangère européenne ? IN COUFFIGNAL, Georges (dir.). Amérique latine : une Amérique latine toujours plus diverse. Paris : La Documentation Française, 2010. p. 99-112. ISBN 978-2-11-008008-0

DABÈNE, Olivier. L'intégration régionale en Amérique latine : le Mercosur. Paris : CERI – Sciences-Po, novembre 1995. 41 p.

DABÈNE, Olivier. L'Amérique latine à l'époque contemporaine. 6^e éd. Paris : Armand Colin, 2006. 263 p. ISBN 2-200-34710-3

DE MONSERRAT LLAIRÓ, María (Coord.). BRICEÑO RUIZ José. BIZZOZERO REVELEZ Lincoln. Venezuela en el Mercosur : tres miradas, tres interpretaciones. Buenos Aires : Universidad de Buenos Aires, 2006. 153 p. ISBN 950-29-0958-5

DELIA DEL PILAR, Otero. Integración latinoamericana: ciclos en la construcción de un proyecto fundacional. Université du Texas : Alción Editora, 2007. 251 p. ISBN 9871359101.

DEZALAY, Yves. G.GARTH, Bryant. La mondialisation des guerres de palais : la restructuration du pouvoir d'état en Amérique latine, entre notables du droit et « Chicago Boys ». Paris : Seuil, 2002. 504 p. ISBN 2-02-049532-5

DUCLOS CARISIO, Maria Clara. A política agrícola comum e seus efeitos sobre o Brasil. Brasília : Instituto Rio Branco/Fundação Alexandre de Gusmão/Ministério das Relações Exteriores, 2006. 312 p. ISBN 85-7631-037-6

DURAND, Marie-Françoise, GIORDANO Paolo, VALLADÃO, Alfredo. Vers un accord entre l'Europe et le Mercosur. Paris : Presses de Sciences Po, 2001. 451 p. ISBN 2-7246-0856-9

ENDERS, Armelle. Histoire du Brésil contemporain : XIX^e-XX^e siècles. Bruxelles : Complexe, 1997. 282 p. ISBN 2-87027-637-0

ESCUDE, Carlos. Realismo periférico: una filosofía de política exterior para los estados débiles. Buenos Aires : Universidad del CEMA – Serie Documentos de Trabajo, N° 406, septembre 2009. 14 p. ISSN 1668-4575

FLAESCH-MOUGIN, Catherine. KASMI, Jamel. LEBULLENGER, Joël. Relations de la Communauté européenne avec les pays d'Amérique latine et d'Asie. Jurisclasseur Europe Traité, Fasc. 2230, 2005, 29 p.

FLAESCH-MOUGIN, Catherine. LEBULLENGER, Joël. Le partenariat entre l'Union européenne et les Amériques. Rennes : Apogée, 1999. 380 p. ISBN 2-84398-043-7

FREGOSI, Renée. Altérité et mondialisation : la voie latino-américaine. Paris : Ellipses, 2006. 254 p. ISBN 978-2-7298-2978-0

HAAS, Bernard Ernst. The Uniting of Europe. Stanford : Stanford University Press, 1958.

GIRAULT, Christian. Intégration et coopération régionale en Amérique du Sud. IN Intégrations en Amérique du Sud. Paris : Sorbonne Nouvelle, 2009. p. 39-61. ISBN 978-2-87854-473-2

MAIA, Luis. L'Accord d'association Union européenne - Chili et la spécificité chilienne dans le contexte latino-américain. Thèse de Doctorat : Sciences Politiques : Paris III - IHEAL : 18 décembre 2008. 268 p.

MITRANY, David. A working peace system: an argument for the functional development of international organizations. London : Royal Institute of International Affairs, 1943.

MORAVCSIK, Andrew. The choice for Europe : social purpose and state power from Messina to Maastricht. Ithaca : Cornell University Press, 1998. 420 p. ISBN 978-0801485091

MOURA, Heitor. Serviços profissionais: possibilidades de negociações entre a UE e o Mercosul. IN FLÔRES, Renato. MARCONINI, Mário (Coord.). Acordo Mercosul-União européia: além da agricultura. Rio de Janeiro: Konrad Adenauer Stiftung, 2003. p.167-212. ISBN 85-7504-038-3

PARADISO, José. Debates y trayectoria de la política exterior argentina. Buenos Aires : Grupo Editor Latinoamericano, 1993. 212 p.

PEÑA, Félix. Les intérêts du Mercosur dans les négociations avec l'Union européenne. IN Vers un accord entre l'Europe et le Mercosur. Paris : Presses de Sciences Po, 2001. 451 p. ISBN 2-7246-0856-9

PERROUX, François. L'économie du XX^e siècle. Paris : Presses Universitaires de France, 1964, 2^e éd. 692 p.

QUENAN, Carlos. Le régionalisme : entre convergence et concurrence des projets. *Questions Internationales*, ISSN 1761-7146, mars-avril 2006, N° 18, 127 p.

RAPOPORT, Mario. CERVO, Amado Luiz. El Cono Sur : una historia común. Buenos Aires : Fondo de Cultura Económica, 2001. 368 p. ISBN 950-557-509-2

REIS, João Molla. VENEGA, Sandra Regina. KALIL, Fátima Alves. Fontes e mecanismos de participação no mercado internacional de capitais. Lima : Asociación Latinoamericana de Instituciones Financieras de Desarrollo, 1980. 122 p.

ROBIN, Rodolphe. Le management hôtelier en Amérique latine : l'exemple du Sofitel Rio de Janeiro. Mémoire de Master : Management Franco Latino-Américain : Université de Pau et des Pays de l'Adour – IAE de Bayonne : soutenu en juin 2005.

ROBIN, Rodolphe. Mercosur : política externa y perspectivas interregionalistas con las « economías del norte ». IN JARAMILLO, Grace (Coord.). Los nuevos enfoques de la integración : más allá del regionalismo. Quito : FLACSO, 2008. p. 57-74. ISBN: 978-9978-67-164-1

ROUQUIÉ, Alain. Amérique latine : introduction à l'Extrême-Occident. Paris : Seuil, 1998. 484 p. ISBN 2-02-020624-2

ROUQUIÉ, Alain. Le Brésil au XXI^e siècle : naissance d'un nouveau grand. Paris : Fayard, 2006. 409 p. ISBN 2-213-62863-7

SANAHUJA, José Antonio. L'UE et l'intégration régionale en Amérique latine : la nécessité d'adopter une nouvelle stratégie. IN SANTANDER, Sebastián (Coord.). Le partenariat stratégique Union européenne/Amérique latine dans un monde en mutation : quelles évolutions et perspectives ? Bruxelles : CERCAL n°2, 2007. p. 35-55. ISSN 1781-6637

SANTANDER, Sebastián. Le régionalisme sud-américain, l'Union européenne et les États-unis. Bruxelles : Université de Bruxelles, 2008. 280 p. ISBN 978-2-8004-1415-7

SÉGUIN DES HONS, André. Le Brésil : presse et histoire, 1930-1985. Paris : L'Harmattan, 1985. 218 p. ISBN 2-85802-595-6

SERRA, José. ALCA, Mercosul e abertura externa. IN Política Externa. São Paulo : Paz e Terra, Vol. 7, N°1, juin 1998, p. 15-30.

SIROËN, Jean-Marc. Relations Économiques Internationales. Paris : Amphi Économie, 2002. 240 p. ISBN 978-2749500546

TORRENT, Ramón. Las relaciones Unión europea – América latina en los últimos diez años: el resultado de la inexistencia de una política. IN PEÑA, Félix. TORRENT, Ramón. Hacia una nueva etapa en las relaciones Unión europea – América latina: un diagnóstico inicial. Barcelone : OBREAL – Publicacions i edicions de la universitat de Barcelona, 2005. p. 11-126. ISBN 84-475-2921-5

TROTIGNON, Jérôme. Brésil - Argentine : effets statiques et dynamiques de l'intégration commerciale. Écully : GATE – CNRS, 2001. 22 p.

VALLADÃO, Alfredo. Le triangle atlantique : l'émergence de l'Amérique latine dans les relations Europe - États-unis. Série transatlantique. Notes de l'IFRI 16, Paris, 1999, 64 p.

VENTURA, Deisy. Les asymétries entre le Mercosur et l'Union européenne : les enjeux d'une association interrégionale. Paris : L'Harmattan, 2003. 501 p. ISBN 2-7475-4691-8

VINER, Jacob. The Customs Union. New York : Carnegie Endowment for International Peace, 1950.

Support électronique

BANDEIRA, Luiz Alberto Moniz. A CIA e a técnica do golpe de Estado [en ligne]. Revista Espaço Acadêmico, N° 58, Mars 2006. ISSN 1519.6186. Disponible sur : <http://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:fbBPDyDHZSoJ:www.espacoacademico.com.br/058/58bandeira.htm+relat%C3%B3rio+%22Paulo+Francisco+Torres%22&cd=1&hl=fr&ct=clnk&gl=fr&client=firefox-a>

BOLÍVAR, Simón. Manifiesto de Cartagena [en ligne]. WIKISOURCE, 15 décembre 1812 [réf. du 17-09-06]. Disponible sur : http://es.wikisource.org/wiki/Manifiesto_de_Cartagena

BOLÍVAR, Simón. Carta de Jamaica [en ligne]. WIKISOURCE, 6 septembre 1815 [réf. du 07-08-08]. Disponible sur : http://es.wikisource.org/wiki/Carta_de_Jamaica

BOLÍVAR, Simón. Discurso de Simón Bolívar ante el Congreso de Angostura [en ligne]. WIKISOURCE, 15 février 1819 [réf. du 08-06-09]. Disponible sur : http://es.wikisource.org/wiki/Discurso_de_Sim%C3%B3n_Bol%C3%ADvar_ante_el_Congreso_de_Angostura

BRESSER PEREIRA, Luiz Carlos. Os dois congelamentos de preços no Brasil [en ligne]. Revista de Economia Política, Vol. 8, N° 4, octobre/décembre 1988, p. 48-66. Disponible sur :

<http://www.rep.org.br/pdf/32-4.pdf>

CAPUTO SILVA, Anderson. OLIVEIRA DE CARVALHO, Lena. LADEIRA DE MEDEIROS, Otavio. Dívida pública: a experiência brasileira [en ligne]. Brasília: Secretaria do Tesouro Nacional do Brasil, Banco Mundial, 2009. 502 p. ISBN 978-85-87841-34-6. Disponible sur :

http://www.tesouro.fazenda.gov.br/divida_publica/downloads/Anexo_Estatistico.pdf

CIA. The World Factbook [en ligne]. VDM Verlag Dr. Mueller AG & Co. Kg, 2010, 144 pages. ISBN 9786130466350. Disponible sur :

<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/index.html>

CISNEROS, Andrés. ESCUDÉ, Carlos. El tratado del ABC (Argentina-Brasil-Chile) de mayo de 1915. IN CISNEROS, Andrés. ESCUDÉ, Carlos. Historia general de las relaciones exteriores de la República Argentina [en ligne]. Buenos Aires : Grupo Editor Latinoamericano, 2000, Tome VII, Chapitre 36. Disponible sur :

<http://www.ucema.edu.ar/ceieg/arg-rree/7/7-040.htm>

COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU CONSEIL ET AU PARLEMENT EUROPEEN, COM (2001) 295 final. Programme d'action pour l'intégration de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la coopération au développement de la Communauté [en ligne]. Bruxelles : 21 juin 2001, 28 p. Format PDF. Disponible sur :

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2001:0295:FIN:FR:PDF>

COMMISSION EUROPÉENNE – ACTION EXTÉRIEURE. Mercosur : document de stratégie régionale, 2007-2013 [en ligne]. Bruxelles : 2 août 2007, 73 p. Format PDF. Disponible sur :

http://www.eeas.europa.eu/mercosur/rsp/07_13_fr.pdf

COMMISSION EUROPEENNE – DG COMMERCE. European Commission proposes relaunch of trade negotiations with Mercosur countries [en ligne]. Bruxelles : 4 mai 2010, 2 p. Format PDF. Disponible sur :

http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2010/may/tradoc_146112.pdf

COMMISSION EUROPEENNE – EUROSTAT. Mercosur Trade Statistics [en ligne]. Bruxelles : 10 juin 2011. Disponible sur :

http://ec.europa.eu/trade/creating-opportunities/bilateral-relations/regions/mercosur/index_en.htm

DABÈNE, Olivier. Intégration régionale : principales approches théoriques [en ligne]. OPALC, 29 septembre 2008. 14 p. Format PDF. Disponible sur :

http://www.opalc.org/index.php?option=com_content&task=view&id=35&Itemid=31

DABÈNE, Olivier. Étudier l'intégration : trajectoires historiques [en ligne]. OPALC, 1^{er} juin 2009. 15 p. Format PDF. Disponible sur :

http://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:mBEjXhMJwtkJ:www.opalc.org/web/index.php%3Foption%3Dcom_content%26view%3Darticle%26id%3D153:trajectoires-historiques%26catid%3D149:etudier-lintegration%26Itemid%3D183+vargas+peron+projet+d%27union+douani%3%A8re&cd=1&hl=fr&ct=clnk&gl=fr&client=firefox-a

DAMILL, Mario. FRENKEL Roberto. La Argentina y la crisis internacional [en ligne]. INICIATIVA PARA LA TRANSPARENCIA FINANCIERA N°43, avril 2009. 11 p. Format PDF. Disponible sur :

<http://www.itf.org.ar/pdf/lecturas/lectura43.pdf>

DE AZEVEDO BASTO, Raphael Eduardo. Esmeraldo de Situ Orbis por Duarte Pacheco Pereira [en ligne]. Édition commémorative du 400^e anniversaire de la découverte de l'Amérique. Lisbonne : Imprensa Nacional, 1892. 193 p. Disponible sur :

<http://www.archive.org/stream/esmeraldodesitu00peregog#page/n7/mode/1up>

GATT. Text of the General Agreement [en ligne]. Genève : OMC, juillet 1986. 105 p. Format PDF. Disponible sur :

http://www.wto.org/english/docs_e/legal_e/gatt47_e.pdf

GIRAULT, Christian. L'entrée du Brésil sur la scène mondiale. IN L'essor du Brésil [en ligne]. Paris : Rayonnement du CNRS, Bulletin N° 56 - juin 2011. 76 p. ISSN 1953-6542. Format PDF. Disponible sur :

<http://www.anciens-amis-cnrs.com/bulletin/b56/girault.pdf>

LAROUSSE. Dictionnaire de Français [en ligne]. Paris : Larousse, 2008. Disponible sur :

<http://www.larousse.fr/>

LEVEQUE, Michel. La technologie nucléaire au Brésil [en ligne]. São Paulo : Cendotec, Mars 1999. 12 p. Format PDF. Disponible sur :

<http://www.cendotec.org.br/dossier/cendotec/nuclebrazil.pdf>

MEDEF. Lettre du Président de la Commission Commerce International au Commissaire du Commerce de la Commission européenne [en ligne]. Paris : 9 mai 2011. Disponible sur :

<http://www.uic.fr/actualite-27908-accord-ue-mercosur-lettres-medef>

MEDEF. Lettre du Président de la Commission Commerce International au Secrétaire d'État auprès de la Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, chargé du Commerce extérieur [en ligne]. Paris : 9 mai 2011. Disponible sur :

<http://www.uic.fr/actualite-27908-accord-ue-mercosur-lettres-medef>

MEMORANDUM OF THE UNITED STATES GOVERNMENT. Blue Book on Argentina : consultation among the American Republics with respect to the Argentine Situation [en ligne]. New-York : Greenberg, février 1946. 58 p. Format PDF. Disponible sur :

<http://www.mediafire.com/?wthf4mmh2n>

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGERES. Plan d'action pour la mise en œuvre du Partenariat stratégique entre la République française et la République fédérative du Brésil [en ligne]. Disponible sur :

<http://www.doc.diplomatie.gouv.fr/BASIS/pacte/webext/bilat/DDD/20080305.pdf>

MINISTÉRIO DAS RELAÇÕES EXTERIORES DO BRASIL. Atos em Vigor Assinados com a Federação da Rússia : Acordo pelo qual fica estabelecida a Comissão Intergovernamental Brasileiro-Soviética de Cooperação Comercial e Econômica, Científica e Tecnológica [en ligne]. Disponible sur :

<http://www2.mre.gov.br/dai/birussia.htm>

MINISTÉRIO DAS RELAÇÕES EXTERIORES DO BRASIL. Atos em Vigor Assinados com a República Argentina [en ligne]. Disponible sur :

<http://www2.mre.gov.br/dai/biargent.htm>

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES DE ARGENTINA. Tratados Bilaterales : Federación Rusa [en ligne]. Disponible sur :

<http://www.cancilleria.gov.ar/portal/serec/ditra/ruold.html>

ONU. Exchange of notes constituting an agreement for the continuance of trade between the two countries : Buenos Aires, 26 November 1959. IN Recueil des Traités [en ligne]. ONU, 1960, Volume 374, N° 5325, p. 31-37. Disponible sur :

http://untreaty.un.org/unts/1_60000/11/6/00020291.pdf

PARLEMENT EUROPEEN, Communiqué de presse. L'accord UE-Mercosur au cœur de la session plénière d'EuroLat [en ligne]. Bruxelles : 18 mai 2011. Disponible sur :

<http://www.europarl.europa.eu/fr/pressroom/content/20110516IPR19428/html/L%27accord-UE-Mercosur-au-c%25%93ur-de-la-session-pl%27C3%A9ni%C3%A8re-d%27EuroLat>

PRESIDÊNCIA DA REPÚBLICA FEDERATIVA DO BRASIL. Constituição da República Federativa do Brasil de 1988 [en ligne]. Brasília : Planalto, 5 octobre 1988. Disponible sur :

http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constitui%C3%A7ao.htm

ROBIN, Rodolphe. Mercosur – Union européenne : au-delà des réunions de négociation. IN ACTES DOCTORIALES 2008. Politique étrangère dans les Amériques : entre crises et alliances [en ligne]. Paris : Institut des Amériques, mai 2010. p 205-217. Disponible sur :

http://www.institutdesameriques.fr/fiche_doc.jsp?idaction=null&id_doc=442&idtheme=04

ROLDAN BARBERO, Javier. Les relations extérieures de l'Union européenne : quelques faiblesses et incertitudes juridiques. IN VANDERSANDEN, Georges. Mélanges en hommage à Jean-Victor Louis, vol. II [en ligne]. Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles, 2003. p. 173-185. ISBN 2-8004-1316-6. Disponible sur :

http://digistore.bib.ulb.ac.be/2007/a673706_002_o.pdf

SENADO FEDERAL DO BRASIL. Exposé du Ministre de l'Etat des Relations Extérieures, l'ambassadeur Celso Amorim, en audience publique de la Commission des Relations Extérieures et de la Défense Nationale du Sénat Fédéral, sur la situation des brésiliens au Liban et les négociations de la Conférence de Doha de l'OMC (Partie II) [En ligne]. Brasilia : 2 août 2006. Disponible sur :

<http://mundorama.net/2006/08/02/exposicao-do-ministro-de-estado-das-relacoes-exteriores-embaixador-celso-amorim-em-audiencia-publica-da-comissao-de-relacoes-exteriores-e-defesa-nacional-do-senado-federal-sobre-a-situacao-dos-bras/>

U.S. GOVERNMENT. The Charter of Punta del Este, establishing an Alliance for Progress within the framework of operation Pan America : august 17, 1961 [en ligne]. New Haven : Yale University Library, 2008. Disponible sur :

http://avalon.law.yale.edu/20th_century/intam16.asp

WILLIAMSON, John. What Washington means by policy reform. IN Latin american adjustment: how much has happened? [en ligne]. Washington, DC : Peterson Institute for International Economics, novembre 2002. Disponible sur :

<http://www.iie.com/publications/papers/paper.cfm?ResearchID=486>

YOCKELSON, Mitchell. The United States Forces and the Mexican Punitive Expedition : Part 1 [en ligne]. Prologue, Automne 1998, Vol. 29, N° 3. Disponible sur :

<http://www.archives.gov/publications/prologue/1997/fall/mexican-punitive-expedition-1.html>

Articles de journaux électroniques

BISSON, Delphine. Négociations UE/Mercosur : l'agriculture serait bien le secteur perdant [en ligne]. Vendée Agricole, N° 1683, 24/07/2011. Disponible sur :

<http://www.agri85.fr/actualite-numero-1683.php>

BREHON, Nicolas-Jean. La correction britannique [en ligne]. LE MONDE, 19/11/2002. Disponible sur :

<http://www.finances-europe.com/article19.htm>

COMMISSION EUROPÉENNE, Journal Officiel n° L 249, du 10/11/1971. Disponible sur :

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:31971R2387:FR:HTML>

COMMISSION EUROPÉENNE, Journal Officiel n° L 333, du 4/12/1973. Disponible sur :

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:21973A0402%2802%29:FR:HTML>

COMMISSION EUROPÉENNE, Journal Officiel n° L 102, du 11/04/1974. Disponible sur :

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:21973A1219%2801%29:FR:HTML>

COMMISSION EUROPÉENNE, Journal Officiel n° L 247, du 23/09/1975. Disponible sur :

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:21975A0715%2803%29:FR:HTML>

COMMISSION EUROPÉENNE, Journal Officiel n° L 281, du 4/10/1982. Disponible sur :
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:21980A0918%2801%29:FR:HTML>

COMMISSION EUROPÉENNE, Journal Officiel n° L 153, du 8/06/1984. Disponible sur :
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:21984A0608%2801%29:FR:HTML>

COMMISSION EUROPÉENNE, Journal Officiel n° L 172, du 30.6.1986. Disponible sur :
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:21986A0630%2801%29:FR:HTML>

COMMISSION EUROPÉENNE, Journal Officiel n° L 209 du 19/08/1996 et, n° L 42, du 16/02/1999. Disponible sur :
<http://eur-lex.europa.eu/Notice.do?val=329532:cs&lang=en&list=329532:cs,329531:cs,329535:cs,329534:cs,330832:cs,330831:cs,330830:cs,330829:cs,349284:cs,349283:cs,&pos=1&page=1&nbl=18&pgs=10&hwords=&checktexte=checkbox&visu=#texte>

COMMISSION EUROPÉENNE, Journal Officiel n° L 069 du 19/03/1996 et n° L112, du 29/04/1999. Disponible sur :
<http://eur-lex.europa.eu/Notice.do?val=329666:cs&lang=en&list=329666:cs,347117:cs,329638:cs,235161:cs,&pos=1&page=1&nbl=4&pgs=10&hwords=&checktexte=checkbox&visu=#texte>

COMMISSION EUROPÉENNE, Journal Officiel n° L 276 du 28/10/2000. Disponible sur :
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:22000A1028%2801%29:FR:HTML>

COPA-COGECA. Le COPA-COGECA met en garde les eurodéputés contre l'impact catastrophique d'un accord commercial avec le Mercosur sur le secteur agricole européen lors d'un important séminaire [en ligne]. Bruxelles : Communiqué de presse, 02/05/11. Disponible sur :
<http://www.copa-cogeca.be/Main.aspx?page=Archive&lang=fr>

MERCOPRESS. Paraguayan congress puts price to Venezuela's Mercosur incorporation [en ligne]. Montevideo : 05/02/2011. Disponible sur :
<http://en.mercopress.com/2011/02/05/paraguayan-congress-puts-price-to-venezuela-s-mercotur-incorporation>

MERCOPRESS. "Chavez' Venezuela has no chance of joining Mercosur" says Paraguay Congress [en ligne]. Montevideo : 26/08/2011. Disponible sur :
<http://en.mercopress.com/2011/08/26/chavez-venezuela-has-no-chance-of-joining-mercotur-says-paraguay-congress>

RÉSUMÉ

Tandis que l'OMC éprouve des difficultés à réglementer le commerce, les nations expérimentent tous types d'accords susceptibles de favoriser leur stratégie d'insertion internationale : bilatéraux, stratégiques, régionaux, de coopération, d'association, etc.

Les États-unis et l'Union européenne sont en concurrence face au plus important marché latino-américain, le Mercosud, lequel bénéficie désormais d'un contexte favorable l'autorisant à choisir ses partenaires. Depuis le rejet du projet de ZLEA, le jeu de séduction tourne à l'avantage de l'Europe qui a su proposer un projet plus complet incluant la coopération pour le développement, l'approfondissement du dialogue politique et la libéralisation des échanges. L'ouverture de négociations en 1999 en vue de parvenir à un accord, dit d'association, entre les deux systèmes d'intégration régionale, symbolise l'apparition d'un concept nouveau : l'« inter-régionalisme ».

Pourquoi 12 années de négociations n'ont-elles pas été suffisantes pour parvenir à un consensus sur les termes de l'association ?

L'acuité des dossiers, le nombre de pays impliqués, le « nœud agricole, l'absence de consultation du secteur privé, sont autant d'éléments à prendre en considération. Ce travail synthétise un processus de négociation complexe et présente la particularité d'inclure le secteur privé. En partant à la rencontre, des acteurs politiques et économiques, des deux régions, on observe que le secteur privé n'occupe pas la place qui lui revient de droit dans ce projet. Il ne manque pas de le rappeler ici et, ce faisant, interpelle l'Université sur le rôle qu'elle a à jouer dans l'évolution des relations entre l'Europe et le Mercosud.

Mots clés : Intégrations régionales / Inter-régionalisme / Mercosur / Union Européenne / Commission Européenne / Accord d'association UE – Mercosud / Négociations / Secteur privé / Acteurs politiques / Acteurs économiques.

ABSTRACT

In a global economic context where the WTO is losing momentum, nations experiment all sorts of agreements which are likely to help them implement their international integration strategies: bilateral, strategic, regional, cooperation, association agreements, etc.

It results in a competition between the United States and the European Union to win the most important market in Latin America, Mercosur, which now enjoys a favourable context and can choose its partners. Since the Free Trade Area of the Americas project was rejected, the game of seduction benefits Europe for it has offered a more complete project including cooperation for development, a deeper political dialogue and a free trade area. Furthermore, the negotiations opened in 1999 with a view to getting to a so-called “association” agreement between the two regional integration systems, symbolise the emergence of a new concept: “interregionalism”.

Why were those 12 years of negotiation not sufficient to reach a consensus on the terms of the association?

The complexity of the files, the number of countries involved, the agricultural issue and the lack of consulting from the private sector are all clues to be taken into consideration.

The interest of this research lies in the perspective given by political and economic stakeholders from the two regions. Meeting them and analysing their speeches helped me show that the private sector has not been directly consulted at all during the negotiations. In addition, the economic stakeholders have expressed their will to be part of the process. The private sector also called out the Universities, reminding the role they can play in the evolution of the relationship between the two regions.

Keywords: Regional integrations / Interregionalism / Mercosur / European Union / European Commission / EU – Mercosur Association Agreement / Negotiations / Private Sector / Political Stakeholders / Economic Stakeholders.